



JANN MARC ROUILLAN

Dix ans d'Action directe

Un témoignage, 1977-1987

Table des matières

| | |
|--|--|
| Page-Titre | |
| Informations 1 | |
| Préface | |
| Avant-propos. Une histoire d'Action directe | |
| I. L'héritage du grand Mai (1977-1979) | |
| Jusqu'au tournant du printemps 1977 | |
| Premières actions (1970-1974) | |
| L'apprentissage espagnol | |
| Naissance des Gari | |
| Premier emprisonnement | |
| Le noyau Action directe dans le rapprochement d'autres expériences | |
| Signification de la lutte armée | |
| L'impulsion des Brigade Rosse et de la Rote Armee Fraktion | |
| Sur la conjoncture politique à la fin des années 1970 | |
| L'échec du réformisme | |
| L'autonomie prolétarienne | |
| Le monopole de la violence | |
| La Coordination autonome | |
| Légitimité de la lutte des autonomes | |
| Ce que continuait l'autonomie | |
| Internationalisme de l'autonomie | |
| Se préparer à la lutte armée | |
| Légitimité des expropriations | |
| Codes et lieux de rencontre | |
| Engagement dans le combat | |
| La rencontre avec Nathalie | |
| Quelques lieux et des rencontres | |
| Jeu de cache-cache avec la répression | |
| Dévoilement de l'infâme | |
| Quelques semaines de repli | |
| Naissance d'Action directe | |
| II. Les premières actions (1979-1980) | |
| Fonctionnement | |
| Situation politico-sociale | |
| Premières offensives | |
| Les réseaux parisiens | |
| Courses-poursuites | |
| Contre l'impérialisme | |
| Rafles des 27-28 mars 1980 | |
| Retour à Paris et réorganisation | |

- Reconstitution du noyau organisationnel
- Retour à l'action
- L'arrestation du 13 septembre
- Retour de l'Infâme
- III. La prison et l'amnistie (1980-1982)
 - Poker menteur en régime CSE
 - Suite de la répression
 - Entre les murs de Fleury-Mérogis
 - Entre les murs de Fresnes
 - Des procès anti-franquistes
 - Élection de Mitterrand
 - Pressions hors prison
 - Amnistie
 - Premières libérations
 - Demi-mesure d'amnistie et reprise de la lutte
 - Des transferts à la libération
 - L'amnistie pour tous
- IV. Une phase de transition (1981-1982)
 - Retrouver une unité politique : ni liquidation ni militarisme
 - L'implantation à Barbès
 - Développement des réseaux
 - La lutte continue
 - Représailles de la police
 - Médiatisation de la lutte
 - Règlement de comptes
 - Combattre avec les révolutionnaires turcs
 - Répression de l'initiative à Barbès
 - La matraque et la carotte
 - Déménagement et reprise de la lutte
 - Le choix guérilléro
 - Débats et scissions dans l'organisation
 - Ce qu'il reste d'AD fin 1982
 - Le sens de notre décision
- V. De nouveau dans la clandestinité (printemps-été 1982)
 - Mobilisation contre le sommet de Versailles et l'intervention occidentale au Liban
 - Recyclage de la coopération impérialiste
 - Hésitations du pouvoir
 - L'État choisit son ennemi
 - La dissolution
 - Scénario de la dissolution
 - Préparatifs de fuite
 - Vieille Ganache et Grand Guignol

- VI. La construction du front (fin 1982-début 1984)
 - Contacts internationaux
 - Quelques méthodes de résistance
 - Les écoutes au scanner
 - Un calepin des voitures banalisées
 - Les exigences de la clandestinité
 - Fusillades, erreurs et mort d'homme
 - Nos exigences de sécurité
 - La mort de Ciro Rizzato
 - L'édition du mensuel L'Internationale
 - « Un mensuel militant pas comme les autres »
- VII. Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest (1984-1985)
 - Le combat international comme tâche révolutionnaire
 - Notre implantation en Belgique
 - Premier accrochage avec la police belge
 - Réactions de la police
 - Nos actions en Belgique
 - Expropriation d'armes
 - Expropriation d'explosifs
 - Les premières opérations à Paris
 - Déclenchement de l'offensive
 - Notre situation dans le contexte politique
 - Les conséquences d'une erreur
 - La violence prolétarienne n'est pas aveugle
 - Nouvel élan autour des prisonniers politiques
- VIII. La guérilla ouest-européenne ébranle le centre impérialiste (fin 1984-mi-1986)
 - Une attaque commune AD-RAF
 - L'exécution du général Audran
 - Des unités combattantes aux commandos
 - Les CMI, le Welfare et le Warfare State
 - Ce qui sauva la vie du général Blandin
 - La ferme de Vitry-aux-Loges
 - L'attentat contre la base américaine de Francfort
 - Bilan et questions
 - Pourquoi la violence et la lutte armée
- IX. Attaquer le Parti de l'entreprise (fin 1985-fin 1986)
 - Attentat contre le numéro deux du CNPF
 - Tous des terroristes !
 - Attaquer le bras armé du terrorisme d'État
 - Dans la confusion
 - Préparation de l'enlèvement de Besse
 - Propagande et nouvelles lois scélérates

L'exécution de Besse et sa réception

Leçons d'histoire

Diabolisation et fin de cycle

Constat d'échec

X. Le coup de grâce (hiver 1987)

Glossaire de quelques organisations

Notes de référence. Préface

Notes de référence. I. L'héritage du grand Mai (1977-1979)

Notes de référence. II. Les premières actions (1979-1980)

Notes de référence. III. La prison et l'amnistie (1980-1982)

Notes de référence. IV. Une phase de transition (1981-1982)

Notes de référence. V. De nouveau dans la clandestinité (printemps-été 1982)

Notes de référence. VI. La construction du front (fin 1982-début 1984)

Notes de référence. VII. Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest (1984-1985)

Notes de référence. VIII. La guérilla ouest-européenne ébranle le centre impérialiste (fin 1984-mi-1986)

Notes de référence. IX. Attaquer le Parti de l'entreprise (fin 1985-fin 1986)

Notes de référence. X. Le coup de grâce (hiver 1987)

Notes de référence. Glossaire de quelques organisations

Dans la même collection

Du même auteur

Achever de compiler

Jann Marc Rouillan

Dix ans d'Action directe

Un témoignage, 1977-1987

Édition établie et préfacée par Thierry Discepolo

AGONE

Les notes de référence, en chiffres arabes, sont rassemblées par chapitre, *infra*, p. ⇒ ; sauf indication contraire, toutes sont de l'éditeur ; les notes de l'auteur et de l'éditeur [nda&ce et nde&ca] ont été commandées pour cette édition tandis que les notes de l'auteur [nda] datent de la rédaction du manuscrit (1995-1998).

Un glossaire des organisations citées, indiquées dans le texte par un astérisque (*), est disponible *infra*, p. ⇒ – plutôt qu'un complément historique, ces notices apportent essentiellement des éléments utiles au propos de l'auteur ou mentionnent un point de vue peu orthodoxe. Une partie des notes et les entrées du glossaire sont issues des deux premiers volumes *De mémoire* écrits par Jann Marc Rouillan et parus en 2007 et 2009.

Préface

Dans la « Note de l'éditeur » qu'il donne en 1977 au recueil des *Textes des prisonniers de la Fraction armée rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof* qu'il fait paraître dans sa maison d'édition, François Maspero souligne qu'il répond à la demande d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, souhaitant faire la preuve par là que leur camarade ne s'est pas suicidée mais fut assassinée. Puis Maspero déclare qu'en ce qui le concerne il avait déjà précisé son sentiment en mai 1976 :

Ulrike Meinhof est notre camarade. Nous l'avons connue au début des années 1960 et 1961, lorsqu'elle accomplissait un travail semblable au nôtre à Hambourg, en dirigeant la revue *Konkret*. Lorsque, après l'attentat contre Rudi Dutschke, en 1968, elle a cessé de croire, avec beaucoup d'autres, à l'utilité d'un tel travail, elle est devenue, en passant à l'action violente, directe, immédiate, l'une des deux têtes de ce que la presse à sensation a appelé « la bande à Baader ». D'autres de nos amis ont ainsi renié nos espoirs communs en un travail d'information et d'organisation. Écœuré de la même manière, Giangiacomo Feltrinelli s'est lancé dans une clandestinité armée qui n'a débouché que sur sa solitude et son assassinat ^I. Nous n'avons jamais cru que cette action violente était autre chose que désespérée et sans issue. Mais nous n'oublions pas qu'Ulrike Meinhof, comme Feltrinelli, aimait trop la vie pour accepter le système qui l'a finalement écrasée. Ce système est plus oppressif, plus écrasant, plus menaçant que jamais. Ce n'est pas parce que, à certains moments d'une lutte commune, nos chemins ont divergé, ce n'est pas parce que nous continuons à espérer, envers et contre tout, qu'il y a d'autres formes de lutte pour triompher du nazisme quotidien qui menace l'Europe aujourd'hui que nous ne gardons pas intact le souvenir de notre camarade Ulrike Meinhof, malgré toutes les abjectes calomnies de la presse.

En conclusion de sa courte note, où il rappelle que les coauteurs ont été à leur tour retrouvés « suicidés » dans leurs cellules avant que le livre paraisse ^{II}, Maspero affirme que, « dans leur logique », les prisonniers de la RAF* sont sortis victorieux : d'avoir poussé les représentants de la loi à se mettre hors les lois et d'avoir ainsi démasqué le « vrai visage de la violence d'État » à l'œuvre dans une démocratie qu'ils « n'hésitaient pas à appeler "fascisme" » ¹.

Le livre de Jean-Marc Rouillan que nous préférons entretient avec cette histoire des relations de plusieurs ordres. D'abord parce que, pour celles et ceux qui allaient fonder Action directe, la RAF fut une référence politique, théorique et pratique, dont ils croisèrent les militants de la deuxième puis troisième génération [*infra*, chap. vii]. Ensuite pour l'expérience de la prison, dont Rouillan est toutefois sorti vivant et indemne – ce qui n'est pas le cas de tous ses camarades ^{III}. Aussi pour les divergences entre l'auteur et ses éditeurs quant aux moyens (mais pas sur l'importance) de lutter contre un système toujours « plus oppressif, plus écrasant, plus menaçant ». Enfin par la relation que ce livre entretient avec le contexte historique de la lutte armée en Europe dans les années 1970 et 1980, dont il témoigne à la fin des années 2010.

Que l'éditeur de Paul Nizan, Victor Serge, Daniel Guérin, Rosa Luxemburg, Marx et Engels, ou dans un autre registre de Fidel Castro, Che Guevara, Mao, etc., publie en 1977 les textes de la RAF et qualifie leurs auteurs de camarades est plus ou moins dans l'ordre des choses. Plus surprenant, on peut lire dans les colonnes du *Monde* un Pierre Vianson-Ponté – qui ne se compte pas exactement parmi les « camarades » – s'adresser à ceux qui « pensent que le terrorisme et sa répression font partie d'un système où il n'y a place que pour la violence, seule forme de protestation qui ait une chance d'être entendue », à ceux pour qui « la violence n'est qu'un

élément, qu'un aspect d'un problème infiniment plus vaste et grave, qui se nomme "servitude", "misère", "domination", un problème violent qui ne peut être résolu sans violence et qui, à leurs yeux, la légitime, la justifie ou au moins l'explique ». Il n'est « pas sûr qu'ils aient toujours tort », continue l'ancien rédacteur en chef et cofondateur de *L'Express*, ceux qui « ressentent, voient, soupçonnent partout la violence : d'abord la violence à l'état pur, si l'on peut dire, celle des guerres – qui a oublié l'Algérie et le Vietnam ? – et des famines, non seulement dans le tiers-monde, mais même dans les pays dits civilisés, celle des goulags de toutes couleurs, des racismes triomphants, des meurtres légaux et des tortures admises, celle de l'atome et de la misère » ; ensuite, la violence économique, qui « soumet la nature par la violence, détruit des équilibres naturels et sociaux pour en instituer d'autres qu'elle détruit à leur tour – c'est ce qu'on appelle la croissance économique ». L'ancien conseiller de la direction du *Monde* n'oublie pas non plus « la violence sociale qui accable les plus démunis et les plus faibles : les immigrés, ces nouveaux esclaves voués aux tâches les plus pénibles, les plus sales, les plus malsaines, les moins rétribuées que nul ne veut plus assurer » ; une violence qui ne protégera pas longtemps, prédit-il, « les chômeurs assistés certes pour la plupart, mais bercés de promesses fallacieuses – puisque le sous-emploi n'est plus, désormais et pour longtemps, un accident conjoncturel, mais un phénomène structurel » ; une violence qui n'épargne déjà plus la plupart des travailleurs, « infanterie de cette croissance économique qui est devenue le critère absolu de la réussite ou de l'échec de toute politique » ². Nulle indignation, pas de colère, aucune évocation de la crise économique qui traversa cette décennie, et surtout pas une once de vocabulaire marxiste-léniniste dans cette charge où Viansson-Ponté renvoie dos à dos la « violence légitime » et ce qu'il faut bien appeler la « violence révolutionnaire ». On reconnaît pourtant assez bien le portrait du « système » que voulaient abattre les guérillas allemandes et italiennes auxquelles celle d'Action directe s'était associée.

Nous sommes en 1977, l'année où commence ce livre, où l'auteur choisit de faire commencer son histoire d'Action directe. Dix ans plus tard, cette histoire était finie. Et le ton des articles du même *Monde* qui couvre les procès pour « terrorisme » témoigne sans aucun doute d'une révolution, mais certainement pas celle espérée par les militants qui sont jugés. Dès 1985, en effet, après la revendication conjointe par AD et la RAF des attentats contre le général français René Audran et l'industriel allemand Ernst Zimmerman, les journalistes Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel n'y vont pas par quatre chemins ³. Depuis l'été 1984, la RAF aurait selon eux « pris en main ce qui reste du groupe français ». Contrairement aux Brigades rouges italiennes, celui-ci n'aurait « aucune filiation sociale ou historique identifiable » mais regrouperait « des "éléments incontrôlés" – et parfois manipulés – qui se donnent, de bagarre en pillage l'illusion d'une révolte, [une] atmosphère plutôt délétère qui sera, en quelque sorte, la marraine d'Action directe ». Pour les deux enquêteurs, « tous les témoignages concordent : "Il n'y avait, le plus souvent, aucun lien entre la théorie politique et leur pratique. La première servait seulement de couverture, de justification idéologique ». Action directe ne serait qu'un « groupe facile à manipuler » dont « l'absence de véritables filiations et d'enracinements explique la dérive vers une radicalisation croissante, dans une spirale sans issue ». Suivant leur logique, Le Gendre et Plenel voient ces militants isolés à la recherche de « parrains étrangers ». Et c'est le 15 janvier 1985

précisément que l'« absorption » d'AD par la RAF aurait été « confirmée ». L'article conclut par la citation d'un magistrat qui se demande par qui la RAF a été récupérée... La réponse habituellement donnée à cette question est la Stasi (la police politique est-allemande). Mais plus souvent qu'à la RAF, c'est à l'Iran qu'on a attribué le rôle de marionnettiste d'Action directe ^{IV}.

L'histoire aux relents complotistes du contrôle des groupes d'extrême gauche est foisonnante. Son principal intérêt est de révéler la vision qu'ont ces « historiens » des groupes armés : non seulement leurs membres sont bien incapables de mener seuls leurs opérations (sans l'aide des services d'un État), mais leurs actions n'ont qu'un rapport ténu avec les raisons (absurdes) qu'ils se donnent. Ce qui est finalement assez rassurant : d'abord n'existe aucune bonne raison de faire ce qu'ils font (nous vivons dans le meilleur des mondes possibles) ; ensuite il suffirait que la diplomatie internationale fasse bien son travail pour que ces groupes armés ne durent que les quelques semaines nécessaires aux polices de chaque État pour les arrêter (nous vivons vraiment dans le meilleur des mondes possibles) ^V.

Trois ans après que Le Gendre et Plenel ont rendu leur verdict, la plupart des militants d'AD qui n'ont pas abandonné la lutte armée sont derrière les barreaux, où les ont rejoints Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan, arrêtés à Vitry-aux-Loges le 27 février 1987. Le nouvel éditorialiste du *Monde* qui couvre le premier procès en 1988 délivre la doxa de l'époque sur ces militants : « médiatiquement nuls » ⁴. Il n'est pas toujours facile de suivre la prose chaloupée de Daniel Schneidermann. Mais on peut quand même tirer deux choses claires de ce récit émaillé d'anecdotes humiliantes pour les inculpés, dont quelques-uns menaient une grève de la faim et dont certains savaient qu'ils passeraient le restant de leurs jours derrière les barreaux. Peu importe au journaliste, qui préfère traiter cette comparution comme un grand oral que l'État impose aux militants devant un jury médiatique.

D'une part, nous avons affaire à des « jeunes gens échevelés », qui frappent par leur « immaturité politique, voire psychologique » : des « ringards, démonétisés, avec leur mutisme et leurs tirades de plénum du comité central ». On retrouve l'accusation d'inféodation, mais cette fois à l'Italie, et cette fois encore la comparaison est défavorable aux « terroristes à la française, dont la fragilité politique contraste avec la solidité théorique des “camarades” italiens ». Tout se passe donc comme si, aux yeux des Plenel, Schneidermann et consorts, le problème n'était pas que ces militants aient (comme leurs « modèles » italiens et allemands) braqué des banques, détruit des bâtiments publics et tué des agents de l'État en invoquant une mauvaise théorie, ni même que leurs actions (violentes) ne servent peut-être pas leur but (révolutionnaire), mais qu'ils en parlent si mal.

D'autre part, quand il arrive aux accusés d'un peu parler, par exemple de « s'estimer jugés par des “sections spéciales” rappelant celles de Vichy », si Schneidermann déclare qu'il ne va pas jusqu'à nous demander de les « suivre dans leur délire », il signale à juste titre que, « dans les années 1970, ç'eût été au moins relevé. Aujourd'hui, plus rien. *A contrario*, point même d'hostilité. L'indifférence. [...] L'argent, la réussite règnent et s'affichent dans toutes les images que la société donne d'elle-même. Le pays semble comme anesthésié par ce consensus mou ». En

fait, c'est là le principal problème des militants d'Action directe : ils sont d'un autre temps, d'un temps révolu. « Conservés dans les glaces depuis plus de dix ans par la vie groupusculaire », figés dans les références de leur adolescence, « un univers politique et historique borné par quelques références élémentaires – le groupe Manouchian [MOI*], la guerre d'Algérie, la lutte contre le franquisme et la mort de Baader ». Pour Schneidermann, les militants d'AD n'ont rien vu des « révisions déchirantes intervenues à l'extrême gauche, sans parler des tornades successives qui ont bouleversé la société française. L'auto-dissolution de la Gauche prolétarienne [GP*] et le renoncement à la violence de toute l'ultra-gauche française ^{vi}, l'investissement progressif dans les médias, la pub, le profit, les partis politiques “officiels” de leurs anciens camarades ». Contrairement à un Alain Geismar qui eut en 1970 l'audace (semble dire Schneidermann) de « se proposer de “porter l'insécurité pour les bourgeois jusque dans leurs porcheries” » et en 1998 l'intelligence (semble dire Schneidermann) de rejoindre le comité de soutien aux listes du PS pour les législatives. Pour être à la page, le conseiller en communication du *Monde* suggère aux militants d'Action directe d'abandonner leur « pathos à base d'“État impérialiste” et de “prolétaires communistes” » au profit des « événements réels et relativement récents » : pas seulement le mouvement lycéen et les grèves de la SNCF (que les prévenus ont cités à la barre), mais « tout le reste – en vrac, le phénomène Le Pen, les réformes de Gorbatchev, les Restaurants du cœur, etc. » Sur tous ces *thèmes politiques majeurs*, « Action directe, petits soldats et théoriciens confondus, n'a rien à dire ».

Dans son adhésion à l'air du temps, le journaliste ne s'arrête pas en chemin. En recul sur la critique de son vieux confrère du *Monde*, Schneidermann n'est pas sûr que ce soit seulement parce que la voix de « Rouillan, ses amis et ses zélotes » est disqualifiée qu'il est devenu impossible de porter le message « violence terroriste contre “violence légale” ». Cette distribution des guillemets donne tout de même une piste.

Un an plus tard, du point de vue de la réception par la presse des militants à la barre des accusés, le troisième procès n'ajoute rien d'essentiel. On retrouve sous la plume de Jacques Julliard la synthèse déjà délivrée par Daniel Schneidermann. C'est seulement beaucoup moins dansant. Dans sa chronique pour *Le Nouvel Observateur*, l'éditorialiste s'attaque à la « dégénérescence d'un discours qui tenait naguère le haut du pavé », dont les références « défilaient à toute vitesse, sans nécessité apparente ». Ce qui a provoqué chez Julliard (dans un style assurément perfectible) l'envolée suivante : « Je me suis pris soudain à penser que la pensée 70 – cela a fait à la fois son charme et sa fragilité – était avant tout une pensée métaphorique et pamphlétaire ; que le pouvoir politique ne se réduisait pas à la dialectique du maître et de l'esclave ; que l'école n'était pas, ou pas seulement, le lieu de la reproduction sociale : que l'usine n'était pas exclusivement le lieu de l'exploitation, etc. Qui aujourd'hui en doute ? Mais qui, il y a quinze ans eût osé l'affirmer ? J'en connais tout de même... ⁵ »

Comme le déclara Christian Ételin, l'un des avocats des militants, dans sa plaidoirie du 14 janvier 1989, « le discours tenu par la presse sur les accusés nous en dit plus long sur la nature de l'idéologie diffusée par les médias que sur Action directe ». Mais il y a tout de même quelque

chose de nouveau dans ce procès – au-delà de l'intensité dramatique bien compréhensible puisqu'il s'agissait de juger ceux qui avaient revendiqué l'assassinat de Georges Besse : le soutien apporté aux accusés par un intellectuel. Le 15 janvier 1989 était lue à l'audience la lettre qu'Henri Lefebvre avait envoyée deux jours plus tôt au président de la République :

Il est de mon devoir d'intellectuel et de philosophe d'attirer votre attention sur un fait. Jusqu'à maintenant, ce procès politique semble mené d'une manière qui en élude la dimension politique. Cette occultation s'associe à une sorte de campagne médiatique qui tourne en dérision les déclarations des quatre accusés. Volontairement ou non, cette attitude me paraît indigne de notre tradition démocratique.

En tant que penseur politique, je comprends la colère de ceux qui ressentent plus que d'autres la pression et l'oppression que notre société exerce sur ses membres. Je comprends ceux qui ne supportent pas les injustices et les inégalités ; de la révolte qu'elles suscitent au délit qualifié de criminel, il n'y a qu'un pas que je n'irais pas jusqu'à justifier. Je souhaite toutefois que la Justice, pour rester digne de ce beau nom, tienne compte d'une situation que les accusés n'ont fait que vivre et pousser jusqu'à ses ultimes conséquences. Au-delà d'eux, il s'agit de maintenir la différence radicale établie en France depuis la Révolution de 1789 entre le délit de droit commun et l'acte politique.

L'analyse du contexte idéologique, donc social et politique, par laquelle les accusés s'expliquent ne relève pas du délire médiocre et redoutable qu'on veut bien leur prêter. Mais on ne peut que regretter de voir le véritable enjeu de ce procès remplacé par le psychologisme salonard d'un Julliard ou par de vagues considérations sur l'obsolescence de concepts liés au marxisme et à sa traduction : aliénation, exploitation, domination capitaliste et impérialiste ^{VII}.

Qu'on le veuille ou non, cette pensée et la pratique révolutionnaire qui s'en inspire existent bel et bien. En France, en Europe et dans le monde entier. Ceux que vous avez à juger incarnent à leur manière une de ces expressions. Ils ne sont pas les seuls. De cette tradition, je fais moi-même partie, il y en a et il y en aura d'autres.

Ce sera le seul témoignage du genre. La cour, qui « n'avait pas l'intention de se prêter à un vaste débat politico-économique sans relation avec les faits », rejeta en effet la demande des avocats d'auditionner « une longue liste de sociologues et d'économistes censés pouvoir apporter un peu de légitimité à la prose et aux mobiles des accusés » qualifiée par l'Agence centrale de presse d'« aréopage d'intellectuels vilipendés hier encore » ⁷ – on doit sans doute comprendre : d'abominables « communistes ».

Le jugement médiatique fut confirmé par les magistrats professionnels de la juridiction anti-terroriste au cours de quatre procès. Le 26 février 1988, la cour d'assises de Paris condamne Rouillan à « la peine de 13 ans de réclusion criminelle pour les faits de vol avec arme, de transport, sans motif légitime, d'arme et de munition de catégorie 4, de recel d'objet provenant d'un vol commis avec violence » ; le 4 juillet suivant, la cour d'appel de Paris ajoute « une peine de 10 ans d'emprisonnement pour les faits de participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime (récidive), de recel de document administratif faux, contrefait ou altéré (récidive), de recel d'objet provenant d'un vol commis à l'aide d'une effraction (récidive), de fabrication ou détention non autorisée de substance ou d'engin explosifs (récidive), de détention sans autorisation d'arme ou de munition de catégorie 1 ou 4 ; [assortie d']un interdit de séjour pendant 5 ans [...] dans 38 départements de la région parisienne, du nord, de l'est, du sud-est et du sud-ouest de la France ». Le 14 janvier 1989, les prévenus reviennent vers la cour d'assise, qui prononce une condamnation « à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 18 ans pour les faits de complicité d'assassinat (assassinat de Georges BESSE, Président directeur général des usines Renault) » ; et, le 19 mai 1994, « à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 18 ans pour les faits de complicité

d'assassinat, de complicité de meurtre, de destruction de biens d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes, de participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime, de recel d'objet provenant d'un vol, de recel de document administratif faux, contrefait ou altéré, de détention sans autorisation d'arme ou munition de 1^{ère} ou 4^{ème} catégorie, de fabrication ou détention non autorisée de substance ou d'engin explosifs (assassinat de M. René AUDRAN, ingénieur général de l'armement, tentative d'assassinat sur la personne de M. BRANA, vice-président du conseil national du patronat français, de M. FERNANDEZ, chauffeur, et de M. COUERJOLY, gardien de la paix ».

À ces actes dont on a là le résumé décharné, l'auteur donne dans ce livre le cadre existentiel dans lequel ils s'inscrivaient, et le sens politique qu'ils avaient pour ses compagnons et lui-même. Rouillan ayant déjà été condamné pour ces faits et ayant purgé sa peine, l'auteur et ses éditeurs font paraître ce livre en confiance. Bien qu'il y ait tout de même eu de fâcheux précédents... Nous y reviendrons.

* * *

À la fin des années 1970, alors que la droite française prenait le train de la contre-révolution libérale, on pouvait donc encore trouver sous la plume d'un Viansson-Ponté le genre d'analyses dont Action directe déduisait que la lutte armée était la seule réponse politiquement efficace. C'était l'époque où *Libération* s'insurgeait contre « la mort d'Ulrike Meinhof : un crime d'État » et retrouvait (une dernière fois) le ton de *La Cause du peuple* : « L'ennemi, notre principal ennemi, c'est l'État »⁸. On n'avait pas encore oublié que les « pratiques de "justice prolétarienne", tantôt de masse, tantôt clandestines », furent une réponse à la répression du patronat dans les usines et de la police dans les rues. (Pour ne prendre que l'exemple italien, Toni Negri se demande « comment appeler, sinon "terroriste", la provocation directe des organes de l'État [qui, après] le massacre de Milan en 1969, n'ont cessé, année après année, d'accroître leur intervention, des bombes lancées pendant les défilés et les meetings populaires, dans les gares et dans les trains, jusqu'à l'horrible tuerie de Bologne en 1980^{VIII}. Ces actions criminelles ont évidemment jeté de l'huile sur le feu d'une résistance qui ne demandait qu'à s'exprimer et en avait les moyens⁹ ».)

Mais au milieu des années 1980 un Plenel était déjà moins soucieux de dénoncer le rôle de l'État et les effets sur le bas de l'échelle sociale de la conversion du PS au néolibéralisme triomphant outre-Manche et outre-Atlantique que de défendre le bilan sécuritaire, moral et diplomatique de François Mitterrand^{IX}. Et quelques mois avant la chute du Mur de Berlin, un Schneidermann se rangeait, pour peu qu'on puisse en être sûr, parmi les idéologues de la « fin de l'histoire ». Mais n'était-ce pas justement à faire changer de sens cette histoire que les militants « médiatiquement nuls » d'Action directe avaient voué leur vie (et leur mort) ? C'était de toute façon trop tard – l'histoire était finie. Pourtant, ce fut après une nouvelle décennie de

« conservation dans la glace » (cette fois aux frais de l'État) que Rouillan écrivit avec ses camarades leur version des dix ans d'Action directe, où la « fin de l'histoire » est moins que jamais au programme.

Rouillan donne dans l'avant-propos les conditions de rédaction de ce qu'il nomme « une histoire d'Action directe ». Disons seulement que l'état du monde de l'autre côté des murs n'aurait pas facilité la tâche à l'auteur s'il avait voulu suivre les conseils en communication d'un Schneidermann. Sans regret. Plutôt qu'intégrer dans ses analyses le dernier artefact électoraliste ou le renouvellement de la réponse caritative à la misère structurelle, Rouillan lut et relut les textes de Karl Marx, Rosa Luxemburg et consorts sur l'impérialisme ainsi que ceux d'auteurs plus récents sur le « sujet de classe » à l'âge de la mondialisation néolibérale – ce qui donnera, paru en 2000, un essai politique, *Le Prolétaire précaire* ¹⁰. Décidément, de moins en moins au goût du jour...

Une fois l'ensemble du manuscrit des « Dix ans d'Action directe » établi, une avocate de Joëlle Aubron proposa de le signer de son nom et de le faire paraître sous les bons auspices de Jean-Claude Gawsewitch aux éditions Ramsay. C'est alors qu'un des correspondants, à l'époque, de Joëlle Aubron me proposa de prendre en charge le travail de révision du texte. Il s'agissait essentiellement d'une réduction (le manuscrit original était deux fois plus long que celui qui paraît ici), en particulier de l'appareil théorique. Finalement le projet n'aboutit pas : retiré par l'auteur dès qu'il fut clair que Ramsay voulait réduire ces « dix ans d'Action directe » à un « ouvrage à sensation ». Les fichiers du manuscrit initial attendaient dans les disques durs du détenu pendant que le dernier état fourni aux éditions Ramsay attendait dans les tiroirs des éditions Agone. L'auteur étant soumis à l'obligation de « s'abstenir de toute intervention publique relative à l'infraction commise », son témoignage devait attendre pour sortir que l'auteur sorte d'abord de prison.

De son côté, Rouillan, qui avait commencé à écrire, n'allait pas s'arrêter, l'écriture ayant pris une place vitale dans sa résistance aux dégâts de l'incarcération. Comme il l'expliquait en février 2002 : « Le temps carcéral, pour les très longues peines, est un analgésique qui te laisse juste assez de vie en toi pour que tu puisses t'observer mourir. J'ai pris le parti de m'imposer une discipline plus forte que celle qu'ils pouvaient m'imposer. Il fallait que je sois plus dur que le rythme disciplinaire lui-même. Alors j'avais des horaires extrêmement fixes, je me levais avant l'ouverture [des portes], je travaillais, j'écrivais. Après la promenade, je travaillais à nouveau, j'écrivais encore. En fait, je maintenais un emploi du temps très obstiné. Une obstination très ascétique. Voilà, finalement, c'est comme ça que je n'ai pas sombré ¹¹. »

C'est peut-être parce qu'il connaissait l'existence de ce manuscrit qu'Olivier Rubinstein, alors directeur des éditions Denoël, eut l'idée de commander un livre à Rouillan. Ce sera, en 2001, *Je hais les matins* ¹². Et c'est en 2004 qu'allait paraître le premier de ses huit livres aux éditions Agone – en plus d'une demi-douzaine parus ailleurs. Toutefois, en raison de l'interdiction d'en parler publiquement, aucun ne mentionne Action directe. Mais cet interdit étant réservé aux « auteurs des faits », d'autres auteurs allaient pouvoir diffuser leurs versions des faits. Entre 1986

et 2011, quatre livres consacrés à Action directe ont été édités, auxquels s'ajoutent les articles de presse, littéralement innombrables, parus en salve au moment des procès (1988-1994 ^x) puis à partir des demandes de libération conditionnelle de Rouillan et de ses compagnons (2005-2007). Deux livres ont été écrits par des policiers. Dans les deux autres, écrits par des journalistes, les sources policières sont si centrales et l'apologie de la police si marquée qu'il n'est pas exagéré de dire qu'il est difficile de faire la différence sur le fond. Et quand on peut la faire, l'avantage est plutôt aux livres écrits directement par des policiers. Ainsi Serge Savoie, ancien membre des Renseignements généraux, donne-t-il l'image de l'honnête homme qui rend compte d'une vie consacrée à un travail ingrat ; ce qu'après tout, même si l'humilité n'est pas son fort, tente aussi de faire son collègue Jean-Pierre Pochon lorsqu'il défend son honneur et honore ses amitiés ; mais un Roland Jacquard (dont le livre a été écrit à la va-vite, en quelques mois, pour paraître à l'automne 1987) ne cherche qu'à faire sensation ^{xi}.

C'est donc avec sept ans de retard sur le dernier des quatre témoignages policiers que paraît celui d'un militant d'Action directe. Et le choix de Rouillan et de son éditeur de laisser, pour l'essentiel, le texte « dans son jus » n'a probablement pas amélioré l'inscription du propos dans l'air du temps. D'autant qu'en vingt ans l'ambiance affirmée de la fin des années 1970 aux années 1990 s'est nettement installée – pour ne pas dire aggravée. Comme l'explique l'auteur dans son avant-propos, nous avons poursuivi l'ajustement des analyses théoriques commencé après la rédaction et limité la révision du texte à ce qui était nécessaire pour rendre le propos aussi précis que possible. Enfin, les notes initiales de l'auteur [nda] sont complétées par des notes commandées à l'auteur [nda&e] et un appareil de notes des éditeurs assez fourni. Ces compléments sont faits de rappels sur des événements qui ont commencé à sortir des mémoires depuis quelques années déjà. Ils aident à comprendre le contexte, historique et politique du récit. Sa discussion n'aurait rencontré qu'indifférence il y a trente ans ; quelques indices laissent supposer qu'aujourd'hui, elle pourrait susciter une certaine hostilité.

On l'aura compris, non seulement ce livre, écrit voilà vingt ans, revient sur un projet qui, de l'avis même de l'auteur, fut déjoué voilà trente ans – la conclusion du dernier chapitre est intitulée « Constat d'échec » –, mais l'âge d'or de ses références politiques date souvent de la fin des années 1960. Et comme s'accordent à le rappeler aussi bien l'auteur que ses juges (médiatiques), il faudrait remonter plus haut pour saisir l'univers mental et moral de Rouillan et ses compagnons : à la guerre d'Algérie, la Résistance française, la guerre d'Espagne et bien sûr la révolution d'Octobre. On retrouve ce type particulier d'« anachronisme » dans le témoignage que donne Valerio Morucci (l'un des membres du commando qui enleva Aldo Moro en 1978) au fil du documentaire *Ils étaient les Brigades rouges*, lorsqu'il explique son rapport à l'actualité du communisme, qui divergeait de celui qu'il voyait chez un vieux militant comme son père : « Nous, au contraire, on revivait le xx^e siècle en repartant du début, de la révolution russe de 17, comme s'il ne s'était rien passé. On repartait de l'élan. Pas de la désillusion. Pas de la tragédie. L'élan vers un futur radieux ¹⁴. »

Il n'est sans doute pas exagéré d'affirmer qu'avant la réhabilitation du chef d'entreprise par le

Parti socialiste au cours des années 1980, les « élites », les patrons français en particulier et la bourgeoisie en général n'étaient pas sortis de Mai 68 très aimés du peuple de gauche. D'autant que le patronat avait mis du temps à se relever du spectacle désastreux qu'il avait donné sous Vichy. À une période où François Mauriac écrivait que « seule la classe ouvrière dans sa masse aura été fidèle à la France profanée », on se souvient des propos méprisants de De Gaulle à l'encontre des patrons apeurés qui viennent l'accueillir : « Je n'ai vu aucun de vous, Messieurs, à Londres. Ma foi, après tout, vous n'êtes pas en prison ¹⁵. » Certes, les patrons n'ont pas tardé à « reprendre leur place », mais celle-ci n'était pas aussi assurée que celle qu'on leur connaît désormais, après trente ans de victoire sans partage de l'idéologie néolibérale : on pouvait encore, en 1966, voir des écrivains comme Maurice Clavel et Marguerite Duras occuper le CNPF pour protester contre l'« hégémonie du patronat dans la société » ¹⁶.

Il en va de même de la police. Le slogan « CRS = SS » et les affiches qui le mettaient en scène n'étaient pas encore des objets de musée qu'on ressort tous les dix ans – et qu'on a exposés pour le cinquantenaire de Mai 68 aux Archives nationales, entourés des notes très fournies des RG sur les réunions syndicales, étudiantes ou même sur le comptage des livres alors les plus vendus. Ce slogan était peut-être déjà dans certaines têtes à l'époque de la guerre d'Algérie, notamment après le massacre du 17 octobre 1961, lorsque la police française réprime violemment une manifestation appelée par le FLN, poussant des Algériens dans la Seine et faisant des dizaines de morts. Puis après le 8 février 1962, où la même police tue cette fois dix personnes au métro Charonne en repoussant une manifestation pour la paix en Algérie et contre l'OAS appelée par plusieurs syndicats et organisations politiques de gauche. Le même préfet de police donnait les ordres, Maurice Papon. Si ce grand commis de l'État est mort dans son lit en 2007, il avait été condamné en 1998 à dix ans de réclusion (et au retrait de ses décorations) pour complicité de crimes contre l'humanité dans son rôle lors de la déportation des juifs bordelais alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de Gironde sous le gouvernement de Vichy. Une période dont la police française n'est pas sortie grandie par son rôle de supplétif de l'occupant allemand, en particulier dans l'organisation des rafles et de la garde des camps d'internement français en prévision de la déportation de leurs populations dans les camps d'extermination nazis.

Ces rappels n'offrent qu'un arrière-plan historique à l'« exécution » (comme disaient les militants des BR*, de la RAF* et d'AD) de patrons, d'hommes d'État et de policiers. Ils signalent que ces figures sociales n'ont pas toujours été automatiquement associées à l'héroïsme entrepreneurial ni à la fourniture aux classes populaires de bien-être, de richesse, de protection et de sécurité.

Mais ces rappels sont d'autant plus importants quant à la perception de la figure du grand patron ou du grand homme d'État que, au moment où nous éditons ce livre d'un « autre temps », de Nicolas Sarkozy à Emmanuel Macron, les « présidents des riches » se succèdent indépendamment des étiquettes politiques. Et que leur clientèle, de Jean-Marie Messier à Bernard Arnault en passant par Xavier Niel, ces « nouveaux barons voleurs », s'affiche en une de tout média comme des modèles parés de toutes les vertus, que la jeunesse est priée de suivre en rêvant

de « parachutes dorés » – qui semblent désormais faire moins scandale qu’envie.

Des rappels d’autant plus importants quant à la perception de la figure du policier qu’au moment où nous éditons ce livre d’un « autre temps » la délation ne semble plus référer à la dénonciation des Juifs et des résistants à la police française (au service de l’occupant nazi) mais renvoie, depuis les attentats islamistes de 2015, à un geste citoyen, un acte civique. De nos jours, l’image de la police a en effet bien changé, comme l’indique la foule applaudissant les CRS lors d’une « manifestation contre le terrorisme »¹⁷. Au point que, pour la majeure partie de la population française (au moins dans les grandes villes), les patrouilles de militaires parcourant les rues armées de Famas sont devenues des images quotidiennes censées nous rassurer face à la « menace terroriste »^{xii}.

* * *

La manière dont la « grande presse » des années 1980 accorde sans état d’âme à l’État le monopole de la violence ne marque pas seulement une rupture radicale avec au moins les deux décennies précédentes où ce monopole était contesté par les diverses formes d’« oppositions extra-parlementaires ». Il balaye dans le même élan toute la tradition des débats savants menés sur cette question – au moins depuis Max Weber. Et quand un porte-parole de l’ordre social dominant oppose *violence terroriste* (sans guillemets) et *violence légale* (avec guillemets), on voit bien qu’à ses yeux la seconde est moins *violente* que la première.

Trente ans plus tard, la vision monolithique du « terrorisme » est un sens commun qui traverse indemne tout le spectre politique – ou peu s’en faut. Dans le cadre de ses recherches sur la violence politique, la sociologue Caroline Guibet Lafaye a mené une étude comparative du discours médiatique porté sur deux figures de « terroristes », Jean-Marc Rouillan et Abdelhamid Abaaoud, et sur leurs organisations (Action directe et État islamique)^{xiii}. Bien que leurs actions soient séparées de trente ans, que leurs références et histoires politiques n’aient rien en commun (et même s’opposent), les mêmes modèles sont mobilisés : primauté de l’approche psychologique, aplatissement de la dimension historique et « exclusion systématique des facteurs sociaux et politiques », réduction de toute violence à la criminalité de droit commun. Si l’on trouve bien un étiquetage idéologique par les médias étudiés – « anarchiste », « communiste révolutionnaire » pour Rouillan ; « islam radical », « salafisme » pour Abaaoud –, il est si élémentaire qu’il ne fournit aucune explication, sauf à se satisfaire d’un lien nécessaire entre « idéologie radicale » et « violence politique » – qui est historiquement faux. À ce compte, « ce qui est donné pour se manifester sans raison paraît dès lors inexplicable, et ce qui est inexplicable est facilement résorbé dans une forme d’irrationalité ». Ces procédés, qui associent violence et folie, privent les acteurs de toute approche sous l’angle d’un choix rationnel et d’une stratégie, « interdisent de saisir et de comprendre les véritables raisons de leurs actes », conclut Caroline Guibet Lafaye^{xiv}.

Après les trois volumes *De mémoire* (1970-1974) qu'a donnés Rouillan, la fonction de ce nouveau livre est bien, à l'inverse du traitement médiatique dominant, de nous permettre de « saisir et de comprendre » la nature de la violence politique en donnant aux acteurs les moyens d'exposer leurs choix, leurs analyses, leurs stratégies, et les raisons qui constituent l'histoire d'Action directe.

On sait déjà le seul retour sur son passé que la justice attend de Rouillan. Le dialogue qu'il rapporte en 2010 dans un de ses livres est sans ambiguïté : « Il est indispensable de faire preuve d'un repentir. Sinon rien n'est possible », lui dit un premier procureur ; « Un repentir sincère ! » renchérit un autre, qui poursuit : « Il faut savoir disparaître... Et quand nous disons que vous devez disparaître, c'est que vous ne devez plus vous exprimer en public ²⁰. » On connaît la réponse de l'auteur : des dizaines de regrets, mais pas forcément ceux qui lui ont été réclamés, tout au long d'un recueil titré *Je regrette* ²¹. Quant à l'injonction de disparaître, alors même qu'il est toujours incarcéré, Rouillan prend ses procureurs au (contre-)pied de la lettre en faisant paraître en moyenne un livre par an entre 2010 et 2015. Chaque parution étant accompagnée d'un aussi grand nombre de rencontres en librairies que l'autorisa le juge de l'application des peines – bien assez pour satisfaire ses éditeurs. Début 2016, la non-disparition publique de l'auteur se poursuivait par sa démultiplication médiatique en acteur, qui joue son propre rôle aux côtés de l'entarteur Noël Godin dans un film de Jean-Henri Meunier, *Faut savoir se contenter de beaucoup*.

Aucun repentir non plus dans *Dix ans d'Action directe*. Mais un échec qu'il « est impossible de contester » et sur la nature duquel « il est essentiel de se pencher » pour « tirer ensemble des enseignements », précise l'auteur [*infra*, p. ⇒]. Ce que fait la conclusion de ce bilan en forme de récits tissés d'analyses historiques et politiques : sous-estimation de l'ampleur de la victoire de la contre-révolution libérale et du recul du mouvement ouvrier ; sur-estimation des faiblesses du régime mitterrandien, de la voie des urnes et du modèle réformiste ; sous-estimation de la force de la répression et des faiblesses du mouvement révolutionnaire ; mauvaise évaluation de l'homogénéité de la réponse des partis, des syndicats et de la presse de gauche à la lutte armée ; évaluation biaisée de l'ampleur de l'adhésion des classes moyennes au programme de modernisation du capitalisme et à la « guerre contre le terrorisme ».

Après l'engloutissement du mouvement ouvrier international dans la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg en appelait à une « autocritique sans pitié », non pas seulement comme « un droit vital, mais comme un devoir suprême » ²². On sait que cette injonction fut entendue par de faibles minorités – et que la contre-révolution, y compris stalinienne, devait les rendre inaudibles. Néanmoins cette exigence demeure. Et ceux qui prennent au sérieux ce dont ce livre rend compte – la trajectoire d'« une organisation armée qui choisit une route sinueuse parce qu'elle cherchait et expérimentait », dit aujourd'hui l'auteur – disposent désormais d'une contribution de première main sur le cycle des luttes armées qui court de la fin des années 1960 aux années 1980. Cette expérience ayant été menée, il faut en tirer des leçons. Celles d'« une guérilla communiste dont le but essentiel était d'élever la conscience critique du prolétariat

occidental afin que, par ses propres forces, il puisse rompre la fausse unité à laquelle l'opportunisme le condamne » [*infra*, p. →]. Ainsi ceux qui prennent au mot les raisons que les militants ont invoquées pour expliquer leur usage de la lutte armée auront-ils les moyens de déterminer si (même dans ces conditions particulièrement défavorables) celle-ci fut utile à la propagation des idées qu'ils défendaient et à la cause de ceux pour qui (et parfois auprès de qui) ils luttèrent. Sinon, autant continuer à aligner les pages (comme on enfile des perles) et les mêmes erreurs seront reproduites – avec le prix qu'on connaît pour les classes populaires.

Certains affirmeront que les « guérillas » européennes ont échoué. Et que cette conclusion est définitive. Mais d'autres auront beau jeu de leur signaler que toutes les stratégies désarmées pour réduire les rapports de domination ont aussi échoué. Revenant sur la défaite des mouvements des années 1970 en Italie, Toni Negri adresse une consolation à ceux qui « pleurent sur leur propre naïveté tactique et se désespèrent de leurs illusions stratégiques » alors que le système qu'ils ont combattu semble désormais neutraliser tout conflit et ajuster la société au marché mondial. Une consolation pour quelques militants, mais un constat qui regarde tout le monde : « Le problème qu'ils représentaient existe toujours » ²³.

* * *

On a déjà dit plus haut que Rouillan ayant déjà été condamné pour les faits dont il rend compte ici – et dont il est autorisé à parler publiquement depuis la fin de sa liberté conditionnelle, le 18 mai 2018 –, l'auteur et ses éditeurs font paraître ce livre en confiance. D'autant plus que, comme il l'explique dans son avant-propos, « ce texte a été saisi à deux reprises à la fin des années 1990 [et] les autorités n'ont trouvé aucun motif pour ouvrir de nouvelles procédures ». Deux précédents ne sont toutefois pas vraiment rassurants.

Le 2 octobre 2008, alors que Rouillan était depuis quelques mois en liberté conditionnelle, au cours d'un entretien paru dans *L'Express*, à la question « Regrettez-vous les actes d'Action directe, notamment cet assassinat [de Georges Besse] ? », il répond : « Je n'ai pas le droit de m'exprimer là-dessus... Mais le fait que je ne m'exprime pas est une réponse. Car il est évident que si je crachais sur tout ce qu'on avait fait, je pourrais m'exprimer. Par cette obligation de silence, on empêche aussi notre expérience de tirer son vrai bilan critique ²⁴. » Une brève, mais intense campagne de presse débouchait sur une décision du juge de l'application des peines de Paris « compétent en matière de terrorisme », qui rendait une « ordonnance suspendant la mesure de semi-liberté » de l'interviewé pour avoir « profondément troublé l'ordre public » ^{xv}. Rouillan retournait le jour même derrière les barreaux pour deux ans.

Sept ans plus tard, une nouvelle interview vaut à Rouillan l'attention de la justice. Il s'agit cette fois de son appréciation des attentats commis à Paris le 13 novembre 2015 par l'État islamique, mouvement qu'il a qualifié de « basé sur le mortifère, le sacrifice, la mort », mais dont il a jugé les

militants « courageux » : « On peut dire qu'on est absolument contre leurs idées réactionnaires, on peut dire plein de choses contre eux, que "C'était idiot de faire ci, de faire ça", mais pas dire que ces gamins sont des lâches ²⁶. » Le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire pour « apologie du terrorisme » et le ministre de l'Intérieur de l'époque demande « la révocation de la libération conditionnelle de cet individu ». Mais le juge de l'application des peines compétent en matière de terrorisme n'obtempère pas : pour lui, Rouillan est réinséré ²⁷.

Si le détenu, en conditionnelle depuis 2011, a sans conteste satisfait aux critères de réinsertion, il n'est pas impossible que le magistrat ait discrètement rappelé par là son indépendance. Notamment en réponse aux dérives à l'œuvre depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, quand le moindre fait divers semblait provoquer à lui seul le vote d'une loi et que les politiques, à des fins électoralistes, s'indignaient par voie de presse pour remettre en cause les décisions prises par les juges au mépris flagrant de la séparation des pouvoirs. Une dérive que n'a pas arrangée, en novembre 2014, le vote par le gouvernement de François Hollande, au nom de la lutte contre le terrorisme, du transfert vers le Code pénal des délits politiques qui relevait de la loi de 1881 sur la liberté de la presse. La qualification d'un propos en « apologie du terrorisme » pouvant désormais être jugée en comparution immédiate, cette criminalisation intempestive met en danger une liberté fondamentale, la liberté d'expression. Sans parler des problèmes élémentaires d'application qu'elle pose ^{xvi}.

C'est dans ce cadre qu'en septembre 2016 Rouillan est condamné en première instance à six mois de prison pour « apologie du terrorisme » et, de nouveau le 16 mai 2017 en appel, cette fois à dix-huit mois de prison, dont dix assortis d'un sursis avec mise à l'épreuve. Aussitôt pourvu en cassation, Jean-Marc Rouillan a vu son cas à l'origine d'une saisie du Conseil constitutionnel dans le cadre d'une question prioritaire, pour contester la constitutionnalité de la loi au motif qu'elle est trop vague et viole la liberté d'expression. Le 18 mai 2018, le jour même où l'auteur finissait sa période de conditionnelle, le Conseil constitutionnel a jugé cette disposition du Code pénal conforme à la Constitution, et notamment au principe de liberté d'expression. Contrairement à l'avocate de Rouillan, Claire Waquet, qui voit dans l'accusation d'« apologie publique » un « délit d'opinion », pour Laurent Fabius, qui préside cette institution, « par la large diffusion des idées et les propos dangereux qu'elle favorise, l'apologie crée par elle-même un trouble à l'ordre public » ^{xvii}. Au moment où ce livre part aux presses, l'auteur attend le jugement définitif de la Cour de cassation – si la condamnation est confirmée, il saisira la Cour européenne des droits de l'homme.

En mai 2016, la Ligue des droits de l'homme avait déjà déclaré qu'en poursuivant Rouillan pour ses déclarations « le parquet ne demande pas de sanctionner une apologie mais tente d'interdire une opinion dont il déforme sciemment le sens. Si l'on suit le parquet dans sa volonté de limiter la liberté d'expression aux seules opinions convenues, choquer ou critiquer deviendra bientôt un délit ³⁰».

En mai 2018, Fionnuala Ní Aoláin, « rapporteuse spéciale des Nations unies de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte

antiterroriste », remettait au gouvernement français les « conclusions préliminaires » d'un rapport (dont la version définitive sera soumise, en mars 2019, à Genève, à l'assemblée du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme). Celles-ci « relèvent les risques d'atteintes aux droits de l'homme, à la liberté religieuse et à la liberté d'expression que comportent certaines mesures introduites dans le droit français au nom de la lutte contre le terrorisme » ³¹.

* * *

Au fil de son récit, Rouillan évoque régulièrement les appels que son groupe lançait, sinon à la lutte armée, au moins à la « violence de classe » contre la bourgeoisie. Déclarations qui semblaient presque banales à l'époque où la GP* régnait sur l'extrême gauche. On a vu plus haut ce qu'Alain Geismar se proposait de faire aux bourgeois : « Porter l'insécurité jusque dans leurs porcheries. » Nous étions à la fin des années 1960 et le futur inspecteur général de l'Éducation nationale s'associait alors au futur patron de *Libération* pour en appeler à la guerre civile et prophétiser la révolution pour l'année suivante, sinon celle d'après ^{xviii}. En avril 1982, dans son dossier « Terrorisme : épidémie », *Le Quotidien de Paris* interroge Jean-Pierre Le Dantec pour avoir son « point de vue d'ancien gauchiste » sur la vague d'attentats qui vient de toucher Paris ^{xix}. « Comment expliquez-vous que l'extrême gauche française n'ait pas sombré dans le terrorisme dans les années 1970 ? » Après avoir constaté qu'« effectivement l'extrême gauche française post-68 n'a pas suivi une évolution parallèle à celle des autres pays d'Europe », celui qui fut directeur de *La Cause du peuple* donne pour première raison « la personnalité des leaders gauchistes : de véritables intellectuels possédant une véritable culture, c'est-à-dire porteurs à un certain degré d'une tradition démocratique ayant permis qu'ils ne soient jamais coupés de certains courants de masse dans le pays (intelligentsia, et certains courants de la classe ouvrière) » ³². Autosatisfaction et nationalisme mis à part, c'est historiquement faux, ne serait-ce qu'en Italie, où n'ont pas manqué les « véritables intellectuels [...] jamais coupés de certains courants de masse [...] de la classe ouvrière », ni les groupes armés – exemplaires, diraient certains ³³. En arrimant sans vergogne la « tradition démocratique » à la « culture » des « leaders » de Mai 68, Le Dantec couvre la fureur du reniement qui prit ceux que Guy Hocquenghem accusa d'être « passés du col Mao au Rotary ³⁴ ». Les plus vifs, « nouveaux philosophes » et anciens gauchistes, avaient allègrement pris dès le milieu des années 1970 le virage anti-totalitaire, préparant leur conversion au socialisme de gouvernement qui les rapprocherait enfin du pouvoir ³⁵. Servant désormais l'ordre social qu'ils avaient combattu dans leur jeunesse, ils nièrent moins la lutte des classes (référence récemment troquée contre la « défense de la démocratie ») qu'ils n'affirmèrent leur changement de camp. Changement qui n'est pas pour rien dans le renforcement des rapports de domination qu'on a vus à l'œuvre depuis la « fin de l'histoire ». Et maintenant qu'aucun aréopage d'intellectuels ne tient plus le haut du pavé avec des discours marxistes (réservés à quelques militants égarés), le milliardaire américain Warren Buffett peut paisiblement déclarer (en

mai 2005 sur CNN) : « Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner. »

De ce point de vue, le groupe Action directe fut peut-être la seule réponse que ces survivants de l'extrême gauche européenne ont su donner aux ultimes réajustements de la social-démocratie, c'est-à-dire, en France, du Parti socialiste – qui fit de sa promesse de « Changer la vie » un moment de la contre-révolution néolibérale. Non pas la réponse des enfants de la bourgeoisie cultivée qui étaient parvenus à une connaissance du fonctionnement de la société si « intelligente » qu'elle les aida à réussir lorsqu'ils changèrent de côté dans la lutte des classes, lorsqu'ils se mirent au service de leur groupe social d'origine pour jouer dans la comédie démocratique de masse et de marché les rôles qui leur valurent une place au soleil – et tant pis pour ceux qui restaient à l'ombre. Non pas la réponse des étudiants des grandes écoles et des bonnes universités mais celle des filles et des fils d'ouvriers ou de petits employés, mauvais élèves qui n'avaient pas traversé cette décennie agitée (1968-1978) comme un stage d'été (ou plutôt de printemps) mais comme une révélation sans retour en arrière. Car pour eux – n'ayant pas lu nos brillants exégètes de Marx, Lénine, Mao ou Guevara comme des devoirs sur table, ils ne pouvaient entendre sonner la fin de l'exercice, mais étaient en revanche bien conscients que le retour de l'ordre social bourgeois signifiait leur retour à l'usine et aux banlieues ouvrières –, l'ennemi d'hier, la police, l'armée, l'État et le patronat, restait l'ennemi du jour, l'ennemi de toujours dans la lutte des classes. Une lutte qui avait commencé à être menée en répondant à la répression par la guérilla, où le combat contre l'impérialisme se menait avec le prolétariat immigré, où l'on ne finançait pas son engagement politique par des subventions socio-culturelles mais des « expropriations », où l'on vivait, et mourait, pour l'idée de révolution, qui n'était pas qu'une idée.

Thierry Discepolo
Juillet 2018

- I. Sur l'éditeur italien Giangiacomo Feltrinelli, lire *infra*, note ⇒, p. ⇒.
- II. Sur la mort d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, lire *infra*, p. ⇒.
- III. Sur les conditions de détention des membres d'Action directe, lire *infra*, note ⇒, p. ⇒.
- IV. Sur l'idée que l'assassinat de Georges Besse a été commandité par l'Iran et les visions complotistes des activités d'Action directe, lire *infra*, note ⇒, p. ⇒.
- V. Il ne s'agit pas de nier que les États instrumentalisent des groupes terroristes ni que soient ourdis des complots – on en croise des exemples de divers registres dans ces pages (des attentats massacres en Italie [*infra*, note ⇒, p. ⇒] au sabotage du *Rainbow Warrior* [*infra*, note ⇒, p. ⇒]) – mais il s'agit de douter du fait que tous les groupes armés soient manipulés.
- VI. Si « toute l'ultra-gauche française » a renoncé à la violence, on doit se demander à quelle famille politique appartiennent Action directe et tous les autres groupes qui, se réclamant

précisément de cet héritage, n'y ont précisément pas renoncé – une fois encore, ce propos en dit moins de ceux dont on parle que de celui qui en parle.

VII. Dans sa chronique pour *Le Nouvel Observateur*, Jacques Julliard cède à la « tentation de se réfugier dans la psychologie des profondeurs » en citant le rapport de l'expert psychiatrique, loué pour avoir fait preuve de « beaucoup de talent et de vraisemblance » ; puis il range les « incroyables rhapsodies idéologiques » des accusés aux côtés de leurs « chahuts de potache, ricanements et gloussements complices » ⁶.

VIII. Sur ces questions, lire *infra* la notice Trevi (p. ⇒) et les notes ⇒, p. ⇒ et ⇒, p. ⇒.

IX. Lire *infra*, note ⇒, p. ⇒.

X. Pour le seul procès de 1989 et la presse écrite, de *L'Humanité* au *Figaro* en passant par *Le Monde*, *La Croix*, *Libération*, *France soir*, *Le Quotidien de Paris*, *Le Journal du dimanche* et même *Le Monde libertaire*, la condamnation unanime ne varie que dans l'outrance du traitement des accusés, le niveau de soutien du procureur de la République et le degré d'empathie avec la famille de Georges Besse qui assiste au procès.

XI. La lecture de ces livres est moins utile pour la « recherche de la vérité » sur tel ou tel événement que pour « compléter le tableau » : quelques récits se confirment ou se complètent plus ou moins (comme l'arrestation de la rue Pergolèse ou la fusillade de l'avenue Trudaine), mais d'autres divergent trop pour qu'on puisse se faire une idée claire (comme pour plusieurs attentats et le rôle de Gabriel Chahine ou celui de « Blond-Blond »). Il est certain que chacun des témoins n'a pas seulement son point de vue, mais aussi son image publique à défendre : ce qui est vital chez Rouillan est aussi discret chez Savoie que criant chez Pochon, qui mêle à l'apologie de son « aventure » une critique amère de la « bienveillance du nouveau pouvoir envers des terroristes » et une volonté très insistante de régler « sa dette immense » envers Chahine, *son* informateur, à qui il dédie son livre. On trouve dans ces livres des aspects peu traités par Rouillan : par exemple, chez Savoie, la place centrale que prennent les informateurs issus de la « mouvance autonome » – ainsi cette militante qui, pour « une question de prééminence et de suprématie qui les oppose, elle et ses compagnons, à cette nouvelle formation qu'est Action directe », fournit aux RG les informations qui permettront la vague d'arrestations des 27-28 mars 1980. On découvre par ailleurs les relations cordiales, voire de sympathie (au grand dam de Pochon, qui crie au « scandale » et à l'« inadmissible ») qu'ont pu avoir certains policiers avec Ménigon voire avec Rouillan au début des années 1980 – ce qui tranche avec les portraits habituels. Enfin, ces quatre livres donnent abondamment les noms propres des acteurs ainsi que le détail d'actions que Rouillan laisse souvent dans l'ombre par un vieux réflexe de sécurité. Nous avons régulièrement fait référence à ces titres dans l'appareil de notes, pour confirmer ou préciser les propos de l'auteur. En 1995, un livre sur Action directe et l'« *ultra-left terrorism in France, 1979-1987* » est également paru en anglais ¹³.

XII. Il est certain que le sentiment de sécurité associé aux patrouilles de police effectuées par

l'armée n'est pas universellement partagé – il semble ainsi que la jeunesse qui peuple les banlieues populaires se sente moins protégée qu'agressée. Par ailleurs, malgré l'importance du soutien médiatique apporté à l'action de ces supplétifs des forces de police, leur efficacité est de plus en plus mise en doute – et leur fonction réelle semble plutôt être d'accoutumer les populations à une présence militaire tandis que l'état d'urgence est devenu état normal.

XIII. Sur Action directe, cette étude couvre une période de quarante ans (7 877 articles dont 2 565 articles sur Rouillan) sur la base du dépouillement de quotidiens nationaux francophones dont le spectre politique va du *Figaro* (avec des « descriptions volontiers caricaturales et systématiquement à charge ») à *Libération* (qui « témoignait, jusqu'au début des années 1980, d'une certaine indulgence ») en passant par *Le Monde* (qui est « reconnu pour sa position médiane sur l'échiquier politique ») ; sur le même principe, la figure médiatique d'Abdelhamid Abaaoud est établie à partir de 7 798 articles ¹⁸.

XIV. Illustration du consensus dominant en France, un article paru en 2015 dans *Le Monde diplomatique* décline le même aplatissage de la dimension historique et la même exclusion des facteurs sociaux et politiques : « La traduction d'un conflit en des catégories très générales et assez lâches » rapprocherait un « militant du Parti communiste français, qui rejoint les Brigades internationales en Espagne en décembre 1936 » parce qu'il est pris par un « instinct de classe » et pour « barrer la route au fascisme » ; un jeune parisien qui s'« engage dans la Légion des volontaires français [...] pour combattre le communisme et permettre l'avènement d'un Ordre nouveau en août 1944 » ; un militant suisse parti rejoindre les brigades de travail au Nicaragua en 1983 « pour être au contact d'un peuple qui avait réussi une révolution » ; et des « musulmans [français] partis en Syrie » en 2013 parce qu'« on sait que le Mahdi [le sauveur] va sortir de là-bas » ¹⁹.

XV. Dès l'ouverture donnée par *L'Express* à son article – « Emprisonné depuis la fin du parcours sanglant d'Action directe, en 1987, Jean-Marc Rouillan avait, au moment de cet entretien, choisi de s'engager auprès d'Olivier Besancenot » –, cet entretien offre à François Hollande, alors premier secrétaire du PS tandis que Ségolène Royal était la candidate de ce parti aux présidentielles, l'occasion de stigmatiser la concurrence à gauche ²⁵.

XVI. Selon Nadim Houry, directeur du programme « Terrorisme et lutte antiterroriste » de l'ONG Human Rights Watch, « les statistiques du ministère de l'Intérieur indiquent que la police est intervenue dans plus de 2 300 cas en 2015 et 1 850 en 2016. Bien que toutes ces interventions policières n'aient pas débouché sur des poursuites, les statistiques du ministère de la Justice mentionnent 306 condamnations pour apologie du terrorisme pour la seule année 2016, dont 232 avec des peines de prison ferme. Selon le ministère de l'Intérieur, 20 % des personnes ayant fait l'objet d'une enquête en vertu de cette disposition étaient mineures, et 6 % avaient entre 10 et 14 ans. Ces cas n'impliquent généralement pas d'incitation directe à la violence ; il s'agit plutôt d'altercations entre la police et des individus sous l'emprise d'alcool, ou de provocations – parfois odieuses – proférées dans des cours d'école ou sur les réseaux sociaux. La

plupart de ces cas n'ont pas de visibilité nationale et sont traités par les tribunaux locaux en comparution immédiate ²⁸ ».

XVII. Début octobre 2016, quelque temps après la première condamnation de Rouillan pour « apologie du terrorisme », l'essayiste Éric Zemmour donnait au mensuel *Causeur* son appréciation des terroristes de l'État islamique, qu'il refusait de qualifier d'« esprits faibles » avant d'affirmer qu'il « respecte des gens prêts à mourir pour ce en quoi ils croient » et de préciser, à propos de l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice : « Quand les gens agissent parce qu'ils pensent que leurs morts le leur demandent, il y a quelque chose de respectable. » Début janvier 2017, quelque temps après la confirmation en appel de la condamnation de Rouillan, le parquet de Paris classait sans suite l'enquête qu'il avait ouverte sur Zemmour pour « apologie du terrorisme », estimant que l'infraction était « insuffisamment caractérisée » ²⁹. Il est difficile de ne pas se réjouir de cette décision. Et en même temps de ne pas se demander, en comparant les propos et les jugements, si l'on n'a pas affaire à une illustration exemplaire du caractère vague de l'incrimination (qui est par principe à proscrire en matière pénale), sans parler du poids de l'identité, de l'histoire et des positions sociale et politique des accusés dans l'extensibilité des jugements et des problèmes que cela pose à l'exercice de la justice.

XVIII. Lire *infra*, note ⇒, p. ⇒.

XIX. En particulier l'attentat meurtrier de la rue des Rosiers – lire *infra*, p. ⇒.

Avant-propos. Une histoire d'Action directe

Le document édité ici a été rédigé dans la seconde partie des années 1990. Lorsque j'en ai pris la décision, je venais de sortir de sept ans d'isolement et me trouvais à la centrale de sécurité de Lannemezan. Mes deux camarades Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon étaient quant à elles incarcérées dans le quartier spécial de la MAF de Fleury ^I ; et Georges Cipriani au centre pénitentiaire de Metz-Queuleu. Mais la santé de Nathalie déclinait rapidement. Et Georges avait déjà été interné en 1993 à l'UMD de Villejuif ^{II}.

Face à la volonté de l'État de nous affaiblir au mépris de nos vies, il nous parut important de laisser une trace de notre histoire. De raconter notre parcours. D'expliquer nos décisions politiques. C'était aussi un acte de résistance face à la politique de destruction, une lutte contre l'effacement de nos mémoires.

Dans ma situation, les agents de la pénitencière pouvant à tout moment découvrir ce travail, le récit devait en rester à ce que la justice et la police savaient déjà. De nombreux détails et la plupart des noms des militants ont été occultés. En dehors de cet impératif, nous n'avons voulu dissimuler aucun fait ni nier la participation de quiconque à cette histoire. D'ailleurs, ce texte a été saisi à deux reprises à la fin des années 1990. Une première fois par l'administration pénitentiaire de la centrale de Lannemezan et transmis aux autorités judiciaires ^{III} ; et la seconde fois lors de la sortie officielle du manuscrit par Joëlle pour publication ^{IV}. Dans les deux cas, les autorités n'ont trouvé aucun motif pour ouvrir de nouvelles procédures. Les seuls militants dont les noms apparaissent avaient revendiqué lors de leurs procès l'entière responsabilité des actions de l'organisation – ce qui était alors un motif, entre autres, de condamnation à perpétuité.

Ce récit ne prétend délivrer que notre point de vue. Celui des prisonniers qui ont pris jusqu'au bout la responsabilité politique et judiciaire de cette aventure. Au cours du travail d'édition, j'ai conservé autant que possible le texte original, avec nos mots et nos idées de l'époque... Mais l'original était beaucoup plus long, presque le double du texte édité ici. Je me suis beaucoup servi des réflexions théoriques et analyses qui composent *Le Prolétaire précaire* (paru chez Acratie en 2001), que j'ai écrit à la même époque. En accord avec l'éditeur, nous avons retiré la plus grande partie des encadrés où étaient exposés les problèmes théoriques et politiques posés par la période de transition entre le mode de production fordiste et le néolibéralisme. Les bouleversements étaient considérables. Il était impossible de poursuivre le combat lancé dans les années 1960 et 1970 comme si rien n'avait changé. En répétant à tue-tête et avec beaucoup de sérieux les solutions politiques des années 1940. À partir d'une analyse concrète d'une situation concrète, nous avons tenté d'adapter notre lutte à la mondialisation du capitalisme, aux effets de la globalisation financière qui commençait à apparaître avec les premières déréglementations, à la marche forcée des délocalisations industrielles, à la mutation en cours vers un trans-étatique qui parcourait les instances internationales, l'Otan, le FMI et la Banque mondiale au-delà de la construction européenne.

Cette analyse de classe reposait sur l'expérimentation que nous avons menée, surtout après

1982. Et sur la conscience acquise dans notre pratique collective. Pour autant, nous ne sacralisons pas notre organisation. Elle n'était que l'une des premières expériences de lutte contre les effets, désastreux, du néolibéralisme triomphant. On pensait que la barbarie de cette contre-révolution faciliterait la levée d'une résistance radicale. Et on croyait sincèrement apporter notre pierre à cet avènement.

Une autre partie de cette histoire a été mise sous le boisseau, et non des moindres : l'activité d'Action directe au-delà des frontières. Non seulement l'histoire du front révolutionnaire anti-impérialiste avec d'autres organisations, principalement italiennes et allemandes, mais nos actions aux côtés des camarades du Proche-Orient. De ses premiers à ces derniers jours, l'histoire d'Action directe est sortie des frontières de l'Hexagone. C'était le fruit d'une volonté politique. Nous n'avions pas le ridicule de prétendre être l'avant-garde de la classe ouvrière d'un territoire (plus encore à l'époque de la mondialisation), mais d'agir dans la zone géostratégique euro-méditerranéenne. Non seulement la voix de ces camarades est absente, mais il n'était pas possible de faire le récit de notre coopération – des décennies après, les menaces de poursuites judiciaires subsistent. On peut toutefois espérer que cette histoire d'Action directe sera écrite un jour ou l'autre.

Bien qu'ayant vécu le quotidien d'Action directe de sa gestation à ses derniers feux, je ne prétends pas en connaître toute l'histoire ni tous ses acteurs. Comme je ne prétends pas que ce livre établisse « l'histoire d'AD ». Il donne seulement « une histoire d'AD ». Et si j'ai produit l'essentiel du matériau, il fut validé par de nombreux camarades, dont certains encore incarcérés à la fin des années 1990. Comme tel, il a une valeur historique. Et, comme *Le Proletaire précaire*, il pourrait être signé collectivement.

Il est certain que d'autres militants d'Action directe ont des visions différentes de cette histoire. Il faut qu'ils les exposent à leur tour. Pour enrichir notre témoignage et le vivifier de nos contradictions. La mémoire est une zone de combat contre la répression, y compris une mémoire contradictoire.

Si j'écrivais aujourd'hui un tel texte, il serait sans nul doute très différent. Mais celui-ci, commencé au sortir de la torture blanche, conçu au milieu des luttes que nous avons menées en détention, parfois simplement pour survivre, est marqué au fer par les ruptures que nous avons creusées avec nos ennemis. L'interdit de témoigner de notre lutte que la justice fait peser sur nous depuis trente ans est levé. La bataille de la mémoire a commencé.

On remarquera que ce texte ne cherche à démentir ni les contre-vérités de la contre-propagande ni à infirmer les visions complotistes qui dominent aussi bien la production médiatique et éditoriale qu'universitaire à notre propos. Leurs auteurs ne semblent concevoir que des militants puissent s'organiser pour faire de la politique, qu'ils soient indépendants, les auteurs de leur analyse et les acteurs de leurs décisions. Qu'ils aient pour but de rompre avec tous les pouvoirs... C'est d'ailleurs un hommage que nos détracteurs et nos délateurs nous rendent après tant d'années ! Cet acharnement démontre leur impuissance à combler le fossé que nous avons

creusé. Leur incapacité à digérer cette expérience, dont ils voient la résurgence dans toute lutte qui sort du cadre des réserves protestataires.

Pour conclure ce bref avant-propos, je saluerai toutes celles et tous ceux qui ont conjugué leurs engagements aux nôtres. Celle-ci une semaine, celui-ci un mois, cette autre une année ou deux. Sans leur concours, sans leur appui, jamais nous n'aurions pu survivre face à la répression – combien d'exemples pourrait-on citer de la longue histoire de la lutte armée en Europe.

Pendant dix ans, nous (c'est-à-dire nous tous) avons lutté les armes à la main. C'est ce dont témoigne ce livre.

Paris, mai 2008

Aux camarades qui ont perdu la vie en luttant. À Joëlle, Farid, Ciro. Et à tous ceux qui ne se relèveront pas totalement de la torture carcérale...

- I. C'est-à-dire la « maison d'arrêt des femmes » de Fleury-Mérogis.
- II. C'est-à-dire l'« unité pour malades difficiles » de l'hôpital de Villejuif – l'auteur donne des précisions *infra*, note ⇒, p. ⇒.
- III. Je ne fus condamné qu'à une peine intérieure en quartier disciplinaire pour tentative de sortie illicite de correspondance ; et mon ordinateur a été restitué – rendu inutilisable, mais rendu... [nda]
- IV. Sur ce premier projet de publication, lire *supra*, p. ⇒.

I. L'héritage du grand Mai (1977-1979)

Au printemps 1977, un tournant se dessinait dans le mouvement révolutionnaire autonome. Les principales structures et expressions militantes ayant posé, après Mai 68, la question de la contre-violence révolutionnaire avaient entrepris un rapprochement organisationnel. Ces groupes agissaient sur la lancée du mouvement des barricades, des occupations d'usines et des luttes à la base. Dans l'action, ils avaient constitué les réseaux d'autodéfense et souvent porté toute la résolution de l'illégalisme de masse dans les grandes mobilisations qui s'étaient succédé. Lesquelles étaient dirigées contre le patronat, l'État, le militarisme, le nucléaire, la ségrégation, l'impérialisme. Contre la dictature au masque démocratique, contre toutes les dictatures. De fait, ces réseaux formaient ce que la Gauche prolétarienne (GP*) avait appelé de ses vœux : « Les bases de la résistance populaire armée à la dictature. »

Cette convergence rassemblait tout naturellement de nombreux militants de la GP et des membres de la NRP*. Certains venaient de groupes armés, comme les BI*, les autres étaient issus des comités de base et de quartier. Les Napap* s'étaient constitués comme première pierre de ce rapprochement. Ils exprimaient l'orientation politique et l'organisation révolutionnaire de ceux qui refusaient de suivre la voie de la liquidation ou du retour « chez soi » qui avait détruit le mouvement mao ^I.

L'alliance du printemps 1977 dépassait le cadre groupusculaire d'un énième rassemblement ML*, comme on disait pour « marxiste-léniniste ». Elle sortait des clivages idéologiques en réunissant, sur le terrain des luttes autonomes clandestines, la mouvance mao aux courants surgis de Mai 68, qui liguait une mosaïque de collectifs anars, anarcho-communistes et ultra-gauche, clandestins ou non. Historiquement, ces tendances s'étaient déjà plus ou moins fédérées, notamment lors de la lutte anti-franquiste et dans le soutien à l'organisation catalane révolutionnaire qu'était le MIL*. C'est dans ce contexte qu'étaient apparus, en 1974, les Gari*.

Ces collectifs autonomes étaient, sans conteste, les plus nombreux, très inscrits dans les situations locales et les mieux préparés à l'action. De 1974 à 1977, ils avaient réalisé quantité d'opérations, sous divers sigles, accompagnant les différentes campagnes de mobilisation du mouvement, qu'elles soient locales, nationales ou internationales. Expéditions en solidarité avec les prisonniers politiques des Gari ; pour dénoncer les cinq exécutions de révolutionnaires basques et d'activistes du FRAP* en Espagne en septembre 1975 ; pour s'opposer au nucléaire (attentats du groupe Meinhof-Puig Antich contre la centrale de Fessenheim, l'appartement du PDG de l'EDF, ou la direction EDF) ou aux mines et usines d'uranium (groupe Copeau ^{II}) ; pour protester contre la situation dans les prisons (attentats revendiqués par « Les Damnés de la Terre » contre le ministère de la Justice et par les Noyaux armés des prisonniers contre le syndicat FO-prisons) ; l'attentat qui détruit le domicile d'Yves Mourousi, alors présentateur du journal télévisé de 13 heures sur TF1 ; etc.

Une des grandes falsifications de la réécriture de l'après-68 réside dans la négation de l'antagonisme armé, tant dans sa nature de classe que dans sa force et son niveau de violence.

Selon les chiffres du ministère de la Justice, entre 1974 et 1981, il y aurait eu plus de trois mille attentats attribués à l'extrême gauche, dont une centaine par armes à feu, qui ont causé la mort de plus de cinquante personnes.

Depuis longtemps, les nostalgiques et les collaborateurs du système s'acharnent à résumer l'antagonisme révolutionnaire de ces années aux turpitudes du gauchisme parisien et à sa cohorte de fumisteries estudiantines. Il leur faut nier cette réalité dans le but de baliser encore plus aujourd'hui le protestataire « acceptable » et de garantir dans le rôle de « porte-parole » d'une génération rebelle la ribambelle de vieux septuagénaires qui profitent de cette mise en scène.

Les premières discussions de convergence rassemblaient la frange historique de la résistance armée sur ce territoire, mais par la l'identité même des participants le fait international s'imposait avec force. Il y avait parmi nous des combattants contre les dictatures de Franco et de Salazar, d'autres venaient d'Italie ou étaient passés par la Palestine et le Liban, d'autres avaient fait leurs armes en Amérique latine. L'internationalisme vivait dans cet échange comme il vivait dans les quartiers et sur les chaînes de montage de la grande fabrique de notre pays.

Depuis le grand Mai, le mouvement autonome exprimait l'antagonisme le plus proche des intérêts du nouveau prolétariat des pays industriels. Partout, de Berlin à Rome, de Barcelone à Londres, les ouvriers avaient rompu les ponts avec le binôme traditionnel parti-syndicat reproduit dans la collaboration institutionnelle et la caricature groupusculaire. Les autonomes diffusaient dans les usines et les quartiers les nouvelles formes de lutte et les généralisaient. Des centaines d'affrontements révélaient ainsi la montée en puissance des comités d'action et de base comme unités politiques fondamentales de l'organisation des masses en lutte. En France, il y eut les luttes des OS chez Renault, l'épopée de LIP, la lutte des travailleurs immigrés dans les usines Peñarroya et Chausson, ou contre les « marchands de sommeil » privés ou d'État comme la Sonacotra ^{III}. Il y eut la lutte des femmes, celle des homosexuels, celle des comités paysans et viticoles ^{IV}. Un combat qui se propageait dans les prisons ^V. En Espagne, il y eut la grève d'Harry-Walker en lien avec les groupes autonomes de résistance à la dictature ^{VI}, puis l'« assembléisme » lors des premiers mois de la transition post-franquiste ^{VII}.

Le mouvement autonome n'exprimait pas seulement le radicalisme de la gauche extra-parlementaire et de la « nouvelle gauche* », le mouvement autonome était aussi un extra-syndicalisme. Un élan surgi de la vie, de la pratique. Il représentait la réponse historique des prolétaires à la capitulation des confédérations et à leur inscription dans la « démocratie avancée » des centres impérialistes. À tous ceux qui se posaient la question en termes de révolution, c'est-à-dire de rupture critique du rapport social de la dictature du capital, il était devenu clair qu'aucun moment révolutionnaire décisif ne pouvait plus se fonder sur une telle collaboration-cogestion et sur la base d'accumulation de forces toujours plus muselées dans des pratiques limitées et conventionnées, quand ce n'était pas de simples utilisations électoralistes. Les syndicats n'étaient plus des organes de solidarité œuvrant pour l'éducation et l'émancipation ouvrière, ils participaient désormais au « système hiérarchique despotique » et à son masque spectaculaire de démocratie manipulée.

Dès lors, la lutte contre les bureaucraties révisionnistes ne pouvait plus être réduite à un point de vue « radical », mais devait devenir la base pratique de toute action et de toute conception stratégique sur le front anticapitaliste et le front anti-impérialiste. Cette lutte était le premier pas de la conscience des combats à venir et la condition d'une organisation d'un type nouveau, qui correspondait aux mutations historiques des rapports de production et des rapports de domination dans la seconde partie du xx^e siècle.

L'extra-syndicalisme de l'autonomie reflétait également la mutation fondamentale du cadre des luttes. Le capital ne se limitait plus à soumettre ce dont il était « propriétaire » : dorénavant, tous les secteurs de la société devaient concourir à la production, à l'extorsion de la plus-value. Si l'usine demeurait le cœur de l'exploitation, dans toutes les situations de la vie quotidienne, le prolétaire trouvait en face de lui la dictature de la marchandise. Dans le quartier, dans la rue, dans l'éducation et les loisirs, dans l'information et la culture, dans les rapports entre sexes, partout il était soumis au rapport social dominant d'exploitation et d'oppression. Partout il devait se rebeller. C'est pourquoi l'autonomie n'était pas une révolte partielle, locale, para-syndicale mais une réponse historique à l'élan radical et global d'émancipation des prolétaires.

[Dans les *Cahiers prolétariens* en 1973]

C'est en opposant systématiquement l'action directe de petits groupes ouvriers aux grandes manœuvres syndicales que l'autonomie ouvrière s'est imposée par bonds. Toute notre pratique visait à dégager l'intelligence collective des ouvriers en s'appuyant sur leur instinct de révolte. Nous bannissons de nos rangs les mentalités rabougries de militants qui cherchent « à faire leur trou » dans l'appareil syndical pour « mobiliser les masses » après.

Toute l'extrême gauche condamnait nos méthodes, on nous accusait de vouloir faire régresser le mouvement ouvrier en systématisant les sabotages, les séquestrations ou les cassages de gueule de chefs. Si nous renouions avec quelque chose de primitif chez les ouvriers, c'est avec l'instinct de révolte qu'on retrouve dans la fabrique du xix^e siècle comme sur la chaîne de Citroën. La discipline de caserne y est effectivement la même.

« Prendre du pouvoir dès à présent pour finir par prendre tout le pouvoir. »

On a dit que notre révolte était empreinte d'utopie et d'irréalisme. Mais cette révolte « absolue » était basée sur une « vision » : « Une société voyait tout d'un coup ce qu'elle contenait d'intolérable et voyait aussi la possibilité d'autre chose » (Deleuze). L'irréalisme était de prétendre que l'intolérable était la seule vie possible, le « meilleur des mondes ».

Chercher la sortie

Comme le rappelait Rudi Dutschke en 1967 : « Notre opposition n'est pas seulement dirigée contre quelques petites "erreurs" du système, mais contre l'ensemble du mode de vie qu'impose présentement l'État autoritaire. [Dès lors], l'attitude anti-autoritaire est un mode de comportement appelé à déboucher sur la révolution et sur l'éducation et l'auto-éducation des hommes. »

En écho, un groupe italien ^{VIII} répondait : « Est-ce le temps de la rébellion ? Oui ! Car partout nous sommes dépossédés, pressurés dans le pire esclavage salarial ou condamnés à en être exclus au prix de la plus humiliante misère matérielle, de la déchéance humaine.

» Notre vie est engloutie par huit à dix heures d'exploitation quotidienne ; le temps libre devient un lamentable ghetto dont nous cherchons désespérément la sortie. Nous sommes obligés de nous sentir inutiles dans cette société qui détruit les relations sociales et les relations humaines. Comment ne pourrions-nous pas tout vouloir ? Voulons-nous être les maîtres de notre vie, celle actuelle et à venir ? Voulons-nous être ceux qui décident de l'éducation de nos corps, sens et esprit ? Voulons-nous être ceux qui décident de notre travail, combien, quoi et comment travailler ?

» Voilà pourquoi, nous disons vouloir tout ! »

» Voilà pourquoi, nous disons qu'il est temps de se rebeller ! »

Jusqu'au tournant du printemps 1977

Au début de l'année 1977, j'étais incarcéré dans le quartier des prisonniers politiques de la Santé. J'y étais détenu depuis décembre 1974, dans le cadre des instructions de la Cour de sûreté de l'État concernant les actions des Gari ^{IX}. Après la mort de Franco, l'État espagnol avait commencé à libérer les militants révolutionnaires emprisonnés, mais la justice française traînait des pieds pour lever les poursuites contre les antifranquistes qu'elle détenait.

À cette époque, tous les prisonniers politiques étaient regroupés à l'écart, dans un quartier de la première division – mais nous parvenions quand même à rencontrer certains détenus particulièrement surveillés (DPS), comme Mesrine et Willoquet ^X. Nous avions également un régime à part – nos portes restaient ouvertes plusieurs heures dans la journée et des salles de réunion étaient mises à notre disposition.

Je rencontrai de nombreux détenus de toutes obédiences, comme des nationalistes bretons et les premiers détenus corses tels qu'Edmond Simeoni ^{XI}. Et je retrouvai des camarades de la gauche révolutionnaire, des activistes issus du mouvement mao (comme celui qui avait tenté d'incendier la tribune présidentielle la veille du 14 juillet 1974), des militants du mouvement antimilitariste, des comités de soldats, et ceux incarcérés pour reconstitution de ligue dissoute (comme le PCMLF*). C'est dans ce quartier que j'ai passé quelques mois avec André Olivier. Impliqué dans les réseaux qui tentaient de relancer le mouvement autonome en France – à partir de groupes, plus ou moins isolés, sortis de l'expérience GP –, André avait été arrêté dans le montage judiciaire de l'affaire des comités de soldats ^{XII}.

Premières actions (1970-1974)

Une vingtaine de militants des Gari avaient été emprisonnés, mais, en 1976, ne restaient derrière les barreaux plus que Michel Camilleri, Mario Ines Torres et moi. Bien qu'âgés de 22 à 24 ans, nous étions déjà de « vieilles connaissances » – comme disent les policiers. Nous nous étions rencontrés dans les comités d'action lycéens d'après Mai, et avions fait nos armes ensemble, premières manifs, premiers attentats.

Mario et moi avons passé notre adolescence dans le même quartier de Toulouse, entre l'avenue des Minimes et la rue Négrenays. Mais c'est au local de la vieille CNT que nous nous étions réellement connus, derrière la Bourse du Travail, où nous traînions entre deux manifs ⁹.

Début 1970, nous avons constitué le groupe autonome libertaire « Vive la commune 1871 ». Nous vivions en communauté dans un pavillon. La plupart d'entre nous étaient des fils de *rojos* – c'est-à-dire des réfugiés de la guerre d'Espagne ou de l'époque de la guérilla antifranquiste après-guerre. Avec leurs pères, ils avaient formé à Toulouse, depuis les années 1940, la colonne vertébrale du mouvement révolutionnaire. Le week-end, les journaux subversifs en castillan étaient diffusés au coin des rues, et très souvent les tracts syndicaux étaient écrits dans les deux langues. Et le 19 juillet, date anniversaire de la contre-insurrection révolutionnaire de 1936, était notre principale commémoration militante.

À Toulouse, la GP était inexistante, comme le mouvement ML* en général. Seuls les trotskistes constituaient une ébauche de mouvement de masse. Notre groupe participait à toutes les mobilisations et manifestations de la gauche révolutionnaire régionale. La question de la violence se régla ainsi dans notre pratique quotidienne : entre des bastons contre les flics le jour et des sabotages la nuit. Nous avons fini par nous procurer des armes, un petit 7,65 et quelques pétoires – comme un acte qui nous semblait découler naturellement de la lutte et de l'affrontement.

Tout aussi naturellement, lors du procès de Burgos, nous nous étions engagés aux côtés de la Sexta ^{xiii}. Le rapport à la lutte anti-franquiste nous interdisait tout engagement imaginaire, nous empêchait de parler de la violence révolutionnaire dans le vide. Partout où nous allions, nous pouvions voir le portrait des camarades tombés dans la guérilla contre le *Generalísimo*, morts au combat, fusillés ou garrottés ^{xiv}.

En janvier 1971, je participai à la création d'une organisation armée, le MIL, destinée à apporter son concours aux différents collectifs ouvriers autonomes de la région de Barcelone.

L'apprentissage espagnol

Très vite, je commençai à réaliser quelques missions « à l'intérieur », comme nous appelions l'autre versant des Pyrénées. On fournissait au mouvement en lutte une aide qui ne pouvait s'acquérir que par l'expropriation et on passait illégalement les frontières pour acheminer les fonds, les machines Ronéo, la propagande. La première année, j'assumais presque exclusivement cette tâche d'approvisionnement. Des heures durant, je m'échinai dans les sentiers à transporter les machines démontées ou les sacs de propagande.

Nous avons une maison d'édition, Mai 37, qui imprimait clandestinement des revues et des textes communistes révolutionnaires. Mais l'activité essentielle des groupes autonomes de combat qui composaient notre organisation se résuma rapidement à la récupération de fonds dans les

banques de Barcelone. Nous en avons tant attaqué, en deux ans, que la dictature ne pouvait plus nier cette résistance armée. Elle créa une brigade anti-MIL et plaça deux flics devant chaque établissement bancaire. Notre action d'appui devint ainsi une action subversive sans que nous l'eussions vraiment voulu.

Le niveau de répression augmenta, les premières fusillades éclatèrent, les courses-poursuites se multiplièrent dans Barcelone ou sur la frontière. Enfin, la police politique franquiste démantela l'organisation à l'automne 1973.

Je vivais alors à Barcelone depuis deux ans. Je partageais un appartement du quartier de la Virgen de Montserrat avec un autre militant, Salvador Puig Antich. Depuis l'été 1972, nous étions de tous les « gros coups » dans la ville. Puis il y eut les premières arrestations de camarades de plus en plus proches de nous. C'est en torturant un militant que la police extorqua un lieu de rendez-vous. C'était une fin d'après-midi de septembre 1973, Puig Antich, Jean-Claude « Cricri » Torres, un camarade toulousain et moi nous rendions au rendez-vous du métro Girona. La Brigade politico-sociale nous y avait tendu un piège. Une violente fusillade éclata, un flic fut tué, Puig grièvement blessé. Cricri et moi sommes parvenus à nous échapper et à quitter la ville. Cinq mois plus tard, Puig fut garrotté ¹⁰.

Naissance des Gari

Fin 1973, de retour à Toulouse, avec quelques militants MIL « rescapés » et des groupes autonomes du Sud, nous mettions en place une nouvelle organisation, les Gari ¹¹. Notre première tâche était de sauver Puig, mais également les autres camarades qui encouraient la peine de mort. L'objectif était, dans le même temps, d'attaquer le régime franquiste « de l'extérieur », en faisant pression sur les instances internationales qui garantissaient la survie politique de la dictature – comme la CEE qui négociait avec Franco pour l'entrée de l'Espagne dans ses rangs ou les régimes « démocratiques » qui commerçaient avec Madrid.

Nous étions dans la première phase de lutte armée révolutionnaire en Europe et ne pouvions rester étrangers à ce mouvement historique. Car nous n'étions pas uniquement antifascistes. Notre position essentielle était anticapitaliste et internationaliste.

Toutes les forces antagonistes européennes posaient la question des prisonniers politiques. Il s'agissait non seulement d'une affaire de solidarité, mais aussi, et surtout, de pouvoir. Quand la bourgeoisie tente d'écraser le mouvement par la répression, l'antagonisme révolutionnaire se doit de gagner du pouvoir sur l'oppression en arrachant les otages des mains de l'État. Ce combat n'admet aucune alternative.

Alors que, depuis le 18 avril 1974, les Brigades rouges détenaient le juge Sossi, nous enlevions, début mai, Baltasar Suarez, le PDG de la banque de Bilbao. En Allemagne, quelques mois plus tard, le Mouvement du 2 juin* enlevait Peter Lorenz, candidat CDU à la mairie de Berlin. Même

la situation la plus atypique du continent qu'était la lutte contre une dictature fasciste ne pouvait rester en dehors de la communauté révolutionnaire. Nous finissions par acquérir des caractères de rupture et de critique identiques à ceux de nos camarades en Italie et en Allemagne. Nous appartenions de fait à la même révolution, au même « temps des partisans » ^{xv}.

Ainsi, durant l'été suivant, multiplions-nous les attentats contre les intérêts économiques et politiques de la dictature en Europe.

On m'arrêta à Paris en décembre 1974 et on me déféra devant la CSE pour de nombreuses affaires, dont l'attentat contre le consulat d'Espagne à Toulouse ^{xvi}.

Premier emprisonnement

De prison, nous conservions des liens très étroits avec la résistance anti-franquiste et les groupes autonomes de la péninsule ibérique. Nous suivions également avec attention les premiers pas des diverses coordinations autonomes.

En décembre 1975, Franco finit par mourir, dans son lit. La phase de transition « démocratique » avançait et, avec elle, les amnisties. Juan Carlos nous graciait en mars 1977. (Ce n'était pas ma première amnistie. En 1974, Giscard avait déjà couvert une partie de mon action.) C'était toutefois une grâce partielle puisque Juan Carlos confirma mon expulsion à vie du territoire espagnol. Et une grâce sans effet puisque nous restions toujours détenus. Nous comptons donc parmi les derniers prisonniers politiques de la dictature ^{xvii}.

C'est une intervention de l'ensemble des forces anti-franquistes qui créa, début mai 1977, les conditions de notre mise en liberté. Mais il ne s'agissait que d'une libération partielle : nous étions assignés à résidence et devions pointer chez les flics toulousains chaque semaine. Nous respections le pointage hebdomadaire, mais sans tenir compte de l'assignation. Nous vivions donc six jours sur sept dans la clandestinité en déjouant les filatures et les surveillances. Ainsi, dans le même temps, nous pouvions participer aux divers mouvements : tant à la convergence des groupes du sud avec l'opposition à Barcelone qu'à l'offensive des groupes armés à Milan et à notre base autonome à Paris.

Le noyau Action directe dans le rapprochement d'autres expériences

La formation d'Action directe dans la région parisienne à la fin des années 1970 n'est pas l'acte unique et isolé d'un groupe minoritaire de quelques combattants, mais le fruit des luttes et de la conjoncture du mouvement révolutionnaire autonome. C'est pourquoi sa gestation a pris la forme d'un processus pluridimensionnel s'étalant sur plus d'un an et demi, fait de débats et de

pratiques qui impliquaient diverses réalités militantes.

En juillet 1977, dans une ferme proche de Toulouse, quelques ex-Gari avaient organisé une réunion avec la nouvelle direction des Napap* qui devait matérialiser le rapprochement des deux noyaux combattants et marquer le début d'une tactique commune au cœur de la convergence autonome.

Ayant pris conscience des limites de l'expérience Napap, il avait été décidé de créer une nouvelle structure. Il ne s'agissait pas toutefois d'un acte formel, d'une fondation : c'était le fruit d'un *mouvement* déterminant sa praxis dans son action. L'organisation surgit de la lutte, dont elle devient l'arme qui la renforce en tant qu'instrument d'unification et de généralisation de l'affrontement.

Les Napap n'étaient pas au clair sur la question de la lutte armée. Ils entretenaient la confusion par une critique du gauchisme à partir d'une position mouvementiste. Mais leur position empêchait de distinguer la guérilla du mouvement lui-même ^{XVIII}. Purement idéologique, cette analyse n'offrait aucune solution viable aux conditions de lutte du moment, au rapport dialectique entre le mouvement de l'autonomie prolétarienne et la guérilla. Les Napap ne pouvaient se substituer ni à l'un ni à l'autre. Mais ils ne voulaient pas non plus être, selon leurs propres mots, « les délégués de l'action violente, qu'elle soit applaudie ou sifflée ». Finalement, poussés vers plus de mouvementisme et engagés dans un processus de guérilla, incapables de réduire leurs contradictions, les Napap se décidèrent à la dissolution.

Signification de la lutte armée

Face au développement du capitalisme monopoliste d'État et à la généralisation des politiques contre-révolutionnaires jusqu'au cœur même des organismes politiques et syndicaux, la lutte armée de classe était devenue l'instrument de la révélation et de la dénonciation de la barbarie du système. Cette révélation est centrale à une époque où la société du spectacle banalise la parole révolutionnaire, la récupère et la met au service de sa propre perpétuation.

Ainsi, pour Lotta Continua*, « des décennies de contrôle révisionniste sur le prolétariat, de politique électorale, parlementaire et syndicale, de théorie gradualiste de la prise de pouvoir ont entraîné une grave confusion parmi les masses, ont rendu nébuleuse et ont altéré la nécessité d'un saut qualitatif du capitalisme au socialisme à travers la lutte armée de classe. Nous devons conduire [...] une propagande idéologique constante qui rende consciente la nécessité de la lutte armée contre l'oppression bourgeoise » (18 avril 1970). De même, un an plus tard, pour Potere Operaio*, « sans une théorie et une pratique de la violence, le mouvement révolutionnaire ne réussira jamais à se donner une stratégie pour abattre la domination du capital et instaurer le pouvoir ouvrier ». À cette époque, la lutte armée renvoie à l'essence révolutionnaire. Elle est le lien organique entre la lutte, la critique-rupture et le but. Simultanément, elle prépare à chaque avancée de l'émancipation.

À la fin des années 1970 en Europe, la politique révolutionnaire était celle des armes, mais elle ne pouvait s'y résumer. C'est pourquoi la liaison entre le mouvement et la guérilla devait être examinée avec une attention particulière. Contrairement aux autres pratiques, la lutte armée exige un rapport spécifique des militants à son usage.

La guérilla ne pouvait se « fondre » dans la dynamique du mouvement. Au contraire, plus le mouvement autonome s'animaient, plus elle devait prendre en main sa tâche spécifique et sa place stratégique. À l'époque du déclenchement de la crise économique mondiale ^{xix}, la lutte armée reflétait et était partie prenante d'une nouvelle avancée de l'autonomie prolétarienne dans le centre impérialiste. Dans les pays développés, le prolétariat devait combattre seul et sur de multiples fronts pour briser les fausses unités avec des couches populaires engagées dans la continuité des révolutions bourgeoises « démocratiques ». La guérilla devenait alors pour lui le moyen de conquérir de nouveaux espaces de son autonomie comme classe révolutionnaire. Et dans ce mouvement, les révolutionnaires devaient rompre avec la protestation autorisée en sortant des réserves habilement aménagées où l'Institution les confinait.

Depuis 1848, il est acquis qu'un mouvement révolutionnaire dans un pays peut déclencher une situation similaire dans les pays voisins, par prise de conscience politique ou par solidarité. La réaction provoquée par Mai 68 en a donné un exemple incontestable. L'initiative révolutionnaire rebondissait d'un mouvement à l'autre. L'« extra-parlementarisme » allemand avait fortement influencé les militants français en rupture avec le révisionnisme du parti « communiste » ^{xx}. À son tour, la GP* allait inspirer la gauche révolutionnaire italienne et la formation même des BR*.

L'impulsion des Brigate Rosse et de la Rote Armee Fraktion

En 1977, nous ne pouvions qu'être sous l'influence de l'antagonisme européen, marqué principalement par l'activité de la RAF* et des BR. D'ailleurs, dans l'extension au continent de la lutte des classes, cette impulsion ne mobilisait pas que les révolutionnaires. Les États ont été les plus prompts à concevoir ce processus, qu'ils avaient anticipé par la mise en place d'instruments contre-révolutionnaires continentaux – comme Trevi* ou Gladio*, très actifs dans les années 1970, autant dans la répression que dans les provocations sanglantes qui ont secoué l'Europe ^{xxi}.

Avec les offensives de la RAF et les campagnes des BR, nous retrouvions l'« esprit de la révolution », c'est-à-dire la remise en cause radicale du système :

Une guérilla politique et idéologique de tous les instants contre tous les miasmes de la pensée révisionniste et opportuniste, contre toutes ses réalités de système idéologique bourgeois encadrant une pratique systématique de capitulation, de contrôle et de liquidation, articulée aux appareils et rapports étatiques à l'époque du capitalisme monopoliste d'État, à leur gestion de l'antagonisme de classe et à leur politique de contre-révolution permanente. (Action directe, 1984 : « La question européenne dans la lutte révolutionnaire aujourd'hui »)

Nous retrouvions le sens offensif de l'unité des trois fronts – anticapitaliste, anti-impérialiste et

anti-opportuniste – indissociables pour ébranler le pouvoir monopoliste dans le centre impérialiste.

Sur la conjoncture politique à la fin des années 1970

L'analyse de la conjoncture sur laquelle nous nous basions pour évaluer les possibilités d'une action politique autonome reposait sur trois pivots.

Depuis 1973, il était clair que la crise du capitalisme n'était pas un phénomène passager. Les symptômes étaient sans équivoque – écroulement des profits, instabilité des eurodollars, crise sociale, etc. Une nouvelle crise générale de surproduction étrange le système tout entier ^{xxii}. Au contraire de ce qu'affirmait tout le personnel politique, de droite comme de gauche – « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain », assurait Helmut Schmidt ^{xxiii} –, c'est l'ensemble du modèle d'accumulation d'après-guerre qui s'effondrait. La situation était d'autant plus critique que la domination des États centraux était remise en cause par une contestation mondiale – des ghettos noirs américains aux guérillas des pays du Sud, des mouvements prolétariens dans les centres aux révolutions populaires dans les périphéries – qui frappait même un « gendarme impérialiste » comme l'Iran ^{xxiv}.

Confrontée à ces situations, la classe possédante a toujours sauvé sa domination en déclenchant une puissante guerre de classe : une offensive capable de briser et de renverser l'élan de libération des forces prolétariennes, de revenir sur les conquêtes ouvrières et de corrompre les mouvements de libération des anciennes colonies. Nous nous attendions donc à des affrontements décisifs et vitaux. Car entre la révolution et une guerre mondiale, la bourgeoisie monopoliste n'a jamais hésité : la restauration d'un taux d'exploitation compatible avec ses profits vaut bien à ses yeux la barbarie d'un conflit militaire.

Au-delà des personnalités, des stratégies de carrière et du recyclage de « compétences » par le système, l'analyse des opportunistes était doublement fautive. Tout d'abord, même après avoir réduit le mouvement contestataire d'après-68, la domination bourgeoise ne se contenterait pas du statu quo. Dans un système condamné aux déséquilibres, chaque pays capitaliste étant poussé à toujours plus de conflits extérieurs et intérieurs, il ne pouvait y avoir ni apaisement ni recul de la lutte des classes. Sur les ruines du fordisme, acculée par la baisse des taux de profit, la bourgeoisie n'avait d'autre choix que faire surgir un nouveau modèle d'accumulation et d'abattre les acquis des luttes sociales comme les missions de l'État providence. Ces bouleversements n'ont jamais été menés pacifiquement à leur terme, donnant lieu à une répression féroce (militaro-policière et économique), à laquelle les prolétaires ont historiquement répondu par une résistance insurrectionnelle.

L'idéologie dominante pouvait bien s'évertuer à dissimuler cette réalité dans la confusion de

conflits secondaires, nationalistes ou religieux, la pensée unique de son économie politique condamnait toujours plus sûrement des centaines de millions d'individus à la survie précaire. Il n'y avait pas d'échappatoire possible.

L'échec du réformisme

Après plusieurs décennies de collaboration institutionnelle, la gauche réformiste démontrait une nouvelle fois qu'elle était prête à tout sacrifier à la tactique électoraliste, devenue son obsession principale. Dès le milieu des années 1970, toutes les sections des grandes confédérations avaient reçu les mêmes consignes : prôner un apaisement des conflits afin de ne pas entraver le passage au pouvoir de la gauche lors des élections législatives du printemps 1978. En 1968 et depuis, « les syndicats majoritaires ne s'étaient-ils pas employés à éteindre le "feu de la révolte" au lieu de l'étendre ? Et les partis communistes n'avaient-ils pas "sacrifié" une situation potentiellement révolutionnaire au nom d'intérêts électoraux ? ¹⁶ » Partout les forces opportunistes devaient isoler et éliminer les foyers et les militants les plus antagonistes, de plus en plus nombreux en 1973-1975 – mouvements à la base et luttes des OS : grèves sauvages, occupations, séquestrations, absentéisme, coulage sur les chaînes, sabotages, etc. Partout l'emprise syndicale institutionnelle devait briser cette vague pour reprendre son marchandage de revendications minimales.

Depuis le printemps 1968 français et l'automne 1969 italien, on sait que l'obstacle à un débordement révolutionnaire ne relève plus du simple contrôle des luttes, mais de l'intégration des syndicats au « bon fonctionnement » du système. Une action syndicale qui fait pendant à l'action des partis sur la scène de la « démocratie » bourgeoise. Les syndicats ouvriers et les partis de gauche étaient devenus eux-mêmes des cadres de la perpétuation du régime de l'exploitation, des rouages économiques, politiques et idéologiques indispensables du mode de production capitaliste.

Pour le prolétariat, le binôme parti-syndicat correspondait désormais à une phase antérieure du combat d'émancipation. Face à la dégénérescence de ces instruments de lutte sociale, les grandes révoltes des années 1960 constituaient une rupture historique. Mais la vieille gauche n'en finissait pas de crever. Et son agonie magouilleuse semblait pouvoir durer jusqu'au prochain élan révolutionnaire. Elle avait bien affiché de « vaillants efforts » pour ravalier son maquillage avec des fards empruntés à la nouvelle gauche*. Mais elle ne réussit qu'à « corrompre les petits mouvements [qui], incapables de la subvertir, [étaient] voués inévitablement à suivre son déclin ¹⁷ ».

Compromise avec les conservateurs et les socialistes devenus les « avatars du libéralisme », étrangère aux impératifs de la lutte prolétarienne dans les métropoles, la vieille gauche ne cherchait même plus à dissimuler sa fonction d'aménagement du système et de trahison des intérêts de la classe ouvrière. Dans les États impérialistes comme dans les pays dépendants, la voie réformiste n'offrait plus le moindre espoir de libération aux masses trompées par l'idéologie

révisionniste. Et quand elle n'était pas enrôlée, la majorité prolétarienne de l'humanité était livrée, pieds et poings liés, aux déchaînements de la classe monopoliste pour le rétablissement de sa position et de ses profits.

L'autonomie prolétarienne

Pour nous, l'autonomie unifiait les antagonismes parcourant tous les rapports sociaux – les luttes des OS dans les usines, celles des travailleurs immigrés, des homosexuels et des femmes, les comités de quartier, etc. Elle renvoyait à l'autonomie prolétarienne en tant que critique radicale de la domination du salariat sur toutes les conditions de la vie. Indépendante des institutions de la vieille gauche, cette autonomie rejetait tous les aspects de l'hégémonie de la bourgeoisie : un processus de lutte, d'éducation et d'organisation du mouvement de libération du prolétariat ; mais un processus combattant qui rendait possible dans son avancée la rupture avec « les institutions politiques bourgeoises (État, partis, syndicats, institutions juridiques, etc.), les institutions économiques (tout l'appareil productif-distributif capitaliste), les institutions culturelles (l'idéologie dominante dans toutes ses articulations) et les institutions normatives (la coutume, la "morale" bourgeoise) » (Collettivo Politico Metropolitano*, 1970).

L'autonomie ne se réduit pas à un moment historique du processus révolutionnaire. En tant que mouvement, elle ne découle pas plus de la mobilisation des étudiants italiens en 1977 ^{xxv} qu'elle n'est apparue spontanément lors de la manifestation de Saint-Lazare ^{xxvi}. L'autonomie est un caractère fondamental du processus d'émancipation. Car le prolétariat ne peut triompher que par une lutte autonome. Les autres classes, perpétuellement à la recherche d'une position sur le terrain du capitalisme, s'arrêteront toujours avant de révolutionner cette société. Pour Marx et les grands textes socialistes, cette exigence est réalisée par le « mouvement historique autonome de la classe ». Un mouvement qui faisait son chemin : des conseils ouvriers russes de 1905 à l'automne 1969 italien, chaque élan révolutionnaire renforçait la tendance historique au mouvement autonome de la classe.

À partir du milieu des années 1970, impliqué dans un affrontement avec les classes dirigeantes plus dur que ce qu'il avait connu jusqu'alors, un large mouvement prolétarien refusa la ligne révisionniste et la liquidation du projet de transformation révolutionnaire. Les conditions de non-vie proposées à celles et ceux qui subissaient restructurations industrielles et rétablissement du commandement dans les usines et dans les bureaux les poussaient à lutter. Dans une perspective historique, l'issue de la guerre de classe menée par la bourgeoisie était claire : misère, chômage de masse et régressions sociales pour des millions de personnes et des décennies. En face de quoi partis et syndicats – dont le programme se résumait à l'illusion qu'un changement de majorité parlementaire changerait tout – ne proposaient que la tortueuse routine oppositionnelle, la division des luttes et la réponse ponctuelle aux attaques patronales, atelier par atelier, branche par branche, bassin industriel par bassin industriel, pays par pays – quand la conjoncture nécessitait tout le contraire !

Les événements insurrectionnels de 1977 en Italie démontraient qu'une autre voie était possible. Quelles que soient leurs limites, les mobilisations italiennes étaient riches d'expérimentations et de potentialités émancipatrices ¹⁹. Mais elles ne pouvaient survivre « nationalement » très longtemps – tandis que l'offensive patronale était déjà structurée au moins au niveau européen comme l'illustraient les plans acier et charbon ^{xxvii}. Il fallait tenter coûte que coûte de les généraliser à tout le continent.

Le monopole de la violence

Le terreau d'un enracinement de pratiques autonomes existait alors en France – ce que démontrait notamment la réponse des ouvriers lorrains au plan de restructuration de la sidérurgie en 1979, une radicalisation qui débordait l'encadrement syndical par la dureté des affrontements ^{xxviii}. La coordination que nous tentions de mettre sur pied devait être l'instrument de l'unification et de la généralisation de ces pratiques. Elle devait travailler à leur désencerclement, à leur unité régionale et internationale, à la constitution de comités révolutionnaires de base, seuls capables de poser dans leur réalité les problèmes sociaux de l'époque. L'échec du Programme commun ^{xxix} et le durcissement de la contre-réforme néolibérale ^{xxx} créaient dans le pays un nouveau cycle de possibilités politiques pour les forces révolutionnaires portées par un mouvement de masse.

Il nous semblait possible de profiter de ces espaces et d'en ouvrir de plus décisifs. Nous voulions donner un nouvel élan à la stratégie d'autonomie prolétarienne et transformer la guerre de classe dans la métropole en une lutte révolutionnaire.

À nos yeux, l'enracinement de l'autonomie comme praxis de libération était indissociable d'une remise en cause du monopole de la violence détenu par l'État. D'autant plus que la crise sociale et économique (et en particulier la crise de l'État) poussait les appareils et les rapports de production vers une gestion technocratique et de plus en plus autoritaire. On pouvait être sûr que la violence étatique serait généralisée à tous les conflits sociaux alors que, dans le même temps, la manipulation spectaculaire garantirait l'immaculée « démocratie ». C'est pourquoi la contre-violence révolutionnaire, en tant que révélation des caractères réels de la « démocratie » bourgeoise, devenait indispensable à l'ouverture de nouveaux espaces de lutte, à la conscientisation des termes du combat de classe et de ses implications.

Les sociologues mandatés voient l'apparition de groupes armés à la fin des années 1970 comme la « queue de la comète » des mouvements sociaux de masses, la dérive désespérée de quelques « militants perdus ». Pourtant, la volonté d'organiser des guérillas est née du cœur même de ces années-là. Et ses racines plongeaient dans le grand Mai. Dans sa perpétuation par les maos et les antiautoritaires. Dans le surgissement des combats du moment. À l'époque où les manifestations armées réunissaient en Italie plusieurs milliers de personnes, la libération des « prisonniers de la guérilla » comptait parmi les premiers mots d'ordre. En 1977 et 1978, alors que les campagnes de

la RAF* et des BR* ouvraient de nouvelles perspectives dans la lutte révolutionnaire en Europe, les actions armées reflétaient la radicalité des antagonismes de classe.

Retourner la violence de l'État en contre-violence révolutionnaire appartient depuis toujours au catéchisme d'une partie du gauchisme. Mais ces droitiers en psalmodient les mots d'ordre dans l'idée d'en repousser à jamais l'échéance. Quant aux militants qui se contentent de syndicaliser la lutte politique, ils ne croient plus au Grand Soir ^{xxxI}. Tout élément politique qui n'entre pas en conflit avec le système est voué à nourrir l'Institution, productrice inlassable de la contre-révolution permanente. C'est pourquoi l'autonomie ne surgira ni des vieilles librairies, ni des routines militantes, mais d'une action révolutionnaire qui coordonnera avant-gardes, guérillas et mouvement réel des luttes. Fidèles à la pensée des vieux révolutionnaires, nous ne pouvions alors douter que la « guerre de partisans » était inhérente à la stratégie et l'action révolutionnaires. Face aux armes de la bourgeoisie, elle appartient à la préparation politique du prolétariat.

La Coordination autonome

On participa à mettre sur pieds un organisme informel, la « Coordination autonome », qui regroupait les deux tendances historiques ex-maos et autonomes, quelques comités de base et des organisations de l'autonomie politique telle Camarades*.

En juin, une manif organisée en mémoire de l'ouvrier Pierre Maître, assassiné par un nervi patronal alors qu'il tenait un piquet de grève devant une usine de Reims, avait réuni plusieurs milliers de personnes. Des groupes autonomes débordèrent les divers SO officiels aux cris de « Ils ont eu Overney, on a eu Tramoni ^{xxxII} », incendiant une société de vigiles sur la place de la Nation.

Fin juillet, la Coordination autonome plongeait dans le bain de la mobilisation contre Malville, préparant à la va-vite les groupes qui participeraient à la manifestation prévue sur le site même de la centrale – c'est-à-dire qu'on travaillait à sa « militarisation », comme on disait à l'époque (des camarades de Lyon et de Grenoble entreposaient dans la région une grande partie des cocktails Molotov qu'on avait fabriqués).

Sur place, les autonomes affrontaient les barrages de gardes mobiles. Alors membre de Camarades, Nathalie participait à ces échauffourées. Dans les premiers rangs, au bas d'une route en pente, le souffle d'une grenade offensive la projeta contre un mur ; plus haut, Vital Michalon tombait, mortellement blessé par un autre de ces engins. En refluant sous le tir tendu des gardes mobiles, les autonomes mettaient le feu à des obstacles érigés pour retarder leur avancée. Ce qui leur permit de fuir dans leurs voitures.

Dans les mois qui suivirent, la Coordination organisait de nombreuses activités sur des registres très divers : un meeting en soutien des prisonniers politiques, une campagne de sabotage dans le métro contre l'augmentation des tarifs, des « nuits bleues ^{xxxIII} », ou encore une série

d'opérations (19-20 septembre) contre le règne nucléairocrate en France – actions auxquelles il faut ajouter, revendiquées par la Coordination autonome des révolutionnaires en lutte ouverte contre le système (CARLOS), une vingtaine d'attentats aux quatre coins de l'Hexagone ^{xxxiv}.

[Communiqué du CARLOS, 20 septembre 1977]

Les manifestations anti-nucléaires et écologiques ont révélé l'existence d'une contestation profonde de cette société sur les bases d'un refus de tout centralisme, de toute hiérarchie, du travail salarié et de la consommation à outrance.

Ces rassemblements ne peuvent suffire à stopper le pouvoir. Il est indispensable d'intensifier les actions de sabotage qui touchent directement le pouvoir dans ses intérêts économiques et permettent de retarder voire de stopper la construction des centrales, mines et usines liées au nucléaire.

Le nucléaire n'est qu'un des aspects les plus apparents de l'exploitation généralisée du capitalisme qui ne peut être mis en échec que par l'auto-organisation des individus et par la prise en main de tous les aspects de notre vie quotidienne.

En octobre, on apprenait l'issue de l'opération Schleyer et l'assassinat des camarades Andreas Baader, Jan-Carl Raspe et Gudrun Ensslin ^{xxxv}. La Coordination s'impliqua dans les mobilisations, dont les attentats qui accompagnaient les manifestations de solidarité – plusieurs dizaines d'attentats contre les intérêts allemands en France. Citons aussi l'occupation de « Libé », qui avait titré « RFA-RAF, la guerre des monstres » : plus qu'une protestation, elle marquait une volonté de rupture avec la ligne de liquidation de July et C^{ie} ^{xxxvi}.

[Assemblée parisienne des groupes autonomes, 23 octobre 1977]

Que cherchent July et sa clique ? *Libération* vit du courant anti-autoritaire mais, loin d'être l'instrument de ce courant, il l'utilise à ses propres fins, essaie de le dévier, de le déformer et voudrait bien lui donner un visage à sa convenance. Par là même, il n'est qu'un reflet fidèle des bases de cette société. À *Libération* comme dans les journaux, comme dans la société actuelle, l'exercice de la pensée et de la parole est considéré et reste l'apanage d'une élite minoritaire qui entend maintenir ses privilèges coûte que coûte.

Légitimité de la lutte des autonomes

La Coordination accumula ainsi une certaine aura dans le mouvement antagoniste ^{xxxvii} – résultat de notre action et non de la médiatisation du phénomène « autonome » par la presse Hersant ^{xxxviii}.

De fait, la Coordination était très éloignée de l'imagerie « autonome », de la violence gratuite, des « baskets » et autres auto-réductions sauvages ^{xxxix}. Ce petit folklore et ceux qui en jouaient réduisaient l'autonomie à une marge informelle et à un ghetto de pratiques illégalistes. En cela, ils reproduisaient l'imagerie d'Épinal de l'anarchisme individualiste – « Soyons des en-dehors, il n'y a de place pour nous qu'en marge de la société. » Mais on n'échappe pas à la société dans un acte volontariste d'auto-exclusion. Pas plus qu'on échappe à la loi par des pratiques illégales. Ces

réflexions parcellaires restent prisonnières de l'hégémonie idéologique bourgeoise. Quand le capital règne en maître, où qu'on se trouve, même aux franges de la plus grande marginalité, partout on survit entre les griffes de rapports sociaux dominés par le capital. Aussi l'illégalité n'est-elle pas l'envers de la loi, mais seulement son pendant : un domaine défini, organisé et régulé par la répression menée par une justice de classe. La loi bourgeoise sert l'accaparement de la propriété des moyens de production et des profits ; elle est dévolue à la reproduction des rapports sociaux bourgeois. Pilier d'un État au service de la classe dominante, la loi produit une justice de classe – et il ne peut en être autrement compte tenu des rapports de force qui la fondent.

Du point de vue de l'autonomie, une stratégie de transformation révolutionnaire de la société ne se mène pas depuis ses marges, mais en se plaçant au cœur des contradictions qu'elle abrite pour aggraver ses dysfonctionnements jusqu'à en bloquer les rouages. L'autonomie n'est donc pas un rituel de libération individuelle mené en marge, mais bien un acte de classe, un acte de libération collective où individu et collectif sont indissociables, un acte communiste.

Parallèlement, être « hors-la-loi » ne se réduit pas à l'usage de l'illégalité : le militant révolutionnaire qui s'extrait du domaine de la loi et du droit n'agit pas en fonction de la légalité ou de l'illégalité de ses actes, mais selon qu'ils sont utiles ou non à la lutte. À l'opposé des conceptions de la loi bourgeoise, du point de vue révolutionnaire, si une action est juste, elle est légitime.

Bien évidemment les luttes spontanées se heurtent à la loi, qui déclare illégales les grèves sauvages, occupations, séquestrations et sabotages – tout en légalisant l'exploitation, les conditions de travail dangereuses, l'ordre patronal, les salaires de misère et le chômage. On ne peut toutefois rester à ce premier stade de la révolte d'action. Il faut en révéler les limites et faire surgir la conscience de la nécessité d'une organisation révolutionnaire. Il faut emmener l'illégalisme de masse sur le terrain de la légitimité de la lutte révolutionnaire.

Nous avons multiplié voyages, rencontres et débats, établissant une véritable ligne de discussion avec des groupes ouvriers ou d'anciens ouvriers, de squatters et autres expressions hétérogènes du mouvement autonome. Nous posons la question de la violence révolutionnaire et du besoin d'une organisation capable d'en intégrer la pratique.

Nous avons aussi rencontré quelques intellos – ceux qui refusaient la liquidation et une carrière dans l'opposition médiatique. Lors d'une réunion informelle à Paris, Guattari nous avait affirmé son soutien, mais il s'opposait à notre conception. Il ne concevait qu'une guérilla-« mouvement » et critiquait le modèle ML*, qui lui paraissait non seulement politiquement faux, mais, par-dessus tout, impraticable dans le centre impérialiste. Pour lui, la préparation et la réappropriation de la violence sociale s'inscrivaient sur une ligne de transversalité commune à toutes les initiatives autonomes de masse, et les moments de guérilla devaient être reliés dans un mouvement global de refus et de résistance.

Dans ces débats, la question qui revenait toujours était celle du rôle de l'usage des armes. On ne se demandait pas à l'époque si une guérilla était nécessaire – dans le mouvement autonome, personne ne remettait en doute la pertinence du « *Mai piu senza fucile*^{XI} » – mais si la lutte armée était une stratégie ou une simple méthode de lutte.

Ce que continuait l'autonomie

Quand je me remémore cette période, j'ai l'impression d'être passé par la case « résumé historique » de la gauche antagoniste française. J'en avais sans doute besoin après mes longs séjours en Catalogne et mes classes dans un mouvement révolutionnaire toulousain bien différent de son pendant « national ». Nos réunions pouvaient alors se dérouler dans les locaux ou sur les toits de l'ENS, pour nous chargée du prestige des années 1960, où venaient débattre les vieux de la vieille de l'autonomie et des militants d'extrême gauche en rupture avec leur organisation.

Dans le Nord, notre principal contact était Joseph Tournel, « un prolo, un vrai de vrai, mineur du Nord : recruté par la GP*, il est censé symboliser la mémoire combattante d'une région où la résistance au nazisme fut par définition précoce^{XLI} ». Il nous fit rencontrer André Terret, lui aussi figure historique du mouvement des mineurs, ancien dirigeant de la CGT expulsé après les grèves insurrectionnelles de 1948. (De rencontre en rencontre, nous avons même pris un petit déjeuner à Bruay-en-Artois chez les Dewèvre^{XLII}.)

Dans l'Est, nous étions proches de militantes de l'ex-comité de lutte de LIP à Palente, dont certaines ont assuré la logistique d'Action directe au moins jusqu'en 1981.

Dans la banlieue Nord de Paris, grâce à André Olivier, nous avons établi une base militante dans les cités de transit de Stain-Pierrefitte – notamment autour d'Yvonne Huriez (elle animait alors la radio pirate « Prolo » avec le groupe « Banlieues de banlieues ») – qui participa durant près de deux ans aux activités d'Action directe, y compris armées^{XLIII}.

Enfin, nos contacts restaient nombreux avec les vieilles structures maos à Lyon, Grenoble, Sochaux et d'autres villes moyennes, où existait encore à cette époque un véritable réseau révolutionnaire. Tous les témoignages et les appuis des anciennes structures du mouvement « Maintenu^{XLIV} » nous démontraient l'importance du refus de la liquidation et de la volonté de poursuivre l'engagement révolutionnaire né à la fin des années 1960.

Internationalisme de l'autonomie

Dans des pays aussi fondamentalement impérialistes que la France, l'Allemagne et l'Italie, le niveau internationaliste de l'action révolutionnaire est essentiel. Non seulement pour nourrir une critique-rupture avec le militantisme institutionnel qui maintenait la protestation entre les murs du nationalisme – s'afficherait-il comme « projet populaire ». Mais aussi pour mettre à jour

l'interdépendance révolutionnaire et l'anti-impérialisme, pour dépasser la conscience du cadre local ou même national de notre action.

Des liens réguliers furent d'abord établis avec le mouvement révolutionnaire italien – sans aucun doute le plus dynamique du continent à ce moment-là : Prima Linea* principalement, mais aussi les NAP*, Squadre* et Azione Rivoluzionaria*. Les premiers contacts avec les militants de ces organisations ont souvent évolué vers des collaborations logistiques et pratiques plus avancées. Ainsi, certains ex-Gari étant compétents dans la fabrication de faux papiers, ils fournissaient à ces groupes des documents administratifs ; et participèrent à quelques actions armées, par exemple à Milan.

À Paris, nous rencontrions régulièrement Toni Negri ^{XLV}. Comme il faisait la navette entre la France et Padoue, nous avons envisagé, avec lui et ses camarades transalpins de l'« autonomie organisée », de lancer une « agence de contre-information européenne » qui servirait de colonne vertébrale à un réseau de communication militante ^{XLVI}. En plus des réunions préparatoires, nous étions allés à Barcelone pour rencontrer les camarades des groupes autonomes et du mouvement *asambleista* ^{XLVII}.

Les contacts ibériques représentaient bien sûr l'héritage de ma propre histoire. Mais la situation dépassait ce cadre personnel. L'activité du mouvement autonome espagnol au cours des ultimes années de la dictature lui avait valu un véritable prestige populaire. Aussi, lors de la phase sensible de transition entre le franquisme et le néo-franquisme, pouvait-il devenir un puissant pivot de transformation sociale. De fait, il incarnait la seule alternative à la transition proposée par la bourgeoisie européenne. C'est pourquoi le mouvement autonome trouva face à lui non seulement l'État, mais toutes les formes institutionnelles qui œuvraient pour une recomposition de l'opposition légale ^{XLVIII}.

À cette période, je me suis rendu plusieurs fois clandestinement à Barcelone ; et au moins la moitié des activités des autonomes du triangle Montpellier-Toulouse-Perpignan était centrée sur les actions en commun avec les camarades de l'autre côté des Pyrénées.

En Allemagne, nous étions en contact avec quelques camarades de l'ex-Mouvement du 2 juin* et certaines Cellules révolutionnaires (RZ*), épisodiquement avec les comités de soutien à la RAF ; et les autonomes comme les squatters étaient en relation permanente avec leurs homologues allemands.

Enfin, nous étions en lien avec des organisations palestiniennes grâce aux camarades qui avaient séjourné dans leurs camps d'entraînement au Liban.

Se préparer à la lutte armée

C'est d'abord politiquement qu'il nous fallait être préparés à la lutte armée. Et c'est dans la

conscience de l'affrontement de classe qu'on forgeait notre engagement. Il fallait acquérir une expérience pratique et technique. Mais la guérilla ne s'apprend pas dans les livres. Elle nécessite la mise en application de règles très strictes qui ne s'enseignent ni ne se transmettent que sur le terrain.

Placer des bâtons de dynamite la nuit contre un bâtiment public ou y envoyer des cocktails incendiaires ne suffisait pas : chaque groupe devait commencer par des opérations de « commando », dont une « expropriation financière ». En plus du financement des structures militantes et clandestines, ces « hold-up » servaient aussi d'« école » pour les néophytes qui nous rejoignaient ^{XLIX}. Afin que la leçon soit profitable, il fallait œuvrer dans la plus grande sécurité : d'abord une préparation minutieuse ; ensuite des objectifs modestes ; et toujours « un chemin pour attaquer, six pour fuir ». Avec en plus, tout au long de l'opération, une couverture armée à l'extérieur pendant l'action puis tout au long du repli. L'exigence de sécurité était si poussée que tout cela paraissait souvent très facile, trop facile. Aussi, après une première expérience, certains camarades pensaient pouvoir agir seuls : à deux reprises ceux qui avaient passé outre nos dissuasions ont vu leur histoire mal se dérouler.

Légitimité des expropriations

Nous n'avons jamais fait un secret des expropriations. Et tant pis si la bourgeoisie a utilisé et utilisera toujours cette pratique pour hurler au voleur. Après que les cadres politiques de la vieille nouvelle gauche* – et notamment ceux qui avaient soldé la GP – furent transformés en fonctionnaires de l'institution et de l'ordre, recyclés dans la foire électorale, les municipalités, syndicats et comités d'entreprise, fournissant une armée de plumitifs à la classe politique la plus corrompue que le pays ait connue, il devint difficile de voir l'expropriation comme un acte révolutionnaire.

Pourtant, l'expropriation n'est pas seulement une taxe pour financer la lutte. L'expropriation est aussi, comme le rappelaient les camarades italiens, un « assaut à la richesse sociale », un premier pas vers la réappropriation des moyens de production. L'expropriation est l'acte révolutionnaire premier, pratiquée durant tout le xx^e siècle par les révolutionnaires de tous les pays – les partisans russes et les bolcheviks, Durruti et les républicains espagnols, la Résistance française, etc. ^L. L'expropriation s'attaque au système des voleurs, aux accapareurs des bénéfices du travail, à leur morale et à leur légalité au nom d'une légalité et d'une moralité prolétariennes.

Codes et lieux de rencontre

Chaque groupe avait son « bureau ». Au téléphone, la proposition « Passe au bureau » était tout à fait anodine. Nous avions tout un lot de codes pour mémoriser les lieux de rendez-vous. « Aux panthères », c'était le parc des Batignolles – en hommage aux « Panthères des Batignolles », un

vieux groupe anar illégaliste du début du xx^e siècle. « Aux bons flics », c'était le monument du cimetière Montparnasse dédié aux policiers abattus par Bonnot et ses camarades. « Chez Auguste », un coin proche de la tombe de Blanqui au Père-Lachaise ; où nous avons aussi « chez Modi » (pour Modigliani), un caveau dans le carré juif qui nous servait de messagerie et même d'entrepôt. « Chez Catherine », c'était la fontaine Médicis du Luxembourg. Vingt ans après, j'ai ainsi encore en mémoire des dizaines de codes, dont les camarades se souviennent sans doute : « À la jeunesse »... « Chez Robert Houdin »... « Chez Jules »...

Nous avons des codes pour les lieux, mais aussi pour une quantité de choses, comme les types d'armes ou de documents que nous désirions recevoir en urgence. Nous pouvions, dans une conversation téléphonique d'une banalité irréprochable, donner un rendez-vous précis avec du matériel précis sans risque d'ambiguïté.

À cette période, dans notre stock d'armes à Toulouse, j'avais un pistolet mitrailleur allemand que nous appelions « Gretta ». Aussi me demandait-on souvent : « Quand tu montes, tu viens avec Gretta ? » Je ris encore au souvenir d'une garde à vue chez les RG toulousains, lorsqu'un flic menaçant m'a lancé : « On a arrêté ta petite amie Gretta. Si tu ne parles pas, elle, elle a déjà commencé ! »

Engagement dans le combat

Mon quotidien, c'était de ne pas avoir de quotidien. Je vivais comme j'avais toujours vécu depuis mes dix-sept ans, au rythme des tâches politiques.

Pareille démarche impose sa dialectique entre choix individuel et choix collectif. C'est un véritable processus d'autodétermination qui soude étroitement la vie privée au politique. Le choix individuel devient alors un engagement collectif qui, par la justesse des actions accomplies, peut évoluer en un engagement révolutionnaire.

Quelle que soit la position dans la lutte, cet engagement permet un rejet critique du quotidien subordonné que nous réserve le capital : le « boulot-méto-dodo » de l'époque du plein emploi ou le « précarité-galère-misère » qui a suivi. Je dis bien *quelle que soit la position dans la lutte*. Si certaines tâches relevaient de la transmission et du développement de l'expérience de lutte armée acquise, par exemple (pour moi), dans la lutte anti-franquiste, il est évident qu'on retrouvait le même engagement chez les camarades qui ne participaient pas directement au processus de guérilla. La guérilla n'est pas le cadre d'un nouvel existentialisme de la révolte ! Un véritable engagement révolutionnaire commence par le grand débarras des tares de la routine, par le rejet de l'institutionnalisation, par le refus de la récupération dans les cadres de la protestation symbolique, par l'abandon des rituels et des réserves policiées de la marginalité. Se balader avec un pétard à la ceinture ne fait pas plus un guérillero qu'aller distribuer des tracts tous les matins devant une usine ne prend les contours d'un réel « contact avec les masses ». C'est le processus stratégique dans lequel on se place qui est déterminant : comment on s'oppose à la domination

et, « armé d'une cause juste », on participe à la lutte pour l'autonomie du prolétariat.

L'avant-garde réelle ne s'autoproclame pas dans les arrière-boutiques, mais est définie par ses fonctions et les tâches qu'elle accomplit, par les actes qu'elle réalise et sa position de rupture et de critique du système capitaliste. Cette avant-garde est pluridimensionnelle parce que le capital s'étend à tous les domaines de la vie. Si cette vision est tant décriée par les tenants de l'idéologisme universitaire, c'est parce qu'en son nom ils ont commis toutes les erreurs depuis la fin des années 1960 ^{LI}. On passe facilement de l'avant-garde à l'arrière-garde du mouvement révolutionnaire dans une période de réaction. Et ce destin, les opportunistes de la gauche institutionnelle l'ont partagé avec les tenants de la vieille nouvelle gauche.

Se situer concrètement et conjoncturellement en position d'avant-garde, c'est avoir conscience des forces en présence et avancer dans le sens historique de l'affrontement de classe ^{LI}. C'est prendre place dans le combat de tous pour organiser et orienter les réponses aux déterminations sociales et économiques.

Mais à l'ère du « combat à la base » et de la prééminence du quotidien et de la *dimension locale*, le mouvement devient mouvement pour lui-même, un espace lisse, sans futur ni passé révolutionnaire, privé de l'histoire et de la théorie des luttes, confiné à l'expérimentation dans son petit jardin de révolte, qui ne prépare qu'à l'institutionnalisation.

La rencontre avec Nathalie

Début 1978, Nat devait convoier une voiture légale (pour le repli) dans une zone d'opération. Il était prévu d'attaquer la poste de La-Celle-Saint-Cloud. Après plusieurs pannes, dont celle de la camionnette principale, nous avons dû annuler l'action. Nat, qui avait elle aussi connu des problèmes de voiture, avait eu du mal à rejoindre le rendez-vous de sécurité au square des Batignolles. C'était donc avec un petit quart d'heure de retard qu'elle débouchait sur le pont Cardinet, dans une vieille Coccinelle pétaradante et fumante, alors que nous repartions par le terrain de pétanque.

Nat était venue avec une étudiante, membre comme elle de Camarades*, une petite blonde qui avait été championne de patinage artistique et qu'on avait surnommée « la Fée ». Elles vivaient ensemble non loin de là, au métro Guy-Môquet, dans un petit deux-pièces sommairement aménagé sous les toits, que leur prêtait un ami. Deuxième fille d'une famille très modeste, elle avait passé son enfance dans ce quartier, entre la rue Saint-Roch et la cité de la porte de Saint-Ouen. Son père était chaudronnier et sa mère, vendeuse aux Galeries Lafayette, était morte d'un cancer quelques années auparavant. En fait, Nat n'avait quitté son quartier pour la première fois que pour aller bosser à la BNP Pleyel, où sa sœur aînée, qui y travaillait, l'avait fait engager comme employée administrative, au plus bas de l'échelle.

Nat se rebella très vite contre les conditions de travail des employés dans les grandes tours. Elle

participa aux réunions de la cellule CFDT puis au premier conflit. Enfin éclata la grande grève de la BNP, où elle occupa le siège de Barbès avec celles et ceux qui, des semaines durant, bloquèrent les lieux et les camions de transport de fonds ^{LIII}. Au cours d'une manif, elle rencontra les autonomes puis entreprit une radicalisation politique rapide. Après la sortie du conflit dans son entreprise, elle participa à la grève des balayeurs du métro ^{LIV}. Elle se battait aux côtés des immigrés la nuit et travaillait à la BNP le jour...

Naturellement, Nat fut l'une des huit expulsées de la CFDT-Banque pour « gauchisme » lorsqu'en 1977 la vague d'épuration toucha plusieurs centaines d'employés syndiqués dans différentes boîtes ³⁴. Mais elle avait déjà rejoint l'autonomie organisée, participant aux différentes initiatives du mouvement, à Malville comme à l'occupation de *Libé* ^{LV}.

On se croisait à chacun de mes nombreux passages à Paris. Dans les réunions ici et là ou devant le « bureau », un petit bar beur de la rue Saint-Maur, à quelques mètres du local de Camarades où elle faisait du skateboard sur le trottoir, toujours en jeans et camarguaises, avec le plus souvent une veste de velours anglais vert bouteille sur le dos.

Quelques lieux et des rencontres

À Paris, je n'avais pas de point de chute fixe. Un jour là, un jour ailleurs. Un jour dans un squat, le lendemain dans un appart chicos ou dans les cités de transit de grande banlieue.

Quand je parle d'« appart chicos », je pense en particulier à celui, proche de la place Clichy, où vivait la compagne d'un dirigeant des Napap, en communauté avec trois autres jeunes femmes, toutes ingénieurs, attachées parlementaires, etc. Certaines avaient participé à des actions de groupes féministes comme l'incendie d'un cinéma porno. On y rencontrait régulièrement un journaliste du groupe qui avait fondé *Libé*. Il faisait le dos rond face à nos perpétuelles critiques de la dérive sociale-démocrate du quotidien. Lui, il avait l'habitude... Mais on se disputait encore violemment avec les collègues qu'il invitait sur les illusions de leur choix politique. Je me souviens d'une belle engueulade avec un rédacteur de *Libé*-Lyon lors d'un repas où nous devions être une petite quinzaine autour de la table. Il finit par accepter l'idée que la rédaction de Paris était « défaillante », mais s'obstinait à affirmer qu'il existait une distance quand même avec celle de Lyon. J'ai rétorqué : « Oui, 380 km ! » – et la bousculade est repartie...

Les autres collaborateurs de *Libé* que nous connaissions bossaient plutôt dans la soute, sur des tâches techniques, ou pigeaient dans les pages culture et autres recoins du journal. Par exemple Pacadis – que j'avais surnommé « Les lumières de la ville » parce qu'il ne me reconnaissait qu'une fois sur deux. Un soir où j'avais rencardé avec deux clandestins italiens dans un petit bar près de la place Clichy, il est entré, assez excité, et, quand il m'a reconnu (pour une fois...), il a foncé vers notre table. Il soutenait (pour une fois !) les raisons pour lesquelles il fallait tout faire péter, etc. Mais comme il parlait fort, les autres consommateurs se tournaient vers nous, et les camarades étaient tétanisés.

Dans *Netchaïev est de retour*, Semprún fait prendre à ses marionnettes la décision d'exécuter d'anciens militants maoïstes devenus grands patrons de presse ^{LVl}. On ne pouvait en attendre moins d'un homme qui était alors ministre du gouvernement « galeux » de González, responsable d'une page noire du terrorisme d'État ^{LVII}, ni de l'ancien responsable d'un parti qui, pendant la guerre d'Espagne, avait assassiné Nin et la direction du POUM ^{LVIII}. Dans son transfert romancé, les personnages de Semprún ne s'attaquent pas à un « faiseur de guerres » ou un grand patron nucléocrate, mais seulement à un Serge July ^{LIX}. Simple illustration de l'ornière dans laquelle Semprún et consorts s'enferment. *Libé* eut peut-être une certaine importance quand ce quotidien se comptait dans le camp révolutionnaire, mais, détourné de son orientation initiale, il n'était qu'un journal bourgeois de plus. Et s'il suivait désormais une ligne de contre-révolution préventive, au service de l'Institution et de la subordination, cela ne faisait pas pour autant de July une cible.

Jeu de cache-cache avec la répression

Durant toute cette période, la police ne restait pas les bras croisés. À chaque nuit bleue, elle répondait par une rafle. Mais c'était si prévisible, si routinier, qu'on voyait venir le coup à chaque fois. Aussi j'éloignais mes enfants et leur mère. Aussi les flics, ne trouvant jamais personne, devaient-ils fracturer la porte de notre appartement. Dans l'entrée, sur un petit meuble, trônait notre collection de verrous cassés.

C'était donc lors de mes passages obligatoires au commissariat central de Toulouse pour signer le registre d'assignation à résidence, chaque vendredi en fin d'après-midi, qu'ils organisaient mes gardes à vue. Souvent ils m'attendaient dans le couloir : « J'espère que tu n'as rien prévu pour le week-end » ; ou : « Comme tu n'étais pas chez toi, on organise une session de rattrapage. » Je passais alors deux jours sur les commissions rogatoires qui réclamaient mon appréciation : « Je refuse de répondre à la question... » Et les commissions rogatoires s'accumulaient.

À Toulouse, il nous arrivait de réaliser plusieurs actions le même soir – jusqu'à huit attentats pour la seule opération « Coordination autonome contre le travail » (contre des agences ANPE et des boîtes d'intérim ^{LX}). Évidemment, à ce rythme, j'avais du mal à tenir le pointage hebdomadaire. Parfois j'arrivais juste à temps. Ainsi, un vendredi après-midi, alors qu'un groupe de Parisiens devait attaquer un négrier pour lui taxer les salaires au noir et les avances. L'agence d'intérim logeait en haut de la rue du commissariat central. Faute d'effectifs, je devais assurer la protection extérieure. Après le coup, je descendis de la voiture deux cents mètres plus loin pour rejoindre le commissariat à pieds. Alors que je m'engageais sous le porche, une dizaine de membres de l'antigang locale en surgissaient en courant vers le lieu du braquage. Mon seul souci était de pointer assez vite pour ne pas croiser d'éventuels témoins que les flics ramèneraient pour une déclaration.

Nous étions bien sûr tous sous surveillance. Parfois le dispositif restait en place des semaines entières. L'objectif était visiblement le flagrant délit, lors d'une expropriation ou d'un attentat armé. C'était la grande mode des BRB (Brigade de répression du banditisme) et autres BRI (Brigade de répression et d'intervention) – celle des fameux « coups » d'éclat à la Broussard ^{LXI}.

Au début de l'année 1978, nous vivions à Paris, quatre ex-MIL, ex-Gari, Michel, Mario, Cricri et moi, logés dans un petit appart de la rue Bellefond, dans le IX^e. En principe, on était là pour encadrer un groupe qui devait attaquer une poste dans l'Ouest parisien. Mais l'opération avait été remise. En attendant, on s'était rendu à une réunion de solidarité avec les prisonniers politiques organisée dans un entrepôt squatté du passage Hébrard transformé en théâtre. Au moins deux cents personnes étaient présentes. En sortant, on s'était attablés dans un café rue Saint-Maur pour continuer de discuter avec les camarades qu'on voyait plus rarement. Plus ou moins dissimulée, la présence policière à l'extérieur ne nous avait pas inquiétés outre mesure. C'était une mobilisation politique tout à fait légale. Et si les flics nous avaient accrochés alors qu'on rentrait en métro, ça semblait vraiment une filature normale des RG.

Le lendemain matin, des camarades étaient venus nous rejoindre à l'appart. Vers 9 heures, on était descendus au métro Poissonnière, mais on était à peine assis sur le quai qu'un parka-basket arrivait pour faire immédiatement demi-tour et remonter. « Encore les flics ! » eut à peine le temps de dire un camarade qu'une vingtaine de policiers en civil déboulaient de chaque côté du quai l'arme en main. Direction quai des Orfèvres.

Les flics, qui planquaient depuis 5 heures 30, pensaient qu'on avait prévu une action ce matin-là. Mais ce n'est pas les deux revolvers découverts dans un conduit de cheminée qui rempliraient leur tableau de chasse. Entendus dans les locaux de la BRI, on était tous relâchés après 48 heures de garde à vue.

Suivant la version officielle, on aurait été relâchés parce qu'un indicateur était pris dans le lot. C'est possible. Mais il s'agissait alors d'un piètre indic, dans la mesure où l'action avait été reportée depuis plusieurs jours.

Toutefois, les flics n'avaient pas abandonné l'idée d'un bon flagrant délit. Et en juillet ils pensèrent que l'occasion se présentait à nouveau. Une dizaine de camarades parisiens et deux Milanais s'étaient installés à Toulouse pour quelques jours. En recensant tous les lieux qui pouvaient leur donner l'hospitalité, la police mit sous surveillance un appartement à Saint-Aubin.

Descendue de Paris avec eux, Nathalie avait loué une R18. Les flics y virent la démonstration qu'une opération était bien en préparation. Trois jours plus tard, on partait très tôt pour Perpignan, où était prévue une rencontre avec des camarades. C'est sans le vouloir qu'on cassa la filature, mais ce jour-là justement un braquage eut lieu dans la région. Le soir, alors qu'on rentrait à Toulouse, la police investit l'appartement et arrêta quatre camarades. On était attablés à une terrasse sur les boulevards, la R18 garée non loin de là dans une petite rue. Au bout d'un moment, on vit passer les premières voitures de flics en civil. (On avait fini par les connaître aussi

bien que les flics eux-mêmes.) Puis ce fut tout un défilé. « Tiens, une opération est en cours... » Il en passait, il en passait, et nous on rigolait. Le summum fut le défilé de la brigade canine. « Ils vont les becqueter ! »... Pas un instant nous n'avons pensé que tout ce dispositif nous concernait. Mais pendant qu'on riait de bon cœur, ils s'installaient bel et bien autour de la R18. Et quand on arriva, la foule policière et canine nous sauta dessus.

Mais là encore, ce fut un coup d'épée dans l'eau. Les flics toulousains étaient d'autant plus rageurs qu'après quatre années de jeu de cache-cache dans la ville ils pensaient enfin nous arrêter et prendre leur « revanche³⁸ » sur l'attentat contre le consulat d'Espagne^{LXII}.

Les infos que nous avons obtenues démontraient une nouvelle erreur des RG toulousains. Mais on nous rapporta qu'au cours d'un repas de famille chez les Espitallier – flics de père en fils (ce dernier deviendra « patron » de la section anti-terroriste de la brigade criminelle dans les années 1980) –, pour consoler son rejeton, l'aîné aurait dit : « T'en fais pas, ils sont infiltrés à Paris. »

Dévoilement de l'infâme

On nous confirma l'info à Paris : les RG avaient infiltré le cœur de la Coordination et de l'organisation naissante. On recherchait un cadre politique, un responsable de groupe. Mais nos vérifications n'aboutissaient à rien. On avait pourtant l'« infâme » sous les yeux^{LXIII}. Non pas un membre de l'orga mais un ami, que nous voyions de temps à autre à Paris. Peintre libanais, il avait fait la connaissance de camarades au début des années 1970, à Toulouse, où ils avaient ouvert ensemble une galerie de peinture « underground » et une boîte de nuit, *Le Capucine*.

Comment la police réussit-elle à le retourner ? Sous la menace d'une expulsion lors du renouvellement de sa carte de séjour (nous étions en pleine guerre du Liban) ?

Il semble qu'après ses échecs répétés de flagrant délit la police adopta une politique plus offensive en montant elle-même un coup, de bout en bout, par l'intermédiaire de Chahine. Jusqu'alors celui-ci nous avait fourni (en plus de quelques informations utiles sur le milieu de la peinture et du cinéma) des renseignements sur des collectionneurs d'armes, mais à partir de l'automne 1978 il proposa de nous en livrer directement – certaines avaient-elles un « lourd passé » qui, en cas d'arrestation, aurait permis d'alourdir la note ? Ces livraisons exigeaient qu'on passe plus souvent chez lui. Puis il nous fournit un appartement « très tranquille » à côté du parc des Buttes-Chaumont – en fait on ne l'utilisa que deux ou trois jours, à deux reprises, avant de le laisser à une camarade dont le compagnon était en prison.

Chahine nous parla enfin de la commande d'un tableau de grande valeur dont il devrait négocier le plus rapidement possible la vente à un acheteur nord-américain peu inquiet d'une présomption de propriété. Rien de suspect jusque-là – on avait déjà fait plusieurs opérations de ce type avec lui. L'intermédiaire de la négociation avec le collectionneur était quelqu'un qu'on avait

déjà rencontré, affirmait Chahine, mais cette fois-ci on ne pouvait le voir, car il exposait alors aux États-Unis. Il nous proposa deux scénarios pour voler le tableau. Dans le premier, on devait prendre en otage la famille d'un galeriste et, dans l'autre, braquer ses employés dès leur arrivée à la galerie. Ce qui nous paraissait de bien lourdes opérations pour récupérer un simple tableau, serait-ce une pièce unique. Mais on mettait ces propositions disproportionnées sur le compte de son manque d'expérience.

On décida plutôt de choisir nous-mêmes les tableaux que Chahine irait proposer à son acheteur. C'est par hasard qu'on jeta notre dévolu sur le Jérôme Bosch du musée municipal de Saint-Germain-en-Laye, découvert sur une affiche dans une vitrine. En plus, ce musée ne logeait pas dans la grande bâtisse qui abrite le Musée national d'archéologie, mais dans une maison bourgeoise qui donnait sur une petite rue tranquille, avec la bibliothèque municipale au rez-de-chaussée et les salles du musée au premier étage.

Lors de notre passage, nous étions trois, et les seuls visiteurs. Le gardien du musée, qui tirait sur sa jambe en bois, nous suivait de salle en salle. Quelques peintures, rien d'exceptionnel. Puis *L'Escamoteur*... Tout simplement époustouflant ! Une huile sur bois, assez petite (quatre-vingts sur quarante, peut-être). Mal présentée, mal éclairée, il se dégageait pourtant d'elle un véritable pouvoir d'attraction. Réveillé par la claudication sur le parquet, j'examinais le système d'attache : deux petits bouts de fils de fer !...

Autant je n'avais jamais eu de mal à m'emparer d'autres tableaux, et surtout pas d'une pompeuserie des grands siècles, autant là, j'étais tenu en respect. Mais j'en appelais à la rescousse quelques vieux textes de l'IS sur la mort de l'art. Et le tour était joué : ne marchandions-nous pas l'art pour lutter contre l'aliénation de la marchandise ? Un juste retour des choses !

En moins d'une semaine, l'opération était prête. Le 13 décembre, en fin d'après-midi, deux camarades montèrent à l'étage alors que Nat attendait dans une voiture sur la rue. Il faisait déjà sombre, presque nuit. Le premier « visiteur » prit de l'avance tandis que le second avançait au rythme du gardien, deux salles en retrait. *L'Escamoteur* fut simplement décroché et mis sous le bras. Puis les deux compères partirent en courant.

Tout se serait passé sans accroc sans une réception dans la bibliothèque, en présence du maire Michel Péricard. Aux cris du boiteux, quelques invités et le chauffeur du maire tentèrent de s'interposer. Mais deux traits de gaz paralysant suffirent à calmer leur témérité.

C'est ainsi que *L'Escamoteur* débarqua dans un appartement du XVII^e arrondissement parisien. Quelques camarades venaient le voir, le soir, éclairé à la lampe torche. L'un d'entre eux, qui avait lui aussi remarqué sa force d'attraction sur les personnes présentes, en conclut : « Il ne faut pas le vendre à un salaud qui va en jouir seul dans la cave de son palais. »

Comme « l'escamotage de *L'Escamoteur* » avait fait un certain bruit dans les médias, des camarades nous proposèrent de tenter plutôt une négociation avec l'État : un échange contre la libération anticipée de prisonniers politiques. Mais rien n'y fit : quand une action est engagée, par

manque de souplesse, on va souvent à la catastrophe ⁴⁰.

Selon Chahine, le « commanditaire » était mécontent du déroulement des événements, mais acceptait quand même d'acheter *L'Escamoteur*. Ayant déjà été l'intermédiaire des précédents échanges, je devais être présent, en compagnie d'un camarade, lors de la rencontre avec le représentant des « acheteurs ». Elle se déroula le 2 février, dans une chambre de l'hôtel Niko, sur le quai de Grenelle. Sachant que nous cherchions des armes, l'acheteur proposa de payer une moitié en liquide et le reste en armes, qu'il disait récupérer en Hollande, par l'intermédiaire de GI, sur une base de l'Otan. Il avait même pris avec lui un M16 et nous en proposait une centaine.

L'affaire ne se présentait pas comme les précédentes, mais j'agis par routine, négligeant les principes de sécurité les plus basiques. Tout d'abord, je passai outre la préparation d'une livraison sous protection armée. Ensuite on accepta que l'échange se fasse tableau contre argent alors qu'on récupérait toujours l'argent après avoir livré la « marchandise » – on préférait perdre de l'argent que des camarades sur le lieu de l'échange.

Nous voulions en terminer rapidement avec cette affaire, préoccupés par d'autres échéances en cours ; aussi, l'acheteur bidon, qui avait bien compris la situation, nous menait-il par le bout du nez. Il insista même pour que je sois présent sur les lieux de l'échange, mais on imposa qu'il soit mené par le camarade qui m'avait accompagné.

L'échange devait se faire rue Scribe, devant la Banque nationale du Canada, d'où l'« acheteur » nous avait affirmé tirer le fric. On fit un passage à bord de la R5 de la mère d'un camarade qui avait épousé un commissaire de police. L'« acheteur » attendait dans le sas de la banque, une grosse mallette à la main. Après un tour du pâté de maisons pour faire signe au convoyeur d'y aller – seul dans une Peugeot break, il se gara non loin de la banque –, la police déclencha son opération au moment où on repassait. Des civils sautèrent sur le dos du camarade, qui se démenait comme un diable. Deux voitures arrivèrent en trombe pour nous percuter de plein fouet. Un choc à l'arrière nous fit juste assez pivoter pour qu'on passe in extremis. À l'angle, une troisième voiture tenta de nous bloquer, mais le camarade lui fonça droit dessus, à l'intox. Au dernier moment, ils nous laissèrent le passage. Pris en chasse sur le boulevard des Capucines et sur la place Vendôme, on réussit à enquiller les petites rues du quartier Saint-Honoré et à filer. Une fois dégagés, on abandonna la R5 bien amochée pour prendre un taxi.

Aussitôt arrivés sur les Champs, on téléphona pour donner l'alerte avant de rejoindre le rendez-vous de sécurité.

Quelques semaines de repli

Un seul camarade sous les verrous, et *L'Escamoteur* récupéré. Un piètre bilan policier. De plus, forcés d'entrer dans la clandestinité avec le conducteur de la R5 et Nathalie (qui avait loué le

break), nous n'irions plus prendre le café chez Chahine. Les flics perdaient ainsi leur pion.

Le soir même on s'installait dans une cité de transit de la grande banlieue nord. Il fallait se mettre en retrait des points de chute habituels, même des plus « sécurisés », le temps d'évaluer les dégâts et de déménager quelques structures. Puis on nous trouva un lieu sûr à Paris, au pied de la butte Montmartre. C'était un grand appart bourgeois dont le propriétaire, un quadragénaire, nous avait laissé les lieux, mais passait régulièrement. Très régulièrement. Toujours inquiet, non pour lui, mais pour nous, il était si protecteur que le camarade avait lâché en aparté : « On n'est pas des mômes ! » Alors que les autres hébergeurs pensaient toujours, et c'est naturel, à prévoir le pire – s'inquiétant de ce qu'il fallait dire ou ne pas dire, faire ou ne pas faire... –, sa gentillesse m'avait laissé un drôle de souvenir. J'en eus l'explication un an ou deux plus tard : dans un reportage sur les familles qui avaient caché des enfants juifs durant l'Occupation, on le voyait devant la ferme du Massif central où il avait été hébergé.

Plus tard, nous avons atterri en proche banlieue sud, chez des réfugiés sud-américains, anciens membres d'une guérilla. Malgré les défaites, malgré leur exil, ces camarades gardaient un enthousiasme révolutionnaire sans faille. À plusieurs reprises, ils avaient organisé des soirées de discussions et de fête avec d'autres Latino-Américains où je retrouvais l'esprit de l'exil espagnol à Toulouse. On buvait du maté très tard dans la nuit en se racontant nos anecdotes militantes. Le week-end, ils vendaient *L'Huma* sur le marché de leur immense cité. D'être proches du PCF ne les empêchait pas de nous héberger et de s'engager auprès d'autres organisations. Ils venaient d'horizons où le sectarisme est une tare et non une gloire – comme c'est trop souvent le cas dans les officines d'extrême gauche, tout particulièrement en France.

Naissance d'Action directe

L'« OS » – c'est-à-dire l'« organisation spécifique », comme on disait alors en suivant la terminologie militante historique ^{LXIV} – avait ainsi cristallisé le développement d'une partie des luttes autonomes. On peut dire qu'au printemps 1978 cette organisation était constituée. Son nom définitif apparut également à cette époque – même s'il fut remis en cause par des propositions qui revenaient cycliquement ^{LXV}.

Le nom d'« Action directe » a surgi des discussions d'une petite dizaine de camarades réunis dans un tout petit appart donnant sur le cimetière de Montmartre. Le sujet dut venir sur le tapis par hasard, car nous n'avions pour l'heure pas besoin de signature. Mais qu'une référence commune renforce la convergence des différents collectifs était une idée juste. Et de fait les camarades présents ce jour-là participeraient plus aux activités politico-militaires de ce qui serait AD qu'aux réunions de l'OS de la Coordination autonome. Un constat qui rendait concret le saut qualitatif accompli ces derniers mois.

Ce nom avait été proposé par un camarade italien d'*Azione Rivoluzionaria**. Ceci expliquait-il cela ? Savait-il qu'« *Azione Diretta* » appartenait à l'histoire de la puissante organisation du

syndicalisme révolutionnaire italien au début du xx^e siècle ^{LXVI} ? Deux camarades d'origine espagnole et d'anciens membres de l'ORA trouvèrent l'idée bonne, qui fit son chemin, de groupe en groupe ^{LXVII}.

Lorsque ce nom apparut officiellement, nombreux furent les censeurs. Ignorants de l'histoire révolutionnaire, ils ne voyaient bien souvent dans Action directe qu'une référence au militarisme ou à l'anarchisme de la propagande par le fait ^{LXVIII}. C'était oublier que ce terme appartient au patrimoine de la classe prolétarienne, qu'il fut le titre de la résolution finale d'un des premiers congrès de la CGT et qu'on le retrouve dans les luttes de libération nationale ^{LXIX}.

« Action directe » est l'ancien terme pour « autonomie ». Ainsi retrouvions-nous les racines de la lutte pour l'autonomie du prolétariat au xx^e siècle : dans les grèves insurrectionnelles de 1906-1907 en France ^{LXX}, dans les conseils de la révolution européenne de 1917-1923 ^{LXXI}, dans le Mayo 37 barcelonais, dans le Mai 68 français et dans l'Automne 69 italien.

Pour nous, ce nom n'était pas un simple rappel du refus de la délégation permanente aux bonzes syndicaux et de la bureaucratie du personnel politique bourgeois. Non plus qu'une référence mouvementiste. « Action directe » signifiait un engagement des comités de base dans la guérilla, de l'usine aux quartiers, de la lutte anticapitaliste à la lutte anti-impérialiste en passant par la lutte contre le révisionnisme.

« Action directe » signifiait « mouvement pour l'autonomie du prolétariat » : il indiquait notre détermination à nous inscrire dans le devenir de son histoire.

I. Dans leur nostalgie falsificatrice, les « grands chefs » de la GP ont voulu nous faire croire que la dissolution de la direction parisienne était liée au bond en avant dans l'autonomie et le soutien aux comités de base. Il n'y a bien sûr aucun lien de cause à effet. Cette trahison est essentiellement due à la croissance de l'antagonisme, qui franchit un cap au cours de l'année 1973 avec les premières actions de la NRP et l'assassinat de Pierre Overney [lire *infra*, note ⇒, p. ⇒]. Ne pouvant plus garantir leur carriérisme dans la direction révolutionnaire, ne restait plus aux « grands chefs » que le choix de la trahison. Toutefois, le fait d'accuser la direction de la GP de tous les maux exonère en même temps d'une critique pourtant utile les militants qui furent incapables d'assumer ce saut pratiquement. Car le mouvement n'a pas su développer les comités ni assurer un lien transversal avec tous les organismes antagonistes. Après quelques mois de travail souvent infructueux, ils renoncèrent : soit en tombant dans les bras de l'Institution, soit en pleurant la « grande GP disparue » ¹. [nda]

II. Nom du principal personnage du roman d'Ira Levin, *Un bonheur insoutenable* (*This Perfect Day*, 1970).

III. L'expansion du système industriel automobile entre 1968 et 1973 est principalement fondée sur les jeunes et les immigrés, engagés comme OS (ouvriers spécialisés), c'est-à-dire sur une main-d'œuvre peu qualifiée et une parcellisation extrême du travail. En 1971, 69,1 % des

ouvriers des usines Renault à Billancourt sont OS, parmi lesquels 40,1 % sont originaires d'Afrique du Nord (au premier rang desquels des Algériens), exclus de toute promotion professionnelle. D'importantes grèves sont menées par des jeunes OS, en 1971 à l'usine Renault au Mans ; par des OS immigrés tout au long des années 1970 dans les usines de retraitement du plomb **Peñarroya** de Lyon et de Saint-Denis ; en mars-avril 1973 à Renault-Billancourt. « Grèves d'atelier, grèves dures, conduites souvent à distance des syndicats [par des « délégués sans mandat »] : tel est le triptyque qui semble le mieux résumer les mobilisations des OS immigrés dans la métallurgie durant la première moitié des années 1970 ². » Marque horlogère française basée à Besançon, **Lip** a marqué, durant la première partie des années 1970, par une grève qui mobilisa des dizaines de milliers de personnes, le syndicalisme ouvrier et l'idée d'entreprise en autogestion – avec des grévistes travaillant à leur compte, produisant des montres et les écoulant par leurs propres réseaux ³. La plus emblématique des luttes contre les conditions misérables dans lesquelles vivaient les travailleurs immigrés au cours des années 1970 (ouvertes avec la mort par asphyxie de cinq Africains locataires d'un foyer à Aubervilliers) fut celle contre la **Sonacotra** : la Société nationale de construction de logements de travailleurs, émergence du ministère de l'Intérieur à la fin des années 1950, répondait au besoin de résorption des bidonvilles tout en étant un « instrument d'infiltration, de comptage et de surveillance des collectivités de travailleurs algériens isolés » ⁴ – lire aussi *infra*, note ⇒, p. ⇒.

IV. Le Mouvement de libération des femmes (MLF) réalise ses premières actions publiques en 1970 et mène les premières luttes en faveur de l'avortement, de la contraception et contre les violences faites aux femmes. Issu d'un rapprochement entre féministes lesbiennes et activistes gays, fondé en 1971, le **Front homosexuel d'action révolutionnaire** (FHAR) a spectaculairement ouvert la voie aux luttes pour les droits des homosexuels. Sur le monde rural, citons le mouvement **Paysans-Travailleurs**, syndicat dirigé par Bernard Lambert, qui œuvrait pour une agriculture socialiste et la lutte des classes dans la paysannerie – il est à l'origine de la Confédération paysanne.

V. Incarcérés dès 1969, le plus souvent pour « violence à agent » lors d'actions de propagande, puis en 1970 pour avoir diffusé *La Cause du peuple*, des militants de la Gauche prolétarienne mènent des grèves de la faim pour dénoncer le régime des prisons et obtenir le statut de prisonniers politiques. Cette contestation, qui dépasse la cause des maoïstes, débouche sur la création en 1971 du Groupe d'information sur les prisons (GIP) puis, en 1972, du Comité d'action des prisonniers (CAP) ⁵. Ces années sont aussi celles de révoltes pénitentiaires qui bénéficient d'un large écho dans la société française, jusqu'à l'explosion de l'été 1974, avec « quatre-vingt-neuf mouvements de révoltes collectives, dont neuf mutineries au cours desquelles sept détenus ont trouvé la mort, tandis que onze établissements sont totalement ou partiellement dévastés ⁶ ».

VI. En décembre 1970, l'usine Harry-Walker-Solex de Barcelone mène une grève de soixante-deux jours, avec occupation des locaux : « Les travailleurs en grève ont popularisé leur lutte dans la région. L'usine et les murs sont couverts de slogans. Un meeting a eu lieu avec 1 500

personnes » et les grévistes « s'adressent particulièrement aux travailleurs français », annonçait le numéro 27 des *Cahiers de Mai* en février 1971. Pendant la grève, les militants qui créeront le MIL rédigent l'article « Que vendons-nous ? Rien ! Que voulons-nous ? Tout ! ».

VII. Au cours des dernières années du franquisme s'est développé un mouvement de contestation ouvrière à la base, difficilement contrôlable par les syndicats, eux-mêmes clandestins ⁷. Après la mort du dictateur, les assemblées ont continué, se mettant au service d'une véritable démocratisation sociale du pays. Mais le mouvement a été durement réprimé, parfois par les armes, comme lors d'une assemblée ouvrière de Vitoria-Gasteiz, le 3 mars 1976, quand la police a ouvert le feu, tuant cinq ouvriers. [nda&e]

VIII. Probablement le Collettivo Politico Metropolitano*, « devenu Sinistra Proletaria en 1970 [en référence à la Gauche prolétarienne française], dont une scission s'est fondue dans les BR* », propose Rouillan. [nda&e]

IX. Juridiction spéciale créée en 1963 « en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'État » – et parmi eux les crimes et délits politiques –, la CSE est supprimée en 1981 par François Mitterrand. Elle renaît toutefois avec les cours d'assises spéciales – constituées uniquement de magistrats professionnels et sans jury populaire – instituées par le gouvernement de Jacques Chirac en 1986, mais laissées en place après le retour du PS au pouvoir en 1988.

X. Braqueurs aux carrières très médiatisées, Jacques Mesrine (1936-1979) – auteur de *L'Instinct de mort* (1977), dont la réédition par Gérard Lebovici en 1984 en fit une icône d'extrême gauche – et Jean-Charles Willoquet (1944-1990) furent tous deux qualifiés en leur temps d'« ennemi public numéro un ».

XI. Figure historique du nationalisme corse, Edmond Simeoni participe, en août 1975, avec une dizaine de militants de l'Action pour la renaissance de la Corse (ARC), à l'occupation d'une cave viticole près d'Aleria ; lors de l'assaut, deux gendarmes sont tués ; Simeoni sera déféré devant la Cour de sûreté de l'État. Un an plus tard est fondé le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) qui revendique l'indépendance de l'île et prône la lutte armée.

XII. De 1973 à 1978, l'Armée française connaît un mouvement de contestation (essentiellement parmi les conscrits), qui prend la forme de « comités de soldats », principalement animés par des militants d'extrême gauche dans la continuité de Mai 68 et des mouvements antimilitaristes qui ont marqué l'année 1973. Leurs revendications : le choix de la date d'incorporation, le droit pour les engagés de résilier leur contrat, l'abolition des tribunaux militaires, la suppression des brigades et des incorporations hors France métropolitaine, une solde ajustée sur le SMIC, la liberté d'expression, d'information et d'organisation dans les casernes. Durement réprimés en 1975-1976, de nombreux militants sont incarcérés plusieurs mois et une cinquantaine d'entre eux déférés devant la CSE ⁸. [nda&e]

XIII. À l'automne 1970, le conseil de guerre de Burgos condamne à la peine de mort six

prisonniers d'ETA et une dizaine d'autres à des centaines d'années de prison. Une importante mobilisation européenne force Franco à gracier les condamnés à mort. Durant la sixième assemblée d'ETA, dite « Sexta », en août 1970, les partisans du front ouvrier majoritaire se séparent du front militaire et du front culturel de l'organisation, restés favorables aux résolutions de la cinquième assemblée de 1967, dite « Quinta ». La majorité des prisonniers d'ETA, dont les inculpés du procès de Burgos, rejoignent la Sexta, qui se divise quelques mois plus tard en deux grandes tendances : l'une créera la Ligue communiste sur le territoire espagnol et l'autre, dirigée par Argala, fusionnera avec la Quinta. [nda&e]

XIV. « *Generalísimo* » était le titre de Franco, « *Caudillo de España por la Gracia de Dios* ». L'Espagne franquiste exécutait ses condamnés à mort par le supplice du garrot, c'est-à-dire l'écrasement du larynx par un collier à vis.

XV. En référence à *La Guerre des partisans* (Lénine, 1905), Rouillan emploie « partisan » – auquel les militants des années 1970 substitueront « guérillero » –, au sens de « partisan de la lutte armée ».

XVI. Le dernier week-end de juillet 1974, nous avons placé à trois reprises une bombe dans l'enceinte du consulat. Les deux premières firent long feu, mais la dernière (composée de dix kilos de dynamite) explosa alors que se trouvaient sur les lieux plusieurs commissaires de police. Une vingtaine d'entre eux furent blessés ¹². [nda]

XVII. Si le glorieux passé anti-franquiste (plus ou moins fantasmé) de certains bureaucrates est volontiers l'objet d'exhibitions médiatiques, le fait d'avoir mené une lutte armée contre les formes dictatoriales, précisément durant les « *estado de excepción* », reste toujours assimilé à une simple criminalité. Lorsqu'en 1978 Cricri revint à Barcelone, il fut arrêté, emprisonné, et expulsé quelques mois plus tard. [nda]

XVIII. L'histoire du mouvement ouvrier est marquée par l'autonomie ou, au contraire, la délégation donnée au parti en tant que centralisation et direction unique des diverses formes d'expression des masses prolétaires (conseils, syndicats, comités d'usines, coopératives, formation, élection, etc.). « Par "mouvementisme", précise Rouillan, on qualifiait aussi la volonté de cantonner l'action révolutionnaire à une pratique spontanée, qui accompagne les mobilisations et puisse être reproductible à tout moment au sein du mouvement lui-même, indépendamment de toute organisation centralisée. On différençait également la "guérilla diffuse" – qui est l'autre nom de la "guérilla mouvementiste" (comme par exemple chez les RZ*) – et la "guérilla organisée" – comme chez les BR*, la RAF* ou AD. Loin de s'opposer, ces deux pratiques sont complémentaires. » [nde&a]

XIX. Il s'agit de la crise faisant suite au premier « choc pétrolier » (1973-1974), c'est-à-dire une hausse des cours du pétrole consécutive à la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de multiplier par quatre le prix du baril, de réduire la production et de déclarer un embargo contre les « amis d'Israël » ; en réponse, d'une part, à la guerre du Kippour (où Israël

repousse jusque sur leurs territoires l'attaque d'une coalition des pays arabes menée par l'Égypte et la Syrie), et, de l'autre, à une baisse très forte du dollar, conséquence de l'abandon des accords de Bretton Woods (le système monétaire mondial fondé en 1944 sur le dollar américain) au profit d'une fixation de la valeur des monnaies (leur taux d'échange) non plus par les banques centrales, mais par les marchés – ce qui constitue les débuts de la déréglementation financière à l'origine du régime de crises qui suivra.

XX. Dans la tradition marxiste, l'accusation de « révisionnisme », promise à un certain succès, a commencé contre le théoricien social-démocrate allemand Eduard Bernstein (1850-1932) et s'est notamment poursuivie avec l'anathème lancé par Lénine contre le théoricien marxiste allemand Karl Kautsky (1854-1938) : elle porte sur l'interprétation de la transition (progressive ou révolutionnaire) du capitalisme au socialisme. La dernière accusation de révisionnisme déterminante dans les années 1970 fut sans doute celle portée par Mao contre l'URSS après que Khrouchtchev ait dénoncé le stalinisme et abandonné l'affrontement direct avec l'Occident capitaliste.

XXI. Rappelons les attentats-massacres de la piazza Fontana à Milan (12 décembre 1969), du déraillement d'un train à Gioia Tauro (22 juillet 1970), de la manifestation anti-fasciste à Brescia (28 mai 1974), du train Italicus (4 août 1974) et de la gare de Bologne (2 août 1980). En tout, près de deux cent cinquante victimes. Initialement attribués à des militants anarchistes et d'extrême gauche, ces massacres se sont révélés être l'œuvre de groupes fascistes pilotés par des agents du Gladio en vue de rassembler les populations terrorisées autour de l'État bourgeois. [nda]

XXII. La première crise de ce type au xx^e siècle s'est étendue de 1910 à 1945. Bien qu'elle ait connu son paroxysme en 1929, elle ne peut être résumée à cette seule date : de crises en fausses reprises et rechutes, le capitalisme s'étouffe dans le carcan des limites qu'il crée inexorablement. Appuyées sur les destructions occasionnées par la Seconde Guerre mondiale, les politiques keynésiennes ont relancé une croissance soutenue jusque dans les années 1970, créant les « Trente Glorieuses ». [nda]

XXIII. Qualifié de « théorème de Schmidt », ce slogan politique du chancelier allemand, lancé en novembre 1974 pour justifier le tournant libéral de son gouvernement, sera largement invalidé par les effets de l'augmentation effective de la part des profits des entreprises, qui a moins contribué à une hausse de l'investissement et de la création d'emplois qu'à l'accroissement des inégalités de revenu entre actionnaires et salariés ¹³.

XXIV. Alors qu'en 1964-1965 le Congrès américain vote les lois sur les droits civiques **une vague d'émeutes secoue les ghettos noirs** : la plus importante a lieu à Watts, quartier de Los Angeles, en août 1965, elle dure une semaine, fait trente-quatre victimes et un millier de blessés. « En 1966 c'est d'abord Chicago qui fut touchée, puis Cleveland, Dayton, San Francisco, Atlanta et Omaha, l'année suivante Boston, Nashville, Cincinnati, Newark, Milwaukee et Detroit. Entre 1964 et 1968, 257 villes des États-Unis furent touchées par 329 émeutes au cours desquelles plus de

50 000 personnes furent arrêtées, plus de 8 000 blessées et 220 tuées, la plupart des civils afro-américains. Furent employés dans la répression des armes lourdes, des voitures blindées, des hélicoptères ¹⁴. » De la victoire de la révolution cubaine en 1959 à la présidence de Salvador Allende au Chili en 1970, l'Amérique latine connaît des **guérillas** au Venezuela, au Guatemala, au Pérou, en Bolivie, en Argentine, en Uruguay et au Brésil ; dans les années 1980, certaines sont toujours actives dans quelques-uns de ces pays et en Colombie, au Salvador, en Équateur, au Chili ; au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) prend le pouvoir en 1979 ¹⁵. En plus de l'intensification des activités de l'ETA en Pays basque français, de l'émergence d'une lutte armée indépendantiste en Corse (FLNC, à partir de 1976) et en Bretagne (FLB-ARB, à partir de 1972), tout au long des années 1970 l'actualité est marquée par d'**importantes mobilisations** et occupations de sites contre le développement du programme nucléaire, et à fin de ces années-là par des manifestations monstres et de violents affrontements contre le plan de restructuration de la sidérurgie lorraine [*infra*, note ⇒, p. ⇒]. En 1979, le **régime du shah d'Iran** – remis au pouvoir en 1953 par un coup d'État organisé et financé par les États-Unis après une parenthèse démocratique et laïque défavorable aux intérêts pétroliers occidentaux – est renversé par une révolution islamique sous la direction de l'ayatollah Khomeiny.

XXV. En réponse à une contre-réforme de l'université initiée par le gouvernement italien, l'année 1977 s'ouvre avec une occupation des campus de plusieurs grandes villes. Une incursion des fascistes dans l'université de Rome provoque des affrontements armés et l'amplification de la mobilisation, qui ralliera l'ensemble du jeune prolétariat puis échappera au contrôle des syndicats et partis ¹⁸.

XXVI. Le 13 janvier 1979, une violente manifestation devant la gare Saint-Lazare à Paris détermine l'imaginaire médiatique du mouvement. Ce jour-là, derrière une banderole « Contre la vie chère », une centaine d'autonomes armés de barres de fer et de cocktails Molotov partent en cortège sur les grands boulevards ; ils casseront une douzaine de vitrines, pilleront une armurerie, tenteront d'incendier deux agences d'intérim et la recette générale des impôts. [nda]

XXVII. L'Union européenne trouve son origine dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier : issue, d'un côté, de la volonté d'éviter une nouvelle guerre franco-allemande et, de l'autre, de l'unification de l'Europe de l'Ouest pendant la guerre froide, cette organisation, créée en 1952, rassemblait pour cinquante ans six nations (Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, RFA) autour d'un marché unique du charbon et de l'acier.

XXVIII. Selon l'historien Xavier Vigna, « parmi les actions illégales, les militants recourent à une panoplie d'actions violentes, [comme] l'organisation de plusieurs séquestrations, de mises à sac de locaux patronaux ou publics, de blocages des voies de communication avec déchargement du charbon "allemand". La tension culmine avec des épisodes de guérilla urbaine dans les deux villes : à Longwy, le commissariat est attaqué à trois reprises, dont une fois au bulldozer le 24 février. Denain de son côté est secouée par des affrontements entre forces de l'ordre et émeutiers les 7 et 8 mars, pendant lesquels sept CRS sont victimes de tirs à la carabine. C'est dire

l'importance du contentieux qui gagne Paris lors de la marche des sidérurgistes le 23 mars 1979 » ²⁰.

XXIX. En juin 1972, le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PCF) et le Mouvement radical de gauche (MRC) signent un « programme commun de gouvernement » en vue de la prise du pouvoir par les urnes. Après la défaite de François Mitterrand, candidat unitaire de la gauche à l'élection présidentielle en 1974, le PS sort renforcé des élections municipales de 1977, à l'issue desquelles le PCF et le MRC – qui s'opposaient notamment sur les nationalisations et la défense européenne – rompent leurs accords ²¹.

XXX. En septembre 1976, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, le Premier ministre Raymond Barre rompt avec la politique keynésienne qui avait dominé les Trente Glorieuses et applique un programme néolibéral : stabilité monétaire plutôt que plein-emploi, restauration des mécanismes de marché concurrentiel et réduction des interventions de l'État. Deux ans après, le taux de chômage atteint des niveaux jusqu'alors inégalés et l'inflation galope ²².

XXXI. Au cœur de la mythologie libertaire forgée à la fin du XIX^e siècle émerge une croyance millénariste qui influencera fortement les syndicalistes révolutionnaires, les adeptes de la grève générale et ceux de la « propagande par le fait ». Dans cette vision insurrectionnaliste de l'action militante, une nouvelle société naîtra de la révolution sociale : « L'attente du Grand Soir exprime l'espoir d'un bouleversement violent et radical de l'ordre social existant ²³. »

XXXII. Ouvrier et membre de la gauche prolétarienne, Pierre Overney (1948-1972) est tué le 25 février 1972 par Jean-Antoine Tramoni, vigile de Renault, à la porte de l'usine de Billancourt. En mars, 200 000 personnes suivent le cercueil du militant maoïste à travers Paris ²⁴. En janvier 1973, la légitime défense ayant été écartée, le meurtrier est condamné à quatre ans de prison ; il bénéficiera en octobre 1974 d'une libération conditionnelle. Le 23 mars 1977, son exécution est revendiquée par les Napap* [lire aussi *infra*, p. ⇒ et suiv.].

XXXIII. C'est-à-dire des attentats à l'explosif.

XXXIV. En région parisienne : la direction et un garage d'EDF, une société allemande de produits chimiques, un sous-traitant de la Défense nationale ; en région lyonnaise : un sous-traitant de l'industrie nucléaire, des garages et un pylône EDF ; à Richemont : la centrale électrique EDF ; à Bordeaux : l'usine Creusot-Loire et des bâtiments EDF ; à Toulouse : l'usine Creusot-Loire, des ordinateurs EDF et le centre de recherche atomique ; à Carcassonne : des bâtiments et un sous-traitant d'EDF ; à Narbonne : la direction d'EDF ; à Lodève : une mine d'extraction d'uranium ; etc. [nda]

XXXV. Ancien cadre du parti nazi, PDG de Daimler-Benz depuis les années 1960, **Hanns-Martin Schleyer** était responsable de plusieurs organisations patronales allemandes lorsque, le 5 septembre 1977, il est enlevé par la RAF*. Le 19 octobre, la presse recevra le communiqué suivant : « Après quarante-trois jours, nous avons mis fin à l'existence misérable et corrompue de

Hanns-Martin Schleyer. [Le chancelier Helmut] Schmidt, qui dans son calcul a depuis le début spéculé avec la mort de Schleyer, peut en prendre livraison rue Charles-Péguy à Mulhouse. Sa mort est sans commune mesure avec notre douleur après le massacre de Mogadiscio [la mort de trois militants du FPLP, le 18 octobre, lors de la prise d'assaut du vol 181 de la Lufthansa qu'ils avaient détourné]. Nous ne sommes pas étonnés par la dramaturgie fasciste des impérialistes pour détruire les mouvements de libération. Le combat ne fait que commencer. Commando Siegfried-Hausner. » Condamnés en avril 1977 à la prison à vie pour leurs activités au sein de la RAF, **Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe** étaient emprisonnés à Stuttgart-Stammheim. Ils sont retrouvés morts le 18 octobre 1977 dans leurs cellules – la cause officielle est un suicide collectif consécutif à l'échec de la demande de libération lors du détournement du vol 181.

XXXVI. De passage en 1969 dans le Mouvement (étudiant) du 22 mars puis militant maoïste, co-auteur en 1969 de *Vers la guerre civile* – qui voit en Mai 68 « le début d'une lutte des classes prolongée, [...] les premiers jours de la guerre populaire contre les exploités » et prophétise la révolution en France à l'« horizon 70 ou 72 » –, journaliste à *La Cause du peuple* (organe de la Gauche prolétarienne) puis à *Libération*, dont il sera directeur de 1973 à 2006, Serge July en accomplit (dès la fin des années 1970 puis à grands pas à partir des années 1980) l'évolution vers une ligne « libéral-libertaire » ²⁵.

XXXVII. Quelques-uns ont profité de cette médiatisation pour faire quelques ronds de jambe sous les projecteurs avant de rejoindre les bras de l'Institution comme l'avait fait avant eux la jet-set des maos. [nda]

XXXVIII. En référence au patron de presse Robert Hersant (1920-1986), à qui une politique d'achats et de concentration a permis de construire un empire. Sa position dans les médias français fut telle que la loi de 1984 « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse » fut surnommée « loi anti-Hersant ». Pour la contourner, Hersant divisa d'ailleurs en 1985 son groupe en deux entités. Bien qu'amputé de certains titres suite à leur rachat par Serge Dassault, l'empire perdue sous le nom de « groupe Hersant Médias » et la direction du fils du fondateur.

XXXIX. Systématisée par le mouvement autonome italien dans les années 1970, l'« auto-réduction » rassemble diverses formes de réappropriation de biens de consommation comme la réquisition (en bande) de nourriture dans les supermarchés ou encore, sous le nom de « basket », la grivèlerie.

XL. « Plus jamais sans fusil » fut le mot d'ordre d'une partie de l'extrême gauche italienne après la répression des mouvements sociaux et des grèves de l'automne 1969 puis l'attentat du 12 décembre à la piazza Fontana (Milan), qui fit seize morts et une centaine de blessés. De nombreux militants d'extrême gauche analysèrent alors l'affrontement armé comme inéluctable. Un éditeur aussi connu et socialement intégré que Giangiacomo Feltrinelli vécut l'attentat de la piazza Fontana comme le prélude à un coup d'État fasciste, et la raison de son passage à la

clandestinité et à la lutte armée – il fonde en 1970 les Gruppi d’Azione Partigiana : entre la Fraction armée rouge allemande et la résistance armée au fascisme, ces « groupes d’action partisane » naissent dans la clandestinité à Milan, Turin et Gênes ²⁶.

XL I. D’après les auteurs de *Génération* ²⁷, dont la mention de Joseph Tournel, au milieu de leur ouvrage crapuleux, éclaire tout de même la personnalité et la place de ce camarade depuis le début des années 1970, dans la cause des mineurs, à la GP et dans les comités Vérité-Justice. [nda]

XL II. En avril 1972 à Bruay-en-Artois, Brigitte Dewèvre, seize ans, fille de mineur, est découverte morte sur un terrain vague. Sur ordre du juge d’instruction Henri Pascal, l’incarcération du notaire Pierre Leroy (qui bénéficiera d’un non-lieu en 1974) inaugure une campagne médiatique dans laquelle Serge July pour *La Cause du peuple* et Joseph Tournel pour le comité Vérité-Justice font de ce crime un symbole de la lutte des classes ²⁸.

XL III. Emblématique du début des années 1970, membre des comités Vérité-Justice depuis leur fondation, Yvonne avait été emprisonnée pour n’avoir pas payé une traite de la location de sa télévision ; et son fils aîné s’était suicidé. [nda]

XL IV. En référence à *La Cause du peuple maintenue*, qui perpétua un temps la vieille *Cause du peuple*. [nda]

XL V. Ancien dirigeant de Potere Operaio*, Antonio (dit « Toni ») **Negri** affirmait à l’époque (1974), rappelle Rouillan, que « seule la lutte armée aujourd’hui parle de communisme ²⁹ ». [nde&a]

XL VI. Les statuts du bureau régional de cette « agence » furent déposés en préfecture sous le nom de CRAS « Centre de recherche pour l’alternative sociale » – qui devint plus tard une bibliothèque rassemblant un fonds d’archives et des activités éditoriales, toujours en activité à Toulouse (voir le site du [CRAS-31](#)).

XL VII. Sur l’« assembléisme », lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

XL VIII. L’ouverture des archives sur cette période a révélé que le consensus politique entre syndicats et partis (y compris socialistes et communistes) a été passé sur le dos des forces radicales. Pour les intérêts boutiquiers et immobiliers, il fallait que le scénario bourgeois de la transition – établi par les réformateurs franquistes et le monarque désigné par Franco pour sa succession – se déroule sans remise en cause réelle, sans épuration des bourreaux franquistes. Et même sans épuration du tout : il fallait que l’institution franquiste devienne le pilier du nouveau régime. Trahisons, renoncements et silences coupables contredisent l’image d’une transition « de velours » menée en vérité dans un climat de violence ³⁰. [nda&e]

XL IX. Fin 1977 et début 1978, nous avons attaqué de nombreuses Postes dans la région parisienne. Celles qui convenaient le mieux à notre scénario ont même reçu plusieurs fois notre

visite. Le matin très tôt, on forçait l'entrée des employés en se glissant derrière un facteur puis on neutralisait le personnel présent pour attendre l'ouverture des coffres, parfois pendant une heure. [nda]

L. « Les “expropriations”, saisie par la force de sommes d'argent soit détenues par les banques, bureaux de poste, magasins d'État, soit transportés par trains-courrier ou fourgons, etc., mais à l'occasion aussi appartenant à des particuliers, devinrent une pratique courante [en Russie] en 1906 et 1907. Le mot “ex”, par abréviation, passa même dans la langue », précise Boris Souvarine dans sa biographie de Staline ³¹. Menée par des « brigades de combat » formées lors de la révolution de 1905, cette « guerre des **partisans** », qui s'attaquait aussi aux troupes gouvernementales et à leurs arsenaux, permettait un entraînement au combat en vue de l'insurrection nationale ; mais avec la contre-révolution elle fournit surtout des fonds au parti en difficulté ces années-là. Toutefois, précise Isaac Deutscher « les **bolcheviks** n'étaient pas les seuls à pratiquer les “expropriations” » ; et si ce biographe de Staline et de Trotski mentionne les fédéralistes arméniens, les mencheviks géorgiens et les nationalistes polonais, il compare aussi ces guérillas à celle des « divers mouvements de résistance, les maquis, en France, en Belgique et en Norvège » ³². Pour ce qui est de la **Résistance française**, les réquisitions (de matériel et d'armes) et les vols de cartes d'alimentation (dans les mairies) semblent avérés ; ainsi que la réquisition de voitures des « caïds du marché noir ou des nantis du régime en place », comme se souvient le maquisard du Vercors Richard Marillier ; mais en 1944, « les postes et les perceptions, les caisses publiques dans leur ensemble, les banques également étaient devenus nos sources financières », précisent les FTP (Francs-tireurs et partisans) qui, comme les FFI (Forces françaises de l'intérieur), pillèrent notamment les wagons de la Banque de France ³³. Icône de la révolution espagnole, membre de la CNT et dirigeant militaire charismatique, Buenaventura **Durruti** (1896-1936) a financé ses activités politiques par des attaques de banque en Espagne (avec Los Solidarios, lire *infra* la note ⇒, p. ⇒) et durant son exil en Amérique latine dans les années 1920. C'est également pour soutenir les comités d'aide aux prisonniers qu'un autre membre fameux de la CNT, Francisco Sabaté [lire *infra*, note ⇒, p. ⇒], mena ses premières expropriations puis, après la Seconde Guerre mondiale, pour fournir des fonds à la lutte des **républicains espagnols** contre le régime franquiste.

LI. Par « idéologisme universitaire », Rouillan qualifie la production « des ex-militants formés dans les années 1960 au sein des grandes écoles, comme l'ENS ». Surfant sur les « modes militantes » de cette décennie, ils avaient « pris l'habitude désinvolte de se proclamer avant-garde du fait de leur activité groupusculaire et scribouillarde : coupés de toute pratique réelle, ils n'ont pas seulement usurpé une position, mais décuplé les tendances au sectarisme » – il est notoire que la plupart des leaders ont ensuite rejoint leurs positions sociales (et académiques) d'origine. [nda&e]

LII. Les groupes anarchistes comme Los Solidarios – dans lequel ont lutté Durruti, Ascaso, Oliver et d'autres à la fin des années 1920 et au début des années 1930 dans le royaume espagnol – étaient pour nous à l'avant-garde des processus de préparation révolutionnaire. Jamais sans l'activité des dizaines de ces petits groupes armés, le prolétariat n'aurait trouvé la force de

répondre au coup d'État de Franco. C'est dans les villes où ces groupes ont été les plus actifs que la milice ouvrière l'emporta sans coup férir contre les militaires fascistes. [nda&œ]

LIII. Selon le *Journal de l'année 1977* de Larousse, « cette grève des informaticiens de la BNP, du 18 mars au 15 avril, sur la garantie des salaires, fut un succès pour les grévistes ».

LIV. Selon le *Journal de l'année 1977* de Larousse, « sept cent cinquante employés de six entreprises chargées du nettoyage du métro [parisien] se mettent en grève le 31 mai 1977 ; ils réclament 2 300 F net pour 173 heures de travail, le treizième mois et l'amélioration de leurs conditions de travail. La grève durera un mois, jour pour jour ».

LV. Après sa libération en 1981, Nathalie Ménigon témoignait : « On a été mis à la porte de la CFDT parce qu'on voulait gérer notre but nous-mêmes par des actions plus radicales et créer un collectif autonome dont le principal moyen d'action était de saboter les ordinateurs. Je me suis alors posé le problème de l'illégalisme dans une stratégie de lutte armée, je me suis intégrée au mouvement autonome. [...] Il y eut à l'époque les exécutions en prison des militants de la RAF. J'ai décidé de passer à une forme de lutte plus franche, plus radicale. Il y avait, dans le projet d'Action directe, des camarades qui travaillaient sur des lieux de lutte et qui étaient d'accord avec moi sur un projet plus offensif ; c'est-à-dire la violence armée, donc la violence révolutionnaire ³⁵. »

LVI. Paru en 1987 (et adapté au cinéma en 1991), ce roman à thèse de Jorge Semprún (1923-2011) – dont le titre fait référence au nihiliste russe Sergueï Netchaïev (1847-1882) – se déroule à Paris à fin des années 1980. Le passé de la plupart des protagonistes est calqué sur la biographie de figures appartenant à l'extrême gauche parisienne des années 1970, qu'il s'agisse du personnage éponyme, en référence à Pierre Goldman [*infra*, note ⇒, p. ⇒], ou d'un ancien leader mao devenu patron de presse, au nom très transparent de « Julien Serguet ». Ce roman est surtout l'exposé didactique du point de vue de l'auteur sur le gauchisme, la lutte armée, en particulier Action directe et ETA (pour lesquels ses doublures n'ont pas de mots assez durs : « Leurs communiqués, c'est de la bouillie pour débiles profonds ») ; et en général les révolutionnaires, « dont il savait bien que les plus intelligents – les cons sont une majorité, mais ne l'intéressaient pas – parviennent à une connaissance des lois de la société tellement riche et précise qu'elle les aide à réussir lorsqu'ils changent de côté – même si c'est pour des raisons respectables – dans l'affrontement social intrinsèque et indispensable à une société démocratique de masse et de marché » ³⁶.

LVII. Le qualificatif « galeux » fait référence aux GAL (Groupes antiterroristes de libération), commandos paramilitaires espagnols qui, de 1983 à 1987, ont organisé l'exécution d'au moins une vingtaine de militants d'ETA sur le territoire français. Cette lutte contre-terroriste fut organisée par le gouvernement socialiste (PSOE) de Felipe González – dont Jorge Semprún fut ministre de la Culture de 1988 à 1991.

LVIII. D'abord militant de la CNT espagnole, Andreu Nin (1892-1937) participe à la fondation

du POUM avant d'accepter le ministère de la Justice du gouvernement de la Generalitat de Catalogne. En juin 1937, la police espagnole, aux mains du parti communiste (PCE), planifie et exécute, sous la direction d'experts russes, une rafle des dirigeants et de plusieurs milliers de membres du POUM. « Connus dans les milieux ouvriers du monde entier, auteur et traducteur de nombreux ouvrages, [...] secrétaire en charge des pays de langue espagnole, de l'Italie et de la France dans les premiers temps de l'Internationale syndicale rouge », Andreu Nin fut torturé et exécuté sur ordre de Moscou et son parti littéralement anéanti ³⁷. Membre du PCE jusqu'en 1964, Jorge Semprún en fut un important dirigeant avant d'en être exclu.

LIX. Pour Rouillan – qui fait référence ici aux assassinats de René Audran et de Georges Besse par AD [lire *infra*, resp. p. ⇒ et suiv. ; p. ⇒ et suiv.] –, « le roman de Semprún décline tous les poncifs bourgeois de l'anti-terrorisme qui, surtout en 1987, était marqué par l'acharnement contre AD. On avait rencontré Semprún à l'automne 1973 chez la “Duchesse rouge” [Isabel Álvarez de Toledo (1936-2008), écrivaine antifranquiste exilée en France], à Paris, rue de la Montagne Sainte-Geneviève, lors d'une réunion informelle de l'arc anti-franquiste. Quand on a parlé de la lutte armée contre Franco, Semprún nous a qualifiés d'agents provocateurs qui travaillent pour le régime. On s'est disputés comme des chiffonniers ! J'étais avec Txema [Bofill], qu'on appelait “Zapata” : c'est le nom de la première personne qu'il fait tuer dans son roman, et par deux femmes ! rue Edgard-Quinet ! [Où Georges Besse a été tué.] Dans la version portée à l'écran, le scénariste Dan Franck, très proche de nous au début des années 1980 [il fut d'ailleurs emprisonné pour cette proximité – lire *infra*, p. ⇒ et ⇒], prit soin d'effacer toutes les références à notre histoire. Il retourne même la conclusion, qui devient une critique de l'État barbouzard. » [nda&ce]

LX. L'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) est devenue Pôle emploi après sa fusion en 2008 avec l'Assédic (Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

LXI. Commissaire de police puis préfet, le « super-flic » Robert Broussard a marqué de sa personnalité immodeste la médiatisation des très viriles actions de l'« antigang » dans les années 1970, avec comme apothéose l'arrestation (mortelle) de Jacques Mesrine le 2 novembre 1979.

LXII. Lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

LXIII. En référence au livre de Patrizio Peci – *Io l'infame* (Mondadori, 1983) –, « premier militant des Brigades rouges à témoigner pour le compte de l'État après son arrestation en 1980 ; ses aveux ont conduit à soixante arrestations et ont permis à la police de démanteler les Brigades rouges en Italie du Nord ³⁹ ».

LXIV. À propos de cette « terminologie militante historique », Rouillan raconte qu'en 1968 le « mouvement lycéen affinitaire » toulousain se prénommait « *nuestra tendencia* » et que l'appellation survécut aux divergences dans les choix de lutte – avec le MIL*, l'ETA, le mouvement à la base ou avec d'autres. Provenant des activistes ibériques, la terminologie utilisée datait des « groupes d'action d'avant la révolution espagnole », marquée par l'idée de « s'organiser

pour la résolution des tâches spécifiques » : d'où le terme d'« *organizacion specifica* » pour l'activité armée, qui fut ensuite utilisé par les militants de l'OS à Paris. [nde&a]

LXV. Rouillan précise que l'OS mena pendant quelque temps des actions sous divers autres noms et que la proposition alternative qui dura le plus était « Guérilla communiste ». [nde&a]

LXVI. En 1907, après le congrès de Parme de ce qui deviendra l'Union syndicale italienne, un groupe minoritaire prit le nom de « Comité d'action directe » et joua un rôle important – ainsi *Azione Diretta* était-il encore le nom d'hebdomadaires syndicalistes révolutionnaires dans les années 1920.

LXVII. « On peut révéler aujourd'hui qui participait à cette réunion, propose Rouillan. J'oublie peut-être un ou deux camarades parisiens, mais il y avait bien sûr Nat, "Madeleine", Hélène, Mario Ines Torres (dit "Petit Loup"), "Petit Pierre", "Nounours" et Ernesto ; les anciens de l'ORA* étaient Éric Moreau (qui fut arrêté lors du transfert de *L'Escamoteur*) et Régis Schleicher, également militants à Camarades* ; le camarade "italien", Gérard Derbesse, qui était en fait français, avait vécu à Toulouse, dans les années 1970, où il était engagé dans le mouvement pour l'insoumission et d'autres activités clandestines avec Mario ; réfugié en Italie, Gérard participa à la guérilla avec "Fittipaldi", un ex-MIL, et des groupes de Barcelone ; à la fin de sa vie, il était membre de l'OCML-VP*. [nd&a]

LXVIII. Sous l'accusation de « **militarisme** » était alors rangée la lutte armée comme fin en soi, vision à laquelle les mouvements révolutionnaires marxistes-léninistes ont souvent été accusés d'avoir succombé. La « **propagande par le fait** » fait référence à une conception de l'anarchisme qui domina à la fin du XIX^e siècle et selon laquelle l'action violente (bombe, assassinat) pouvait éveiller la conscience populaire et faire advenir le grand soir [*supra*, note ⇒, p. ⇒].

LXIX. En 1910, par « action directe », Émile Pouget – membre de la CGT et théoricien en France de ce concept – entend « la symbolisation du syndicalisme agissant » ; l'action directe représente « la bataille livrée à l'exploitation et à l'oppression » ; elle proclame « le sens et l'orientation de l'effort de la classe ouvrière dans l'assaut livré par elle, et sans répit, au capitalisme » ; l'action directe utilise le boycott, le sabotage et la grève générale, qui est « le moyen par excellence de l'émancipation ouvrière » ⁴¹. Ensuite, se souvient Rouillan, le FLN algérien revendiquait ses premiers attentats en affirmant : « Aujourd'hui, nous passons à l'action directe. » Enfin, il précise qu'en avril 1971, dans leurs premiers textes, les BR* déclaraient : « Nous ne savons pas ce qu'est la "violence clandestine". Nous connaissons la violence bourgeoise et contre-révolutionnaire ainsi que la lutte révolutionnaire. Le fait que la lutte révolutionnaire prenne la forme de l'*action directe* organisée clandestinement ne dépend pas tant de nous que de l'organisation répressive des patrons ⁴². » [nde&a]

LXX. Après les mobilisations massives qui ont suivi la catastrophe minière de Courrières (Nord-Pas-de-Calais) en mars 1906 et la grève générale du 1^{er} mai pour la bataille des huit heures, signalons les cent trois jours de conflit de la grève victorieuse des ouvriers de la chaussure à

Fougères (dix mille employés en 1900), auxquels Jean Jaurès rendra un vibrant hommage en février 1907 ⁴³ ; mais aussi la révolte en 1907 des vigneron du Languedoc, emblématique du « Midi rouge » et dernière grande révolte paysanne, écrasée par le gouvernement de Clemenceau, mais qui marqua les mémoires par la mutinerie du 17^e régiment d'infanterie de Béziers qui fraternisa avec les manifestants.

LXXI. Cette formule rassemble la révolution soviétique d'octobre 1917, la révolution spartakiste de novembre 1918 en Allemagne, la république des conseils de Bavière et celle de Hongrie en 1919, enfin la tentative de soulèvement de 1923 en Allemagne sous l'impulsion du parti communiste allemand (KPD).

II. Les premières actions (1979-1980)

Premier mai 1979. L'attaque du CNPF était prévue en fin de matinée ^I. Mais une très forte présence policière sur l'avenue Marceau nous l'avait fait remettre de quelques heures. Comme les flics portaient leur tenue d'apparat, nous en avons conclu qu'il s'agissait d'une visite officielle : le dispositif serait levé rapidement.

Le bâtiment du CNPF est un imposant immeuble en pierre de taille dans le style parisien de la fin du xix^e siècle, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie. Il était protégé par une caméra extérieure (système novateur pour l'époque), un sas et une milice armée – il avait déjà été l'objectif d'actions de la gauche révolutionnaire après Mai 68.

Depuis la création d'AD, nous voulions en faire notre première cible officielle. Avec elle, nous démontrerions le sens de notre engagement et notre priorité. Frapper le pilier le plus réactionnaire de la trinité institutionnelle de la contre-révolution permanente (patronat-syndicats-gouvernement) nous placerait d'emblée face à l'ordre en vigueur. Nous attaquions le cœur des politiques anti-prolétariennes sur ce territoire.

Nous ne voulions pas d'une action de nuit, avec le dépôt d'une bombe, mais y aller en armes et de jour. Montrer que notre engagement serait celui de la guérilla. Même si le mitraillage est symbolique et qu'il occasionne considérablement moins de dégâts qu'un explosif, il était pour nous porteur d'un message : « L'apparition du revolver en pleine capitale accoutume le peuple à l'idée de prendre les armes », déclarait la NRP* à *La Cause du peuple* le premier août 1971.

Alors que les syndicats se promenaient rituellement sur les boulevards, c'est donc par une action armée qu'on fêtait le Premier Mai et qu'on commémorait le massacre de Chicago ^{II}. À bord d'une vieille R6 bleu nuit (détournée devant une boulangerie quelques jours auparavant), le commando était composé de deux Lyonnais, de Nat et de moi – en plus d'un camarade de banlieue au volant de la voiture de repli.

En début d'après-midi, le dispositif policier était levé. On remontait l'avenue Marceau. Un des Lyonnais conduisait. Nat dans son dos, armée d'une carabine américaine. À côté d'elle, Petit Louis, un ouvrier, ancien de la GP* ; et moi, devant – tous deux avec une Sten sur les genoux.

Au feu de la rue Pierre-I^{er}, on devait tourner à gauche, mais il fallait attendre que la voie d'en face soit libre pour avoir assez de recul sur le bâtiment. On roulait lentement. Enfin je passai l'arme par la fenêtre et tirai sur la porte d'entrée. Au bruit de la fusillade, le chauffeur accéléra par réflexe, me laissant juste le temps de vider mon chargeur sur les fenêtres du premier étage. Petit Louis ayant raté l'entrée dans l'action, je fus le seul à tirer. Un taxi qui arrivait en face nous laissa juste assez de place pour regagner l'avenue. De l'autre côté de la Seine, la R6 fut abandonnée dans une rue longeant le Champ-de-Mars et on se dispersa. Puis Nat et moi on partit dans la voiture légale avec le matériel.

Au cours de la soirée, la Coordination d'action révolutionnaire réalisa une douzaine d'attentats à la bombe ^{III} – contre la banque Rothschild, des agences ANPE, commissariats de police et permanences de l'UDF ^{IV}.

Fonctionnement

Durant les deux mois qui avaient précédé ce premier mai, nous étions installés, le troisième clandestin de *L'Escamoteur*, Nat et moi, à Lyon, chez un camarade, Émile Balandras. Il logeait dans un appart ancien, mais grand, sur le quai de Saône, à une centaine de mètres du vieux Palais de justice. (Émile était l'un des derniers « établis » de la GP ^I. En dernière année d'école d'ingénieurs, refusant son destin de cadre du système, il était entré à l'usine. Et il y était encore, fidèle à ses convictions, se levant chaque matin à 5 heures 30.) Son appartement et un autre, dans le même quartier Saint-Jean, nous servaient de lieu de réunion avec les camarades de Paris et du Sud qui faisaient la liaison. Nous circulions entre les deux lieux par les traboules jusqu'au jardin sous l'archevêché de Fourvière et le théâtre romain. Et pour traverser la ville, un camarade, chauffeur dans une entreprise du bâtiment, nous trimballait au milieu des pelles et des pioches dans son estafette. La situation lyonnaise avait un bon potentiel, fruit de plusieurs années de luttes. Les camarades étaient bien implantés dans les différents milieux antagonistes de la ville et de la région. Pour les former – ils n'avaient pas participé aux préparations l'année précédente –, nous avons organisé deux petites opérations.

Mi-mars, des groupes parisiens, qui avaient prévu d'intervenir à l'occasion de la grande manif des sidérurgistes le 23 mars 1979, nous avaient demandé des explosifs. Régis Schleicher était descendu chercher ce qui était disponible à Lyon. De retour très tard, plutôt que d'aller déposer sa cargaison dans une structure logistique, il était directement rentré chez lui, du côté de la gare de Lyon. Mauvaise idée... Le lendemain matin à l'aube, la police, qui lançait son opération anti-autonomes du 28 mars, l'arrêtait et découvrait la dynamite dans sa cave. (Régis ne sera libéré que deux ans plus tard, au début de l'été 1981.)

De retour à Paris après la parenthèse lyonnaise, Nat et moi avons vécu plus de six mois dans un trois-pièces au cœur d'une petite cité de la banlieue sud. On s'était fondus dans le modèle banlieusard : Nat en petit tailleur secrétaire et moi en bureaucrate encravaté. On évitait de sortir après 22 heures – ou alors en bus. La zone était très fliquée ; c'était encore l'époque du « gang de la banlieue sud ^V » – du balcon, on pouvait souvent suivre une course-poursuite... Notre emploi du temps était fait de repérages et d'actions, de logistique et de discussions avec les différents groupes. Le soir, Nat recherchait les fréquences policières sur les scanners et j'essayais de mettre au propre les notes prises lors des rendez-vous de la journée.

Dans un cadre défini en commun, chaque groupe était relativement indépendant (sur la logistique, la nature de chaque opération et la méthode utilisée). Mais certains problèmes demandaient à être réglés entre le groupe et un ou deux membres délégués par l'organisation – ou

« cadres » ^{VI}. Chargés des liaisons, les délégués émergeaient de la lutte et de la mise en application des méthodes clandestines. Au sein des réseaux en train d'être constitués, celui ou celle qui venait débattre des problèmes que se posait un groupe avait toujours une histoire ou des opérations communes avec au moins un des camarades. La légitimité de la délégation résultait d'un respect des règles consenties de part et d'autre. Aussi les cadres ne donnaient aucun ordre. Tout reposait sur la discussion, l'étude de la situation, la détermination des options, l'évaluation du choix, son intérêt général et l'assurance qu'il ne mettait pas en danger l'ensemble de l'organisation ni sa politique. Personne ne fait aussi bien ce qu'il doit faire que lorsqu'il en comprend la justesse. Malgré l'aspect très formel, cela se faisait très naturellement. Les décisions étaient prises horizontalement dans chaque groupe et à chaque niveau de structure. Mais dans l'action, c'était plus complexe. Durant toute la phase de préparation, il fallait réunir tous les camarades participant aux différentes tâches. S'il y avait trop de monde, on réunissait des cadres, qui étaient envoyés en délégation dans chaque groupe. Le processus de décision était le plus collectif possible – aux limites près des impératifs de clandestinité et d'étanchéité entre groupes et entre réseaux.

Dans l'action elle-même, chaque camarade savait ce qu'il avait à faire. Mais on s'arrangeait toujours pour qu'un cadre ne soit pas trop loin – au cas où l'action dériverait et où son expérience serait nécessaire. Désarmés par l'imprévu, les néophytes se raccrochent à un commandement ferme, qu'il faut assumer au risque de fragiliser tout le commando. Dans les voitures, surtout lors des courses-poursuites, il fallait plus de cohésion encore et une prise de décision rapide : parler aussi peu que possible, s'en tenir aux informations importantes. Et dans les groupes de protection, dévolus aux imprévus, le « chef d'orchestre » était toujours désigné à l'avance.

Cette « hiérarchie » opérationnelle ne devait pas s'imposer aux autres compartiments de l'action politique. Un « cadre militaire » n'est pas forcément un bon « cadre politique » – et vice-versa. Cependant, on s'opposait aussi à la spécialisation des tâches, cherchant à faire de tous et toutes des cadres politico-militaires capables de perpétuer et étendre politiquement et militairement la guérilla.

Situation politico-sociale

Après l'échec électoral de la gauche, la rentrée 1979 était explosive ^{VII}. Cette année-là, les mobilisations ouvrières avaient repris de la vigueur. Les grandes luttes des sidérurgistes, lancées après l'annonce du plan de restructuration par le ministre de l'Industrie Giraud le 23 février, connurent deux grands temps forts : le 23 mars à Paris, où des dizaines de policiers furent blessés ; et la nuit d'émeute du 18 mai à Longwy ^{VIII}. La mobilisation était puissante, toujours plus antagoniste. Elle était le fer de lance de la résistance des travailleurs aux politiques patronales de restructuration.

Le 29 août, Raymond Barre, alors Premier ministre, présenta une série de nouvelles mesures de

soutien à l'économie, et un plan d'austérité qui s'attaquait pour la première fois de front aux grandes conquêtes sociales de 1944-1945. C'était une contre-offensive générale, l'expression de la déclaration de guerre de la bourgeoisie. Elle avait décidé de dépasser sa « crise de faiblesse » en se déchaînant sur les concentrations prolétariennes, en réprimant leurs revendications et en brisant leurs résistances pour les faire entrer dans le moule d'un nouveau modèle d'exploitation. Pour remplacer la rigidité de la production fordiste par une flexibilité qui, sous couvert d'une libération, imposait les pires caractères de la précarité. On comprendrait plus tard qu'il s'agissait d'un bouleversement du modèle d'accumulation du capital. Mais on avait bien perçu qu'une importante bataille se jouait. Et que la guérilla y avait un rôle à jouer, qui pouvait être décisif.

Avec la fin de l'été, l'agitation sociale monta d'un cran, une étape fut franchie – de violentes manifestations éclataient à Cherbourg le 13 septembre.

Premières offensives

C'est dans cette conjoncture que nous avons lancé, les 15 et 16 septembre, notre première offensive.

L'immense appartement qui nous servait de base se trouvait dans un vieil immeuble du VI^e arrondissement, à côté du jardin du Luxembourg. On nous l'avait laissé le temps du montage et de l'exécution des opérations. On y logeait, deux Lyonnais, Nat et moi.

Les premières opérations furent menées le 15 vers 21 heures : la pose de deux bombes de forte puissance, l'une contre le ministère du Travail, place Fontenoy, l'autre contre le ministère de la Santé avenue de Ségur. L'heure avait été déterminée en fonction du changement d'équipe dans le quartier des ministères – par une curiosité bien pratique, les flics partaient vers 19 heures et ne repointaient qu'à 22 heures ; et des horaires de bureau, en dehors desquels il y avait peu de passage, ce qui, en plus de la configuration des lieux (de larges avenues avec de grands trottoirs), réduisait le risque de blesser un piéton.

Le lendemain, à 5 heures 30, un commando détruisit le siège social de la direction de la Sonacotra. La veille, des grévistes avaient été expulsés de leurs foyers par la police. L'explosion devait cette fois se faire à vue, bien que le bâtiment soit en retrait, séparé de la chaussée par un jardin. Mèche courte. Personne sur le trottoir sur plusieurs centaines de mètres : on mit à feu. Nous avons tenu à ce que la bombe soit posée par un jeune arabe – il venait de terminer son service militaire en Algérie.

L'après-midi, on avait prévu de mitrailler les bureaux du ministère du Travail, rue de Grenelle. On était trois, dans une 504 break blanche : un Lyonnais au volant, un jeune immigré à côté de lui, et moi à l'arrière. On voulait mitrailler les locaux dédiés à la gestion de la main-d'œuvre étrangère, au premier étage, atteignables par l'avenue le long des Invalides. En passant devant, on aperçut trois gardes mobiles en poste sur le trottoir gauche et une forte présence policière dans la

rue de Grenelle, qui nous faisait face. Nous avions un instant pour nous décider. « On y va ! » Mais au moment où on prit la contre-allée, prêts à tirer, on découvrit qu'une estafette de CRS y roulait lentement, cinquante mètres devant nous. Nous l'avons suivie au pas jusqu'à la sortie... Pour refaire une tentative, on dut faire le grand tour des Invalides et repasser sur la place Fontenoy, c'est-à-dire par les deux ministères attaqués la veille au soir. Sur les trottoirs, les équipes d'enquêteurs étaient encore au travail... Quand on se représenta au bout de la contre-allée, les trois gardes mobiles semblèrent nous regarder avec insistance. Il fallait réussir ce coup. Sans faute. La fusillade, la fuite et la dispersion furent des succès.

En fin d'après-midi, on décida d'abandonner les deux dernières opérations prévues. Il s'agissait d'un attentat à l'explosif contre les locaux de l'agence pour l'emploi des cadres, qui fut mené à bien dix jours plus tard par un groupe parisien ; et d'une opération contre l'Union des industries et métiers de la métallurgie, responsable de la restructuration sidérurgique – qui fut abandonnée après une tentative avortée en raison de l'importante présence policière sur les lieux.

Avec ces opérations, on s'inscrivait dans l'opposition à la vague des restructurations et au plan de rigueur du gouvernement Giscard d'Estaing. Contre l'attaque de la Sécu (avec le retrait obligatoire du 1 % pour le déjà fameux « trou ») et contre l'évacuation des travailleurs immigrés (loi Bonnet-Stoleru ^{IX}), nous avons frappé les centres de ces politiques, les ministères du Travail et de la Santé, le secrétariat à l'Immigration – qui furent aussi ciblés, durant des semaines, par des manifestations de travailleurs. Et notre action contre la société mixte État-privée Sonacotra nous solidarisaient avec ceux qui, après les luttes des OS du début des années 1970, représentaient le fer de lance de l'antagonisme des travailleurs immigrés. La longue grève des loyers était depuis plusieurs mois emblématique de la lutte des travailleurs étrangers ^X. Plusieurs foyers violemment évacués par la police, les grévistes arrêtés, des expulsions ordonnées : la direction faisait expulser ceux qui luttaient. « Coup pour coup », la guérilla expulsait la direction de ses bureaux ^{XI}.

Grenelle ne recevait pas nos « délégués », mais le feu de la guérilla. Nous refusions les politiques contractuelles État-patronat-syndicats. Face à la crise et à la restructuration féroce du modèle d'accumulation, la collaboration institutionnelle aurait marqué un recul, la perte des conquêtes ouvrières, l'acceptation de la restructuration, le renoncement face au déchaînement de la lutte de classe de la bourgeoisie.

Les réseaux parisiens

À Paris, l'organisation fonctionnait principalement à l'époque autour de quatre réseaux, qui rassemblaient des militants armés et des camarades chargés de la logistique, de l'appui et des contacts politiques locaux et internationaux. Ébauche de structure guérillera, ces réseaux relativement interpénétrés permettaient le maintien de plusieurs niveaux d'organisation : un niveau militant armé et cloisonné ; en lien avec un niveau logistique et d'entraide plus ou moins étanche avec le niveau des sympathisants.

Le premier réseau était issu de la fusion d'ex- Napap avec le groupe des Batignolles (des jeunes du XVII^e et du XVIII^e arrondissements) ; il grossira, début 1980, d'un noyau autonome de la banlieue sud.

Le second réseau, des ex-Napap sédimentés autour de deux camarades, « le Fou » et « le Gros », avait peu de forces militantes, mais maintenait des contacts réguliers avec l'autonomie officielle (comme Camarades* et l'OCL*) et avec Prima Linea* ; ce réseau avait également une bonne logistique, qui permettait d'alimenter en armes et divers matériels une bonne partie de l'organisation. L'autonomie officielle avait maintenu un réseau encore très actif à cette période – avec par exemple des nuits bleues, comme celle du premier mai 1979, et des attentats anti-nucléaires la même année. Une partie de ces groupes a fini par rejoindre Action directe, nous apportant notamment des cadres, comme Lahouari Benchellal, dit « Farid », et ses implantations sur Barbès et parmi les Arabes de la seconde génération ^{xii}.

Le troisième réseau était composé de jeunes issus de l'autonomie (de son versant le plus spontex ^{xiii}) qu'on surnommait « les étudiants » – même si beaucoup d'entre eux menaient une vie de travailleurs précaires abonnés aux « petits boulots » intérimaires. Ils maintenaient de nombreux contacts dans la région parisienne et ailleurs en France avec des indépendants qui nous fournissaient notamment en explosifs.

Enfin, le dernier réseau assurait, autour de Nat et de moi, un fonctionnement croisé avec des groupes dispersés en province, principalement à Lyon et dans le Sud ^{xiv}. Au travers des Lyonnais, on était en contact avec les cités de transit de la banlieue nord de Paris et certains groupes logistiques dans la capitale, mais aussi avec le bassin minier du Nord. Grâce aux camarades du Sud, on était en relation avec les ex-Gari et les autonomes toulousains.

Nat avait aussi gardé des relations avec ses camarades du temps de la CFDT-banque ; et elle restait toujours en contact avec l'autonomie officielle – et notamment « la Fée ». Ainsi devaient-elles se revoir, le 20 septembre 1979 dans l'après-midi, sur une place du XIII^e arrondissement, du côté du boulevard des Maréchaux. De retour d'un examen des lieux, un camarade légal retrouva Nat au parc de la Poterne-des-peupliers. Et les nouvelles n'étaient pas bonnes : sûr de lui, le camarade annonça la présence d'« au moins deux véhicules banalisés » sur les lieux du rendez-vous. La Fée n'était pas encore arrivée. Comment la police était-elle informée ?

C'est le soir que nous avons appris l'assassinat de Pierre Goldman, place de l'Abbé-Georges-Hénocque, peu de temps après le passage de vérification du camarade. Qui que soient les tueurs, on peut affirmer qu'il fut bel et bien assassiné sous les yeux d'un groupe d'inspecteurs des RG – thèse soutenue par certains journaux à l'époque –, même s'il est fort probable qu'ils étaient là « pour une autre affaire » ^{xv}.

Courses-poursuites

En décembre, Nat et moi étions installés dans le XX^e arrondissement parisien, tout d'abord dans un appart rue des Pyrénées, puis rue Ménilmontant. Ils avaient été loués par un camarade antillais que Nat avait connu à la CFDT-BNP.

Au cours de ce mois, nous avons annulé une première relance de l'offensive entreprise en septembre, du fait de l'énorme dispositif policier durant les fêtes. Mais on frappa des cibles périphériques, comme la direction de l'Inspection du travail, les 3 et 5 février. Ou encore les sociétés immobilières impliquées dans les grands plans de réhabilitation de Paris. Des plans masquant à peine une ghettoïsation massive des couches populaires parisiennes reléguées vers les grandes banlieues. C'était les premiers résultats de la gestion de Chirac à la mairie : destruction des derniers « villages » parisiens, construction des tours de bureaux, loyers prohibitifs, accaparement des immeubles sociaux et, derrière les sociétés-écrans, les magouilles en tout genre de financement du RPR et de certains caciques qui seront révélés avec les affaires Tiberi et Giraud, ou celle des tours de La Défense ^{xvi}.

Après l'assassinat de Mesrine en novembre ^{xvii}, l'État mobilisa contre nous ses troupes, dont les unités d'intervention spécialisées telles que la BRI. Différents secteurs de sympathisants furent cernés, puis la police gagna du terrain via les deux réseaux ex-Napap, qui étaient les plus ouverts sur le mouvement autonome à Paris. De grossières entorses aux principes de clandestinité facilitèrent son travail de fourmi. Nombre de structures et de groupes d'appui n'étaient déjà plus sûrs quand, en mars, deux ou trois locaux utilisés par le niveau armé de ces deux réseaux furent localisés.

À l'époque, Nat et moi travaillions en priorité avec le premier réseau ex-Napap. Depuis quelques jours, on préparait l'expropriation d'une banque dans le IX^e arrondissement. Un camarade commit alors une faute impardonnable. Il devait nous téléphoner à 6 heures pour nous confirmer l'opération. Au lieu des précautions d'usage – un tour dans le quartier pour contrôle puis appeler d'une cabine éloignée –, il nous téléphona de son local, que les flics avaient mis sur écoute. En quelques minutes, ils étaient remontés à notre appart de Ménilmontant ⁵.

À 9 heures, l'imprudent et deux autres camarades arrivèrent à l'appart. Après une revue des schémas de l'action et des rendez-vous de sécurité, on décolla. Eux dans la voiture de repli, Nat et moi avec le matériel dans le break Ford Taunus destiné à l'opération. Sur le trajet, on remarqua tous des bizarreries. Tant et si bien qu'au point de convergence, avenue Gloria, on tombait d'accord pour remettre l'action.

Après notre retour avec la Ford, la voiture de repli vérifia notre trajet. À la fin de leur contrôle, les camarades découvraient que les flics montaient un dispositif d'intervention autour de notre appart.

J'avais à peine enlevé mon manteau et mon gilet pare-balles que le téléphone sonnait. Les camarades m'avertirent d'un danger imminent, précisant qu'il s'agissait de « 500 Four » et du « Mousquetaire » – ce qui signifiait que la « crim » était présente, et en particulier la BRI ^{xviii}.

J'étais rentré seul. Nat s'était arrêtée dans une boutique, mais je ne savais laquelle et ne pouvais donc la rejoindre. Pour l'attendre, je sortis me cacher dans le hall, au cas où les flics arriveraient entre-temps. Elle m'aperçut « en tenue » et comprit aussitôt. Dehors, on remonta la rue en marchant très vite, droit vers le break. Le quartier était infesté de flics en civil, mais notre réapparition dérangeait leur plan. L'effet de surprise fonctionna et on démarra en trombe.

Connaissant bien le territoire, on enquilla à fond les rues étroites et sinueuses. Seules les motos s'accrochaient, donnant notre position par radio et permettant aux voitures de nous repiquer tout au long du parcours. Le rodéo dura une dizaine de minutes. Mais on finit par être bloqués dans une petite rue derrière un camion de livraison de patates. Impossible de faire demi-tour. Trois véhicules derrière nous, coincés dans leur voiture, deux flics gardaient le nez planté sur le tableau de bord. Mais on ne pouvait attendre qu'ils rameutent assez de forces pour tenter une arrestation. On sortit du break, les armes à la main, le bras le long du corps. On se glissa dans le groupe d'automobilistes venus parlementer avec les livreurs quand on aperçut un homme qui s'apprêtait à remonter dans sa voiture quelques mètres devant le camion. On se précipita pour lui prendre son véhicule. Et le rodéo reprit, avec son fracas de tôles froissées et de crissements de pneus.

On fonça à tombeau ouvert dans la rue Belleville, franchissant le carrefour du métro sans ralentir, le klaxon bloqué. Au loin, une moto nous avait repris en chasse, mais le pilote, sans doute prévenu que nous étions armés, ne voulait pas s'approcher seul. Ce qui nous permit de le décrocher et de le perdre derrière l'hôpital Saint-Louis. Sur les quais de l'Ourq, on remonta aussi vite que possible vers Stalingrad puis, après avoir franchi un pont, on repartit dans l'autre sens au ralenti pour une dernière vérification. Personne ne suivait sur l'autre rive. On abandonna la voiture gare de l'Est.

En attendant mieux, on posa nos valises près de la place de Clichy, chez un camarade du groupe des Batignolles. Mais on avait beau renforcer nos mesures de sécurité, la police gagnait encore et toujours du terrain, cette fois par le réseau du Fou.

L'unité prolétarienne internationale

Le développement de l'impérialisme au cours du xx^e siècle interdit à toute organisation révolutionnaire de se dire anticapitaliste sans être anti-impérialiste. Ces deux luttes sont indissociables. Dans le même mouvement d'expansion du mode de production capitaliste, deux tendances se télescopent avec toujours plus de violence. D'un côté, la tendance à la globalisation, à la mondialisation du règne du salariat, de la marchandise généralisée. De l'autre, la tendance à la polarisation, à une inégalité mondialisée entre les plus riches, essentiellement métropolitains et occidentaux, et les plus pauvres, principalement répartis en Asie, en Afrique et en Amérique latine. En un siècle, l'écart de revenus entre ces deux mondes a été multiplié par huit. Les discours sur le développement sont une falsification éhontée : l'accumulation repose toujours plus sur l'accaparement et le transfert des richesses de ces pays vers les nôtres. Aux monopoles des profits correspondent les périphéries de toutes les misères. L'expansion du capitalisme est marquée par la domination des monopoles et la subordination des périphéries. [...]

Dans un pays colonial comme la France, où domine la reproduction impérialiste, les principales entreprises d'État ou privées tiennent l'Afrique comme un domaine réservé, dont tous les domaines participent à la reproduction d'un rapport impérialiste, à la domination de la bourgeoisie française. Les appareils idéologiques ont donné le nom de « coopération » à ce système d'hégémonie et de soumission.

C'est pourquoi aucune politique révolutionnaire ne pouvait contourner la question de l'action coloniale et néocoloniale de la bourgeoisie, indissociable de la lutte contre les opportunistes. Le consensus impérialiste national est notre point de rupture. Depuis le milieu du xx^e siècle, la vieille gauche et la droite parlementaire assument l'héritage des colonialistes du xix^e siècle, mobilisant le prolétariat « sans patrie » dans les marches tricolores d'une politique raciste dont la couleur est donnée par les massacres de Sétif en 1945, d'Haiphong en 1946 et de Madagascar en 1948. Affronter les politiques de la coopération, c'était affronter le pouvoir giscardien, mais aussi les lignes opportunistes et révisionnistes du PS et du P« C », qui touchaient au cœur de la lutte des classes sur ce territoire : répression des luttes des OS, reprise du commandement dans les usines, expulsion des travailleurs antagonistes, premières délocalisations.

Notre choix d'un affrontement prioritaire des politiques de coopération reposait sur un constat : depuis les années 1960 en France, la masse des travailleurs sans patrie, immigrés et réfugiés, était devenue un pivot fondamental de l'action révolutionnaire. Comme près de la moitié des OS étaient des immigrés arabes ou africains, ceux-ci assuraient les boulots les plus pénibles et subissaient les politiques racistes. Ces masses avaient donc le plus d'intérêt à la révolution. Le sujet révolutionnaire de classe était le travailleur « étranger ». Et il le démontrait dans ses luttes à Flins et ailleurs : élément dynamique des luttes sauvages, il menait les séquestrations, les occupations, les sabotages ; on le retrouvait dans les comités de base, dans les initiatives internationalistes, partout où la rupture avec l'institutionnalisation des luttes était la plus déterminée.

Rejetant l'idée d'unité populaire « nationale » et le populisme interclassiste qui emprisonne le prolétariat dans les filets des directions petites-bourgeoises, nous défendions l'unité prolétarienne internationaliste. Unité des intérêts autonomes du prolétariat dans la métropole avec ceux de l'immense classe prolétarienne des pays émergents lors de l'industrialisation de l'après-guerre. Notre action devait déborder les frontières des États-nations. [...]

Contre l'impérialisme

Malgré la pression policière, il fut décidé de maintenir les actions prévues, à effectif très réduit toutefois. Au moins deux opérations avec un ex-Napap et le groupe des Batignolles – bien qu'aucun d'eux n'avait déjà réalisé d'action à proprement parler.

Notre premier objectif était les locaux de l'OIPC et du Service central de coopération technique internationale de police ^{xix}. Rue Rembrandt, lors des repérages, on avait remarqué des véhicules banalisés d'unités spéciales, garés le long du bâtiment dans une petite impasse donnant sur une entrée du parc Monceau. Les flics en civil entraient par une petite porte sur le jardin. Souvent la lumière restait allumée tard dans la nuit alors que le reste des locaux semblait désert. Ce local nous intriguait beaucoup.

Le 14 mars 1980 au soir, un groupe sauta les grilles du parc et déposa une bombe devant le local. Aussitôt après l'explosion, sur les ondes, les flics annonçaient qu'une antenne de la DST avait été touchée et trois agents très « secoués ». On avait frappé les locaux de la DST qui collaborait avec l'OIPC ^{xx}.

Notre second objectif était le ministère de la Coopération et, si possible, les bureaux mêmes du ministre ou de son cabinet – c'est-à-dire le siège de la conception et de la coordination des politiques néocoloniales françaises et de leur patron Robert Galley. Le 16 dans l'après-midi, on

entraîné dans le quartier des ministères à bord d'une grosse Mercedes gris métallisé – déjà utilisée lors d'une première tentative en décembre avec des camarades venus de Lyon.

En examinant des photos du bureau de Galley publiées dans une revue à grand tirage, nous avons repéré ses fenêtres, donnant sur un parc à l'arrière du ministère, qui longe l'avenue Duroc et n'était protégé que par une simple grille, avec une porte fermée par une chaîne et un cadenas. En décembre 1979, on avait pensé profiter de l'obscurité d'une fin d'après-midi pour briser la chaîne, entrer à quatre et, pendant que trois militants armés assureraient la couverture, un quatrième placerait une charge de vingt kilos d'explosif sous le bureau ministériel. Ce qui aurait été possible en décembre ne l'était plus en mars. On ne pouvait plus fracturer la porte sans être vu des fenêtres du ministère et surtout de l'estafette de police qui stationnait à quelques dizaines de mètres de là, devant le secrétariat d'État aux DOM-TOM. Ne restait plus que la solution du mitraillage, mais qui ne serait mise en œuvre qu'à la condition que Galley soit dans son bureau : qu'au moins les balles lui sifflent aux oreilles et à celles de ses plus proches collaborateurs.

Lors de notre arrivée, une manif descendait le boulevard en direction du ministère de l'Éducation. On ne pouvait s'arrêter. On revint une deuxième, puis une troisième fois. Enfin la voie était libre. On avança lentement dans la contre-allée. Alors que les grands lustres de la salle de réception étaient allumés, le bureau du ministre était éteint. On refit un tour, mais déjà en haut du boulevard s'annonçait une nouvelle manif, précédée de trois petits cars de CRS. Il fallait faire vite. La fenêtre du bureau s'allumait au moment où on s'engageait dans la contre-allée. On gara la Mercedes dix mètres plus loin. Après quelques pas, on prit appui sur les barreaux de la grille pour ouvrir le feu en courtes rafales. Puis Nat sortit quelques dizaines de tracts, qu'elle jeta sur le trottoir, pendant que je tirais les dernières balles sur les lustres de la grande salle de réception pour gâcher la fête que donnait le ministère.

Rafles des 27-28 mars 1980

Malgré son aspect essentiellement symbolique (ni Galley ni ses collaborateurs n'avaient été touchés), l'attentat eut un certain impact sur le mouvement révolutionnaire. Même chez ceux qui critiquaient notre usage des armes dans d'autres domaines – par exemple dans la lutte contre les promoteurs immobiliers ^{XXI}. Les retours des différents secteurs le confirmaient.

Quant à la réaction, elle ne pouvait attendre. Le pouvoir allait exiger de la police des résultats immédiats. Tout d'abord parce que l'attentat contre Galley faisait suite aux assassinats de deux autres hommes d'État, l'ex-ministre de l'Éducation et du Travail Fontanet et le ministre du Travail Boulin ^{XXII}. Faute d'élucider la deuxième affaire et de révéler les dessous cachés de la troisième, il fallait des résultats sur la première. D'autant que cet attentat intervenait dans une phase de contestation sociale et politique du gouvernement, qui devait étouffer toute velléité de résistance.

De fait, notre action contre le ministère avait renversé la vapeur. Jusque-là, on ne savait pas

quand les flics nous tomberaient sur le poil. À partir de l'attentat, si. Ils allaient effectuer à court terme une razzia. En sachant à peu près où ils allaient frapper, nous avions donc un coup d'avance. Et on aurait pu réussir à leur échapper sans l'inconséquence de nombreux camarades. Il était impossible de rien faire pour les militants du niveau logistique, ni pour les sympathisants, qui étaient grillés – sauf accompagner leur choix de la clandestinité. Ils savaient ce qu'ils encouraient, quelques mois de prison. Mais aucun camarade du niveau armé ne devait tomber.

Nat et moi étions repliés en grande banlieue. L'endroit étant sûr et spacieux, devaient nous y rejoindre les autres camarades de la fuite de mars dans le XX^e arrondissement. De leur côté, le Fou et ses camarades nous avaient assuré qu'ils disparaîtraient jusqu'à la fin des raffles. Aussi, notre surprise fut grande lorsqu'on apprit par la radio l'arrestation d'une trentaine de militants dans le coup de filet des 27-28 mars. Certains avaient même été arrêtés dans des planques dont on savait pertinemment qu'elles étaient fliquées depuis des semaines. Non seulement ils furent emprisonnés, mais, sans l'amnistie de 1981, ces camarades auraient pu faire de longues peines. Pareille attitude démontrait leur inadéquation au niveau de sérieux exigé par la clandestinité d'une guérilla – un constat qu'ils firent eux-mêmes en abandonnant cette voie ^{xxiii}.

Deux groupes indemnes répliquèrent immédiatement : le noyau autonome de la banlieue sud par un attentat contre les locaux du GIGN dans la caserne de Maisons-Alfort ; et ceux du sud contre le commissariat du quartier Saint-Léon à Toulouse.

L'arrestation de deux camarades qui connaissaient notre planque nous poussa à improviser un petit parcours de « décompression » en province, en compagnie de proches du groupe des Batignolles, « Le Tos » et « Mémé ». On roulait sur une petite route quand un flash radio nous apprit que, dans les différents « dossiers Action directe », le gouvernement venait de saisir la justice pour atteinte à la sûreté de l'État.

De retour à Paris, en attendant d'avoir un rapport complet sur les dommages subis, on décida de n'entrer en contact avec aucune structure. Installés dans l'arrière-boutique d'un garage de moto en banlieue, on dormait dans des sacs de couchage, entre les pièces de moteurs et les établis. Croyant que la police ne les connaissait pas, Le Tos et Mémé pensaient pouvoir sortir. Mais un matin, alors qu'ils prenaient leur café dans un bar, ils découvrirent stupéfaits leurs photos en compagnie des nôtres dans *Le Parisien*.

Nat prit le relais pour assurer nos rares rendez-vous. Mais un soir, dans un taxi, au moment de payer la course, elle aperçut nos photos au dos du pare-soleil que le chauffeur avait baissé. La police n'avait donc pas seulement distribué nos photos à tous ses services, mais aussi aux auxiliaires les plus variés...

La police ne pouvait impliquer Le Tos ni Mémé dans aucune opération d'AD, ni même aucun soutien armé. Leur seul tort était d'être des amis d'enfance de certains ex-Napap. En attendant d'en savoir plus, ils choisirent de passer à la clandestinité. Mais ils étaient totalement étrangers à ses méthodes ! Ce qu'un « esprit parigot » pourtant très démerdard ne suffisait pas à compenser.

Même si le fonctionnement à quatre est très lourd, on préféra donc les garder avec nous plutôt que de les lâcher dans la nature.

Retour à Paris et réorganisation

Nous avons finalement repris contact avec le groupe lyonnais dans une de ses structures parisiennes. Mais ce réseau avait considérablement évolué. En mal, selon nous : une ambiance techniciste et autoritaire se généralisait dans la pratique et dans les rapports entre camarades. Un soir, on vit André Olivier frapper sa compagne. On ne pouvait accepter cette violence sexiste. Nat et moi avons aussitôt coupé toute relation, et la persistance de ces comportements déboucha plus tard sur l'expulsion de la branche lyonnaise d'AD.

Quant au réseau dit des « étudiants », sachant que les flics connaissaient au moins une de leurs structures, s'ils l'avaient laissé intact, c'est qu'ils avaient décidé d'en faire le point de départ de leurs futures investigations. Aussi avons-nous gelé les contacts.

D'une manière générale, nous avons décidé de prendre un peu de recul, de laisser passer un peu de temps avant de reformer un noyau puis d'homogénéiser les différents réseaux et groupes de l'organisation. Les faits imposaient une critique de notre fonctionnement. Trop d'erreurs avaient été commises, notamment dans les relations entre les groupes et entre les niveaux politico-militaire, appui logistique et sympathisants.

Installés dans un grand appart du Marais, nous avons reconstitué en quelques semaines une petite infrastructure autonome, un noyau organisationnel qu'on renforçait avec précaution d'éléments nouveaux, dont deux camarades prêts à être formés aux opérations armées.

Répression et provocations

Les désordres et les antagonismes s'ajoutaient à la crise. Dans tous les domaines, sur tous les terrains, les conflits s'envenimaient. La bourgeoisie choisit bien sûr la répression, les démonstrations de force, les provocations. Comme les 13-14 mai lors d'une manif à Jussieu, où un étudiant fut tué. Un nouvel arsenal juridique fut déployé, à commencer par le projet de loi « sécurité-liberté ». Puis la préparation d'une loi limitant le droit de grève à la suite d'une mobilisation syndicale d'EDF le 12 juin. Ou encore, le 1^{er} juillet, la mise au chômage technique par les directions de Peugeot-Citroën-Talbot de plusieurs centaines de milliers de travailleurs pour une durée de dix jours.

Mi-avril 1980, chez un écrivain parisien qui n'était pas encore à la mode, une réunion fut organisée par « Casquette », un ex-mao de Nanterre devenu autonome, où étaient aussi présent « Albert », ancien du comité central de la LCR*, membre de plusieurs comités de solidarité avec des révolutions moyen-orientales et pigiste au *Monde diplomatique* ; « Gaëlle », elle aussi pigiste au *Diplo*, une ancienne dirigeante de l'OCT* ; et une autonome italienne qu'on avait déjà croisée.

Après un mois de discussions régulières, ces camarades furent intégrés au noyau en reconstruction. C'était un apport très important, car tous étaient des cadres politiques ayant fait leurs armes dans le mouvement révolutionnaire depuis 1968 – ne leur manquait qu'une formation politico-militaire, mais c'était l'affaire de quelques mois. De plus, ils apportaient un réseau logistique et, par-dessus tout, des contacts avec des organisations anti-impérialistes locales et internationales.

Casquette fréquentait les divers milieux autonomes de la capitale, « pro-AD » et « anti-AD ». Mais comme il ne laissait rien transparaître, personne ne se doutait de son appartenance à la guérilla. Lorsqu'on lui fit part de notre intention de renforcer AD d'un groupe militaire, il nous signala que trois ou quatre groupes autonomes seraient prêts à intégrer AD directement au niveau armé. Un camarade monté du Sud nous proposa lui aussi des candidats.

Ainsi, qu'on se tourne vers les groupes ouvriers de base, certaines organisations politiques ou les jeunes autonomes, nous constatons la possibilité de nous développer. Pour la première fois depuis les années de la « nouvelle résistance ^{xxiv} », et de façon plus décisive qu'en 1972-1973, la guérilla aurait pu s'implanter sur ce territoire et évoluer en un mouvement de masse. La période 1979-1981 se révélait cruciale. Des dizaines de groupes étaient prêts à franchir le pas. Malheureusement, d'une part notre organisation n'était pas prête à orienter cette détermination antagoniste – ne serait-ce que par manque de militants expérimentés et du fait des limites de notre structure organisationnelle. D'autre part, les cadres intermédiaires du mouvement refusaient de passer à la lutte armée, définitivement enfermés dans les pratiques spontanistes groupusculaires ou le soutien « critique » au Programme commun ^{xxv}.

Nous avons tout de même pu intégrer à l'organisation un groupe composé de trois ou quatre militants armés (dont l'un était recherché) associé à un petit groupe d'appui de sept ou huit militants, dont Joëlle Aubron. Nous l'avons baptisée « Lafayette » à la suite d'une fusillade avec la police, quelques semaines plus tôt, devant la BNP de la rue Lafayette.

On se rencontrait dans des cafés du XX^e arrondissement, autour de la place de la Réunion et du Père-Lachaise. Les premières réunions furent un peu chaotiques. Jeunes et coulés dans le moule du mouvement autonome le plus spontex, leur politisation se réduisait à des bribes de textes anarcho-communistes et quelques leitmotifs qu'ils nous balançaient pour augmenter leur poids dans la négociation. Mais ils avaient sans conteste une formation militaire. Certains agissaient les armes à la main depuis un ou deux ans. Ils étaient bien équipés et sérieux dans les préparations.

Leur représentant, « Samuel », était un militant intelligent et ouvert. Comme beaucoup de spontex, il nous a d'abord vus au travers du prisme de la hiérarchie autoritaire : « Y'a les chefs, les sous-chefs, les petits chefs et les militants. » Il a reconnu plus tard s'être trompé, notant même qu'on discutait plus librement des opérations réalisées en commun et, plus généralement, de l'activité politique que dans les groupes spontex auxquels il avait participé – ce qui n'était pas trop difficile, quoi qu'ils aient pu en dire ! En refusant l'organisation, c'est-à-dire avant tout

l'organisation de la réalisation commune des tâches, l'organisation des efforts de tous dans le même but, l'organisation de la politisation de la collectivité, etc., certains groupes tombent dans un clanisme où seuls les plus persuasifs, les plus forts en gueule, les plus anciens ont leur mot à dire. Et l'autoritarisme clanique – qui s'insinue au cœur des relations entre militants – est toujours plus hiérarchisé que celui d'une cellule révolutionnaire ^{xxvi}.

Témoignage de Joëlle (1997)

Au printemps 1980, nous étions un petit groupe de copains, dont certains issus de squats des XIII^e et XX^e arrondissements de la capitale. Entre l'été 1978 et l'hiver 1979, les uns après les autres, ces squats ont été évacués par les flics. De fait, cette situation marqua l'épuisement du projet : faire de ces espaces collectifs des lieux de vie où élaborer de nouveaux rapports quotidiens qui portent le refus du système.

C'est ainsi que j'évalue rétrospectivement la perte de cohésion de ces squats et de leur capacité à se projeter en comparaison avec l'hiver précédent. À l'intense politisation de ces lieux avait succédé un simple mode de vie. Bien sûr, plus collectif, mais seulement dans les relations avec les copains et les copines. La détermination politique d'une rupture avec les logiques du système avait disparu.

Le groupe participait bien sûr encore aux manifs et aux initiatives du mouvement. Comme par exemple la campagne contre la participation de l'équipe de France de football au Mondial en Argentine ^{xxvii}. À la pire époque de la dictature, les régimes occidentaux accordaient une amnistie aux tortionnaires : « Organisons le spectacle et oublions le reste ! » Au travers de cette mobilisation, on voulait étendre l'accusation à toutes les dictatures agissant en Amérique latine. On avait ainsi décidé d'attaquer l'ambassade d'Équateur au cocktail Molotov en réponse à son traitement des grévistes ^{xxviii}. Ceux qui jouent les amnésiques refusent qu'on rappelle le temps où les régimes démocrates occidentaux, Washington en tête, n'ont pas seulement laissé faire ces dictatures sanglantes, mais ont participé à leur mise en place, parfois avec les services de multinationales – comme ITT dans le coup d'État militaire de Pinochet, préparé en connivence avec la CIA contre le gouvernement chilien. Agissant au sein des instances internationales, les États centraux installaient des régimes, seraient-ils dictatoriaux, pour perpétuer les rapports impérialistes. Et quand un autre type de « gouvernance » était devenu nécessaire, ils garantissaient l'impunité à la plupart des tortionnaires au cours des phases de transition.

Aux grandes manifs où on intervenait contre les flics, je préférais les opérations qu'on préparait de bout en bout. Comme les attentats contre les agences d'intérim qui partaient directement des squats. Ou les actions de solidarité lors des arrestations – par exemple durant l'été 1978, en soutien de trois camarades des ex-Napap, une action symbolique contre une annexe du ministère de la Justice rue Saint-Honoré. (En plus, comme on avait détourné la camionnette d'un marchand de fruits, le squat mangea de la pastèque pendant toute une semaine !)

En 1979-1980, si des squats restaient ouverts, le groupe de copains qui s'était constitué au fil de ces années avait progressivement renoncé à s'impliquer politiquement. On était pourtant tous conscients de la nécessité de lutter contre l'ampleur de l'ambiance sécuritaire. Mais on se sentait impuissants, les simples observateurs de nos vies. Le groupe vivotait. Il croyait avoir encore une pratique parce qu'on expropriait des banques. Mais elle était cantonnée dans le domaine de la vie privée. Il n'y avait plus de but commun. C'était de l'individualisme.

En mai 1980, une attaque tourna mal. Plusieurs camarades furent cernés par les flics dans la succursale de la BNP de la rue Lafayette. Une violente fusillade éclata lorsqu'ils tentèrent de sortir. Un jeune autonome, Lionel Lemare, fut tué. Trois autres, dont une copine, furent arrêtés. Plusieurs réussirent à fuir malgré tout. Le groupe ne se posait plus que deux questions : comment assurer la cavale des camarades recherchés et que faire pour libérer ceux qui avaient été emprisonnés ? C'est dans ce contexte que nous nous sommes intéressés à l'opportunité de rencontrer des clandestins d'Action directe.

Il y avait bien sûr des autonomes pro-AD et d'autres anti-AD. Paradoxalement, ce groupe était plutôt à classer parmi les derniers... Mais nos positions n'étaient visiblement pas très claires sur ce point. Quelques-

uns d'entre nous étaient en revanche sûrs de ce que pouvait nous apporter, au plan de la formation et de la logistique, une organisation comme AD.

Nos critiques reposaient souvent sur des clichés spontanéistes, des lectures plus ou moins bien digérées des débats italiens sur l'organisation, sur la légitimité d'une avant-garde, etc. Notre politisation était à parts égales sincère et superficielle. Nous vivions la précarité, l'assumions même comme un refus de s'intégrer à un quelconque métro-boulot-dodo. Nous avions une certaine conscience que ce qui se passait ici s'intégrait dans une logique mondiale. Mais si ces bribes ancrèrent notre révolte, elles étaient surtout éparses. On avait plus de questions que de réponses.

Ce sont ceux pour qui ces questions étaient plus importantes que le demi-confort d'une marginalité assumée qui s'intéressèrent tout de suite à la pratique mise en œuvre par AD. Rétrospectivement, je dirais qu'AD nous fournit une structure et une direction. Une direction en ce sens que, de discussions en pratique quotidienne, on retrouvait la dynamique qu'on avait touchée dans les squats tout en la situant dans un projet plus vaste. Et une structure parce que le fonctionnement d'AD permettait de nous organiser sans qu'on soit obligés de trancher tout de suite la question de la lutte armée.

Reconstitution du noyau organisationnel

Nous avons atteint notre premier objectif en moins de deux mois. Nous avons reconstitué un noyau organisationnel relativement indépendant de l'ancienne structure : une douzaine de militants armés déjà formés, quatre ou cinq en formation, et autant de camarades dans le groupe logistique sur Paris. Le « second cercle » était étendu au-delà des anciens réseaux, vers les maisons occupées des XX^e et XIII^e arrondissements, vers les groupes anti-impérialistes et d'autres secteurs ex-mao et trotskistes.

Comme cette restructuration demeurait malgré tout fragile, on en resta strictement à des objectifs à très court terme : relancer notre offensive par trois ou quatre actions puis étudier un repli à l'étranger pour préparer un véritable « congrès » de tous les réseaux et des groupes les plus proches.

On vivait à l'époque autour de la rue des Rosiers, dans un petit appart au-dessus de la synagogue de la rue des Écouffes. De nos fenêtres, on surplombait l'immense étoile de David lumineuse de son dôme. On se fondait dans l'ambiance de ce quartier encore populaire du centre de Paris. Devant les halls d'entrée, d'énormes matrones sortaient leurs chaises pour se tenir compagnie. Les gens se parlaient aux fenêtres. On faisait nos courses chez le fameux épicier qui couvrait sa boutique d'une prose galopante, sur les murs, sur les vitrines, sur de petites ardoises accrochées au plafond. On prenait quelques fruits aux vieux qui installaient à la sauvette deux ou trois cagettes sous les portes cochères.

Juif antisioniste né à Jérusalem, Samuel nous avait appris les formules de politesse et rituelles lors des fêtes. Certains jours, on portait la kippa. Comme les soirs de shabbat, lorsqu'on devait croiser les groupes de jeunes *betarim* responsables de la sécurité de la synagogue. Une fois, Mémé arriva à l'appart, la kippa de travers et une clope au coin des lèvres. « T'es passé comme ça ? — Ben ouais, j'ai la kippa non ? » Samuel hurla : « T'imagines une musulmane entrer à la

mosquée voilée, mais en minijupe ! »

Le vendredi en fin d'après-midi, on voyait souvent débarquer dans le quartier quelques personnalités venues visiter leurs familles. On a ainsi croisé Jean-François Kahn à plusieurs reprises. À l'époque, il donnait dans l'expertise anti-terroriste. Correspondant en Italie pour Antenne 2, où il avait gagné sa vie dans des plateaux sur les actions des Brigades rouges, il se croyait investi d'une mission. Depuis son retour, il apportait son grain de sel contre-révolutionnaire à tous les débats sur le sujet.

Un jour, il avait été particulièrement virulent contre AD dans un sujet qui n'avait pourtant pas grand-chose à voir avec nous. Le soir même, nous sommes tombés face à lui dans une petite rue déserte. Le camarade qui m'accompagnait, bien qu'encravaté et les cheveux courts, n'avait rien perdu de la spontanéité du jeune autonome. Je craignais le pire. « Qu'est-ce qu'on lui fait ? », demanda-t-il. Puis il partit dans une description qui évoquait plus les tortures de la guerre des boutons que les activités sanglantes du terroriste type imaginé quelques heures plus tôt par le journaliste.

Qu'on soit rassuré, il n'est rien arrivé à M. Kahn. Ces gens pouvaient bien nous traîner dans la boue, ils étaient certains de ne rien risquer en retour parce qu'au fond ils savaient que nos cibles étaient politiques. Et qu'ils n'en faisaient pas partie. Contrairement à de ce qu'ils affirmaient sur les ondes à longueur de temps, on ne faisait pas n'importe quoi pour qu'ils parlent de nous.

Retour à l'action

Une des premières opérations importantes de ce noyau fut l'attaque de la mairie du XIV^e arrondissement. Nous avons besoin de papiers et particulièrement de passeports et de doublettes pour les voitures ^{xxix}. On en avait besoin tout de suite, mais plus encore pour la préparation du congrès à l'étranger. Une employée nous avait confirmé qu'aucun numéro de document n'était enregistré avant son attribution. Les numéros des passeports restant dans les cartons entamés pouvaient être identifiés, mais pas ceux restés en réserve.

Le 4 juillet, deux voitures, une R20 avec cinq camarades et une R14 en protection avec trois ou quatre personnes passaient à l'attaque. La mairie est en retrait de l'avenue du Maine. D'un côté des petites rues, très contrôlables, et devant un square dégagé avec plusieurs sorties possibles. Le commissariat central n'est pas loin, à une centaine de mètres, mais sur l'avenue et hors de vue. La R20 se gara devant l'entrée principale. Et la R14 plus avant, le long du square. Elle pouvait ainsi surveiller simultanément les petites rues et le square tout en gardant le contact à vue avec le chauffeur de la R20.

Un camarade resta dans le hall principal pendant que les trois autres neutralisaient les bureaux. En quelques dizaines de secondes, la situation était sous contrôle. Un camarade fit ouvrir les coffres et les armoires blindées. Un autre partait déjà vers la voiture avec deux cartons sous les

bras. Quand il apparut sur le haut du petit escalier, ce fut un cri de joie unanime (et étouffé). Les cartons étaient à peine jetés dans le coffre de la R20 qu'un autre camarade arrivait avec deux autres cartons.

À l'intérieur, les imprimantes sont déchargées de leurs cartes grises. D'autres armoires sont ouvertes, tampons, feuilles d'état civil et machines sont embarqués. Dans la voiture de protection, le chauffeur siffle *Les Nouveaux Partisans* pendant que le coffre de la R20 se remplit.

Enfin, tous sortirent et le dernier nous fit signe que c'était terminé avant de regagner la R20. Mais le coffre était trop chargé ! L'arrière était si bas qu'il était impossible même d'assurer la sortie prévue. La voiture de protection dut embarquer l'un de nous tandis qu'un camarade légal prenait le bus sur l'avenue de la porte d'Orléans. Dans une rue tranquille, la charge fut mieux répartie entre les deux voitures.

Le soir même, papiers, tampons et machines furent dispatchés entre les différentes structures. Et dès le lendemain un petit appart du XVI^e était aménagé en local de falsification.

C'était une époque où l'on attaquait beaucoup de banques, parfois tous les jours, ou même deux fois dans la même journée. Une fois, en fin de matinée, on expropria la BNP de la place de Clichy, dont la sortie nous conduisit en haut de Montmartre, où on mangea dans un petit restaurant proche de l'ancien Bateau-lavoir. Puis, en début d'après-midi, on attaqua l'« agence AD » de la Société générale, avenue des Termes. Le fait est que le nom de cette agence n'y était pour rien, mais en quelques semaines on la visita à plusieurs reprises. L'une des dernières fois, alors que les camarades entraient, un gros soupir monta des employés : « Encore ! » On y retournait parce qu'on trouvait à chaque fois plus d'argent que la précédente : la dernière, près de 500 000 francs étaient dans l'une des caisses, encore dans les emballages de la banque de France.

On frappait essentiellement les grandes agences des quartiers rupins. On tournait à sept ou huit militants par opération, dont jamais plus de deux ou trois néophytes. Mais ce n'est pas parce qu'on les enchaînait que les opérations étaient improvisées. Bien au contraire. On avait des sorties types pour chaque quartier, pour chaque arrondissement. Une structure de sécurité en bout de course pour chaque sortie et une cache à côté du Luxembourg.

Pour les voitures, le groupe d'appui nous les fournissait régulièrement. Et quand ces militantes (il s'agissait essentiellement de femmes, dont Joëlle) décidèrent de suivre une formation à l'action armée, c'est un jeune de la banlieue Bagnolet-Lilas qui réorganisa un circuit d'approvisionnement.

Les repérages étaient faits par le groupe d'appui, et les réunions de préparation se tenaient dans le local de départ ou, quand on était trop nombreux, dans un appart qu'on nous prêtait. On aboutit parfois dans des lieux surprenants. Ainsi s'est-on réunis, à son insu, chez un ancien ministre (des Finances puis des Affaires étrangères) de la IV^e République, vieux résistant certes, mais anticommuniste de première.

28 août. Notre objectif était une grosse succursale en haut du Champ-de-Mars. Cinq camarades dans la voiture d'attaque, encore une R20. Trois dans la voiture de protection, aussi une R14 : Nat et Joëlle à l'avant, et moi sur le siège arrière.

L'agence était située à l'angle d'un vaste carrefour allant de l'entrée annexe de l'École militaire à l'avenue de la Bourdonnais. Le commando pénétra dans la succursale en deux groupes. La R20 fut garée le long du trottoir, à une vingtaine de mètres de l'entrée de la banque, et la R14 à la hauteur du feu, au carrefour.

Les camarades étaient à l'intérieur depuis une minute environ quand un fourgon police-secours, qui arrivait avec le flot de la circulation, s'arrêta au feu, juste devant la banque.

Lors des préparations, on expliquait toujours aux nouveaux venus qu'en restant dans la banque moins d'une minute et demie la police n'avait pas le temps matériel d'arriver. Et on savait que, selon la configuration des lieux, c'était à peu près le temps qu'il fallait pour nettoyer les caisses, le change et parfois les trois coffres en sous-sol.

Il était certain que ce fourgon police-secours n'avait pas été prévenu de l'attaque. Mais à l'intérieur, l'affaire était dans le sac. Et le premier camarade sortait. Mais sans regarder ce qui l'attendait dehors.

C'était pourtant une chose qu'on disait à chaque fois : examiner les alentours avant de sortir à découvert, car 90 % des braqueurs se font descendre à ce moment-là. Mais l'instinct de fuite est souvent plus fort que les précautions élémentaires.

Le second camarade sortait à son tour, un gros sac de supermarché à la main. Puis les deux derniers.

Dans la R14, nos PM sur les genoux, les vitres baissées, on était prêts à ratatiner le fourgon si le moindre flic en sortait. J'avais enlevé le sparadrap noir qui servait de double sécurité à ma grenade.

Le trottoir étant large, les camarades auraient dû le traverser en feignant la désinvolture. Mais en découvrant le fourgon, ils se raidirent avant de franchir les derniers mètres au pas de course. Ils s'engouffraient dans la R20 quand un employé sortit de la banque en courant vers la porte du fourgon de police. Il montra du doigt la voiture au moment où elle décollait puis s'engageait dans l'avenue de l'École militaire. Le PS lança son deux-tons et démarra. Nat surgit pour lui couper la route. Après son coup de frein, l'avant de l'estafette était à moins d'un mètre de nous. Ils n'avaient pas compris le piège : on voyait le chauffeur nous faire des signes désespérés pour qu'on lui laisse le passage. Le chef de car était penché en avant, une main accrochée au tableau de bord et le micro dans l'autre main, signalant sans doute la route qu'avait prise la R20.

Dans ce genre de course-poursuite, les flics comptent sur le signalement par radio de la position des fuyards pour permettre la convergence de leurs voitures et l'encercllement. Notre

constat en la matière était sans appel : il fallait s'échapper dans les deux premières minutes pour éviter d'avoir affaire à des problèmes plus graves encore.

Dans la seconde partie de l'avenue, Nat fit encore deux ou trois zigzags pour qu'ils ne nous débordent pas. Puis elle accéléra à fond, lâchant le car d'une bonne cinquantaine de mètres. Au croisement de l'avenue Dupleix, la sortie donnait sur un droite-gauche très serré, qu'on prit en faisant couiner les quatre pneus avant d'attraper la rue derrière le Village suisse. La R20 nous y attendait, roulant au ralenti.

Après une cinquantaine de mètres, comme prévu dans ces cas-là, Nat stoppa la voiture. Je descendis et fis quelques pas vers le carrefour, sur la chaussée, le PM à la main. J'entendais le pin-pon se rapprocher. Quand il surgit, je me mis en position de tir. Je pouvais voir le visage paniqué du conducteur. Il pila et, dans le même mouvement, son collègue et lui se couchèrent. La première rafale fit éclater le pare-brise. J'en lâchai une autre dans le moteur pour être sûr qu'il ne repartirait pas et je reculai vers la voiture.

Il y eut un grand silence. La rue semblait figée. Sur le trottoir, les passants étaient transformés en statues de sel. Puis la porte arrière du fourgon s'ouvrit et cinq ou six flics s'envolèrent vers le carrefour. Je tirai une courte rafale au-dessus d'eux. L'un se retourna. Seconde rafale. Il rattrapa aussi sec le peloton des chemises bleues. On rejoignit la R20 qui nous attendait un peu plus loin, les portes entrouvertes, une arme à chaque écoutille.

Arrivés dans le XVI^e, on a roulé sur les boulevards, nos deux voitures côte à côte. Avec Joëlle, on a longtemps ri du visage décomposé d'un des nouveaux, la perruque de travers, à l'arrière de la R20. (Il est devenu journaliste, puis éditeur.)

Le rendez-vous de sécurité était sur la butte Montmartre. On ne voulait pas s'enfermer dans un appart pour un retour critique de l'opération. On a donc discuté en arpentant la rue qui longe la vigne et le cabaret du Lapin agile...

L'arrestation du 13 septembre

Notre présence à Paris ne tenait plus qu'à une nouvelle série d'opérations. Dans la péninsule ibérique, une partie de l'infrastructure pour le repli et les réunions était prête. Début août, un camarade de Paris s'en chargeait sur place, et un camarade du Sud nous avait rejoints pour organiser le passage des Pyrénées.

La reprise des opérations devait être réalisée en trois temps. D'abord un nouvel attentat, le soir du 13 septembre, dans les locaux du ministère de la Coopération ; le lendemain matin, le mitraillage et la pose d'un engin explosif à l'École de Guerre puis, en fin d'après-midi, l'explosion, avec annonce préalable, d'une voiture piégée dans la rue qui sépare le ministère de la Coopération et le secrétariat aux DOM-TOM. Là même où, depuis les premiers attentats, se

concentrait la surveillance policière. Il fallait frapper le cœur de leur dispositif. Depuis notre action de mars, le ministère était hérissé de grilles, de plaques de métal isolant ses jardins et d'un poste de garde supplémentaire.

La préparation était bien avancée et les lieux régulièrement vérifiés aux heures prévues pour les opérations. Les voitures étaient prêtes, dont la Jaguar piégée.

Du côté répression, depuis que nous avons gelé les contacts avec les anciens réseaux, les flics n'avaient plus rien. Ils savaient bien qu'on était à l'origine de plusieurs opérations de financement, dont la fusillade du 28 août. Mais ils n'avaient aucune idée de qui était avec nous, ni d'où nous étions.

Certaines brigades de RG étaient devenues très agressives, en particulier celle de Toulouse, qui se rendit coupable de nombreuses exactions. Ils enlevèrent plusieurs militants, les frappant et simulant même à plusieurs reprises des exécutions sommaires. Ainsi une camarade fut-elle traînée dans un parking souterrain et, pendant plus d'une demi-heure, menacée de mort si elle ne fournissait pas d'infos sur l'organisation ^{xxx}. Couvertes par les juges, ces opérations de police restèrent impunies. Et aucun journaliste ne les dénonça. Rien de répréhensible aux yeux des fonctionnaires de la lutte contre le « terrorisme ». Cela devint même une pratique habituelle des RG ^{xxxi}.

Retour de l'Infâme

Les ennuis vinrent à nouveau de l'infâme Chahine. Des camarades l'avaient croisé à Paris : il avait « un besoin urgent » de nous voir... Selon lui, des dissidents du FPLP proches de Carlos, en perdition à Paris, auraient eu besoin d'aide. Deux camarades légaux se chargèrent des premiers contacts. En fait, leurs interlocuteurs étaient deux flics se faisant passer pour des diplomates syriens qui aidaient les militants du FPLP. Comme toujours, c'est un contretemps mineur qui engendra la succession d'erreurs qui conduisit à la catastrophe. Une livraison d'explosif qu'on repoussait depuis plus d'une semaine fut encore reportée de quelques jours. Ce qui nous rendit nerveux, et donc moins rigoureux. Si les mesures de sécurité habituelles avaient été appliquées, on ne se serait jamais occupés de cette affaire. Mais quand la bêtise s'allie à la trahison, on n'échappe pas aux conséquences.

Au rendez-vous organisé entre Chahine et nous, dans le square en bas de la rue des Pyrénées, Didier, un ami de Chahine, arriva seul. Un peu plus loin, un homme attendait au volant d'une voiture immatriculée à l'ambassade syrienne. Les flics avaient sans doute pensé intervenir à ce moment-là, mais nous étions trois, portant de lourds sacs, ce qui dut les déranger. Peut-être voulaient-ils mener l'opération le plus en douceur possible.

« Ils veulent absolument te voir aujourd'hui », me dit Didier avant d'aller à la voiture du « diplomate ». De retour, il affirma : « Seul, il faut que tu sois absolument seul » ; puis il me

donna l'étage et le nom du rendez-vous.

L'enchaînement de cette histoire est tellement absurde que la propagande a beau jeu de raconter n'importe quoi : qu'on nous proposait de rencontrer Carlos pour aller faire sauter le barrage d'Assouan, et pourquoi pas l'Armée rouge japonaise ^{xxxii} ! Pris dans les rets de la trahison, on jeta aux orties toutes les mesures de sécurité. Je me suis *livré*. Il n'y a pas d'autres mots.

Nat conduisait notre 604. Dans une voiture de la même marque et de la même couleur, le « diplomate » ouvrait la route, faisant de nombreux détours, sans doute pour être sûr que nous n'avions pas de protection et peut-être pour permettre au piège de se mettre en place.

Arrivé dans la rue Pergolèse, il ralentit, s'arrêta en montrant du doigt la porte, puis repartit. La rue paraissait tranquille. Nat se gara dans la rue perpendiculaire. J'entrai seul dans le bâtiment et montai à l'étage. Au moment où je sonnais, un groupe de flics en civil sortit et me sauta dessus. Tout simplement. Après m'avoir désarmé et menotté dans le dos, ils me poussèrent dans l'escalier, où d'autres civils armés d'Uzi attendaient. C'est alors qu'une fusillade éclata dans la rue, un feu roulant d'armes automatiques. Un flic entra en gueulant : « On est attaqués, on est attaqués ! » Ils me poussèrent dans la loge de la concierge. La fusillade s'interrompit puis reprit, s'interrompit enfin.

Après un certain temps, ils traînèrent deux hommes blessés dans la loge où j'étais collé au mur, un calibre sur la nuque. « S'ils entrent, je te descends ! » Les flics étaient hystériques – on le voit sur les nombreuses photos de la scène. De mon côté, je ne comprenais rien au film. Je ne connaissais aucun des deux blessés. L'un avait reçu une balle dans la mâchoire, qui était remontée sous l'œil, où elle affleurait en faisant une grosse boule. L'autre avait une balle dans le bras.

Un flic entra en disant : « On s'est drôlement fait allumer. » La radio posée sur la table de la loge annonçait que le conducteur d'une moto avait été renversé par des policiers au bout de la rue. Je fus tiré vers un fourgon qui attendait dehors. Des flics sortaient de partout, et déjà des dizaines de badauds s'agglutinaient. Nat était un peu plus loin. Elle hurlait « Nous sommes Action directe » devant les photographes qui la mitraillaient.

Nat avait pour consigne de partir si elle ne me voyait pas revenir au bout de dix minutes. Elle avait lentement marché vers la rue Pergolèse. Arrivée au coin, elle vit un groupe de flics armés d'Uzi. Il était trop tard pour faire demi-tour. Espérant néanmoins qu'ils ne s'intéresseraient pas à une passante, elle tourna tranquillement à droite dans la rue. L'un d'eux fut envoyé la contrôler. L'ayant entendu courir derrière elle, Nat saisit son Colt et le porta à peine levé sous le pan de son blouson. Quand le flic la prit par le bras, elle accompagna le mouvement d'un demi-tour et leva son arme au niveau du visage du policier, une fraction de seconde, puis elle tira pour lui faire lâcher prise. Il relâcha immédiatement son bras. Nat partit aussitôt en courant sous le feu des flics qui rappliquaient. Elle riposta puis rechargea son arme accroupie entre deux voitures. Elle avait réussi à prendre de l'avance. En débouchant sur l'avenue Foch, elle trouva une R5 ouverte. Les clés étaient sur tableau de bord. Elle sauta dedans, mais ne parvint pas à la faire démarrer. Les

flics étaient déjà sur ses talons. Elle tira ses dernières balles à travers le pare-brise arrière. Dans sa course, elle avait perdu le troisième chargeur. Les flics arrivaient en nombre. La culasse du pistolet bloquée en arrière pour montrer qu'elle était désarmée, Nat sortit du véhicule et fut arrêtée.

Il existe de nombreuses photos de cette fusillade parce qu'un groupe de paparazzis étaient en planque devant l'appart de Caroline de Monaco, à l'angle de l'avenue Foch. Ils ont mitraillé l'affrontement et l'arrestation de Nat. Ce qui lui sauva sans doute la vie.

Dès le premier coup de feu de Nat, les flics s'étaient vraiment crus attaqués. Ils tiraient sur tout ce qui bougeait. Une Porsche blanche qui remontait la rue Pergolèse à vive allure se trouva prise sous un feu croisé. Le chauffeur passa la marche arrière avant de s'écrouler, atteint en plein visage. Cette bavure ne fit curieusement pas grand bruit ^{xxxiii}.

À 19 heures, le cortège des voitures banalisées et le fourgon Police secours se mit en route pour l'île de la Cité, direction quai des Orfèvres.

Témoignage de Joëlle (1997)

J'avais loué la structure du XIV^e arrondissement devant servir à l'offensive. Un petit appart dans un immeuble de deux étages qui donnait sur la rue où vécut Lénine lors de son séjour à Paris. Depuis plusieurs jours, tout le groupe prévu pour l'offensive y vivait. De là partaient toutes nos vérifications des cibles et la concentration des moyens. De mon côté, j'assurais le contact pour la fourniture des voitures avec le groupe qui gérait un stock de sept ou huit véhicules.

Le 13 [septembre 1980], en tout début de soirée, un flash radio annonça la fusillade et l'arrestation. Le groupe qui restait ne savait pas grand-chose du pourquoi, ni du comment. On a donc simplement appliqué les consignes prévues dans ces cas-là. Les camarades arrêtés ayant vécu dans cet appart, il fallait le vider et le nettoyer immédiatement.

Les rendez-vous de sécurité qui devaient nous permettre de reprendre contact avec d'autres membres d'AD ne seraient pas décidés avant la fin du mois. Pour nous, il était évident qu'on devait mener au moins une des opérations prévues avec les camarades arrêtés. Malgré le manque de communication avec l'organisation, ou peut-être à cause de celui-ci – car du coup notre responsabilité était plus lourde –, cette décision tombait sous le sens : le fameux « Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place. »

Les journaux se répandaient sur l'arrestation de Jean-Marc et de Nat, affirmant la fin d'AD – comme ils le font chaque fois que sont arrêtés ceux qu'ils désignent, suivant leur vision (hiérarchique), comme un « chef » ou le numéro tel ou tel de l'organisation. Aussi nous sembla-t-il important de montrer que l'organisation était toujours debout.

Nous n'étions pas très aguerris militairement pour une opération de ce genre, aussi nous sommes-nous limités à un simple mitraillage. Jusqu'à un certain point, c'était comparable à un braquage. Celui d'entre nous qui avait fait son service militaire se chargea du fusil US M1. Mon entraînement avait été très rudimentaire : un an auparavant, j'avais tiré quelques fois avec d'énormes fusils de guerre et des pistolets 9 mm, mais jamais avec un PM.

Nous avons étudié l'opération seuls. Le projet initial contre l'École de guerre était très spectaculaire. Mais à trois, on ne pouvait ni le réaliser ni l'assumer politiquement. On s'est donc contenté de mettre sur pieds une attaque symbolique. En évitant toute confrontation avec le poste de garde principal, essentiellement composé d'appelés du contingent. Et en choisissant de frapper à une heure où les bureaux étaient quasiment vides.

Tout se passa sans imprévu. Aussitôt la voiture arrêtée de l'autre côté de l'avenue, on s'est dirigés vers le bâtiment de l'École de guerre, où nous avons tiré de courtes rafales dans le porche. Tout alla très vite. Les soldats se jetèrent au sol sans riposter. Et nous sommes repartis sans problème. La seule chose dont je me souviens nettement, outre la luminosité éclatante de cette matinée de fin d'été, c'est le soulagement que mon arme ne se soit pas enrayée.

On avait la possibilité de retrouver le contact avec AD par le réseau du Sud, mais on avait également reçu un rendez-vous de sécurité quelques jours avant l'arrestation de Jean-Marc : place du Diamant, à Barcelone, le dernier jour du mois à 14 heures.

Samuel et moi avons donc préparé en toute hâte notre passage vers l'Espagne avec les camarades d'un groupe d'appui installé dans une communauté ariégeoise.

Le jour prévu, on attendait sur un banc de la place du quartier populaire de Gracia.

I. Le Conseil national du patronat français (CNPFP), créé en 1945, est l'ancêtre du Mouvement des entreprises de France (Medef), créé en 1998.

II. Début mai 1886, à Chicago, d'importantes mobilisations ouvrières pour la journée de huit heures sont violemment réprimées ; lors d'une manifestation sur Haymarket Square, un inconnu lance une bombe sur les policiers, qui ouvrent le feu sur la foule. Cet attentat débouche sur la répression des milieux anarchistes et l'arrestation de huit militants, qui sont condamnés à mort. Biaisé et partial, le procès déclenche un vaste mouvement de protestation internationale qui fit de la date du 1^{er} mai une journée de lutte.

III. « Dernière tentative du mouvement autonome de faire émerger une coordination militaire [après la "Coordination autonome", le CARLOS et celle "contre le travail" déjà cités], la Coordination d'action révolutionnaire n'eut pas d'autre suite une fois qu'Action directe fut créée. Après ces actions, une grande partie des militants furent arrêtés, dont Farid et Kadaf, qui rejoindront AD en 1981 » – lire *infra*, p. ⇒. [nda&e]

IV. Fondée en 1978, l'Union pour la démocratie française (UDF) rassemblait plusieurs partis de centre droit, démocrates-chrétiens et libéraux en soutien du président Valéry Giscard d'Estaing (élu en 1974).

V. Issus des banlieues populaires du Val-de-Marne, les membres de cette bande multiplièrent les braquages et les évasions de prison entre les années 1970 et 1980.

VI. Si on veut garder la terminologie classique ! Mais en rejetant l'autoritarisme de bazar des partis révisionnistes, de certains groupuscules et de l'élite bureaucratique. Pour nous, un *cadre* était un *militant aguerrri*. [nda]

VII. La gauche se présente désunie au premier tour des élections législatives de mars 1978 : les succès électoraux aux cantonales de 1976 et aux municipales de 1977, obtenus dans le cadre du programme commun, font craindre au PCF d'être marginalisé par le PS [lire *supra* la note ⇒, p. ⇒]. Ce n'est qu'entre les deux tours que des accords de désistement sont trouvés. Mais le

report des voix de gauche fonctionne mal, alors qu'au contraire les électeurs de droite votent pour le candidat de leur bord encore en lice au second tour. La majorité sortante structurée autour du bloc RPR-UDF emporte 277 sièges contre 199 à la gauche.

VIII. Organisée par la CGT, la manifestation des sidérurgistes lorrains à Paris rassembla des centaines de milliers de manifestants. Les médias, la télévision en tête, montèrent en épingle l'action des « casseurs » ; mais la CGT retrouva, dans la vitrine brisée d'un magasin, « une carte de police ; preuve du rôle joué par l'État pour tenter de discréditer la lutte ouvrière » ² [lire *supra*, note ⇒, p. ⇒].

IX. En réponse à l'augmentation du chômage, le gouvernement décide de réduire le nombre des travailleurs immigrés en favorisant d'abord leur retour dans leur pays d'origine. Après l'échec de sa politique de prime pour les candidats au départ, le secrétaire d'État chargé de l'Immigration Lionel Stoleru établit une série de mesures restrictives, dont le non-renouvellement des titres de séjour et de travail pour plusieurs centaines de milliers de personnes, tout en élargissement les pouvoirs d'expulsion du ministre de l'Intérieur. Le syndicat CFTC jugea « inadmissible, même en période de difficulté, d'accepter le renvoi de travailleurs étrangers qui ont contribué à notre expansion et conquis des droits par leur travail ».

X. La lutte démarra au cours de l'hiver 1975, dans deux ou trois foyers de Saint-Denis. En septembre, cinquante foyers étaient en grève. Le 16 avril 1976, seize délégués de foyers étaient expulsés de France et cinquante-cinq autres obligés d'entrer dans la clandestinité. En août 1976, profitant des départs en vacances, la Sonacotra tenta d'imposer – avec l'appui de certaines municipalité P« C » (Bagnole, Colombes, etc.) – des accords foyer par foyer. La manœuvre de division échoua et, fin 1976, de nouveaux foyers se mirent en lutte. Lire aussi *supra*, note ⇒, p. ⇒. [nda]

XI. À partir de 1985, lors des campagnes de désinformation sur la guérilla, *Libé* inscrivit notre destruction du siège social de la direction de la Sonacotra dans la longue liste des attentats racistes contre les foyers de travailleurs immigrés ; de même que notre action contre le syndicat fasciste turc [en février 1982] fut listée parmi les attentats contre la liberté syndicale – lire *infra*, p. ⇒ et suiv. [nda]

XII. Lire *infra*, p. ⇒ et suiv.

XIII. C'est-à-dire « spontanéiste », appellation plus ou moins péjorative, mais souvent assumée, notamment par la GP « mao-spontex » et ceux qui s'opposaient, après Mai 68, aux diverses versions « ossifiées » de la tendance ML*.

XIV. Plus précisément le Sud-Ouest, sur l'axe Toulouse-Montpellier.

XV. Fils de parents juifs polonais, résistants dans la MOI* (Main-d'œuvre immigrée), Pierre Goldman (1944-1979) quitte la France après Mai 68 pour rejoindre les guérillas sud-américaines. De retour à Paris en 1969, il est accusé, entre autres braquages, du meurtre de deux

pharmaciennes : il est d'abord condamné à perpétuité, mais le verdict est cassé puis il est acquitté lors d'un procès retentissant – il recevra notamment le soutien de Pierre Mendès France, Michel Foucault et Simone Signoret. L'assassinat de Pierre Goldman fut revendiqué par une organisation inconnue, « Honneur de la police », mais il semble désormais acquis qu'il fut supervisé par les Renseignements généraux, la Direction de la surveillance du territoire (DST) et le Service d'action civique (SAC*)³. Son enterrement rassembla plus de dix mille personnes.

XVI. Dans un scandale politico-financier constitué par l'attribution de marchés immobiliers à des entreprises en contrepartie du versement aux partis politiques de 2 % de leur montant, le parquet de Paris a requis en 2005 – en plus d'une amende de 100 000 euros et d'une privation de leurs droits civils, civiques et familiaux pendant cinq ans – une peine de quatre ans de prison dont un ferme contre l'ex-président RPR de l'Île-de-France, **Michel Giraud**. Un an plus tard, c'est dans le procès des HLM de Paris, relatif à un réseau de détournement de fonds publics lors d'attributions de marchés en vue d'un financement occulte du RPR, que **Jean Tiberi**, alors président de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC), a évité, de non-lieu en vice de forme, le prétoire. Si le maire de Paris puis président de la République Jacques Chirac fut protégé par ses anciens collaborateurs, c'est tout un système qui fut mis au jour. Au début des années 1990, après une décennie qui a vu pousser les tours de **La Défense**, l'inversion de conjoncture frappe le secteur des bureaux et des centaines de milliers de mètres carrés ne trouvent plus preneur. Le promoteur Christian Pellerin, sorti richissime de cette gigantesque opération immobilière, sera « mis en examen dans l'affaire de la vente de la tour BP à La Défense, où l'on ne compte pas moins de deux “suicidés” et des versements de commissions illicites », avant d'être inculpé pour délit d'initié⁴.

XVII. Lire *supra*, note ⇒, p. ⇒ et ⇒, p. ⇒.

XVIII. Les unités spéciales de la police étaient alors équipées pour les filatures de motos Honda 500 Four très reconnaissables – qui n'avaient donc plus rien de « banalisées » pour nous. On avait surnommé « le Mousqueraire » un motard de la BRI, un grand costaud, longue chevelure brune et barbe à l'ancienne – il est visible dans tous les reportages sur l'arrestation d'Anis Naccache, qu'il porte sur son dos alors qu'il est blessé et menotté. [nda]

XIX. L'OIPC (Organisation internationale de police criminelle), c'est Interpol ; et le Service central de coopération technique internationale « formait les polices des anciennes colonies, principalement africaines ». [nde&a]

XX. En 1987, entre autres saloperies, dans son émission diffusée sur TF1, Gilles Millet monte le témoignage de dissociés qui mettent en doute la nature de cette action. Pour l'État, la réécriture est un élément de la campagne de préparation des procès, le moyen de gagner quelques deniers de plus sur notre dos. [On qualifie de « dissociés », les militants qui, en contrepartie d'une remise de peine ou d'autres avantages, renoncent à la violence comme moyen de lutte politique et s'engagent à reconnaître les délits qui leur sont reprochés. À l'époque où Millet était journaliste à *Libération*, Rouillan lui avait donné en août 1982 un entretien (reproduit *infra*, p. ⇒) – ce qui

avait valu au journaliste une garde à vue ordonnée par le juge Jean-Louis Bruguière dans le cadre de son enquête sur Action directe en 1986.] [nda&œ]

XXI. Par exemple, en février et mars 1980, la pose de bombes contre des sociétés immobilières et de rénovation urbaine « impliquées dans les expropriations de logements dans les quartiers populaires de la capitale ⁶ ».

XXII. En octobre 1979, Robert Boulin est retrouvé mort dans la forêt de Rambouillet (Yvelines). Si l'enquête judiciaire conclut à un suicide, de nombreuses personnes accusèrent tout de suite le SAC* d'avoir commandité un assassinat pour éviter que le ministre ne révèle les financements occultes du RPR – en 2015, le parquet de Versailles ouvre une information judiciaire pour arrestation, enlèvement et séquestration tandis qu'en 2017 les dernières enquêtes concluent à un meurtre ⁷. En janvier 1980, des inconnus tirent sur Joseph Fontanet devant son domicile du XVI^e arrondissement parisien – le motif n'a pas été élucidé, ni les auteurs retrouvés.

XXIII. Non sans ironie, Serge Savoie fait le portrait suivant de la militante sur écoute qui permit aux RG de localiser ses camarades : « Paresseuse et menteuse, qui n'a pas voulu quitter son appartement par ce froid petit matin pour avertir sa correspondante d'une cabine téléphonique ⁸. »

XXIV. En référence à la Nouvelle Résistance populaire (NRP*) et l'époque où la GP* « martelait l'assimilation de l'action maoïste à celle des Francs-tireurs et partisans de la guerre [de 1939-1945], “ces héros aimés du peuple” ⁹ ».

XXV. Lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

XXVI. « À moins de totalement fantasmer le pouvoir et les chefs, nous ne voyons pas qu'un minimum d'autorité, surtout si elle est partagée selon les goûts, les compétences et avec l'assentiment critique de tous, soit identique à l'autoritarisme. “Nous préférons encore l'autorité qui gêne et attriste la vie à la désorganisation qui la rend impossible.” (Malatesta) Avec la désorganisation, nous voyons croître le je-m'en-foutisme ; le parasitisme, l'individualisme forcené ; nous constatons aussi systématiquement les prises de pouvoir incontrôlées de gens qui restaurent l'autorité au nom de l'anti-autorité grâce à leur position stratégique dans les réseaux d'information et de camaraderie. “L'organisation, loin de créer l'autorité, est le seul remède contre elle et le seul moyen pour que chacun s'habitue à prendre une part active et consciente dans le travail collectif, et cesse d'être un instrument passif entre les mains des chefs.” (Malatesta) » [nda]

XXVII. C'était l'époque des « vols de la mort » : plusieurs fois par semaine, dont les « mercredis noirs », un avion des forces armées argentines larguait en pleine mer plusieurs dizaines de prisonniers politiques entravés, qui « disparaissaient » ainsi après des mois de tortures. En 2012, « d'anciens militaires de l'École de mécanique de la marine sont soupçonnés d'être responsables de la mort de huit cents personnes sous la dictature » et, en 2013, « huit pilotes doivent répondre

de la mort de trois mille opposants jetés vivants d'avions durant la dictature en Argentine » ¹⁰. [nda&ce]

XXVIII. « En octobre 1977, mille huit cents ouvriers et paysans employés du complexe sucrier Aztra, près de Guayaquil, se mettent en grève ; on parle de cent vingt morts à la suite de l'intervention de la police ¹¹. »

XXIX. C'est-à-dire de cartes grises contrefaites.

XXX. Militante toulousaine, Gislaine était alors la compagne de Michel Camilleri : « Membre d'AD, elle participait à ce titre aux activités armées, chose que les policiers ignoraient au moment de l'enlèvement », complète Rouillan ¹². [nde&ca]

XXXI. « On retrouvera certains RG de ce groupe toulousain dans l'affaire Doucé, où ils utilisèrent sans doute les mêmes méthodes. Après l'exécution du pasteur, juges et journalistes réagirent enfin, puis un policier fut mis à pied et quelques blâmes furent distribués », précise Rouillan. (Serge Savoie mentionne la nomination aux RG parisiens d'« un collègue de province qui a fait ses preuves dans la lutte contre les gauchistes, [qu'il] trouve très dangereux par ses méthodes expéditives : menaces, chantages et provocations » ; puis il précise que ce responsable forma l'inspecteur qui « se distinguera dans l'affaire du pasteur Doucé » ¹³.) Pasteur baptiste et militant des minorités sexuelles, Joseph Doucé est retrouvé mort dans la forêt de Rambouillet le 24 octobre 1990. Cet assassinat n'a jamais été élucidé, mais plusieurs membres de la cellule RG du Groupe des enquêtes réservées furent soupçonnés dans le cadre d'une enquête sur une « affaire de trafics de photos pédophiles et de chantage touchant les plus hauts personnages de l'État ¹⁴ ». [nda&ce]

XXXII. Dans son témoignage sur « la traque d'Action directe », Serge Savoie tient à « tordre le cou à la rumeur répandue par la suite selon laquelle Chahine aurait fait croire à Rouillan que Carlos voulait lui proposer de faire sauter le barrage d'Assouan. C'est tout à fait loufoque ¹⁵ ».

XXXIII. Selon la longue description par Serge Savoie de cette bavure, le passager de la Porsche fut aussi touché ; mais les deux blessés, « largement indemnisés par le ministère de l'Intérieur, ne porteront pas plainte et préserveront leur anonymat » ¹⁶.

III. La prison et l'amnistie (1980-1982)

Le long convoi, parti de la rue Pergolèse, approchait de l'île de la Cité. Il faisait encore beau. Les quais étaient rouges du soleil couchant. Nous sommes entrés directement dans la cour du bâtiment de la Brigade criminelle. Puis nous avons emprunté le petit escalier, dans l'angle gauche. À mi-palier un planton surveillait la porte qui donne accès au Palais de Justice, un autre, au deuxième étage, et nous parvenons à l'étage de la « Crim ».

Le rituel commença par la fouille à corps. La mienne se déroula dans la pièce aux anciennes « cages à poules », à quelques mètres du bureau du directeur. Elle se fit sans vexation inutile.

Je connaissais le protocole. À chacune de mes arrestations depuis 1974, j'aboutissais là où, selon un compagnon de chaîne, normalement « on finit sa carrière de voyou », dans les bureaux « mythiques » de la Crim. À chaque détour de couloir, on aurait très bien pu croiser Maigret, Louis Jovet ou Gabin... C'était toujours aussi vieillot, du vert passé des murs au jaune sale des couloirs. Les vasistas donnaient sur les toits de zinc. Depuis 1974, une seule nouveauté, on croisait partout le portrait du flic abattu devant l'ambassade d'Irak ¹.

Je passais d'un bureau à l'autre suivant les « non-déclarations » que je devais produire dans chacun des dossiers. Tout se faisait dans le calme, sans cris, sans coup. En cinq gardes à vue à la Crim (dont deux de six jours, ça fait une vingtaine de journées), je n'ai reçu qu'une seule gifle. Que cela soit du temps d'Ottavioli, de Leclerc ou d'autres directeurs qui se sont succédé à cette époque, je n'ai pas eu à subir de mauvais traitements. Il est clair qu'il en était ainsi parce que la guérilla n'avait jamais réussi à mettre en danger le pouvoir d'une manière décisive. Sinon leur attitude aurait été radicalement différente. (En Italie, c'est seulement à partir de l'enlèvement du général Dozier que les flics utilisèrent la torture ².) En revanche, les camarades arrêtés en province eurent droit à des tabassages en règle. Et certains membres des Gari* connurent la torture dans le commissariat de Toulouse, étouffés avec des sacs en plastique, pendus par les pieds au-dessus du vide, etc. Je ne prétends pas qu'à la Crim on ne tabassait pas. Au contraire. J'ai entendu quelques passages à tabac au cours de ces gardes à vue, mais ça se passait en général à l'étage des stups ou sous les toits, à la BRI.

Poker menteur en régime CSE

Au bout de 48 heures, nous tombions sous le coup de la garde à vue prolongée de la Cour de sûreté de l'État (CSE), deux fois 48 heures de plus, donc en tout six jours. Les conditions de garde à vue changeaient également. Grâce aux mobilisations contre les lois d'exception, leur application était soumise à un contrôle strict, plus strict que pour les gardes à vue « normales ». Nous pouvions enfin dormir la nuit. Des cellules CSE étaient prévues à la souris, avec des lits et des couvertures. Même d'une saleté repoussante, ça devenait un luxe après les trop brefs moments de sommeil volés, recroquevillés sur un banc de bois ou directement sur le sol, les

menottes devant quand on avait de la chance. Avec la CSE, nous avions droit également à un plat chaud à midi et le soir.

Avec ce confort relatif et le calme des interrogatoires aux questions sans réponses, je passais mes journées à l'écoute du lieu. Au cours de ces longues gardes à vue, j'ai énormément appris sur le fonctionnement des brigades spéciales, sur leur façon de bosser. Dans chaque bureau, il y avait toujours quelque chose à voir. Dans l'un, un tableau de briefing d'opération mal effacé, une carte de surveillance, des papiers laissés sur le coin d'un bureau. Dans l'autre, des armoires ouvertes. Partout je laissais traîner mes oreilles. Je discutais. Dès fois l'après-midi était longue, alors on causait de tout et de rien...

« Entre nous », on finissait par se faire des anecdotes communes. « Moi, j'aimerais savoir qui d'entre vous conduisait la Volvo blanche au métro Duroc. Le salaud, il a failli m'écraser. » Des flics à la retraite et d'autres qui avaient été « promus » ailleurs revenaient pour nous rencontrer.

On apprend beaucoup à ce poker menteur. J'ai d'ailleurs fini par être connu pour ça... Lors de ma dernière arrestation, les RG ont fait la leçon à tous les flics qui m'approchaient. « Ne discutez pas avec lui, il vous tire les vers du nez », avait dit Espitallier aux membres de la PJ de Versailles lors de la perquisite de la ferme de Vitry-aux-Loges ^{III}. Pochon, le responsable RG du groupe qui nous avait arrêtés rue Pergolèse (le grand frisé à lunettes sur la gauche de la photo avec Nat), a toujours accusé les socialistes, arrivés au pouvoir quelques mois plus tard, d'avoir révélé le nom de sa balance. Sauf qu'en quelques heures les flics étaient passés de la panique la plus totale à la gloriole la plus imbécile. Et toutes leurs vantardises accusaient l'infâme Chahine – en particulier une entrevue avec Pochon et un autre flic dans le grand bureau du patron de la Crim. Ils m'ont même confirmé le montage du flag raté avec *L'Escamoteur* et fait rencontrer le faux diplomate qui conduisait la 604. Bout de phrase par bout de phrase, je recomposais le puzzle. Si quelqu'un a dénoncé Chahine, c'est donc Pochon lui-même ^{IV}.

Je n'ai jamais oublié qu'entre eux et nous, c'était la guerre. Je n'ai jamais sablé le champagne dans les locaux de la BRI, refusant toujours les verres qu'on m'offrait. Formé par les vieux guérilleros espagnols, j'ai rencontré ceux qui avaient connu la Révolution de 36, la Résistance en France et la guérilla après-guerre. J'avais lutté des années en Catalogne. Je savais ce que je risquais. Mes amis de jeunesse avaient été torturés dans les caves du commissariat central de la rue Layetana à Barcelone. Certains avaient parlé après des nuits de coups, torturés à l'électricité, suppliciés à l'eau ou au sac plastique. J'étais passé au travers. Ce n'était donc pas pour tomber dans les pièges les plus cons des interrogatoires « psychologiques ». On ne parle jamais, on n'accuse jamais un camarade, on ne condamne jamais une action ni un autre groupe. Le flic qui frappe à la machine est dans une tranchée, et nous dans l'autre. On ne négocie rien. On ne traite pas.

Cette évidence, car c'en est une, est le b-a-ba de la lutte révolutionnaire. Pourtant, alors qu'ici la torture est une exception, je suis toujours écoeuré par la lecture des dizaines de déclarations faites lors des grandes rafles du mouvement et qu'on retrouve dans les énormes dossiers d'avant

procès. Si la majeure partie des camarades garde une attitude correcte, des matamores se révèlent sous leur vrai visage de paniquards devant les flics, se justifiant pour un oui ou pour un non, ou dégueulant tous leurs boyaux sur la violence révolutionnaire sur des pages et des pages de condamnations du terrorisme. Quelques-uns vont même jusqu'à faire des procès-verbaux une dissertation sur la bonne politique à suivre – légale et pacifique, bien sûr. Comme s'ils voulaient placer la nouvelle voie qu'ils viennent de prendre sous le patronage des flics et des juges.

Suite de la répression

Le lendemain de notre arrestation, la police arrêta six ou sept camarades et des membres de leur entourage. Deux ou trois étaient directement impliqués dans des actions, mais les autres n'avaient rien à voir avec les activités de l'organisation. La police joua comme toujours de l'amalgame, menaçant de renvoyer tout le monde devant la CSE, faisant pression sur la famille et les amis – une forme primitive de punition collective. Les peines varient selon les régimes – à l'époque, les proches risquaient au pire quelques semaines de prison préventive.

Par naïveté, après s'être accusé, un camarade passa un accord avec les flics – pas même pour échapper lui-même à la répression, par bêtise : un stock d'explosif contre la libération de sa compagne ³. Il livra ainsi aux flics un dépôt d'explosif en Ardèche, près d'une tonne de dynamite et quelques armes. Ce qui entraîna l'arrestation en chaîne de plusieurs personnes dans deux communautés de la région, dont Marie-Thérèse Merlhiot, l'ancienne compagne de Pierre Conty ^v.

La communauté était l'élément indépendant d'un réseau qui avait choisi la lutte armée, fournissant des structures de repli établies dans plusieurs régions françaises. À l'égal des réseaux de squats dans la région parisienne, ces communautés se finançaient par de petits braquages ; et elles abritaient des stocks de matériel. Elles étaient très loin de l'image des babas cool en sandalettes de cuir raillés par les médias. Nourris de poncifs, certains ne voyaient là qu'une manière de vivre dans la marginalité. Mais dans les années 1970, le mouvement communautaire n'avait rien de marginal. Bien sûr, il n'échappait pas complètement aux griffes du système, mais on y explorait des modalités de production hors salariat et d'autres types de relations sociales ; et on œuvrait à faire advenir une autre société en fournissant les bases arrière de la lutte révolutionnaire.

Entre les murs de Fleury-Mérogis

Le 19 septembre en fin d'après-midi, nous avons été transférés du quai des Orfèvres à la rue Saint-Dominique, pour être déferés devant la CSE. Lors de ma première détention, j'avais connu les anciens locaux dans le Fort de l'Est à Saint-Denis ; les nouveaux se trouvaient dans un autre bâtiment de l'armée, dans le VII^e arrondissement, proche des Invalides, aujourd'hui utilisé par le service de relations publiques des armées, le SIRPA. Un bâtiment ancien. Une grille sur la rue.

Une petite cour qui servait de parking.

La CSE était une juridiction militaire d'exception. Les juges d'instruction étaient des « civils », comme le parquet, mais la cour était composée de hauts gradés. Dans ces deux bâtiments, nous étions bien loin de l'ambiance des palais de justice. Des militaires de toutes unités (parachutistes, gendarmes, marins, etc.) déambulaient dans les couloirs, des gamins jouaient dans la cour, pas de barreaux aux fenêtres... On était menottés, mais pas en cage. Il nous est même souvent arrivé de prendre le café dans la salle de garde.

On était bien loin de la « normalisation » – comme ils dirent après la dissolution de la CSE –, loin de la souricière du Palais de Justice de Paris, loin des exactions régulièrement commises contre les prisonniers politiques.

C'est le juge Legrand qui nous inculpa. On le connaissait déjà du quai des Orfèvres. Après les premières 48 heures, le procureur de la CSE devait en effet venir renouveler la garde à vue tous les deux jours. C'était le cérémonial. Le procureur, le juge, les greffiers et les fusiliers marins qui leur servaient d'escorte et de chauffeurs attendaient dans le couloir devant le bureau du directeur. À l'aller et au retour, on parvenait à s'entrevoir entre camarades, à se croiser, parfois à échanger deux mots. Après l'entretien avec le procureur, on descendait au dépôt pour la nuit.

Legrand nous inculpa pour diverses opérations : Nat pour la fusillade, bien sûr ; et pour moi, je ne me souviens que de l'expropriation de la BNP de l'avenue de Villiers, à côté du lycée Carnot. Je désignai le cabinet Ornano (le collectif d'avocats autour de Leclerc ^{VI}) et le cabinet Ételin de Toulouse pour ma défense. Et on nous remit dans les estafettes.

Il faisait nuit lorsque nous sommes arrivés en vue de Fleury. Les fenêtres des cellules dessinaient les croix de lumière d'un vaste cimetière de béton. Mon véhicule a bifurqué vers le grand quartier des hommes. Après le parcours des arrivants et deux ou trois fouilles à corps, ils m'ont enfermé dans une cellule du D1, au dernier étage. En bout de bâtiment, entouré de cellules vides pour m'isoler des autres détenus.

Ma minuscule cour de promenade, entièrement grillagée, se trouvait à quelques mètres de ma cellule, sur le toit. Les horaires, une heure le matin, une heure l'après-midi, n'étaient pas fixes. Ils me prévenaient une minute avant pour que je m'habille. Un gardien me regardait tourner en rond derrière une vitre. Je ne devais croiser ni voir qui que ce soit, sauf des gardiens. Lorsque je circulais, les autres détenus étaient bloqués en cellule, les coursives étaient vides, et tous les mouvements interrompus. Seul le brigadier avait une clef de la porte de ma cellule. Il commandait l'escorte de trois ou quatre surveillants qui m'accompagnaient dans tous mes déplacements. On me mettait les chaînes aux pieds. Certains pointilleux les plaçaient même pour m'amener aux douches, de l'autre côté du couloir. Ils me fouillaient à poil pour un oui ou pour un non : avant la douche, après la douche, au retour de promenade, etc.

Je n'avais absolument rien en cellule. Mon courrier était bloqué. Même les mandats – ce qui m'interdisait de cantiner ^{VII}. Aucun permis de visite. De plus, ma veste ayant été saisie par les flics

pour expertise, l'administration refusant de me fournir une tenue pénale ou au moins un pull, je vivais en t-shirt, et le chauffage à Fleury étant fermé jusqu'au 15 novembre, je passais mes journées avec une couverture sur le dos. Je ne faisais rien, j'attendais en regardant les détenus jouer au foot sous ma fenêtre. Je n'avais pas de livre et l'accès à la bibliothèque m'était pour l'instant interdit. Ils avaient même débranché la radio murale. Je n'avais droit qu'aux habituels ordres nasillards : « Préparez-vous à recevoir le repas en tenue correcte ! »

Je suis resté ainsi plusieurs semaines. Je ne sais plus. Puis la sanction s'est allégée. Tout fier, un « galon d'or » m'a passé un vieux pull bleu puant le désinfectant. Ils ont rebranché la radio. Mon courrier est arrivé, tout d'abord au compte-gouttes, puis plus régulièrement. Mon compte a été crédité, j'ai pu acheter de la nourriture, du tabac et les journaux. Enfin j'ai reçu quelques livres, des polars infects style *OSS 117* et autres De Villiers. Puis ils m'ont permis d'aller les choisir moi-même, un étage plus bas, dans la bibliothèque du bâtiment. « Attention, pas plus de trois par semaine ! » Alors j'ai pris, en trois énormes volumes reliés, les vingt romans de la grande saga des Rougon-Macquart !

Puis ma famille obtint des permis de visite. Je me sentais comme après un long séjour en mitard. La socialité m'irriguait à nouveau. Le Fou et un jeune autonome détenus au D2, de l'autre côté du terrain de foot, m'avaient localisé. Ils m'appelaient le soir après la fermeture des portes. On échangeait quelques mots, des nouvelles en phrases courtes. Ça dura une semaine. Puis ils s'en rendirent compte. Ils me changèrent d'aile dans le même bâtiment.

Je suis resté cinq mois à l'isolement à Fleury. Ce fut ma première expérience de ce type d'incarcération. Et je sus plus tard que nombre de mes camarades avaient connu ces quatre ou cinq mois de punition dès leur arrivée. Non seulement les camarades accusés d'actions armées, mais aussi les militants des groupes d'appui. Ainsi l'Antillais, qui nous avait simplement loué les apparts du XX^e, se retrouva plusieurs mois au QHS de Fresnes.

Suivant une ligne commune établie au niveau européen, l'isolement était devenu une arme des politiques répressives. L'expérience allemande, reprise des politiques de contre-insurrection de l'Otan, tendait à se généraliser à tous les pays occidentaux. Elle était déjà à l'œuvre en Italie et des quartiers spéciaux étaient en construction dans l'Espagne « démocratique ».

Cette période fut également l'occasion de manipulations médiatiques. Un jour, je vis ainsi arriver un avocat affolé parce que des journaux affirmaient qu'avait été découverte dans ma cellule une confession où je reconnaissais des actions et nommais des camarades. Mais il ne s'agissait que d'une saloperie de l'administration pénitentiaire, qui se couvrait du vol d'un paquet de notes politiques sur lesquelles je travaillais depuis mon incarcération.

Entre les murs de Fresnes

Lors de la détention pour les Gari [1974-1977], nous avions fait deux grèves de la faim pour le

statut de prisonniers politiques. Une première fois pour l'obtenir nous-mêmes dans le cadre la juridiction imposée par les luttes des camarades algériens du FLN, comme les prisonniers de la GP* l'avaient fait avant nous ^{VIII}. Une seconde en 1976, alors que les prisonniers politiques s'accumulaient dans les prisons parisiennes. Nous avions mené cette grève pour que le statut soit octroyé automatiquement dès que l'instruction concernait des faits politiques. Le quartier de la Santé réservé aux politiques s'était alors rempli de prisonniers bretons, corses et de la gauche révolutionnaire.

Alors que ce statut était censé s'appliquer automatiquement à tous les inculpés de la CSE, je n'avais pas bénéficié des dispositions de ce régime lors de mon séjour à Fleury. À mon arrivée à Fresnes, le sous-directeur m'avertit que, dans l'immédiat, je ne serais que « regroupé partiellement ». En fait de regroupement, j'ai été jeté avec mon paquetage dans une cellule individuelle du rez-de-chaussée de la deuxième division où était déjà installé un camarade du réseau ex-Napap. On ajouta simplement un lit démontable et un placard. Du coup, on ne pouvait plus se déplacer : on mangeait, écrivait, vivait assis sur notre lit, la table entre nous.

Au premier étage, un camarade d'AD, Mohand Hamami (ex-membre du MTA* arrêté à Grenoble) partageait sa cellule avec un ingénieur détenu pour espionnage au profit de l'URSS. Au second se trouvait Éric, le convoyeur de *L'Escamoteur* détenu depuis février 1979 ; et dans le bâtiment deux ou trois autres détenus autonomes ou sympathisants. On parvenait à se rencontrer lors des déplacements, discutant d'une promenade à l'autre pour échanger textes et consignes.

Après ces retrouvailles, on se mit au travail. Pour la diffusion à l'extérieur, on traduisait des écrits révolutionnaires italiens et d'autres documents qu'on avait reçus. On débattait sans cesse. On écrivait des textes qu'on faisait sortir dans un petit journal artisanal, *Partisans communistes*. Et je travaillais à un premier bilan de la période 1979-1980 et de la campagne de fondation d'AD.

La détention politique est un moment de la lutte à part entière. Dans les premiers temps de l'isolement, j'étais sur la défensive. Il m'a fallu attendre que ça passe. Mais je devais assumer ma part. Et pour un prisonnier politique, c'est apprendre, transmettre, échanger, pour étudier les possibilités de se libérer et reprendre les armes. En quelques semaines, on avait pris le rythme. Et constitué un véritable réseau dans le bâtiment. Les projets fourmillaient... Un contact avait été rouvert avec l'extérieur, encore fragile, très lent à nouer, mais ce fil ténu avec l'organisation était indispensable. On était informés de la situation et des décisions qui étaient prises.

On pouvait aussi communiquer par des moyens détournés avec les camarades détenus à la Santé et à la MAF ^{IX}. Je pouvais enfin correspondre avec Nathalie, qui connaissait elle aussi les « charmes » du regroupement partiel puisqu'elle était installée avec la compagne du camarade qui partageait ma cellule...

Des procès anti-franquistes

Lorsqu'une arrestation intervient après une longue période de clandestinité, la justice organise, la première année, une session de rattrapage pour les dossiers en souffrance. Elle ressortit donc l'affaire de la rue Bellefond, où on logeait avec Michel, Mario et Cricri à l'époque de la coordination autonome ^x. Mais notre incarcération relança aussi les procès Gari. Alors que le ministère aurait préféré mettre tous ces dossiers dans un tiroir et les y laisser le temps qu'il faut pour les oublier, il devait dès lors les renvoyer devant une cour d'assises. La CSE avait été dessaisie en 1976 de notre dossier des Gari. Mais ce dernier étant distinct de l'affaire du banquier Suarez ^{xi} (qui avait toujours été en juridiction normale), il y eut deux procès : le second en février et le premier en mars 1981.

Ces procès étaient sensibles. D'une part, pour mener à bien ces affaires judiciairement graves, l'État devait envoyer en prison vingt-cinq militants antifascistes. Ce qui faisait de nous les derniers prisonniers politiques de la dictature alors qu'au même moment, pour faciliter la transition, des satisfécits antifranquistes étaient généreusement accordés aux notables des partis réformistes espagnols. D'autre part, l'acquiescement contrariait notre criminalisation par la propagande. Il est en effet difficile de traîner dans la boue comme terroristes des militants antifascistes que l'on vient d'encenser en leur donnant l'absolution juridique. (Les services de désinformation n'avaient pas l'efficacité qu'ils ont gagnée depuis.)

J'écris « encenser », car il n'y a pas d'autre mot : ce fut une grande cérémonie dans laquelle tout le monde devait jouer son rôle ; et où l'objet réel, l'essence de la lutte, devait être masquée derrière les voiles célestes du consensus. Une certaine pression pesait sur mes épaules : il me fallait jouer le jeu, pour tous les camarades qui en sortiraient libres. Les avocats me rappelaient que je pouvais toujours attendre le procès devant la CSE pour foutre le bordel ^{xii}. Même Guy Floch, le président des assises, me l'avait demandé lors de la remise du dossier un mois avant l'ouverture du procès. Tout le monde devait être d'accord pour jouer un petit spectacle *politically correct*...

Pour minimiser l'affaire, on nous jugea dans la petite cour d'assises. J'étais seul dans le box. Malgré les camarades sur les bancs devant moi. Celles et ceux avec qui j'avais lutté six ans auparavant, avec qui j'avais connu la prison. Malgré les camarades qui sont venus témoigner. Ceux de la Révolution de 36 et de Mayo 37, les maquisards, les déportés et les guérilleros des années 1950. Malgré celles et ceux qui étaient là par solidarité. Je me sentais spectateur. Étranger à ce qui se décrivait là. La lutte m'avait amené ailleurs. Je n'étais pas concerné par cet enterrement de première classe.

Nous fûmes reconnus coupables de dix-neuf attentats et de cinq expropriations. Mais tous acquittés ^{xiii}. Selon les jurés, la dictature justifiait notre action.

Ce procès me laissa pourtant un goût de profonde amertume. D'autant plus que le mouvement autonome et assembléiste s'était écroulé en Espagne. Les groupes radicaux de la lutte antifranquiste avaient été démantelés par la répression, souvent trahis par ceux qui négociaient leur institutionnalisation avec le nouveau pouvoir. C'était l'amertume en pensant aux camarades qui avaient connu la fin des derniers maquis, ceux de Sabaté et de Caraquemada, trahis et

abandonnés... ^{xiv}

Élection de Mitterrand

Au début de l'année 1981, l'organisation était toujours active. Mais les réunions de janvier au Portugal et en Espagne n'avaient pas permis d'avancer une nouvelle ligne ni un nouveau modèle de structuration. Le noyau s'était rapproché des anciens réseaux. Ils agissaient désormais en commun. Mais dans les mêmes limites, de politique et de méthode. Comme dans les mêmes limites organisationnelles ^{xv}.

Les groupes se contentaient de reproduire les acquis des années 1978-1979. Mais l'expérience du printemps et de l'été 1980 devait être un sas entre deux périodes, un pas vers un autre niveau d'organisation. Les réunions de l'hiver permirent bien de faire un pas, mais en arrière.

Les réseaux s'étaient bien réimplantés sur la capitale, de nouveaux camarades avaient intégré les structures armées. Mais ils hésitaient toujours à reprendre l'offensive politico-militaire. À ce moment-là, il était clair que l'absence d'une direction commune se faisait cruellement sentir.

L'ouverture de la campagne présidentielle servit de prétexte pour ajourner la reprise de l'action. Il ne s'agissait ni de tractations pour une trêve avec les forces réformistes, ni d'une manœuvre politique en vue de laisser ouverts les futurs possibles. S'il existait bel et bien une volonté de se placer en dehors de la foire à la politicaillerie, il manquait surtout une vision claire de ce qu'il fallait faire et de comment le faire. Non que l'organisation soit incapable de sortir de cette ornière – au contraire, elle aurait fini par s'en dégager progressivement –, mais cela prenait plus de temps qu'il était nécessaire ^{xvi}.

Au moins cette décision permit à l'organisation d'échapper aux provocations orchestrées par un giscardisme agonisant, un régime capable de toutes les opérations occultes pour se maintenir au pouvoir. Comme le 16 avril 1981 en Corse avec le faux attentat qui fit de vraies victimes à l'aéroport d'Ajaccio ^{xvii}. Comme le 11 juin 1980 en nous impliquant dans un attentat sanglant à l'aéroport d'Orly.

Pressions hors prison

16 avril. Fresnes. À notre retour de promenade, les infos annoncent qu'une fusillade a éclaté place des Termes à la suite d'un braquage de banque. Le flash suivant parle d'une nouvelle fusillade à la périphérie ouest de la capitale. Un policier abattu. La méthode, le nombre de personnes engagées, le circuit de fuite ne laissent aucune ambiguïté.

Il s'agissait d'un commando de l'organisation, formé de militants aguerris et de néophytes. Les camarades étaient toujours à l'intérieur de la banque lorsque la protection vit un car de flics se

positionner dans la contre-allée. Leur propre voiture, une R14, était garée au bord du rond-point central. Dès qu'ils furent certains qu'il ne s'agissait pas d'une manœuvre de routine, un camarade bondit et ouvrit le feu. Une longue rafale dans l'espoir de faire fuir le fourgon. Mais un flic en sortit, une mitraillette à la main. La fusillade redoubla d'intensité.

Les camarades sortis de la banque réussirent à monter dans la R18 de l'opération et s'engagèrent avec la R14 dans l'avenue vers la porte des Termes. Une voiture de flics toutes sirènes hurlantes suivait à quelques dizaines de mètres. Dans la panique, le chauffeur de la R18 oublia la sortie prévue et s'enfonça dans la rue Guersant étroite et encombrée. Les deux véhicules se perdirent. La R14 tira encore quelques coups de feu sur ses poursuivants puis parvint à se dégager définitivement. Mais la R18 continua sa course jusqu'à Neuilly. Tous les renforts de police la prenaient désormais en chasse. Ne connaissant pas bien la zone, les camarades perdaient du temps et prenaient des risques. Ils finirent par percuter un autre véhicule et une nouvelle fusillade s'engagea avec leurs plus proches poursuivants. Enfin, profitant de la confusion, ils parvinrent à braquer une voiture et à prendre la fuite.

Amnistie

10 mai, 20 heures. La prison résonne de cris, les détenus frappent dans les portes avec tout ce qui leur tombe dans les mains. Des journaux enflammés descendent en volutes lumineuses des fenêtres. Un tapage assourdissant.

Mitterrand est élu.

Et nous serons libérés. Nous avons du mal à le croire. Même le pire social-démocrate ne pouvait déroger à cette vieille tradition républicaine. Chaque nouveau président libérait les prisonniers politiques qui avaient lutté sous le règne du précédent. Sous la V^e République, aucun n'avait pris ses fonctions sans accorder une large amnistie politique, c'était même un de leurs premiers actes.

Ce qu'est une amnistie politique

L'amnistie politique est une opération de récupération de la contestation. Elle est caractéristique de l'État protecteur, de son pouvoir et de son autorité. Elle fut un attribut indissociable du pouvoir gaullien – étendu au président Pompidou, qui amnistia les délits des manifestants de Mai 68. La contestation de la première amnistie de Mitterrand par les forces réactionnaires était une remise en cause de son pouvoir de grâce, de sa présidence, de l'autorité de l'exécutif. Pour les mêmes, c'était en revanche dans l'ordre des choses que de Gaulle amnistia les commandos de l'OAS, responsables du massacre de centaines de civils. Un ordre dans lequel s'est d'ailleurs inscrit Mitterrand lui-même lorsqu'il réhabilita en 1982 les généraux putschistes Salan et compagnie.

À partir du milieu des années 1980, le régime mitterrandien, surfant sur la vague réactionnaire, assumait la continuité de l'alternance des partis bourgeois. Avec la désagrégation de l'État national protecteur sous les coups des politiques néo-libérales, l'intégration est remplacée par l'exclusion et la confrontation par la « pensée unique ». Il n'y a plus d'opposants politiques en dehors de l'arène médiatique (qui a remplacé les forums parlementaires). Quelques réserves « alternatives » sont autorisées çà et là pour simuler la liberté

politique. Dès lors, tous les opposants réels sont criminalisés, rejetés, emprisonnés et exterminés politiquement.

L'amnistie présidentielle a disparu avec la disparition de l'État fort, de l'État national gaullien. L'amnistie croupion de 1988 illustre la réduction de l'action présidentielle à la politique intérieure. Ainsi seuls les militants corses et antillais furent-ils amnistiés. Ni les prisonniers basques (devenus un problème européen) ni ceux de la gauche révolutionnaire (membres d'un affrontement de classe transétatique) ^{XVIII}, exclus de toutes les mesures de grâces collectives habituelles. Les gouvernements qui se sont succédé depuis n'ont eu de cesse de criminaliser toute action politique qui ne se soumettait pas aux règles de la démocratie parlementaire. Plus aucune exception française en la matière.

L'État-national protecteur est en crise, son modèle s'écroule. La matérialisation du conflit de classe que représente le prisonnier politique n'est plus assimilable. Le régime ne peut que le nier, comme il nie le conflit de classe, en attendant de nier les classes elles-mêmes. Il n'y a plus de prisonniers politiques, mais des « criminels idéologiques » – comme dans les dictatures latino-américaines des années 1970.

Pris dans les rets de la collaboration, le mouvement révolutionnaire n'est plus bon qu'à réciter les bréviaires de la guerre anti-terroriste internationale, incapable d'un programme autonome ni même de revendiquer la libération des prisonniers politiques.

Mais en 1981, l'amnistie générale était inévitable. Elle allait dans le sens de l'antagonisme mené depuis la fin des années 1960 : alors que le mouvement révolutionnaire pesait encore sur la confrontation de classe, l'arrivée au pouvoir de Mitterrand proposait un consensus. C'est pourquoi l'amnistie fut l'un des premiers actes du phagocytage des options alternatives à la gestion de la crise ^{XIX}. La « gauche » qui voulait « Changer la vie » ne pouvait incarner une rupture en laissant en prison plus de deux cents détenus politiques.

Premières libérations

Le lundi 11 mai, à 9 heures, Henri Leclerc tout sourire attendait dans le couloir devant les parloirs avocats. Je n'étais pas assis qu'il me dit : « Tu sors. Vous sortez tous. » Il faisait le tour des prisonniers politiques de toutes les obédiences pour se réjouir avec eux de l'amnistie. En cellule, on était un peu sous le choc.

À l'isolement, je m'étais préparé à faire une longue peine, plusieurs années sans doute. Je ne me voyais sortir que les armes à la main. C'était ma principale orientation, quoi qu'il m'en coûte. En quelques heures, j'allais devoir faire le processus inverse, intégrer la nouvelle conjoncture politique. Utiliser cette amnistie sans concession au nouveau pouvoir. Réfléchir à ce qu'allait être ma vie de militant légal une fois libéré. Et surtout à ce que serait la nouvelle politique de l'organisation. Un gouvernement de gauche proposant le même programme que la bourgeoisie (l'expérience française de l'après-guerre l'avait montré), il fallait l'affronter sur la même ligne stratégique ; mais notre tactique devait changer.

En attendant, plus rien ne me paraissait clair. Je ne restais pas prisonnier de mes grilles d'analyse et je tournais et retournais les problèmes dans ma tête, mais sans résultat. Comme si je n'avais pas de prise sur les nouvelles perspectives. Et je n'en avais effectivement pas. Je marchais des heures entières de long en large dans la cellule. Ce qui agaçait mon compagnon. Depuis le

fond de ma geôle, je n'avais aucune vision de la nouvelle époque qui venait. Mais je savais qu'elle apparaîtrait avec les nouveaux combats, dans un moment de lutte, qu'elle serait la conséquence des antagonismes qui ne manqueraient pas de surgir.

Demi-mesure d'amnistie et reprise de la lutte

L'occasion de lutter ne tarda pas. Quelques jours après la nomination du gouvernement Mauroy, le nouveau ministre de la Justice, Maurice Faure, un radical traditionnel, annonça ses grandes orientations. Pas question d'amnistier tous les détenus de la CSE. Au maximum une réduction de peine de huit ans, et encore sous conditions. La fermeture des QHS n'était même pas évoquée...

Le gouvernement commençait les négociations au niveau le plus bas des enchères. Une politique au rabais.

À quoi servent les réformistes

Les réformistes n'agissent pour les libertés que sous la pression, poussés par la peur des masses populaires dont ils prétendent représenter les intérêts. Selon la légende d'État, Blum est le père des congés payés. Et la lutte des millions de grévistes une anecdote. Mais sans les grandes grèves de 1936, le Front populaire aurait-il obtenu autant de mesures sociales ? De même, dans les grandes mythologies de la « génération Mitterrand », Badinter, l'« honneur de la gauche », est arrivé avec le mois de mai, ses réformes exprimant une même volonté de Mitterrand, de Mauroy et de la gauche tout entière d'un seul élan. Mais s'il n'y avait pas eu une réelle mobilisation contre les orientations du ministre Faure, jamais Badinter n'aurait été nommé place Vendôme, ni avec les propositions qui étaient les siennes en juillet.

Sans cette pression, leurs réformes ne servent que les intérêts de la bourgeoisie. Dans les pays industriels, les réformistes n'accèdent aux affaires que pour réaliser les mutations structurelles que n'ont pu accomplir par la force les partis réactionnaires. Ils sont les forces du système capables d'appliquer le programme de la bourgeoisie et d'y soumettre les travailleurs sans conflit majeur. Là où le giscardisme avait échoué, le mitterrandisme allait réussir.

Dès l'annonce des demi-mesures, un vent de révolte se leva dans notre bâtiment, qui fut remué par d'énormes chahuts plusieurs soirs de suite. Et chaque descente en promenade pouvait éclater en émeute parce que la direction répondait aux chahuts par la répression, la mise à sac des cellules, les semaines de mitard, les bastonnades.

Au rez-de-chaussée de la deuxième division, plusieurs dizaines de DPS et de PP déclenchèrent une grève de la faim. Dans cette lutte, nous avons forgé l'unité des principales revendications : fermeture immédiate des QHS, amnistie générale des PP, amnistie présidentielle substantielle pour les prisonniers sociaux, amélioration des conditions de vie dans les prisons, etc.

Notre lutte s'étendit à l'extérieur. Fraîchement libéré, Éric Moreau constitua un comité de soutien et édita un journal, *Rebelles*, qui propageait ces revendications. Bientôt une grande partie du mouvement autonome et libertaire s'engagea dans la lutte contre Faure et ses demi-mesures. Lors d'une manif institutionnelle, plusieurs centaines d'autonomes quittèrent le cortège pour se

diriger vers l'île de la Cité au cri de « Libérez les prisonniers politiques. » Des incidents de plus en plus nombreux éclataient dans les divers établissements de la région parisienne, et le mouvement s'étendit nationalement.

Des transferts à la libération

La grève avait commencé depuis à peine une semaine lorsqu'on fut transférés. Entre midi et deux, un groupe de matons nous conduisit à la fouille. La direction de la prison au grand complet nous attendait, le visage des grands jours de répression, sourire de mépris aux lèvres, fanfaronnant devant une escorte imposante de chemises bleues. Sous leurs yeux les matons saccagèrent nos paquetages, cassant et déchirant, jetant la plus grande partie de nos affaires. Puis je fus jeté, menotté et entravé, dans un camion avec un compagnon de voyage, un DPS lui aussi raflé par la tourmente.

L'autoroute du Sud. On s'éloignait de Paris. Après deux heures, le camion entra dans Auxerre. Je connaissais la prison de l'extérieur, un petit établissement, des vieux murs gris en pierres meulières. À peine étions-nous arrivés dans la cour d'honneur qu'un comité d'accueil se préparait déjà autour du camion. Et les portes n'étaient pas encore ouvertes qu'ils commençaient déjà à nous insulter. Ils se jetèrent sur nous, nous tirant par les cheveux, nous soulevant de terre et nous frappant alors que nous étions pieds et mains liés. Ils vociféraient : « Tu vas voir ce qu'on fait aux enculés de meneurs ! »

Un chef avait autorité de directeur, le brigadier Leuleu, que je connaissais de ma peine à la Santé en 1975. Ayant peut-être gardé de mauvais souvenirs de cette rencontre, il attaqua bille en tête : « Ici tu vas payer, pas de prisonnier politique. » Les gardiens me tordaient les bras dans le haut du dos, ce qui me forçait à garder le corps penché en avant. Leuleu remplissait lui-même les formulaires d'arrivants. Tout en continuant à m'insulter, il me signifia que mon régime de PP était suspendu pour raison de sécurité – tout l'arbitraire de l'administration pénitentiaire est justifié au nom de la sempiternelle sécurité. Comme je me débattais, un maton chercha à me frapper au genou avec sa barre de sondage. Heureusement il me toucha à quelques centimètres au-dessus de la rotule, et je n'ai boité que pendant quelques semaines.

Ils me traînèrent au QHS, situé dans une aile du plan en étoile. Tout semblait repeint de frais. L'aile était déserte. Ils me firent entrer dans une cellule entièrement vide, une cellule de mitard, et ils m'arrachèrent mes vêtements, qu'ils jetaient au fur et à mesure sur la coursive. Puis ils me laissèrent là, nu dans la pénombre, plusieurs heures avant de me conduire dans une cellule « normale ». En fait un cul-de-basse-fosse, sale, humide et sombre, y compris pendant la journée en été, où il m'arrivait même d'avoir froid !

Dans mon paquetage ne restait plus qu'un énorme cahier de *Contro-informazione*, avec des dizaines de textes de prisonniers politiques italiens que je passais mes journées à traduire.

Ce transfert dans un QHS de province devait m'isoler des initiatives et des luttes en cours. Mon compagnon de cellule à Fresnes aussi avait été expédié en Normandie. Mais la résistance se poursuivait. Un autre « disciplinaire » débarqua. Il arrivait de la Santé, où des détenus avaient refusé de remonter de promenade. J'avais vaguement entendu des cris et le bruit des portes, mais c'est en lisant *Libé* que j'appris quelques jours plus tard qui était mon nouveau voisin.

Partout le mouvement prenait de l'ampleur : émeutes, grèves de la faim et blocages se multipliaient. Tant et si bien que le ministre Faure finit par démissionner. Ainsi Badinter débarqua, avec le deuxième gouvernement Mauroy, le 22 juin. Il proposa immédiatement une amnistie générale, la fermeture des QHS et de nombreuses modifications dans le régime intérieur des prisons.

Fin juillet. Nouveau transfert. Destination la Santé. Rez-de-chaussée de la troisième division. Là aussi le couloir était repeint de neuf. J'en fis la remarque au brigadier, il me répondit en rigolant : « Il y a une heure à peine, la commission parlementaire est passée pour vérifier que le quartier était bien fermé ! » Je restais là, seul détenu d'un QHS officiellement clos. Les camarades de l'organisation, regroupés au bloc A, se relayaient pour me tenir compagnie lors des promenades, les fenêtres d'une de leurs cellules au troisième plongeant au-dessus des cours du QHS.

L'amnistie était votée, la publication du décret imminente. La direction décida de me monter en détention normale, à la deuxième division. Je n'y restais pas longtemps. Deux ou trois jours, peut-être. Je fus libéré un matin à 7 heures. Les autres prisonniers politiques étaient sortis la veille au soir. Les fêtes de libération s'étaient déroulées tout au long de la nuit. Seule une poignée de camarades m'attendait le matin dans le bar en face de la prison. J'étais sorti si discrètement qu'ils ne me virent pas. C'est en allant se renseigner à la guérite de la prison qu'ils surent que j'étais parti vers le boulevard Arago. Il faisait très beau, je respirais par tous les pores de la peau cet air de liberté en déambulant sous les platanes quand ils me rattrapèrent.

L'amnistie pour tous

Le jour même de la promulgation de la loi d'amnistie, un commando en armes composé d'une douzaine de militants fit une distribution de tracts dans un quartier central de la capitale. Un petit élément spectaculaire servait de prétexte à cette opération : la « restitution » de la voiture de Jospin, volée par hasard au parking Saint-Sulpice quelques mois auparavant. Cette opération très symbolique voulait rappeler qu'il y avait encore de nombreux politiques emprisonnés dans les geôles de Mitterrand ^{xx}.

Cette action débuta la campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques. C'était un engagement primordial, autant humainement que politiquement.

L'État avait élargi le champ d'application de la loi d'amnistie, mais, simultanément, la CSE se

dessaissait de nombreux dossiers en les renvoyant devant les juridictions de droit commun – une façon de les exclure de l'amnistie. Ne pouvant exclure les dossiers les plus importants, le procureur se rattrapait sur les affaires connexes, où étaient impliqués des groupes d'appui ou des sympathisants. Ainsi vingt à vingt-cinq camarades, peut-être plus, restaient en prison. Dont Nathalie, exclue de l'amnistie du fait de la charge de « tentative d'assassinat sur les forces de l'ordre » retenue contre elle.

Un comité regroupant de nombreux groupes se réunissait pratiquement tous les soirs dans les locaux de la rue des Vignoles. Là étaient domiciliées la CNT de Paris, l'OCL et *Rebelles*. Plusieurs dizaines de personnes étaient désormais engagées en permanence dans cette lutte pour « la libération de tous les PP ». La librairie du Jargon libre d'Helyette Bess servait plus spécifiquement de bureau pour les ex-PP de l'organisation. On s'y retrouvait pour discuter des initiatives, taper un texte, rencontrer un journaliste, rester en contact avec d'autres groupes et surtout être ensemble après cette période de prison.

J'avais obtenu un permis de visite pour voir Nathalie, qui était toujours à Fleury, regroupée avec une camarade italienne, Oriana, proche des BR* et accusée dans le dossier de Condé-sur-l'Escault ^{xxi}. Helyette, de son côté, avait des permis avec d'autres camarades italiens incarcérés à la Santé. C'est donc directement avec les prisonniers politiques que nous préparions le soutien à la grève de la faim qui débuta début septembre.

Les réunions de la rue des Vignoles dégagèrent quelques grandes lignes directrices. Tous les prétextes devaient être utilisés. Certaines interventions occasionnèrent des incidents, dont plusieurs furent largement médiatisés. Ils attirèrent ainsi de nouveaux camarades dans les rangs du comité. Assez rapidement, les parquets libèrent en douce de nouveaux prisonniers. Mais on ne relâchait pas la pression. Notre engagement était clair : tous !

Les actions allaient de l'occupation du plateau du journal de FR3 au kidnapping de l'effigie de Mitterrand au musée Grévin. La campagne prenait de l'ampleur, de nombreux secteurs du mouvement s'engageaient dans la mobilisation. Diverses personnalités de gauche prirent position, certaines demandant des permis de visite avec des prisonniers, dont Nathalie. Au souvenir des manifestations où le service d'ordre de la LCR protégeait les forces de l'ordre des autonomes, l'idée de rencontrer Krivine dans un tel cadre l'amusa ^{xxii}. Mais elle restait très sceptique sur ses propres chances d'être libérée.

La grève des détenus se poursuivait. Il fallait donner un signe plus fort. La cible choisie fut l'annexe du Palais de Justice de Paris, rue Fleurus, où étaient regroupés les bureaux du suivi de peine, du contrôle des conditionnelles et des libertés surveillées, etc. On se présenta un soir vers 20 heures, en mini-manif, principalement d'anciens prisonniers politiques. Les bureaux étaient installés au quatrième étage d'un bâtiment administratif à l'arrière de la tour de l'hôtel PLM. Pendant que le gros de la troupe restait dans la rue, bombant les murs et scandant des slogans pour la libération des PP, un petit groupe monta par l'escalier de service extérieur, fractura la porte des locaux et déversa une quarantaine de litres d'essence. Les bureaux s'embrasèrent.

Distribution de tracts aux premières personnes accourues. Tous les locaux furent détruits.

Nous revendiquions toutes ces opérations sous le sigle « NOUS » – dont je ne me rappelle pas la signification, sinon qu'on ne voulait pas d'une référence organisationnelle puisqu'il s'agissait d'actions de mouvement.

Le 18 septembre, Nathalie fut libérée. C'était la veille de la conférence de presse organisée par les personnalités en soutien aux PP. Nous y sommes allés ensemble. Il y avait là Bouchardeau pour le PSU, Krivine, l'amiral Sanguinetti et d'autres que j'oublie ^{xxiii}. Mais je n'ai pas oublié qu'ils avaient relégué le vieux camarade Daniel Guérin, assis sous les portemanteaux ^{xxiv}, ce qui me mit profondément en colère. On alla saluer un député PS pour le remercier de son intervention à la chambre en faveur de la libération de tous les PP avant de revenir discuter avec Guérin sous son portemanteau... Ce fut la dernière fois que je le vis en personne. Tout au long des années 1980, il ne cessa jamais de nous exprimer sa solidarité. Quelques jours avant sa mort en 1988 nous recevions encore un télégramme de soutien.

Flottant dans son pantalon après trois semaines de grève de la faim, Nathalie se joignit malgré tout à la mobilisation. On organisait une petite action quasiment tous les soirs. Par exemple, vieille manie régicide, décapiter les statues de Saint-Louis ou, à Toulouse, celle de Jaurès – dont la tête fut réquisitionnée. S'attaquer à Louis IX est une chose, s'attaquer à Jaurès en est une autre. C'était faire bien trop d'honneur à la clique mitterrandienne que de la rattacher au vieux Jaurès qu'ils allaient bafouer avec la poursuite des guerres néocoloniales, les politiques nucléaires et d'armements puis leur ralliement à la contre-révolution libérale ^{xxv}.

Le Quotidien de Paris avait fait paraître un article pourri sur notre lutte. Le soir, au moment du bouclage, on investit leurs locaux jusque tard dans la nuit, retardant l'édition du lendemain. (Nathalie passa un bon moment à consoler un journaliste bourré.) Quelques jours plus tard, ce furent les locaux de l'AFP qui furent occupés. Toujours sans casse – tandis que les forces de police restaient dehors.

Mais ces occupations menaçaient de se transformer en rituel. Un bruit courut que *Le Monde* avait prévu un buffet, qu'une grande radio périphérique nous attendait et que les chaînes de télé se préparaient à nous voir débarquer à chaque émission publique... France Inter nous donna même la parole lors d'un magazine à 19 heures.

Tous les prisonniers politiques

Nous nous battions pour la libération de tous les prisonniers politiques du camp révolutionnaire. Pour nous, « tous » signifiait tous les militants détenus pour des activités qu'ils avaient revendiquées et revendiquaient toujours au nom de la lutte contre la bourgeoisie. Qu'ils soient maos, ML*, autonomes ou anars. Dans une telle lutte de solidarité, il n'y a pas de place pour le sectarisme.

Cela n'empêchait pas les débats politiques, non plus que les positionnements clairs et les critiques à propos de telle ou telle activité, ou inactivité – au contraire, puisque les divers courants étaient représentés dans chaque initiative. Ce qui nous changeait des habituelles litanies autarciques caractéristiques du mouvement à Paris...

Et les grèves de la faim se prolongeaient. Il fallait donc diversifier nos interventions. On avait repéré quelques grands restos parisiens. « Les riches ne se goinfreront pas tranquillement tant que les camarades crèveront de la grève de la faim ! » On décida d'en casser un ou deux. On commença par la Tour d'argent. Arrivée en estafettes, la mini-manif rassemblait une vingtaine de camarades. La casse débuta aussitôt arrivés ! D'autres actions furent menées en province. À Toulouse, où l'épicerie fine Germain fut saccagée le 26 septembre par un groupe se revendiquant des Gastronomes écoeurés et révoltés par le manque d'alimentation des incarcérés non amnistiables, les Germain. À Perpignan, le 29 septembre des seaux de purin furent déversés dans le hall du Palais de Justice par le comité unifié de libération des prisonniers politiques et le 2 octobre l'épicerie fine Lucullus fut dévastée par le Gaga (Groupe affamé des gastronomes amnistiables).

Un « négociateur » finit par se déplacer. Il nous demanda simplement la liste des prisonniers dont nous demandions la libération et leur situation exacte. La rencontre dura une minute, deux peut-être... Il n'y eut aucun engagement de part ni d'autre. Pas de discussion sur le renoncement ou non à l'action armée. Rien. Il était venu chercher la liste jusque dans ce qu'il appelait « votre local ». Et cela semblait lui avoir beaucoup coûté.

Les camarades étaient libérés au compte-gouttes – comme les perfusions qui les suivaient partout. Ils arrivaient toujours en fin d'après-midi à l'hôpital Cochin. On les attendait en petit comité dans le hall. Puis on poussait le chariot, dissimulant chaque fois une petite bouteille de champagne.

Fin septembre, tous les prisonniers révolutionnaires associés à cette campagne étaient libérés. Une incontestable victoire. Fruit de la mobilisation et des luttes utilisant les contradictions de la conjoncture politique. Résultat de notre refus d'accepter les restrictions et les divisions que le pouvoir avait tenté d'imposer. C'est-à-dire la criminalisation et les apories de la pensée juridique bourgeoise qu'on retrouve par exemple dans la bouche du très médiatique et très démagogique Di Pietro ^{xxvi} : « Il est possible de pardonner à un révolutionnaire, non à un assassin. » Quand on sait de quelle impunité ont joui les agents des services secrets italiens et leurs sbires fascistes ^{xxvii}... La bourgeoisie pardonne aux assassins, jamais aux révolutionnaires ! Et la libération d'un révolutionnaire n'est jamais un épisode neutre. La bourgeoisie ne cède que sous la contrainte ou en fonction d'une stratégie de conciliation et de réécriture historique.

Le rapport de force que nous avons imposé n'a jamais sacrifié la mémoire des actions ni contredit les idées directrices de notre lutte dans la métropole. Ce mouvement fut un mouvement unitaire et digne, le tout premier contre le régime mitterrandien.

1. En juillet 1978, l'Organisation de libération de la Palestine organise une prise d'otages dans l'ambassade d'Irak à Paris – dans le cadre d'une guerre intestine où une frange de l'OLP est soutenue par l'Irak et l'autre par la Syrie. Alors que le preneur d'otage s'est rendu, les services de sécurité de l'ambassade mitraillent le groupe et tuent l'un des policiers français qui l'escortent.

II. Le 17 décembre 1981, le général américain James Lee Dozier, commandant en chef adjoint des forces terrestres en Italie, est enlevé par les Brigades rouges – une action contre le « projet de guerre réalisé par l’Otan, le plan économique-politico-militaire de la bourgeoisie impérialiste de préparation d’une troisième guerre mondiale ». Il sera libéré le 28 janvier 1982 après une opération qui aurait associé la police italienne, la CIA, l’armée américaine et des experts de la RFA, impliquant près de mille personnes pour « participation aux activités d’un groupe terroriste » ¹. (Rouillan revient sur cet enlèvement dans le cadre du récit des relations AD-BR *infra*, p. ⇒.)

III. C’est-à-dire le dernier endroit où logèrent les militants d’AD avant d’être arrêtés, en février 1987 – lire *infra*, chap. x.

IV. On trouve chez Serge Savoie une version plus précise que celle de Jean-Pierre Pochon quant à la dénonciation de Gabriel Chahine par le pouvoir socialiste au travers de « personnes de la section » – c’est-à-dire de la section Recherche de la Direction centrale des Renseignements généraux. Selon une « conversation téléphonique [entre militants d’Action directe] enregistrée juste après l’exécution de Chahine : “Nous avons eu confirmation par le ‘copain national’ (tu sais, le flic de l’Élysée !) qu’il émargeait depuis plusieurs années aux RG. Il a même précisé qu[e Chahine] était déjà la balance pour le tableau [de Bosch]” » ².

V. En août 1977, Pierre Conty et deux complices braquent une banque à Villefort (Lozère) ; lors de leur fuite, ils tuent un gendarme et deux automobilistes. Sous le nom de « tueurs fous de l’Ardèche », ce fait divers fut l’occasion d’une critique médiatique du mode de vie des communautés rurales. Conty ne sera jamais retrouvé, mais cette affaire continue de faire l’objet de reportages qui l’associent souvent à Action directe ⁴.

VI. Avocat pénaliste, président de la Ligue des droits de l’homme de 1995 à 2000, Henri Leclerc a notamment plaidé la cause de militants algériens de l’indépendance, de manifestants de Mai 68, des mineurs du Nord (après la catastrophe de Liévin qui fit quarante-deux morts en 1974) et de la famille de Pierre Overney [lire *infra*, note ⇒, p. ⇒]. Entre autres prises de position politiques, signalons son opposition à l’arbitraire carcéral qui régnait dans les QHS.

VII. C’est-à-dire acheter de quoi compléter l’ordinaire à la cantine de la prison.

VIII. La Cour de sûreté de l’État fut créée en 1963, notamment pour juger les membres de l’OAS, « qui n’eurent bien sûr aucune difficulté à obtenir le statut de prisonnier politique, contrairement aux militants du FLN algérien », précise Rouillan ; c’est « à partir de 1975 que l’automaticité fut de mise pour les prévenus et condamnés à l’occasion d’attentats » déférés devant la CSE ⁵. Sur l’action de la GP en prison en 1970, lire *supra*, note ⇒, p. ⇒. [nde&a]

IX. C’est-à-dire la maison d’arrêt des femmes de Fleury-Mérogis.

X. Lire *supra*, p. ⇒.

XI. Le 3 mai 1984, Angel Baltasar Suarez, directeur de la banque de Bilbao à Paris, est enlevé par les Gari ⁶.

XII. Ce procès des premières actions d'AD n'eut jamais lieu, Rouillan ayant bénéficié de la grâce présidentielle en mai 1981.

XIII. Par conséquent, si j'ai toujours été condamné par des tribunaux d'exception – Consejos de Guerra de Barcelona, CSE, Tribunal permanent des forces armées et cours d'assises spéciales de Paris –, la seule fois où je suis passé devant une juridiction normale avec un jury populaire, j'ai été acquitté !

XIV. Francisco **Sabaté Llopart**, dit « El Quico » (1915-1960), adhère à la CNT en 1931 et l'année suivante à la FAI. Insoumis au service militaire, il effectue une première expropriation pour soutenir le comité d'aide aux prisonniers. En 1936, il part combattre sur le front d'Aragon dans les colonnes de la CNT-FAI. Exilé en France en 1939, il est interné au camp du Vernet. Après la Seconde Guerre mondiale, il va poursuivre la lutte armée en Espagne, multipliant les coups de main contre le régime franquiste et les expropriations pour financer le mouvement – jusqu'à son exécution par l'armée et la Guardia Civil. Ramon Vila Capdevila (1908-1963), dit « **Caraquemada** », participe aux luttes des mineurs jusqu'à l'insurrection armée de Figols (janvier 1932), où il est arrêté et emprisonné. À sa libération, il rejoint les groupes armés de la CNT. En juillet 1936, il prend part aux combats en intégrant la colonne de Fer puis la colonne Tierra y Libertad. Après la Retirada de février 1939, il est interné au camp d'Argelès-sur-Mer, dont il s'évade en 1940. Dans la Résistance de Dordogne et du Limousin, il se fait connaître sous le pseudonyme de « commandant Raymond ». En 1945, il refuse de déposer les armes et repasse les Pyrénées. Il combat en Catalogne avec d'autres *partidas* ou parfois seul, comme lors de son dernier voyage, en août 1963, où il est tué dans une embuscade de la Guardia Civil ⁷.

XV. Nos discussions portaient sur la continuité à envisager pour AD. Ni Samuel ni moi n'avions les capacités de combler le vide politique. Seul un camarade du Sud, qui avait une formation politique solide, pesait pour un retour à la guérilla de mouvement... [note de Joëlle]

XVI. En rentrant sur Paris en février, l'objectif de libérer les camarades restait un point essentiel – même si nous avions décidé de reporter l'opération à la fin de la période électorale. Au-delà de notre faible politisation, ce fait était une donnée de base : durant cette période, il fallait maintenir les structures et former de nouveaux militants. Les expropriations se poursuivaient donc. [note de Joëlle]

XVII. Au moment où l'avion de Valéry Giscard d'Estaing se pose sur l'aéroport d'Ajaccio, une bombe explose, faisant un mort et huit blessés dans l'aérogare – où il n'a jamais été prévu que le président se trouve. Le SAC* fut soupçonné d'être l'auteur de cet attentat, qui ne fut jamais revendiqué ⁸.

XVIII. Au milieu des années 1990, Rouillan écrivait : « Aujourd'hui, on fait subir aux prisonniers

qui ne renoncent pas les pires conditions. Jusqu'à l'élimination pure et simple. L'administration a maintenu en cellule le militant basque Pello Marineherena, malade du sida, jusqu'à la veille de sa mort, survenue à l'hôpital de Clamart en 1993. Une quinzaine de prisonniers sont toujours en détention malgré des conditions de santé extrêmement précaires ⁹. Notre camarade Georges Cipriani a perdu la raison après six années d'isolement à Fresnes. Il dut être interné dans l'UMD [unité pour malades difficiles de l'hôpital] de Villejuif – mais fut réincarcéré, à la suite de pressions, quelques semaines avant notre dernier procès. Il passe de l'hôpital à la prison sans que son état n'évolue vraiment. » Libéré depuis 2011, Georges Cipriani a effectué l'intégralité de sa peine ; de même pour Nathalie Ménigon, libérée depuis 2015 – mais elle a subi deux accidents vasculaires cérébraux pendant sa détention. Après avoir été opérée d'une tumeur au cerveau, Joëlle Aubron est sortie pour raison médicale en 2004 – « les médecins lui donnaient six mois, elle a tenu dix-huit, précise Rouillan ; aussi un procureur déclara-t-il qu'elle était longue à mourir... ». [nda&e]

XIX. Ainsi la reprise par le programme commun de la revendication de la gauche révolutionnaire de dissolution de la CSE et de libération de tous les prisonniers politiques.

XX. La presse la plus réactionnaire, qui n'est pas à une ânerie près, raconta que nous avions découvert des documents compromettants et que nous faisons chanter Lionel Jospin [qui venait d'être élu premier secrétaire du Parti socialiste] pour la libération d'autres prisonniers politiques. La voiture, qui ne contenait rien d'important, avait été volée par hasard au parking Saint-Sulpice quelques mois auparavant lors d'une opération pour se fournir en véhicules... [nda]

XXI. En août 1979, la trésorerie générale de Condé-sur-l'Escault fait l'objet d'un hold-up. Selon la version de la police, une partie de l'argent aurait été retrouvée au cours d'une série d'arrestations en mars 1980, avec des armes, des explosifs et des faux papiers impliquant quatre militants italiens des Brigades rouges et des membres d'Action directe ¹⁰.

XXII. Ancien dirigeant de l'Union des étudiants communistes (UEC), exclu du PCF en 1966, Alain Krivine participe à la fondation de la JCR, dont la dissolution sous le gouvernement de Pompidou lui vaut quelques mois de prison. Après sa libération, il participe à la création, en avril 1969, de la Ligue communiste puis de la LCR*, partis pour lesquels il fut candidat aux campagnes présidentielles de 1969 et 1974.

XXIII. Élu secrétaire nationale du Parti socialiste unifié (PSU, 1979-1983), candidate à l'élection présidentielle en 1981 (avec le soutien d'une partie de l'extrême gauche), Huguette **Bouchardeau** se désistera en faveur de François Mitterrand ; elle sera secrétaire d'État à l'Environnement du gouvernement Pierre Mauroy en 1983 puis ministre de l'Environnement du gouvernement Laurent Fabius en 1984. Ancien résistant et major général de la marine, Antoine **Sanguinetti** (1917-2004) fut mis à la retraite anticipée en 1976 pour avoir critiqué la politique militaire de la France. Il s'est alors lancé en politique au sein du Parti socialiste. Tiers-mondiste, il a milité pour l'aide au développement de l'Afrique. Membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, il a notamment soutenu les mouvements de sans-papiers.

xxiv. « Du “jeune homme excentrique” des années 1920 au vieillard rejoignant les étudiants parisiens en décembre 1986, Daniel Guérin [1904-1988] s’est toujours placé à l’avant-garde des combats de libération : il s’engage contre le système colonial dès la fin des années 1920 ; puis contre le fascisme ; en 1936 comme en 1968, il est acteur des mouvements populaires ; le voilà enfin à la pointe des combats pour la libération des minorités, des noirs américains aux homosexuels. » Militant, essayiste et historien, « il a consacré sa vie et son œuvre à la recherche d’une synthèse entre le marxisme et la tradition libertaire », précise le site consacré à la vie et à l’œuvre de Daniel Guérin ¹¹.

xxv. Cette dernière action ne fut d’ailleurs pas populaire dans le Sud. On doit s’opposer à tout processus de fabrication des icônes révolutionnaires et de conservation dans le formol du message des anciens camarades. Sans parler de la provocation contre-productive des travailleurs, serait-ce pour dénoncer ces mythologies qui nourrissent leur crédulité. [nda]

xxvi. Ancien magistrat italien, Antonio Di Pietro s’est fait une gloire au début des années 1990 pour son rôle dans la campagne « Mains propres » contre la corruption du milieu politique italien ; mais sa démission de la magistrature et son entrée en politique en 1994 furent suivies de sa mise en examen et d’accusations de corruption ¹².

xxvii. Lire la notice sur Trevi et Gladio, *infra*, p. ⇒.

IV. Une phase de transition (1981-1982)

Le sigle commun AD regroupait alors des tendances bien différentes, souvent contradictoires et en conflit. À tel point que même un semblant de « congrès » n'a jamais pu être mis sur pied. On peut rassembler ces tendances en trois groupes ¹.

Retrouver une unité politique : ni liquidation ni militarisme

La première tendance revenait à liquider l'organisation : certains cadres voulaient abandonner la guérilla en prenant prétexte du « retour à la base », c'est-à-dire à l'immédiateté des luttes, qui justifiait l'abandon de toute organisation spécifique des tâches. L'arrivée au pouvoir d'une gauche réformiste et révisionniste représentait pour eux un cataclysme politique : « Les sociaux sont là pour vingt-cinq ans ! » Comme si ces cadres avaient perdu l'expérience historique que le prolétariat révolutionnaire a gardé de cette « gauche ». Pour eux, tout était nouveau (politique, syndicalisme, militantisme). Tout devenait prétexte à l'abandon du camp révolutionnaire. Mais cet engouement pour la « nouveauté » n'était que le pendant du postmodernisme alors à la mode chez les intellectuels bourgeois.

Suivant une stratégie éculée, pour contrer sa « crise de faiblesse » de la fin des années 1970 et du début des années 1980, la bourgeoisie fit surgir du « nouveau ». En marxiste, on dira que, poussée par ses contradictions, la bourgeoisie doit révolutionner en permanence les rapports sociaux ; mais cette révolution produit plus d'exploitation et plus d'aliénation. Le « nouveau » ne constitue qu'à de rares occasions une amélioration pour les classes subalternes. Mais l'influence idéologique de la bourgeoisie faisait passer le « nouveau » pour une bouffée d'oxygène dans les rapports sociaux – y compris aux yeux de la classe exploitée ! Alors qu'il accroît la confusion et accélère la division, d'autant plus lorsqu'il se cache sous le masque populiste de la « gauche » réformiste.

Les promoteurs de cette tendance parlaient comme les zombies de l'agitation quotidienniste : « Le cycle révolutionnaire est terminé. Les vieilles théories ne valent plus rien. Fin du travail = fin du prolétariat. Réformisme et révolution ne sont plus antagonistes. » Les liquidateurs ne constituaient pas un groupe organisé, mais leur tendance traversait diverses structures. Elle jouait sur l'indécision de celles et ceux qui, sans véritable solution, voulaient changer de politique avec la fin de l'ère Giscard.

Pour la seconde tendance, qui refusait de rien prendre en compte de la mutation politique, tout était « invariablement inchangé » – selon leur formule « radicale ». Au nom de la continuité de la rupture révolutionnaire, ils reproduisaient nos discours de la fin du giscardisme et traitaient de

« liquidos » ou de « politicards » ceux qui ne les suivaient pas. Scindée en groupes qui s'entre-déchiraient, cette tendance ne pouvait faire émerger une majorité ni tenir une ligne assez cohérente pour prendre en main la destinée d'AD. Elle représentait sans doute la pire dérive de la lutte armée : le militarisme, c'est-à-dire l'idée fausse que tout peut et tout doit changer par les armes et uniquement par elles.

Mais dans toutes les phases du combat armé, seule la politique doit conduire le fusil. Pour la première tendance, le fusil était poussé à la périphérie de la politique révolutionnaire : une nécessité à certains moments et pas à d'autres ; dans certains lieux et pas dans d'autres. Pour la deuxième tendance, le fusil était l'avenir radieux du projet révolutionnaire : « *Mai piu senza fucile* » était devenu « *Solo il fucile* »^{II}. L'une comme l'autre tendance avaient rompu la dialectique qui crée la cohérence du politique et du militaire. En conséquence, ils n'étaient plus capables d'avancer la moindre alternative réelle.

Après notre libération, Nathalie et moi étions dans une situation plutôt marginale face à l'organisation. Ne nous retrouvant dans aucune des deux tendances, nous n'avions pas les moyens de mettre en pratique les réflexions issues des luttes en prison et de la campagne de libération des prisonniers politiques. Mais de réunion en réunion, nous avons cherché à convaincre, militant par militant, groupe par groupe, du bien-fondé de nos positions.

À la première tendance, on rétorquait que, s'il fallait mener une politique avec le fusil dans le placard, autant rejoindre un groupuscule bien implanté pour y constituer un courant plus radical. Ce n'était pas le nôtre, mais c'était un choix possible. Pour nous, désarmée, la politique n'était plus ni politique de rupture ni construction d'un projet révolutionnaire. Une démocratie avancée neutralise le sens de la lutte révolutionnaire en réduisant à l'artifice tout engagement politique désarmé.

Dès l'automne, on avait proposé une ligne tactique : mettre à profit notre légalité pour conquérir le maximum de terrain et se renforcer jusqu'à être en mesure de reprendre notre projet révolutionnaire. Qu'il ait été possible de mener à bien un tel projet sans l'apprentissage ni la diffusion de la lutte armée, sans le sabotage ni l'action directe, ne nous a jamais traversé l'esprit. Tout ce que nous savions des situations révolutionnaires l'avait montré : dans la confrontation des masses avec l'exploitation capitaliste, rien n'était possible sans les armes.

On était alors certains qu'il existait un espace politique, qu'il suffisait de l'investir et de l'orienter « vers une lutte de rupture », qu'il suffisait d'ouvrir de nouveaux fronts de lutte puis d'entrer en débat avec les groupes légaux de la gauche révolutionnaire. Il fallait engager de nouvelles initiatives après la réussite incontestable qu'avait été la campagne pour la libération de tous les PP. On chercha à se rapprocher des combattants du tiers-monde, à commencer par ceux du Moyen-Orient et de la Méditerranée : non pas un internationalisme éthéré et une solidarité de papier, mais une entraide réelle, concrète et combattante.

Ce programme avait pour but de consolider un cœur politique solide qui puisse dynamiser puis rapprocher les deux tendances majoritaires qui coexistaient dans AD. Mais on rencontrait deux problèmes.

D'un côté, le gouvernement, informé des dissensions au sein de la gauche révolutionnaire, jouait la carte de l'institutionnalisation par une aide aux initiatives des « liquidateurs » ; mais en même temps il montait des provocations policières qui nourrissaient la critique par la droite de l'amnistie de 1981 et du laxisme de « gauche » ^{III}.

De l'autre, les militaristes continuaient à frapper – deux policiers furent abattus dans la région lyonnaise et les actions d'expropriation se multipliaient à Paris. Une situation qui alimentait la répression et réduisait les possibilités d'ouverture politique de l'organisation encore « semi-légale ». Il nous fallait donc trouver rapidement une solution. Au moins un statu quo qui permette de tenir notre ligne à minima une année.

Un week-end, je fus convoqué en province pour une réunion organisée par un réseau reconstitué autour de Samuel. Plusieurs représentants d'autres groupes étaient présents : principalement un Lyonnais, un ex-Napap et un camarade du Sud, c'est-à-dire les représentants de la trentaine de militants armés les plus actifs d'alors. Ceux-ci avaient clairement l'intention d'obtenir un accord minimal autour de la position militariste, vue comme la continuité de ce qu'avait été AD. Quelques-uns n'étaient pas insensibles à nos propositions, mais la plupart semblaient prêts à renforcer les Lyonnais, dont l'influence grandissait dans l'organisation.

Il fallut tout le manque de sens politique du représentant lyonnais, toute son arrogance, pour faire échouer leur habituelle petite cuisine : ne pas vraiment choisir, laisser la situation en l'état, poursuivre la petite politique, les sabotages et les braquages. Plus la réunion avançait, plus leur représentant s'enferma dans la généralisation et les dénonciations, accusant tous les autres d'être des « crypto-socialistes », entre autres absurdités. C'était le moment de rouvrir le dossier du sexisme. Ce qui nous permit d'obtenir l'expulsion pure et simple de ce militant et du groupe qui avait refusé de changer de délégué. Jamais les Lyonnais ne se relevèrent de cette bévue politique. Tous les groupes actifs rompirent avec ce réseau ^{IV}.

Cette réunion mit en évidence aux yeux de nombreux camarades que le groupe réuni autour de Nathalie et moi était le seul à avoir une ligne politique capable d'orienter l'ensemble des activités d'Action directe.

L'implantation à Barbès

Les militaristes exclus et les liquidateurs sombrant petit à petit dans les illusions de la vague rose, il devenait possible de lancer une initiative.

Il s'agissait de partir de l'activité organisationnelle établie jusqu'alors pour aller « vers les masses ». À rebours des habitudes groupusculaires, qui consistent à suivre les mobilisations pour les renforcer, on voulait créer un point d'agitation politique par notre propre action. Notre initiative devait construire une « base rouge ».

Depuis des années, nos communiqués, signés en arabe, se concluaient par le mot d'ordre « Construire l'organisation dans les usines et dans les quartiers ». Il fallait maintenant concrétiser ces déclarations. Comment ? Où ? Quoi qu'on puisse en penser, dans les usines les ouvriers s'étaient dotés de leurs propres organisations, et tous les comités de base démontraient qu'ils n'avaient besoin de personne pour dépasser les syndicats lors des moments révolutionnaires. Dans les quartiers ? Mais lequel ? Il fallait partir d'une base militante ancienne, même minimale, et d'un travail préparatoire d'enquête pour évaluer les possibilités de développement.

La première hypothèse étudiée fut Vitry-sur-Seine – que nous n'avons pas retenue pour éviter tout affrontement avec le P« C », force institutionnelle dans les cités. La seconde fut bien sûr le XX^e, où de nombreux squats étaient actifs – mais les projets de restructuration étaient trop avancés : déjà vaincue, la résistance s'était installée dans une simple routine protestataire. La troisième hypothèse fut Barbès. Plusieurs de nos textes affirmaient « de Barbès à Beyrouth, un seul combat ». C'était l'heure de le montrer. Farid, militant de l'autonomie politique et de l'immigration arabe, avait rejoint l'organisation durant l'hiver 1980-1981, alors qu'il était encore emprisonné pour une série d'attentats. Dès sa sortie, il étudia la possibilité d'une implantation d'AD dans son quartier d'origine.

Le ghetto de Barbès, grand quartier populaire, quartier de l'immigration prolétarienne et de toutes ses misères, des marchands de sommeil et des énormes bordels, du marché des voleurs et des trafics de came... Un quartier sous contrôle policier vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les cars gris de CRS stationnés à chaque entrée du ghetto, leurs troupes patrouillant quatre par quatre, jour et nuit, mitrailleuse au poing. Il n'était pas rare de trouver une dizaine d'immigrés alignés contre un mur pour vérification d'identité. Barbès, c'était aussi une histoire de résistance, depuis la guerre de libération algérienne, depuis les comités Palestine du début des années 1970. Et le programme de gentrification n'y était pas encore engagé.

Farid nous avait exposé le projet avec beaucoup d'enthousiasme. Les potentialités étaient réelles et la symbolique très forte. Toutefois, la difficulté, c'était l'implantation. On avait deux militants en tout et pour tout sur place, Farid et Kadaf (un autre ex-prisonnier politique) ^V. Mais aucun groupe d'appui – bien que cinq camarades jouent ce rôle et que Mokhtar soit un vrai militant de terrain, avec une aura indéniable dans l'immigration ^{VI}. Ni la moindre infrastructure militaire – les deux seuls revolvers en leur possession étaient sommairement cachés dans une cave abandonnée.

Nous y avons pourtant cru. Avec Nat, on s'installa chez Farid, rue Myrha, pour préparer la campagne avec lui. On passait nos journées et nos soirées à discuter avec les militants encore actifs du quartier, fréquentant ainsi la librairie de la rue Stephenson et les locaux de Radio Soleil

Goutte-d'Or. Par Mohand (ex-prisonnier politique), nous avons également des contacts avec la revue *Sans frontières* et Radio Soleil Ménilmontant ^{vii}. L'organisation faisait remonter tant bien que mal des contacts pour renforcer l'initiative en préparation. Tout un réseau fut assez vite en place.

L'initiative débuta en décembre 1981 par l'occupation d'une petite maison de deux étages dans la villa Polonceau. La maison était vide depuis plusieurs années. Un jardin, deux pièces à chaque étage et une cuisine en entresol. Nous étions une petite vingtaine à faire l'ouverture, pas plus. Que ce soit relativement discret. Et pas d'affrontement avant d'être assez solidement implantés.

On occupait les lieux depuis quelques jours lorsque la police débarqua. Étant désormais inexpulsables jusqu'au printemps, nous fûmes simplement conduits au commissariat de la rue Doudeauville pour vérification d'identité.

Il y eut malgré tout médiatisation de l'incident. Et les premiers journalistes, les premiers articles... Pour assurer une légalité minimale à cet illégalisme, il fallait constituer une association, qu'on appela par dérision « Commune ouvrière et paysanne du XVIII^e arrondissement ». Lors d'une visite, un journaliste demanda : « Pourquoi paysanne ? » Un camarade ouvrit la fenêtre et, en montrant le jardin de vingt mètres carrés, prit l'accent grandiloquent des militants maos : « Tu vois, là on va cultiver du blé pour nourrir les pauvres du quartier ! »

Puis tout alla très vite. On était en rapport avec plusieurs camarades d'organisations turques réfugiés en France après le coup d'État militaire quelques mois plus tôt ^{viii}. C'était l'époque des premières grèves contre les patrons du Sentier. Plusieurs dizaines d'ateliers de confection, clandestins ou non, étaient occupés, où était simultanément menée une bataille pour la régularisation des sans-papiers et contre l'exploitation des travailleurs. Plusieurs membres d'AD participaient à cette initiative.

À la suite des premiers articles, des camarades nous envoyèrent une famille de militants avec deux enfants qui dormaient dans le métro depuis plusieurs jours. Puis arrivèrent d'autres Turcs, eux aussi à la rue.

Nous avons constitué un groupe « ouverture », dédié à la recherche et à la préparation des bâtiments, composé de trois jeunes précaires, d'un postier et d'un camarade du XX^e capable de rebrancher et de vérifier une installation électrique. À l'angle de la rue de la Charbonnière et de la rue Saint-Charles, ils avaient repéré un grand bâtiment. C'était un ancien bordel, refait à neuf, dont les chambres étaient même équipées de kitchenettes encore sous emballage. Pourtant, le bâtiment était voué à la destruction – il inaugurerait le programme d'« assainissement » du quartier. En quelques heures, il fut occupé par plusieurs dizaines de camarades. Dans le même mouvement, les deux petits immeubles voisins, également inoccupés, dont un vieux café, le Nancy Bar, furent ouverts.

Au rez-de-chaussée de l'ancien bordel, plusieurs salles servaient de lieu de réunion et de local aux diverses organisations. La plus représentée était Cephe, le « Front », une organisation de

masse qui défendait l'héritage du THKP-C* ; il y avait aussi le MLSPB* et une autre organisation issue du THKP-C, Devrimci Sol (Gauche révolutionnaire), Kurtuluş (Libération), Partisan Yolu (Voie du partisan), etc. Toutes les organisations à la pointe du combat révolutionnaire en Turquie à la fin des années 1970 étaient représentées.

L'initiative devint très populaire dans le quartier, mais aussi dans les divers milieux révolutionnaires. La couverture médiatique était plutôt sympathique. Les télévisions s'étaient déplacées pour des reportages. Et on venait nous voir de partout pour rejoindre le mouvement des maisons occupées.

Plusieurs familles arabes qui logeaient dans de vieux hôtels du quartier (parfois trois générations, six personnes ou plus dans la même chambre) vinrent nous demander de les héberger. Rapidement ces nouveaux lieux furent trop exigus. On ouvrit donc les appartements vides depuis plusieurs années que nous signalaient les voisins.

Mais ça ne suffisait pas. D'autant qu'une trentaine d'ouvriers égyptiens employés au noir dans une usine d'Aubervilliers venaient d'être délogés par les flics après plusieurs mois de lutte – le patron ayant déménagé les machines, ils n'avaient plus d'autre moyen d'action qu'occuper les locaux vides. En attendant de retrouver un emploi, ils nous rejoignirent dans le ghetto.

Le nouvel objectif était un bâtiment symbolique : le plus gros bordel d'« abattage » qu'avait connu la capitale en temps de paix. Abandonné en catastrophe lors d'une opération contre la prostitution quelques années auparavant, tout était resté en l'état : la cuisine, les verres sur les tables, les chambres, même les piles de serviettes hygiéniques. À peine ouvert, une grande partie fut occupée par les travailleurs égyptiens et le groupe d'ouverture, qui s'installa dans l'immeuble sur la cour.

Après trois ou quatre semaines, on gérait plusieurs bâtiments de la rue de la Charbonnière et quelques îlots comme la villa Polonceau et plusieurs appartements. Une bonne vingtaine de militants d'AD étaient donc installés dans le quartier, des anciens et des nouveaux, renforcés par des dizaines de camarades turcs et des militants libertaires. Nos assemblées de coordination des maisons occupées ne réunissaient jamais moins de soixante-dix à quatre-vingts personnes.

Développement des réseaux

Si l'initiative de Barbès était devenue centrale dans notre fonctionnement, il ne s'y résumait pas. D'autres actions y concouraient, comme le « front des prisons », qui animait toujours le journal *Rebelles* mais aussi des émissions sur les radios libres légalisées de fraîche date ^{IX}. Ou comme le projet des éditions Docom (Documentation communiste), mené avec des camarades de la gauche révolutionnaire, de la revue *Subversion** ou des anciennes *Actualités anti-impérialistes**. Chacune de ces initiatives s'ouvrait sur un secteur différent du mouvement, mais toutes tissaient des liens en vue de la reprise du combat.

Pendant ce temps, les réseaux armés pressaient toujours pour réaliser des opérations politico-militaires, sans prendre leur part au travail de développement à Barbès. Ceux-là mêmes qui parlent de mouvement de masse et de large implantation quand ça les arrange sont absents quand on travaille à leur mise à l'œuvre.

Pour concilier les deux tendances, on prépara une opération de solidarité : distribution de bouffe dans le ghetto. Les militaristes devaient détourner deux ou trois camions de viande et nous, avec les Turcs, on organisait une manif autour des camions en haut de la rue de la Goutte-d'Or pour assurer la distribution. Je ne me souviens pas pourquoi, mais, au dernier moment, cela ne put se faire. Les militaristes se contentèrent donc d'une action symbolique, « Noël noir pour les riches », avec quelques attentats contre des commerces de luxe – comme par exemple la destruction d'un concessionnaire Rolls Royce à l'explosif, qui priva cette marque de toute vente cette année-là.

Voyant que des opérations étaient régulièrement menées, de nombreux nouveaux camarades, mais aussi des militants de Barbès, voulurent acquérir une formation militaire. D'un côté, on avait monté un noyau armé sur le quartier, avec sept ou huit militants formés et bien armés, des structures et un groupe d'appui ; mais on ne voulait pas aller trop vite et prendre le risque d'un accident, toujours possible à ce stade. (C'est d'ailleurs ce qui était arrivé à deux jeunes qu'on était en train de former, qui avaient pris une initiative malheureuse et furent arrêtés lors d'un braquage.) De l'autre, on avait de plus en plus de mal à tenir ce veto à la formation des militants de Barbès, qui invoquaient le principe de non-séparation des tâches – pas d'action politique sans préparation à l'action armée. Ce ne fut pas le seul principe qui nous posa des problèmes dans cette lutte. Par exemple, notre refus d'être représentés par un porte-parole délégué, et surtout par un cadre connu de l'organisation : les jeunes qui se relayaient se retrouvaient parfois piégés par les journalistes.

La lutte continue

L'affrontement se durcissait. Plus notre implantation était populaire, plus les incidents étaient nombreux, tant avec les patrouilles de CRS autour des maisons occupées qu'avec tous ceux qui avaient intérêt à laisser le ghetto en l'état – des dealers protégés aux tenanciers des cercles de jeux clandestins. Si le pouvoir fut d'abord satisfait de voir la guérilla se « recycler », il découvrait maintenant tous les dangers de notre mobilisation. Le triangle Barbès-République-Belleville concentrait 20 % de la population parisienne, et surtout 430 000 immigrés. Il fallait donc tout faire pour que notre action ne s'étende pas. Les provocations étaient devenues incessantes.

Après l'ouverture ratée d'un immeuble rue Capla, on organisa la destruction d'un bar tenu par un indic, rue de la Goutte-d'Or. Les policiers accourus à son secours furent chassés une première fois. Mais les brigades anti-émeute débarquèrent. On était plus de deux cents à protéger l'entrée de la rue de la Charbonnière. Un petit émetteur radio, baptisé « Fréquence Alerte Danger », nous servait d'alarme. De petite puissance, il couvrait le ghetto et les deux arrondissements voisins.

Depuis le début des incidents, il ne cessait de diffuser des appels, relayés par Radio Soleil, pour les camarades qui se trouvaient dans les environs. Des jeunes du quartier venaient nous prêter main-forte et des dizaines de camarades arrivaient pour défendre les maisons. Les flics étaient débordés. Ils n'arrivaient même pas à bloquer tous les accès du ghetto.

Un commissaire de police finit par venir négocier dans l'immeuble de la Charbonnière. Ceint de son écharpe tricolore, nous l'avons laissé entrer. Après dix minutes de parlotte, il acceptait ma proposition : « À minuit, nous quittons la rue, et les unités spéciales quittent le quartier. » Le commissaire se rendit ensuite à l'autre immeuble. À la demande des Turcs, Nathalie parlementa à son tour sur la même base. Ni nous ni les flics ne voulions aller plus loin pour cette fois. Il fallait conclure l'affaire. À minuit, tous les manifestants rentraient. Comme des centaines d'autres habitants du quartier, on était aux fenêtres. Des habitants qui avaient subi pendant des années les contrôles vexatoires des CRS. Les cars partaient un à un sous les huées et les sifflets.

Représailles de la police

La police ne pouvait pas rester sur une telle défaite. Trois jours plus tard, à l'aube, elle déclencha une opération contre les bâtiments principalement occupés par les Turcs. Une opération d'une violence démesurée. Ils cassèrent tout ce qui pouvait l'être, passèrent à tabac les habitants dans les escaliers, sur les trottoirs. Il fallait montrer à tous comment étaient traités ceux qui osaient leur résister. Certains occupants étaient en pyjama, d'autres en slip, quelques-uns étaient nus...

Nat et moi dormions alors à la villa Polonceau. On avait été prévenus par téléphone. Le temps de nous habiller et nous sommes descendus vers les immeubles. À l'angle de la rue, un énorme barrage des unités spéciales anti-manif. Ils nous ont sauté dessus, traînés par terre, fouillés à nous arracher les vêtements et embarqués.

Tout le monde avait été transporté au commissariat de la rue Doudeauville. Nat et moi étions les seuls « autochtones ». Les camarades turcs n'étaient même pas en cellules : depuis l'escalier jusqu'au bureau du commissaire, tous les couloirs du premier étage étaient occupés par deux files de prisonniers « au piquet ».

La violence de l'intervention des flics avait déjà été dénoncée par de nombreux témoins. Des journalistes faisaient le siège de la permanence du député PS d'alors : Jospin... Il se déplaça. Dès qu'il apparut en haut de l'escalier du commissariat, un camarade le reconnut. Les rangs du premier couloir se mirent à siffler doucement *L'Internationale*. Dans le silence du commissariat, ce sifflement était plus impressionnant que si l'hymne avait été chanté à tue-tête. Drapé dans son manteau, le premier secrétaire du Parti socialiste avança tout droit, livide au milieu de ces dizaines de personnes humiliées, en pyjama ou à moitié nues, sans chaussures, les vêtements déchirés et souvent le visage tuméfié ou ensanglanté.

Jospin s'entretint avec le commissaire une dizaine de minutes. Après son départ, le commissaire

me fit venir dans son bureau. Il me dit simplement que les vérifications étaient exactes, qu'étant bien ceux qui avaient négocié avec les responsables de la préfecture de police le soir des incidents nous ne pouvions être gardés. Puis il me donna son accord pour qu'on revienne avec de la nourriture pour ceux qui restaient détenus, et m'assura qu'ils seraient tous progressivement libérés au cours de la journée. Enfin il fit venir SOS Médecin pour deux Turcs grièvement blessés.

Médiatisation de la lutte

Dans la même semaine, les principales organisations de la gauche révolutionnaire appelèrent à une manif de soutien. Plusieurs centaines de camarades arrivèrent au carrefour de la Charbonnière. À chaque immeuble, la manif stationnait et des camarades prenaient la parole aux fenêtres.

J'étais dans l'immeuble de la rue de la Charbonnière avec un camarade bordiguiste du Parti communiste internationaliste. Il me répétait : « Tu te rends compte, vous avez amené tous les groupuscules à défiler sous vos fenêtres ! » Savait-il que, quelques semaines auparavant, lors d'une réunion du comité de quartier, les délégués révisionnistes des groupuscules institutionnels nous avaient refusé toute aide ? Et aujourd'hui que le mouvement pour l'occupation des maisons avait pris, leur direction était là pour nous soutenir.

La lutte dépassait la simple occupation. On avait créé un centre d'alphabétisation : apprentissage du français pour les Turcs et, pour les militants français, des cours de turc. Avec le comité contre la dictature militaire en Turquie, on participait à toutes les manif et souvent on nous demanda d'assurer une protection armée des meetings et des réunions contre les Loups gris et autres fascistes ^x. On venait à quatre ou cinq avec des armes courtes et on en distribuait autant à des camarades turcs.

Nous avons aussi créé un comité antifasciste. Un groupe de commerçants diffusait des communiqués contre les maisons occupées, des appels à l'intervention des flics et d'autres franchement racistes. Lorsqu'on évoqua le problème avec un membre du comité du quartier (trotskiste), il rigola : « Vous voilà revenus avec vos conneries sur le nouveau fascisme ! » Quelques mois plus tard, ces commerçants constituaient l'une des premières cellules parisiennes du Front national.

Règlement de comptes

Début février, les délégués de l'organisation décidèrent de l'exécution de Chahine. Après notre libération, celui-ci avait demandé un rendez-vous, tenté de négocier, de s'expliquer. Il comprit ce que notre refus en bloc signifiait. Chahine aurait touché de la préfecture un chèque de 300 000 francs ^{xi}, mais lorsqu'il prévint ses employeurs et demanda à plusieurs reprises une protection

policière, elle lui fut toujours refusée. Voilà comment les flics traitent leurs infiltrés.

Samedi 13 février, soit un an et cinq mois après notre arrestation, un commando se présenta devant son immeuble en début de soirée. Des ateliers d'artistes appartenant à la mairie de Paris, tout à côté de l'avenue du Père-Lachaise. Après un examen des alentours, le commando dissimula la voiture dans une rue proche. Le tireur, déguisé en facteur, entra dans l'immeuble. Il cachait sous sa veste une *lupara* (fusil de chasse à canon scié). « Un télégramme. » Chahine vivait sur ses gardes. Il observa longuement le visiteur à l'œillet. La porte à peine entre-ouverte, il reçut la première décharge dans la poitrine et n'était pas tombé qu'il recevait la seconde en pleine tête. L'infâme était mort. Une page était tournée.

Quelques rues plus loin, la voiture du commando longea un trottoir et la *lupara* fut jetée dans une bouche d'égout.

Combattre avec les révolutionnaires turcs

Nos relations avec les camarades turcs ne s'arrêtaient pas à l'occupation des maisons et des ateliers. Rapidement, une coordination politico-militaire se mit en place. Nous assurions une solidarité en armes et en argent avec la résistance en Turquie en finançant certaines de leurs activités clandestines ici. Et on assurait aussi la protection des collectes de l'impôt révolutionnaire chez les importateurs et les propriétaires des « supermarkets » turcs.

Notre première action commune partit de l'initiative du noyau de Strasbourg-Saint-Denis. Les conflits avec les organisations fascistes turques étaient quotidiens. Plusieurs camarades avaient été agressés en rentrant du travail ou dans les lieux de réunion politique. Quelques mois plus tôt, les Loups gris avaient même ouvert le feu sur un meeting. Notre cible fut donc l'Association des travailleurs fascistes turcs. Ce nid réactionnaire logeait en plein cœur du quartier et, ce n'est pas un hasard, dans un bâtiment qui jouxtait le commissariat central du X^e arrondissement. Ils devaient se croire protégés. L'action se passa sans problème et la charge de moyenne puissance dévasta la partie de l'immeuble où logeaient les fascistes.

Cette action ouvrait de fait une nouvelle phase de la guérilla : « Mener le combat dans la métropole avec les révolutionnaires du tiers-monde. » La première offensive armée après l'arrivée au pouvoir, un an plus tôt, de la gauche institutionnelle.

Le 30 mars, anniversaire de la répression du THKP-C*, une unité mixte, composée de deux militants turcs et de trois camarades d'AD, s'attaqua à l'antenne du ministère de la Défense israélien, avenue Malesherbes. Le petit bâtiment était très protégé, défendu par des gardes armés israéliens et deux policiers français. Dès les premiers coups de feu, les Israéliens se barricadèrent à l'intérieur, abandonnant les deux Français sur le trottoir. La fusillade dura quelques minutes. Nous avons décidé de ne pas nous en prendre à la police si elle ne contre-attaquait pas. C'est pourquoi personne ne fut blessé.

Cette offensive commune allait bien au-delà de notre conception initiale de la lutte anti-impérialiste. Auparavant, on se bornait à frapper notre « propre » bourgeoisie impérialiste – et à une politique de solidarité ou d'aide logistique aux organisations des pays colonisés.

Pour les révolutionnaires des pays européens et leur politique d'émancipation sociale, le territoire Europe-Moyen-Orient-Méditerranée est sans conteste la zone d'action la plus importante. En elle se nouaient les grandes contradictions de l'époque : le face à face des blocs est-ouest ; les contradictions nord-sud et bourgeoisie impérialiste-prolétariat international. Le Moyen-Orient reste le point le plus chaud de ces conflits. À la guerre de libération de la Palestine et à la guerre civile libanaise était venue s'ajouter la situation révolutionnaire en Turquie dans la seconde partie des années 1970. Les impérialistes ne pouvaient tolérer plus longtemps l'agitation révolutionnaire permanente dans ce fief de l'Otan, cet avant-poste occidental contre les peuples de l'Est et du monde arabe.

Frapper avec les camarades turcs, c'était se placer et agir résolument dans cette situation géostratégique. Nous avons ouvert trois fronts : contre la bourgeoisie occidentale qui alimentait les conflits dans cette région et maintenait au plus haut degré la polarisation entre les classes comme entre pays riches et pauvres ; contre l'État sioniste, pion avancé de cette bourgeoisie (principalement américaine) qui occupe la Palestine grâce aux financements publics et privés de ses alliés occidentaux ; contre l'impérialisme américain, acteur principal des stratégies d'agression et de répression.

Notre offensive devait être une action conjointe pour l'unité du front anti-impérialiste. Nous devions agir avec les camarades turcs, palestiniens, kurdes et libanais comme avec les camarades d'autres organisations révolutionnaires européennes. Internationalisme, non seulement contre l'ennemi commun, l'impérialisme US, mais aussi dans l'action pour la recomposition de notre classe. C'était le prix pour préparer le combat contre les premières grandes restructurations du capital.

Quelques semaines plus tard, un nouveau groupe international attaqua le siège européen du FMI et de la Banque mondiale : une bombe de très forte puissance éclata dans le hall principal de l'immeuble de l'avenue d'Iéna. Cette action lançait la mobilisation contre le sommet du G7 de Versailles ^{xii}.

Répression de l'initiative à Barbès

Printemps 1982, le pouvoir affrontait une résistance croissante aux difficultés qu'il faisait dans la régularisation des 300 000 dossiers de travailleurs sans-papiers. Malgré les promesses, 60 000 étrangers seulement avaient été régularisés fin avril. Et les lois répressives Bonnet-Stoleru n'avaient toujours pas été abrogées ^{xiii}. Des comités de sans-papiers se créaient dans plusieurs quartiers de la capitale et dans les banlieues. Mais les occupations du XVIII^e représentaient sans conteste le fer de lance de cette résistance. La « vague rose » au pouvoir lança alors sa contre-

offensive, centrée sur la destruction de notre organisation dans le ghetto.

Arrestation de Mohand et de Joëlle

Pour des raisons politiques et personnelles, je m'étais rapprochée des camarades autour de Jean-Marc et de Nathalie. Les semaines précédentes, à la faveur d'opérations en commun, je m'étais liée avec Régis [Schleicher]. Je pensais que ces rapports ne devaient pas remettre en cause mon engagement dans mon groupe d'origine. Mais les camarades pensèrent autrement et m'exclurent des débats internes et des infrastructures clandestines.

Le noyau de Barbès était alors pris dans d'inextricables problèmes de luttes ouvertes et clandestines. C'est ainsi que je reçus une trentaine d'armes de toutes sortes à cacher en catastrophe. Je choisis le box de la rue de Borego dont je me servais pour les motos piquées. C'était une connerie.

Le 9 avril au matin, Mohand m'accompagna en voiture au box. Alors qu'on arrivait devant la porte sur la rue, des flics ont surgi de toutes parts. On est précautionneusement sorti du véhicule devant les flics très excités qui nous braquaient.

Au quai des Orfèvres, les interrogatoires alternaient avec les perquisitions : j'avais sur moi un énorme trousseau de clefs et ils faisaient toutes les adresses connues pour vérifier mes points de chute. C'est chez ma sœur que les flics découvrirent les clichés qu'un copain photographe avait faits de moi quelques années auparavant. Certains étaient des nus. Le flic (à ma droite sur la photo en haut de l'escalier ^{XIV}) les examina puis les remit en place. Naïvement, j'étais soulagée – en pensant à l'utilisation des photos d'Ensslin dans le délire sur « sexe et violence » que les scribouillards bourgeois reprennent depuis les pétroleuses de la Commune. Une semaine plus tard, l'appartement de ma sœur fut cambriolé et les photos parurent dans *Paris Match* quelques jours après. Un fonctionnaire arrondit ses fins de mois...

Le dimanche, je passais devant une juge de permanence. J'ai su ensuite qu'elle m'avait reçu dans le bureau du procureur muni d'un haut guichet de séparation tellement elle avait peur. Je fus inculpée de toute une série de crimes, dont le braquage de la place des Ternes, homicide volontaire et tentatives d'homicides ^{XV}. Ils me mirent tellement de trucs sur le dos qu'en fin de compte il ne restait pas grand-chose contre Mohand...

L'arrestation de Joëlle et Mohand allait devenir le prétexte de cette contre-offensive policière et politique ^{XVI}. Deux jours après, en fin d'après-midi, on était réunis dans l'immeuble de la rue de la Charbonnière pour travailler sur les éditions Docom. Dans un coin de la pièce, un scanner était branché sur les fréquences de police. Un camarade le mit en route par curiosité, pour voir comment ça marchait. Un des premiers messages fut un appel de la brigade criminelle pour une opération dans le XVIII^e arrondissement. En plus des unités anti-émeute, la liste des unités mobilisées était impressionnante. Ils annonçaient l'imminence de l'opération. Je suis sorti prévenir le camarade de la radio pour qu'il lance un message d'alarme sur les ondes. De retour, on avait à peine fini de barricader la porte que les premiers coups de masse retentissaient. Il y avait là plus d'une vingtaine de civils portant les brassards fluo « POLICE ».

Nous sommes montés au dernier étage du second immeuble sur la cour. Les deux appartements du haut étaient occupés par le groupe d'ouverture qui avait préparé une voie de fuite par les toits : une grande planche donnait accès à l'immense terrasse qui couvrait le bâtiment voisin. On avait un peu de temps devant nous – les flics devaient franchir plusieurs portes

blindées et une grille. Après quelques hésitations, on trouva la fenêtre de l'immeuble donnant sur la rue de la Goutte-d'Or. Je cassai un carreau et sautai dans une chambre à coucher. La porte d'entrée de ce petit deux-pièces était fermée à clef. Je sautai par une fenêtre dans la cour, où un gars m'agrippa. C'était le propriétaire de l'appart, qui devait me prendre pour un cambrioleur ! Avant que j'aie le temps de m'expliquer, il leva les yeux, pétrifié par le spectacle : ses fenêtres grouillaient de gens suspendus dans le vide ou prêts à sauter... Je lui dis qui nous étions et promis qu'on viendrait réparer les dégâts. Il se précipita aussitôt dans l'escalier pour ouvrir sa porte. Et nous nous égaillâmes dans le ghetto.

Les médias prétendirent que cette opération s'inscrivait dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'un policier pour lequel Joëlle était inculpée. Bien entendu, cette affaire servait en réalité à justifier le saccage et l'évacuation du principal immeuble occupé de Barbès. Personne ne s'oppose à une intervention contre un lieu qui abrite des tueurs de flics !

Tout ce qui pouvait être cassé le fut. L'émetteur de radio rendu définitivement inutilisable à coups de poinçon. Le matériel d'émission et d'impression détruit et les appartements systématiquement ravagés et pillés. Les flics embarquèrent tout le monde, femmes et enfants compris.

Ni Joëlle ni Mohand ne vivaient dans cet immeuble. Mais c'était le siège de l'organisation qui était visé, celui d'une lutte qui commençait à gêner le nouveau pouvoir. Un lieu où chacun pouvait venir discuter et où les journalistes trouvaient un autre son de cloche que celui de la préfecture de police...

Assez vite les flics s'aperçurent qu'ils ne pouvaient pas légalement nous expulser : en fuite en Amérique latine depuis des années, les propriétaires n'étaient pas prêts d'aller se plaindre devant les tribunaux. Ce qui ne calma pas l'ire policière... Les flics ne voulant plus personne dans l'immeuble, ils menacèrent de faire une razzia par semaine. Ils commencèrent d'ailleurs tout de suite en organisant le pillage du bâtiment par les petits dealers de la rue Capla. Quelques heures plus tard, alors que les résidents s'étaient regroupés dans une salle du fond pour faire le point, un incendie éclata dans le garage à mobylettes, à l'entrée de l'immeuble. Le premier bâtiment s'embrasa en quelques minutes. Selon l'enquête, plus d'une dizaine de litres d'essence auraient été déversés...

Ceux qui ont participé à des luttes pour l'occupation des maisons savent que l'incendie criminel est l'arme de prédilection des promoteurs et autres « rénovateurs », surtout à Paris où ils font cause commune avec les intérêts de la mairie et au-delà avec la droite policière et barbouzarde.

Quelques semaines plus tard, le 10 mai, un autre immeuble fut incendié suivant le même scénario. Deux immigrés y trouvèrent la mort. Le lendemain, la préfecture déclara ces lieux dangereux et prit une mesure de fermeture définitive. Plus besoin de décision judiciaire : une décision administrative irrévocable.

La matraque et la carotte

Avec la fermeture de l'immeuble de la rue de la Charbonnière, la lutte prit inévitablement un autre cours. Derrière les cars de flics et la torche des incendiaires arrivèrent les conciliateurs. Après la matraque, la carotte !

Tout d'abord, on nous proposa de régulariser les dossiers de tous ceux qui étaient impliqués dans les événements. Les autorités étaient prêtes à accorder l'asile politique ou la carte de séjour et la carte de travail. On demanda l'extension de la mesure au quartier Strasbourg-Saint-Denis : plusieurs centaines de membres des organisations turques reçurent simultanément leur carte de réfugié politique et des dizaines de Maghrébins et d'Égyptiens furent régularisés. De plus, toutes ces personnes furent relogées dans les foyers de travailleurs ou ailleurs et certains occupants d'appartements reçurent même un bail.

Du point de vue des revendications immédiates, cela représentait une victoire totale. Mais tout ça avait un goût amer. On n'était pas de ceux qui « savent arrêter une grève ^{xvii} »... En fait, le pouvoir nous coupait l'herbe sous le pied, tant pour l'extension des comités de sans-papiers que pour la généralisation des occupations et l'initiative prévue dans le ghetto de Barbès contre la « réhabilitation » et l'expulsion des prolos de la capitale vers les banlieues.

Seul le bâtiment de la rue de la Charbonnière devait rester occupé après les expulsions du printemps. Suite à la destruction de notre siège et sans un lieu ouvert, la lutte devenait difficile. D'autant plus qu'il aurait fallu remotiver tous les camarades pour une lutte plus dure alors qu'on fêtait à peine notre victoire.

Pour le plaisir, je peux ajouter aujourd'hui que le pouvoir n'hésita pas à nous proposer aussi quelques petites carottes. Tout d'abord par le truchement du PDG d'une grande société coopérative proche de la gauche traditionnelle, qui nous invita à manger, Nat et moi, en compagnie d'une connaissance commune. Il nous proposa de déposer les statuts d'une association, à laquelle sa société vendrait, pour un franc symbolique, un immeuble à réhabiliter en vue d'installer un centre social.

À la seconde rencontre, le PDG nous proposa même de nous salarier dans l'une de ses entreprises durant toute la phase de mise en place du projet. Le soir, Nat me dit : « Tu te rends compte, je bossais huit heures par jour comme une esclave et ce mec me propose plus de quatre fois mon ancien salaire à ne rien foutre ! — Pas à ne rien foutre, mais à faire comme si rien n'avait changé, comme si nous étions toujours les mêmes, mais en ne faisant plus ce qu'on faisait : c'est là tout le charme de la compromission. »

Ils auraient voulu que nous poursuivions notre « action sociale », comme ils aimaient à l'appeler, mais avec un salaire de cadre et un appartement de fonction... Ils ne proposaient là rien de spécial. Dès lors qu'on met un pied dans l'institution, c'est ainsi. Cette prostitution – ou cette

corruption, comme on voudra –, c'est ce qu'ils nomment « faire de la politique ». Prendre le risque de vivre vraiment ou de mourir et s'engager sans chercher de profits est pour eux au mieux une action vulgaire et vaine, quand ça ne relève pas du crime. Mieux vaut une petite part du gâteau, pour commencer. Puis on verra, si le service est bon. Recevoir puis se servir, voilà comment on fait carrière dans leur politique. La grande majorité du secteur associatif en périphérie des pouvoirs municipaux, régionaux ou nationaux fonctionne sur ce modèle. Plus ou moins dépendantes financièrement des institutions qu'elles prétendent combattre ou améliorer, toutes ces structures relèvent du salariat de la protestation.

Ce qu'est la récupération

La grande force de la bourgeoisie impérialiste fut de savoir s'appuyer très tôt, dès le xix^e siècle, sur l'aristocratie de la classe ouvrière, de la phagocyter dans ses projets de prise du pouvoir, tant au sein de l'État-nation que dans les rapports impérialistes d'agression et de pillage des anciennes colonies puis de l'ensemble du tiers-monde. La bourgeoisie sait récupérer dans son programme les meilleurs éléments qui surgissent avec les luttes de la classe ouvrière. Dans ce détournement, ces militants devenus fonctionnaires sont vidés de leur potentiel de subversion pour n'être plus que des potiches du régime.

Après Mai 68 et l'apparition de la nouvelle gauche*, la bourgeoisie généralisa cette récupération aux nouveaux mouvements sociaux et politiques. Il lui fallait transformer leurs cadres en porte-parole institutionnalisés, intégrer ces « gentils animateurs » dans leur modèle salarial de la politique.

Cette récupération ne se résume pas à quelques têtes d'affiche de l'extrême gauche – July, Cohn Bendit, Lalonde, Roland Castro et les autres ^{xviii}. La moleskine des fauteuils ministériels, parlementaires et de conseils d'administration fut la destinée de centaines d'apparatchiks de la vieille nouvelle gauche*. Certains ont été portés par une vague de soutien aux immigrés, d'autres par une lutte lycéenne, mais tous ont atterri dans le cimetière des luttes ^{xix}. Modèles du petit chef patenté, ils encadrent la révolte des opprimés. Il faut les voir jouer les extincteurs à chaque émeute dans une cité, à toute rébellion contre la misère et le flicage. Leur fonction : mettre de l'huile dans les rouages de l'exploitation.

Déménagement et reprise de la lutte

Nous avons quitté Barbès pour Strasbourg-Saint-Denis et l'appartement de Casquette, rue des Petites-Écuries.

Pour poursuivre l'activité légale avec les Turcs, on avait ouvert un atelier autogéré de confection, rue des Vinaigriers. Il servait un peu à tout. De lieu de réunion, d'hébergement pour des camarades fraîchement arrivés de Turquie, pour de l'argent liquide, pour la justification de salaires, pour la régularisation des papiers... Enfin, il servait vraiment à tout. Même à quelques fêtes.

Le plus dur était d'assurer une comptabilité crédible à cette entreprise « commerciale ». Parmi les personnes de confiance, on n'avait trouvé qu'un jeune, dûment diplômé. Toutefois, punk issu des squats du XX^e, il en portait naturellement l'uniforme, jusqu'à la crête jaune paille. Les Turcs furent réticents. Mais ils lui confièrent les livres de compte. Et tout se passa bien. L'atelier fonctionna plus d'une année.

Un grand retournement historique

1982 se présentait comme l'année de tous les dangers pour la bourgeoisie mondiale. Après la crise des paiements mexicaine, la dette des pays du Sud fragilisait tout le système financier. Simultanément, les principaux pays occidentaux plongeaient dans une récession sans précédent. Le chômage s'aggravait de 22 % en une seule année et, dans l'OCDE, il dépassait la barre des 10 % pour la première fois depuis la crise de 1929.

Depuis 1973, une évidence s'imposait à tous les dirigeants. Rien ne pouvait plus remettre à flot le vieux modèle d'accumulation fordiste relancé par la reconstruction de l'après-guerre. La bourgeoisie devait intensifier et accélérer son offensive, se battre pour un nouveau modèle d'accumulation. Se battre, car aucune solution n'apparaît jamais seulement dans les officines de théorisation économique, mais dans la lutte des classes et dans les compromis pour de nouvelles régulations locales et internationales. Un modèle d'accumulation représente l'état du rapport de force entre les principales classes. Ce qu'on appelle « paix sociale » n'est qu'une situation où les classes dominantes peuvent masquer la résistance des classes dominées.

Les Trente Glorieuses ont vu les mouvements de libération du tiers-monde remporter d'importantes victoires. Et dans les métropoles les classes ouvrières ont fait reculer l'ampleur de l'exploitation, remis en cause le commandement patronal, conquis de nouveaux droits et des avantages sociaux, imposé une répartition des bénéfices sociaux.

Au début des années 1980, la bourgeoisie impérialiste ne pouvait dépasser sa crise de faiblesse qu'en écrasant les causes principales du recul de sa domination : l'opposition du prolétariat des centres et les luttes des peuples opprimés. Plutôt que d'œuvrer pays par pays, la bourgeoisie internationale dessina les contours de la mondialisation financière, qui s'accompagnait de l'attaque de l'État-providence ici, du *Welfare State* là.

La bourgeoisie était prête à en découdre. Elle allait développer l'impérialisme suivant trois grandes lignes : guerres internationales, « recompradisation ^{XX} » des pays du Sud, écrasement du « socialisme réel ». Et les gouvernements occidentaux subordonnaient leur politique aux intérêts de la bourgeoisie impérialiste. Dans la France en pleine « vague rose », ce fut un coup d'arrêt et un revirement à 180 degrés. Pour Mitterrand, il n'était plus temps de changer la vie, mais de surfer sur la vague réactionnaire. Dès lors, son régime s'inscrivit dans la mondialisation de la guerre de classes :

— préparation militaire contre les pays de l'Est, avec le développement des armes nucléaires et chimiques, le retour au sein de l'Otan et le soutien à l'implantation des missiles US en Europe, le développement de la défense européenne, etc. ;

— préparation des populations à la guerre par les tambours médiatiques et enrôlement des intellectuels « de gauche » sous couvert d'« antitotalitarisme » et de « droits de l'homme » ⁵ ;

— militarisme contre les peuples du Sud (intervention au Liban, au Tchad, au Zaïre, vente d'armes aux régimes autoritaires, appui total de l'Irak dans le conflit meurtrier avec l'Iran, etc.) ;

— maintien de la dette des pays du tiers-monde et soutien inconditionnel aux plans d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale ;

— restructuration de la production par la flexibilité, remise en cause des acquis sociaux, apologie et allègement fiscal des entreprises, recul du syndicalisme, baisse du pouvoir d'achat des salariés, coupes claires sur le front de l'emploi, etc. ;

— répression des luttes et criminalisation des mouvements de résistance qui sortent des cadres de l'institution (lois spéciales, réouverture des QHS sous le nom de « quartiers d'isolement », etc.) et négation des opposants qui ne se satisfont pas d'un soutien critique du gouvernement socialo-« communiste ». [...]

C'est donc par la guerre que le régime de Mitterrand entraînait dans le néolibéralisme, rejoignant l'élan réactionnaire personnifié par Reagan et Thatcher ; et avec lui les principaux dirigeants sociaux-démocrates, de la Grèce à l'Espagne – embrassant tous les reniements « sang et or », González allait devenir le chef barbouzard du régime néo-franquiste ^{xxi}.

Jeter des centaines de milliers de familles dans la précarité, démanteler les grands secteurs industriels, délocaliser et « dégraisser » sont des actes de guerre. Les points cardinaux de cette politique au service de la bourgeoisie s'inscrivaient ici dans la préparation d'une politique générale de rigueur. D'un côté (comme en ont depuis convenu de nombreux leaders socialistes), le plan d'austérité Delors, qui ne sera officiel qu'un an plus tard, avait été préparé en mai-juin 1982 – entraînant la comédie du retrait des ministres « communistes » à l'annonce d'un « virage » qu'ils avaient participé à masquer aux masses. De l'autre, les projets européens avançaient à coup d'accords secrets avec les Allemands, qui furent révélés en 1984-1985 avec le traité de Schengen et l'Acte unique. La social-démocratie européenne n'était plus que le nouveau serviteur de l'ordre néolibéral.

Le choix guérilléro

La conscience du déclenchement d'une véritable guerre parcourant tous les fronts de luttes sociales et politiques était l'élément central qui nous animait en ce début des années 1980 : la troisième guerre mondiale venait de commencer. Face à nous, un seul pouvoir, une seule image du monde, le néolibéralisme comme idéologie unique mondialisée rabâchée à tue-tête par la propagande médiatique ; et pour nous, ses nouveaux alliés, l'« aristocratie du mouvement », susurraient : « Quelle guerre ? La violence et la guerre, c'est votre terrorisme ! »

Du fait de l'union étatique gauche-droite et de la collaboration de la vieille nouvelle gauche*, le rapport de force en faveur de la bourgeoisie s'imposa alors avec une telle rapidité qu'il produisit une cécité générale sur l'époque et ses véritables orientations. Les initiatives militantes qui nourrissaient le rêve pitoyable de ramener la social-démocratie sur le chemin d'une action de gauche révélaient tout l'opportunisme de leur « programme » de défense désespérée de l'État-providence et de la « citoyenneté » d'un pays oppresseur. Ces deux axes programmatiques communs à l'« extrême gauche » de ces années reposaient sur le reniement des engagements révolutionnaires. Reconnue « extrême gauche d'utilité publique », elle masquait la guerre de la bourgeoisie, fragmentait les résistances et les mobilisations des masses.

Après la lutte des prolétaires européens (dont les grèves de l'automne 1995 et la fermeture de Vilvorde ^{xxii}), après les multiples conflits internationaux ^{xxiii}, après la [première] guerre du Golfe, l'écroulement et les déchirements des pays de l'Est, on ne peut plus nier le tournant réactionnaire et militariste engagé dans les années 1980 – au nom de la libre circulation des produits, qui est un autre nom de l'impérialisme.

Le sous-commandant Marcos peut bien être applaudi par toute l'intelligentsia parisienne (M^{me} Mitterrand comprise) quand il affirme [en 1996] : « Une nouvelle guerre mondiale se livre, mais à présent contre l'humanité entière. Comme dans toutes les guerres mondiales, ce qui est recherché, c'est une nouvelle répartition du monde. Cette guerre moderne qui assassine et oublie, ils l'appellent "mondialisation". [...] L'armée moderne du capital financier et des gouvernements

corrompus avance et conquiert de la seule manière dont elle est capable : la destruction. La nouvelle répartition du monde détruit l'humanité. » Mais la même intelligentsia nous vouait aux gémonies quand on justifiait nos actions par la même thèse dans les années 1980.

Dépolitiser, c'est désarmer le prolétariat

La bourgeoisie avait besoin de la social-démocratie, non seulement pour donner un nouvel élan au régime parlementaire, mais, comme dans les phases précédentes de fascisation, pour dépolitiser la classe ouvrière, pour la désarmer – comme ce fut le cas avec la république de Weimar dans les années 1920 ou en France au milieu des années 1950, quand la SFIO, appuyée par le vote du PCF, obtint les pleins pouvoirs pour mener la guerre d'Algérie ^{XXIV}. La bourgeoisie avait besoin de la social-démocratie pour faire accepter aux masses la politique de rigueur et dissimuler la faillite des pouvoirs formels (parlements et partis) et l'abandon du pouvoir réel aux propriétaires du capital international.

Cette dépolitisation vouait le mouvement au local, à l'immédiat, aux luttes sans profondeur ni passé ni but « au-delà de l'horizon ». Il devenait impossible d'affronter globalement les problèmes face à un capitalisme présenté comme indépassable – *il n'y avait plus d'alternative...* Le principal symptôme du processus de fascisation de la France depuis les années 1980 n'est pas la montée électorale de Le Pen et de ses avatars, mais bien la dépolitisation galopante des masses déshéritées.

Parallèlement, le cycle de lutte révolutionnaire apparu avec les grandes luttes de la fin des années 1960 et 1970, débordé par les bouleversements qu'il avait concouru à mettre en œuvre, n'était plus capable de se renouveler. Dans son repli « à la base », l'autonomie prolétarienne avait abandonné le terrain à la réaction. Plus la bourgeoisie agissait mondialement, plus le prolétariat se repliait sur le local. Plus les enjeux étaient multipolaires, plus la vision du prolétariat devenait partielle, sectorielle, corporatiste. Plus les politiques des gouvernements occidentaux étaient répressives, plus les prolétaires étaient pacifistes. Moins la violence bourgeoise respectait ses propres lois et plus le mouvement révolutionnaire prêchait le légalisme... Toutes les transformations qui s'opéraient ne s'opéraient plus que dans les termes de la réaction.

La mondialisation n'était pas une Internationale œuvrant pour une humanité nouvelle, mais pour une humanité soumise au fétichisme de la marchandise et à la loi du profit, encadrée par l'idéologie bourgeoise du marché « libre ». La lutte contre l'État ne prenait pas les contours d'une lutte pour plus de démocratie directe, d'une libération de la chape de plomb bureaucratique, mais pour moins d'État social, pour plus d'État policier et militaro-industriel. Pour un État toujours plus au service des fractions les plus riches de la bourgeoisie.

Sur tous les fronts, la dépolitisation gagnait du terrain. Et avec elle la collaboration de classe. Si les guérillas ont connu des défaites militaires incontestables, la gauche révolutionnaire dans son ensemble a connu des défaites politiques bien plus terribles. En France, la dépolitisation accompagna la multiplication des renoncements, des attermoissements, des errances. La conciliation avec Mitterrand ne fut pas tant la cause du légalisme pacifiste que de l'absence d'une stratégie de lutte armée révolutionnaire convaincante. Plus l'extrême gauche, par son légalisme pacifiste, collaborait avec le nouveau régime, plus elle servait la dépolitisation générale.

Si nous n'avions pas, à l'époque, le recul nécessaire pour saisir dans sa totalité le grand retournement historique qui s'annonçait, nous pouvions constater le durcissement de la guerre des classes. Il était donc pour nous logique d'y répondre par la relance d'une action révolutionnaire : entrer en guerre contre les faiseurs de guerres, saboter les politiques belliqueuses, dépacifier les bases arrière de l'impérialisme et reconstruire une résistance prolétarienne accordée avec les enjeux de cette conjoncture. Plutôt que végéter dans les limbes de l'opportunisme, on

choisit le chemin des communistes de toutes les époques : transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

Débats et scissions dans l'organisation

Même dans l'organisation, notre ligne était loin d'être majoritaire. La recherche d'une politique commune pour la nouvelle phase dura plusieurs mois. Elle occasionna de nombreux débats entre les différents groupes et les principaux secteurs du mouvement en contact avec nous.

La lutte de Barbès avait beaucoup marqué les secteurs de l'organisation qui y avaient participé. Au cours de cette lutte, une profonde rupture s'était révélée. Les positions étaient devenues inconciliables. Une nouvelle configuration devait émerger de ce constat.

Aveuglés par leur glorification du « tout nouveau », les liquidateurs s'étaient condamnés à la dépolitisation face à l'offensive néolibérale. Leur orientation « à la base » était marquée par l'influence de l'idéologie dominante sur la classe ouvrière et la petite bourgeoisie : une gestion à court terme, un repli sur l'individu, le particulier et le possible, une satisfaction de proximité qui produisaient inexorablement une religion du concret. En l'absence de véritable but, ce n'était plus que l'éternel présent de la gestion contestataire. Le mouvement réel n'était plus compris comme un processus. Sacralisé, le mouvement devenait fictif.

Rien de solide ne peut se construire sur une telle caricature « mouvementiste ». Ce qui se vérifia dans la pratique. Quelques mois après la scission, cette tendance sombra dans la gestion d'un activisme ponctuel et partiel. La lutte à la base devint un parasyndicalisme vivotant dans des campagnes déconnectées les unes des autres.

La tendance militariste n'avait jamais cessé de faire pression pour une reprise des offensives. Mais cette surenchère ne leur donnait plus l'importance à laquelle ils s'étaient habitués. Les réunions devenaient de plus en plus conflictuelles. Prétendant suivre scrupuleusement la ligne de l'ancienne Action directe, ils refusaient d'aborder la mutation de l'époque, de voir ce qui se développait avec le tournant réactionnaire. Face à ce refus, nos positions étaient devenues incompatibles et la séparation inévitable. Accueillis par les médias, ils annoncèrent leur programme : « Arrêter de faire des actions symboliques ^{xxv}. » Ce qui nous fit bien sourire. Mais les flics prirent ces discours au sérieux. La période de semi-légalité avait laissé croire à ces velléitaires qu'ils pouvaient tout dire et se retrouver ensuite au bar du coin devant un demi. En quelques semaines, les flics arrêtèrent une dizaine de responsables, détruisirent leurs structures et raflèrent leurs stocks. Les autres disparurent rapidement dans la nature. Et on n'entendit plus jamais reparler d'eux.

Ce qu'il reste d'AD fin 1982

Nous venions de mener avec un succès incontestable deux initiatives : la libération des PP et les luttes à Barbès et à Strasbourg-Saint-Denis – qui avaient mobilisé des centaines de personnes. Mais l'organisation n'en sortait pas pour autant renforcée. Nous avons été incapables de cristalliser la sympathie politique produite par ces initiatives. La plus grande partie des militants formés durant cette phase de semi-légalité, que nous croyions prêts à une lutte plus radicale, se débandèrent à la première offensive de l'État. Les premiers en avril ^{xxvi} et les autres lors de la campagne de la propagande impliquant AD dans l'attentat-massacre de la rue des Rosiers et lors de la dissolution d'août 1982 ^{xxvii}. Ces groupes avaient été capables de lutter semi-légalement, lors d'occupations et de petits attentats. Mais ils avaient été dans l'impossibilité d'entrer dans la clandestinité. Cela démontrait une nouvelle fois qu'une organisation armée ne se forme pas dans l'action légale ou même semi-légale, qui permet d'acquérir une conscience du combat, mais ne suffit pas à basculer dans la lutte armée.

Après un an de légalité, nous étions plus faibles que nous ne l'avions jamais été dans la clandestinité. Bien sûr, la période était différente. Bien sûr le tournant réactionnaire poussait au désengagement, à l'abandon des politiques révolutionnaires. Et bien sûr le « socialisme » neutralisait la résistance ouvrière dans les rets de la collaboration gouvernements-partis-syndicats. Mais le constat était sans appel. Le désengagement qui gangrenait alors tous les groupuscules ne nous avait pas épargnés. Et toutes les composantes du mouvement révolutionnaire se vidaient de leurs militants.

Mai-juin 1982. Après les différentes scissions, nous ne pouvions plus compter que sur une petite vingtaine de militants armés et quelques militants d'appui, mais sans plus aucun groupe réellement constitué, et pratiquement plus personne hors Paris. Mais nous étions forts d'une ligne politique nourrie par l'analyse des grands mouvements en cours et de nos propres initiatives sur le terrain des quartiers populaires de la capitale, dans la pratique réelle. Bien que de plus en plus déconnectés de la base prolétarienne, nous restions en contact avec des cadres aguerris du mouvement ainsi que des militants ouvriers et anti-impérialistes actifs depuis Mai 68. Et nous étions forts de nombreux liens avec d'autres organisations révolutionnaires européennes et méditerranéennes.

Face à cet état de faiblesse relative, notre choix était clair. Soit nous restions sur la ligne de semi-légalité et de partialité des politiques menées en attendant un hypothétique réveil du mouvement. Soit nous tirions les conséquences de notre analyse de la conjoncture et faisons, quoi qu'il en coûte, le choix de l'engagement dans la guérilla.

Le sens de notre décision

La bourgeoisie était résolue à en découdre, à éliminer toute opposition radicale. Aurions-nous les moyens d'intervenir vraiment ? une chance d'influencer la résistance du prolétariat ? de participer à l'élaboration d'une véritable position révolutionnaire ? Si cette chance existait, aussi minime, aussi improbable soit-elle, nous ne pouvions la laisser passer. Il fallait tenter de peser sur les

contradictions du système, le ronger par le sabotage, ralentir la marche en avant des restructurations et des préparatifs de guerre de l'ennemi pour que ces actions et nos orientations agissent sur le mouvement et la mobilisation des masses.

Envers et contre tout, nous devions « tenir la barricade ». Nous connaissions les risques de cette position : l'isolement et la destruction. Ce ne fut pas un engagement à la légère. Mais le maintien de notre intervention représentait à nos yeux le seul exemple de lutte révolutionnaire que recevraient les prolétaires métropolitains et des pays du Sud qui subissaient les agressions de l'impérialisme occidental. Nous voulions porter témoignage d'une solidarité de classe et d'une résistance concrète en vue de construire un autre internationalisme.

I. Sur les prises de position publiques de ces tendances, lire *infra*, p. ⇒.

II. Lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

III. « Les RG ont convaincu Deferre [alors ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation] que nous étions responsables d'une vague de petits attentats, plus tard revendiqués par des indépendantistes antillais ; la police toulousaine prétendit même avoir découvert mes empreintes dans l'armurerie d'un régiment parachutiste d'où avaient disparu plus d'une centaine d'armes. » Cette accusation est diffusée par *Le Parisien libéré* le 1^{er} décembre 1981 – elle sera démentie par *La Dépêche* le 5 janvier 1982 (ce vol était le fait du milieu toulousain). Mais le 2 décembre 1981, *Libération* titre « La crise des services de renseignement. La stratégie de l'intox », où figure un entretien avec Rouillan, qui nie son implication dans le vol d'armes du camp militaire de Clauzel et « accuse la brigade anti-terroriste des RG dirigée par le commissaire Pochon de monter ce type de scénario de toutes pièces ». Jean-Pierre Pochon consacre le dernier chapitre de son livre à cette affaire, où il affirme qu'il s'agit bien d'une « opération de désinformation, [dont il] comprend tout de suite la logique du schéma [...] : une nouvelle manipulation pour accuser AD et la poser [*sic*] à la faute » ; mais il nie toute implication personnelle comme de son service ¹. [nda&ce]

IV. « Ce groupe fut cantonné, jusqu'à sa dissolution en 1986, à une autarcie plus ou moins chaotique dans la région lyonnaise, où ils prirent le nom d'«Affiche rouge» avant d'utiliser à nouveau le sigle Action directe, fin 1982, semant la confusion dans le mouvement », précise Rouillan – notamment avec l'attentat à la bombe du 10 août 1982, rue de la Baume à Paris, contre le siège d'une société important des fruits produits en Israël et au cours duquel une passante fut grièvement blessée. [nda&ce]

V. Dans sa lutte politique autonome légale, Farid écrivit de nombreux articles pour *Sans frontières*. Au nom de la non-séparation des tâches (entre actions politiques et militaires), Farid demanda à participer à des actions de financement. Pour ne pas mettre en danger son rôle irremplaçable dans l'implantation à Barbès, on trouva un compromis : il ne participerait pas à la formation armée, mais à des opérations comme le change des faux voyageurs chèques de la First National City Bank. Avec la complicité d'un groupe d'Espagnols rodé à ces opérations, plusieurs militants d'AD participèrent à des escroqueries internationales. Capturé en Finlande en décembre 1982, Farid fut

torturé à mort dans un commissariat d'Helsinki – sa photo fit la une du n° 45 de *Sans frontières* (15-23 janvier 1983). [nda&e]

VI. Né à Sidi Boubker, au Maroc, Mohamed Bachiri dit « Mokhtar » est mort le 3 février 2010. Personnalité mythique de la lutte des travailleurs immigrés dans les années 1970, ancien leader de la grève des OS de Chausson (Gennevilliers), membre de la GP* et des premiers comités Palestine, il participe à la création des comités de soutien à la révolution palestinienne (CSRP). À l'automne 1970, il fonde le journal *Feddai* et participe dans la GP à la structuration de la MOM (Milice ouvrière multinationale), une coordination politico-militaire essentiellement constituée d'ouvriers étrangers. Quelques mois après le Septembre noir [conflit meurtrier entre l'armée jordanienne et l'OLP en 1970], la principale opération de la MOM est l'attaque et l'incendie de l'ambassade de Jordanie à Paris le 23 avril 1971 lors de la visite du roi Hussein. S'il participe à la création du MTA*, Mokhtar a déjà pris ses distances avec ses fondateurs ainsi qu'avec l'évolution institutionnelle de *Sans frontières*. Fin 1977 (ou début 1978), lorsqu'il chercha à me rencontrer, Mokhtar était le compagnon d'une amie – ancienne du Secours rouge Paris XIII^e. Lors de notre première rencontre, dans un HLM près de la place Jeanne-d'Arc, il était sans-papier et frappé d'une interdiction de séjour. On lui fournit une vraie fausse identité et ce fut le début de sa collaboration avec AD, qui a duré jusqu'à fin 1983, début 1984. Lors de notre séjour à Barbès il défendait la création d'une organisation autonome de lutte armée de l'immigration, où il voyait Farid et Mohand tenir le rôle de pivots en lien direct avec les camarades libanais et palestiniens. [nda&e]

VII. Acteur emblématique du militantisme socio-politique, associatif, culturel et citoyen de l'histoire de l'immigration et en particulier du quartier de la Goutte-d'Or (où il meurt en 2009), Saïd Bouziri fonda notamment l'hebdomadaire *Sans frontières* et le MTA ; ainsi que la librairie de la rue Stephenson et Radio Soleil Goutte-d'Or – dont Radio Soleil Ménilmontant est issue – « toujours la même rivalité entre l'institutionnel et les luttes radicales », précise Rouillan. [nde&a]

VIII. Le 12 septembre 1980, sur fond de marasme économique et de guerre civile (entre marxistes, nationalistes et religieux), l'armée prend le pouvoir, dissout le Parlement, les partis politiques, les syndicats et gère seule le pays jusqu'à l'organisation d'élections en 1983 ; si la répression toucha les militants de tous bords, les militaires furent plus cléments à l'égard de la droite (y compris fascisante) qu'à l'égard de la gauche.

IX. Le 9 novembre 1981, François Mitterrand honore sa promesse de campagne de mettre fin au monopole de la radio mis en place à la Libération. Les « radios pirates » deviennent des « radios libres ». Toutes ne sont pas politiques – ainsi naîtront NRJ (Nouvelle Radio des jeunes), Nostalgie (ex-Contact), Skyrock (ex-Cité Future), Radio Nova, RFM, etc.

X. Dans les années 1970, face à la montée de la gauche révolutionnaire turque, les jeunes militants du MHP – Parti du mouvement nationaliste ouvertement fasciste – nomment Foyers idéalistes (dits « Loups gris ») leur organisation armée : alors en relation étroite avec la CIA et les réseaux anti-communistes mis en place par l'Otan [*infra*, notice Trevi p. ⇒], les Loups gris se

diversifieront dans les activités mafieuses après le coup d'État de 1980 [*supra*, note ⇒, p. ⇒].

XI. Ce montant, confirmé par Serge Savoie, est qualifié d'« acompte [pour “se mettre au vert”, précise-t-il] sur la prime qu'il devait toucher » – mais ce policier n'en « connaîtra jamais le montant » ².

XII. Lire *infra*, p. ⇒.

XIII. Lire *supra*, p. ⇒.

XIV. Le jour de son arrestation, Joëlle Aubron a été photographiée dans les locaux du 36 quai des Orfèvres : l'un des clichés, où elle est encadrée par des policiers en haut d'un escalier, « parut dans toute la presse de l'époque », se souvient Rouillan. [nde&a]

XV. En avril 1981, après l'arrestation de Rouillan et de Ménigon – lire *supra*, p. ⇒.

XVI. « Prélude à la campagne raciste qui sera menée sous Pasqua-Pandrau au nom de l'antiterrorisme », précise Rouillan. De 1986 à 1988, lors de la cohabitation entre le président François Mitterrand et le Premier ministre Jacques Chirac (RPR), le ministre délégué à la Sécurité Robert Pandrau et le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua forment un binôme passé à la postérité pour son usage peu scrupuleux du secret et de la raison d'État ³ – sur Pasqua, lire *infra*, la notice du SAC, p. ⇒. [nde&a]

XVII. En référence à la fameuse déclaration de Maurice Thorez, alors secrétaire général du Parti communiste français, après la signature, le 11 juin 1936 par le Front populaire, des accords de Matignon – qui offrent aux ouvriers la création des conventions collectives et ramènent leur temps de travail à quarante heures hebdomadaires : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. »

XVIII. Le parcours exemplaire de **Daniel Cohn Bendit** est assez souvent mis en scène, notamment l'année du cinquantenaire de Mai 68 où paraît ce livre, pour se passer de notes. En revanche, comme l'écrit Serge Halimi en préface de la « lettre ouverte » de Guy Hocquenghem « à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary » : « Le lecteur, qui peut ignorer qui est (ou fut) **Brice Lalonde**, n'a besoin ici de savoir qu'une chose : ce personnage serait aujourd'hui oublié de tous s'il n'avait été l'un des électrons les plus emblématiques du champ des prévarications idéologiques. Venu de l'extrême gauche à l'écologie, Brice Lalonde fut candidat à l'élection présidentielle de 1981, se rallia à François Mitterrand en 1988, puis à Jacques Chirac en 1995. Militant pacifiste dans les années 1970, il devint l'un des partisans les plus fanatiques de toutes les guerres dès lors qu'elles étaient américaines (Koweït, Kosovo, Afghanistan, Irak). Anticapitaliste et antiproductiviste dans les années 1970, il se métamorphosa en partisan de l'énergie nucléaire et en soutien des thèses ultra-libérales d'Alain Madelin. La morale resta sauve dans son cas : il acheva sa vie et sa carrière dans le discrédit le plus total. » Sur le même modèle, l'architecte **Roland Castro** commence son parcours politique à l'UEC puis au PCF, dont il aurait été exclu en 1965 ; fondateur du groupe mao-spontex « Vive la révolution » en 1968, il rejoint le PS en 1981, qu'il quitte en 1992,

retourne un temps au PCF avant de diriger en 2008 pour Nicolas Sarkozy la consultation sur le « Grand Paris » – où il reprend son programme de valorisation des banlieues commencé sous Mitterrand – pour finir en soutien d’Emmanuel Macron. Quant à **Serge July**, lire *supra*, note ⇒, p. ⇒⁴.

XIX. Il s’agit par exemple d’**Harlem Désir** (icône de l’antiracisme dans les années 1980, qu’il monnaie au PS dans les années 1990, où il est premier secrétaire dans les années 2000 avant d’intégrer les gouvernements de Manuel Valls ; député européen de 1999 à 2014, il défend depuis 2017 la liberté des médias pour l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) ; de **Julien Dray** (militant à la LCR* qui rejoint le PS en 1981 et finit par soutenir l’Europe libérale avant de s’aligner sur des positions sécuritaires ; il restera sans doute moins dans les mémoires pour avoir participé à la fondation de SOS Racisme que pour sa passion maniaque des montres de luxe) ; et d’**Isabelle Thomas** : sortie de l’ombre des jeunes socialistes en 1986 à la faveur du mouvement étudiant contre le projet de loi Devaquet alors qu’elle est vice-présidente de l’UNEF-ID, elle est promue par François Mitterrand au conseil national du PS, qui en fera sa « chargée de mission pour les problèmes de la jeunesse » en 1988 – avec l’âge, elle s’est spécialisée dans la pêche en eaux profondes et la députation européenne.

XX. Du mot portugais « *comprador* [acheteur] », désignant à l’origine les marchands du Sud-Est asiatique qui s’enrichissent au service des puissances coloniales occidentales. Intégré dans la tradition marxiste, ce concept décrit l’inféodation des pays colonisés aux intérêts des capitaux étrangers.

XXI. Lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

XXII. Le plan Juppé sur les retraites et la Sécurité sociale provoque le plus grand mouvement social en France depuis Mai 68, avec d’importantes grèves, dans toute la fonction publique, mais aussi le secteur privé, qui touchent le pays du 24 novembre au 15 décembre 1995. En février 1997 est annoncée la fermeture de l’usine **Renault de Vilvorde** (Belgique) : malgré d’importantes manifestations (près de 100 000 personnes en mars à Bruxelles), cinq mois de conflit, une journée de grève dans tous les sites européens de Renault, l’occupation de l’usine menacée de fermeture et plusieurs décisions de justice favorable aux syndicats, plus de trois mille salariés sont licenciés – faisant de cette décision l’emblème d’une Europe guidée par la seule logique financière.

XXIII. Au cours des années 1990, l’ex-Yougoslavie est détruite par une série de conflits entre la Serbie, la Slovénie, la Croatie et la Bosnie ; à la fin des années 1980, le Darfour connaît sa première guerre inter-ethnique ; en décembre 1989, les États-Unis envahissent le Panama ; depuis 1989 et le retrait de l’occupation soviétique – « conséquence de la victoire des talibans à Kaboul au nom des intérêts de l’oléoduc américain », précise Rouillan –, l’Afghanistan n’a connu qu’une succession de guerres ; au milieu des années 1990, le Congo-Zaïre abrite une première puis une deuxième guerre civile ; c’est en 1991 que la Somalie connaît la sienne – dont elle n’est pas sortie ; depuis 1988, le conflit du Haut-Karabakh entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie (30 000

morts et un million de réfugiés) est emblématique de l'interventionnisme américain et du prix de l'accès des compagnies pétrolières occidentales au pétrole de Bakou ; etc. [nda&e]

XXIV. De l'écrasement de la révolution allemande de novembre 1918 par l'armée et les corps francs sous la direction de la social-démocratie au pouvoir est née la **république de Weimar** (1918-1933) qui donnera naissance au nazisme après avoir annihilé le plus puissant mouvement syndical européen. Le 12 mars 1956, le **gouvernement SFIO** (ancêtre du PS) de Guy Mollet obtient, avec le **soutien du PCF**, « les pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances, en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens, et de la sauvegarde du territoire algérien ». Quelques jours plus tard, avec son ministre de la Justice, François Mitterrand, Guy Mollet donna les pleins pouvoirs à l'armée, qui mit en place un « quadrillage » de la population et pratiqua la torture à large échelle et l'assassinat de ceux qu'elle suspectait d'aider le FLN.

XXV. Lire la citation complète *infra*, p. ⇒.

XXVI. Lors de l'arrestation de Mohand et de Joëlle Aubron, accusée d'homicide volontaire et de tentatives d'homicides lors du braquage de la place des Ternes en avril 1981 – lire *supra*, p. ⇒.

XXVII. Lire *infra*, p. ⇒ et suiv. ; p. ⇒ et suiv.

V. De nouveau dans la clandestinité (printemps-été 1982)

L'un des moments clefs de la lutte pour imposer un nouveau modèle d'accumulation fut indéniablement le sommet du G7 à Versailles en juin 1982. Les représentants des intérêts mondiaux de la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire les dirigeants des puissances occidentales, se réunissaient pour parapher leur résolution commune, qu'on peut résumer en une planification de la guerre contre l'URSS et ses satellites, contre les pays progressistes du Sud et contre le prolétariat mondial :

— organiser l'embargo sur la technologie et les matières premières stratégiques des pays du bloc de l'Est et limiter les crédits à l'exportation en vue d'étouffer la concurrence soviétique dans la production des marchandises et briser toute réorganisation économique du « socialisme d'État » ;

— « travailler à une évolution constructive et ordonnée » du système financier mondial après l'abandon du traité de Bretton Woods ^I ;

— faire payer aux pays du Sud leur dette, qui atteignait 480 milliards de dollars dix ans après la crise de 1973. (La surproduction de marchandises et de capitaux est consubstantielle au capitalisme. L'augmentation de la dette du tiers-monde n'a fait qu'en corriger provisoirement les effets en Occident : par la multiplication des crédits sur le marché des euro-dollars, les pays pauvres ont absorbé le surplus de production des pays riches, amortissant la crise des centres industriels en soutenant la fuite en avant des exportations. La dette n'est pas le produit du dysfonctionnement de l'économie des pays du Sud, mais une maladie des pays riches. Et le matraquage médiatique sur la dette justifie les politiques de rigueur, de réajustement structurel et les sanctions ;

— accentuer la pression à la baisse sur le prix des matières premières en provenance du Sud, et en particulier du pétrole (65 % des ressources énergétiques mondiales sont localisées dans les pays du tiers-monde, mais 90 % des bénéfices tirés de leur exploitation reviennent aux sociétés occidentales ; c'est pourquoi le contrôle des prix des matières premières a toujours constitué un important enjeu entre le Nord et le Sud. L'Occident use de pressions économiques et financières : dans l'établissement et la renégociation des accords inter-zones – par exemple la convention ACP-CEE de Lomé ^{II} ; par les politiques d'ajustement du FMI sur la production, la dévaluation, etc. ; par la propriété des zones de production ; par le monopole sur l'organisation des marchés – par exemple, le London Metal Exchange contrôle 90 % des transactions mondiales de cuivre, étain, aluminium, plomb, nickel et zinc) ^{III} ;

– ajouter aux pressions économiques les pressions militaires (l'impérieuse « garantie de circulation » des produits entraînera quinze années de guerres [*supra*, note ⇒, p. ⇒]) ;

— enfin, en marge de ce G7 se préparait la dernière intervention armée dans la zone proche-

orientale en vue de briser la résistance palestinienne et ses alliés libanais. Ce soutien de la *blitzkrieg* d'Israël sur Beyrouth renforcerait la position de ce pion impérialiste dans la région en anéantissant ses adversaires les plus résolus, la gauche révolutionnaire palestinienne-arabe. En jouant sur les conflits en cours dans la zone, on cherchait à affaiblir l'influence russe, museler les aspirations de non-alignement d'une partie des pays arabes et pacifier plus globalement la région pour garantir l'approvisionnement en pétrole et éviter tout nouveau choc pétrolier. Grâce aux enseignements de la guerre des Malouines ^{IV}, les gouvernements impérialistes pouvaient envisager sereinement une intervention directe au Liban : l'engagement colonialiste n'entraînait aucune réaction antagoniste massive des populations métropolitaines. Le syndrome des multiples guerres coloniales, et en particulier celle du Vietnam, face aux mouvements de libération nationale des Trois Continents, semblait dépassé. Le destin des pays du Sud ne touchait plus grand monde en Europe. Les États pouvaient non seulement compter sur une certaine neutralité des populations métropolitaines, mais plus encore, grâce à un puissant effort de manipulation médiatique, ils organisaient leur mobilisation chauvine et réactionnaire de soutien au conflit.

Mobilisation contre le sommet de Versailles et l'intervention occidentale au Liban

C'est contre ce type de réunion impérialiste que nous avons inscrit dans notre programme : « Mener le combat avec les révolutionnaires des trois continents. » Nous devons reprendre l'offensive avec une cible correspondant aux enjeux. Et porter le message : des forces résistaient aux politiques impérialistes dans le centre métropolitain. Les communistes œuvrent pour l'unité internationale des prolétaires et non pour pérenniser un État national, serait-il « social » ou « socialiste ».

Le FMI et la Banque mondiale étaient de plus en plus essentiels à l'imposition des politiques impérialistes. Principaux organisateurs des politiques d'« ajustement », ils pesaient directement sur le rapport de force en faveur de la bourgeoisie occidentale et au détriment des pays de l'Est, du tiers-monde et des conditions d'existence du prolétariat mondial ^V.

À l'écart, dans les beaux quartiers, derrière des sigles anonymes et des vitres blindées, des technocrates condamnent les laissés-pour-compte par centaines de milliers en signant de simples rapports. Une condamnation à la misère aussi certaine qu'un peloton d'exécution. Sous les sparadraps de la charité, derrière les affiches du spectacle politique était perpétuée la pure brutalité des rapports impérialistes de polarisation.

Depuis 1950, le monde est caractérisé par un mouvement tendanciel à l'homogénéisation de la condition humaine sous l'emprise du capital. Stade ultime de l'internationalisation commencée à la fin du XIX^e siècle, la mondialisation s'était aggravée avec la déréglementation financière de la fin des années 1970, qui accélérât encore la polarisation (économique, sociale, politique et culturelle) entre un centre impérialiste (USA-UE-Japon) et les trois quarts de l'humanité ³. D'un

côté des monopoles toujours plus puissants et libres d'investir leurs capitaux ; de l'autre des périphéries toujours plus privées d'accès aux richesses et de droit à l'autodétermination politique. Ce que Marx avait décrit en son temps comme une tendance à la paupérisation de la classe prolétarienne : « C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même ⁴. »

Dans leur grande majorité, les révolutionnaires européens avaient sous-estimé cette tendance essentielle. Ils défendaient la thèse de l'homogénéisation graduelle. Érudant leur responsabilité historique dans le développement du rapport impérialiste, ils rejoignaient les positions traditionnelles des réformistes eurocentristes : en industrialisant « fraternellement » le Sud, il y aurait « rattrapage » ; il ne s'agi[rait] plus de pays opprimés, mais en « voie de développement ». Mais les bourreaux de la « solution capitaliste » vivaient dans les mêmes villes que nous. Il ne suffisait plus de protester et de manifester une « solidarité internationale » face aux agressions les plus flagrantes.

Notre message internationaliste pointerait un immeuble neuf d'une dizaine d'étages donnant directement sur l'avenue d'Iéna, relativement mal protégé malgré l'importance de la fonction qu'assure le FMI. Le commando était naturellement composé d'un camarade turc, d'un Arabe et de deux « autochtones ».

Début de soirée. Le conducteur ne pouvait faire plus d'un passage de vérification. Le quartier était très contrôlé : dans presque toutes les rues adjacentes se trouvaient des sièges sociaux de grandes sociétés et des domiciles de personnalités – par exemple, à quelques dizaines de mètres de l'immeuble, de l'autre côté de l'avenue, deux CRS gardaient l'immeuble où logeait un des fils du roi d'Arabie saoudite.

Deux camarades assuraient la protection à quelques dizaines de mètres. Une charge de plusieurs kilos avec une mèche relativement courte fut déposée devant le bâtiment – le commando devait contrôler jusqu'au dernier moment la zone pour qu'aucun passant ou automobiliste ne soit atteint.

Nous avons édité une affiche pour la mobilisation contre le sommet du G7 : sous un combattant armé d'une kalachnikov, le texte d'une quinzaine de lignes était imprimé en français, en turc et en arabe. Il appelait à une réaction offensive contre la réunion des gouvernements impérialistes. En réponse à l'affichage, les médias diffusèrent un communiqué de la préfecture de police expliquant qu'on appelait à venir armés aux manifestations prévues contre le sommet.

Entre autres attentats – comme le mitraillage de la Bank of America place Vendôme (28 mai) et de l'American School à Saint-Cloud (4 juin) – furent aussi frappés le siège social d'un des principaux monopoles agro-alimentaires mondiaux, avenue Pereire ^{VI} ; mais aussi quelques symboles impérialistes.

Pour ces petites actions, l'une de nos préoccupations était de former les petits groupes du mouvement, et en premier lieu de les rendre autonomes en ce qui concerne la matière première explosive. Il nous fallait trouver une recette pour la confection d'un explosif relativement simple, sûr à fabriquer et assez puissant pour être efficace.

Au « raz-le-bol » des manifs offensives, c'est-à-dire un mélange de chlorate de potasse (désherbant de jardin) à égale proportion avec du sucre glace, on ajoutait en moindre quantité du soufre et de la poudre d'aluminium. Ce qui rendait le produit bien plus puissant. Avec un détonateur de carrière et placé dans une cocotte-minute, ce mélange artisanal était tout à fait satisfaisant. Mais on avait un problème avec l'extrême volatilité de la poudre d'aluminium. On mélangeait tout ça à la main dans des grands saladiers, et les précautions qu'on prenait ne suffisaient jamais : la poudre argentée nous collait à la peau, on en retrouvait sur nos vêtements, dans les voitures, les locaux et il fallait plusieurs jours, voire des semaines, pour s'en débarrasser. Le premier mélange avait été mis au point dans l'appartement d'un intello parisien. Même après plusieurs heures de nettoyage, des paillettes argentées voletaient toujours sur les rayonnages de sa bibliothèque, dans sa cuisine, même dans son lit... Plusieurs mois après, les lieux gardaient encore des traces de cet épisode.

Recyclage de la coopération impérialiste

Le 6 juin, dernier jour du sommet de Versailles, les résolutions du G7 trouvaient leur première concrétisation : Israël lançait ses troupes au-delà de la frontière libanaise et, par deux fois dans les semaines qui suivirent, les troupes américaines, françaises et italiennes débarquèrent au Liban pour appuyer l'intervention « Paix en Galilée » ^{VII}.

Nos objectifs furent aussitôt réorientés contre la colonisation sioniste de la Palestine et ses alliés impérialistes : banques et instituts financiers (Barclays, Chase Manhattan, Leumi), entreprises d'import-export israéliennes et représentants de l'ambassade israélienne à Paris (on mitrailla la voiture du chef de la sécurité). La coordination de ces actions fut menée par l'unité combattante Marcel-Rayman ^{VIII}, issue du ghetto juif du IX^e arrondissement, entre la rue de Paradis et la rue Richer. Le communiqué était aussi clair que les cibles :

Israël sert l'impérialisme américain. Cet État, dont l'idéologie « prussienne » repose sur un militarisme boy-scoutisé et sur une ghettoïsation paranoïaque, est le larbin idéal pour les basses œuvres des USA au Proche-Orient : « La sphère d'intérêt militaire d'Israël s'étend dans les années 1980 au-delà du monde arabe et englobera des pays tels que la Turquie, l'Iran, le Pakistan et jusqu'à l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale. » (Ariel Sharon, 18/04/82) L'État israélien collabore avec les juntes fascistes d'Amérique latine (Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua jusqu'à la chute de Somoza), livrant des armes et envoyant des conseillers militaires « spécialistes de l'anti-insurrection ». (Extrait du communiqué de l'UC Marcel-Rayman)

Pourtant un groupe de journalistes proches du pouvoir lança une campagne féroce contre l'organisation, reprise en cœur par tous les médias, nous accusant d'« attaquer les petits commerçants juifs ». Dépassant le clownesque de la propagande néolibérale habituelle – « plus c'est gros... » –, cette contre-vérité nous associait directement aux nazis. Suivant la vieille recette

opportuniste, on renvoyait dos à dos extrême droite et extrême gauche. Et pour faire bonne mesure, en plus de l'accusation d'antisémitisme, on nous dépeignait en oppresseurs en suivant une méthode éprouvée : faire du puissant la victime et du faible l'agresseur. « Nous n'accepterons jamais la facilité qui permet à certains de faire rimer “juif” et “sioniste”, “antisionisme” et “antisémitisme” », expliquait l'UC Marcel-Rayman, qui avait frappé la Chase Manhattan Bank – mais pour les médias, c'est tout juste si l'on n'avait pas fait la caisse du « petit commerçant » Rockefeller !

Tout cela mit les camarades dans une colère noire. C'était absurde. L'UC Rayman étant pratiquement semi-légale, plusieurs militants politiques de la diaspora juive connaissaient nos activités ; et aucun ne rompit avec l'UC – il suffit de voir la liste des noms des camarades impliqués dans les procès pour « association terroriste ». Le pire est que ce montage n'était pas seulement destiné à provoquer une délation ou entraîner une dissension avec les militants d'origine juive. Il préparait l'offensive du gouvernement en créant un consensus entre le pouvoir et les forces « démocratiques » les plus réactionnaires – qui furent toujours promptes à enfourcher les démons antisémites.

Hésitations du pouvoir

L'État avait décidé d'en finir rapidement avec l'organisation. Non pas en arrêtant tous ses membres, mais en la faisant imploser par une attaque frontale, politique et répressive. La police espérait nous disloquer en élevant le niveau de l'affrontement. C'était une erreur de jugement : constituée presque exclusivement de combattants armés et organisés en groupes de guérilla, l'organisation était prête à cette situation. Et nous étions renseignés sur les intentions du gouvernement : un journaliste nous avait rapporté que les socialistes, profondément « vexés » par notre accueil de leur surprise-partie, nous le feraient payer.

Quelle alternative nous restait-il ? Pour rester « légaux », on devait mettre un peu trop d'eau dans notre vin. On finirait alors bien par participer nous aussi (quoique, peut-être, d'une manière différente) à la banalisation du message révolutionnaire. En France, dans ce genre de situation, les partis de gauche invoquent la « ligne de masse », mais pour justifier leur renoncement ou, pire, donner un blanc-seing à la répression avant de retourner vaquer à leur routine protestataire ^{IX}. Pour nous, le sujet révolutionnaire de classe était le prolétariat mondial. Si on nous demandait : « Où étiez-vous alors que les impérialistes bombardaient les prolétaires de Beyrouth-Ouest ? », « Que faisiez-vous les jours sanglants du massacre de Sabra et Chatila ? », on pouvait répondre : « Nous combattions les armes à la main. »

D'un autre côté, le gouvernement ne pouvait plus permettre la consolidation de notre expérience dans les quartiers, le développement de nouvelles perspectives de résistance. La potentialité subversive que représentaient les luttes dans les ghettos intra-muros de la capitale était devenue trop visible. Alors que les banlieues commençaient à occuper le devant de la scène

médiatique – avec les rodéos de l'été aux Minguettes et ailleurs ^x–, il fallait neutraliser toute politisation radicale de ces forces sociales, les laisser dans une précarité aggravée par un apolitisme dévastateur. Le prolétariat immigré ne devait pas seulement être incapable de lutter collectivement : il ne devait pas même avoir conscience de sa condition de classe.

L'État choisit son ennemi

Les proches de l'organisation furent donc systématiquement traqués dès qu'ils s'implantaient dans une cité – ils le seront d'autant plus après la dissolution.

À deux reprises au moins, les autorités choisirent de laisser les mains libres aux Frères musulmans. Un petit groupe de camarades de Barbès s'étaient relogés dans une grande cité du Nord parisien. Ils y ouvraient leurs apparts aux habitants de la cité comme lieu de débat. Membres d'une organisation armée anti-impérialiste soutenant la lutte des Palestiniens, les camarades ont vite eu une influence importante dans ces cités de prolétaires immigrés. Inquiets pour leur monopole sur la cité (même le P« C » avait transféré sa cellule dans la zone pavillonnaire de la ville), les Frères musulmans tabassèrent les camarades et incendièrent leurs voitures jusqu'à les forcer à quitter les lieux. Informés de ce nettoyage, les « communistes » et les gauchistes locaux répondirent unanimement qu'ils ne voulaient pas se « mêler d'affrontements inter-ethniques »...

Plutôt qu'à celles des militants révolutionnaires, la gauche institutionnelle préférait donc voir les banlieues aux mains de groupes de prière et d'associations religieuses subventionnées.

Collaboration ou répression

Le gouvernement de l'Union de la gauche ayant dressé l'étendard du néolibéralisme, il avait choisi la voie de la rigueur et de l'agression impérialiste. Ne lui restait qu'une seule politique, celle de la gestion. Autrement dit, faire passer le message de l'ordre et du sacrifice réclamé par la bourgeoisie : démanteler l'État-providence, instaurer la monnaie unique, favoriser la circulation des marchandises et des capitaux, précariser encore le marché du travail.

Dès lors, la critique politique institutionnelle était fonctionnarisée, articulée à la démocratie parlementaire et ravalée au rang d'archaïsme sans poids. On agitait bien quelques « radicaux », service minimum de la liberté d'expression oblige, mais leur culture protestataire sans rupture n'ajoutait que sa propre impuissance à celle des organisations de masse envoûtées par les sirènes de la collaboration.

Mais sur ceux qui refusaient de se soumettre, les chiens de la répression étaient lâchés. Alors que la politique politicienne n'était plus que carriérisme et corruption généralisée, tout ce qui s'opposait à cet accaparement et à cette négation de la politique, tout ce qui était révolte et résistance ne prenant en compte que les intérêts généraux d'une classe opprimée, était criminalisé.

Et les médias s'installèrent dans le rôle de maîtres des mémoires, de censeurs des révoltes, de négationnistes de la voie révolutionnaire. Ce qui pouvait l'être devait être réécrit et le reste caricaturé puis raillé. On commença par Mai 68. Puis ce furent Juin 36, les mutineries de 1917, la Commune, la révolution de 1848 et jusqu'à 1789 avec le bicentenaire. L'idée même de révolution et de lutte des classes devait être réécrite... pour être mieux niée. La larme à l'œil, les bourgeois applaudissaient une révolte ouvrière sur les écrans de *Germinal* ^{xi}, mais c'est pour se rassurer : tout ça était bel et bien mort et enterré.

La dissolution

La dissolution d'AD n'avait rien d'extraordinaire. Elle était même tout à fait naturelle ! Ce qui ne l'était pas, c'était qu'une organisation fondée sur une orientation de guérilla puisse être légale. Et depuis l'amnistie de 1981, sa situation « sur le fil du rasoir » permettait à AD d'avoir plusieurs vitrines politiques légales.

Un des acquis depuis 1981, c'était que le gouvernement devait désormais trouver une bonne raison politique pour nous dissoudre. Elle se présenta à peine deux mois après le sommet de Versailles. Le 9 août 1982, un commando palestinien attaqua le restaurant *Jo Goldenberg*, rue des Rosiers, tuant de nombreux civils avant de disparaître ^{XII}.

Refuser la logique de la guerre impérialiste

Ceux qui s'acharnent à nous présenter comme des terroristes ne se demandent jamais pourquoi près de deux cents attentats à l'explosif, principalement dans les rues de Paris, n'ont fait aucune victime ^{XIII}.

Pour une guérilla communiste, l'action armée doit porter un coup à l'ennemi et à ses forces de répression, non au prolétariat, qui doit être gagné à la cause révolutionnaire. Faire de la population civile le principal ennemi, voilà une logique militaire bourgeoise, qu'illustre l'évolution de la guerre : au début du xx^e siècle, les victimes civiles représentaient 1 à 2 % des pertes humaines, au milieu du siècle elles ont atteint 52 %, 85 % en 1980 et 90 % en 1990. Bombardements massifs, arme nucléaire, camps de concentration, d'internement et de réfugiés partent de la même logique : la guerre totale.

Le principal moteur de toute guerre impérialiste étant la destruction du surplus des forces productives, la population mondiale compte au premier rang de ses ennemis. À l'inverse, le combat d'une guérilla communiste repose sur la lutte pour la survie de la majorité prolétarienne de la population mondiale et la destruction de ce qui la détruit quotidiennement : l'exploitation et la guerre.

Aussi est-il important de demander à ceux qui « condamnent fermement » l'attentat de la rue des Rosiers pourquoi ils ne condamnent pas tout aussi fermement le canonier et l'aviateur israéliens, qui font bien plus de victimes civiles. Suffit-il de porter un uniforme et d'être rémunéré par un État, qui seul accorde des permis de tuer ? Comme il faudrait demander à ceux qui soutenaient la lutte de libération algérienne s'ils font une différence entre les attentats du restaurant Goldenberg et du Milk-Bar ^{XIV} ? La cause des révolutionnaires palestiniens est-elle moins juste que celle des révolutionnaires algériens ?

On ne peut condamner l'attentat de la rue des Rosiers qu'à partir du refus total de la logique impérialiste. Tout le reste n'est qu'opportunisme, caresse à la vindicte publique, vengeance raciste et réactionnaire. Ne sont cohérentes que les positions pacifistes. Le pacifisme bourgeois s'arrête aux aspects visibles, aux vœux pieux et aux processions, à la condamnation de principe, humaniste et sans suite. Le militant révolutionnaire, qui s'attaque aux causes de la guerre, sait que seul le fusil peut faire taire le canon, que seule la guerre révolutionnaire peut mettre un terme à toutes les guerres.

Cet attentat massacre causa bien sûr une énorme émotion. Et, comme à chaque fois, le pouvoir et les médias à son service s'ingénierent à créer plus de confusion encore, plus d'amalgames, plus de délire : contre ceux qu'ils voulaient détruire.

Comme toute opération de ce type, cette action fut revendiquée directement auprès du gouvernement quelques heures plus tard. Le pouvoir s'ingénia pourtant à diffuser des fausses pistes, mêlant notamment anti-impérialistes et militants néo-nazis du groupe allemand Hoffman. Puis la presse monta la sauce contre AD : la police « s'intéressait » à une fausse revendication, « une piste parmi d'autres ^{xv} » ; puis on nous accusa d'avoir apporté un soutien logistique à l'attentat. Mais le montage était si peu crédible que le gouvernement hésitait à prendre la décision de nous dissoudre.

Par ailleurs, la dissolution posait divers problèmes au pouvoir. D'un côté parce que Badinter avait promis d'abroger toutes les lois réprimant collectivement un crime ou un délit – il devait donc en premier lieu retirer la loi sur la reconstitution de ligue dissoute. De l'autre parce que la dissolution reconnaissait notre organisation comme une organisation politique – alors que la tendance était à criminaliser la contestation ^{xvi}.

Dans les jours qui suivirent l'attentat, on organisa une série de rencontres pour recueillir le point de vue le plus large et le plus profond sur la situation. Nat et moi étions pour faire de la dissolution un nouveau point de départ. À de rares exceptions près, nos contacts voyaient aussi plus de potentialité dans un retour à la clandestinité totale.

On décida donc de donner un petit coup de pouce. Cette décision n'était ni facile ni irréfléchie. On allait un peu « à la corne » – comme on dit dans le milieu taurin. Et on connaissait les risques, ne serait-ce que de ne pas survivre à la dissolution.

Quoi faire ? Un attentat aurait été trop provocateur. On opta pour une interview à *Libé*, et c'est moi qui m'y collerais. Ne m'étant pas exprimé dans un journal bourgeois depuis ma libération, un an auparavant, ma parole aurait plus de poids. On détermina en commun les quelques points qu'on voulait faire passer. Deux journalistes furent contactés. July donna son feu vert. L'interview eut lieu en début d'après-midi au siège même du journal, sur le coin d'une table, et dura moins d'un quart d'heure. Le journaliste mit l'entretien au propre alors que je prenais un café sur le boulevard Barbès. Il le présenta à July. À mon retour, je lus le texte définitif – on gardait toujours un droit de veto. July voulait me voir. Égal à lui-même, bretelles, cigare. « Là ils vont dissoudre, c'est obligé. » Il n'en doutait pas, lui qui fréquentait de si près les réseaux gouvernementaux.

Entretien avec Rouillan, « Action directe ne s'est pas dissous » (17 août 1982)

Neuf jours après l'attentat de la rue des Rosiers – entre le décès d'Henri Fonda (12 août) et celui d'Ingrid Bergman (30 août), avec un sujet sur le terrorisme en moyenne tous les deux jours en une –, l'entretien que donne Rouillan à Gilles Millet pour Libération avait été précédé (12 août) d'une couverture sur « Paris sous la pression des bombes » (qui mettait directement en cause Action directe). Et le soir même François Mitterrand intervenait à la télévision – « anti-terroriste tranquille » titrera le quotidien, qui annoncera, le 19 août, la dissolution d'Action directe en réponse à une série d'attentats que le groupe avait revendiqués (dont le 6 août, contre une agence de la Discount Bank à Paris). Sur le discours présidentiel, le quotidien précise : « Les deux thèmes longuement évoqués hier soir sur la première chaîne par le président de la République [étaient] la lutte contre le terrorisme sur le territoire national, défense et illustration de la position de la France au Proche-Orient. [...] Mitterrand s'est juste laissé aller, dans un grand élan de fermeté, à promettre les foudres de la justice à qui aurait l'outrecuidance de se réclamer d'Action directe, groupe qui

devra choisir entre la légalité et la clandestinité ⁵. » Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de l'article basé sur l'entretien de Rouillan.

« Au moment où, si l'on en croit certaines rumeurs, le gouvernement envisage de dissoudre le groupe Action directe afin de poursuivre avec plus d'efficacité ceux qui s'en réclament, on parle de plus en plus souvent de son auto-dissolution. Ainsi des militants se réclamant représentants du mouvement ont confirmé son éclatement. [...] Ils] se sont exprimés dans une interview diffusée par la radio libre Gilda, en confirmant la teneur d'un communiqué remis il y a quelques jours à l'AFP. Ce message, tapé à la machine en lettres majuscules, s'intitulait "Compte rendu de la réunion clandestine du 1^{er} août 1982". Suivait le texte : "Suite aux pratiques autoritaires, bureaucratiques, d'un collectif d'AD visant à entraîner l'ensemble des unités sur une stratégie et une ligne volontariste et élitiste (cela malgré de nombreuses discussions internes), nous décidons l'éclatement d'AD. Ce qui au départ n'était qu'un mot d'ordre (tendant à un regroupement révolutionnaire) ne nous appartient pas. Nous abandonnons le sigle à ceux qui voudraient l'utiliser. Contre le capital, le combat se mène, à la base, sur tous les fronts de la guerre sociale." [...]

» Jean-Marc Rouillan, que nous avons rencontré, dément, quant à lui, un quelconque éclatement d'Action directe : "Les gens qui parlent aujourd'hui sont des camarades qui nous ont quittés sans exposer leur position politique et qui tentent maintenant d'exploiter leur départ. Ils n'ont plus rien à voir avec Action directe, ni avec ses comités de soutien ni avec ses groupes militaires..."

» Que représente aujourd'hui Action directe ? "C'est une petite organisation qui défend de grandes idées."

» À quoi correspondent l'attentat contre le véhicule israélien et ceux qui l'ont suivi contre une banque et un commerçant juifs ? "C'est une riposte tout à fait normale à la situation au Liban. C'est de la solidarité internationale. Action directe revendique effectivement la paternité de [c]es attentats."

» La rue des Rosiers ? "Nous n'avons rien à voir avec cet attentat et n'avons fourni aucun soutien logistique comme on a pu le prétendre par la suite." [...]

» Va-t-on dissoudre Action directe ? Rouillan semble le craindre. "Mais si l'on dissout Action directe, explique-t-il, comme le SAC* il existera sous une autre forme. Il y aura vraisemblablement une répartition des forces entre les groupes clandestins et une structure légale. Mais ce n'est pas à l'État ni à quelques autonomes illuminés de dissoudre Action directe." [...]

» [À la question de savoir ce] que vont devenir les militants d'Action directe qui se sont auto-dissous, [ceux-ci ont déclaré] aux journalistes de radio Gilda : "On ne peut pas le dire exactement pour l'instant. L'éclatement est peut-être un repli stratégique, peut-être le passage à des formes de luttes moins symboliques que celles d'Action directe. AD a montré que la lutte révolutionnaire est possible en France, il faut passer à un autre stade : la lutte armée n'est pas contradictoire avec la lutte de masse. La lutte armée est un moyen d'organiser et de rassembler tous les comportements qui mènent à la lutte contre l'État. Et le but des prolétaires communistes, c'est de détruire l'État."

» Rouillan, quant à lui, renvoie à la brochure d'Action directe, *Pour un projet communiste*, tout en constatant que la répression qui vise les milieux proches d'Action directe est de plus en plus intense. "Depuis quatre mois, affirme-t-il, il y a eu plus de cent arrestations. Arrestations qui se sont souvent accompagnées de destruction de matériel : tracts légaux, brochures, émetteur radio, etc. Comme si la police voulait nous pousser à tout prix vers l'illégalité..." »

Scénario de la dissolution

On savait que la dissolution d'AD ne serait pas une dissolution d'opérette comme celle du SAC*, quelques semaines après la tuerie d'Auriol. Comme ils feraient la différence, quelques mois plus

tard, entre les militants basques et les mercenaires des GAL ^{xvii}, les flics et les juges ne traiteraient pas une organisation révolutionnaire comme ils traitaient un groupe mafieux proche du RPR. Le cœur de la magistrature ne penche jamais du côté des prolétaires, toujours de celui de leurs bourreaux. Un commando du SAC avait tué six personnes, en étranglant la plupart dont un enfant, mais une personnalité du RPR comme Pasqua ne fut jamais inquiétée ni même interrogée.

Le lendemain de l'attentat de la rue des Rosiers, alors que Régis et moi circulions en voiture dans le IX^e arrondissement en direction de la rue Richer, nous avons été contrôlés par des motards. Je restais bien sûr discret, mais, n'étant pas clandestin, je vivais sous ma véritable identité. Après un bon quart d'heure d'appels et de contre-appels, l'ordre tomba : il fallait nous arrêter. Les motards nous passèrent les menottes. Deux estafettes de flics et des voitures de civils débarquèrent pour nous conduire au quai des Orfèvres.

C'était une garde à vue pour la galerie. On nous traînait de bureau en bureau, les flics nous interrogeaient sur des affaires en suspens depuis l'amnistie : l'exécution de Chahine, telle ou telle expropriation, l'attentat contre le FMI, etc. Aucun n'évoqua la rue des Rosiers, mais on était sous la responsabilité du groupe chargé de l'enquête. Et déjà des procureurs médiatiques réclamaient notre tête – « qu'importent les preuves », écrira un journaliste.

Le deuxième jour, les policiers évoquèrent une confrontation avec Jo Goldenberg – ce qui justifiait sa venue au quai des Orfèvres et permettait qu'il soit filmé par la dizaine de journalistes qui stationnaient là en permanence. Une petite crainte me traversa : j'avais en effet vécu des mois dans le quartier et fait plusieurs achats chez lui... Le fait de me connaître de vue et de me revoir là en « ennemi menotté » n'allait-il pas entraîner une confusion ? Mais les policiers renoncèrent à leur projet. Lorsque je croisai Goldenberg sur le palier du grand escalier, il me scruta, mais sans le moindre déclin dans le regard.

Les quarante-huit heures de garde à vue étaient dépassées depuis un moment, mais nous étions toujours détenus dans le bureau de l'inspecteur Courtinat. Enfin, on nous retira les menottes : « Vous êtes des invités... » On fit mine de se lever. Mais ils bloquaient les portes. On attendait un ordre d'en haut. Un inspecteur entra discrètement. « Il est là. » Les civils enfilèrent leurs vestes, les képis rectifièrent l'uniforme. Le ministre de l'Intérieur en personne, Gaston Deferre, tenait une réunion chez le patron de la Crim pour trouver un moyen de nous déférer. Aucune raison ne fut visiblement trouvée. On sortit une demi-heure plus tard.

Après plus de deux jours de garde à vue, on n'avait qu'une hâte : trouver un resto ! On jeta notre dévolu sur une pizza aux Halles. Dans l'élan, on profita de la voiture d'un journaliste. Mais on n'avait pas fait deux cents mètres que Régis annonçait : « On est accrochés. » Plusieurs voitures et une ou deux motos. Il était évident qu'ils voulaient nous localiser pour nous arrêter dans les prochaines heures. Le dispositif était trop important pour tenter une fuite, il fallait ruser. En attendant, on était toujours en route pour la pizzeria. On indiquait au journaliste les tactiques de positionnement des voitures de filature. « Maintenant, c'est la bleue qui a pris le relais... Tu

vas voir, c'est la blanche qui va arriver par la rue de droite... » On se gara. Pendant qu'on entrait dans le resto, Régis griffonna un bout de papier, qu'il glissa sous l'essuie-glace : « Allez vous chercher des sandwiches, on est à la pizzeria pour une bonne heure. Ensuite on va au Jargon libre. »

Préparatifs de fuite

Les flics ne nous lâchèrent pas de la journée. Pas moyen de les diviser pour les décrocher. Nat et moi passâmes la journée avec Helyette à la librairie du Jargon libre et quelques camarades vinrent nous voir. On apprit que Mitterrand préparait une intervention télévisée sur les affaires de terrorisme. Il était prévisible que son discours balancerait quelques banalités et distillerait des condamnations ponctuées de petites décisions concrètes ^{xviii}. Impuissant contre les commanditaires de l'attentat de la rue des Rosiers, le pouvoir ne pouvait s'en prendre qu'à nous. Et il ne s'arrêterait pas à la dissolution. On pouvait s'attendre à quelques emprisonnements, toujours efficaces dans une campagne d'opinion.

On prépara mon « arrachage » dans la soirée, au forum des Halles, vers 22 heures, quand les rues étaient bondées. Mais le scénario échoua. Il y avait encore plus de flics que le matin. Les motos nous suivaient à moins de dix mètres dans les rues piétonnes... Et les immeubles à double entrée ne servaient à rien, le dispositif était trop large.

De retour au Jargon vers deux ou trois heures du matin, on éteignit les lumières, comme si on était couchés. Debout dans la boutique, on entendait de l'autre côté de la porte donnant sur la rue le crachotement des radios des flics. On est restés peut-être une heure ainsi sans bouger, en silence dans le noir. Comme c'est souvent le cas dans ce genre de situation, il y en a toujours un qui attrape le fou rire et le communique aux autres...

Les voitures et les motos démarrèrent presque au même moment et commencèrent à s'éloigner. On aurait presque pu les compter dans le silence de la nuit. L'armada de fonctionnaires rentrerait-elle dormir ? Avaient-ils anticipé la relève de la surveillance ? Pensaient-ils nous avoir écoeurés ? On ne le saura jamais. Une telle erreur paraît incroyable sachant qu'elle privait le président d'un atout de sa « politique anti-terroriste ». On se glissa vers la voiture, on démarra discrètement. Personne ne nous accrochait. On accéléra en douceur jusqu'à la sortie vers Nationale-Tolbiac avant de prendre le périmètre puis une autoroute à fond. Vérification sur vérification. On avait bien semé le dispositif.

On dort confortablement dans un pavillon de la banlieue ouest.

À 6 heures, comme prévu, les flics débarquèrent au Jargon libre, où ils trouvèrent Helyette toute seule qui les attendait. Elle les fit patienter derrière la porte blindée un petit quart d'heure, le temps de se doucher et de préparer ses affaires. Ils nous pensaient cachés dans l'immeuble et cherchèrent en vain. Ce qui aggrava leur colère. Ils avaient visiblement envie de tout casser. Ils

étudièrent les possibilités de fuite par la cave et par les toits, ne voulant pas croire ce qu'Helyette leur disait : nous étions partis par la porte. Ils se vengèrent bien évidemment sur elle, se servant de deux documents d'avant 1981 pour l'envoyer quelques mois en prison.

Dans l'après-midi, on remontait à Paris pour assister à une réunion, puis on se rendit chez Dan Franck, rue de la Montagne-Sainte-Genève. À cette époque, il vivait déjà chez sa compagne, mais avait conservé ce petit pied-à-terre, où il écrivait. Ancien trotskiste, il appartenait encore à la gauche anti-réformiste. Loin des frimeurs gauchistes, il fut de ceux qui surent toujours nous ouvrir leur porte.

Vieille Ganache et Grand Guignol

Pendant que Nat prenait une douche, j'attendais le discours de la « vieille ganache ^{XIX} » devant le petit écran de la télé portable. Il prit la parole à 20 heures comme prévu. Et comme prévu il déroula ses grands principes et ses vœux pieux, ses tours de passe-passe et ses acrobaties. Puis il essaya de retomber sur ses pieds en appelant à la répression. Il avait dû ajuster son discours depuis qu'on avait échappé à l'arrestation. À la question que le staff du gouvernement avait dû écrire sur les « terroristes [qui] restent trop longtemps impunis », où le journaliste « fait allusion à une interview publiée ce matin dans *Libération* sur le responsable d'Action directe Jean-Marc Rouillan », le président répond que « ses membres seront pourchassés, arrêtés, condamnés : l'aveu est déjà fait » ^{XX}.

De notre côté, on était clandestins depuis notre fuite du Jargon libre dans la nuit. Mais là au moins, c'était clair. Le président avait annoncé la traque et la dissolution, dont le décret fut signé deux jours plus tard.

Le 18 août, nos avocats téléphonèrent au juge Bruguière, normalement en charge des dossiers AD, mais il n'avait pas encore lancé de mandat. Il normalisa toutefois la situation en signant quelques heures plus tard un mandat d'amener plus ou moins bidon.

C'est alors qu'on atteignit le comble du ridicule. Les jours suivants, je fis savoir au juge que je voulais bien me rendre dans son bureau. Mais ça ne convenait pas au plan du pouvoir. Ils voulaient un circuit crédible de coupable. Je devais être arrêté par la police puis, après une garde à vue, être renvoyé devant un juge, qui me déférerait sur la base de « preuves solides ». Et je pourrais dès lors passer par la case prison. Aussi, inquiet de me voir débarquer libre dans son bureau, le juge faisait surveiller ses abords par la brigade criminelle.

La justice n'avait rien. Il lui fallut deux ans pour monter un dossier et lancer des mandats d'arrêt contre nous – ils en avaient besoin pour qu'Interpol nous arrête en Belgique, où nous vivions alors. Je fus accusé par la pseudo-repentie « Blond-Blond » d'avoir participé à la tentative de vol de la bijouterie Aldeberg ^{XXI}. Et Nat de tentative de meurtre par un jeune squatteur du XX^e arrondissement qui, capturé lors d'un braquage, avait échangé sa liberté contre cette

accusation. Au procès, il se rétracta.

Quelques mois plus tard, on monta des manœuvres d'intox contre les forces policières qui nous recherchaient, les persuadant qu'on allait se rendre. Helyette, un journaliste et notre avocat servaient d'intermédiaires. Les « gendarmes de l'Élysée » montaient des scénarios à la James Bond pour assurer notre sécurité jusque dans le bureau du juge. On nous garantissait le régime de détenus politiques, on ne devait pas faire plus de deux ans de prison, etc. Les lettres que le capitaine Barril m'adressa alors parurent un an plus tard dans *Le Canard enchaîné* et *Libération* [lire encadré ci-après].

L'affaire des Irlandais de Vincennes et celles révélées par les fiches de Prouteau ont démontré depuis la bêtise conspiratrice des membres de cette police du Prince ^{XXII}.

« La clandestinité est une décision extrême » (octobre 1982)

Alors qu'Action directe est dissous depuis deux mois, Rouillan donne un entretien au Matin, où il revient sur la campagne anti-terroriste consécutive à l'attentat de la rue des Rosiers, sur la dissolution et les activités d'Action directe depuis 1979, et sur les raisons pour lesquelles il n'est pas allé « rendre visite » au juge Bruguière ¹⁰.

« Mercenaires vendus aux Palestiniens, truands recyclés dans la politique, mythomanes fascinés par la Résistance, "guépéou" vengeur étendant sa campagne de "bériatisation" sur les "espaces infinis de l'autonomie paumée", rétros n'ayant pu saisir le caractère résolument moderne des années 1980, antisémites, etc. ^{XXIII} Tout a été dit ! Ce fut une campagne hystérique. Et la chasse était ouverte. La rue des Rosiers, Marbeuf, Copernic ^{XXIV}, c'était nous ! L'assassinat d'Henri IV, pas encore, mais presque : il fallait à tout prix mettre la main sur les membres de ce groupe factieux et criminel ; en tête de liste, moi – cet homme est dangereux, susceptible d'être armé. Mort ou vif ? Aujourd'hui, je ne suis pas clandestin. Ni faux papiers, ni protection, ni lunettes noires. L'État a personnalisé sur moi notre organisation, évacuant ainsi le problème politique qu'elle lui posait. Les "grands cerveaux de la répression" ont planché pour trouver dans l'arsenal judiciaire quelques inculpations à me coller : j'ai exprimé mon opinion sur ces attentats auxquels je n'ai pas participé. [...]

» En 1981, nous sommes sortis de prison en tant que militants d'Action directe ; en août 1982, notre situation était exactement la même : tous les motifs invoqués pour justifier notre dissolution étaient valables en 1981, lors de notre amnistie. J'ai la sensation d'être un détenu qui s'est mis en cavale après une permission. Dissoudre Action directe, c'est l'empêcher de diffuser ses analyses, de s'exprimer, c'est obliger ses militants à rentrer dans la clandestinité. [...] On peut dissoudre une organisation, on ne peut pas dissoudre le mouvement révolutionnaire. Œuvrer pour la coordination de toutes les luttes spontanées de résistance anti-guerre, de tous les refus de la réalité impérialiste, voilà la tâche qui nous incombe aujourd'hui. Le mouvement révolutionnaire ne doit pourtant pas se dissocier de ses forces combattantes armées, mais celles-ci ne peuvent pas être l'unique vecteur. [...]

» Le but [d'Action directe] est le même : développer l'affrontement de classes par la lutte anti-impérialiste. Nos axes stratégiques se sont forgés dans la confrontation de notre compréhension communiste et des premiers résultats pratiques que nous avons obtenus ; parallèlement, le redéploiement des forces impérialistes nous a amenés à déplacer nos cibles, de l'impérialisme de notre métropole à l'impérialisme planétaire. [...]

» En apprenant par la presse [en août 1982] que j'étais recherché, nous étions tombés d'accord sur ma reddition, mais nous nous sommes vite rendu compte que l'État ne l'accepterait pas. Des effectifs de police campent devant la porte du juge pour m'intercepter et m'empêcher d'y pénétrer librement. Mes avocats sont étroitement surveillés. Je l'ai dit, et je le redis, je ne suis pas clandestin. Depuis 1971, j'ai passé cinq ans dans la clandestinité et trois ans et demi en prison. La clandestinité, ce n'est pas un engagement à la légère,

c'est une décision extrême. La campagne de personnalisation est un appel au meurtre. Dans ce contexte-là, je préfère attendre. J'ai l'expérience judiciaire suffisante pour savoir jusqu'où on peut aller pour éliminer un individu ^{XXV}. »

« Régler politiquement la situation de Jean-Marc Rouillan »

Fin octobre 1982, alors que Rouillan est en cavale, le capitaine Paul Barril, l'« âme de sa cellule anti-terroriste », est mandaté par le commandant Christian Prouteau, « conseiller technique » à l'Élysée, pour négocier avec Action directe. Ci-dessous l'essentiel de l'article de Libération (6 octobre 1983) qui résume cette affaire et reproduit la correspondance entre Jean-Marc Rouillan et MM. Barril et Prouteau ¹².

« “Je suis habilité par la Présidence pour tenter de régler politiquement la situation de Jean-Marc Rouillan.” C'est en ces termes qu'en octobre 1982, l'ex-chef par intérim du GIGN entre en contact avec [l'avocat de Rouillan, M^e Thierry Fagard], qui accepte de jouer l'intermédiaire entre le gouvernement et l'un des fondateurs du groupe Action directe. [...] Le contact a lieu par l'entremise d'un journaliste. Jacques Bachelon le révélait hier dans les colonnes du *Matin* : il avait lui-même été contacté par Paul Barril après la publication d'une interview du chef de file d'Action directe. [...] Avant d'entreprendre les “démarches”, l'avocat fait jouer ses intermédiaires pour en informer Jean-Marc Rouillan. Celui-ci se déclare prêt à toute discussion, il s'en remet à l'appréciation de son avocat.

» Dès la première rencontre, on pose les termes de la négociation. Elle se résume, côté Barril, à une promesse de “règlement judiciaire du cas Rouillan”. La Présidence regrette d'avoir dramatisé sa situation, explique le capitaine, elle estime que le moment est mal venu de marginaliser encore les gens d'Action directe. Elle ne tient pas, surtout, à envenimer une histoire stupide, etc. “Si Jean-Marc Rouillan se rend à nous, affirme Barril, nous lui assurons une ‘arrestation sans casse’.” Autre chose, en tout cas, que celle que lui prépare la Brigade criminelle. Quant au risque de détention, pas de problème, il est nul. “Comment s'en assurer ?”, demande Thierry Fagard qui, de son côté, exige les plus sérieuses garanties. La preuve, d'abord, que le capitaine agit bien dans le cadre d'une mission présidentielle. Les assurances, ensuite, que la justice accepte de jouer le jeu. En clair, que le parquet, obéissant aux ordres de la Chancellerie, fera les réquisitions nécessaires au “règlement judiciaire” promis.

» La première demande est immédiatement exaucée. Le capitaine Barril fait remettre à Rouillan deux lettres. C'est d'ailleurs de lui, affirme Barril, que viennent les ordres de cette affaire. [Voir les lettres ci-dessous.] »

Papier à en-tête de la gendarmerie nationale-GIGN à Versailles

« Je soussigné Capitaine BARRIL, commandant le Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale.

» m'engage à assurer la protection physique de Jean-Marc ROUILLAN et à le présenter directement à un magistrat (en fonction des lieux de contact).

» Je m'engage également à témoigner en sa faveur du fait de sa présentation volontaire aux autorités légales. »

Signature de Paul Barril et tampon

« Dans la mesure où M. Jean-Marc ROUILLAN, comme il en fait part, par l'intermédiaire de ses amis, au Capitaine BARRIL, souhaite se rendre à ce dernier, afin qu'il puisse se présenter devant le juge pour éclairer sa situation, il va sans dire que les accords permettant sa présentation volontaire seront suivis.

» Les engagements que prendra donc le Capitaine BARRIL, à condition qu'ils ne soient pas en contradiction avec la loi, pour la découverte de la vérité, seront tenus. »

Signature de Christian Prouteau ^{XXVI}

» La deuxième garantie est beaucoup plus difficile à obtenir : "Barril ne pouvait pas me donner d'arguments concrets que la justice allait suivre", poursuit M^e Fagart. Pire : une enquête "parallèle" de l'avocat montre au contraire que l'information ne passe pas. "M. Mitterrand tout puissant, c'est une chose. Il avait peut-être – Barril me le certifiait – des idées personnelles sur la façon de régler ses problèmes de terrorisme. Mais encore fallait-il qu'il en discute avec son gouvernement et, en particulier, son garde des Sceaux. Or j'ai eu très nettement l'impression que le message n'avait pas été envoyé de l'Élysée. J'ai donc décidé de mettre un terme aux négociations." Et ce, ajoute Thierry Fagart, en accord avec mon client.

» Nous voilà arrivés au mois de janvier 1983. L'avocat de Jean-Marc Rouillan ne rencontrera plus Paul Barril. Mais Paul Barril ne s'avouera pas tout de suite vaincu. Le 22 janvier, il adresse une ultime lettre à Jean-Marc Rouillan. La lettre manuscrite, sur papier à en-tête de la présidence de la République, a été publiée hier dans *Le Canard enchaîné* : "Monsieur Rouillan. Je désirerais vous rencontrer personnellement où vous voulez et quand vous voulez, afin de mettre au point un dialogue permettant la régularisation de votre situation. Je suis habilité par la Présidence pour traiter directement avec vous. Paul Barril." Une carte de visite l'accompagne, où le capitaine Barril s'affuble du titre d'"adjoint au conseiller technique du président de la République" : "Vous pouvez me contacter par téléphone tôt le matin ou le soir à mon domicile."

» Rouillan n'a jamais téléphoné ¹⁴. »

I. Lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

II. Signée en 1975 par la CEE et plusieurs dizaines de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la convention de Lomé, fondée à l'origine « sur des mécanismes d'assistance au développement et de stabilisation des prix des matières premières » fut remise en cause par la crise économique et la généralisation des accords de libre-échange ¹.

III. La contre-offensive bourgeoise sur ce terrain fut déterminante : deux ans après le sommet de Versailles, les cours réels des produits de base (hors pétrole) ont chuté de 23 % et le prix du pétrole de 65 %. Cinq ans plus tard, les cours de trente-trois produits de base (hors pétrole) essentiels aux économies des pays du tiers-monde baissaient d'un tiers. [nda]

IV. En juin 1982, l'Angleterre de Margaret Thatcher reprend l'archipel des Falkland, territoire britannique depuis 1833, mais situé au large des côtes de l'Argentine, qui avait tenté de l'annexer en avril. L'issue de cette guerre coloniale sans autre enjeu que symbolique provoquera la fin de la dictature des généraux et la réélection de la « Dame de fer ».

V. « Un antagonisme dont les masses opprimées du Sud étaient tout à fait conscientes – en

témoignent les multiples révoltes anti-FMI : émeutes de la faim à São Paulo et à Rio en 1983 ; “révolte du pain” en Tunisie début 1984 ; soulèvements au Maroc en 1981 et 1984, en Algérie en 1988, au Venezuela et en Jordanie en 1989, en Côte d’Ivoire et au Zaïre en 1990 ; etc. », précise Rouillan. Un mouvement qui n’a cessé ensuite ; citons la révolte du pain en Égypte, où l’inflation des prix alimentaires atteignait 42 % en 2017, effet de la dévaluation de la livre et des coupes dans les dépenses publiques exigées par le FMI ². [nda&e]

VI. Déterminants dans les rapports impérialistes, ces monopoles sont directement impliqués dans les déficits alimentaires des pays dépendants, résultat de l’expropriation des meilleures terres mises au service de l’exportation, par l’intensification du travail mécanisé dans les campagnes. En outre, 90 % du commerce international des céréales est tenu par cinq entreprises contrôlant 84 % de la flotte marchande qui en assure les transports. [nda]

VII. Cette opération devait non seulement éliminer la résistance palestinienne du Sud-Liban et instaurer une zone de sécurité pour Israël, mais également régler le problème de la présence des réfugiés palestiniens et briser l’exemple que leur lutte donnait depuis des décennies aux populations arabes de la région. L’extermination s’étend du siège de Beyrouth-Ouest, avec les bombardements quotidiens des quartiers populaires et des camps – vingt mille morts entre début juin et début août 1982 selon les autorités libanaises – jusqu’aux massacres du quartier de Sabra et du camp palestinien de Chatila en septembre par les milices chrétiennes des phalangistes aux ordres d’Israël. [nda]

VIII. Nom d’un combattant communiste de la MOI*, membre du réseau Manouchian fusillé par les nazis en février 1943. [nda]

IX. « La ligne de masse ne s’incarne pas dans d’énormes syndicats ou partis para-syndicaux enfermés dans les frontières de l’État-nation et dévolus aux réformes institutionnelles. Elle s’inspire des masses et défend le prolétariat international, renforce son unité et lutte contre les divisions qu’impose la bourgeoisie, contre le rapport impérialiste centre/périphérie, contre tous les chauvinismes », précise Rouillan. Méthode du Parti communiste chinois élaborée par Mao pour dépasser les pièges de l’« aventurisme » (une avant-garde coupée des masses) et du « suivisme » (un parti sans pensée autonome), la « ligne de masse » consiste en un recueil puis une synthèse retraduite en action de l’avis de la population. [nda&e]

X. De juillet à octobre 1981, dans des banlieues lyonnaises, de Vénissieux à Vaulx-en-Velin, des centaines de voitures sont incendiées au pied des tours de HLM et de violents affrontements opposent les jeunes aux forces de l’ordre ; ces émeutes urbaines font l’objet d’une couverture médiatique sans précédent.

XI. Film sorti en 1993, *Germinal* est tiré du roman éponyme d’Émile Zola (consacré à une grève dans les mines du Nord de la France à la fin du XIX^e siècle).

XII. Pour la justice française, l’attentat (qui fit six morts et vingt-deux blessés) fut commis par le Fatah-Conseil révolutionnaire (groupe d’Abu Nidal, dissident de l’OLP), et les trois auteurs font

toujours l'objet de mandats d'arrêt internationaux.

XIII. Lire *infra*, p. ⇒.

XIV. Le 30 septembre 1956, une militante du FLN dépose dans le Milk-Bar d'Alger (un glacier fréquenté par la jeunesse française) une bombe qui fera quatre morts et de nombreux blessés. Cet attentat spectaculaire ouvrait la « bataille d'Alger ». Héroïne de la guerre d'indépendance, son auteure, Zohra Drif (graciée par le général de Gaulle en 1962), fut avocate et élue au Conseil de la nation.

XV. Vingt ans après perdurait l'idée qu'Action directe se serait rétractée après avoir revendiqué l'attentat – par exemple dans le *Guide du Paris des faits divers du Moyen Âge à nos jours* (2004).

XVI. Moins d'un an après sa dissolution par la Cour de sûreté de l'État, AD ne fut pas inculpée de « reconstitution de ligue dissoute », mais d'« association de malfaiteurs » – accusation déjà qualifiée en son temps de loi scélérate par les socialistes de la fin du XIX^e siècle, quand elle servit invariablement à écraser le mouvement révolutionnaire anarchiste, les grévistes, les résistants et à poursuivre les petits voleurs. [nda]

XVII. C'est en 1983 que les Groupes antiterroristes de libération (GAL) commencent à mener en Pays basque français leur lutte meurtrière contre l'ETA [*supra*, note ⇒, p. ⇒]. Mais « le gouvernement français a toujours refusé de qualifier le GAL d'organisation terroriste, comme de poursuivre les donneurs d'ordre de la Guardia Civil, ni même les meurtriers eux-mêmes lorsqu'ils furent jugés et condamnés en Espagne », précise Rouillan. [nde&a]

XVIII. Lire *infra*, note ⇒, p. ⇒.

XIX. Mes parents étaient des compagnons de route du PCF. Dans la cuisine de notre petite maison de la ville basse d'Auch se réunissaient parfois quelques militants communistes et des socialistes autonomes. C'est là qu'enfant j'avais entendu parler des « ganaches », qu'en bonne famille de « rouges » on faisait rimer avec Guy Mollet, les renégats de la SFIO et les pouvoirs spéciaux qui avaient permis la répression de la révolution algérienne [*supra*, note ⇒, p. ⇒]. [nda]

XX. Extraits de l'interview présidentielle sur Rouillan et Action directe : « Le terrorisme, il faut qu'il cesse. Mais si l'on veut bien lier les deux termes de notre conversation, d'abord les problèmes de la politique française dans le Proche-Orient, ensuite la lutte contre le terrorisme en France, il ne faut pas oublier qu'il n'est pas que des réponses de répression policière, difficiles au demeurant. Les terroristes professionnels avec des papiers apparemment en règle traversent une frontière, tuent, repartent. Peu de choses à voir avec les formes du terrorisme italien ou allemand si dramatiques, mais qui visaient à la déstabilisation de la société de ces deux pays. Oh, que l'on veuille aussi, comme vous le disiez pour commencer, déstabiliser la politique de la France afin de lui interdire le rôle très grand qu'elle joue sur la scène du monde, et peut-être altérer son unité profonde, certes cette hypothèse ne doit pas être écartée. C'est pourquoi il est très important que tous les Français, au-delà de leur diversité politique, comprennent qu'il s'agit là d'une entreprise

de salut national. [...] J'ai la charge de veiller à la sécurité des Français. J'ai la charge d'assurer le maintien de la nation, mais j'ai la charge de veiller à la grandeur de la France. Il faut que vous sachiez, vous, Françaises et Français qui m'entendez, que je respecterai avec résolution le mandat dont vous m'avez chargé, sans reculer sur rien de ce qui est votre droit, droit de vivre, droit à la sécurité, en sachant que c'est et que ce sera difficile, tant sont peu saisissables les forces qui nous menacent. Mais de la volonté, de la résolution, de la continuité, et nous l'emporterons. [Un journaliste :] *Nous avons aussi souvent le sentiment que les terroristes restent trop longtemps impunis. Je fais allusion à une interview publiée ce matin dans Libération, sur le responsable d'Action directe Jean-Marc Rouillan, qui avoue avoir participé à trois attentats. D'autre part, je pense aussi aux terroristes internationaux qui, une fois regagné leur pays, restent intouchables. Est-ce que vous pensez qu'on peut aller plus loin pour obtenir justice.* — Pour ce qui vise ces points d'appui internes du terrorisme international, nous avons déjà pris des mesures. Je dis tout de suite que toute organisation se réclamant d'une idéologie politique qui instaurera la violence en système sera poursuivie et dissoute, interdite, et ses membres seront pourchassés, arrêtés, condamnés. La justice française fera son devoir, surtout dès lors qu'on se réclame publiquement du recours à la violence : l'aveu est déjà fait. Pour ce qui touche au terrorisme international, je l'ai dit tout à l'heure, nous le traquerons, nous l'atteindrons à la racine. Nous savons qu'il peut encore nous atteindre. Viendra le jour où lui-même succombera sous nos coups ⁶. »

XXI. « En fait Blond-Blond ne fut jamais engagée dans aucune des structures d'AD. Courant 1983, alors compagne d'un camarade, elle commença une formation et participa à une ou deux réunions de *L'Internationale*. Elle fut arrêtée début 1984 alors qu'on avait coupé toute relation avec elle. Elle se dénonça en s'accusant de forfaits fantaisistes puis accepta de collaborer tout de suite avec la justice. Mais comme elle ne savait pas grand-chose, sa contribution se résuma à étayer le dossier des flics et des juges. Elle confirmait la version officielle – même si celle-ci était absurde. Il fallait une vitrine à la trahison, ce fut Blond-Blond qui joua le rôle alors que les véritables crapules agissaient dans l'ombre, par exemple au sein de la cellule de l'Élysée » ⁷ – *sur ce dernier point, lire la note suivante*. Quant à savoir pourquoi la justice tenait à l'impliquer dans le vol de la bijouterie Aldeberg « alors que les condamnations pour braquages ne manquaient pas », Rouillan répond que c'était pour « créditer le témoignage de Blond-Blond dans la fusillade de l'avenue Trudaine en vue du procès de Régis et des frères Halfen » ⁸ – lire *infra*, p. ➔. [nda&e]

XXII. Après la vague d'attentats perpétrés en 1982 à Paris, François Mitterrand crée une « cellule anti-terroriste ». Attachée à sa personne et confiée au commandant du GIGN Christian Prouteau, ladite « cellule de l'Élysée » mènera aussi des écoutes illégales – à la demande du président (près de cent cinquante personnes entre 1983 et 1986). Deux semaines après l'attentat de la rue des Rosiers, les « gendarmes de l'Élysée », sous la direction du capitaine Barril, montent de toutes pièces l'arrestation de trois militants de l'IRA – qui seront libérés à la suite d'un non-lieu en mai 1983. Si Christian Prouteau est finalement relaxé en appel dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes » en 1992, il est condamné en 2005 dans celle des écoutes de l'Élysée ⁹ ; et en 2014 il est mis en examen dans une affaire de corruption impliquant l'« escroc des stars », Christophe Rocancourt. Quant à Paul Barril, condamné dans l'affaire des écoutes et poursuivi pour « attentat

à la liberté et faux en écritures publiques » dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes », il échappe à toute sanction ; mais en 1991 il est mis en cause pour les activités de sa société SECRETS (Société d'études de conception et de réalisation d'équipements techniques de sécurité) au Congo-Brazzaville et il est écroué dans une affaire de blanchiment d'argent en 2007.

XXIII. Ce florilège appliqué aux militants d'AD est aussi bien issu « de la presse, de droite ou de gauche, que de divers militants d'extrême gauche », précise Rouillan. [nde&za]

XXIV. Le 22 avril 1982, **rue Marbeuf** à Paris, siège du journal libanais *Al Watan al Arabi*, l'explosion d'une voiture piégée fait un mort et soixante-trois blessés ; cet attentat fut définitivement attribué à Carlos en 2011. Le 3 octobre 1980, **rue Copernic** à Paris, l'explosion d'une bombe devant la synagogue de l'Union libérale israélite de France fait quatre morts et quarante-six blessés ; les responsables n'ont jamais été retrouvés.

XXV. « Une analyse qui prend un certain relief quand on songe que, cinq jours après cette déclaration, la police ratait l'arrestation d'Éric Moreau, place Saint-Forgeau, en ne ménageant pas les munitions », précisent les journalistes Alain Hamon et Jean-Charles Marchand dans le livre proche de la version policière qu'ils ont consacré à Action directe et où ils citent longuement cet entretien. Un avis que partageait le capitaine Barril du GIGN à la même période : « Il est évident que Rouillan risque d'être "mesrinisé" [traité comme Jacques Mesrine] dès que la police aura réussi à le situer. » ¹¹

XXVI. Selon Hamon et Marchand, « cette lettre est un "vrai-faux". Elle est bien rédigée par Christian Prouteau, mais celui-ci modifie volontairement sa signature, au cas où... ¹³».

VI. La construction du front (fin 1982-début 1984)

Début août 1982, nous nous étions donné au moins un an pour que l'organisation soit capable de reprendre l'offensive sur le terrain politique. Tant que ce travail n'était pas mené à bien, il fallait exclure tout engagement dans une nouvelle phase d'affrontement.

De nombreux camarades avaient accueilli la dissolution sur le ton « On va enfin en découdre »¹. Ce ne fut pas facile d'aller à contre-courant, de démontrer qu'il fallait justement interrompre la campagne « Combattre avec les révolutionnaires du tiers-monde ». On ne pouvait se lancer dans une escalade sur le terrain militaire sans préparer d'abord le terrain politique.

La dissolution était une décision de l'État. Même si on l'avait un peu aidée, elle ne pouvait nous déterminer politiquement. Il fallait se rapporter aux conditions générales du conflit et non à telle ou telle circonstance particulière. Le gouvernement s'engageait certes ouvertement dans la mondialisation néolibérale, mais l'image d'une gauche unie restait forte dans les classes populaires – notamment grâce à la collaboration d'une grande partie de la vieille nouvelle gauche*. Il était donc impossible d'engager une lutte frontale dans l'immédiat.

Ce fut difficile de faire passer cette réorientation. De nombreux camarades appréciaient modérément le calendrier qu'on proposait. Pour certains, il fallait conclure par une action importante notre offensive contre la politique française au Liban. Pour d'autres, il fallait réagir à la dissolution – pour faire la preuve de notre capacité à affronter de nouveaux combats.

Le 30 août, pour railler mon « manque d'antagonisme », des camarades m'offrirent comme cadeau d'anniversaire une paire de pantoufles et un magazine *Playboy* : « Pour feuilleter devant la cheminée ! »

Mais notre calendrier finit par s'imposer à la majorité.

Les deux ou trois mois suivants, Nat et moi changions souvent de domicile. Faisant de nombreuses rencontres, on finit par constituer un noyau de réflexion. Il fut baptisé « Comité de la direction stratégique »... Sans aucune autorité et ne prenant aucune décision, ce groupe était composé d'éléments extérieurs à l'organisation et souvent étrangers, membres d'autres organisations combattantes. Mais en son sein, il devint vite évident qu'on devait mener avec les BR* et la RAF* une réflexion et une lutte politique communes pour affronter l'axe principal de la contre-offensive menée par la bourgeoisie : l'intégration réactionnaire de l'Europe occidentale.

Un élan pluriel d'émancipation

La bourgeoisie était décidée à faire de cette intégration, non seulement un des piliers essentiels de sa politique de guerre contre l'URSS, mais un élément du front inter-impérialiste de la triade monopoliste USA-Europe occidentale-Japon : le pilier de l'imposition d'un nouveau modèle d'accumulation et de répression du prolétariat et en particulier des pays progressistes du Sud. Dès lors, l'unité stratégique des révolutionnaires en Europe de l'Ouest devait atteindre le même degré de centralité, répondre aux mutations du mode de

production capitaliste globalisée, à la généralisation des conflits sociaux qui commençaient à poindre.

L'espace de « gouvernance » se transformait. La lutte politique se matérialisait sur de nouveaux espaces, plus interdépendants, plus complexes. Vers le haut avec les pouvoirs des organismes de la triade impérialiste – comme le FMI, la Banque mondiale, le GATT (bientôt OMC), le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Otan. Vers le bas avec l'accroissement du pouvoir des régions autonomes et des pôles mégapolitains – ce réseau d'immenses cités davantage connectées à leurs homologues mondiales qu'à leur environnement local. C'est pourquoi toute politique révolutionnaire devait sortir de l'espace national, pour répondre à la complexité et l'interdépendance des espaces de la domination. La lutte révolutionnaire devait construire un lien entre ces espaces. [...]

Les mutations en cours posaient aussi d'une manière toujours plus aiguë la problématique de l'articulation des différentes luttes : à la base ou sectorielles ; régionales, nationales ou continentales ; de libération ou d'émancipation ; féministes, anti-racistes, anti-guerres, anti-impérialistes ; etc. Un parti unique et centralisé ne pouvait plus désormais assurer le rôle de direction et d'organisation de ces luttes. Dès lors, l'axe révolutionnaire d'organisation s'imposait comme la construction d'un front des diverses forces prolétariennes et anti-impérialistes sur les différents espaces. Et la direction se présenterait comme une synthèse et une conscience stratégique de la confrontation et de ses perspectives principales. Le front serait désormais un élan pluriel d'émancipation.

Les « orthodoxes », incapables de faire le deuil du « Grand Parti National », opposèrent à cette vision leur imagerie inféodée aux errances du stalinisme. Mais le nouveau front révolutionnaire devait refuser toute division nationale et bourgeoise du prolétariat pour se nourrir de la mise en commun des expériences d'une même lutte classe contre classe en vue de faciliter l'unité la plus large des forces prolétariennes. Une unité communiste au niveau des enjeux de la globalisation des rapports de production capitaliste : unité sur le continent européen, unité dans la zone géostratégique et, au-delà, unité du prolétariat dans la métropole avec les prolétaires des Trois Continents.

Contacts internationaux

Nous entretenions depuis longtemps de nombreux contacts internationaux. Mais notre stratégie devait changer. Il fallait mettre en place une intervention révolutionnaire commune. Après des années à résoudre des tâches particulières – comme l'établissement d'une aide logistique et de bases de repli –, nos efforts porteraient désormais sur l'organisation de réflexions politiques et d'actions unitaires.

Dans la lutte commune avec les Turcs, nous avons acquis une véritable conscience de ce que devait être notre action internationaliste. Une telle chose ne se développe ni ne s'affermi dans les livres, mais au contact des prolétariats de tous les pays ^{II}. Aussi avons-nous cherché hors des frontières nationales la synthèse d'une ligne d'engagement. L'envoi d'un groupe à Beyrouth au cours de l'automne 1982 fut annulé, de même pour Istanbul ; mais grâce à nos contacts avec les camarades des COLP*, on s'impliqua dans les luttes italiennes ^{III}. Loin du « tourisme politique ^{IV} », un camarade s'installa en Italie, où il combattait désormais les armes à la main, comme un membre à part entière de l'organisation qu'il avait rejoint, prenant les contacts en notre nom avec les autres groupes combattants de la péninsule. Ce changement n'était pas superficiel : tournant le dos à l'activisme solidaire nous étions à la recherche d'une action politique commune dans une perspective révolutionnaire. Et à Paris, lorsque des camarades

étrangers nous rejoignaient, on les accueillait désormais dans nos propres structures de combat. Cela posait bien sûr quelques problèmes – ne serait-ce qu'un accrocs à la « compartimentation », sacrosainte règle de la vie en clandestinité. Mais c'était indispensable. En particulier pour les camarades italiens, qui sortaient de la période noire des repentis ^V. Combattre ensemble repose sur une confiance mutuelle et indéfectible.

Les contacts avec la RAF étaient fructueux et chaleureux. On les rencontrait de plus en plus régulièrement. Leur texte sur le front venait d'être diffusé [lire encadré ci-après]. Et leurs membres nous semblaient sincèrement à la recherche d'une voie pour de nouvelles avancées. Certains membres des groupes d'appui de la RAF des années 1970 avaient critiqué leurs pratiques utilitaristes et chauvines. Mais on avait devant nous des camarades enthousiastes, à l'écoute lors des débats, soucieux de collectiviser les décisions – sans parler de leur détermination bien connue et de leur expérience. On leur avait reproché de ne mettre en avant la question internationale que dans la seule perspective allemande. Rien de plus faux pour la génération de la RAF du début des années 1980. (Même si certains de leurs textes demandaient à être précisés. Ainsi, lors d'une rencontre, j'avais apporté une de leurs brochures, où j'avais souligné le terme « *ici* », utilisé une vingtaine de fois sans qu'il ne soit jamais explicité – on passa deux jours à débattre pour savoir si « *ici* », c'était tel pays ou l'Europe...) Malgré nos nombreuses critiques de leur concept de « front », on y voyait les potentialités issues d'une des plus importantes expériences révolutionnaires sur le continent depuis Mai 68. D'autant plus que les camarades de la RAF s'impliquèrent très vite dans la perspective d'une unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest.

[Conclusion du texte « Guérilla, résistance et front anti-impérialiste », RAF, mai 1982]

La stratégie révolutionnaire ici, c'est tout simplement la stratégie contre leur stratégie :

— qui attaque leur plan stratégique dans leurs projets concrets et qui, par l'attaque matérielle, brise politiquement l'offensive impérialiste vers l'intérieur, créant ainsi la conscience qui devient nouvelle résistance et processus du front sur le plan national et international, qui bloque leurs plans avant même qu'ils puissent les exécuter ;

— qui, en tant que front combattant significatif, transforme en force matérielle la rupture du consensus dans le centre impérialiste et qui, en propageant sur le plan international cette rupture intérieure, leur ôte la légitimation ou encore leur caractère attractif dont ils ont besoin pour reproduire leur système d'argent, de manipulation et de destruction dans une nouvelle phase, à savoir dans le monde entier ;

— et qui, en tant que virage radical de la situation dans les métropoles, montre la possibilité de la fin du pouvoir impérialiste et de son existence parmi les hommes, et donc la maturité pour une société libérée.

Malgré la contre-offensive de l'État et du patronat italien, malgré les scissions et les arrestations qui marquaient la lutte au début des années 1980, les contacts avec les BR* devinrent bientôt tout aussi réguliers ^{VI}. Les BR proposaient également un concept de « front combattant anti-impérialiste », lié à la recomposition du prolétariat et l'unité des communistes. Cette ligne stratégique était apparue lors de l'enlèvement en décembre 1981 du général Dozier, commandant en chef du front sud de l'Otan ^{VII}.

Les organisations communistes combattantes de la RAF et des BR représentent aujourd'hui le point le plus avancé de l'attaque contre le projet de guerre incarné par l'Otan, le point le plus avancé de la proposition de recomposition du mouvement de masse européen contre la guerre impérialiste, le point le plus avancé de la proposition de la construction du front combattant anti-impérialiste dans toute la zone européenne et méditerranéenne.

Sur cette base il est possible de projeter avec force le programme d'unité des communistes et d'alliance avec les peuples opprimés par l'impérialisme, de rouvrir sur des bases nouvelles la confrontation avec toutes les autres forces révolutionnaires européennes (ETA, IRA) qui peuvent trouver une possibilité de saut de qualité seulement en sortant de l'optique réduite du nationalisme et en s'insérant dans le domaine plus large de la guerre contre l'impérialisme selon le principe stratégique : ou la révolution sera internationaliste ou ne sera pas !

L'année 1981 avait été marquée par les efforts des organisations révolutionnaires pour dépasser le cadre strictement national. Les premières lignes de front avaient donc déjà été expérimentées avec une offensive quasiment simultanée en Italie et en République fédérale d'Allemagne. La campagne Dozier en Italie et les deux actions de la RAF contre le général Krøesen et contre le quartier général des forces aériennes de l'Otan à Ramstein ^{VIII} dépassaient les cadres des visions mécanistes sur l'interdépendance des luttes de pays à pays. Même si ces actions ne dépassaient pas le stade de propositions trop générales pour constituer un axe stratégique clair et pratique, il s'agissait bien d'actions concertées. Comme l'illustrent ces mots d'ordre extraits de communiqués de l'époque : « Développer la résistance contre l'extermination en un front pour la révolution en Europe » et « Mener toutes les luttes pour les conditions de vie dans tous les domaines comme une lutte anti-impérialiste, donc les amener au front ».

Deux ans plus tard, il fallait passer à une nouvelle étape dans la construction du front. Et à Paris nous étions partie prenante de cette résolution stratégique. Nous étions au cœur de la préparation d'une première offensive commune.

Quelques méthodes de résistance

L'année 1983 fut ainsi une année très active de lutte et de préparation à la lutte. En particulier dans les échanges avec les camarades étrangers. À Paris, il ne se passa pas un mois sans une série d'actions (et notamment d'expropriations, souvent plusieurs jours de suite) menées avec des camarades venus d'autres pays européens.

Les déplacements fréquents qu'impliquaient ces actions et, en général, la pratique de front, nécessitaient un repérage et une vérification régulières des routes et chemins pédestres dans les zones frontalières. À l'époque, Georges Cipriani vivait à Francfort et bossait comme taxi de nuit. Il allait se charger, avec quelques camarades de travail, de repérer les passages vers la France et le Benelux, l'Autriche et le Danemark.

En 1968, Georges travaillait à l'« artillerie » de Billancourt, l'atelier des machines-outils. Il avait été un membre actif du groupe autonome de Renault et du comité de base. À la suite des mobilisations contre l'assassinat de Pierre Overney, il avait été licencié et inscrit sur les listes noires du patronat. C'est alors qu'il décida de s'exiler à Francfort. Mais il était resté en contact avec le réseau d'Helyette et nous apportait son appui à chaque occasion.

Les écoutes au scanner

À cette époque, Nat et moi avons emménagé dans un petit appartement, au dernier étage d'un immeuble sur cour, rue Manuel, dans le IX^e arrondissement. En plus de nos activités dans les groupes d'action, on était chargés des écoutes radio de la police et du repérage des fréquences des unités spéciales. Bien qu'au pied de la butte Montmartre, l'appartement était assez élevé et, sous les toits, nous permettait de sortir une antenne du vasistas.

Plusieurs heures par jour, Nat restait assise à sa table de travail avec deux scanners en marche. Elle notait sur des cahiers les indicatifs et les codes puis les recoupait avec des écoutes précédentes. Elle achetait *Le Parisien* pour vérifier les interventions de telle ou telle brigade. Elle avait fait un organigramme de la police sur Paris et ses banlieues, parvenant à intercepter plus de 90 % des communications. Une fois un service identifié, elle reprenait ses cahiers et remontait toutes les fréquences qu'il utilisait sur le « général » (TNZ1) ou les ondes d'intervention. Tous les services de la police judiciaire et de la Crim furent ainsi progressivement identifiés. Ils avaient comme noms de code des pierres précieuses ! « Topaze » pour la BRI, « Rubis » pour la BRB, « Saphir » pour les stups, etc. Pour les RG et la DST, c'était « Atlas ».

Le soir, Nat laissait les scanners en marche pendant qu'on mangeait. Pour nous, ce n'était pas Poivre d'Arvor au JT de vingt heures, mais en direct du quai des Orfèvres pour le « débauchage » des groupes de surveillance. Souvent, les flics évoquaient un rendez-vous ou une opération prévue pour le lendemain. À force, Nat identifiait les voix : « Ça, c'est untel du groupe Topaze 21 » ; « Écoute, là, c'est Courtinat »...

Les jours d'opérations, les écoutes commençaient tôt et se concentraient sur les unités susceptibles de surveiller et d'intervenir. Même si les groupes d'action avaient leurs propres systèmes d'écoute, c'est Nat qui leur donnait le feu vert. Et il en était de même pour les rendez-vous avec les camarades légaux, dont certains étaient filés en permanence. Nat connaissant même les noms de code que leur avaient donné les RG et la Crim, on savait s'ils étaient ou non accrochés, s'ils avaient réussi ou non à déjouer les surveillances. Avant de rejoindre le lieu de rencard, on lui téléphonait : « C'est *clean* ? »

Dans les réunions auxquelles elle participait, Nat restait souvent à l'écoute. Alors que nous étions réunis à une dizaine de camarades dans un appart du Val-de-Marne, elle intercepta une filature place d'Italie, puis porte d'Italie... Au fur à mesure que ça se rapprochait, on se regardait les uns les autres pour savoir lequel d'entre nous n'était pas encore arrivé. Puis le nom tomba. Un

camarade en retard, qui négligeait toutes les mesures de sécurité, fonçait vers nous en traînant derrière lui une armada de flics. On se prépara à vider les lieux pendant que Nat égrainait comme une litanie les rues qu'il empruntait vers notre immeuble. Un premier groupe sortit. Puis ce fut notre tour avec tout le matériel à emporter. Dans le hall de l'immeuble, on croisa le retardataire. Le temps de lui dire qu'il était accroché, on grimpa à six dans la seule voiture disponible. Les flics n'avaient pas eu le temps de se regrouper. Alors qu'ils indiquaient l'entrée de l'immeuble, on sortait en trombe. « Ça sort, ça sort... », crachait le scan toujours en marche. Organisés pour suivre un homme à pied, ils ne pouvaient nous accrocher. Et le temps qu'ils réagissent, on était déjà loin.

Au cours de ces années, nos méthodes de contre-vérification et le boulot d'écoute nous donnèrent souvent une courte avance sur la répression. Et elles sauvèrent la mise à de nombreux camarades. Incapables d'accepter leurs erreurs, les flics avançaient les hypothèses les plus absurdes, accusant le PS ou une taupe au ministère de nous prévenir avant les opérations. Des journalistes, toujours avides de ce genre de conneries, les reproduisaient dans les journaux du groupe Hersant.

L'écoute faisait partie de notre quotidien. On ne se déplaçait plus sans une vérification préalable. En opération et pour les longs trajets, les camarades avaient toujours un casque sur les oreilles. Dès qu'un « plan Bari » (surveillance et contrôle général avec barrages, etc.) était mis en place, on prenait des mesures pour n'avoir plus à passer par les points de contrôle, qu'on pouvait identifier grâce aux écoutes. On avait alors en tête les différents points d'implantation des barrages, en suivant la grille de la préfecture (lettres et chiffres), et, après que les chefs de cars se soient annoncés, on savait précisément où ils se trouvaient et on pouvait dès lors les éviter et quitter rapidement la zone.

Lorsqu'on circulait, on affichait également sur les scans les bandes des talkies-walkies des unités spéciales de la Crim. Ce qui nous permettait de savoir qu'on se rapprochait d'une zone surveillée. Leurs « inter » avaient une portée limitée, quelques rues, pas beaucoup plus. Dès qu'on se rapprochait d'eux, ça crachotait, puis on percevait un bout de phrase... Et dès qu'on entendait parfaitement la conversation, c'est qu'on était au milieu du dispositif. Même s'ils n'étaient pas là pour nous, on devait rester sur nos gardes, car ils pouvaient toujours nous reconnaître. Quoi qu'il en soit, s'il y avait un pépin, on ne pouvait être surpris.

Un calepin des voitures banalisées

À cette période, on avait également systématisé le recueil des numéros d'immatriculation des voitures banalisées des unités spéciales et, plus généralement, des brigades territoriales de la PJ. On devait tous noter la marque, la couleur et le numéro d'immatriculation des voitures de civils qu'on croisait au quotidien. Tandis que des camarades passaient régulièrement devant les garages de la préfecture de police ou au 36 quai des Orfèvres pour identifier les nouvelles voitures, les fourgons et autres engins banalisés servant de « sous-marins ».

On avait ainsi des répertoires entiers mis à jour régulièrement et organisés par marque et par modèle. Dès qu'on avait un doute, on pouvait rechercher sur le « calepin » et vérifier s'il s'agissait ou non d'un véhicule banalisé et, si oui, à quel service il appartenait – et donc s'il était normal de le trouver là...

Un jour, près du square Navier, dans le quartier des Épinettes, nous avions rendez-vous avec des militants, dont une camarade de la RAF. C'était le quartier d'enfance de Nat et de Joëlle, où leurs familles vivaient toujours. Lorsque nous sommes arrivés sur les lieux, nous avons repéré une R9 dont le numéro correspondait à une plaque de la Crim. Elle était garée le long de l'école. Vide. On se dispersa pour chercher où étaient passés les flics. Rien. Et les ondes restaient silencieuses. Surveillaient-ils les parents de Joëlle ? Tout autre chose ^{ix} ? On récupéra les camarades en traversant le square. Puis on rejoignit un petit supermarché à deux entrées, une sur l'avenue de Saint-Ouen, l'autre vers la rue Ordener. C'est alors que le scan nous confirma la présence d'un dispositif policier. Ils contrôlaient le quartier et nous avaient accrochés.

Notre voiture était toute proche. Pendant que deux d'entre nous allaient la chercher, on assura leur couverture. La course-poursuite commença aussitôt. Mais on connaissait bien la zone et on prit donc rapidement de l'avance. Arrivés à grande vitesse porte de Clignancourt, on repéra tout de suite une voiture de flics garée sur le trottoir au milieu du pont enjambant le boulevard des Maréchaux. Le flic au volant faisait mine de regarder ailleurs. Mais à la radio, sa voix était plutôt nerveuse. Il annonçait désespérément notre position. Après avoir fait un demi-tour complet sur la place, on fila vers le vieux Saint-Ouen. Aucun flic n'avait pu suivre.

Les exigences de la clandestinité

Tout ce travail systématique de contre-surveillance s'accompagnait du sérieux de chaque camarade impliqué dans la clandestinité. Au-delà des méthodes de lutte, la sécurité de tous dépendait des mesures de précaution prises par chaque militant et chaque contact politique.

Notre organisation avait déjà une certaine histoire militante. Ce qui présentait bien entendu des avantages, mais aussi quelques inconvénients. D'un côté, nous avions une réelle expérience de la lutte clandestine et des méthodes éprouvées. De l'autre, un nombre important de nos contacts politiques étaient connus des services de police. On s'était ainsi rendu compte que plusieurs camarades choisissaient des rendez-vous fixes : « Tous les lundis à 18 heures. » D'autres se retrouvaient toujours dans les mêmes lieux, trop proches de leur lieu de travail. Et certains utilisaient toujours les mêmes trucs, les mêmes magasins pour déjouer une éventuelle surveillance. Si les flics rataient souvent leur coup par précipitation (surtout les brigades antigangs, habituées aux manques de précautions du banditisme), les RG et la DST, plus coutumiers du travail sur de longues périodes, remettaient leurs collègues sur la piste.

Les armes de l'État sont le temps et le nombre. Au cours d'une phase de guérilla, chaque militant affronte un grand nombre de flics : jusqu'à deux cents pour un. Il est essentiel de garder

toujours en tête cette disproportion. Elle s'applique à toutes les enquêtes de routine, filatures, pressions, infiltrations, etc. Mais elle vaut aussi pour un événement spécifique – ainsi, un jour d'été 1984, quand les flics m'ont repéré chez Gibert Jeune, sur le boulevard Saint-Michel, selon leurs propres chiffres, deux cents d'entre eux étaient en chasse en moins de dix minutes.

La principale arme de la guérilla est, depuis toujours, la plus grande mobilité. « Mordre et fuir. » Mordre des forces incomparablement plus puissantes et mieux équipées en concentrant l'action contre un seul point du dispositif policier. Agir par surprise et préparer la fuite. Mais il ne s'agit pas seulement de mobilité physique. Fuir, c'est aussi une question de mobilité mentale : sortir des routines, faire preuve d'imagination, varier les méthodes et les formes de lutte, se soucier des détails, etc.

Une guérilla a besoin d'un grand nombre de militants dans la légalité – recrutement auquel nous consacrons beaucoup d'effort. Non parce que la clandestinité avait un fonctionnement trop lourd, ou trop coûteux, mais parce qu'une guérilla ne peut vivre ni survivre sans une multiplicité de contacts avec le mouvement révolutionnaire dans toutes ses formes de lutte. La force de la guérilla repose sur ces contacts, qui sont aussi son talon d'Achille, parce que c'est souvent par eux que la répression remonte jusqu'aux clandestins. Les rapports avec ces camarades étaient donc le maillon faible de notre organisation. Dès lors, il était crucial de faire preuve de la plus grande prudence dans les rencontres entre militants légaux et clandestins de l'organisation, qu'ils soient recherchés ou non.

Les camarades espagnols avaient connu la période franquiste, les Italiens plus de dix ans de lutte armée, et les Allemands la méthodologie rigoureuse des premières générations. À de rares exceptions près, les militants parisiens souffraient soit d'une inconscience des enjeux de la sécurité, soit d'un manque d'expérience. Le mouvement était imprégné des tares de l'esprit groupusculaire légal. Pour ces militants, les flics étaient des ennemis tout théoriques. Leur vision social-démocrate de la répression politique les empêchait de comprendre la nature de la confrontation quotidienne. En fait, la plupart d'entre eux se berçaient encore d'illusions sur la « démocratie ». Et s'ils jouaient avec nous aux Résistants et aux radicaux, les précautions qu'ils prenaient étaient superficielles. Pour eux, la répression concrète se réduisait à la charge des CRS lors de la dissolution d'une manif.

Des accidents de plus en plus fréquents lors des réunions nous obligèrent à constituer un filtre, composé de cadres légaux, mais expérimentés. Placé entre les militants armés et le mouvement, ce noyau prit de l'importance dans la dynamique de la guérilla. Et il devint bien sûr l'une des principales cibles de la répression. Quelques mois plus tard, la position centrale de ce groupe allait nous coûter très cher.

Fusillades, erreurs et mort d'homme

31 mai 1983. On tentait depuis plusieurs jours de mener une importante opération de

financement place de la Madeleine. Elle mobilisait deux équipes. Après un nouveau report, quelques camarades étaient venus déjeuner dans l'appartement de la rue Manuel. D'autres s'étaient retrouvés au bar-tabac de l'avenue Trudaine. C'était une belle journée de printemps, on avait baissé les stores et on discutait, attablés dans la pénombre, en buvant du café.

Vers 14 heures, un premier camarade sortit, puis deux autres, emportant dans deux sacs le matériel de l'opération reportée le matin, un fusil d'assaut et deux ou trois PM. Dans la rue de la Tour-d'Auvergne, ils identifièrent une voiture banalisée. L'un d'eux chercha à savoir où étaient les flics sans se rendre compte que son comportement avait attiré l'attention de ceux qu'il cherchait, un groupe de la brigade anti-cambriolage planqué sous une porte cochère. Bien qu'ils soient correctement habillés, les deux camarades, portant chacun un sac très lourd, correspondaient à l'imagerie du « casseur ». Intrigués, les flics prirent les deux camarades en filature. Trois hommes et une femme. De simples gardiens de la paix, volontaires pour les activités en civil de la BAC, qui venait d'être créée pour s'attaquer aux petits cambrioleurs. N'étant pas formés à ces tâches, les flics furent vite repérés. Arrivés à une dizaine de mètres du bar où ils étaient attendus, les deux camarades prévinrent par signes qu'ils étaient suivis. Les quatre flics s'étaient rapprochés, prêts pour un contrôle d'identité. Le premier n'avait pas fini son « Halte, police... » qu'ils étaient braqués. Après une seconde de flottement, les camarades voulurent les désarmer et les menotter. Mais l'un d'eux bondit en avant. Il fut abattu. Puis deux autres dès qu'ils se saisirent de leurs armes – dont l'un, criblé de balles, ne s'en sortit que par miracle ³.

Des camarades se mirent aussitôt à la recherche d'un véhicule pour évacuer la zone le plus rapidement possible. Ils braquèrent une R5 stationnée plus haut vers le métro Anvers, dans la rue Rodier. Ils s'y engouffrèrent. Arrivés place de la Nation, ils abandonnèrent la voiture dans une petite rue, où elle fut retrouvée quelques semaines plus tard.

Venait d'arriver à l'appartement de la rue Manuel un camarade qui avait quitté le bar-tabac avant la fusillade. Il allait se mettre à table quand tomba le premier message radio : « Un homme blessé par balle devant la boutique d'un cordonnier », rue Untel, à quelques dizaines de mètres de l'avenue Trudaine. Le commissariat du IX^e annonçait qu'il pouvait y avoir plusieurs autres blessés. On interrogea le camarade : « Tu les as vus partir ? »

Le premier véhicule de police qui arriva sur les lieux fit un bref message : « Au moins deux collègues sont morts. Il y aurait d'autres blessés... » Il était clair qu'une fusillade avait eu lieu entre les camarades et les flics. Mais on ne savait pas si c'était en lien avec l'appartement ou seulement avec le lieu de rendez-vous. Et il n'était pas question d'attendre d'être fixés. Si c'était pour nous, la fusillade avait immanquablement désorganisé le piège. Il fallait donc sortir très vite si on voulait en profiter.

Arrivés à la porte cochère donnant sur la rue, nous avons dissimulé nos armes sous nos blousons. Plus haut vers l'avenue, on avait bien deux voitures à disposition (l'une d'entre elles avait été utilisée le matin), mais c'était justement de ce côté qu'avait eu lieu la fusillade. On sortit

donc par le bas, vers la rue de Château-Landon. On marchait rapidement, séparés les uns des autres d'une dizaine de mètres, attentifs à chaque mouvement autour de nous. De tous côtés sifflaient les sirènes de flic. Un taxi libre déboucha. On le prit.

Arrivés de l'autre côté de la Seine, des barrages de flics étaient déjà en place aux principaux carrefours. On passa sans encombre les deux premiers. Mais une centaine de mètres après le second, à l'angle des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain, on préféra poursuivre à pied par les petites rues du V^e arrondissement.

Contexte et conséquences d'une erreur

Depuis plusieurs mois, les fractions les plus réactionnaires des corps répressifs faisaient pression sur le gouvernement, et en particulier sur le ministre de la Justice Badinter, qui avait fait passer des mesures encadrant plus strictement les missions de la police. Par un hasard du calendrier, la loi Sécurité et liberté, étendard de la réaction à la fin du septennat de Giscard, fut abrogée le jour de la fusillade de la rue Trudaine.

Cet événement devint prétexte à une mobilisation factieuse contre le « laxisme » du gouvernement. Dans les jours qui suivirent, le 3 juin 1983, une manifestation de policiers se dirigea vers le ministère de la Justice. Les flics envoyés pour lui barrer la route la rallièrent. Plusieurs centaines de manifestants, en uniforme ou en civil, campèrent sous les fenêtres de Badinter. Les assaillants paraissaient si excités que les observateurs crurent un instant qu'ils allaient forcer l'entrée du bâtiment.

Bien avant la marche des intégristes catholiques et des partisans de l'école « libre »^X, tout aussi relayée par les grands médias, cette démonstration de force fut la première manifestation réactionnaire des années 1980. Même si le gouvernement tint bon en apparence, sanctionnant les meneurs et les chefs d'unité, les mobilisations policières (et plus tard des matons) devinrent la hantise des sociaux.

Avec la croissance des inégalités sociales et la dégradation des conditions d'existence des masses populaires, le développement des forces répressives devenait un axe fondamental des sociétés métropolitaines. Les polices étatiques, municipales, patronales et autres milices nourrissaient un nouveau modèle social. Police et prison devenaient les bornes d'un quotidien sécuritaire fait de la peur de l'autre, de la peur de la différence, de la peur du pauvre.

Les premières réunions après la fusillade firent apparaître une évidence : nous étions pris dans une contradiction. D'un côté, on voulait assumer collectivement cette fusillade. De l'autre, le faire à ce moment-là nous aurait poussés à une confrontation politique sur un terrain que nous n'avions pas choisi. On aurait donné du grain à moudre aux discours contre l'amnistie de 1981. On aurait renforcé la vague réactionnaire et forcé le gouvernement à mobiliser toutes ses forces contre nous – ce qu'il ne faisait pas encore, nous traitant par le mépris en nous assimilant à de vulgaires droits communs. Il fut finalement décidé de revendiquer la responsabilité de l'affaire dans les premiers communiqués de l'offensive à venir. Ce qui fut fait à l'automne 1984.

Nos exigences de sécurité

Cette situation nous obligea à décupler d'attention dans tous les compartiments de nos activités. En particulier dans les campagnes de financement, où l'on renforçait encore et toujours la

protection. Ainsi, pour l'attaque en banlieue du siège social départemental d'une grande banque, la voiture de protection ne comptait pas moins de quatre personnes, dont deux armées de PM et une autre d'un fusil d'assaut. Désormais, une intervention à huit ou neuf militants n'était plus l'exception, mais la norme.

Ces mesures de sécurité devaient permettre aux différents groupes de sortir des zones qu'on frappait de plus en plus régulièrement : le grand triangle place de la Madeleine-Opéra-rue La Fayette. Et bien sûr notre zone « historique », le XVII^e arrondissement. À l'époque, on disait que si un groupe était capable d'une action correcte sur l'avenue de l'Opéra (sans aucun doute, avec les Champs-Élysées, l'avenue la plus surveillée par les dispositifs anti-braquages), alors il pouvait affronter n'importe quelle situation de combat. C'était notre principal objectif. On recherchait moins à récupérer des fonds – on en avait pourtant besoin, car deux guérillas et des groupes en train de se constituer dans d'autres pays se finançaient alors en partie grâce à notre activité – qu'à élever une communauté au niveau de formation nécessaire à la prochaine offensive.

La mort de Ciro Rizzato

Ciro est arrivé à Paris avec un groupe de camarades de Milan en octobre 1983. Il semblait très jeune. Il avait pourtant déjà une longue expérience révolutionnaire dans l'un des grands quartiers ouvriers milanais. Membre de Prima Linea*, il avait refusé le reniement et la dissociation qui avaient suivi sa reddition ^{xi}. Et il avait rejoint la coordination des COLP*. Son groupe vivait une période très dure. Leur plus ancien camarade, vieux militant révolutionnaire de Turin qui avait échappé à toutes les arrestations depuis les années 1970, venait d'être capturé après une fusillade avec la police, où celui avec lequel il avait rendez-vous avait été tué.

À l'égal des autres militants qui voulaient se former aux actions armées, les jeunes Italiens commençaient par les campagnes de financement. Le groupe dans lequel était Ciro – composé d'anciens et de « nouveaux », italiens et français – avait pour base un appart à Levallois, près de la gare. Une situation parfaite pour les actions dans le XVII^e arrondissement.

Le groupe choisit de commencer par l'agence de la Société générale du métro Wagram. L'opération devait avoir lieu en début d'après-midi. Nat et moi étions libres pour réaliser les ultimes vérifications. On fit le tour du quartier, rue par rue. Je vérifiais les voitures et les sous-marins pendant que Nat, casque de walkman sur les oreilles, était à l'écoute d'une éventuelle surveillance. Aux alentours de 14 heures, on passa devant une terrasse où les camarades prenaient un café. Ciro était souriant. On s'approcha de la table pour annoncer que la voie était libre. Et on continua notre chemin vers le haut de l'avenue.

Tout se présentait donc bien. Mais à l'évidence la routine dominait cette opération. Primo, le groupe avait choisi de se passer de voiture de protection. Le chauffeur et un camarade restés à l'extérieur étaient seuls – ce qui était la sécurité minimale. Secundo, la proportion des nouveaux était trop importante – surtout que l'un d'eux devait monter à l'étage pour faire en solo le bureau

de change.

Tout commença pourtant bien. La salle du bas fut rapidement vidée. Mais en haut, l'intervention prit trop de temps. Pour éviter d'avoir des problèmes, il fallait quitter l'arrondissement sans perdre une seconde. La précipitation avait pris les commandes.

Moins d'un kilomètre après avoir démarré, les camarades étaient bloqués par une grosse BMW que la conductrice peinait à garer. Le responsable de l'opération décida d'intervenir. Il sortit et lui demanda de dégager la rue en se présentant comme un policier. Un peu plus loin, deux inspecteurs de la BRB assistaient à la scène. Selon le débriefing des camarades, les flics devaient penser qu'il s'agissait de confrères en difficulté. Mais quelques centaines de mètres plus loin, lorsqu'ils virent sortir deux hommes avec des sacs, ils surent qu'il s'agissait des responsables de l'attaque à main armée que leur radio annonçait.

Le groupe s'était séparé trop rapidement. Deux camarades avaient pris à la volée un bus sur le boulevard tandis que deux autres, dont *Ciro*, rejoignaient la cité de la porte d'Asnières où était garée la seconde voiture de fuite. Les deux flics tentèrent de braquer le chauffeur de la première voiture, laissé seul, mais il se dégagea et se jeta derrière sa voiture en tirant. Au bruit des coups de feu, l'un des deux camarades qui s'éloignaient sortit un PM de son sac et revint sur ses pas en courant. De l'angle de la rue, il tira quelques rafales courtes sur les inspecteurs qui bloquaient le chauffeur. L'un d'eux fut atteint et l'autre déguerpit. Ce qui permit au chauffeur de s'échapper.

Lorsqu'une fusillade éclatait, le principe voulait qu'on éloigne les nouveaux dès que possible. C'est pourquoi *Ciro* était resté à l'écart. Mais au moment où il allait rejoindre les autres, une R5 pie de la brigade du périphérique surgit d'une rue opposée. Isolé des autres camarades loin derrière lui, *Ciro* se retrouva en première ligne. À vingt mètres, un flic le tira sans qu'il puisse rien faire pour se protéger. Une cible facile pour ce moniteur de tir (comme les journaux nous l'apprirent les jours suivants) muni d'une arme personnelle beaucoup plus puissante et précise que le flingue réglementaire. Atteint à la gorge, *Ciro* s'écroula instantanément, mortellement touché. De son cou, le sang s'échappait en bouillonnant à chaque battement du cœur.

Deux rafales de PM furent balancées sur la R5, puis une grenade quadrillée. Elle n'explosa pas, mais les flics se dégagèrent, permettant aux deux camarades de s'échapper avec la voiture de sécurité. *Ciro* est mort lors de son transport à l'hôpital.

L'édition du mensuel *L'Internationale*

Notre politique de front ne se réduisait ni à quelques actions armées communes à Paris avec les Italiens et les Allemands ni aux réunions internationales – même si elles étaient régulières. Dès l'hiver 1982-1983, une partie de l'organisation s'investit dans la création d'un journal. Un mensuel capable de défendre la ligne du front tout en menant un travail de contre-information devenu indispensable pour résister au « politiquement correct » qui envahissait jusqu'aux bulletins

d'extrême gauche.

Le reaganisme avançait sous l'étendard international de la « guerre contre le terrorisme », matrice politico-idéologique mobilisée face à la moindre confrontation sociale. La bourgeoisie impérialiste imposait partout le même ordre binaire : soit on appartenait à son camp, celui de la « démocratie » ; soit on avait rejoint celui des « terroristes ». Rares furent les résistants à ce nouvel ordre mondial. Bien peu hésitèrent après avoir compris qu'ils allaient mettre en danger leurs organisations, leur rôle de protestataires intégrés au système, les subventions accordées à leur presse, etc. La vieille nouvelle gauche* marxiste et anarchiste participait désormais à la dénonciation générale de tout ce qui n'entrait pas dans la politique autorisée. Toute prise de conscience de la nécessité de la violence révolutionnaire était vouée aux gémonies. Tout soutien à la guérilla était banni.

Face à la chape de plomb qui pesait désormais sur tout le mouvement, il nous paraissait indispensable de diffuser des textes issus de la pratique révolutionnaire internationale : communiqués de la RAF*, des BR*, des camarades belges des CCC* et de Direct Action* au Canada, textes des prisonniers basques et espagnols, appels des anti-impérialistes américains ^{xii}, débats entre prisonniers politiques de différents territoires, un dossier sur les guérillas engagées dans la libération de Puerto Rico, etc. Nous allions clarifier nos positions, les rendre plus incisives face aux problématiques de l'époque, et en avance sur le combat.

L'internationalisme comme pratique *ici* devait être le reflet des luttes *ailleurs*. Nous voulions forger une communauté réelle issue de cet enseignement. Difficile d'y parvenir quand était interdite de circulation toute information qui déroge à l'opportunisme des déclarations de papier. Certains militants finissaient même par ne plus évoquer les guérillas qu'à travers les infos des médias bourgeois ^{xiii}. En s'inscrivant dans la seule perspective de la démocratie représentative, les militants suivaient le programme de la petite bourgeoisie « progressiste », œuvrait pour l'amélioration des cadres du système, prônait le sujet citoyen et autres vieilles lunes. Ils ne défendaient pas seulement toute la mythologie de l'« accueillante » classe moyenne, mais perpétuaient son éternel mensonge : la polarisation entre les pays monopolistes et les pays dépendants.

Nous voulions dresser le drapeau de l'internationalisme. Quoi qu'il nous en coûte. Nous voulions défendre notre barricade sous cette bannière et aucune autre. Nous rejetions toute convergence nationale de l'opposition populaire et choisissons la voie de la convergence des communistes dans la lutte anti-impérialiste. Et notre journal diffuserait la voix de notre reconquête de l'internationalisme.

Dès les premières réunions, un titre s'imposa : *L'Internationale*. C'était celui de plusieurs journaux de la gauche révolutionnaire européenne avant l'effondrement réactionnaire de la II^e Internationale, lorsqu'en 1914 elle jeta avec l'« Union sacrée » le prolétariat européen dans la guerre en faisant alliance avec le nationalisme bourgeois. Mais la boucherie durait depuis quelques mois quand, dès le printemps 1915, les révolutionnaires allemands groupés autour de

Rosa Luxemburg fondèrent une revue baptisée *L'Internationale*, qui appelait à la reconstruction de celle-ci. Ce fut aussi le titre de la revue des conseillistes hongrois autour de Lukács durant la commune de Budapest en 1919.

« Un mensuel militant pas comme les autres »

Si on voyait bien l'importance de cette initiative, on savait que la voie serait étroite pour développer un tel journal et lui faire tenir son rôle dans notre combat.

Un journal ne pouvait plus être le cœur de l'activité d'une organisation politique – ce qu'il était pourtant désormais pour la majorité des militants. *L'Internationale* serait l'outil de diffusion d'une position de rupture, fondée sur la guerre révolutionnaire que nous livrions à la bourgeoisie. Il préparerait les combats à venir par l'exposition des thèmes et des orientations de nos prochaines actions. Mensuel lié aux luttes qui se livraient alors sur le continent européen, *L'Internationale* ne rompait pas seulement avec la presse militante, qui banalisait le message révolutionnaire, ce mensuel vivrait sous la menace permanente de la répression d'État. Sur le terrain de la légalité, organisé et balisé par le pouvoir d'État, *L'Internationale* serait en sursis dès la sortie du premier numéro. C'était un choix assumé : le journal tiendrait tant qu'il tiendrait, et aucune concession sur l'essentiel ne serait faite pour qu'il dure.

La vieille Constituante avait affirmé « un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement ^{xiv} ». Mais ce droit a toujours été virtuel, borné par deux limites, l'une politique, l'autre économique : une critique admise par la censure ; les fourches caudines de la diffusion.

L'Internationale avait besoin de la plus large diffusion possible. Mais depuis la disparition des grands réseaux alternatifs, il ne restait d'autre choix que les NMPP, monopole de la distribution de presse et propriété du groupe Matra-Hachette, par ailleurs l'un des plus importants consortiums militaro-industriels. Et les conditions qui étaient faites au lancement d'un journal étaient ruineuses. Ne serait-ce que par le coût prohibitif dès lors qu'on voulait une large distribution ; ensuite par l'obligation d'un tirage minimum d'au moins une dizaine de milliers d'exemplaires – dont la plus grande partie, invendue, serait détruite. Fabriqué sur les rotatives de Rotoffset à Meaux, une imprimerie militante trotskiste, et réalisé par une équipe rédactionnelle bénévole, chaque numéro coûtait environ 30 000 francs. Mais les bénéfices des ventes en kiosque n'en couvraient qu'une part minime. Sans un financement par nos activités clandestines, jamais le journal n'aurait pu franchir les obstacles financiers du lancement.

On découvrit alors que les neuf dixièmes de la presse militante étaient subventionnés par les multiples appareils d'État au travers de subventions qui, d'une part, finançaient le monopole de la distribution (en permettant d'acheter les services des NMPP) et, d'autre part, constituaient un moyen de contrôle. Au début des années 1980, l'État subventionnait la presse à hauteur d'environ cinq milliards par an, notamment au travers d'aides fiscales et postales. Mais ce

système – qui indexait le montant des aides au montant des frais de fonctionnement – instaurait une liberté de la presse sous surveillance.

C'est pour l'avoir refusée que la distribution d'un exemplaire de *L'Internationale* coûtait dix fois plus que celle de toute revue de gauche subventionnée. Aussi avions-nous pour objectif d'utiliser cette première diffusion par les NMPP comme un tremplin pour redresser graduellement un réseau de diffusion militante, via des circuits habituels dans les librairies puis des tables de presse dans les réunions publiques, manifs, etc. Ainsi les militants repartaient-ils de chaque rencontre avec des paquets de journaux qui accompagnaient tous leurs mouvements. Ce cheminement permettait une diffusion non négligeable à l'étranger, notamment en Italie et en Allemagne.

Nous savions que les jours de *L'Internationale* étaient comptés. Il ne fallait donc pas tarder pour constituer un réseau capable d'en poursuivre la production et la diffusion après son interdiction. Un réseau assez étanche pour s'ajuster à une inéluctable clandestinité. Un réseau composé de camarades assez nombreux et de différentes origines, capables de faire de cet outil de contre-information un acte concret de résistance, un pôle de la reconstruction du mouvement autonome.

Ces objectifs montrent combien nous étions imprégnés des luttes des années 1970, et tout entiers sous l'influence de leur potentiel militant. Aussi étions-nous en décalage avec le reflux du mouvement autonome. Notre capacité à saisir la situation générale ne s'accompagnait d'aucune traduction de nos propositions sur les terrains de luttes. On pensait avec une grande naïveté qu'une cause juste trouverait toujours des militants pour la défendre et une lutte importante des militants pour la mener.

Durant l'hiver 1982-1983, deux responsables éditoriaux furent nommés. Ces camarades avaient l'expérience indispensable à ce projet, par leur engagement politique depuis le mouvement étudiant de la fin des années 1960 et par leur participation à plusieurs revues proches d'organisations politico-militaires comme *Actualités anti-impérialistes** et *Subversion**. On organisa un double comité de rédaction : le premier, officiel, qui comprenait deux membres des éditions Docom, était entouré d'un petit réseau de militants légaux ; et le second, fermé, impliquait des membres de la guérilla. On se réunissait au moins une fois par mois exclusivement pour des questions éditoriales. Mais toute rencontre pouvait être l'occasion d'aborder le sommaire du prochain numéro et les problèmes en suspens. Et on ne ratait jamais l'occasion de faire intervenir des jeunes militants. Parfois, cela se faisait aussi dans l'improvisation la plus complète. Il manquait souvent un texte... et l'édito était écrit sur le coin d'une table.

Il fut difficile d'articuler le rythme propre au journal et les exigences de la clandestinité. Pourtant, seul un lien étroit entre la dynamique de l'organisation armée et l'édition garantissait la qualité révolutionnaire du journal. Mais si ce lien était évident aux lecteurs militants, il l'était aussi pour les flics et les juges. Nous portions donc une grande attention au fonctionnement qui associait militants légaux et illégaux pour éviter que ce lien ne soit trop rapidement criminalisé.

Mais nous ne pouvions laisser le journal peser sur l'activité politico-militaire. Et nous n'étions pas assez forts pour cette surcharge de travail, qui mettait en péril le volet clandestin et notre préparation à l'offensive. Si le journal était important, notre ligne restait la même : faire de la politique les armes à la main.

S'il y eut d'inévitables grincements de dents, je ne me souviens d'aucun débat violent. Il est vrai qu'on assiste rarement au sein d'une guérilla à ces grandes disputes si caractéristiques des mouvements ouverts. Ni cris ni interminables broderies de litanies et d'insultes rituelles. Aux qualités militantes de tous les membres de la rédaction s'ajoutait le sentiment de responsabilité face à la fragilité du projet.

Le premier numéro fut publié en octobre 1983 – avec seulement un mois de retard. La police arrêta le comité de rédaction légal début décembre 1984, après quatorze numéros.

Le journal fut interdit de fait par un oukase anti-terroriste : toute personne impliquée se retrouva, en vertu des pleins pouvoirs des sections spéciales, accusée de tout et de n'importe quoi. Le responsable fut condamné à sept ans de prison et les membres du comité de rédaction légal durent attendre le procès de 1988 (après quatre ans de préventive) pour voir deux d'entre eux innocents et que les témoins reconnaissent avoir menti sous la pression de la police.

I. Des groupes périphériques avaient même déjà pris l'offensive, attaquant les locaux de *Minute* le soir de la dissolution, puis les bureaux de la Marine nationale (26 septembre) et le Cercle militaire interallié (29 septembre). [nda]

II. La conscience internationaliste se conquiert pas à pas : comme le rappelait l'oppositionnel marxiste Rosdolsky, « le prolétariat de chaque pays doit conquérir laborieusement le point de vue internationaliste qu'exigent de lui les intérêts généraux de sa classe ». [nda]

III. Lire *infra*, p. ⇒.

IV. C'est ainsi qu'on qualifiait les « spectateurs solidaires » : qu'ils passent une semaine à Belfast, dans les maisons occupées de l'Haffenstraß à Hambourg, à Berlin ou à Bilbao en attendant de s'offrir un tour operator sur les traces du Che en Bolivie ; [plus récemment, on mentionnera plutôt les forums altermondialistes de Porto Alegre, Gênes ou Seattle et, par exemple, une imposition des mains sur la cagoule du sous-commandant Marcos]. [nda&e]

V. Sont qualifiés de « repentis » les militants qui ont négocié une réduction de peine contre des informations sur leur organisation – ne pas confondre avec les « dissociés » [*supra*, note ⇒, p. ⇒].

VI. Quelques exemples de **scissions** : en 1981, le Parti de la guérilla du prolétariat métropolitain (PGPM-BR, essentiellement autour de la colonne de Naples et du Front des prisons) ; la colonne Walter-Alasia (principalement localisée dans la zone industrielle du Nord) ; en 1983-1984, l'UCC (Union communiste combattante). Et sur la **répression** : « Au lendemain de l'offensive

anti-terroriste, l'Italie se retrouve avec 4 087 activistes de gauche appartenant à des "associations subversives" ou "bandes armées"» condamnées pour des "faits liés à des tentatives de subversion de l'ordre constitutionnel". 224 [étaient en 2000] encore incarcérés (dont 130 en régime de semi-liberté) et 190 toujours en fuite, la plupart en France ¹. » [nda&e]

VII. Sur cet enlèvement, lire *supra*, p. ⇒.

VIII. Le 31 août, le commando Sigurd-Debus (du nom d'un membre de la RAF mort d'une grève de la faim en avril 1981) avait attaqué la base de l'Otan à Ramstein, tuant ou blessant plusieurs soldats américains. Le 15 septembre, le commando Gudrun-Ensslin avait tiré une roquette anti-char sur le véhicule blindé du général Kroesen, commandant en chef de l'armée US et de la section centre-Europe de l'Otan – il fut légèrement blessé. [nda]

IX. « Deux rues plus loin, les flics venaient de remonter un appart des FARL* où, quelques mois plus tard ils découvriront "par hasard" une cache d'armes dans un faux plafond, découverte qui fut à l'origine de la condamnation de Georges Ibrahim », précise Rouillan. Le 2 avril 1985, alors qu'un des otages français au Liban est libéré, Jacques Attali raconte que « restait à tenir la promesse concernant Abdallah. Or, étrange coïncidence, à la même heure, la DST découvre dans l'appartement d'une amie d'Abdallah, à Paris, une arme ayant servi en 1982 [à deux] assassinats. Abdallah ne peut plus être libéré ²». Militant communiste libanais, Georges Ibrahim Abdallah rejoint le FPLP dans les années 1970 avant de participer, en réponse aux invasions du Sud-Liban par l'armée israélienne, à la fondation de la Fraction armée révolutionnaire libanaise (FARL). Arrêté en octobre 1984 à Lyon, il est condamné à perpétuité pour complicité dans les assassinats, en 1982, d'un attaché militaire américain (agent de la CIA) et d'un diplomate israélien (membre du Mossad) revendiqués par les FARL. [Sur le contexte des attentats du CSPPA* et de la crise des otages et son influence dans le traitement de Georges Ibrahim Abdallah par la justice française, lire *infra*, p. ⇒.] [nda&e]

X. Le candidat Mitterrand s'était engagé à créer un « grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale ». Mais le projet de loi Savary, du nom du ministre de l'Éducation nationale, fut vigoureusement contesté par la droite et l'extrême droite. Le 24 juin 1984 à Paris, aboutissement d'une campagne en faveur de l'enseignement catholique et de l'école privée, une manifestation monstre poussa le gouvernement à abandonner son projet de loi.

XI. Sur les repentis et des dissociés, lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

XII. Appel de Red Guerrilla Resistance, groupe armé US pour la construction d'un front international de guérilla contre l'impérialisme états-unien ⁴. [nda]

XIII. « Je fus effaré, se souvient Rouillan, de lire dans un petit canard libertaire de l'époque une info à la hauteur de la pire officine de propagande policière. Les FARC* – écrit avec le "R" de révolutionnaire entre guillemets – étaient accusés du massacre de soixante-dix travailleurs dans une plantation de bananes en Colombie. Selon eux, parce qu'elle était marxiste, une guérilla

pouvait être capable de telles aberrations ! Quelques mois plus tard, il fut bien sûr confirmé que le massacre avait été perpétré par les escadrons de la mort » – c'est-à-dire les groupes paramilitaires au service des grands propriétaires ou des États qui, depuis les années 1970, étaient très actifs en Amérique latine, en particulier dans les luttes contre les guérillas, souvent avec le soutien logistique, sinon militaire, des États-Unis. [nda&e]

[xiv](#). Article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen adoptée par l'Assemblée constituante en 1789 – document de référence jusqu'à la Convention européenne des droits de l'homme signée en 1950.

VII. Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest (1984-1985)

Le début de l'offensive « Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest » était prévu pour le premier trimestre de l'année 1984. Mais la pression policière était trop forte. Les flics remontaient toujours plus à partir des militants légaux et de nos contacts avec le mouvement. Le diagnostic était sans appel : notre organisation n'était plus au niveau du combat. Au moindre problème, les camarades légaux faisaient appel aux clandestins et, de réunion en réunion, la surveillance policière faisait son chemin. Il nous fallait rendre vraiment autonomes les différents niveaux de l'organisation.

Depuis la fin de l'été 1983, filatures et interventions policières lors des rendez-vous étaient trop nombreuses. Quand ce n'étaient les flics des unités spéciales, c'était de simples brigades de gardiens de la paix ! Lors d'un rendez-vous avec des camarades turcs du MLSPB*, alors qu'on discutait, assis sur des tombes dans un coin tranquille du Père-Lachaise, on eut juste le temps d'apercevoir des flics qui s'approchaient en se dissimulant derrière les caveaux. Nous prenaient-ils pour les dealers ou les homosexuels qu'ils avaient l'habitude de traquer dans les cimetières ? On s'est dispersés en courant.

Comme c'était la deuxième fois de suite que les flics interrompaient une rencontre avec les Turcs, on crut que c'était eux qui les amenaient. Au Père-Lachaise, ce fut sans doute une coïncidence, mais pas la fois précédente. Les Turcs nous assuraient qu'ils prenaient toujours autant de précautions. Et c'était vrai. Comme on le sut plus tard, les flics remontaient par un membre de l'organisation qui était sous le contrôle des RG depuis des semaines et ne s'en était pas rendu compte.

À la fin de l'automne 1983, pour essayer de mettre un peu d'ordre, notre « centre opérationnel » fut transféré en Normandie. Et un groupe déménagea en Belgique pour y décentraliser une partie de nos activités. Ayant commencé à former des camarades belges lors des campagnes parisiennes de financement, il devait être possible de poursuivre avec eux à Bruxelles.

Mais la pression policière restait importante. Les flics étaient très proches, peut-être à un ou deux intermédiaires. Et on ne comprenait toujours pas par où ils remontaient. Cette pression nous mettait sur le reculoir et rendait certains camarades paranoïaques.

Un dimanche d'hiver, nous avons organisé une réunion avec Albert et Gaëlle dans leur « ferme », en Normandie. On voulait faire un point sur l'usine d'armement Panhard de la porte d'Ivry, qu'ils surveillaient depuis plusieurs semaines et dont l'attaque devait inaugurer notre offensive. Un commando devait pénétrer dans l'usine un samedi matin, lors du changement d'équipe de gardiennage, contrôler le site et le miner. Le but était de détruire les chaînes de montage. Cet atelier était dédié à l'assemblage des petits véhicules blindés légers, fleurons de la marque. Ces armes, qu'on pouvait voir en première ligne dans les reportages TV, étaient

principalement destinées à équiper la répression en Afrique. Ce que confirmaient les commandes aperçues dans un bureau lors d'une surveillance. Mais Gaëlle remarqua aussi les dossiers étiquetés « RSA » (République d'Afrique du Sud) – elle était alors en contact avec des camarades du Congrès national africain (ANC), qui luttait contre l'apartheid. La récupération de ces dossiers devint dès lors un objectif de l'opération au même titre que la destruction des chaînes de montage. La France collaborait étroitement avec le régime raciste de Pretoria. Le 29 mars 1988 à Paris, Dulcie September, représentante de l'ANC en France, était assassinée. Cette élimination par le régime sud-africain d'une opposante qui enquêtait sur le trafic d'armes entre les deux pays pouvait difficilement avoir été réalisée sans l'accord tacite, sinon la participation, des services secrets français ¹.

Le 29 janvier, alors que nous étudions les derniers repérages de l'action contre l'usine, la radio annonça un attentat : une bombe avait explosé devant la porte de l'atelier avenue d'Ivry. Et, c'était revendiqué par AD ! (En fait, le groupe Affiche rouge.) Nous étions consternés. Peu de temps après, un autre de nos objectifs fut frappé : les bâtiments de la SNIAS (qui fabriquait des missiles) à Châtillon. Prise de paranoïa, Gaëlle se demanda si les flics n'avaient pas eu accès à une partie de nos plans, dont ils auraient réalisé une version *light* pour alimenter des procédures de flagrant délit et une campagne de presse : provocation ou préparation d'une arrestation ? En tout cas, quelques jours plus tard, une dizaine de camarades de groupes armés proches de nous étaient arrêtés en France et en Italie.

Il était devenu impossible de lancer notre offensive. Toutes les opérations furent remises et toutes les surveillances suspendues. Nat et moi partîmes en Belgique.

Le combat international comme tâche révolutionnaire

Dans son numéro de février 1984, *L'Internationale* publia malgré tout le texte qui devait ouvrir l'offensive commune, sous le titre « Une tâche révolutionnaire : le combat international ». Synthèse des discussions de préparation des actions avec les camarades italiens, ce texte avait été mis en forme en Normandie. Pour échapper à nos débats incessants, le camarade italien chargé de la rédaction se repliait dans la véranda, face à un paysage enneigé. Emmittoufflé dans un anorak, il rentrait régulièrement se servir un grand bol de café. Traduit de l'italien en français au fur et à mesure qu'il était écrit, le texte fut discuté plus tard lors de deux réunions à Paris avant d'être édité. Mais le traducteur fut arrêté une semaine avant la parution.

On y affirmait notamment « concevoir l'Europe occidentale comme un territoire homogène où la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire est possible ». La propagande contre-révolutionnaire nous baptisa « euroterroristes ». Et quelques-uns, dans le mouvement révolutionnaire, nous accusèrent de vouloir construire une « mini-Otan de la guérilla ».

Il est essentiel de comprendre le rôle de l'intégration continentale dans la lutte de classes depuis le début des années 1970 : le renversement de l'ancienne combinaison des espaces nationaux pour le nouveau régime d'accumulation. À la subordination des capitaux régionaux dans un processus de réorganisation du pouvoir de la classe dominante faisait pendant le passage en force des mesures favorisant les capitaux internationaux. Deux processus qui détruisaient les acquis des classes populaires : ouverture aux marchés, privatisations, restructurations, pactes sociaux au rabais, affaiblissement des institutions de l'État social, etc.

La bourgeoisie prenait une avance décisive face aux forces d'un prolétariat « décomposé, différencié, parcellisé ». Elle avait divisé notre classe, enfermée dans le carcan des frontières et soumise aux particularismes si utiles à la bonne marche de la relation « maîtres et esclaves ». Une situation renforcée par l'emprise d'organisations politiques et syndicales ouvrières chauvines impuissantes devant l'avancée de l'idéologie néolibérale.

En revanche, l'intégration continentale laissait en place la comédie gauche-droite. Toujours plus profondément liée au programme du petit capital national et des classes moyennes, l'alternance au pouvoir ne défendait jamais les intérêts des classes populaires.

Incapables même de ralentir la marche forcée de la bourgeoisie, les forces de la vieille gauche étaient passées dans le camp adverse avec « armes » et bagages. Un reniement commun aux gouvernements PS-P« C » en France, au PSOE néofranquiste en Espagne, au PASOK de Papandréou en Grèce, au PSI de Craxi en Italie. Tous les dirigeants sociaux-démocrates servaient désormais le chien enragé du néolibéralisme.

La construction européenne naissait d'une mutation des formes et des appareils, coupant l'État-nation de sa source de légitimité traditionnelle : la représentativité électorale. Non pas pour donner naissance à un seul État continental, mais à un appareil technocratique échappant aux peuples européens.

« Travailler à une stratégie de libération communiste du prolétariat signifie regarder le présent avec le regard du futur, parce que la fonction historique des communistes, en tant que fraction et avant-garde organisée du prolétariat, est de comprendre le mouvement du capital dans son ensemble, en lui permettant de détruire et de désarticuler ses projets d'exploitation et de mort, et de comprendre le mouvement de la classe, afin de déterminer, dans un rapport dialectique avec elle, le développement de la conscience révolutionnaire du prolétariat. » (Texte interne d'AD, 1984)

Avec ce texte, nous pressentions déjà alors qu'il fallait aller à contre-courant de la pensée figée dominant toute la gauche révolutionnaire. Nous nous sommes trompés sur bien des points au cours de notre histoire, mais pas sur ce point décisif. Nous étions parvenus à anticiper la stratégie générale de la bourgeoisie. Notre incapacité à transmettre cette analyse, à organiser une riposte et à créer une dynamique révolutionnaire donne l'ampleur de notre défaite comme organisation.

À l'aube des années 2000, on pouvait constater que l'intégration continentale était à l'œuvre avec toujours autant de force. Et qu'elle n'avait trouvé aucune opposition révolutionnaire à la hauteur. Certes, il y eut les mobilisations de Vilvorde et la marche européenne des chômeurs ¹. Mais on ne se battait que pour des revendications toujours plus limitées, toujours plus défensives. On reculait à chaque lutte. On ne cherchait à préserver que ses acquis. On s'enfermait dans le localisme. Pourquoi le rejet du traité de Maastricht, programme néolibéral ouvertement réactionnaire, a-t-il condamné la mobilisation à l'immobilisme sur le nouvel espace européen que ce projet dessinait ? Plutôt qu'organiser les luttes à ce niveau contre le capital européen, on ressortit les leurre de l'« unité des peuples » et toute la panoplie des mots d'ordre réactionnaires portés par les révisionnistes du P« C » : de l'« indépendance nationale » au « Produisons français » en passant par la défense des industries nucléaires et de l'armement...

« Le développement d'un parcours unitaire incluant les différentes expériences des organisations révolutionnaires d'Europe de l'Ouest pour la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire constitue un premier pas vers la recomposition du prolétariat européen. » (Texte interne d'AD, 1984)

Pour nous, une seule ligne, celle de la convergence des communistes contre les nouveaux pouvoirs consolidés de la bourgeoisie monopoliste : la lutte contre l'intégration réactionnaire de l'Europe de l'Ouest.

Notre implantation en Belgique

Le 10 avril 1984, lors de son procès à la prison-palais de justice de Stammheim, Christian Klar (militant de la RAF) défendait lui aussi « l'unité du processus révolutionnaire sur le territoire Europe ». Dans sa longue déclaration, il parcourait l'expérience des luttes depuis les années 1970 : « En Europe de l'Ouest, le fait que tous les combats révolutionnaires se heurtent aussitôt à la structure unifiée de pouvoir du système impérialiste et sont confrontés à la contre-révolution centralisée dans l'Otan est devenu une expérience commune. » Lors de la révolution des Œillets au Portugal, en Turquie après le coup d'État militaire, les populations en lutte trouvaient toujours en face d'elles, en dernier ressort, l'Otan. Dans la crise des euromissiles^{II}, là encore, les stratégies agressives de l'Otan, qui réprimait toute opposition. L'Otan était derrière la stratégie de la tension en Italie et tirait les ficelles des *stay behind* dans divers pays européens^{III}. L'expérience de la gauche sur le continent était sans appel. Chaque fois qu'elle menaçait un pouvoir, qu'elle contrariait un programme impérialiste, chaque fois qu'elle soulevait une question importante, qu'elle sortait de la réserve qu'on lui avait aménagée, les mouvements insurrectionnels qu'elle insufflait trouvaient face à eux l'organisation de la contre-insurrection sous domination US menée par l'Otan.

En février 1984, nous avons plusieurs options de repli. Mais du fait de la centralité de la Belgique, on choisit de renforcer le groupe qui s'y était installé : la présence d'une guérilla dans un pays où se trouvaient les principales installations du commandement intégré de l'Otan et de l'UE était fondamentale à un projet commun.

Nous avons roulé de nuit pour arriver à l'aube près de Condé-sur-Escault. C'était le chemin que je connaissais le mieux, pour l'avoir régulièrement emprunté. Au début des années 1970, un vieux mineur espagnol organisait le passage à partir de son coron, situé à quelques centaines de mètres de la frontière. Quand on roulait sur les chemins détournés, c'était souvent sa plus jeune fille qui nous guidait en mobylette dans le dédale des cités ouvrières. Son inaltérable fidélité à l'anarcho-syndicalisme d'avant son exil forçait autant le respect qu'elle pouvait faire sourire les gamins d'à peine vingt ans que nous étions – comme lorsqu'il revendiquait son appartenance à la Fédération des jeunesses libertaires alors qu'il avait dépassé la cinquantaine...

J'étais déjà intervenu en Belgique avec les Gari*. En 1974, on y avait mené une dizaine d'opérations contre les intérêts du régime franquiste. Mais c'était déjà ancien et j'espérais que le groupe qui s'y était installé avait acquis une bonne connaissance de la situation actuelle. On roulait à peine vers Bruxelles dans la voiture des camarades venus nous récupérer que je déchantai. En voyant s'approcher une estafette à quelques centaines de mètres, le camarade qui conduisait annonça : « Attention, les flics ! » Mais en la croisant, on s'aperçut qu'il s'agissait d'une

camionnette de dépannage. Plus loin, il doubla à fond ce qu'il avait pris pour une voiture des services d'entretien du réseau routier et qui s'avéra appartenir à la gendarmerie. « Je m'y perds un peu avec toutes les couleurs de ces bandes... », commenta-t-il.

Un camarade belge nous loua un appartement rue de Belgica, entre la cathédrale de Koekelberg et le stade du Heysel. Sans meuble, ni chauffage, ni même électricité, on campait... dormant dans des sacs de couchage sur la moquette et nous faisant du café sur un petit camping-gaz. Quelques jours plus tard, un groupe de la RAF nous rejoignit. Il y avait un « vieux » à qui ces conditions rappelaient les premiers apparts de son organisation, au début des années 1970.

Avant toute action, il fallait qu'on se familiarise avec la vie à Bruxelles. Heureusement, les camarades belges qui s'étaient formés avec nous à Paris avaient commencé à mettre en pratique leur formation et ainsi acquis une expérience propre. On entreprit de réaliser ensemble quelques petites opérations de financement.

Premier accrochage avec la police belge

Des camarades, dont Régis, faisaient régulièrement la navette entre Paris et Bruxelles pour nous tenir au courant des actions en cours. Début mars, une réunion devait se tenir en Alsace. Régis, qui attendait des nouvelles d'Italie, et en particulier de sa compagne Gloria, arrêtée lors des rafles de début février, nous annonça qu'il descendrait ensuite dans le sud de la France pour se rendre utile auprès des camarades italiens – ce qui nous semblait déraisonnable. Mais avec un camarade il loua tout de même une Toyota à Bruxelles, dans un garage proche de l'avenue Louise pour mener à bien ses projets.

On apprit plus tard qu'un énorme dispositif policier avait pris en filature les camarades parisiens depuis plusieurs jours. C'est ainsi que les flics remontèrent depuis Paris jusqu'à la réunion en Alsace ². La voiture belge conduite par Régis identifiée, ils le prirent en filature, repérant ainsi à Strasbourg les contacts des camarades turcs qui nous livraient armes et munitions depuis des mois. Mais le dispositif perdit la trace de la Toyota sur les routes de Lorraine. Régis était parti de son côté avec une autre camarade pour rejoindre Helyette à Avignon tandis que son copilote remontait seul à Bruxelles.

Lorsque ce dernier arriva à l'appartement, tôt le matin, nous étions seuls avec Nat. On l'accompagna tout de suite au magasin de location. À cette heure, les rues étaient désertes. Un premier passage. Rien de suspect. Le chauffeur nous laissa une centaine de mètres plus loin, puis il fit le tour du pâté de maisons pour rendre la voiture. On remontait à pied vers l'agence. Arrivés à une vingtaine de mètres de l'entrée, on vit la Toyota ressortir. Mais on remarqua surtout une voiture banalisée qui se garait en double file devant l'agence. Puis deux hommes postés sous le porche d'un immeuble de l'autre côté de la rue. De toute évidence, c'était un dispositif policier.

On se colla derrière une camionnette garée le long du trottoir, prêts à protéger la sortie du

camarade. La situation était critique. On ne savait pas si on était repérés, ni rien de la situation du camarade à l'intérieur. Quelques instants plus tard, un jeune type arriva en courant. À la façon dont il tirait sur les pans de son blouson pour cacher son arme, il ne laissait aucun doute sur son identité. Il entra dans le garage sans nous jeter un coup d'œil. On lui emboîta le pas. Nat se plaça à l'entrée, derrière un pilier, son arme à la main et une grenade dégagée. Je suivis le flic dans le bureau. Quand le camarade m'aperçut, mon .45 dégainé, il resta pétrifié devant le flic qui, jouant au client, lui demandait où était le patron de l'agence. Il ne m'avait pas vu arriver dans son dos. Mais quand il se retourna, suivant le regard du camarade, je lui appuyai sans ménagement le canon de mon arme sur l'œil droit. Il s'agissait sans aucun doute d'un membre d'une unité spéciale, avec qui je ne voulais prendre aucun risque : « Bouge pas ! » Et à l'intention du camarade : « Désarme-le. » Mais il ne réagissait pas : « Désarme-le ! » Enfin, le camarade sortit de sa stupeur.

On rejoignit lentement le garage. Le camarade chercha en vain un véhicule avec des clefs. Il allait falloir sortir dans la rue avec le flic. On lui passa ses propres menottes. Et je le poussai devant nous, avec mon arme sur la tempe. Nous apercevant, les flics postés sur le trottoir d'en face se dispersèrent aussitôt tandis que ceux de la voiture banalisée garée devant le garage enclenchèrent la marche arrière et reculèrent d'une cinquantaine de mètres.

On remontait lentement le trottoir vers l'angle de la rue la plus proche, collés aux voitures en stationnement. Une voiture arriva enfin. Le camarade la bloqua. Elle s'arrêta d'autant plus facilement qu'il s'agissait de la Toyota, avec le patron de l'agence à son bord, qui revenait après avoir fait le plein. Le camarade lui déballa machinalement la sauce habituelle : « Police ! C'est une arrestation difficile. On a besoin de votre véhicule. » Ça marche la plupart du temps, d'autant plus que les gens sont capables des réactions les plus irrationnelles devant une figure d'autorité. Mais là, le directeur était complètement dérouté : l'un des flics venus plus tôt l'avertir de l'arrestation de son client était menotté tandis que ce dernier se présentait maintenant comme un flic !

Au loin, on entendait le brouhaha des sirènes. Nat monta avec le flic à l'arrière. Et on partit en trombe. Nat lui faisait les poches. Elle me passait les trucs au fur et à mesure. Papiers, brassard, etc. C'était un membre de la brigade criminelle de Bruxelles. Je lui fis remarquer qu'on n'avait pas fait de carton. Il me comprit parfaitement, répondant que les flics belges n'avaient rien à voir avec leurs homologues français, qu'ils évitaient toujours au maximum de descendre les gars qu'ils poursuivaient.

Les sirènes étaient loin. On roulait vers la gare du Midi. Dans une ligne droite, je me tournai vers lui, le mis en joue et lui demandais comment et pourquoi ils étaient là ce matin. Il ne se fit pas prier, déballa le télex des flics français sur la Toyota et nous assura qu'ils devaient simplement arrêter le client et attendre l'arrivée des inspecteurs français.

Après une dernière vérification, on fit descendre l'inspecteur. Quelques centaines de mètres plus loin, on se débarrassait de la Toyota sur le parking d'un hôtel du quartier de la gare. Peut-

être penseraient-ils que nous avions pris un train. Puis on partit par les rues piétonnes. Passant devant un petit bar discret, on s'attabla dans l'arrière-salle une petite demi-heure. Un peu plus loin, dans une rue commerçante, on tomba sur un magasin de fripes dont les affiches d'appels à la solidarité avec les luttes sur les trois continents donnaient confiance. On s'y relooka de la tête aux pieds.

Réactions de la police

La presse et la TV diffusèrent nos photos pendant deux ou trois jours. On changeait de logement tous les soirs. Quelques jours après, le 13 mars 1984, la police française déclencha une vaste opération contre l'organisation.

Régis et Helyette résidaient au Pontet, dans la banlieue d'Avignon, chez la fille d'un camarade espagnol qui leur prêtait une baraquette. La veille au soir, ils étaient allés chez le marchand de journaux de la gare en espérant y trouver des nouvelles de notre accrochage à Bruxelles. Remarquant une forte présence policière, ils hésitèrent. « Est-ce pour nous ? » Il est vrai que la tuerie du Sofitel était encore dans les mémoires ^{IV}. Plutôt que de rentrer tout de suite, ils marchèrent dans les rues pour faire le point. Mais les flics, qui avaient repéré leur manège, rompirent la filature pour les attendre à leur planque.

« Vous êtes cernés, rendez-vous. » Helyette craignait qu'ils éliminent Régis. Après avoir déchiré son carnet d'adresses et avalé les pages les plus importantes, elle saisit une grenade : « S'ils tirent sur Régis, je dégoupille. Comme ça on sortira en compagnie. »

Les flics en profitèrent pour rafler un voisin, un vieux combattant espagnol qui entretenait quelques armes du maquis « pour ne pas oublier ». Sur Avignon, une dizaine de libertaires furent arrêtés. Et à Paris, les frères Halfen furent coincés en compagnie de quelques-uns de leurs amis, dont les écrivains Paula Jacques et Dan Franck. C'est ainsi qu'en quelques semaines de nombreux camarades furent interpellés en France et en Italie. Une quinzaine de militants des groupes d'action et plus encore des groupes d'appui. Mais la police découvrit aussi plusieurs planques, saisit des armes, des explosifs et des papiers.

Notre tâche en Belgique en était d'autant plus difficile. D'une part nous devions réussir notre implantation alors que les flics connaissaient notre présence à Bruxelles ; et d'autre part il fallait rester en contact avec les camarades en charge de la réorganisation à Paris. En quelques jours, grâce aux camarades belges et aux militants d'AD qui avaient échappé à la rafle, on remit sur pied un réseau de logistique et d'infrastructure. Plusieurs lieux furent loués sur Bruxelles, dont des garages, et un grand appartement à Nieupoort, qui nous servait de lieu de réunion avec les groupes venus de l'étranger.

Nos actions en Belgique

Fin mars, on avait fixé le début de l'offensive au début de l'été. De fait, il ne nous restait plus que quelques semaines pour préparer les opérations.

La situation politique s'y prêtait. En France, le virage réactionnaire était de plus en plus clair à chaque décision gouvernementale. Le 29 mars, le grand plan de restructuration industrielle était annoncé. Il condamnait les activités minières, les chantiers navals et la sidérurgie. La résistance ouvrière commençait à gronder. Les premiers affrontements eurent lieu aux usines Citroën à Aulnay, après la suppression de deux mille emplois. Et aux usines Creusot-Loire, où la reprise par Usinor et Framatome s'accompagnait de la même note. Le 1^{er} avril, le nouveau régime d'assurance chômage entra en vigueur. Et quelques semaines plus tard étaient officiellement créés des emplois précaires sous le nom de « TUC ^V ». Le chômage et la précarité devenaient une réalité que les sinistres discours des gestionnaires sur la « modernisation » peinaient à maquiller. La crise couvait au sein même du pouvoir. L'éclatement du gouvernement socialo-« communiste » était imminent.

Il n'était ni fou ni utopiste de penser qu'une explosion sociale était proche. Et qu'il était possible de l'aider à s'orienter vers une remise en cause profonde du système lui-même. L'espace politique d'une nouvelle offensive se présentait.

En attendant, notre tactique de repli n'avait pas empêché la progression des flics et de multiples arrestations. On devait donc s'assurer qu'aucun document révélant nos projets n'avait été saisi lors des rafles, que nos objectifs étaient *clean* – puis reprendre les préparatifs.

En Belgique, on avait opté pour une collaboration sans faille avec les camarades qui tentaient de faire émerger un processus de lutte armée communiste et anti-impérialiste dans ce pays. De fait, on accompagnait le groupe qui donna plus tard naissance aux CCC*. À cette époque, nos contacts étaient quotidiens. Toutes les questions étaient abordées en commun. On discutait ouvertement. Les besoins de chacun étaient formulés et on mettait nos efforts en commun pour y répondre. On menait ensemble les campagnes de financement. De même pour nos besoins en explosifs et en armes. Ainsi, en quelques semaines, nous avons attaqué de nombreuses banques dans la région bruxelloise puis la caserne des chasseurs ardennais de Vielsam et la carrière d'Écaussinnes.

Expropriation d'armes

Nous avons des informations précises sur la disposition des bâtiments de la caserne de Vielsam, où chaque pavillon d'un étage avait sa propre armurerie, soit plus d'une centaine de fusils d'assaut, des PM Vigneron et quelques autres armes.

L'armée belge donnant des perms le week-end, on profita de l'absence des appelés dans les chambrées pour faire un repérage nocturne : on eut tout le loisir de vérifier la porte blindée de

l'armurerie. Et le 12 mai vers minuit, à bord de deux voitures, on roula tous phares éteints sur un chemin de terre jusqu'au plus proche du point d'entrée prévu.

On entra à trois pour vérifier les chambrées une par une. Dans la troisième, un appelé dormait. On le braqua sur-le-champ. « Vous êtes Américains ? » demanda-t-il. Du tac au tac, un camarade répondit : « Non, nous, on est Russes ! » Il ne sembla pas du tout décontenancé, répondant d'un « Ah bon » très tranquille.

En ressortant, on en rigolait encore sous nos cagoules. Pourtant, il savait ce qu'il disait. On était tombés par hasard au milieu d'une manœuvre anti-terroriste des forces de l'Otan. Dans leur scénario, des soldats américains tentaient de commettre des sabotages et l'armée belge les interceptait. Les chasseurs ardennais avaient capturé quelque temps plus tôt trois ou quatre « terroristes », qu'ils détenaient dans cette caserne. Les appelés s'attendaient donc à une attaque des GI pour les libérer...

Pendant ce temps, un camarade sciait un des barreaux de la fenêtre de l'armurerie et un autre découpait un large passage dans les fils barbelés devant la fenêtre. On avait repéré qu'à quelques centaines de mètres de là un train passait vers une heure du matin. Couverts par le brouhaha du convoi, on cassa le double vitrage sans complexe à grands coups de marteau. Une camarade se glissa aussitôt à l'intérieur pour vider les râteliers. On récupérait les armes à l'extérieur et je faisais un tri rapide. Il y avait un peu de tout : du fusil-mitrailleur au PM, en passant par les FAL et les fusils US Garant. Une voiture fut amenée à hauteur des armes. Le coffre se remplissait rapidement. Nous avions déjà une cinquantaine de FAL quand la camarade nous prévint qu'elle entendait parler dans le couloir derrière la porte blindée. Armé d'une Thompson, un camarade fit le tour du bâtiment. Il tomba nez à nez avec un sous-officier, qu'il braqua. Mais le militaire, imperturbable, se mit à réciter les avertissements réglementaires. Le camarade ne bougea pas jusqu'à ce que le gradé mette la main à son arme – alors il l'abattit d'une rafale.

On partit un peu dans le chaos. Dans la nuit, le bruit du PM nous avait fait croire qu'on était attaqués par toute une patrouille ! Il fallait qu'un groupe au moins parvienne à l'entrée principale pour prendre le contrôle de notre seule voie de retraite. Tout se passa bien, y compris sur notre route de repli, jusqu'à Bruxelles.

Expropriation d'explosifs

Sur la base des infos que nous avons, l'attaque de la carrière Scoufflény à Écaussinnes aurait dû se régler très facilement. Mais elle donna lieu à quelques aventures pittoresques.

Depuis le début des années 1970, on vidait les dépôts d'explosif en suivant le même mode opératoire. On surveillait les tirs pendant quelques jours, on repérait sommairement les dispositifs de stockage – ceux-ci étant strictement réglementés, il était facile de calculer à peu près ce qu'on allait récupérer –, et un pied-de-biche suffisait pour repartir avec quelques dizaines de kilos

d'explosif.

Installé au fond d'un cône anti-explosion constitué d'énormes remblais de terre, le bunker d'Écaussinnes était grand comme un box de voiture. Après avoir longuement vérifié qu'il n'y avait pas d'alarme, on fit sauter une première porte de bois. Puis une seconde. Et on pensait en avoir terminé. Mais on tomba sur une énorme porte en acier souple, avec deux volants, comme un coffre de banque. Impossible de passer par le toit ni les murs : le même acier doux nous attendait derrière les parpaings. On a donc tenté de réparer nos dégâts avant d'abandonner le terrain pour revenir plus tard avec le matériel nécessaire.

C'est ce que nous fîmes. Deux semaines plus tard, rien n'avait changé. On rouvrit les portes de bois puis on se mit au travail : le découpage à la scie à métaux d'un large passage dans la porte. Affecté à une protection renforcée, j'attendais à l'extérieur. Le jour allait se lever quand les deux scieurs, les mains ensanglantées, durent se rendre à l'évidence : ils allaient manquer de temps pour finir les derniers centimètres. On tenta désespérément de soulever le panneau. Rien n'y fit. On abandonna une nouvelle fois « notre » stock.

Mais on était décidés à revenir. Le stock était bloqué là par une campagne des écologistes de la région qui harcelaient le patron de la carrière de leurs plaintes judiciaires, mettant l'activité à l'arrêt. N'ayant sans doute pas d'autres lieux de stockage, il se contentait de renforcer la protection du bunker. La fois suivante nous attendaient d'énormes rochers qui bloquaient l'approche tandis que deux pylônes illuminaient désormais la zone.

Deux camarades planquèrent toute une nuit dans le bosquet qui surplombait les lieux. Ni rondes de gendarmerie ni vigiles. Rien.

Le 2 juin, on gara une camionnette à deux cents mètres puis on tira un câble électrique du pylône le plus proche pour y brancher une scie sauteuse. Finalement, l'éclairage extérieur ne nous gênait pas. Il nous apportait même la source d'énergie qui avait fait défaut à notre deuxième tentative ! Une disqueuse aurait été plus efficace, mais on ne voulait pas prendre le risque qu'une gerbe d'étincelles atteigne les caisses en carton du stock. De l'extérieur, on n'entendait que le sifflement régulier de la scie. Puis une détonation retentit. En poste dans une cabane en planches un peu plus loin, je me suis précipité. Le camarade qui gardait l'accès de la zone avec Nat avait tiré un coup de feu en tripotant son arme. Il me rassurait en disant tout bas : « C'est moi, c'est moi... Il se passe rien... » Derrière le rocher, Nat se plaignait : « Le con ! il a tiré à dix centimètres de mon oreille ! » Puis nos deux scieurs arrivèrent en courant, une arme à la main et traînant de l'autre leur sac de matériel.

On attendit immobiles dans le silence. Rien ne bougeait. Le scan restait muet. Après dix minutes, on finit notre travail et, au petit matin, on rentra à Bruxelles avec près d'une tonne d'explosifs.

Les premières opérations à Paris

Durant un long week-end de la mi-mai, quelques jours avant notre départ pour Paris, on se réunit à Nieuport avec des camarades de la RAF. On discutait en marchant dans les dunes après avoir dévoré d'énormes platées de fruits de mer. Dans une ambiance fraternelle et gaie, on débattait librement de l'offensive commune et des questions techniques que posait la mise en place du front. On les raccompagna à la gare de Bruges par un matin de pluie.

Le 2 juillet, cernés dans un appartement de Francfort à la suite d'une bête histoire de coup de feu accidentel, ils furent tous arrêtés. Helmut et Christa, deux « vieux » de la première génération, Ingrid, de la « génération 77 », et quelques jeunes. Les TV diffusaient leurs visages. Le genre de photos prises de force dans les locaux du BKA : l'un d'eux était tiré par les vêtements, un autre par les cheveux et une autre encore étranglée par un flic... ^{VI}

Presque aussi intensément que la mort violente d'un militant, l'arrestation d'un camarade provoque une grande émotion dans une organisation, combattante ou non. Ces événements sont inséparables d'un engagement dans la guérilla. Mais on ne les banalise pas et on ne s'y résigne jamais. Les images de Francfort nous touchèrent profondément. Mais d'autres prendraient le relais. Et ces arrestations trempèrent notre détermination à la veille du déclenchement de l'offensive.

Déclenchement de l'offensive

De retour à Paris, Nat et moi vivions avec deux autres militants dans un atelier d'artiste près du métro Télégraphe. C'est le 22 ou le 23 juin qu'on dut franchir la frontière, car on passa nos premiers jours dans la capitale chez une vieille Arménienne dont l'appartement surplombait le boulevard Bonne-Nouvelle, et d'où l'on vit passer ce week-end-là la grande manifestation pour l'école « libre » ^{VII}.

Notre premier objectif était l'Institut atlantique, qui occupait un petit hôtel particulier en pierre de taille à l'angle de la rue de Longchamp et de l'avenue Victor-Hugo. Ce *think-tank* dépendait de l'Otan, à qui il fournissait les réflexions nécessaires aux débats publics sur l'implantation des missiles ou l'union des forces armées européennes.

Lors des repérages, un camarade faisait régulièrement les poubelles du bâtiment, ramenant des documents parfois intéressants, comme la correspondance entre le directeur et les services de l'Otan à Bruxelles ou la CIA aux États-Unis.

Tandis que les actions contre l'Otan s'inscrivaient dans la résistance en Europe menée depuis les années 1970, la passivité de la gauche révolutionnaire singeait la rupture gaulliste avec la structure intégrée. Comme si l'« indépendance française » séparait ce pays du camp occidental, le dédouanait de ses politiques impérialistes, comme s'il n'était plus un pion sur l'échiquier du jeu états-unien.

À l'heure où la crise des missiles relançait la guerre froide, il nous fallait ouvrir notre offensive sur ce terrain-là. Pour marquer un pas d'unité avec l'expérimentation des révolutionnaires sur les autres territoires. D'autant que Mitterrand, dont les opinions philo-atlantistes étaient bien connues, venait de proposer un « rapprochement » en désignant l'URSS comme l'ennemi principal.

Dans la soirée du 11 au 12 juillet, alors qu'un groupe de protection contrôlait l'angle de l'avenue Victor-Hugo, un militant franchit la grille qui séparait le jardin de l'Institut atlantique et la rue Longchamp. Une bombe de vingt kilos de dynamite fut passée en pièces détachées à travers la grille puis déposée dans le sous-sol du bâtiment. L'institut fut entièrement détruit.

Le 13 juillet, la seconde opération visait la Surveillance industrielle de l'armement. Département du ministère de la Défense, la SIAR assurait la « surveillance technique et la liquidation financière des commandes de matériel d'armement passées à l'industrie ». C'était un énorme bâtiment du XV^e protégé par des rondes intérieures et extérieures et par un tout nouveau système de vidéo surveillance. Tout cela n'empêcha rien. Depuis la rue, au travers d'une grille, la bombe fut descendue avec une corde d'alpinisme dans une cour du sous-sol au niveau de la salle des ordinateurs du bureau de recherche et de programmation.

Le lendemain soir, c'était le tour des bureaux du ministère de l'Industrie, rue Crillon. Les services visés assuraient le contrôle et la coordination de la liaison industrie-armement, et en particulier la « régulation des oléoducs interalliés ». Officiellement sortie de l'Otan depuis vingt ans, la France avait toujours été et restait très intégrée dans sa logistique – une intégration renforcée par l'atlantisme du PS ^{VIII}. Comme précédemment, on parvint à placer la charge dans les sous-sols du bâtiment, où non seulement se trouvaient souvent les salles informatiques, mais où la puissance de l'engin était décuplée par le milieu clos, tandis qu'à cet endroit l'explosion ne pouvait blesser, même légèrement, un éventuel passant.

Notre situation dans le contexte politique

Le premier centre opérationnel de l'offensive fut établi dans une petite maison isolée, au large de Clermont, dans l'Oise. L'entrée était discrète. Le lieu était bien desservi par les transports en commun et facile d'accès par des petites routes. Idéalement située entre Paris et la Belgique, la maison nous servait d'étape et de relais pour le dispatching du matériel. Et on pouvait y accueillir une dizaine de personnes. Entre deux réunions, on jouait au ping-pong sous les arbres et au football dans les friches derrière la maison. Au fond de la grande cour, on garait les véhicules nécessaires aux différentes opérations ; et les cartons d'explosif étaient entreposés dans un vieux cabanon en planches au milieu des buissons d'hortensias.

Le nouveau rôle du P« C »

Prévisible depuis des mois, la crise gouvernementale éclata début juillet et s'accrut au cours de l'été. Alain Savary, ministre de l'Enseignement et vieux social-démocrate de gauche, démissionna le premier, entraînant

la chute du gouvernement Mauroy. Les ministres « communistes » ne pouvaient plus ouvertement couvrir les politiques de rigueur. S'il voulait maintenir son fonds de commerce électoraliste, le P« C » devait prendre ses distances avec la gestion de l'État. Plutôt qu'une rupture franche avec la « modernisation » qu'il défendait depuis un an aux côtés des « socialistes », il inaugurerait par là une phase d'opposition feutrée et « constructive ». D'un côté, il jouait la carte « Nous ne sommes pas d'accord », « Une autre politique est possible », etc. ; de l'autre, il maintenait une neutralité atone lors des votes des politiques de rigueur (Fabiou-Beregovoy). Par là il continuait d'alimenter sa politique d'encadrement et de neutralisation des antagonismes. Après avoir banalisé les diverses gestions para-étatiques (syndicale, parlementaire, municipale), le P« C » voyait son rôle paradoxalement institutionnalisé par son départ du gouvernement.

Depuis deux semaines que nos opérations avaient eu lieu et malgré les révélations de Blond-Blond ^{ix}, les flics n'avaient rien en main. Ils surveillaient bien quelques autonomes, d'anciens Napap, des Turcs et les camarades de *L'Internationale*, mais ils n'avaient identifié ni le premier ni même le second cercle. Sûrs qu'après les arrestations de mars ce ne serait plus que l'affaire de quelques semaines, ils avaient eux-mêmes tari la source de leurs filatures.

La cible suivante était l'European Space Agency. Organisation regroupant depuis les années 1970 la recherche spatiale des principaux pays européens, l'ESA était connue du grand public pour Arianespace et sa participation aux satellites Telecom. Mais avec la « guerre des étoiles », l'ESA était impliqué dans les projets à la fois civils et militaires de satellites de communication (dont Marecs, Skynet, Syracus, Samro), de guidage d'engins balistiques, de surveillance au sol, etc. L'ESA était ainsi au cœur des nouveaux projets high-tech d'armement intégrés au niveau européen.

Dans la nuit du 2 au 3 août, une dizaine de kilos de dynamite fut placée dans le renforcement d'une des entrées du bâtiment qui logeait l'ESA. Un immeuble neuf, dans le quartier des Invalides, relativement calme en fin de soirée. Peu de passants, peu de circulation. Mais on utilisa quand même, pour ne pas prendre de risque, un détonateur à mèche très courte. L'explosion traversa l'immeuble jusqu'au boulevard de Grenelle, détruisant deux étages de bureaux et de laboratoires, mettant hors d'usage systèmes informatiques et instruments de précision.

Le lendemain, au milieu de l'habituel pot-pourri de la propagande antiterroriste, une volée de bureaucrates scientifiques démontraient, preuves à l'appui, que la conquête de l'espace était pacifique. Et les mêmes patrons qui, la veille encore, justifiaient leurs crédits en provenance du budget de la Défense par l'utilité militaire de leurs équipements s'étaient transformés en angelots dévoués au bonheur de l'humanité. Quant à Roland Dumas, alors ministre des Affaires étrangères, il nous fit la leçon au journal de 20 heures. Quelle était selon lui la meilleure tactique dans une lutte anti-impérialiste ? Une guérilla d'extrême gauche devait s'attaquer à la puissance américaine et non aux programmes européens qui, précisément, lui faisaient concurrence. Il qualifiait de stupide notre identification de l'UE à la réaction néolibérale responsable de l'exploitation intensive des travailleurs et de la tendance à la guerre...

Trois semaines plus tard, on attaquait l'un des principaux centres des politiques militaires intégrées des pays de l'Europe de l'Ouest : l'Union de l'Europe occidentale. Cet organisme avait

été créé en 1954 pour accompagner le réarmement de l'Allemagne et de l'Italie ainsi que l'intégration des armées européennes à l'Otan dans le cadre de la politique globale de *containment* anti-communiste. Depuis, l'UEO servait au gré des nécessités, comme lorsqu'elle fut réactivée, dans les années 1980, pour relancer une politique militaire franco-allemande et de course aux armements. Élément essentiel de l'accélération de la tendance à la guerre dans la zone européenne, la revitalisation de l'UEO impliquait directement chaque membre, qui était automatiquement engagé au côté d'un État qui déciderait de déclencher un conflit – c'est-à-dire une intégration plus importante que l'appartenance à l'Otan. Dans l'ambition européenne de Bonn et Paris, l'UEO devait également devenir un agent de coopération pour la haute technologie de destruction et la recherche fondamentale – du programme Eureka pour le développement industriel à celui de la « guerre intelligente ».

À Paris, le siège de l'UEO était situé avenue du Président-Wilson. Le bâtiment, qui contenait le parlement et les agences du contrôle des armements, était très protégé et son accès direct impossible. De plus, placé entre le Conseil économique et social et l'ambassade d'Iran, le périmètre fourmillait de gardes statiques qui interdisaient une entrée en force. On choisit de garer une voiture piégée le long de l'hémicycle et des bureaux des parlementaires européens.

Les conséquences d'une erreur

L'avenue était très large, avec une allée centrale arborée. Le bâtiment en retrait, à quelques mètres de la grille et du trottoir. Pour que notre action soit efficace, il fallait garer le véhicule sur le trottoir, contre la grille.

La voiture prévue pour l'action avait été braquée quelques jours auparavant dans le quartier du parc Monceaux. Puis elle fut préparée dans l'Oise. Où la première erreur fut commise : l'utilisation d'un détonateur de faible intensité (ajusté aux seules charges artisanales de chlorate).

La voiture fut ramenée sur Paris le matin très tôt, avec le flot des banlieusards. L'allumage dans l'habitacle et l'explosif dans le coffre. Un véhicule suivait, surtout pour protéger la dynamite d'un choc. La minuterie fut branchée et la charge amorcée deux cents mètres avant l'objectif. Il était 8 heures 40. La bombe était réglée pour exploser 45 mn plus tard. Le chauffeur monta sur le trottoir, roula quelques mètres et colla la voiture à la grille.

Après avoir roulé une dizaine de minutes, le groupe s'arrêta à une cabine pour prévenir les diverses autorités de l'explosion imminente. Restait trente minutes. Sachant qu'à moins de cent mètres était garé un car avec plusieurs dizaines de gardes mobiles équipés de tout le matériel nécessaire, on était certains qu'ils établiraient facilement un cordon de sécurité.

Trente minutes. On prenait le risque de voir la bombe désamorcée si une équipe de démineurs se trouvait dans les parages. Le montage était direct, sans piège. Ce qu'un professionnel aurait tout de suite vu.

L'alerte retentit sur la fréquence générale de la police. Les équipes spécialisées accusaient réception : le laboratoire, l'équipe canine... Vingt-cinq minutes avant l'heure de l'explosion, la première voiture de police annonçait son arrivée sur place. Puis les communications prirent un tour étrange. Ils ne trouvaient pas la voiture. On l'avait pourtant identifiée précisément (marque, numéro d'immatriculation, localisation). Et c'était le seul véhicule garé sur le trottoir. Il ne pouvait y avoir aucun doute !

« Rien à signaler, levée du périmètre », annonça la radio.

9 heures 30. L'explosion ne s'était pas produite.

Le groupe avait rejoint le rendez-vous de sécurité dans le XVII^e. On fit ensemble un point rapide. Quoi qu'il ait pu se passer, il fallait alerter à nouveau les autorités et faire authentifier l'appel pour qu'elles neutralisent l'engin. Nat appela l'AFP et donna nos codes d'identification ^x. Puis elle demanda à parler aux journalistes qu'on avait personnellement rencontrés en 1981-1982. Mais aucun n'était présent. Une journaliste prit enfin la communication. Après un topo de la situation, elle proposa d'avertir directement la préfecture de police.

Entre deux appels de ce genre, on prenait soin de s'éloigner d'au moins deux arrondissements, pour éviter que le silence radio des flics ne masque un piège : nous faire téléphoner, encore et encore, jusqu'à nous localiser et nous coincer dans une zone. On appela à trois reprises l'AFP au cours de la matinée. Et trois fois la journaliste annonça de nouvelles interventions auprès des autorités, sans succès.

La version absurde que la police et la justice diffusèrent ensuite n'a rien éclairci ^{xi}. Les autorités couvraient-elles l'incroyable incurie des unités spéciales ou leur volonté délibérée de ne rien faire pour éviter des victimes ? Sachant que les États sont capables de monter de toutes pièces des attentats massacres ^{xii}, il est facile d'imaginer que leurs services puissent instrumentaliser une telle opération s'ils en ont l'occasion, pour discréditer la guérilla en faisant croire que ses organisations peuvent tuer n'importe qui. Les exemples sont nombreux depuis le début des années 1970 – de l'attentat d'ETA contre le magasin Hipercor à Barcelone à celui des CCC contre le siège du patronat belge ^{xiii}. L'État avait-il choisi cette option ce jour-là ? La journaliste de l'AFP ne s'opposa pas à la version officielle, diffusée les jours suivants. Le front de la propagande contre le terrorisme doit être sans faille. La presse pouvait titrer « Paris a échappé à un attentat massacre ».

La violence prolétarienne n'est pas aveugle

De notre côté, nous avons longuement discuté du déroulement de cette opération. Incompétence ou volonté criminelle, on ne sut pas trancher sur l'attitude de l'État. Mais on décida d'abandonner cette pratique des attentats à la voiture piégée : si on ne maîtrise pas complètement une opération, on prend le risque de la voir retournée contre la violence révolutionnaire.

Il n'est pas tolérable que la violence révolutionnaire provoque la mort d'une seule personne étrangère à l'action prévue par un commando. Si tout n'a pas été fait pour prévenir un accident, c'est que la guérilla n'a pas vraiment rompu avec l'État et sa gestion militaire de l'ordre social. C'est qu'on ne vaut pas mieux que le militaire israélien qui bombarde le village de Cana ^{xiv}, le pilote américain du B52 qui couvre de bombes le Cambodge, le fonctionnaire nazi de la « solution finale ». C'est qu'on ne vaut pas mieux que les bureaucrates qui signent les politiques d'embargos, les techniciens qui calculent la croissance exponentielle des inégalités. La violence prolétarienne est une violence de classe, et en tant que telle ne doit pas faire de victimes parmi les victimes des classes dominantes. La violence de la guérilla est une violence les yeux ouverts sur le monde.

L'aveuglement n'est pas le propre de la violence révolutionnaire. L'aveuglement qualifie plutôt ceux qui acceptent les crimes d'État et le crime contre l'humanité que constitue le capitalisme comme système. L'aveuglement est du côté de ceux qui ne tirent aucune conséquence de ce qu'ils s'appliquent à ne pas voir. Pourtant, ce ne sont pas les analyses chiffrées des dégâts du nouvel ordre capitaliste qui manquent, non plus que les crimes d'État. Et pas seulement aux États-Unis, qui s'en sont fait une spécialité : y compris dans le « pays des droits de l'homme ».

L'aveuglement est plutôt le propre de la violence d'État. Pour ceux qui la subissent, mais aussi pour ceux qui la perpétuent. L'État se moque des « dommages collatéraux » et ferme les yeux sur les crimes de ses agents. Les « faux époux Turenge » sont toujours bien vivants ; comme la plupart des tortionnaires de la villa Sésini ^{xv}.

En dix ans d'Action directe, la justice n'a pu trouver une seule victime qui n'ait pas été notre objectif, sauf un policier blessé lors d'une fusillade avec les forces de l'ordre ^{xvi}. À chaque évocation de notre bilan meurtrier, les médias montrent la même femme, grièvement blessée lors de l'attentat de rue de la Baume, qui n'est pas de notre fait ^{xvii}. Ils le savent bien, mais s'accrochent à ce mensonge pour diffuser la scène de cette silhouette fragile marchant avec une canne blanche. S'ils ne l'avaient pas, que montreraient-ils à l'appui de leur thèse ?

Nouvel élan autour des prisonniers politiques

Le 15 septembre 1984, Helyette Bess, Claude et Nicolas Halfen, Régis Schleicher et Vincenzo Spano, entamèrent une grève de la faim pour le regroupement des prisonniers politiques. Cette lutte trouva tout de suite sa place dans l'offensive commune.

Communiqué de Régis Schleicher, septembre 1984

Cette grève s'inscrit dans une reprise de l'offensive contre un État au service des multinationales qui détruit tous ceux qui ne se soumettent pas à son ordre de mort, tous ceux qui se rebellent contre son ordre économique basé sur l'exploitation ouvrière, la programmation de la misère, les restructurations industrielles. En Europe de l'Ouest, son projet est de parcelliser les luttes menées par le prolétariat, d'éparpiller les unités productives, par la sélection de ceux qui ont accès au travail salarié – comme s'il s'agissait d'une gratification –, c'est-à-dire de désagréger les foyers de luttes par la restructuration industrielle conçue

comme une guerre de classe menée par le capital contre la classe ouvrière.

Cette grève sera un moment de l'offensive qui va de la résistance élémentaire, en taule, à l'usine et dans les quartiers, à l'attaque armée d'organisations communistes telle que la campagne menée cet été par Action directe contre la machine de guerre impérialiste.

Cette lutte des prisonniers construisait également des espaces d'unité internationalistes, de solidarité avec les prisonniers basques et turcs, d'unité à la base dans le combat contre la détention politique et la dictature carcérale. Elle voulait poser « les premiers jalons d'une pratique continue de révolte et d'organisation dans la prison ». Les mois précédents, Vincenzo Spano avait écrit un long texte pour tenter d'unifier l'action des prisonniers face à la politique carcérale fondée sur la différenciation :

La prison est l'un des instruments de gouvernement et de gestion de la métropole impérialiste. Elle garantit sa fonction par la terreur et la dissuasion qu'elle exerce sur l'ensemble du prolétariat et par la destruction qu'elle pratique en son sein sur le prolétariat détenu. Chaque prison européenne est un lieu d'application de la science du traitement des sujets antagonistes. Une logique qui se base sur l'isolement continu du sujet, sur son individualisation et sur sa dépersonnalisation. Ces objectifs sont atteints par la politique de la différenciation. [...] Le rêve de la bourgeoisie impérialiste, à travers ses stratégies de la différenciation, serait la construction d'une prison différente pour chaque prolétaire rebelle. [...] Tous ces mécanismes d'isolement, d'anéantissement, d'individualisation et de dissuasion se concrétisent dans la politique de différenciation, stratégie qui guide non seulement la gestion tout entière de la prison, mais aussi la construction de nouvelles prisons, l'élaboration de nouveaux modèles de détention, jusqu'au territoire sur lequel construire les prisons. En France, comme dans les autres territoires européens, la prison fonctionne comme une structure de dissuasion à l'égard du prolétariat antagoniste de la métropole. C'est particulièrement évident dans la gestion des maisons d'arrêt qui, bien qu'elles soient destinées aux prévenus, sont les prisons les plus dures, justement parce qu'elles doivent servir de dissuasion. La population des maisons d'arrêt est massivement composée du prolétariat le plus démuné et le plus antagoniste, qui consume son existence entre la marginalisation métropolitaine et la prison.

Dès le premier jour, la lutte rencontra un important écho parmi la population carcérale. Une centaine de prisonnières de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis refusèrent leur plateau. Le 25 septembre, sept femmes se mirent en grève illimitée. Les diverses prisons d'hommes de la région parisienne connurent aussi des groupes de grévistes. Par exemple à Fresnes, où six prisonniers se déclarèrent solidaires de la lutte des camarades d'AD et avec les prisonniers basques menacés d'extradition.

Plusieurs centaines de prisonniers sociaux participèrent au mouvement. Et lorsque les grèves de la faim cessèrent, à la mi-octobre, c'est un véritable front des prisons qui se constitua. Une agitation permanente qui dura plusieurs mois dans les prisons parisiennes. Jusqu'à connaître un embrasement avec les émeutes de Fleury et de Fresnes, aux mois de mars et d'avril 1985, qui firent un mort et plusieurs dizaines de blessés parmi les prisonniers. À Fresnes, les détenus montèrent sur les toits en scandant le nom d'Action directe. Il est vrai que les camarades étaient au centre de ces actions.

En réponse, l'administration pénitentiaire généralisa à nouveau l'usage des quartiers d'isolement. Plusieurs membres de l'organisation, dont Régis, se retrouvèrent dans ces quartiers héritiers des QHS de Peyrefitte.

À l'automne, on laissa l'initiative se développer autour de la solidarité avec les prisonniers, qui furent à la pointe du combat durant plusieurs semaines. On en profita pour déplacer notre infrastructure de l'Oise vers la proche banlieue sud de Paris et pour travailler aux repérages des prochaines cibles. Mi-octobre, on accompagna la lutte dans les prisons avec une attaque du centre informatique d'une grande entreprise d'armement, Messier-Hispano-Bugatti (porte d'Orléans), puis des bureaux de recherche de l'usine Dassault à Saint-Cloud.

En Allemagne, des opérations de solidarité avec les prisonniers politiques furent menées à Francfort contre le Crédit commercial de France, le Crédit lyonnais et contre le siège du SPD. Début décembre, l'interaction prisonniers, mouvement et guérilla connut un nouveau progrès avec la lutte en RFA de plusieurs dizaines de prisonniers, qui entamèrent à leur tour une grande grève de la faim pour le regroupement. Ces interventions des prisonniers constituaient à nos yeux un moment indissociable de l'offensive du front, de la lutte commune de tous les révolutionnaires, où qu'ils se trouvent, avec ou sans armes.

Le 18 décembre, la RAF reprit l'offensive en attaquant l'école des officiers de l'Otan à Oberammergau. La voiture piégée fut découverte sur le parking intérieur avant qu'elle n'explose – la police annonça que la dynamite composant la bombe provenait du stock dérobé à la carrière d'Écaussinnes. En Grèce et au Portugal, de nombreuses organisations répondirent au « cri de guerre » d'unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest. Des dizaines d'actions d'importance variable furent ainsi menées partout en Europe.

I. De 1997 au début des années 2000, dans le cadre des mouvements altermondialistes et en réponse aux divers traités européens, plusieurs organisations se fédèrent en un « réseau européen de solidarité pour des propositions alternatives au chômage, à la précarité et à l'exclusion sociale » derrière l'emblème de « **marche européenne des chômeurs** » qui nourrit plusieurs mobilisations et forums sociaux. Sur le conflit de **Vilvorde**, lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

II. En réponse à l'installation par l'Union soviétique en 1977 de missiles SS-20 qui menacent l'Europe de l'Ouest, l'Otan déploie en RFA des systèmes américains de lancement de missiles Pershing II, provoquant une escalade de la menace de guerre nucléaire.

III. Lire la notice Trevi *infra*, p. ⇒.

IV. En août 1983, des braqueurs avaient attaqué l'hôtel et tué sept personnes parmi les employés et les clients, dont un consul. [nda]

V. Les TUC, « travaux d'utilité collective », sont le premier avatar des « contrats aidés » : ils seront suivis en 1990 des CES, « contrats emploi solidarité », et en 2005 des CAE, « contrats d'accompagnement dans l'emploi ».

VI. Il s'agit de Christa Eckes, Ingrid Jakobsmeier et Helmut Pohl ; le BKA est l'Office fédéral de police criminelle allemand.

VII. Lire *supra* la note ⇒, p. ⇒.

VIII. Le retrait de la France du commandement intégré de l'Otan est décidée par Charles de Gaulle en février 1966. Sa réintégration est annoncée par Nicolas Sarkozy en novembre 2007, mais elle avait été demandée dès avril 1991 par François Mitterrand, dont la soumission au leadership américain n'avait pas tardé après son élection : le 24 juin 1981, au vice-président des États-Unis George H. Bush inquiet de la nomination de quatre ministres communistes, le tout nouveau locataire socialiste de Matignon déclarait : « Les communistes ont accepté de s'humilier en échange de quatre postes gouvernementaux. [...] Je peux parfaitement les renvoyer s'ils ne font pas l'affaire. [...] Ils seront de force associés à ma politique économique et seront donc dans l'impossibilité de susciter des remous sur le plan social ³. »

IX. Sur les détails de ce montage, lire *supra*, p. ⇒.

X. Pour que l'AFP soit sûre de l'identité de l'auteur de la déclaration – « il y avait énormément de faux appels », précise Rouillan. [nde&ca]

XI. Selon la presse de l'époque, « Nathalie Ménigon, dont la voix sera plus tard identifiée, appelle à plusieurs reprises le commissariat de quartier, Police secours et l'AFP afin d'alerter la police. Manifestement, elle veut empêcher le carnage, d'autant plus que les policiers de l'arrondissement, qui croient avoir affaire à un mauvais plaisant et ne prennent pas la peine de fouiller le véhicule, embarquent la R20 pour la fourrière... où elle restera jusqu'au 27 août ! ⁴ »

XII. Lire la notice Trevi, *infra*, p. ⇒ ; et *supra*, la note d'auteur ⇒, p. ⇒.

XIII. Le 18 juin 1987, la deuxième chaîne française rapporte qu'« un attentat, annoncé peu avant par un coup de téléphone d'un membre de l'ETA, a fait quinze morts et trente-cinq blessés par l'explosion d'une voiture piégée dans un parking d'un supermarché ». Selon la radio-télévision belge francophone, le 1^{er} mai 1985 à minuit, les CCC* « garent une camionnette piégée devant le siège de la Fédération des entreprises de Belgique. Ils préviennent la police. Une patrouille de gendarmerie interviendra. Mais elle se rend à la mauvaise entrée. [...] Les pompiers, mal informés, interviennent au moment où la camionnette explose. Deux hommes du feu y laissent la vie » ⁵.

XIV. Le 18 avril 1996, dans le cadre de l'opération « Raisins de la colère » contre la guérilla que mène le Hezbollah, l'armée israélienne bombarde un camp de réfugiés onusien, faisant des dizaines de blessés et tuant plus de cent civils, dont des enfants ⁶.

XV. Condamnés à dix ans de prison pour terrorisme par la justice néozélandaise mais très vite libérés par la France, les « faux époux Turenge » sont les deux agents de la DGSE responsables du plasticage, le 10 juillet 1985, du *Rainbow Warrior*, bateau de Greenpeace amarré à Auckland (Nouvelle-Zélande), qui fit un mort. À l'origine de ce sabotage, qui avait pour but d'entraver l'intervention des militants écologistes contre les essais nucléaires français à Mururoa, se trouve

une décision du président François Mitterrand. Pendant la guerre d'Algérie, quand l'armée française généralisa l'usage de la torture, qui ne fut plus seulement un moyen d'obtenir des informations sur le FLN, mais aussi un instrument de terreur de la population, la **villa Sésini** servit de quartier général et de centre de détention aux légionnaires du premier régiment de parachutistes, qui fut l'emblème de cette politique. S'il ne fallait citer qu'un nom en exemple du destin des agents du terrorisme d'État s'impose celui du général Paul Aussaresses : tortionnaire pour l'armée française en Algérie et théoricien de la « guerre contre-insurrectionnelle » (exportée aussi bien aux États-Unis qu'auprès des dictatures sud-américaines), il est mort dans son lit en 2013, à l'âge de 95 ans et couvert de médailles.

XVI. Seul un « gardien de la paix », blessé par balles lors de l'entrée du commando dans l'immeuble d'Interpol où il était de garde [*infra*, p. ⇒], put être présenté lors des cérémonies de nos procès [1988-1994]. [nda]

XVII. Sur les auteurs de cet attentat, lire *supra*, ⇒.

VIII. La guérilla ouest-européenne ébranle le centre impérialiste (fin 1984-mi-1986)

Début novembre 1984, Georges, Nat et moi avons quitté Paris pour emménager dans une maison de Vitry-aux-Loges, à cent vingt kilomètres au sud, dans le Gâtinais. C'était un grand corps de ferme isolé sur une propriété de près d'un hectare de landes en bordure de la forêt et du canal d'Orléans. Un camarade l'avait louée avec de faux papiers belges pour en faire la base de l'attaque commune AD-RAF. Elle devint ainsi un lieu de séjour et de discussion, un lieu de dispatching de matériel et de préparation des véhicules.

Certaines fins de semaine, on pouvait s'y retrouver à une dizaine, des Français et surtout des Allemands. On organisait des réunions formelles, mais les journées où on restait tous à la maison étaient ponctuées de nombreuses discussions sans heure. On mettait en commun les informations qui nous arrivaient du mouvement dans les divers pays et de la gauche révolutionnaire en général. Et on étudiait ensemble les orientations de la situation politique et ses perspectives.

Malgré les problèmes de langue, on communiquait assez bien. Georges et d'autres traduisaient les débats les plus ardues et on se débrouillait au quotidien avec l'anglais et le français.

La propagande bourgeoise a toujours vu l'internationale « terroriste » comme une toile d'araignée sans visage ni conscience ni politique commune. « Esprits de l'ombre » aux côtés de l'« Empire du mal », nous étions aux ordres de Moscou en attendant de devenir des suppôts de l'Iran islamiste. On s'en amusait souvent entre nous. Pour une série d'opérations, en souvenir du « terroriste international » dont Willem avait fait le héros d'une bande dessinée au début des années 1970, j'attribuai son patronyme aux fausses cartes d'identité de plusieurs militants. Ainsi Simon (ou Simone) Barnstein frappa de nouveau aux quatre coins de l'Europe... mais ce n'était plus de la BD !

Pour que le front révolutionnaire ait une expression politique commune, puisque nous combattions ensemble, nous devions également prendre la parole ensemble. Fin 1984, les réunions furent consacrées à une déclaration commune, qui fut diffusée à la presse internationale.

Entamée début décembre, la grève des prisonniers allemands se prolongeait. Et on refusait que des détenus meurent encore – comme Holger Meins et Sigurd Debus ¹. Il fallait mener sans tarder une action assez importante pour permettre aux grévistes d'interrompre leur mouvement en s'appuyant sur le renouvellement des luttes. Le temps pressait. Aussitôt après la diffusion de notre déclaration commune, deux commandos entrèrent en phase opérationnelle. Les cibles du complexe militaro-industriel avaient été définies en commun, mais les objectifs précis d'un groupe étaient inconnus de l'autre.

Une attaque commune AD-RAF

Pour le premier attentat de ce type en France, il fallait que la cible soit sans ambiguïté. Le choix devait être guidé par les fonctions occupées et le niveau d'engagement dans le « Parti de la guerre » mené par la bourgeoisie.

Nous avons d'abord envisagé de viser le responsable de l'armement au siège de l'Otan en Belgique. Mais on surveillait deux cibles importantes dans la région parisienne, le patron de la plus grande entreprise d'armement française et le directeur des affaires internationales au ministère de la Défense, le général Audran, qui était, selon Mitterrand, l'« un des principaux décideurs de la politique étrangère du pays ».

Après une longue carrière dans l'armement et l'aviation, ce général représentait la France auprès de la seule structure de l'Otan à laquelle elle participait – en dehors des accords secrets –, le Groupement européen indépendant des programmes (GEIP), qui coordonnait la conception et la mise en œuvre des grands programmes d'armement intégrés. En outre, en tant que responsable des Affaires internationales, Audran était un pilier de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre (CIEEMG), structure qui contrôlait le commerce des armes de la quatrième puissance mondiale dans ce domaine. Il avait gagné le surnom de « Monsieur Irak » pour son rôle dans la livraison de matériel à Saddam Hussein (canons Tompson, gaz) et dans l'affaire des Super-Étendard maquillés en avions irakiens sur le tarmac de l'aérodrome militaire de Bagdad qui permirent le tir de missiles sur Téhéran ⁱⁱ... Le général Audran jouait donc un rôle de premier plan dans les politiques de guerre françaises, en particulier contre les peuples du tiers-monde.

Suivant l'analyse des « spécialistes » de l'anti-terrorisme, nous ne pouvions être « les véritables responsables » de cette action. Nous avons forcément été « téléguidés » par les Iraniens, les Bulgares ou la Stasi via la RAF ⁱⁱⁱ. Mais tout ce que nous savions d'Audran n'était pas difficile à trouver ! Ni sur le rôle politique ni sur la vie privée. Pendant des mois, plusieurs camarades se partagèrent la lecture des revues de propagande de l'Otan et autres publications spécialisées sur l'armement et l'aviation militaire « disponibles dans toutes les bonnes librairies ». Nous étions donc bien informés des travaux officiels du GEIP et de la CIEEMG, et de la nomination d'Audran à la sous-direction quelques mois plus tôt, qui fut l'occasion de publier sa biographie, avec même une photo... Pour son adresse, ce fut plus simple encore : elle figurait en toutes lettres dans le *Who's Who*. Audran vivait à La Celle-Saint-Cloud, dans un quartier résidentiel. Cette localisation nous rendait toutefois les choses difficiles : peu de circulation, peu de passants, peu de voitures garées... Difficile de faire une surveillance prolongée de sa villa sans attirer l'attention. Or cette surveillance était d'autant plus nécessaire que le général avait des horaires très irréguliers. Il pouvait partir avant 6 heures du matin, rentrer à 14 heures, rester chez lui jusqu'à 21 heures. Et il bénéficiait d'une protection tout aussi irrégulière – sans doute une unité de la sécurité militaire. Quoiqu'il en soit, inutile d'avoir d'une taupe au ministère ou d'être informés pas la Stasi : la surveillance suffit pour obtenir ces renseignements.

L'exécution du général Audran

25 janvier 1985, 20 heures 30 environ. Il faisait nuit. Il avait plu. Le commando Elisabeth-Von-Dyck ^{IV} attendait dans une voiture stationnée dans la rue où vivait Audran, à une centaine de mètres de sa villa. Trois camarades. L'un d'eux chantonait. « *S'ils s'obstinent ces cannibales, à faire de nous des héros ; ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux...* » Un autre s'était assoupi à l'arrière, à demi allongé sur la banquette. Ils passaient là leur troisième soir consécutif, changeant régulièrement de stationnement. Audran avait disparu. On saurait plus tard qu'il était à Bonn, où il était allé coordonner la reprise des activités et les nouvelles mesures de sécurité après que des camarades du front eurent détruit les bureaux de la Délégation générale pour l'Armement en RFA.

Vers 19 heures, une camarade avait téléphoné chez lui, « de la part d'un patron de l'armement », pour savoir quand il rentrerait de voyage. On avait longuement évalué les risques de cette démarche. Le coup de téléphone avait été donné d'une cabine à quelques mètres du siège d'Interpol à Saint-Cloud. La personne au bout du fil répondit sans hésiter : « Il sera là ce soir. » Aussitôt, les membres du commando montèrent dans leur voiture et partirent vers La Celle. Pendant ce temps, d'autres camarades rejoignaient le rendez-vous de sécurité.

Enfin la R30 sombre du général se présenta en haut de la rue. Aucun véhicule ne la suivait. Les deux passagers de la voiture du commando descendirent et marchèrent lentement vers l'entrée de la villa. Ils portaient des K-Way bleu nuit, les capuches relevées – une tenue adaptée au froid et au léger crachin qui tombait encore. La R30 les doubla puis ralentit avant d'entreprendre une manœuvre pour se présenter en marche arrière sur la rampe abrupte du garage.

Tout alla très vite. Le véhicule du commando fut placé devant la voiture d'Audran pour lui bloquer le passage. Le premier membre du commando arrivé à la R30 ouvrit la portière et le second, placé à la hauteur de la roue avant, tira une première balle par l'entrebâillement. Elle atteignit Audran en pleine poitrine. S'avançant, il fit feu deux autres fois. Puis deux fois encore. Enfin, comme prévu, deux balles furent tirées à bout portant dans la tête du général, qui est mort avant d'avoir le temps de rien tenter.

Dès le premier coup de feu, le chauffeur du commando avait laissé glisser la voiture vers le bas de la rue, tous phares éteints. Puis il s'était garé deux cents mètres plus loin, dans la première rue à droite. Sûrs de la mort du général, les deux autres le rejoignirent en courant à petites foulées, au plus près des clôtures des villas, dans l'ombre des haies. Le commando repartit à grande vitesse en passant devant la gare de La Celle. Les passagers avaient troqué leurs Colts 45 contre des armes longues, deux pistolets-mitrailleurs. La voiture roulait vers Paris, toutes vitres ouvertes malgré le froid ^V. Plusieurs itinéraires de fuite étaient envisagés, qui pouvaient être modifiés selon la tournure des événements – un chemin pour attaquer, six pour fuir ! Mais le scanner restait silencieux. Le commando arriva d'ailleurs au rendez-vous de sécurité avant que l'alerte générale ne soit lancée sur TNZ1. À l'angle sud-est du parc Montsouris, en face de la cité universitaire, le groupe qui attendait le commando reçut confirmation de la réussite de l'opération, qui fut aussitôt revendiquée auprès de journalistes contactés personnellement. Et chacun repartit chez

soi.

Après chaque opération, on faisait un bilan critique, plus ou moins important, au cours duquel le déroulement de l'action était analysé. Et on n'y revenait plus. On n'évoquait jamais « qui a fait quoi ». Aucun camarade ne tirait gloire de son rôle personnel. La détermination était collective. Et l'action menée collectivement. Par exemple, le choix des tireurs était le fait du commando. Et celui ou celle qui était choisi acceptait ce rôle comme une conséquence de son intégration dans le commando, dont chaque membre était un élément du tout qui réalisait l'exécution. En amont, tout militant pouvait bien sûr refuser de participer à un commando. Malgré leur engagement sincère dans la lutte armée, de nombreux camarades ont souvent hésité à aller au-delà de telle ou telle limite – parmi ceux-là certains tombèrent pourtant les armes à la main dans d'autres combats.

Un des membres du commando raconta qu'en marchant vers la R30, alors qu'une dernière montée d'adrénaline le préparait à la dernière phase de son action, une image lui traversa l'esprit : *la Grande Guerre* ! Pourquoi penser aux soldats français qui avaient fraternisé avec les Allemands dans les tranchées et à ceux qui furent exécutés pour avoir désobéi lors des offensives meurtrières et absurdes de 1917 ? Il ne sut pas dire pourquoi ces images-là justement s'étaient imposées à lui...

Des unités combattantes aux commandos

Le 1^{er} février au matin, après avoir pénétré dans sa villa à Gauting, un commando de la RAF exécuta Ernst Zimmerman, président de l'Association fédérale de l'industrie allemande de l'air et de l'espace et PDG de MTU Aero Engines, une entreprise du complexe militaro-industriel. Quelques heures plus tard, les prisonniers politiques allemands annonçaient l'interruption de leur grève de la faim. Le commando avait pris le nom de Patsy O'Hara, militant internationaliste irlandais, combattant de l'INLA mort le 21 mai 1981, à l'âge de 23 ans, après soixante et un jours de grève de la faim ^{VI}.

De notre côté, il s'agissait de la première utilisation du terme de « commando ». Nos précédentes opérations étaient revendiquées au nom des « unités combattantes ». La plus ancienne, en 1979 ou 1980, portait le nom d'un camarade africain, Ernest Ouandié, dirigeant de la guérilla camerounaise (UPC-ALNK) au début des années 1960. Il avait été capturé par les forces spéciales et exécuté en 1971 sous la pression française. Le terme d'« UC » marquait à l'époque l'apparition d'un nouveau niveau armé dans l'organisation, insistant sur l'autonomie relative de ces unités (dans les choix de leurs cibles et dans le *modus operandi*) par rapport aux structures non armées.

Après les arrestations et les réorganisations de 1984, nous n'avions conservé que deux unités

combattantes : Lahouari-Farid-Benchellal et Ciro-Rizzato – du nom de nos camarades assassinés depuis 1981. Les Lyonnais avaient suivi en revendiquant des actions au nom de Sara Meidli, une jeune militante de la gauche libanaise qui s'était sacrifiée dans une action contre l'occupant israélien ^{VII}.

Depuis juillet 1984, nous tâchions de maintenir une autonomie relative entre les deux niveaux armés et le niveau non armé, et d'intégrer à chaque opération des militants d'autres cercles organisationnels. Les UC assuraient désormais un niveau intermédiaire, par le type d'actions, de résistance et de sabotage. Quand les commandos portaient les actions dites « stratégiques », qui fournissaient la synthèse et donc la ligne commune.

Les CMI, le Welfare et le Warfare State

Les complexes militaro-industriels représentent à la fois le fer de lance de la tendance à la guerre, le monopole de la puissance dans les principaux pays impérialistes et l'instrument ultime de sa conservation. En cela, ils caractérisent la domination à l'époque du capitalisme tardif. L'attaque commune contre l'Otan, les CMI et les politiques de rigueur et de restructuration industrielle touchait le cœur du système. Nous révélions les perspectives de destructions massives telles qu'elles étaient vécues par les populations lors de la crise des missiles.

Attaquer les CMI, ce n'était donc pas attaquer une structure isolée du mécano monopoliste, mais le gestionnaire de l'impérialisme capitaliste. Ce que nous définissions comme l'État monopoliste du *Warfare*, qui place le militarisme au centre des sociétés capitalistes et de la reproduction de tous les rapports sociaux. Acteur majeur d'une polarisation toujours plus grande entre la richesse et la pauvreté, entre la bourgeoisie et le prolétariat : au centre impérialiste, il donne la direction aux secteurs les plus spéculatifs de l'industrie et de l'économie ; et à la périphérie dépendante il réserve la répression, l'accaparement, la dépossession.

Dans la métropole occidentale, au déclin du *Welfare State* instauré après-guerre correspondait l'essor du *Warfare State* : un État mobilisé en permanence pour la guerre, une guerre de partage et de subordination entre les différents monopoles, mais avant tout une guerre contre l'émancipation prolétarienne et la libération des peuples opprimés.

Alors que des manifestations pacifistes dans le monde entier mobilisaient des millions de personnes contre l'implantation des missiles et pour le désarmement nucléaire, nous avions notre rôle à jouer : révéler et déstabiliser le consensus entre les diverses forces politiques. Trois figures avaient été jugées représentatives de ce système : Karl Heinz Beckurts pour l'Allemagne et Georges Besse pour la France, deux importants nucléocrates ^{VIII}. Ensuite l'ingénieur Michel Rapon, directeur au CEA des services de coordination entre les activités civiles et le militaire ^{IX}.

Nous posions par là les bases de la rupture sur une ligne de contradiction universelle pour y réintroduire la critique des armes par les armes, de la guerre par la guerre. Sur le terrain, l'unité de

la RAF et d'Action directe dynamisait les différentes composantes du mouvement révolutionnaire européen. Elle ouvrait des espaces à l'autonomie de chacune de ses composantes.

Évoquant cette période, Eva Haule (prisonnière de la RAF) écrivait :

« Chaque jour, la lutte armée libère la force de l'imagination de l'humiliation, des cages mentales et des perspectives politiques myopes. Son affirmation impulse les débats pour une stratégie capable de rompre avec le cercle vicieux d'une communication apparente et une praxis transformant autant les rapports de force que les combattants.

» Les armes apportent la force et la perspective réelle de l'exigence d'une stratégie à la hauteur des planifications des fractions les plus avancées de la bourgeoisie et elles deviennent le moyen de construire le pouvoir rouge. [...]

» Les rapports entre les combattants constituent la première zone libérée par la résistance révolutionnaire dans les métropoles. C'est le processus dans lequel les hommes et les femmes développent de nouvelles capacités créatrices, de nouvelles formes d'organisation, de nouveaux terrains et de nouvelles armes pour la lutte de libération, et c'est en lui qu'est vaincue la machine répressive sophistiquée.

» Dans ce processus, chaque militant peut et doit s'approprier la capacité de déterminer la politique, de penser et d'agir de manière autonome. C'est la condition centrale pour garantir la continuité de l'extension de la lutte révolutionnaire. [...] Et c'est aussi une arme contre la capitulation et la trahison. »

Le 30 mai 1985 à Francfort, cinq attentats anti-Otan Le 10 février à Florence, la colonne Luca-Mantini des BR-PCC* exécutait Landa Conti, un patron du CMI italien et proche conseiller du dirigeant social-démocrate Craxi alors chef du gouvernement. Une action qui trouvait résolument sa place dans l'attaque commune.

À Paris, le 27 avril, l'UC Lahouari-Farid-Benchellal frappa une nouvelle fois le siège européen du FMI et de la Banque mondiale. Malgré les protections installées après l'attentat de juin 1982, les camarades parvinrent à garer au milieu de la nuit une voiture chargée de plusieurs dizaines de kilos d'explosif et de bonbonnes de propane. Deux entreprises de l'armement spécialisées dans la haute technologie de communication, la SAT et TRT, furent également attaquées ^x.

Un peu plus tôt, les 20 et 21 avril, les camarades d'AD restés en Belgique avaient travaillé avec un groupe de la résistance locale, des militants libertaires et autonomes qui avaient longtemps servi d'appui aux CCC*. Ils menèrent ensemble un premier attentat, dans le quartier des Sablons, contre le siège de l'Assemblée de l'Atlantique Nord (une des principales structures politiques de l'Otan ^{xi}) ; et un second contre une usine d'armement de l'entreprise allemande AEG installée dans la banlieue sud de la capitale belge. Un troisième échoua, le 26 juin, contre l'usine d'armement ACEC à Drogenbos. Ces actions furent revendiquées par le Front révolutionnaire d'action prolétaire (FRAP).

Ce qui sauva la vie du général Blandin

Simultanément, le commando Lo-Muscio ^{xii} s'attachait aux basques du contrôleur général des

armées, le général Blandin. Dans l'organigramme du ministère de la Défense, ce fonctionnaire supervisait les projets d'armement et, au-delà, la coordination industrielle qui dépendait du budget ministériel.

On surveillait Blandin depuis des semaines, principalement autour de son domicile, derrière la mairie de Neuilly. Ses horaires étaient réguliers et il ne bénéficiait d'aucune protection en dehors du chauffeur du ministère. Le commando passa à l'action la dernière semaine de juin. Deux militants équipés d'armes longues devaient attaquer sa voiture au carrefour de la petite rue qui sortait en coude de son immeuble. Leurs armes dans des sacs de tennis, les tireurs attendaient devant l'entrée d'un club de sport. Celui qui devait donner le feu vert annula l'action après avoir aperçu un jeune adolescent monter dans la voiture du général.

Deux jours plus tard, le 26 juin, le commando était à nouveau en place. Le général sortit comme prévu. Le feu vert fut donné. La voiture démarra lentement, ralentit puis s'arrêta au carrefour, comme elle le faisait toujours. Les deux camarades l'y attendaient. Mais alors que le premier tireur, prêt à ouvrir le feu, était à moins de deux mètres du véhicule, il aperçut la présence d'un enfant entre lui et le général. Il laissa partir la voiture. Comme personne ne semblait avoir remarqué le commando, les camarades pensèrent que l'action pourrait être à nouveau remise. Mais l'un d'eux, pourtant pas un novice, qui attendait à l'entrée de l'avenue du Roule, tira deux coups de feu sur la voiture. À quoi pensait-il ? On ne le saura jamais, lui-même n'ayant pu l'expliquer lors du bilan de l'action.

Nous avons gâché une opération très importante. Mais nous refusons de faire d'autres victimes que les cibles et leurs protections. C'est la présence de son jeune fils qui sauva la vie du général ^{xiii}.

La ferme de Vitry-aux-Loges

Depuis l'hiver, Nat, Georges et moi avons fait de la ferme de Vitry-aux-Loges notre domicile de repli. Et Joëlle nous y avait rejoints après être entrée dans la clandestinité à la suite d'une tentative d'arrestation la veille du Premier de l'an.

L'affaire avait commencé par un rendez-vous avec un codétenu de Régis qui bénéficiait d'une permission – c'était quelqu'un qu'on connaissait depuis les luttes contre les QHS d'avant 1981, qui terminait alors sa peine à la prison de la Santé. Lorsqu'il demanda à voir Joëlle, on pensa qu'il y avait un message important – on attendait des nouvelles des prisonniers depuis le début décembre. Après ce rendez-vous, Joëlle devait voir un camarade de l'organisation. Et les deux lieux étaient trop proches pour qu'elle ait le temps de repérer le dispositif de filature. Les inspecteurs de la Crim s'apprêtaient à intervenir alors qu'elle montait dans une Volvo, dont le chauffeur démarra aussi sec en fonçant sur le groupe de flics, qui eurent juste le temps de s'écarter. Après quelques minutes de course-poursuite, la Volvo s'échappa.

On était conscients du danger de vivre dans une ferme relativement isolée. Les gendarmes s'intéressent toujours à ce genre de « nouveaux locataires ». D'ailleurs, un groupe de l'organisation avait été arrêté dans une ferme à moins de dix kilomètres de Vitry-aux-Loges lors des rafles de 1979. Notre implantation fut donc prudente. Et sans accroc. Sauf une petite alarme... Aux alentours d'une heure du matin, alors que je prenais l'air sur le perron, malgré le calme j'entendis trop tard le bruit caractéristique du moteur de la 4L des pandores. Je n'avais pas le temps de prévenir les camarades, en train de tirer des faux papiers... J'entendais le bruit régulier de la machine en répondant aux deux gendarmes descendus de leur voiture. Ils posèrent quelques questions, mais il me parut clair qu'ils n'avaient aucun soupçon. D'ailleurs, ils repartirent presque aussitôt en s'excusant du dérangement.

Ils avaient prétendu que des voisins les avaient appelés après avoir vu de la lumière. En fait, on était bien implantés. Les bonnes relations avec le voisinage avaient débuté à la suite d'un incendie. Une nuit de neige, un feu de cheminée s'était déclaré dans l'une des maisons les plus proches de la ferme, occupée par un couple de retraités. Nous étions intervenus avant l'arrivée des pompiers. Les gens avaient été émus par ce geste de solidarité naturelle. Et de fil en aiguille, rendant service à l'un puis à l'autre, on approfondit les relations avec tout le monde, y compris nos propriétaires, qui passaient leurs vacances dans l'autre partie du corps de ferme que nous occupions. Il est même arrivé que des voisins demandent à Nat de garder leurs enfants, d'autres un parent âgé. Nous vivions très tranquillement dans cette petite communauté.

Nat fréquentait régulièrement une ferme où on se fournissait en lait, œufs et autres produits « maison ». (D'ailleurs, dans le téléfilm *Action rouge*, le seul passage s'approchant un peu de la réalité est sans doute l'image de Nat sur son vélo, partant à la ferme avec le cabas sur le porte-bagages et le sac « arsenal » en bandoulière ^{xiv}.) Un jour, elle revint en disant : « Je viens de prendre le café avec l'adjutant et un gendarme de la brigade de Châteauneuf... » Ainsi croisait-elle régulièrement les flics du coin, mais aussi les gardes mobiles de la légion de Pithiviers, qui venaient eux aussi s'approvisionner « à la ferme ». Une autre fois, Nat avait demandé à deux jeunes qui vantaient les mérites du métier de donneurs de coups de trique : « Et ce n'est pas trop dangereux ? — Oh, ici on ne risque pas grand-chose, il ne se passe jamais rien. » Il est vrai que le seul titre de gloire des gendarmes de la région était sans doute d'avoir surveillé le camp d'internement de Pithiviers ou celui de transit à Beaune-la-Rolande durant le régime de Vichy...

À la mairie, notre déclaration de domiciliation ne posa aucun problème. Non plus pour les impôts et toutes les administrations du contrôle social au quotidien. Seuls Nat et moi apparaissions régulièrement. J'avais alors une bonne couverture : l'identité d'un vrai magistrat belge en disponibilité pour l'écriture d'une série d'études sur la criminalité ! Côté procédure criminelle, je pouvais donner le change dans toute conversation – expériences malheureuses obligent ! Mais comme on était belges, il fallait aussi savoir ce que tout Belge devait savoir. Tout ce qui peut tomber sur le tapis lors d'une discussion avec des voisins et qui, si vous n'y répondez pas, semble bizarre. Alors on étudiait des bouquins comme *Tout ce qu'il faut savoir sur la Belgique* : les grandes lignes de l'histoire du pays, le jour de la fête nationale, quelques mesures et

le refrain de *La Brabançonne*...

Des voisins venaient régulièrement. « Vous devriez avoir des lapins. Ici, tout le monde a des lapins. C'est le plus facile... Je vais vous donner une dizaine de petits. Après, ça se reproduit tout seul... » On installa donc deux ou trois clapiers, pour la forme. Pour d'autres, on devait « avoir des canards »... Puis ce fut : « Si vous ne prenez pas cette chèvre, je la tue, elle n'est pas aux normes. » Avec Nat qui ramenait tous les chats abandonnés qu'elle trouvait sur le chemin, la ferme commençait à devenir une véritable arche de Noé ! Tout ça nous arrangeait bien pour asseoir notre image de babas cool écolos qui ne tuaient même pas les lapins...

La ferme était simultanément un lieu de travail et un lieu de décompression. On imprimait des papiers et, entre deux tirages, on allait donner de l'herbe aux lapins. Dans la journée, Nat travaillait sur la mezzanine aux fiches des principaux responsables du CMI, lisant chaque mois des dizaines de revues spécialisées, accumulant et rassemblant des données qu'elle montait puis photocopiait. Et en fin d'après-midi, elle s'allongeait sur l'herbe au bord de l'étang. Où elle pêchait parfois.

On passait régulièrement deux jours à Paris, en faisant toujours une halte à l'aller et une autre au retour pour changer les plaques. Grâce à des vis maquillées en rivets pop, on pouvait passer d'une immatriculation belge à une allemande en deux minutes tout au plus. Un appartement nous servait de base, dans la banlieue parisienne, d'où on circulait avec une autre voiture, ou en RER, mais exceptionnellement et en prenant soin de ne descendre qu'à une gare tranquille où les contrôles étaient beaucoup moins fréquents qu'à Saint-Michel ou Nation, par exemple.

On avait toujours des repérages en cours, le plus souvent le matin tôt et le soir. On surveillait le départ et le retour du lieu de travail en cherchant les heures les plus régulières. On travaillait alternativement sur deux filatures. Le matin l'une, le soir l'autre, et vice-versa le lendemain. Chaque point de surveillance était photographié, et un numéro lui était attribué. Ensuite on cherchait des lieux propices à de longs stationnements – comme des bars, des lavomatics, des stations de bus, etc. –, pour se poster. Et on changeait régulièrement d'emplacement en notant scrupuleusement les déplacements. Il fallait toujours connaître précisément nos postes d'observation, car en fin de journée, lorsqu'on finissait la surveillance au domicile, si la cible était là et qu'on ne l'avait pas vue passer, c'était qu'on devait revoir notre dispositif.

La filature était le moment le plus dangereux. On devait recueillir les informations les plus précises possible sans être repérés ni dénoncés – au risque de conséquences catastrophiques. Aussi changions-nous d'aspect tous les jours si l'on ne pouvait pas être relayés. Et quand c'était possible, on plaçait sur le parcours de l'objectif des voitures équipées d'une caméra vidéo – qu'on décryptait le soir même.

Le reste de la journée était consacré à des repérages de bâtiment, à des rendez-vous ou à la recherche de matériel dans les boutiques spécialisées. On marchait des heures durant. Mais on préférait ça à la voiture, qui était toujours un moyen de locomotion risquée. Un simple

accrochage ou un contrôle de routine peuvent facilement dégénérer. Sans parler des barrages de police ! Ainsi un matin, alors que je circulais avec Joëlle dans une voiture immatriculée en Allemagne, on est tombés sur un barrage, derrière la gare Montparnasse, sur le pont du boulevard Pasteur. Déjà une douzaine de véhicules étaient contrôlés. Impossible de le forcer, impossible de faire demi-tour. Un gradé remontait lentement la file. Il jeta un coup d'œil à notre plaque puis nous dévisagea. Notre look était normalissime : Joëlle en jupe écossaise avec imperméable et moi en costume-cravate. Il nous fit signe de prendre la file de gauche et de contourner le barrage. Le seul véhicule non contrôlé fut le nôtre !

On prêtait toujours attention à notre habillement. Pour ressembler à monsieur et madame tout le monde. On allait d'ailleurs régulièrement à la Défense ou d'autres lieux de concentration de cadres pour noter les tenues les plus répandues. On devait se couler dans la masse des gens sans problèmes, ceux qui traversent les contrôles de flics sans même ralentir. Ce qui pouvait nous jouer des tours... En fin d'après-midi, un camarade et moi pousions la porte d'une librairie proche du Parti communiste des ouvriers de France. Il y avait là trois ou quatre militants et quelques clients devant les rayons. À notre entrée, les conversations s'interrompirent. Devant les regards en biais, mon compère me dit à voix basse : « Ils nous prennent pour des condés ! » Ça ne faisait pas de doute. « On te prend ça, camarade », avons-nous déclaré en posant sur le comptoir pour plus de mille balles de bouquins et de revues. Le « caissier » – qui avait tout du réfugié politique sud-américain – sembla plus surpris que si on lui avait demandé son titre de séjour !

Singer les bureaucrates n'était ni plaisant ni confortable au quotidien. Mais cette mascarade était indispensable à la clandestinité. Alors que tous les flics portaient déjà nos avis de recherche glissés dans le képi, nous devions être insoupçonnables. La première impression devait suffire pour passer sans embûche.

Au début de l'été, l'arrestation en Belgique de militants du groupe d'appui nous exposa. L'ouverture des box révéla notre pratique de double immatriculation. Plusieurs voitures immatriculées en Belgique avaient été mises sous surveillance à Paris. La recherche était systématique. Ce que nous confirmèrent les écoutes radio de la police française : les services spéciaux avaient donné un nom de code aux plaques belges qu'ils soupçonnaient.

Pour alléger Vitry-aux-Loges, Joëlle loua une maison à Sully-sur-Loire, à une vingtaine de kilomètres. On pouvait se déplacer entre les deux fermes en n'empruntant que des chemins forestiers. De longues pistes rectilignes de terre battue sur lesquelles on pouvait même rouler très vite par temps sec. On y croisait rarement un bûcheron, et jamais un flic ni même de garde champêtre.

On ne recevait plus à Vitry que les camarades de la RAF. On y discutait au soleil sur les bords de l'étang, allongés dans l'herbe. On sortait une table, des chaises, et on mangeait dans la cour. On jouait parfois au football, sinon aux boules, sur le chemin, souvent jusqu'à la tombée de la nuit.

L'attentat contre la base américaine de Francfort

Pour clôturer l'attaque commune RAF-AD, nous avons conçu une action moins violente dans les faits que par sa détermination et son orientation politiques. Une action à la hauteur de ce que pouvait représenter l'implantation de la stratégie de front dans la zone géostratégique Europe-Moyen Orient-Méditerranée. Le choix de la base aérienne de Francfort s'imposa.

La Hahn Air Base n'est pas un relais de l'Otan comme les autres, mais la base aérienne de l'USAF la plus importante hors des États-Unis, le principal porte-avions de l'agression impérialiste et la plateforme militaire de la CIA de la région. C'est de là que partit l'intervention de 1978 à Kolwezi pour défendre la dictature néo-coloniale de Mobutu ^{xv} ; mais aussi les commandos du raid de 1980 sur l'Iran ^{xvi} et les missions aéroportées vers la zone arabe – comme les interventions françaises à Beyrouth ^{xvii}.

Dans la soirée du 7 août 1985, le commando George-Jackson ^{xviii} captura un sous-officier de la base, le GI Pimental. Il fut conduit dans une forêt proche de Francfort et exécuté. Très tôt le lendemain matin, un membre du commando en uniforme américain prit le volant de la voiture piégée. Un véhicule de protection attendait en face du poste de la police militaire au cas où le contrôle ne serait pas franchi. Mais le soldat se contenta de lever la barrière à la vue du laissez-passer falsifié. Derrière les grillages et les barbelés, la voiture piégée s'enfonça dans la base. Elle fut garée près des bâtiments du commandement. Le véhicule de protection récupéra le camarade en face d'une sortie piétonne dix minutes plus tard. La bombe explosa quelques heures après, tuant ou blessant plusieurs soldats et officiers américains.

Bilan et questions

Il avait suffi de capturer un sous-officier pour déjouer les dispositifs mis en place après les attentats du début des années 1980 – renforcés par l'alerte antiterroriste dans les principales infrastructures américaines depuis l'attaque par la RAF de l'école des officiers de l'Otan en décembre 1984. Aucune cible n'était donc à l'abri. La colère dut être grande dans les services de *counterinsurgency*.

Toutefois, une discussion très virulente s'ouvrit dans le mouvement et dans toute la gauche allemande. Exécuter un GI américain dans le but de pénétrer dans une base était-il acceptable ? N'aurait-il pas été possible de le neutraliser le temps nécessaire ?

Le GI Pimental n'avait pas été exécuté pour l'exemple, ni par racisme anti-américain. Le commando avait pris sa décision après avoir pesé les risques de compromettre l'action et de se mettre en danger. À ceux qui demandaient s'il n'était pas injuste d'exécuter un membre des forces

armées de l'oppression impérialiste, la majorité avait répondu par la négative. Et cette réponse se fondait sur la situation des millions d'opprimés d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient, qui supportaient les agressions impérialistes partant de la base de Francfort et dont l'état de conscience était pris dans les rets de politiques opportunistes et dans les limites nationales. Anticipation de la guerre qui venait et dépassement internationaliste, nous n'agissions pas seulement en Allemagne, mais contre une base de la contre-révolution mondiale. C'était alors pour nous un combat de libération, mené partout où l'ennemi la menait. Car il faut l'empêcher d'avoir une seule minute de tranquillité, une minute de trêve hors de ses bases comme à l'intérieur (Che Guevara).

Le sens de notre lutte

Toute guérilla doit identifier le sujet historique de classe. À notre époque, c'est le prolétaire précaire mondial, qui est né de la crise mondiale et du tournant réactionnaire du néolibéralisme. L'exploitation intensive, la polarisation sociale et impérialiste, la paupérisation et la surpopulation ont dessiné la figure de ce prolétaire précaire, réduit à l'état de survivance : souvent sans travail fixe, sans toit, sans moyen de nourrir sa famille, sans possibilité de se soigner, sans formation, sans représentation politique réelle.

À l'époque où Marx et ses continuateurs avaient centré sur l'Europe le projet révolutionnaire, moins de 10 % de la population mondiale étaient impliqués dans les rapports sociaux capitalistes. La classe ouvrière était presque exclusivement localisée dans ces pays et se développait à partir d'eux. Désormais, moins de 10 % de la population mondiale vit plus ou moins en dehors de l'échange marchand. Et depuis les années 1960, le prolétariat se développe quatre fois plus vite dans le tiers-monde que dans les pays de la triade impérialiste, dont une partie est absorbée par la petite bourgeoisie. La tiers-mondialisation du prolétariat s'est accélérée. La quasi-totalité ne survivra bientôt plus que dans les pays du Sud. Un projet révolutionnaire dans les pays riches ne peut ignorer ce bouleversement sans se vouer à l'échec.

Dans la métropole, combattre sur cette base signifiait rompre avec les tentations et les tentatives d'une unité populaire locale au rabais, refuser d'aligner le prolétariat des centres sur la ligne de la révolution citoyenne menée par la petite bourgeoisie et la classe moyenne. Refuser la division des prolétaires d'ici avec ceux des pays pauvres. Division qui renforce la soumission des prolétaires du tiers-monde et renforce le consensus impérialiste dans la métropole.

Le prolétariat des centres n'est pas condamné à un projet social-démocrate. Ni celui des pays dépendants au révisionnisme de régimes despotiques affublés d'étiquettes révolutionnaires. Le prolétariat des centres n'est pas condamné à recommencer sans cesse la révolution bourgeoise autour d'une citoyenneté sans partage, à défendre la fausse égalité d'une démocratie déformée.

Ensemble, les prolétaires ont la puissance de dresser le drapeau rouge de la majorité de l'humanité, pour une véritable démocratie, pour l'autonomie d'une classe recomposée sur ses véritables intérêts et sur un projet d'émancipation sociale. Le prolétariat international est la seule classe capable de faire triompher partout et jusqu'au bout ces valeurs.

Comme guérilla communiste, notre but essentiel était de réveiller cette potentialité, d'élever la conscience critique dans le prolétariat occidental afin que, par ses propres forces, il puisse rompre la fausse unité à laquelle l'opportunisme le condamne. Pour que le prolétariat blanc soit en mesure de constituer les liens de communauté avec le prolétariat international autour de leurs intérêts généraux à l'époque de la mondialisation des rapports sociaux capitalistes.

Il fallait à tout prix tenter de lever une vague de résistance capable de briser le carcan de la gestion sociale-démocrate, de la collaboration entre partis et syndicats, du consensus « gauche »-droite métropolitain et du pacifisme petit-bourgeois qui dissocie la guerre des tendances fondamentales d'un impérialisme toujours plus prédateur.

Nous pensions devoir partir des grandes mobilisations populaires contre les restructurations industrielles et l'implantation des missiles. Mais nous pensions aussi qu'elles ne suffiraient pas, que les missiles étaient toujours là, que la restructuration industrielle progressait à grands pas, que les licenciements augmentaient, que les agressions impérialistes reprenaient de plus belle et qu'elles ne protégeaient pas l'Europe du retour de la guerre (en Yougoslavie, dans le Caucase, en Moldavie, en Tchétchénie, etc.). Pour nous, une guerre de classe de longue durée et ce genre de mobilisations ne parviendraient jamais à faire reculer durablement le pouvoir des États et de leur clientèle : elles finiraient par s'épuiser dans les réserves du protestataire ou, pire, par servir à régénérer les rangs du pouvoir.

Pourquoi la violence et la lutte armée

La violence du commando George-Jackson est incompréhensible sans son pendant : la violence de la structure économique capitaliste et du militarisme qui la caractérise. Elle se concentre en des lieux précis où la guerre prend corps et se diffuse mondialement. La Hahn Air Base était l'un de ces lieux en Europe. Et il faut resituer cette action dans le contexte de l'époque, notamment l'ampleur des mobilisations contre l'extension de la piste ouest de l'aéroport, qui fut mise en fonction par l'USAF en 1984 ^{XIX}.

Pour Malcolm X, celui qui refuse de parler de violence peut bannir de son vocabulaire le mot de révolution. La lutte armée reste la seule action politique qui renvoie en permanence au *processus stratégique essentiel*. Parce qu'il en est la synthèse, l'usage des armes est déterminé par les contradictions qui conduisent à la généralisation des conflits impérialistes. Face à la violence de l'ordre bourgeois, l'usage des armes enracine la violence révolutionnaire. Depuis Blanqui, l'action armée prépare l'insurrection du prolétariat, seule capable de renverser les cadres de l'exploitation et le militarisme qui la sert.

La critique des armes par les armes participe de la remise en cause du monopole de la violence de l'État. Une violence mise au service de l'exploitation d'une classe par une autre. Pour être autonome, la guérilla n'en est pas moins un élément dialectique du mouvement révolutionnaire. L'un et l'autre se modèlent mutuellement dans le cours des luttes. La guérilla sans le mouvement n'est rien. Et sans la guérilla le mouvement n'atteindra jamais le niveau de violence nécessaire à la lutte.

La seule chose qui nous importait était d'élever la conscience prolétarienne. À tout moment, Action directe s'attendait à ce que le conflit appelle la guérilla, qui pousserait les masses à la rupture avec le système, favorisant l'émergence d'une solidarité de tous les prolétaires.

I. Mort d'inanition en novembre 1974 dans la prison de Wittlich, Holger Klaus Meins avait été arrêté en juin 1972 avec Andreas Baader et Jan-Carl Raspe à Francfort. Sigurd Debus est mort en avril 1981 des suites de la grève de la faim qu'il menait avec vingt-cinq autres prisonniers politiques.

II. En pleine guerre avec l'Iran, l'Irak veut se doter d'avions capables d'embarquer le missile français Exocet, ce que les appareils dont il dispose ne peuvent pas faire. Dassault étant

temporairement incapable de répondre à cette commande, un montage est mis en œuvre qui permet de « louer » à l'Irak cinq de ses Super-Étendard et leurs missiles prélevés sur la flotte de l'Aéronavale française. Selon Rouillan, « le général Audran a participé au montage de cette opération, interdite par les lois internationales, alors que les deux belligérants étaient frappés d'embargo ». [nda&e]

III. On trouve par exemple chez Edwy Plenel l'idée que la RAF et leurs semblables ne réussissent jamais rien sinon sous la coupe, plus ou moins volontaire, d'un État ou l'autre [*supra*, p. ⇒]. L'enrôlement d'Action directe dans l'interprétation complotiste de Dominique Lorentz est illustré par *AD. La guerre de l'ombre*, téléfilm de Laurence Katrian réalisé en 2008 (diffusé en décembre 2010 à 2 heures 30 du matin sur TF1) : la prolifération nucléaire aurait été le produit d'une organisation officieuse des grandes puissances et l'assassinat de Georges Besse commandité par l'Iran pour forcer la France à lui livrer l'uranium enrichi nécessaire au développement de son programme nucléaire. (Interprétation qualifiée par Serge Savoie de « totalement gratuite, saugrenue et formulée sans le moindre commencement de preuve ¹ ».)

IV. Militante de la RAF*, Elisabeth fut exécutée devant sa planque lors de son « arrestation » à Nuremberg en 1979, dans le cadre de la politique de terreur de l'ensemble de la gauche révolutionnaire mené par l'État allemand depuis l'enlèvement de Schleyer – *supra*, p. ⇒. [nda]

V. Pourquoi ce détail ? « Lors des opérations, la consigne était de baisser toutes les vitres des véhicules, pour ne pas être blessé par les éclats de verre en cas de fusillade, et pour faciliter l'utilisation éventuelle d'armes longues », précise Rouillan. [nda&e]

VI. Entre mai et août 1981, sous le gouvernement de Margaret Thatcher, dix militants de l'IRA et de l'INLA (branche militaire du Parti socialiste républicain irlandais) meurent des suites d'une grève de la faim, dont Bobby Sands, membre de l'IRA et élu député à la Chambre des communes du Royaume-Uni pendant son incarcération.

VII. En avril 1985, l'UC Sara-Meidli revendiqua des actions contre la banque israélienne Leumi, l'Office national de l'immigration, et une nouvelle fois contre le journal fasciste *Minute*. [nda]

VIII. Dans tous les pays impérialistes devenus puissances nucléaires, l'unité des intérêts économiques et du savoir technico-scientifique regroupe militaires, politiciens, techniciens et scientifiques dans une véritable société secrète qui concentre un grand pouvoir bureaucratique : les *nucléocrates*. [nda]

IX. Sur Karl Heinz Beckurts et Georges Besse, lire *infra*, resp. p. ⇒ et p. ⇒ ; quant à Michel Rapin, il ne fut jamais inquiété.

X. « Société anonyme des télécommunications », la SAT était une filiale de la SAGEM (Société d'applications générales d'électricité et de mécanique), qui fournit les instruments de navigation des missiles, sous-marins nucléaires, blindés et avions militaires français. Les activités de TRT (Télécommunications radioélectriques et téléphoniques) seront plus visibles à la fin des

années 1980, lorsqu'après sa vente par Philips la marque devint Thomson-TRT Défense (TTD).

XI. Créée en 1955 – et rebaptisée Assemblée parlementaire de l'Otan en mai 1999 –, cette organisation rassemble deux fois l'an les parlementaires des pays membres.

XII. Prolétaire italien et militant des NAP*, Antonio Lo Muscio a été achevé à terre par les policiers lors de son arrestation le 1^{er} juillet 1977.

XIII. Dans la version policière que donnent Hamon et Marchand de cet épisode, ils citent la revendication par Action directe de l'attentat (envoyée à la presse quatre jours après), qui attribue l'échec de l'opération à une « mitrailleuse enrayée » ; raison à laquelle les deux journalistes ne croient pas, l'expliquant plutôt par le refus d'ouvrir le feu en voyant un enfant à bord de la voiture. Pourquoi avoir revendiqué une action ratée sans donner la vraie raison de l'échec ? « Pour garder la crédibilité de notre menace », explique Rouillan. Quant au tireur intempestif, il est décrit comme « un jeune homme brandissant une arme, qui court derrière la voiture » par le chauffeur du général, qui accélère et s'échappe dès qu'il l'aperçoit dans son rétroviseur ².

XIV. Quatrième épisode de la série « Antoine Rives, le juge du terrorisme » diffusée en 1993 sur France 2 et très librement « inspirée d'événements et de personnages réels », ce téléfilm met en scène un moment de la « vague de terrorisme qui déferle sur la France dans les années 1980 » et contre laquelle un héroïque juge d'instruction, « pris entre la justice et la raison d'État », dirige une « unité de coordination pour la lutte anti-terroriste ».

XV. En mai 1978, sur fond de guerre froide, avec le soutien des États-Unis, mais sans vraiment prévenir la Belgique, le président Valéry Giscard d'Estaing envoie dans l'ex-Congo belge (devenu Zaïre et aujourd'hui République démocratique du Congo) le deuxième régiment de parachutistes français. La raison « humanitaire » officielle (sauver 2 700 Européens que menaçait le régime de Mobutu) cachait mal la convoitise de l'État français pour une région extrêmement riche en ressources naturelles diverses ³.

XVI. En avril 1980, l'opération militaire organisée pour évacuer les cinquante-trois otages retenus prisonniers dans l'ambassade américaine à Téhéran tourne mal ; les otages ne seront libérés qu'en janvier 1981 – « et reçus par la CIA dans ses infrastructures de contrôle des prisonniers sur la base de Francfort », précise Rouillan. [nde&a]

XVII. En mai 1982, l'armée israélienne envahit le Liban et prend la direction de Beyrouth : l'armée française intervient sous mandat de l'ONU jusqu'en 1984.

XVIII. Devenu membre du parti des Black Panthers en prison, George Jackson fut assassiné en août 1971 par les matons lors d'une révolte – ses lettres sont parues dans *Les Frères de Soledad* ⁴. [nda]

XIX. La plus grande manifestation contre l'extension de l'aéroport rassemble 150 000 personnes le 2 novembre 1981. Après l'ouverture de la piste Startbahn West, la mobilisation dépassera

rarement quelques dizaines de personnes, jusqu'au 2 novembre 1987 où un jeune autonome armé d'un pistolet tue deux policiers et en blesse sept. Ce fut la dernière manifestation contre la Hahn Air Base, qui a été restituée à l'aviation civile allemande en septembre 1993.

IX. Attaquer le Parti de l'entreprise (fin 1985-fin 1986)

Septembre 1985. Aller vers le mouvement, discuter et débattre se révélait une impérieuse exigence. Nous avions bien conscience de la déconnexion qui s'opérait depuis des mois entre la guérilla européenne ayant fait le choix de s'inscrire dans les luttes internationales et un mouvement toujours plus ficelé dans ses intérêts métropolitains et localistes, voire dans les errances d'un présent sans passé ni futur. Le mouvement s'imprégnait en effet inexorablement des thèmes dominants de la contre-offensive idéologique de ces années-là. Partout il renonçait aux urgences révolutionnaires réveillées par Mai 68. Partout il s'accrochait aux « nouveautés » soporifiques de l'idéologie « postmoderne ».

La déconnexion était d'autant plus évidente que notre offensive avait accéléré deux tendances de la contre-offensive bourgeoise et du processus de fascisation.

Primo, tout était devenu prétexte à reniement, à condamnation, à délation. Il fallait que les anciens militants révolutionnaires donnent des garanties au pouvoir. Il fallait qu'ils condamnent la guérilla et les « terroristes d'AD ». C'est ainsi qu'ils perpétuaient les espaces de semi-liberté du protestataire autorisé, qu'ils pouvaient poursuivre, sur le cadavre de l'élan révolutionnaire, le babillage de la « révolutionnite ».

Secundo, notre offensive avait renforcé le front de propagande commune entre le mitterrandisme et la vieille « nouvelle gauche* ». Tous les gauchistes enrôlés dans la réécriture de l'histoire des luttes depuis Mai 68 justifiaient leur embrigadement dans les grands travaux du nouveau régime en tartinant leur morgue anti-terroriste.

Lorsqu'en juillet 1984, trois ans après l'arrivée de la « gauche » aux affaires, nous avions engagé notre première offensive alors que le PS tombait le masque, nous pensions à tort que les lézardes internes au régime étaient décisives, qu'elles pouvaient être favorables au renforcement des mobilisations prolétariennes. Nous étions si optimistes sur l'essoufflement de ce régime, certains de l'abandon de la voie réformiste et de la révélation de l'imposture électoraliste. Les mécanismes de la décrépitude sociale-démocrate étaient clairs, comme la crise du régime dans le contexte général de crise du système lui-même et de crise de l'État. Mais nous avons mal évalué l'ampleur de la vague réactionnaire mondiale, et le soutien qu'elle apportait aux « socialistes » convertis au néolibéralisme. Comme nous avons mal évalué l'homogénéité du front bourgeois dans chaque territoire, et la force des mobilisations interclassistes nationales.

Ainsi la position des classes dominantes qui constituaient le bloc du pouvoir capitaliste était-elle renforcée par les apports de la gauche institutionnelle et de la petite bourgeoisie « révolutionnaire ». À cette époque, les élites de la bourgeoisie cultivée étaient à nouveau unies derrière le consensus répressif. Et la théâtralisation médiatique des conflits entre les différents secteurs d'influence ou de gestion appartenant aux classes dominantes masquait l'adhésion au

programme néolibéral qui aboutit à la cohabitation de 1986.

Pris dans la guerre de la concurrence mondialisée, aux prises avec les mutations de la globalisation, les réformistes et les opportunistes de tous poils réajustaient leurs rôles historiques de toujours dans les différents conflits impérialistes. Les laquais de la bourgeoisie monopoliste s'appliquaient à soumettre le destin des classes subalternes aux intérêts des grands patrons.

S'il faut reconnaître notre erreur d'évaluation de la vague réactionnaire, on ne s'est en revanche jamais bercés d'illusions sur l'état du rapport de forces au milieu des années 1980. On doit aussi nous reconnaître de n'avoir jamais versé dans ce triomphalisme groupusculaire pour lequel, indépendamment des conditions historiques, jamais les forces révolutionnaires n'ont été aussi fortes et les masses aussi prêtes à l'« épreuve décisive ». On constatait au contraire la faiblesse du camp révolutionnaire, la faiblesse de la conscience de classe, l'incompréhension de la situation et des enjeux. Il y avait bien des luttes et des mobilisations, mais leur élan était toujours plus privé d'un contenu subversif, d'une ligne d'affrontement. Ce qui rendait plus urgents nos efforts pour ouvrir un front de résistance, raviver une politique révolutionnaire capable de briser les stratégies de la bourgeoisie, transformer les mobilisations populaires d'alors en mobilisations contre le système impérialiste tout entier. Aussi est-il impossible de critiquer sérieusement notre action sur le front anti-impérialiste sans revenir aux circonstances qu'on vient d'évoquer. En outre, la ligne dynamique de front révolutionnaire que nous essayions de mettre en place durant cette phase réclamait la réunion difficile de plusieurs ingrédients.

D'abord, il fallait organiser une guérilla capable de dépasser ses propres logiques organisationnelles, de réaliser la convergence transnationale des différentes forces combattantes en Europe correspondant aux urgences de l'époque nouvelle. Ensuite, le mouvement révolutionnaire ne devait pas être seulement capable de résister aux assauts du néolibéralisme, mais aussi de rompre avec l'Institution et de s'extirper du local pour inscrire sa réalité géopolitique dans la zone Europe-Moyen-Orient-Méditerranée. Enfin, il fallait garantir une interaction constructive entre la guérilla, le mouvement autonome et, au-delà, les initiatives des masses.

Avec le recul, on peut affirmer que nous étions dans l'impossibilité de réunir ces ingrédients. L'héritage de deux décennies de lutte donnait bien aux forces révolutionnaires en Europe de l'Ouest la lucidité d'une perspective stratégique, mais elles étaient désormais trop faibles pour la mettre en pratique. Nous étions si loin du niveau du conflit mondial de classe qu'il était impossible de faire vivre une interconnexion entre les offensives de la guérilla et la résistance du mouvement.

Nous étions conscients de ces difficultés. Et du besoin impératif de les surmonter. Mais il était impossible de mener à bien cette tâche dans une situation aggravée par les déformations des relations entre la résistance et la guérilla. On ne pouvait jouer pleinement notre rôle qu'à partir du moment où le mouvement jouait le sien. Comme l'écrivit alors une prisonnière de la RAF, « aussi longtemps que la résistance ne sera en mesure de développer une praxis autonome, c'est-à-dire tant qu'elle ne luttera pas de façon vraiment autodéterminée, authentique et avec continuité,

le développement du front sera sempiternellement bloqué ».

Depuis le printemps 1985, de nombreuses rencontres étaient organisées aux quatre coins de l'Europe. Ce processus connut son apogée avec le « Congrès international de la résistance anti-impérialiste et anticapitaliste en Europe de l'Ouest », qui réunit à Francfort, du 31 janvier au 3 février 1986, environ mille cinq cents militants issus des collectifs les plus actifs du mouvement révolutionnaire et des groupes de soutien aux prisonniers de la guérilla européenne. Malgré la campagne de la presse haineuse et la présence d'imposantes forces de police, une décision de justice garantit la légalité du congrès.

Les débats étaient organisés autour de trois thèmes principaux : l'attaque commune du front et les mobilisations populaires en Europe contre l'Otan ; les liens avec les oppositions au tournant réactionnaire et au nouveau modèle d'accumulation ; l'unité de la lutte révolutionnaire dans la zone géostratégique dominée par l'Otan.

Les contradictions éclataient à tout bout de champ. Tout était matière à débat. Tout était débat. Pour certains, c'était la confirmation de l'échec de ces rencontres. Bien au contraire, puisqu'il s'agissait de réunir toutes les composantes du mouvement pour alimenter la confrontation et les connexions – aussi contradictoires soient-elles. Au-delà du congrès même, on voulait convaincre du bien-fondé d'une attaque commune : lancer une dynamique de collaborations intra-européennes et renforcer le mouvement révolutionnaire sur le continent ; faire en sorte que le mouvement prenne en main sa destinée et crée un pivot de rassemblement transversal à toutes les expressions politiques sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les facs, les écoles, dans les rues, etc. Se jouait là une partie décisive. Ou le mouvement se mettait justement « en mouvement », ou il serait condamné pour de longues années.

On doit reconnaître que, malgré sa réussite à bien des égards, le congrès ne permit pas de résoudre cette tâche historique. Ce qui fut un élément décisif dans les défaites à venir. La lente déconnexion entre les organismes politiques (armés ou non), le mouvement autonome et les initiatives des masses étaient arrivés à un point de non-retour.

Malgré ce constat de faiblesse, il n'y avait pas d'alternative. En septembre 1986, on donna au journal clandestin *Zusammen Kampfen* (*Lutter ensemble*) une interview où l'on exposait les pivots de notre prochaine offensive. Ou bien on interrompait ce qu'on avait entrepris pour essayer d'« aligner le front » avec un mouvement toujours plus volatil. Ou bien on tentait d'avancer en portant des actions immédiatement perceptibles par toutes les résistances. Si on voulait sauvegarder notre organisation, la préserver de la répression, « durer » et écarter le risque d'un retour vers le groupusculisme, alors le premier choix s'imposait. Le second était le plus dangereux – pour ne pas le qualifier d'« aventureux » –, mais on ne doutait pas qu'il serait mille fois plus utile de mener une stratégie de libération au cœur même des pouvoirs monopolistes, de lancer un message de solidarité de classe avec le prolétariat international qui subissait les attaques de la globalisation néolibérale.

Cet interview ne cachait pas les objectifs de notre prochaine offensive : le « Parti de l'entreprise », c'est-à-dire celui de la bourgeoisie au pouvoir derrière la façade du mitterrandisme, qui organisait la restructuration industrielle et les politiques de rigueur, glorifiait la spéculation financière et immobilière, permettait l'installation (révélée par les affaires du Crédit lyonnais, les Tapie et autres Traboulsi ^I), dans les allées du pouvoir de « gauche », des profiteurs qui s'en donneront à cœur joie avec la valse des privatisations ouverte par les « socialistes » ^{II}. Simultanément, on frapperait les principaux instruments de la contre-offensive mondiale comme les bureaux de l'OCDE et le siège mondial d'Interpol.

Le Parti de l'entreprise ne se réduit pas au seul patronat. Dans la France des années 1980, il rassemblait aussi le personnel étatique (qui contrôlait 30 % de l'activité économique du pays) et le personnel politico-juridique (qui établissait les cadres de l'exploitation et de la dérégulation néolibérale). Mais aussi les forces de la collaboration de classe qui défendaient la « modernisation » du monde du travail, à laquelle participèrent les syndicats institutionnels et qui aboutit à l'élaboration de la loi Auroux, première pierre posée par le néolibéralisme contre le droit du travail ^{III}.

Au milieu des années 1980, le Parti de l'entreprise, triomphant, piétinait tous ses adversaires. C'était les années glamour des yuppies et des fortunes outrancières. « La vie est ailleurs, elle sourd de la crise, par l'entreprise, par l'initiative, par la communication », annonçaient July et Joffrin ⁴ tandis que Montand chantait « Vive la crise ^{IV} » et que Tapie donnait sur les écrans cathodiques ses grandes messes de l'économie paillette ^V. Le nouveau credo débordait de tous les égouts médiatiques : l'heure avait sonné d'une « grande révolution culturelle occidentale » propre à « faire des citoyens assistés des citoyens entreprenants » ; il fallait restructurer, devenir compétitif et surtout faire du fric à n'importe quel prix !

Issus de la fusion des programmes de « gauche » et de droite, les technocrates tentent de présenter leur gestion comme le seul modèle du politique. Plus leur vision disparaît sous le diktat du management, plus elle est sacralisée, et plus elle n'apparaît plus que sous les formes d'apparat du spectacle. Une quelconque notoriété peut suffire. Vendeur à l'encan, Tapie ne fut-il pas ministre et leader des radicaux « socialistes », parti de la majorité ? Quand tel ou tel sportif, de Roger Bambuck à Guy Drut, ne se retrouvait pas au Parlement et dans les ministères ^{VI}.

Sous la propagande en paillettes, le nouveau modèle d'accumulation mis en place après que la crise de 1973 ait mis en danger les taux de profit de la bourgeoisie n'était que l'inversion d'un rapport de force, le recul des acquis que le monde du travail avait imposés au cours du cycle de lutte de l'après-guerre aux années 1970. En France comme dans tous les pays impérialistes, la fusion des monopoles et de l'État (le capitalisme monopoliste d'État) dominait l'économie générale, encadrée dans le secteur public industriel (SPI). Au début des années 1980, l'État mitterrandien concentrait les principales armes de la restructuration économique. C'est-à-dire les moyens de mener la lutte de classe au service de la bourgeoisie. Les banques et le crédit étaient majoritairement nationalisés (trente-six banques, assurances, instituts financiers) et les cinq principaux groupes industriels étaient aux mains de l'État, mais aussi l'essentiel des secteurs des

nouvelles technologies, la construction aéronautique et spatiale, les (télé)communications et bien sûr la recherche fondamentale. Ces secteurs serviraient de modèle aux restructurations, à l'introduction des nouveaux credo productifs du contrôle total – zéro défaut, zéro stock, zéro temps mort, etc. – avant d'être offerts sur un plateau à la bourgeoisie par la privatisation.

On ne peut pas saisir les contours du Parti de l'entreprise dans la guerre de classe des années 1980 sans comprendre le rôle des appareils étatiques. Le SPI devenait le lieu d'expérimentation en grand des premières mesures de flexibilité et des nouveaux standards de production, du modèle proposé à l'industrie privée, à tout le tissu des PME-PMI. L'État « socialiste » préparait le terrain à la mainmise du capital sur la société entière. Le ventre du Parti de l'entreprise était fécond – mais sa tête restait le CNPF.

Attentat contre le numéro deux du CNPF

Depuis notre première action en 1979, nous assurions une surveillance régulière du président et des vice-présidents de l'organisation patronale. En février 1986, la décision de frapper le patronat français était prise. Une difficulté se présentait toutefois : les dirigeants du CNPF n'étaient plus alors des personnages connus par les classes populaires. Patron d'une petite société paternaliste, le nouveau patron des patrons n'avait rien d'un Ceyrac ni d'un Roux et encore moins d'un membre de la dynastie des Wendel ^{vii}. Les patrons les plus médiatiques désormais étaient justement les grands patrons du SPI, comme Besse ou Gandois ^{viii}, et non les rouages de l'administration patronale, comme un Chotard, qui dirigeait la commission des affaires sociales, déjà en déclin. Les grandes conventions contractuelles État-patronat-syndicats n'étaient plus de mise : on faisait table rase du passé, on ne discutait plus que pour gagner un peu de temps, pour diviser les luttes, et on passait plutôt en force.

À l'époque, le numéro deux du syndicat patronal était Brana. Technocrate-manager de la liaison avec le CMI (il a fait l'essentiel de sa carrière dans la transnationale de l'armement Thomson) et responsable aux questions économiques, Brana « représente et dirige le bloc SPI-Parti de l'entreprise, moteur de la stratégie générale "anti-crise" qui signifie cartellisation, concentration technologique et industrielle, économie de marché, flexibilité, déréglementation sociale, individualisation des politiques salariales, répression anti-ouvrière dans et hors de l'usine ^{ix} ».

Les informations publiques sur le CNPF et ses dirigeants rendirent les premiers repérages rapides. Brana vivait au Vésinet, dans une belle propriété ouverte sur une rue qui longeait les voies du RER. Il avait des horaires relativement réguliers, quittant son domicile assez tôt le matin, accompagné de Fernandez, son chauffeur-garde du corps attitré – qui suivait donc des stages de sécurité et de tir. Il arrivait dans la CX de fonction et traversait le grand parc jusqu'à la maison. Chaque matin, l'itinéraire de sortie changeait : tantôt à droite vers Chatou, tantôt à gauche vers la mairie du Vésinet – c'est-à-dire les mesures minimales de sécurité.

La rue du Vésinet était déserte. Ce qui rendait la surveillance et l'action délicates. Rarement une voiture garée, et moins encore de piéton. Impossible d'attendre l'air de rien dans un véhicule. Le commando n'avait d'autre choix que de se dissimuler dans une camionnette pour s'approcher discrètement et intervenir rapidement. L'objectif de l'opération était de mitrailler la voiture. Pas de tuer Brana, qui n'était pas un personnage assez emblématique. D'un point de vue politique, le message était une attaque armée contre le CNPF.

Le commando Christos-Kassimis se forma mi-mars. On déroba une camionnette J9 dans une petite ville du nord parisien. Elle fut immédiatement maquillée en doublette ^x. Puis sommairement ajustée à l'action : du collant translucide sur les vitres arrière pour voir sans être vu, un rideau pour isoler l'habitacle du chauffeur, de la moquette sur le sol pour étouffer les bruits (et isoler du froid autant que possible lors des attentes). Garée depuis plusieurs semaines à Chatou, elle était changée chaque jour de stationnement et superficiellement nettoyée pour éviter qu'elle ne soit suspectée d'abandon.

Le commando rejoignit Le Vésinet en RER. Chaque membre portait son propre matériel. Les PM démontés entraient dans un attaché-case. Seul le canon du fusil d'assaut FAL, trop long, était transporté dans un rouleau de plan d'architecte. Il faisait encore nuit quand le chauffeur récupéra le J9 pour ramasser les autres membres du commando. Une fois les écoutes radio branchées et les armes montées, chacun se changea : K-way bleu nuit, cagoule roulée sur la tête et gants.

La camionnette garée à une centaine de mètres de l'entrée, assez loin pour ne pas être repérée, mais assez près pour voir arriver la CX, le commando attendit en vain deux matins de suite. Le troisième jour, le J9 croisa la CX au moment de s'installer. Le lendemain, alors que le commando attendait depuis une petite heure, le TNZ1 annonça un attentat-massacre dans Paris, tout proche du point de dispersion prévu – il fut revendiqué plus tard par le CSPPA*. Il fallut se désengager une nouvelle fois. Après quelques jours de break, le commando se présenta de nouveau, et cette fois la CX arriva, entra dans le parc et y manœuvra pour se placer face à la sortie. Le camarade affecté à la surveillance de la CX prévint : « Elle sort. » Le commando se posta sur le trottoir à la sortie du parc. Mais la voiture n'arrivait pas. (On apprit par la suite qu'au moment de monter dans la CX Brana avait été rappelé par sa femme.) L'option prévue pour ce genre de cas était qu'avant d'être repéré le commando entre dans le parc. Le J9 bloqua la sortie de la CX et trois camarades s'avancèrent. À une vingtaine de mètres de la voiture, ils crurent apercevoir Brana à l'arrière et ouvrirent le feu en avançant. Le pare-brise éclata. Le chauffeur s'éjecta et partit en roulé-boulé sur une dizaine de mètres avant de s'enfuir dans les massifs de fleurs. Arrivé à hauteur de la CX, un camarade constata l'absence de Brana. Il avait dû se réfugier chez lui. Et nous avons décidé ne pas mitrailler la maison, où se trouvaient sa femme, un ou deux enfants et des employés de maison.

Le commando se désengagea aussitôt, rejoignit le J9 et traversa la Seine avant de remonter par les petites rues une partie de la banlieue ouest et de s'éparpiller.

Ni sanglante ni spectaculaire, l'action fut minorée par les médias. Contrairement à leurs

confrères allemands et italiens, la plupart des journalistes français s'intéressent moins au sens politique qu'à l'action elle-même – combien de sang à la une ?

Tous des terroristes !

Pour nous, l'objectif était atteint. Et l'État le comprit. Le lendemain matin, une vaste rafle était lancée dans les milieux autonomes. Plusieurs dizaines de militants furent arrêtés et placés en garde à vue. Nous avions franchi un nouveau cap et l'État renforçait sa pression sur le mouvement. Le décor était planté pour l'année 1986, qui se révéla décisive.

Que la propagande d'État présente la résistance populaire comme du terrorisme n'a rien de nouveau. Mais dans les années 1980, la fantastique machinerie médiatique fit du cri de guerre de la bourgeoisie, la « croisade internationale contre le terrorisme », un anathème qui ne touchait plus seulement telle organisation ou telle conjoncture : il devint universel.

Au même moment les « guerres de basse intensité », qui est l'autre nom du *terrorisme d'État*, devenaient de plus en plus agressives – comme au Nicaragua, où les USA multipliaient les opérations de sabotage et d'embargo. Alors que les *contras* voyaient leurs moyens accrus, ils échappaient eux à l'accusation de terrorisme ! Alors que les escadrons de la mort au service des grands propriétaires faisaient des milliers de victimes civiles, toute guérilla révolutionnaire était universellement dénoncée comme l'ennemi à abattre. Guérillas *campesinas* ou des grandes métropoles, résistants kurdes, colombiens et péruviens, enfants de Gaza ou des bidonvilles chiliens – tous des terroristes. C'est-à-dire des criminels.

Alors que les classes dominantes internationales proliféraient dans la corruption généralisée, profitant toujours plus de l'argent du crime organisé intégré dans la financiarisation de l'économie et s'accommodant d'une violence camouflée qui laissait indemnes les siens, elles s'arrogeaient le droit de monopoliser non seulement la violence légitime, mais la définition de ce qui était politique et de ce qui ne l'était pas. « Il y a une manipulation politique de la définition du politique, écrit Bourdieu. *L'enjeu de la lutte est un enjeu de lutte* : à tout moment il y a une lutte pour dire s'il est "convenable" ou non de lutter sur tel ou tel point. C'est un des biais par lesquels s'exerce la violence symbolique comme violence douce et masquée ⁷. »

Partout était renversé jusqu'à l'absurde le discours sur ce qui était « admissible » et « dicible » ou pas. Un seul exemple. Alors que les bourgeoisies sud-américaines accumulaient des fortunes colossales grâce à la drogue, alors que des gouvernements (souvent dictatoriaux) se faisaient et se défaisaient au nom de ce trafic international, alors que la CIA dealait de la cocaïne dans les ghettos de Californie et ailleurs pour financer l'aide qu'elle fournissait aux *contras*, la *counterinsurgency* inventa le terme de « narco-terroriste » pour stigmatiser les guérillas qui s'opposaient précisément aux régimes criminels soutenus par les USA !

Le système n'avait jamais été aussi loin dans l'imposition de sa conception de la politique, confinée aux limites juridico-idéologiques. Toute remise en cause réelle du quotidien capitaliste était mise *hors-jeu*, renvoyée dans l'en-dehors de la loi et donc dans l'en-dehors de la politique. Le monopole de la violence et par conséquent celui de la loi sont des prérogatives originelles de l'État. Mais avec la mondialisation néolibérale, nous assistions à son extension généralisée. Après les opérations de « police internationale » au Panama, dans le Golfe, etc., le directeur général de l'OMC Renato Ruggiero annonça la « constitution d'une économie mondiale unique ». Non seulement serait désormais illégale toute attaque de la propriété des moyens de production – autrement dit toute réappropriation populaire, mais si la loi ne suffisait pas, une intervention des forces coalisées impérialistes aurait toute légitimité pour anéantir cet « illégalisme ».

Rejetée dans l'espace obscur du criminel, la contestation radicale devait être éradiquée. L'accusation de terrorisme devint le point Godwin de toute discussion sur la dissidence politique. Le terrorisme devint le crime même. Et le terroriste, un criminel irréductible. Si odieux qu'il était exclu des grâces et des remises de peine accordées annuellement à tous les autres prisonniers.

L'accusation de terrorisme servait désormais ouvertement de limite intérieure à la protestation acceptée par le système. Et simultanément, cette accusation réaffirmait la frontière entre les métropoles prospères du Nord et les masses immenses de déshérités du Sud, qui formaient désormais seules la « classe dangereuse ». Assimilé au « terroriste », l'étranger devint un personnage dangereux. Ce racisme servit de fil conducteur à la pensée unique, et la protection des frontières devint un élément de la politique commune anti-terroriste et anti-immigrés.

Après les premiers attentats massacres commis dans Paris par le CSPPA* (bombes dans les restaurants, les cafétérias, les postes et la préfecture), la suspicion anti-arabe s'étendit partout. Ce fut le prétexte parfait pour en appeler à l'armée. Vingt ans après la guerre d'Algérie, les militaires refaisaient leur apparition dans les rues et les gares des principales villes du pays. Ainsi renforçaient-ils la lutte de la police contre les réseaux islamistes, mais surtout contre les luttes urbaines et la révolte des banlieues, et dans la chasse aux « étrangers ».

L'intervention de l'armée était tout à fait symbolique. Ces patrouilles ne protégeaient pas les populations urbaines. Elles rendaient seulement visible le contexte de guerre. Une guerre sociale contre la « classe dangereuse ». Une guerre contre l'« ennemi intérieur ». Une guerre contre l'« étranger ». Une guerre pour défendre les monopoles contre la révolte des périphéries. Une guerre pour cimenter le consensus des classes ici. Une guerre contre ceux qui refusent de crever de faim en silence.

La « guerre contre le terrorisme » était déjà le cœur du discours du président Bush pour un « nouvel ordre mondial », appuyé sur une combinaison de globalisation et de lutte des classes, menée par les plus riches, qui enrôlaient les moins riches et criminalisaient les plus pauvres. Tout naturellement, l'Organisation internationale des polices criminelles – plus connue sous le nom d'« Interpol » – allait mettre en pratique ce programme politico-idéologique : la représentation et la structuration de cette guerre. Interpol n'avait jamais officiellement participé aux luttes

politiques. Mais la lutte contre le « terrorisme » la plaça en première ligne. Partout les révoltes étaient confrontées aux activités du centre répressif d'information et de coordination des régimes impérialistes.

Attaquer le bras armé du terrorisme d'État

Le siège d'Interpol se trouvant sur le territoire français, il nous revenait de le frapper. Le commando Kepa-Crespo-Galende fut constitué en mars 1986 ^{XI}.

Situé sur les hauteurs de Saint-Cloud, le bâtiment de cinq étages repérable de loin avec ses immenses antennes et ses multiples paraboles, dominait la Seine. Séparé d'une rue calme par un jardin en fort dénivelé, son deuxième étage correspondait au niveau du trottoir. Je connaissais bien l'endroit, et depuis longtemps. Des camarades anti-franquistes l'avaient déjà attaqué lors de la première visite du roi d'Espagne Juan Carlos à Paris.

Le bâtiment était très protégé, gardes armés, système électronique, caméras, hautes grilles, fils barbelés, etc. Les repérages nous avaient pourtant permis de découvrir un défaut dans la cuirasse. On pouvait entrer en douce à l'arrière du domaine pour atteindre une petite porte de service qui restait ouverte tard le soir et donnait accès à deux ascenseurs. Notre idée était d'occuper ce petit hall, de placer une charge d'une vingtaine de kilos dans l'un des deux ascenseurs et de l'envoyer au quatrième, où étaient localisées la permanence radio et les fiches de recherche – le centre nerveux de l'organisation, qui fonctionnait 24 heures sur 24.

Mais, initialement composé de six membres, le commando Kepa dut être réduit à quatre militants. Dès lors, il ne pouvait plus réaliser l'action comme prévu. Une autre entrée fut improvisée en toute hâte : il fallait franchir la grille principale, descendre vers le grand hall par la rampe d'accès au parking, neutraliser le poste de garde et entrer le plus loin possible dans le bâtiment pour y déposer la charge explosive.

Le commando se roda à ce scénario très « direct » dans une forêt proche de Paris. Tout reposant sur la vitesse et l'effet de surprise, les combattants devaient réaliser la tâche qui leur incombait sans hésitation. Il fallait courir avec des charges de vingt kilos et porter deux échelles de six mètres. Le plus difficile était de propulser la seconde échelle au-dessus des hautes grilles du périmètre. Poser la première échelle, monter, lancer la seconde, descendre. Recommencer. Et recommencer encore. L'ensemble étant soigneusement minuté. (En référence aux récits du FNL, ce type d'action était dit « à la vietnamienne ».)

Le 16 mai en début de soirée, le commando se gara à l'abri d'une petite cité voisine d'Interpol. Deux camarades se chargeaient des énormes sacs à dos pendant que les autres libéraient les grandes échelles de la galerie. Une fois les camarades équipés, les mèches des charges furent allumées – au cas où les gardes leur interdiraient l'accès au bâtiment, ils déposeraient les charges sous l'auvent. Une minute et demie pour franchir la grille, descendre la voie d'accès au parking, le

traverser, entrer dans le bâtiment, déposer les charges, les relier et revenir. Une balle dans la charge et c'était l'explosion. Une blessure et le porteur immobilisé sautait avec sa charge.

Les quatre membres du commando couraient en silence dans la rue sombre. Les mèches crépitaient dans le dos des dynamiteurs. L'alarme se déclencha dès qu'ils atteignirent les grilles. D'énormes projecteurs illuminèrent la scène. Des sonneries retentirent dans le bâtiment. La première échelle posée, un dynamiteur la franchit et posa la seconde. Comme prévu, les barbelés n'étaient pas électrifiés. Des hommes armés surgirent des postes de garde. Une rafale de PM atteignit le premier, qui se plia en deux avant de se replier avec les autres. Une fenêtre du quatrième étage fut ouverte, aussitôt mitraillée.

Arrivés à la rampe d'accès, les dynamiteurs avaient sorti leurs armes. En courant, ils traversèrent sans encombre le parking. Arrivés à l'entrée principale, ils ouvrirent le feu sur les ombres qui bougeaient dans le grand hall. Ils tiraient au jugé. Chacun des dynamiteurs avait un chronomètre pendu à son cou. Quelques secondes pour poser les sacs et relier les deux charges avec un cordon de pentrite pour coordonner les explosions. Une dernière vérification avant de cavalier aussi vite que possible jusqu'aux échelles.

Depuis que les occupants savaient que le commando était dans l'immeuble, la confusion était à son paroxysme. À l'extérieur, le camarade armé d'un fusil d'assaut contrôlait la rue et protégeait le tireur au PM, qui lâchait régulièrement de courtes rafales sur les postes de garde pour éviter toute velléité de riposte. Après le décrochage des dynamiteurs, il tira sur les salles du rez-de-chaussée pour décourager toute tentative de désamorçage des charges.

Les dynamiteurs franchirent la grille quelques secondes avant l'explosion. Resté en arrière pour protéger les charges, le tireur au PM n'entendit pas l'ordre de repli. Il disparut un instant dans la lueur jaune orangé et la poussière qui suivit le fracas des fenêtres blindées projetées au-dessus des grilles. Par chance, le camarade s'en tira sans une égratignure – sinon un sifflement persistant dans les oreilles. Les débris de verre jonchaient la rue et le trottoir sur plusieurs dizaines de mètres. Un incendie partit au niveau du parking.

Dans tout le quartier, les gens étaient sortis sur le trottoir, scrutant les alentours, qui en peignoir, qui en pyjama. En débouchant sur le quai de Seine, le commando croisa les premières voitures de flics qui remontaient vers Interpol.

À la même période en Allemagne, deux centres importants de la répression furent attaqués. Le 11 août, sous le même nom de Kepa-Crespo-Gallende, une unité combattante fit sauter le siège des gardes-frontières allemands (BGS), ce bras armé des politiques contre les réfugiés politiques et en général les immigrés. Et un autre groupe frappa le siège du Bundesamt für Verfassungsschutz (organisme fédéral correspondant à la DST française).

Dans la confusion

Durant l'été 1986, la RAF forma le commando Mara-Cagol^{xii}, qui exécuta, le 9 juillet, Karl Heinz Beckurts, numéro deux de la multinationale Siemens et président de la commission nucléaire du patronat allemand. Ce physicien, qui jouait un rôle clef dans le développement des nouvelles technologies dans ce pays et en Europe, bénéficiait d'imposantes mesures de protection. Une bombe de forte puissance explosa au passage de sa limousine.

En France, nous étions confrontés à la vague d'attentats massacres revendiqués par le CSPPA*. Plus les islamistes s'en prenaient aveuglément aux civils et plus il nous fallait démontrer, en frappant des objectifs toujours plus ciblés, combien une guérilla révolutionnaire divergeait, pratiquement et politiquement, de ce type d'utilisation de la violence. Pour commencer, sauf une action contre l'OCDE – cible internationale dont le siège se trouvait à Paris et qu'il nous incomrait là encore de frapper –, toutes les actions à l'explosif furent reportées. La dernière eut lieu le 21 juillet, lorsque l'unité combattante Ciro-Rizzato gara une voiture piégée devant le siège de l'organisation des études économiques, au château de la Muette. Son explosion tardive, vers 3 heures du matin dans le quartier des ambassades du Ranelagh, garantissait l'absence de victimes.

Mais au même moment, le groupe lyonnais Affiche rouge avait repris ses actions meurtrières à Paris, orchestrant la plus grande confusion. Qu'il s'agisse de leur opération du 9 juillet 1986 (le dépôt d'une charge dans les locaux de la BRB sur le quai de Gesvres, dont l'explosion tua un policier et en blessa grièvement plus d'une vingtaine) ou, le 12 novembre, d'un attentat contre le siège de trois multinationales (qui prolongeait leur attaque, le 5 septembre 1985, de Péchiney, de Renault et de Spie-Batignoles).

Comme toujours, les Lyonnais exprimaient le niveau le plus violent de la critique spontanée du mouvement. Mais avec leurs actions pour accompagner la campagne d'interdiction du Front national^{xiii}, ils reprenaient une idée « républicaine » qui naviguait entre les marges les plus dépolitisées du mouvement et les couloirs du Palais-Bourbon. Après tout, c'était un appel petit-bourgeois à l'État pour activer les lois scélérates, qui servaient à réprimer l'opposition révolutionnaire et non à organiser une résistance populaire contre le FN et ses milices.

Sans une compréhension claire des tendances profondes du capital, toute lutte anti-fasciste est vouée à l'échec. Chaque saut qualitatif vers plus de monopoles économiques, politiques, militaires et culturels impérialistes conduit à plus de violence politique des forces bourgeoises et à plus de réaction. « Celui qui ne veut pas parler d'impérialisme devrait aussi se taire en ce qui concerne le fascisme. Car le fascisme se situe dans le stade impérialiste du capitalisme. [...] Le procès de fascisation correspond à une étape et à une stratégie d'offensive de la bourgeoisie et à une étape défensive de la classe ouvrière. » (Poulantzas⁸) En refusant de poser ces évidences, la lutte anti-fasciste partielle et caricaturale, qui s'inscrit dans le « front républicain », renforce la confusion et détourne l'attention de la gangrène fasciste qu'abrite la « démocratie » bourgeoise. Toute action anti-fasciste est d'abord anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Après le retour de la droite au pouvoir en mars 1986, le nouveau ministre de l'Intérieur

Charles Pasqua avait annoncé qu'il couvrirait les bavures et autres « erreurs » policières. Propos qui confortèrent l'arrogance quotidienne des flics et provoquèrent une multiplication des actes de violence policière. Aussi l'attentat contre la BRB fut comme un coup de pied dans le nid de guêpes. Et après l'attaque d'Interpol, tandis que les auteurs des massacres du CSPPA restaient introuvables, la mobilisation policière atteignit un niveau inédit et la pression ne cessa dès lors de croître. En parallèle, le Parlement préparait en toute hâte une série de lois spéciales.

Préparation de l'enlèvement de Besse

De notre côté, on avait quitté Paris pour préparer la dernière phase de notre offensive, dont l'action principale devait être l'enlèvement du PDG de Renault, Georges Besse. On voulait profiter de l'ouverture du premier procès-spectacle contre trois camarades de l'organisation, Régis Schleicher et les deux frères Halfen, Nicolas et Claude, pour lancer une épreuve de force contre les restructurations industrielles et le durcissement de l'exploitation dans les entreprises.

L'année 1986 avait débuté par une longue session extraordinaire au Parlement sur la flexibilité du travail (6-30 janvier). L'ensemble de la « gauche » s'étant rendue au néolibéralisme triomphant, les travailleurs devaient accepter de nouveaux sacrifices pour préserver la compétitivité de l'économie française. Le retour aux affaires de la droite ne fit qu'accélérer le programme. Le 31 juillet, le Sénat approuvait les grands projets de privatisation proposés par l'Assemblée.

Pour une grande partie du monde ouvrier français, Besse représentait, bien avant Calvet et Gandois ^{xiv}, la figure du « dégraisseur », le patron néolibéral des licenciements en masse et de la pression sur les ateliers. Dans la guerre des classes menée par la bourgeoisie, Besse était un général. Et ce grade n'était pas immérité si on pense aux 70 000 ouvriers qu'il a mis au chômage au cours de sa carrière à la tête de Pechiney, d'Alcatel et de Renault ^{xv}.

Notre noyau de clandestins avait éclaté. À la ferme, Nat et moi vivions avec deux camarades allemands, dont Wolfgang Grams (assassiné par le GSG 9 de la police allemande lors de son arrestation en 1992). Joëlle s'était installée à Tours. Georges avait loué une ferme dans la région de Loches, où il poursuivait son travail d'infrastructure. Nos rencontres étaient de moins en moins fréquentes. Peu de réunions et peu d'actions communes. Chacun savait ce qu'il avait à faire et le faisait de son côté. Une des rares actions réalisées ensemble cet été-là fut le braquage du siège de la Société générale à Angers. (Depuis l'été 1984, nous avons dû changer le scénario et le territoire de nos actions de financement. Dans la majorité des cas, on engageait moins de forces et loin de Paris en allant, dans la mesure du possible, au plus simple et au plus sûr.)

Au cours de l'été, en vue de l'enlèvement de Besse, nous avons étendu notre infrastructure en province et construit une première « prison du peuple » dans une chambre de la ferme de Vitry ⁹. Joëlle et moi étions les seuls clandestins à mener les préparatifs à Paris. On vérifiait

systématiquement les informations récoltées. Besse vivait boulevard Edgar-Quinet, en face du cimetière Montparnasse. Un lieu assez facile à surveiller : le trottoir central du boulevard abritait le matin un marché et plusieurs terrasses de café donnaient sur la porte du petit hôtel particulier.

La première fois où j'ai vu Besse entrer chez lui, j'étais attablé face à Joëlle à la terrasse d'un bar, à une trentaine de mètres de là. Il devait être aux alentours de 19 heures 30. Il faisait encore jour. Son chauffeur l'avait laissé sur le trottoir. Besse resta bien une minute devant sa porte à fouiller dans son énorme mallette noire. Je l'observais par-dessus l'épaule de Joëlle. Il sortit enfin son trousseau de clefs. Durant tout ce temps, il était seul et sans protection. Les contrôles vidéo que nous réalisions épisodiquement confirmaient cette erreur de protection. Car la scène se reproduisait presque tous les soirs. (À l'inverse, l'escorte l'attendait chaque matin devant chez lui.) En avançant dans la saison, la nuit tomberait plus vite et on pouvait espérer le baluchonner discrètement tandis qu'il plongeait le nez dans son attaché-case, un pied sur le perron de chez lui.

Propagande et nouvelles lois scélérates

Pendant ce temps, les bombes du CSPPA explosaient avec une régularité macabre. À l'acharnement sanglant des poseurs répondait en écho le cynisme de Pasqua. Publiquement, le matamore parlait haut et fort. Et en secret il envoyait ses émissaires courir le Moyen-Orient pour négocier une sortie à cette crise diplomatique. Car il s'agissait bien de ça ! Et non d'une lutte entre le bras armé de la « démocratie en danger » et de sombres forces fanatiques. Dans leur affrontement, l'État et le CSPPA jouaient tous deux de la terreur. Le mode opératoire différait, mais ils voulaient tous deux soumettre l'opinion publique par la violence.

Le gouvernement français n'avait pas attendu la revendication publique des attentats pour en connaître les auteurs et les raisons : le rôle de la France dans la guerre entre l'Irak et l'Iran. Depuis le début du conflit – qui avait déjà fait alors plus d'un million de morts –, le gouvernement français fournissait Bagdad en armes. Du point de vue des populations iraniennes, les attentats perpétrés à Paris pouvaient passer pour de simples égratignures comparés à l'action du Super-Étendard et autres fleurons de Dassault.

À quoi il faut ajouter les magouilles des forces françaises au Liban et dans tout le Proche Orient, ainsi que le rôle de Pasqua dans la crise des otages ^{xvi}. L'État français jouait une « subtile » partie d'échecs pour pacifier un pays après avoir défendu avec acharnement les forces réactionnaires chrétiennes qui avaient mis Beyrouth à feu et à sang ^{xvii}. Puis sous la pression de la résistance musulmane, il négociait pour éviter toute attaque frontale, s'appêtant ainsi à libérer Naccache ^{xviii}, qui était protégé par Khomeiny, c'est-à-dire par l'État iranien lui-même et plus encore par toutes les forces chiïtes de la région. Les délais des différents accords de libération étant dépassés, des attentats rappelaient le gouvernement français à ses engagements. Ce ne fut ensuite qu'un échange de coups meurtriers et de gestes de conciliation : une bombe explosait à Paris et deux jours plus tard on libérait un otage à Beyrouth ; les attentats s'arrêtaient en France,

mais des soldats français étaient liquidés au Liban ^{xix}.

Dans la poursuite de ce petit jeu de négociations occultes avec les auteurs des attentats massacrés, le gouvernement lança une fausse piste. Une piste qui arrangeait « tout le monde », du Moyen-Orient aux « démocraties » néolibérales et impérialistes, puisqu'il s'agissait d'attaquer la gauche arabe révolutionnaire : accuser les FARL* via Georges Abdallah, alors prisonnier en France ^{xx}. Pas une voix de la « presse libre » ne s'opposa à ce mensonge d'État. Seule l'assourdissante répétition obtuse des messages du pouvoir y fit écho. Quel journaliste oserait aujourd'hui affirmer qu'il ignorait la logique des attentats du CSPPA et de la crise des otages de Beyrouth, dont le but principal était la libération du commando Naccache ? Dans cette furia de désinformation, le ministère de l'Intérieur alla jusqu'à faire placarder dans toute la France un avis de recherche avec la photo de deux frères de Georges Ibrahim. Le CSPPA réclamait certes sa libération, comme celle de Garbidjian, membre de l'Asala*, mais c'était en reconnaissance du rôle des FARL et d'Abdallah aux côtés des Palestiniens depuis les années 1970. En communistes, les FARL n'ont quant à eux jamais mené d'attentats massacrés – et leurs cibles étaient bien connues. Détournant l'attention sur Abdallah et les siens, le pouvoir couvrait ses négociations avec le CSPPA et discréditait une guérilla communiste internationaliste.

Quelques mois plus tard, la conclusion de l'affaire démontra la puissance de manipulation de l'ordre « anti-terroriste » ^{xxi}. Poursuivi jusque-là devant une chambre correctionnelle pour usage d'un vrai-faux passeport algérien, Georges fut jugé début 1987 devant la cour d'assises spéciale en vertu de lois votées plusieurs années après les faits qui lui étaient reprochés. Le procureur demanda le maximum de la peine, dix ans ^{xxii}. Quelques mois plus tard, Naccache et son commando étaient libérés. La messe était dite.

Comme le fit la démocratie chrétienne italienne en son temps, le gouvernement Chirac-Pasqua jouait de la crise des otages et des attentats du CSPPA comme d'une stratégie de la tension ^{xxiii}. Dans cette partie, les « tueries du Brabant », œuvres de gendarmes factieux, ajoutèrent une touche macabre ^{xxiv}. Contrairement aux poncifs diffusés par la dissidence officielle, le gouvernement n'a jamais eu besoin de la violence révolutionnaire des « groupes minoritaires » pour instaurer l'état d'urgence, ni pour justifier ses lois répressives. L'État assume seul cette tâche. Plutôt que la manipulation toujours risquée d'une organisation de combattants sincères, il dispose des « officines » compétentes à cet effet. Cette année-là, pour alimenter son arsenal répressif, il lui suffit d'agrémenter de mensonges et de provocations la conjoncture créée par sa politique extérieure.

En septembre 1986 était ranimée la Cour de sûreté de l'État. Mais ce nouveau tribunal d'exception aurait les caractéristiques de son temps. La vieille CSE reconnaissait le conflit politique et tentait de le pacifier. S'il le fallait par la répression (garde à vue prolongée, regroupement dans un parquet-bunker, peines de trente ans, etc.) ; puis par la conciliation (à coup d'amnisties successives). Mais les tribunaux spéciaux à l'âge du néolibéralisme se fondent sur la négation du conflit politique. Ils ne connaissent que des criminels. Après la négation vient l'oubli, jusqu'à ce que le problème se pose à nouveau : une gestion immédiate, une normalisation

au coup par coup. Les nouveaux tribunaux d'exception ont ainsi un double rôle : après avoir criminalisé les luttes, ils en réécrivent l'histoire.

L'exécution de Besse et sa réception

Après la promulgation des lois spéciales, le choix qui s'imposait à nous était clair. Soit on maintenait l'offensive, soit on attendait la résolution du contentieux entre le CSPPA et le gouvernement Chirac. L'importance de ces attentats et la mobilisation hystérique de l'opinion publique ne nous avaient pas échappé. Confrontée à cette violence aveugle, la société était parcourue d'un haut-le-cœur. Nous avions parfaitement conscience que, dans ces conditions, défendre la nécessité de la violence révolutionnaire était devenu encore plus difficile. Mais en même temps, nous étions trop sûrs de nous, convaincus que l'État ne parviendrait pas à imposer un amalgame entre la guérilla et les attentats massacres. N'avait-il pas déjà tenté en vain cette manœuvre en 1982 ? Aussi avons-nous décidé de poursuivre l'offensive. En répondant coup pour coup au crescendo de la répression d'État dans la rue. À l'accroissement du rapport de force patronal dans l'usine. Aux restructurations et à la chasse aux ouvriers les plus engagés. Aux lois spéciales. En répondant par l'exécution d'un grand patron et d'un dirigeant du CEA.

Cette décision, que nous croyions très « politique », fut la cause de notre défaite quelques mois plus tard. On n'ignorait pas que nos erreurs seraient payées cash, qu'il n'y avait plus l'espace pour un demi-échec.

Si nous étions restés sur notre projet initial, l'enlèvement de Besse aurait pu nous permettre d'imposer à l'État un bras de fer politique sur le terrain que nous avons choisi ^{xxv}. Ne serait-ce que pour aboutir à un pat ^{xxvi}. Avec le recul, il est évident qu'en renonçant à passer à ce niveau de bataille politique – sinon à nous désengager –, on se mettait en danger. Mais cette évidence, nous n'avons pas même pu l'entrevoir alors. D'autant moins qu'il n'y eut jamais de contradiction entre nous, mais une décision unanime d'assumer cette action.

Le 10 octobre, le commando Ingrid-Schubert (en référence à une militante de la RAF morte en prison) exécuta le directeur des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères. Von Braunmühl était en charge de l'intégration européenne, de l'Acte unique et du traité de Schengen. Il lui revenait d'imposer les décisions de Bonn dans les congrès et les sommets internationaux du G7 et de la CEE.

Le même mois fut formé le commando Pierre-Overney ^{xxvii}. Pour gagner du temps, on repartit des repérages effectués pour l'enlèvement, comme pour le choix du lundi en début de soirée. Au rythme d'une tentative par semaine, qui correspondait au niveau de flicage de la capitale à cette époque et permettait de rester vigilant lors de l'approche.

En arrivant, la voiture principale faisait toujours un passage de vérification. Que tout soit tranquille et en place comme prévu. Elle s'engageait dans la rue Émile-Richard, qui traversait le

cimetière du Montparnasse. En roulant au ralenti, tout le monde avait le temps de faire un dernier point sur son maquillage – une perruque était arrangée, un col remis en place... Puis la voiture revenait vers le boulevard Edgar-Quinet en descendant Raspail et se garait le long du mur du cimetière, à quelques dizaines de mètres du boulevard. Tous phares éteints, le moteur en marche. Une première protection surveillait le carrefour du boulevard Raspail, et une autre l'entrée principale du cimetière, au cas où la seconde R25 qui suivait parfois le véhicule de Besse ou une simple patrouille de flics déboulerait – pour empêcher que le commando ne soit coupé du véhicule de repli. Les tireuses, deux femmes, étaient assises sur un banc, à une centaine de mètres de l'entrée de l'immeuble.

La première fois, Besse n'apparut pas. Le lundi suivant, il attendait avec son chauffeur sur le terre-plein central. Alors que les camarades se préparaient, ils virent sa femme en tenue de soirée sortir de l'immeuble et se diriger vers la voiture. Ce fut encore remis.

Le troisième lundi, la mise en place était à peine terminée que la R25 se présenta. Besse descendit et se dirigea vers la porte d'entrée, sa serviette sous le bras. Les tireuses s'étaient mises en route sur le trottoir, ajustant leurs pas à l'approche de Besse. Le chauffeur repartit lentement. La protection ne le quittait pas des yeux. Jusqu'à ce qu'il disparaisse dans le flot de la circulation.

Comme chaque soir, Besse était plongé dans sa mallette. « S'il vous plaît ? » Il se redressa, mais n'eut le temps de se rendre compte de rien. Une balle le frappa sous l'œil. Il s'écroula. Puis l'arme s'enraya. Et au moment d'intervenir, la seconde tireuse perdit son chargeur. La camarade était encore penchée en avant sur le trottoir quand sa coéquipière tira plusieurs autres balles sur le corps de Besse à terre.

Le contenu de la serviette était éparpillé sur le trottoir. Une camarade y fourra les dossiers pendant que l'autre surveillait. « C'est bon, on y va. » Elles partirent aussitôt à pas rapides vers leur voiture. Elles roulaient lentement, tous feux éteints. Personne ne suivait. L'ensemble du commando prit les petites rues du XIV^e arrondissement jusqu'au parc Montsouris et se dispersa sans difficulté malgré le plan Bari anti-attentat.

L'impact de l'action fut considérable. Nationalement, mais aussi internationalement – la régie Renault était présente dans plusieurs pays européens et latino-américains. Les médias passèrent en boucle la « condamnation unanime ». En France, de l'extrême droite aux groupuscules gauchistes « responsables » en passant par le P« C », tous se lamentaient. Sans surprise, le premier gouvernement étranger à condamner l'attentat fut celui de l'URSS de la perestroïka. En revanche, les échos qui nous parvenaient des travailleurs ne laissaient aucun doute. Même la presse internationale répercutait la réception contrastée de l'assassinat. Quelques correspondants de quotidiens italiens étaient allés recueillir l'ambiance dans les cafés autour des usines Renault. Leurs articles ne laissaient place à aucune ambiguïté. On pouvait en déduire qu'une partie au moins de la classe ouvrière avait saisi le sens de notre action. Et pour certains, ce ne fut pas une surprise : la possibilité d'un assassinat avait été évoquée dès sa nomination à la tête de Renault le 22 janvier 1985 ^{xxviii}. Besse n'était pas pour tout le monde le brave technocrate issu du peuple et

respecté par ses ouvriers dont Édith Cresson fit l'éloge ^{xxix}. Une réalité qu'illustrèrent les multiples incidents dans les ateliers lors de la minute de silence imposée par la direction et les syndicats le jour de l'enterrement de Besse. Ce patron avait été nommé pour écraser la résistance dans cette citadelle ouvrière.

Dans les mois qui suivirent, deux syndicalistes furent impliqués dans des procès au cours desquels il aurait été dit que, dans les ateliers et les assemblées, la base exprima sans ambiguïté son soutien à notre action. Et lors d'une réunion contre un plan de licenciements à l'usine Peugeot-Sochaux, les ouvriers auraient scandé : « Après Besse, Calvet ! » Enfin, dix ans plus tard, la première affiche imprimée par l'assemblée des grévistes de Renaud-Vilvorde représentait la tête du PDG Louis Schweitzer, avec une moustache à la Hitler, une cible au milieu du front et, en dessous, le texte « Besse était le premier, à qui le tour ? » Placardée sur la porte des ateliers, elle y resta longtemps après les derniers jours de l'occupation.

L'opération du commando Pierre-Overney appartient au patrimoine de notre classe. Seuls les chroniqueurs de la presse bourgeoise enfermés dans leurs ghettos de luxe et leurs bureaux parisiens sont incapables d'en voir la nature populaire. Même le P« C », après avoir calomnié Pierre Overney en le qualifiant de « fils de famille en rupture de ban » (alors qu'il était issu d'une famille d'ouvriers agricoles), dut reconnaître que notre action « semblait populaire » – même si c'était pour affirmer qu'elle « n'était en fait qu'une partie du complot contre les politiques progressistes ». Tandis que les organisations d'extrême gauche qui ne contestaient pas l'impact de cette action dans les ateliers nous traitaient de « vengeurs solitaires » et affirmaient que nous n'étions pas de « véritables communistes » – les vrais communistes, c'est bien connu, n'ont mené que des petits combats pas à pas...

Leçons d'histoire

Selon les premiers témoignages, les responsables étaient des femmes. Pour les flics, il devait s'agir de Nat et de Joëlle, même si la confusion des témoignages recueillis sur les lieux n'avait pas permis de l'établir avec certitude. Ils firent donc imprimer des centaines de milliers d'affiches avec deux photos de chacune d'elles ^{xxx}, qui s'ajoutaient à l'avis de recherche des sept ou huit principaux clandestins de l'organisation diffusé depuis plusieurs mois. À la différence de ces dernières, qui n'étaient placardées que dans les bâtiments d'État, les portraits de Nat et de Joëlle, sur le modèle du « *Wanted* » des westerns, furent collés dans les postes, stations de métro, gares, supermarchés, etc. Sous le titre « Terroristes » et avec la mention « Récompense » : cent briques ^{xxxi} pour celui ou celle qui permettrait l'arrestation d'un membre d'Action directe ^{xxxii}.

Pour nous, ces affiches illustraient l'impuissance rageuse de l'État. Depuis l'été 1985 et les traces de notre présence en Belgique, les flics n'avaient plus rien pour remonter jusqu'à nous. Leurs pistes dans le mouvement s'étaient toutes révélées infructueuses. Nos contacts circulant via l'Italie et l'Allemagne, ils avaient perdu nos connexions...

Malgré la pression policière, Joëlle et Nat vivaient sans se cacher plus particulièrement. Je me souviens de Joëlle payant son loyer au guichet d'une poste avec son avis de recherche collé sur un pilier, quelques dizaines de centimètres à sa droite. Ou dans le métro, lorsqu'elle se rapprocha d'une affiche pour lire ce qu'un anonyme avait gribouillé à la hâte : « Vive la révolution ! » D'ailleurs, les avis placardés dans le métro étaient rarement intacts, souvent lacérés ou détournés.

Mais cette mise en scène permit aux médias de rabâcher les poncifs imaginés quinze ans plus tôt outre-Rhin pour les militantes de la RAF : les « amazones de la terreur »^{xxxiii}. Aux « tueuses sanguinaires » succédaient les « terroristes à l'idéologie perverse » quand ce n'était pas la « tueuse au regard revolver ». Le point de vue machiste de « la préfecture » était largement relayé, comme les déclarations du patron de la Sûreté parisienne qui aurait conseillé à ses troupes : « Quand vous avez face à vous des terroristes, si ce sont des hommes faites une sommation, si ce sont des femmes, tirez. » Deux ans plus tard, on put constater que ces outrances perduraient jusque dans les propos du président de la cour d'assises : « Le plus horrible, le plus choquant, c'est que les tueurs soient des tueuses, deux jeunes femmes passionnées, déterminées, en apparence insensibles, et qui n'ont pas agi pour des raisons personnelles, mais uniquement pour abattre ce qu'elles appellent un "symbole". »

Les journalistes, souvent les mêmes, reprenaient aussi les « analyses » de la coïncidence entre l'alphabet et la liste de nos cibles, que nous exécutions « comme des maniaques ». Partant de la coïncidence en 1985 des opérations Zimmerman (1^{er} février) et Audran (25 janvier), ils imaginèrent qu'on se partageait les tâches : Action directe commençant par « A » et la RAF, à rebours, par « Z »... Après Brana, Blandin et Besse, ils conclurent : « Ça y est, ils ont réussi le "B" ! » N'avaient-ils donc rien de mieux pour vider de son sens la violence révolutionnaire ?

Plus sérieusement, il fallait au discours médiatique unidimensionnel démontrer qu'on avait affaire à une « dérive militante ». Notre combat était certes parti d'une position « acceptable » – la lutte armée contre la dictature franquiste et l'héritage révolutionnaire de l'après-68 –, mais il était devenu « inacceptable ». Notre comportement relevait de la « folie meurtrière » et nos actes étaient « lâches », « gratuits » et « inefficaces ». « Aliénés par [notre] discours », nous n'étions plus que des « assassins sans courage, fascinés par le sang qu'[on] faisait couler »...

Notre action avait pourtant fiché un pieu dans le sol de la lutte des classes. Un pieu qui révélait justement la dérive de cette époque. Non pas la dérive des militants qui poursuivaient le combat révolutionnaire derrière les barricades de la guerre de classe, mais la dérive d'une société qui acceptait le programme réactionnaire néolibéral et le processus de fascisation mené par l'État. D'où les tombereaux d'insultes déversés sur nous par les ténors de la « gauche » ! Mais comme l'avait déclaré aux écrivillons enragés contre lui un auguste camarade dont certains boulevards peuvent être fiers de porter le nom : « J'ai eu peur que vous ne m'épargniez ! »

Dans la grande presse, on pouvait tout de même croiser quelque chose qui, avec un peu d'imagination, aurait pu à la rigueur évoquer le début d'une analyse. Comme lorsque Julliard affirma dans *Le Nouvel Observateur* que les mots de « lutte de classes » n'auraient plus le même

sens après les coups de feu du boulevard Edgar-Quinet. Mais jamais aucun des plunitifs du PS n'a affronté l'idée que l'exécution de Besse pouvait appartenir à l'histoire des luttes dans ce pays – et que cette histoire n'était pas finie.

Et puisqu'il faut donner des leçons d'histoire à ces « historiens » ! Les « socialistes » avaient sonné le glas de la citadelle ouvrière de Billancourt, lieu mythique qui abrita les premières grèves des métallos dans l'entre-deux-guerres, le comité de la Résistance après-guerre et les luttes sauvages des OS au cours des Trente Glorieuses. La réalité du travail que vivaient les ouvriers de la Régie Renault nationalisée par le Conseil national de la Résistance était finie. C'était tout un monde qui s'écroulait. D'exemple à suivre pour les ouvriers, Billancourt devenait l'exemple à suivre pour le patronat. Dans la serviette de Besse, on découvrit les plans de la DATAR, des notes sur la fermeture des ateliers de l'île Seguin et un mémo sur les procédures pour écraser la résistance ouvrière en vue de la fermeture définitive du site ^{xxxiv}.

Billancourt, c'était aussi la mémoire de l'assassinat de Pierre Overney, à la porte Émile-Zola de ses ateliers, le 25 février 1972. Cet événement reste l'un des principaux fils conducteurs de la résistance armée sur ce territoire. Dans une immense mobilisation, la nouvelle gauche accompagna le corps de Pierre Overney vers le Père-Lachaise aux cris de « Pierrot on te vengera ! » Vite oubliés et aussi vite reniés par certains. Les leaders allaient bientôt retourner à leurs occupations : se faire une place dans le système ^{xxxv}. Mais pour un communiste, « venger » signifie continuer le combat de celui qui est tombé. « Venger Pierrot » signifiait donc combattre dans les comités de base des usines et des quartiers, combattre pour l'autonomie prolétarienne. Voilà la signification du mot « vengeance » pour les jeunes révolutionnaires qui défilaient derrière le cercueil de Pierre Overney.

Cette histoire relie tous ceux qui ont poursuivi la guerre de partisans. Et en premier lieu la NRP*. Lorsqu'elle frappa la maîtrise qui gérait la milice patronale contre les militants révolutionnaires et les ouvriers radicaux. Le 8 mars 1972 à Boulogne, la NRP enleva l'ingénieur Nogrette et produisit le communiqué suivant : « Celui qui se vantait d'être la justice de la Régie, M. Nogrette, responsable de l'embauche à Billancourt des tueurs de la volante et principal organisateur des licenciements sur toute l'usine, a été arrêté ce matin. Nous représentons la volonté du peuple face à la loi des assassins. Nous représentons la justice du peuple face à ceux qui veulent faire régner la terreur dans la plus grande usine de France. »

À l'époque des faits, Georges Cipriani écrivait : « Les gars étaient pour, résolument pour. Il y avait des gars qui dansaient dans les vestiaires. La propagande bourgeoise n'a pas marché du tout. Nogrette n'était pas le bon gars qui discutait, etc. C'était une fieffée salope. Depuis janvier 1971, il avait licencié neuf cents travailleurs, et tout le monde le savait. En un sens, chez nous, l'enlèvement de Nogrette a plus frappé que le meurtre d'Overney » (revue des comités de base de Renault).

Pour commémorer le deuxième anniversaire de la mort de Pierre Overney, un groupe mao incendia une péniche de voitures sur les quais de Billancourt.

En 1977, les Napap* exécutèrent le vigile Trameni, condamné à quatre ans de prison, mais libéré en conditionnelle au bout de dix-huit mois ! Voici un extrait de leur revendication de l'action : « L'affaire Trameni a dévoilé le clivage créé par la mort de Pierre Overney. Dans l'histoire du mouvement révolutionnaire français, on connaissait le vieux fossé entre réformistes et révolutionnaires. Il faudrait être plus précis. Une nouvelle catégorie de penseurs est née, celle des dandys de la "révolution humainement possible" (en référence à la déclaration de Geismar, Victor, Le Dantec ^{xxxvi}). Planqué derrière le bureau d'une université ou d'une maison d'édition, on ne craint pas trop les aléas de la restructuration industrielle, ni les coups de flingue ou de tournevis de la CFT ^{xxxvii}. [...] Nous avons abattu Trameni parce qu'il était le symbole du terrorisme patronal impuni. [...] Pour combattre leur "paix sociale", il faut répondre au terrorisme d'État par des moyens aussi convaincants que ceux du patronat. L'utilisation du fusil ou du "P-38" n'est pas un mythe pour Français en mal d'Italie ou d'Amérique du Sud. Elle reste le seul argument que les multinationales et les patrons ne pourront jamais récupérer dans leurs bureaux d'études. »

Dix ans plus tard, le commando Pierre-Overney frappait la politique de l'entreprise d'État en la personne du « dégraisseur » Besse.

Aux yeux des commissaires politiques du nouvel ordre bourgeois, notre crime impardonnable ne fut pas tant de sang que d'avoir remué la nostalgie collective de la *jeunesse enragée*. Du haut de la position sociale qu'ils avaient acquise à vil prix, ces renégats réglèrent à travers nous les comptes de leur passé « déviant ». Dans leur acharnement à faire la preuve que nous n'avions rien à voir avec l'histoire des luttes ni, au-delà, avec les classes populaires, des journalistes, souvent d'ex-gauchistes (avec l'enseignement, la presse et l'édition en ont recyclé les trois quarts ^{xxxviii}), avaient illustré leur propos avec une photo de la manif spontanée des jeunes ouvriers et des OS immigrés de Renault quelques heures après le meurtre d'Overney. Justement celle où, au premier plan, on voit... Georges Cipriani porter la banderole des ateliers de l'« artillerie » (ceux des machines-outils de Billancourt) ! Un de nos avocats ^{xxxix} s'adressa directement à « ceux qui, dans le journal *Libération*, traitent également les accusés d'imbéciles : ils semblent avoir mis beaucoup de soin à remiser dans l'oubli ce qu'ils ont été, et ce à quoi ils ont cru, au temps où, sous les habits de Mao, ils étaient engagés dans la Gauche prolétarienne qui préconisait haut et fort la résistance et la lutte armée du peuple contre la "bourgeoisie impérialiste". Pauvre Cipriani ! Il travaillait à ce moment-là dans les usines Renault. Comme il l'a expliqué, il a pris conscience de la violence qui règne dans les entreprises lorsque Overney fut assassiné par les milices patronales. Ceux qui ont appelé à la révolte, ceux qui se sont lancés dans l'action contre Nogrette, ceux qui dans ces circonstances sociales ont théorisé sur la lutte armée, sont les premiers aujourd'hui, parce que le légalisme a fait des adeptes et que la normalisation est à l'ordre du jour, à se montrer les plus perfides dans l'insulte à l'égard de Cipriani et ses camarades ».

Il fallait bien sûr nier que Georges ait travaillé des années durant à Billancourt, où il avait fait partie du comité de base de Renault. Dans le dossier d'instruction, Besse était bien le « PDG de Renault ». Mais Georges n'était que l'« employé de la RNUR ^{xl} » !

Georges avait vu le corps de Pierrot allongé devant Billancourt. Quelques semaines après les faits, dans la revue du comité de base, il avait témoigné : « L'assassinat s'est passé un vendredi après-midi, au moment où l'équipe du matin sortait. Quand je suis arrivé aux portes, ça venait de se passer. Quelqu'un a crié. Un type était par terre. On est allés voir. Overney était déjà mort. »

Diabolisation et fin de cycle

Le 8 décembre 1986 s'ouvrait à Paris le premier grand procès de membres d'AD. Régis Schleicher et les deux frères Halfen étaient présentés devant la cour d'assises de Paris pour la fusillade de l'avenue Trudaine. Comme les faits étaient antérieurs aux lois spéciales, le procès se déroulait devant une cour « normalement » constituée, c'est-à-dire avec des jurés issus des listes électorales.

Le régime avait besoin d'un procès-spectacle. Une de ces grandes cérémonies d'expiation et de condamnation unanime auxquelles on nous a habitués depuis ^{XL}. Un moment théâtral où serait faite la preuve qu'on s'attaquait au « terrorisme ». Étant la seule affaire qu'elle avait sous la main sur fond d'attentats massacres, la justice devait faire la preuve de sa volonté sans faille. Même mal montée et tissée d'invraisemblances, l'accusation était grave : deux flics au tapis et un autre invalide. Régis ayant été libéré en juillet 1981, la droite pouvait revenir sur l'un de ses thèmes favoris : l'amnistie et le « laxisme » de Mitterrand. Et justifier ainsi la manifestation factieuse des policiers contre Badinter. Pourtant, si Régis fut bien libéré en 1981, c'est parce que sa peine était finie... ^{XLII}

Dès l'ouverture du procès, Régis poussa à la rupture, lançant aux magistrats et aux jurés qu'il pouvait compter sur la guérilla pour l'épauler. Prenant ces menaces au pied de la lettre, les jurés désertèrent un à un le procès, jusqu'à ce que le quorum ne soit plus respecté. Il est vrai qu'AD n'était pas l'organisation vaincue qu'elle serait quelques mois plus tard. Il y avait moins de deux ans qu'Audran était mort et l'exécution de Besse était dans toutes les mémoires. Mais l'idée d'attaquer un juré n'aurait jamais pu nous venir à l'esprit ! Nos actions avaient fait la preuve qu'on ne confondait pas ceux qui incarnaient pour nous le pouvoir et ses agents avec des anonymes enrôlés de force (et par hasard) dans le processus d'oppression. Mais l'anti-terrorisme mettait en scène tout le spectacle de la terreur. Et il est bien connu que plus on est entouré de flics (qui plus est, armés jusqu'aux dents) et plus on se sent menacé... Ajoutez à ça le dispositif disproportionné qui accompagnait les jurés de leurs domiciles au Palais, où logeaient des centaines de gardes mobiles, des flics avec des chiens, certains des masques à gaz, d'autres en civil, et même des équipes de déminage et une vedette de la brigade fluviale qui tournait autour de l'île de la Cité ^{XLIII} !

On invoqua contre Régis le crime de lèse-démocratie. Et la condamnation de la presse de régime fut, comme il se doit, unanime. Enfin, la défection des jurés qui entraîna l'abandon du procès permit au gouvernement d'étendre la compétence de la cour spéciale aux trois prisonniers d'AD ^{XLIV}. Sous le nom d'« alinéa Schleicher » la justice décréta que même les faits antérieurs à

1986 seraient désormais jugés par des cours spéciales ^{XLV}.

Cette vengeance juridique n'était qu'un début. L'État augmenta d'un cran la stratégie de la tension. Car si la portée révolutionnaire que nous attribuions à la mort de Besse fut invisibilisée, la plupart des gens ne percevaient pas ce type d'action comme une menace pour eux-mêmes. À l'inverse d'une attaque contre un magasin populaire – comme Tati, par exemple ^{XLVI}. Et la meilleure campagne de propagande d'État aura du mal à faire croire aux gens que la mort de généraux du ministère de la Guerre et de grands patrons, ou même celle de policiers dans un combat de rue, est du même registre que des attentats massacres ciblant aveuglément la population. Mais depuis qu'on avait abandonné les attentats à l'explosif, les occasions d'instrumentaliser un accident ayant disparu, les experts mandatés par l'État durent les organiser eux-mêmes. Le 15 décembre 1986, la voiture d'Alain Peyrefitte, garée devant son domicile à Provins, fut équipée d'une charge avec le type de mise à feu perfectionnée généralement utilisée par les forces armées. Deux employés municipaux venus récupérer le véhicule déclenchèrent l'explosion : l'un d'eux fut tué, l'autre grièvement blessé. La presse unanime titra aussitôt « Action directe tue un travailleur ». Début janvier, un attentat de même facture (qui fut désamorcé avant d'exploser) visait l'immeuble du juge Bruguière, en charge des dossiers d'AD depuis 1982.

Si nos actions avaient jusqu'à présent porté clairement la marque de la justice prolétarienne, limitant de ce fait l'influence de la propagande médiatique sur le mouvement et les camarades de gauche, la pression accumulée au cours de ces mois de tension fut emportée par ces « attentats d'État ». Au milieu du bain d'hystérie collective dans lequel était plongé le pays, la confusion submergea tout. Nous n'étions plus seulement diabolisés par l'État et l'opinion publique sous contrôle, mais par la plus grande partie du mouvement. Aux dénonciations de ceux qui abandonnaient le camp révolutionnaire se joignait la voix des camarades nouvellement convertis à la protestation « démocratique ». Chacun y allait de son opprobre : pour les trotskistes nous étions des « gardiens de goulag », pour les ML* des « hitléro-trotskyistes » et pour les anars des « fusilleurs staliniens »... Rares furent les militants qui s'opposèrent à ce lynchage politique en règle. D'autant plus dans un contexte où le mouvement, proche de l'asphyxie, avait placé toutes ses forces dans les luttes des cheminots et des étudiants qui se développaient alors. Investis dans les coordinations et la création de nouveaux comités de base, toute action violente apparaissait aux yeux des camarades comme un sabotage de leurs espoirs. Même si le gouvernement démontrait qu'il voulait passer en force, réprimant leurs manifestations avec une violence féroce – deux jours avant l'ouverture du procès de Régis et des frères Halfen, le jeune étudiant Malik Oussekiné était tabassé à mort par la brigade volante. Et même s'ils allaient bientôt déchanter – les initiatives autonomes, grèves et mobilisations resteraient dominées par le corporatisme et les objectifs partiels si favorables à la récupération institutionnelle des luttes ^{XLVII}.

Nous étions trop faibles politiquement. Et ils étaient trop nombreux ceux qui, dans le mouvement, avaient des comptes à régler : ça faisait alors dix ans qu'AD les empêchait de tourner en rond ! Et comme toujours les plus acharnés furent ceux qui avaient renié leurs propres engagements passés. Notre existence contredisait leur « Il n'y a plus rien à faire, ou si peu ». Il ne devait plus y avoir d'alternative à la résignation. Il fallait éliminer la dernière politique rebelle

issue de Mai 68, ravalée au rang de monstruosité par les dépositaires officiels de la mémoire des luttes ^{XLVIII}.

La diabolisation d'AD fut l'occasion de rompre le cycle des luttes entamé en Mai 68. Le commencement de la réécriture, un polissage méticuleux de l'amnésie collective, le nettoyage commençant justement en... 1977 ^{XLIX}. Les conditions étaient prêtes pour qu'Hamon et Rotman écrivent leur bréviaire sur le gauchisme parisien ^L. Ce chapelet d'anecdotes, ce récit impressionniste du « vécu marginal » de quelques intellectuels recouvrait l'analyse politique. Tout était réduit à l'état de fantôme, entre rêve (utopie) et cauchemar (violence). L'histoire du mouvement n'était plus que celle de la dissociation comprise comme une continuité.

Constat d'échec

Les offensives de 1985 et 1986 auraient pu s'inscrire dans l'enracinement de la stratégie de guerre révolutionnaire en France, et plus globalement en Europe et dans la zone méditerranéenne. Mais la consolidation de ce dépassement dépendait de l'existence de relais politiques multiples et durables au sein des strates les plus conscientes des classes populaires. Il nous aurait fallu établir des têtes de pont avec toutes celles et ceux qui ne se satisfaisaient pas des politiques de collaboration. Il ne s'agissait pas d'une relation d'« encartés », mais d'une relation avec les prolétaires capables d'apprendre de leur propre expérience avec le vieux mouvement, en rupture avec le contrôle institutionnel, habités par l'internationalisme de leur classe. Il aurait fallu lutter avec toutes celles et ceux qui étaient prêts à redéfinir l'autonomie ouvrière, à œuvrer pour l'autodétermination des luttes, de leur cadre organisationnel et de leurs orientations.

Au vu de cet objectif, nos détracteurs eurent le triomphe facile : « Vous voyez bien que vous avez échoué, que vous vous êtes cassé la gueule ! Tout ça pour rien... » Les opportunistes de tous bords peuvent se réjouir en qualifiant d'échec ce qui fut le résultat d'une répression sans merci. La victoire des États contre les forces les plus déterminées du prolétariat européen. À leurs yeux, notre capture ne prouve pas seulement l'erreur fondamentale de la stratégie de lutte armée, mais le recul général de toute position révolutionnaire. Ils aimeraient pouvoir résumer notre expérience aux errances de « quelques militants perdus », comme ils le répètent inlassablement dans leurs débats sur les « années de plomb ». De peur que ce spectre ne hante de nouveau le continent, qu'une nouvelle initiative révolutionnaire ne dérange leurs rôles de soupape aux besoins de révolte, leur fonction de recyclage dans l'Institution.

Il est clair qu'AD n'eut ni la force ni l'impact d'organisations révolutionnaires comme les BR*. Néanmoins, AD ne peut être réduit à l'existence éphémère d'un groupe combattant d'une demi-douzaine de personnes. Pareil groupe survit un an, deux tout au plus. Et il tombe dès que les forces de répression l'ont localisé. Alors qu'AD compte dix ans d'histoire combattante au cours desquelles près de trois cents militants ont été arrêtés en tant que membres, appuis logistiques ou sympathisants ^{LI}. Plusieurs dizaines d'entre eux furent incarcérés et, au moment où ce livre était

écrit, une dizaine de militants étaient détenus et d'autres toujours recherchés. Pendant dix ans, l'organisation a trouvé dans ses liens avec le mouvement la force de se redresser et de lutter encore après chaque coup de la répression. Aucune guérilla politiquement isolée ne peut être active aussi longtemps à un tel niveau.

Mais nous ne pouvons pour autant échapper au constat de notre échec. Comme les autres organisations combattantes sur le continent, nous avons été incapables de lever des forces nécessaires pour alimenter nos campagnes politico-militaires et renouveler les forces subversives de notre action de rupture. Nous n'avons pas réussi à établir une véritable dynamique avec le mouvement en vue de faire vivre un front de résistance anti-capitaliste et anti-impérialiste capable de mettre en place un processus de libération correspondant aux enjeux de l'époque néolibérale. Dans le meilleur des cas, nous sommes entrés dans une phase de « retraite stratégique »...

Nous avons échoué. Il est impossible de le contester. Mais il est essentiel de se pencher sur la nature de cet échec. Les critiques doivent être examinés. Et des enseignements tirés ensemble.

Le problème du lien avec les masses, et donc de l'isolement de la guérilla, est un problème essentiel. Mais il ne doit pas être posé dans les termes réducteurs de la gauche révolutionnaire. L'application décervelée des schémas livresques et du paradigme des organismes de masse ne résume pas toutes les relations entre un mouvement politique et les révoltes prolétariennes. Comme le précisaient des prisonniers politiques italiens : « Il y a une différence de fond entre être isolé politiquement et être en nombre restreint sur le plan organisationnel. On peut être nombreux et être isolé. On peut être peu nombreux et, dans le même temps, tenir un rôle de premier plan. Les communistes ne doivent pas craindre de naviguer à contre-courant ou dans l'exiguïté organisationnelle : c'est presque toujours là le point de départ du travail révolutionnaire ^{LII}. » Le lien réel ne passe plus (et n'est d'ailleurs jamais passé) par une liaison mécanique, une appartenance organisationnelle. Qu'il s'agisse du « dix, cent ou cinq cents délégués » syndicaux, du « Tout le monde a sa carte du parti » des vieux du P « C » ou de l'entrisme groupusculaire des nouveaux évangélistes des messes anarchistes ou marxistes sur mesure.

On reconnaît la « petite classe parlementaire » à la prudence avec laquelle, avant de déclencher toute action, ses membres attendent de constituer un lien avec la « majorité du peuple ». Rosa Luxemburg attribue la résolution de cette aporie à Lénine : « La voie n'est pas de la majorité à la tactique révolutionnaire, mais de la tactique révolutionnaire à la majorité ³⁰. » La vision fantasmagorique du « lien avec les masses » est emblématique de l'immobilisme et des routines des « grands partis » de la social-démocratie qui portent la contre-révolution institutionnelle, outil de contrôle et de récupération de toute protestation radicale.

« La question n'est pas de savoir comment le mouvement révolutionnaire "se lie" aux nouveaux processus qui surgissent de la base et aux mouvements de masse, rappelle Eva Haule, prisonnière de la RAF. La question qui se pose effectivement est comment le mouvement révolutionnaire combat lui-même [...] : comment, par leur lutte, la guérilla et la résistance polarisent les rapports

sociaux de telle sorte que l'État et le capital ne puissent imposer leurs projets d'anéantissement ; et comment, sur cette base, se construit un rapport conscient, ouvert et dialectique entre les divers mouvements en vue d'orienter la manière réelle dont il est possible de transformer la réalité existante et de réaliser une vie plus humaine. »

Une organisation minoritaire n'est pas privée par nature de toute légitimité, de toute base sociale et de perspective crédible. L'histoire ne manque pas d'exemples où des groupes peu nombreux ont mis en chantier une politique déterminante pour l'ensemble de la classe. « On peut être séparés des masses, rappelaient des prisonniers politiques italiens, et croître en prestige et en autorité sur elles, en établissant sur ces bases des liens durables. Tout dépend du type d'intérêts qu'on représente. Tout est lié au genre de batailles qu'on engage, avec quelles initiatives et quelles propositions ».

Les ténors de la politique institutionnelle ne critiquaient pas seulement AD pour l'action armée, mais parce que la guérilla matérialisait une contre-violence révolutionnaire de classe qui mettait en danger leurs positions. AD les empêchait d'électoratiser en paix, de protester gentiment en famille. Aussi, même absolument minoritaire, AD révélait une partie de la réalité de l'affrontement en cours dans les métropoles occidentales. Une réalité refoulée par la vieille « nouvelle gauche* » toujours plus institutionnalisée et réformiste. Un refoulement qu'elle grimait en « soutien » aux guérilleros sud-américains : pour faire oublier sa responsabilité dans la pacification des métropoles et la consolidation des bases arrière de l'agression impérialiste, qu'on appelle pudiquement « guerre de basse intensité ».

Nier cette guerre, c'est nier l'exploitation et l'oppression subies par le prolétariat mondial partout où règne le capital ; c'est nier l'injustice qui engendre la violence du camp des exploités. Et cette négation ne prive pas seulement de moyens la lutte du prolétariat, mais renforce l'emprise de la réforme institutionnelle et du syndicalisme de cogestion.

La vieille nouvelle gauche niait la guerre sociale parce qu'elle était vaincue. Elle ne cherchait plus qu'à sauver sa participation soumise au système, sa place dans les voies sans issue, mais sans risque de la fausse paix. C'est aussi l'enterrement joyeux des ex-soixante-huitards reconvertis en bonnes consciences de « gauche » que dérangeait la perpétuation par AD de la lutte armée.

Dans les années 1980, en choisissant résolument le camp révolutionnaire – alors que grandissait la vague réactionnaire néolibérale et qu'émergeait le prolétariat précaire universel, sujet politique de la mondialisation économique –, nous ne pouvions échapper à l'affrontement sur le terrain international. « Tout au long des années 1980, cette conscience a mûri dans l'action de dizaines de milliers de camarades en Europe, expliquaient des prisonniers politiques italiens. Dans le combat contre la politique de guerre de l'Otan au moment de l'installation des euromissiles ou contre la puissance mortelle du capital nucléaire, chacun a compris que, en aucune manière, on ne peut détruire le capitalisme à notre époque en restant retranché dans un combat "maison par maison", c'est-à-dire au niveau du seul quartier, de la seule ville, de la seule nation. Pour vaincre, il est nécessaire de pointer les rapports de pouvoir. Et ceux-ci, à l'époque de l'impérialisme

métropolitain, trouvent leur origine dans la globalité soudée du système à travers lequel le capitalisme organise la reproduction et exproprie le travail et la vie de milliards de femmes et d'hommes sur toute la planète. »

Les militants d'AD participèrent à cet élan continental. Nos forces étaient alors extrêmement réduites. Et nous étions affaiblis par la répression. Mais ce combat était décisif. Et notre situation effectivement « minoritaire » ne nous avait pas empêchés d'entrer, par les débats et les actions en commun, en syntonie avec les grands mouvements européens.

À l'heure des critiques, nous ne pouvons oublier avoir été porteurs d'une réelle expérience combattante. Forts de la conscience internationaliste issue du grand Mai et des actions de la guérilla communiste et anti-impérialiste sur notre continent. Lucides sur le processus d'intégration de l'Union européenne dans la mondialisation néolibérale ^{LIII}. Cette analyse historique, qui sera largement confirmée par la suite, établissait un contexte auquel plus aucune lutte prolétarienne n'échappe désormais.

« Dans les années 1980, précisaient les prisonniers politiques italiens, la nécessité d'affirmer une stratégie révolutionnaire internationale de dimension continentale pour contrer les projets centraux de l'impérialisme [...] a proposé aux forces révolutionnaires la dialectique unitaire du mot d'ordre "Lutter ensemble". Il a fait mûrir l'idée-force de la nécessité et de la possibilité de construire l'organisation révolutionnaire du prolétariat métropolitain européen. » C'est dans ce cadre que les « minoritaires » d'Action directe ont travaillé à faire émerger le mot d'ordre « Lutter ensemble ! » – qu'on retrouve désormais sur les banderoles des grandes mobilisations.

Notre principale préoccupation n'était pas de perpétuer notre organisation, d'anticiper une nouvelle défaite et de préparer le recul prévisible du mouvement révolutionnaire. Une organisation comme AD est le produit des luttes : elle fournit essentiellement à des militants les moyens de prendre position contre l'État et les appareils opportunistes. L'idée que la conscience révolutionnaire de classe puisse être entretenue par la petite bourgeoisie intellectuelle n'est qu'une idéologie résiduelle de groupuscules. La conscience révolutionnaire est tout entière contenue dans la praxis des masses. Seule la lutte élève cette conscience et augmente l'autonomie ouvrière. Le devoir des communistes est de « rendre la révolution permanente » (Marx), d'abattre les obstacles qui se dressent devant le prolétariat. Au lieu de quoi les partis « communistes », incapables même de fournir un refuge aux révolutionnaires lors des phases de repli, alimentaient la frilosité des militants, condamnaient toute initiative qui tentait de sortir de la « ligne » de collaboration. Depuis l'après-guerre, les ruptures successives avec le P« C » et les multiples scissions des Jeunesses communistes annonçaient l'émergence d'une prise de conscience nécessaire à l'autonomie du prolétariat : signes avant-coureurs de bouleversements réels. Mais le parti était toujours là, refaisant surface après la bataille, pour ramasser les miettes.

Dans les années 1980, la puissance de la contre-offensive réactionnaire n'avait d'équivalent que le potentiel révolutionnaire. Ce qui explique notre mobilisation aux côtés de toutes les forces disponibles sur les territoires auxquels nous avons accès, sans calcul des risques encourus et dans

le seul but d'optimiser la force d'intervention et l'unité des combattants communistes et anti-impérialistes. Nous étions trop conscients du tournant historique de la période pour ménager nos forces et préserver l'organisation. Comme l'affirmaient des prisonniers politiques italiens, « malgré ses limites, l'expérience du front a historiquement affirmé un point de non-retour ». C'est pourquoi on pensait qu'indépendamment de l'issue de l'affrontement la plupart des « vieux machins » organisationnels, y compris ceux qui avaient gardé quelques forces, seraient mis au rencard. Et on ne doutait pas qu'en cas de défaite la résistance se perpétuerait en se réappropriant collectivement notre expérience. Le mouvement trouverait la capacité de critiquer les phases précédentes de la lutte. Et comme l'affirmaient déjà les prisonniers politiques italiens, « le développement réel d'un processus d'organisation et de conscience révolutionnaire du prolétariat ne pouvant se réaliser en l'absence d'une stratégie de guérilla », la réussite de tout programme révolutionnaire à venir dépendrait de ce dépassement critique.

Depuis le déferlement de la vague réactionnaire, la lenteur de la recomposition d'un nouveau mouvement révolutionnaire nous chagrine bien davantage que la disparition de notre organisation. Sans parler de la perpétuation des illusions sur le régime politique qualifié de « démocratique » et la place qu'ont prise les opportunistes de tous acabits dans les partis, les syndicats, les groupuscules, et dans le mouvement lui-même, aggravant l'amnésie de l'expérience révolutionnaire (armée ou non) accumulée depuis le début des années 1970. Voilà des problèmes bien plus décisifs que la survie et la mémoire, même des dix ans de lutte ininterrompue de notre organisation. La lutte armée révolutionnaire sur ce territoire n'appartient pas à une expérience organisationnelle particulière, mais bien au mouvement tout entier, dont il est important de dynamiser la reprise des luttes. Ce que les exigences du conflit le pousseront à faire, tôt ou tard. AD perpétue son existence réelle dans cette certitude.

I. Au moment où ce livre paraît, le dernier acte des relations entre **Bernard Tapie**, ancien ministre de la Ville de François Mitterrand (1991-1992), et le **Crédit lyonnais**, qui avait négocié pour lui la revente d'Adidas en 1993, se présente comme une poursuite pour escroquerie en bande organisée et un détournement de fonds publics. Figure interlope du commerce entre le Moyen-Orient et la France dans les années 1970, **Samir Traboulsi** s'impose ensuite comme intermédiaire dans la négociation de contrats militaires (notamment auprès de Thomson) ; proche du pouvoir socialiste, il est condamné en appel à deux ans de prison dont un ferme pour délit d'initié dans l'offre publique d'achat Pechiney-Triangle en 1988 ; relaxé pour le même délit lors de la tentative de privatisation de la banque Société générale, il fut poursuivi dans les années 2000 pour une affaire de versements douteux entre le groupe Elf et le Nigeria ¹.

II. Après avoir été « renflouées, restructurées, rentabilisées » dès 1981, les entreprises nationalisées sont « prêtes en 1986 pour être reprivatées. La droite s'en charge. En juillet 1986, Balladur [fait] vendre quinze groupes publics (dont Saint-Gobain, Alcatel-Alsthom, Matra, Elf-Aquitaine à 11 %, le CCF, la Société générale, Suez, Paribas, Havas, TF1). [...] Et pour la seconde vague de privatisation, c'est le gouvernement Jospin qui depuis 1997 s'en charge. [...] Ce seront des privatisations massives : France Télécom, Thomson CSF et Multimedia, le GAN, le CIC, les AGF, Air France, le Crédit lyonnais, Bull, etc. y passent. Au total, davantage de privatisations

effectuées en quelques mois que par Balladur et Juppé réunis, de 1993 à 1997. Beau joueur, *Le Figaro* décerne à Jospin le titre de « premier privatiseur de France » ².

III. Comme le rappelle la juriste Adeline Toullier, au début des années 1980, « selon une frange grandissante du patronat français, la législation sociale constituerait une entrave insurmontable à la loi du marché et serait la cause première du chômage. Le droit du travail, trop protecteur, nuirait aux intérêts des salariés. Écarter les normes légales par voie d'accords collectifs devrait être autorisé en cas de nécessité pour la viabilité de l'entreprise. [...] L'ordonnance du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail, relayée par la loi Auroux du 13 novembre de la même année relative à la négociation collective, a inauguré cette altération avec les tristement célèbres « accords dérogatoires ». Avec les lois Delebarre du 24 février 1986 et Séguin du 17 juin 1987, le temps de travail devient le domaine d'élection de ces accords. La négociation de progrès social cède le pas à la négociation de concession, signe de régression sociale, même si tout le monde ne s'accorde pas à le reconnaître ³ ».

IV. Le 22 février 1984 sur Antenne 2, sous le titre « Vive la crise ! », précédée d'une campagne tapageuse et relayée par un supplément du quotidien *Libération*, une émission de vulgarisation économique animée par Yves Montand annonce la « fin des idéologies », dénonce la futilité de l'État-providence et promeut le culte de l'entreprise, appelle les Français à sacrifier l'État social et les conquêtes syndicales sur l'autel de la rigueur ⁵.

V. Invité régulier des plateaux TV depuis le début des années 1980, Bernard Tapie culmine avec « Ambitions », une animation mensuelle d'« économie » qu'il anime sur TF1 le vendredi soir entre 1986 et 1987.

VI. Sprinter finaliste aux Jeux olympiques de 1968, **Roger Bambuck** fut secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports dans le gouvernement de Michel Rocard (1988-1991). Ancien champion (notamment olympique en 1972) du 110 mètres haies, député RPR (1986-1995) puis UMP (2002-2007) en Seine-et-Marne, ministre de la Jeunesse et des Sports (1995-1997), **Guy Drut** fut condamné puis amnistié par le président Jacques Chirac dans le cadre du scandale politico-financier des marchés publics d'Île-de-France (2005).

VII. Le président du CNPF était alors Yvon **Gattaz** (qui est le père du président du MEDEF depuis 2013) ; en attendant le baron Ernest-Antoine Seillière – descendant des « maîtres de forges » de la famille **Wendel** (dont il dirige le fonds d'investissement éponyme) et premier dirigeant du MEDEF qui succède au CNPF en 1998 ; et en suivant François **Ceyrac**, président du CNPF entre 1972 et 1981, qui cumule dès les années 1970 divers postes de PDG en plus de son appartenance au conseil de surveillance de Peugeot et du Conseil économique et social français et de son pendant européen – signalons sa participation au « Cercle Renaissance », *think tank* des penseurs de la nouvelle droite issus du Club de l'horloge ⁶. Quant à Ambroise **Roux**, vice-président du CNPF dans les années 1970, il ajoute à ses fonctions patronales (au sein de la CGE jusqu'à la nationalisation en 1982 puis de la banque Barclays entre autres mandats « de surveillance » dans l'industrie du livre) un goût prononcé pour le conseil politique, aussi bien

sous la présidence de Georges Pompidou que les ministères de Pierre Bérégovoy et d'Édouard Balladur.

VIII. Lire *infra*, note ⇒, p. ⇒.

IX. Premier communiqué du commando Christos-Kassimis – du nom d'un résistant à la junte militaire grecque, fondateur de Lutte révolutionnaire du peuple (ELA, Epanastatikos Laikos Agonas) tué en 1977 lors d'un affrontement avec la police au cours d'une tentative d'incendie de l'usine AEG à Rentis, dans la banlieue d'Athènes. [nda]

X. C'est-à-dire équipée du numéro d'immatriculation d'un autre véhicule.

XI. Du nom d'un militant espagnol des Grapo*, mort au cours d'une grève de la faim pour le regroupement des prisonniers politiques au début des années 1980. [nda]

XII. Militante du groupe fondateur des BR*, Margherita « Mara » Cagol est morte au combat le 5 juin 1975. [nda]

XIII. En octobre 1985, après que Jean-Marie Le Pen a été invité sur les chaînes de télévision publiques, Affiche rouge cible la Maison de Radio-France, Antenne 2 et les bureaux de la Haute Autorité de l'audiovisuel.

XIV. Lorsque l'élection présidentielle de 1974 ouvre à **Jacques Calvet** la direction de la BNP, alors nationalisée, il est membre du cabinet de Valéry Giscard d'Estaing depuis 1959 ; mais c'est la restructuration du groupe PSA Peugeot-Talbot-Citroën (1982-1997) qui est emblématique de sa carrière patronale, notamment en 1989, lorsque le groupe annonce huit milliards de francs de bénéfices mais refuse toute augmentation de salaire tandis que les revenus de Calvet avaient augmenté de 46 %, contre 6,7 % pour les ouvriers, dont il gagnait trente fois le salaire – vingt-cinq ans plus tard, le salaire de Carlos Antunes Tavares, PDG en 2016 du groupe PSA, représente plus de deux cents fois le salaire d'un ouvrier. Président du CNPF de 1994 à 1997, **Jean Gandois** passe de la direction de Sacilor à celles de Sollac, de Rhône-Poulenc puis de Pechiney ; en dépit des 100 000 emplois qu'il admet avoir supprimés au cours de sa carrière, il gardera une image de patron « social » ; longtemps proche de Martine Aubry, il démissionne du CNPF pour protester contre l'adoption de la loi sur la diminution du temps de travail alors qu'il œuvrait pour réduire l'appareil de protection sociale et augmenter la flexibilité du travail.

XV. Fin décembre 1985, dans un dossier « Homme et mots-clés 1986 », *Le Monde* fait le portrait suivant : « Un an de présidence de Georges Besse aura suffi pour détruire la valeur de mythe qu'avait acquise la régie Renault depuis la Libération. [...] Mythe des avancées sociales, elle a expérimenté tous les systèmes de concertation et de participation, avant d'être aujourd'hui l'entreprise où même les avantages acquis sont remis en cause. [...] Comme un chien dans un jeu de quilles, Georges Besse, l'habitué du combustible nucléaire et du lingot d'aluminium, a débarqué à la Régie, où il fallait, prétendument, être du sérail pour y comprendre quelque chose. Certes, on lui reconnaissait des qualités d'industriel économe et coriace. Mais tout le monde

savait bien aussi que l'automobile, ce n'était pas "une industrie comme les autres". M. Besse aura démontré que si. Prix de revient, point d'équilibre et rentabilité y ont le même sens que dans les autres entreprises. Ce qui ne va pas sans un certain nombre de sacrifices sociaux, suppressions d'emplois et renoncements salariaux. [...] Fidèle à son image d'élagueur de branches mortes, cet ingénieur des mines aux allures de paysan auvergnat, qui adore jouer les mauvaises langues, a soulagé la Régie d'un maximum de fardeaux accumulés au fil des ans "par mission de service public". Avec le consentement et le soutien financier d'un gouvernement enfin trop heureux d'avoir trouvé celui qui oserait tenter le sauvetage de la Régie sans faire de concessions à quiconque. »

XVI. En mai 1985, deux fonctionnaires du ministère français des Affaires étrangères en poste à Beyrouth (Marcel Fontaine et Marcel Carton) puis un journaliste et un sociologue (Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat – qui mourra en détention) sont enlevés par un groupe combattant en lien avec l'Iran et la Syrie. Dans la négociation pour leur libération pèsent plusieurs affaires qui engagent la politique française dans la région : l'arrêt des attentats à Paris et de la livraison d'armement français à l'Irak alors en guerre contre l'Iran ; le prix exorbitant des armes que la république islamiste achète officieusement via la société française Luchaire ; la libération du commando Naccache [*infra*, note ⇒, p. ⇒] ; et la dette relative au consortium d'enrichissement d'uranium Eurodif, c'est-à-dire le prêt d'un milliard de dollars consenti à la France en 1974 par le régime du shah en échange de la commande de deux centrales nucléaires françaises – commandes annulées par le régime islamique, qui réclamait capital et intérêts. Il semble maintenant acquis que les premières négociations pour la libération des otages – dont la longue captivité fit l'objet d'une campagne de la presse française sans commune mesure – furent sabotées par les envoyés du RPR qui, à la veille des législatives, voulait empêcher le PS de s'en prévaloir ; et que leur libération, en 1988, fut obtenue par le versement (confidentiel) d'une rançon – dont une partie aurait été détournée par les négociateurs, Jean-Charles Marchiani et Charles Pasqua ¹⁰.

XVII. Les principaux alliés de la France au Liban étaient les phalanges libanaises issues de la vague fasciste des années 1930. Leur histoire, aux côtés des colonisateurs occidentaux puis israéliens, n'est qu'une litanie de massacres : de l'embuscade d'Aïn el-Remmaneh (13 avril 1975), qui fut le détonateur de la guerre civile libanaise, aux camps palestiniens de la Quarantaine et de Tel al-Zaatar (1976), puis ceux de Sabra et Chatila [*infra*, note ⇒, p. ⇒]. [nda]

XVIII. En juillet 1980 à Neuilly, un commando dirigé par Anis Naccache tente d'exécuter Shapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre de la dictature du Shah d'Iran. Condamné à la réclusion perpétuelle en 1982 pour la mort d'un policier et d'une voisine de Bakhtiar, Naccache devint dès lors l'enjeu de tractations inter-gouvernementales. Le 27 juillet 1990, Mitterrand gracie le commando, dont l'action était couverte par une fatwa de Khomeiny et dont chaque membre était lié à des personnalités iraniennes ou palestiniennes. [nda&c]

XIX. Le 4 septembre 1986, quatre soldats français de la Finul sont victimes d'un attentat à Jouaya ; et, le 1^{er} septembre, l'attaché militaire de l'ambassade de France au Liban, le colonel Christian Gouttière, est tué par un groupe chiite.

XX. Sur Georges Ibrahim Abdallah, lire *supra*, note ⇒, p. ⇒.

XXI. Alors secrétaire d'État à la Sécurité intérieure, Robert Pandraud a confié : « Je me suis dit qu'au fond mettre en avant la piste Abdallah ne ferait pas de mal même si ça ne faisait pas de bien. » Sur ce dossier, l'ancien directeur du renseignement français Yves Bonnet déclare : « Nous nous sommes vraiment comportés comme des criminels dans cette affaire. » Et pour le procureur du pôle anti-terroriste Alain Marsaud, « Abdallah fut en partie condamné pour ce qu'il n'avait pas fait car, peu de temps après, nous allions partir sur une bonne piste et identifier les véritables responsables des attentats de 1986 » ¹¹.

XXII. Pour France 24, « la sévérité du verdict est dénoncée par Jacques Vergès, qui en rejette la responsabilité sur les États-Unis, partie civile au procès. “Washington a gagné, sous les applaudissements de Tel-Aviv. [...] Le procès Abdallah a été de bout en bout piloté pour et par une puissance étrangère”, écrira *L'Humanité* ¹² ». Libérable depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah est toujours incarcéré en France, malgré sept demandes de mise en liberté conditionnelle.

XXIII. Lire la notice Trevi *infra*, p. ⇒.

XXIV. Entre 1982 et 1985, centrée sur la région belge du Brabant, une série d'attaques particulièrement meurtrières, et dont la violence était souvent sans commune mesure avec le butin, touchent des commerces, restaurants et supermarchés. Les auteurs n'ayant jamais été identifiés, les hypothèses les plus diverses ont été formulées, dont celles qui les attribuent à des membres de réseaux du type Gladio* tombés, comme certains membres du SAC*, dans le banditisme.

XXV. À la question du sens de ce projet d'enlèvement, Rouillan précise : « Officiellement, on aurait demandé la libération des prisonniers d'AD – même si, en 1986, on savait qu'on ne l'obtiendrait pas. Pour l'essentiel, cette action entrainait dans le maintien d'un rapport conflictuel avec l'État. Et c'était un moyen d'amplifier notre propagande. » Cette stratégie fait bien sûr référence aux enlèvements menés par les BR*, dont le documentaire *Ils étaient les Brigades rouges* traite dans le détail des conditions et des raisons : en 1972 à Turin, la courte séquestration du « fasciste en chemise blanche » Idalgo Macchiarini, manager chez Siemens (mise en scène de la faiblesse du pouvoir) ; en 1973, l'enlèvement à Turin du chef du personnel de Fiat (qui affirme après sa libération que « cette expérience [l]'aidera à travailler pour un avenir meilleur ») ; en 1974 à Gênes, l'enlèvement du procureur fasciste Mario Sossi (libéré contre une promesse non tenue d'extrader à Cuba les huit militants prisonniers du groupe du 22-October) ; en 1978, l'enlèvement à Rome du président de la démocratie chrétienne Aldo Moro (qui sera exécuté à l'issue de négociations sabotées par l'État italien) ¹³. [nde&a]

XXVI. Aux échecs, se dit d'une situation où l'un des joueurs ne peut agir sans mettre son roi en position d'échec. Alors déclarée nulle, la partie est finie.

xxvii. Lire *supra*, note ⇒, p. ⇒ et, *infra*, p. ⇒.

xxviii. « Dans une de ses plaidoiries [lors du procès de 1989], se souvient Rouillan, [son avocat Christian] Ételin évoque les “revendications de syndicalistes parus à l’époque dans *L’Humanité*” et cite un article du *Nouvel Observateur* [daté du 25 janvier 1985], qui rapporte ces propos, à l’époque où Besse fut nommé : “Ils n’oseront pas licencier, vous verrez, dit Fabio, ouvrier aux pièces détachées. S’ils le font, il y aura des morts.” À la demande du juge d’instruction, la police enquêta sur les ouvriers [dénoncés] qui avaient proféré des menaces contre Besse. La milice de la régie était elle-même sur les dents à cause de rumeurs persistantes à Billancourt. Des ouvriers auraient été surpris en train de parler de l’imminence d’un attentat contre Besse à la sortie d’un atelier. » [nda&ce]

xxix. L’ancien ministre de l’Industrie puis de la Défense André Giraud et la ministre des Affaires européennes alors en exercice Édith Cresson ont été cités à la barre par les avocats de la famille de Georges Besse lors du procès de janvier 1989.

xxx. Ce sont ces portraits qui ont été utilisés pour la couverture de ce livre.

xxxi. Soit l’équivalent en 2018 de 260 000 euros – compte tenu de l’inflation et de l’évolution du pouvoir d’achat.

xxxii. Dans sa version policière de l’arrestation, le journaliste Roland Jacquard précise que la « récompense de un million de francs, débloquée par le ministre du Budget Alain Juppé », fut touchée par une personne qui « n’était même pas un vrai chasseur de prime » et parle d’« une petite photo d’amateur, un cliché [de Nathalie Ménigon] réalisé à la sauvette dans un supermarché »¹⁴. Pour Rouillan, ce genre de fiction ne sert qu’à accréditer l’efficacité des affiches de recherche et à valoriser l’appât du gain ; il se souvient plutôt que le nombre des appels fantaisistes ou infondés força la police à en abandonner la vérification. Dans son récit de la localisation et de l’identification de la planque de Vitry-aux-Loges par les RG qui l’employaient, Serge Savoie parle plutôt d’un commissaire de police à la retraite, voisin soupçonneux des militants, qui avait pris contact avec ses services pour leur signaler un « couple belge un peu bizarre »¹⁵. [nda&ce]

xxxiii. On retrouve cette prose dans le portrait des militantes de la RAF imaginées par Jacquard en « femmes austères qui préfèrent le gilet pare-balles de Kevlar aux guêpières de satin » et dont les « plus séduisantes » comptent une « ravissante brune de trente ans à la mine angélique [qui] ne dédaigne pas de jouer du violon à ses victimes avant de les éliminer d’une balle dans la tempe »¹⁶.

xxxiv. On chercha par tous les moyens à faire parvenir l’information aux ouvriers de Billancourt. Un dossier fut envoyé au siège de la CGT et à sa section métallo, un autre au comité central du P« C ». Il semble que les ouvriers ne furent jamais prévenus. Les négociations dérisoires pour « sauver l’usine » se poursuivirent comme si de rien n’était. Trois ans plus tard, la direction de

Renault annonçait la fermeture de l'« île du diable » (comme les ouvriers avaient nommé l'île Seguin). Billancourt fut définitivement fermée le 31 mars 1992. [nda]

xxxv. La liste est assez longue. Quelques-uns ont déjà été évoqués plus haut – comme Daniel Cohn-Bendit [*supra*, note ⇒, p. ⇒] et bien sûr Serge July [*supra*, note ⇒, p. ⇒] – ou le seront plus bas : Alain Geismar, Jean-Pierre Le Dantec et Pierre Victor [note suivante]. Ajoutons André Glucksmann, dont la synthèse de la notice Wikipédia suffira ici : « Engagé dans le maoïsme à l'époque de sa jeunesse, il est ensuite associé [avec BHL] au courant dit des “nouveaux philosophes”. Il évolue par la suite progressivement vers une position atlantiste » ¹⁷ ; enfin, de Marin Karmitz, disons que cet ancien membre de la GP* fut réalisateur de films « gauchistes » et « révolutionnaires » – du moins si l'on en croit l'hommage qu'en 2018 lui rend le festival de Cannes, qui revient notamment sur la réception en 1972 de son film *Coup pour coup*, portrait d'une grève « sauvage » en 1968 –, et qu'il figure, grâce au succès de sa société de production, distribution et exploitation cinématographique MK2, dans la liste des cinq cents plus grandes fortunes françaises établie par *Challenges*.

xxxvi. Pierre Victor (de son vrai nom Benny Lévy) dirigea avec Alain Geismar la GP, et Jean-Pierre Le Dantec son journal, *La Cause du peuple*. Tous trois sont souvent rendus responsables du renoncement de la GP à la violence politique, concomitant à sa dissolution. L'abandon par Benny Lévy de la politique au début des années 1970 correspond à son « retour au judaïsme », qui débouchera notamment sur la fondation, avec Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy, de l'Institut d'études lévinassiennes. Entré au PS en 1986, Alain Geismar est nommé inspecteur général de l'Éducation nationale avant de rejoindre divers cabinets dans les gouvernements de Michel Rocard et de Lionel Jospin. Écrivain, Jean-Pierre Le Dantec mène aussi une carrière d'architecte-urbaniste, notamment dans les missions étatiques de Roland Castro [*supra*, note ⇒, p. ⇒].

xxxvii. Syndicat de « jaunes » (opposé aux syndicats ouvriers) marqué par un recrutement d'anciens militaires et de mercenaires issus du banditisme, la Confédération française du travail, plus proche du gaullisme que de l'extrême droite, s'est notamment illustrée par sa violence contre les grèves issues de Mai 68 dans le groupe Peugeot. Dissoute en 2002, la CFT avait pris le nom de Confédération des syndicats libres (CSL) après le meurtre d'un syndicaliste CGT en juin 1977 ¹⁸.

xxxviii. « Une enquête menée auprès de deux cent cinquante contestataires de six pays industriels (États-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne, RFA, Irlande) a dressé un profil sociologique très homogène de cette génération, puisque la moitié travaille dans la recherche ou l'enseignement, le quart dans les médias ou l'édition ¹⁹. » [nda]

xxxix. Il s'agit de Christian Ételin (plaidoirie du 14 janvier 1989).

xl. Sigle de la régie nationale des usines Renault.

XLII. Dans le compte rendu qu'il donne en 1988 du « grand procès du terrorisme à la française » dont bénéficia Action directe, Daniel Schneidermann parle de « cages en verre à l'épreuve des balles, et de tout le déploiement de forces et de précautions devenu rituel des procès de terrorisme. Trois cent cinquante pages de réquisitoire, deux semaines d'audience : on n'a reculé devant rien pour traiter spectaculairement ces vingt-quatre prévenus, le ban et l'arrière-ban de l'organisation dissoute ²⁰ ». Un an plus tard, si *Le Figaro* signale que « l'aspect spectaculaire observé lors des premiers procès de terroristes, quand toute l'île de la Cité était en état de siège », n'était plus de mise, « toutefois, les filtrages à l'entrée du palais de justice ont été renforcés et multipliés à l'occasion du procès des quatre leaders d'Action directe accusés de l'assassinat du PDG de Renault, Georges Besse » ; et *Le Quotidien de Paris* parle d'un « palais devenu forteresse », d'effectifs de police largement renforcés, de gendarmerie, des tireurs d'élite du Raid et du GIGN, des couloirs et des égouts fouillés... « bref, le grand jeu » ²¹.

XLIII. Lorsqu'en février 1987, quelques jours après l'arrestation des militants d'AD à Vitry-aux-Loges, les ténors de la droite au pouvoir rendent responsable la politique d'amnistie présidentielle de la mort de Georges Besse, François Mitterrand répond : « Sur les quatre terroristes qui viennent d'être heureusement arrêtés, l'un d'entre eux a été effectivement amnistié en 1981, les trois autres, non. Celui qui a été amnistié, c'est Rouillan. Mais, à l'époque, Rouillan n'était pas condamné. Il était arrêté et inculqué pour encourir une peine qui restait dans le cadre de la loi d'amnistie, il n'avait pas commis de crime. Nathalie Ménigon n'a pas été amnistiée. Elle [...] a été libérée après expertise médicale par ordonnance d'un juge. Quant aux deux autres, ils n'ont pas fait l'objet d'amnistie. Joëlle Aubron a été arrêtée en 1982, condamnée à deux ans de prison et libérée au terme, en 1984. Le quatrième, Cipriani, n'a été ni amnistié, ni condamné ²². » Jugeant sans doute que cette défense était insuffisante, Edwy Plenel apporta deux jours plus tard sa caution de grand reporter pour infirmer tout soupçon de « laxisme » sécuritaire chez Mitterrand ²³. Sur la « manifestation factieuse des policiers contre Badinter », lire *supra*, p. ➔.

XLIV. Pour la presse de l'époque, les mesures de sécurité exceptionnelles qui avaient été prises et l'importance exagérée accordée aux propos de Régis Schleicher ont une responsabilité importante dans la débandade du procès ; un avocat des victimes regrettant par ailleurs qu'« on n'ait pas minimisé et montré le ridicule des menaces proférées » ²⁴.

XLV. C'est le 18 décembre que l'Assemblée nationale adopte (avec les votes de l'UDF, du RPR, du FN et contre ceux du PS et du PCF) le projet de loi présenté par le garde des Sceaux Albin Chalandon qui permet de faire juger par les seuls magistrats professionnels, sans jury populaire, les actes terroristes commis avant la promulgation de la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme ²⁵. Cette situation donne l'occasion à la presse de l'époque de rappeler que « l'une des raisons invoquées pour justifier la création de juridictions d'exception devant aboutir à la Cour de sûreté de l'État » fut le jugement de membres de l'OAS pour une série d'attentats, qui « dut être renvoyée faute d'un nombre suffisant de jurés, qui tous avaient reçu des menaces de mort » ²⁶. Six mois après le premier procès, en juin 1987, la cour d'assises spéciale de Paris (composée de sept magistrats professionnels) acquitte Claude Halfen et condamne Nicolas

Halfen à dix ans de prison ; Régis Schleicher, qui refuse d'assister à son procès, est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

XLV. Dans son billet pour *Le Monde*, une Claude Sarraute outragée rapporte, sinon la lettre, au moins l'esprit de la menace lancée par Régis Schleicher : « Attention, m'sieurs-dames, si vous vous obstinez à vouloir faire jurés, la justice prolétarienne aura votre peau ²⁷. » Quand on demande à Rouillan si cette « stratégie de rupture » était le bon choix, il invoque leur « manque d'agilité politique à ce moment-là » et se dit qu'ils auraient dû « jouer plus finement ce rapport de force. Surtout avec le procès de Georges qui suivait. D'ailleurs, Sarraute révèle les enjeux : “Abdallah peut dormir sur ses deux oreilles.” Ce que la justice ne laissa pas faire. Il leur fallait des condamnations. C'était dans la logique de l'époque ! Et Georges fut condamné par une cour spéciale » – sur Georges Ibrahim Abdallah, lire *supra*, note ⇒, p. ⇒ et p. ⇒. [nde&za]

XLVI. Dernier attentat revendiqué par le CSPPA* : le 17 septembre 1986 en fin d'après-midi, une bombe explose rue de Rennes, devant le magasin Tati, faisant sept morts et cinquante-cinq blessés.

XLVII. Le 6 décembre 1986 à Paris, en marge d'une manifestation contre un projet de réforme universitaire, Malik Oussekinine est battu à mort par une équipe de « voltigeurs » – service inauguré par l'équipe ministérielle Intérieur-Sécurité Pasqua-Pandraud –, composée de deux policiers montés sur une moto dont l'un est armé d'une grande matraque de bois. L'affaire provoque le retrait du projet de loi, la démission de son auteur (le ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur Alain Devaquet) et la dissolution du corps des « voltigeurs ». La figure la plus représentative de la « récupération institutionnelle des luttes » fut alors Isabelle Thomas [*supra*, note ⇒, p. ⇒].

XLVIII. Dans son livre sur « l'après-68 en France et en Italie », qui relève plus souvent de la thérapie de groupe que de l'histoire ou la sociologie, Isabelle Sommier cite un dirigeant de la GP qui évoque AD parmi « nos enfants monstrueux » !! [nda]

XLIX. Dans *L'Orda d'oro*, Moroni et Balestrini affirment que les mouvements de 1968 ont été réduits au « contestataire positif », rendus acceptables et récupérés comme tels ; à l'inverse des mouvements de 1977, dont la révolte autonome, « radicalement alternative », a été renvoyée au néant, effacée par la répression idéologique après avoir été vaincue par la répression policière ²⁸. [nda]

L. Le livre d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, est paru en deux volumes : *Les Années de rêve (1958-1968)* en 1987 et *Les Années de poudre (1968-1975)* en 1988.

LI. À la question des sources de cette évaluation de « trois cents militants arrêtés », Rouillan répond : « Je ne me souviens plus où je l'ai lu ou entendu, mais c'est le nombre que donnait la police et la justice. Rien qu'en 1980, après leur coup de filet, quand ils détenaient trente-cinq militants et pensaient en arrêter d'autres et nous regrouper pour la CSE, cinquante cellules

avaient été aménagées pour AD à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. » En 1982, le *Quotidien de Paris* (sur des sources sans doute policières) donnait le « gros des troupes » dans une fourchette entre « cinquante et deux cents militants » ²⁹. Quand on demande à Rouillan d'évaluer plus précisément le nombre des militants passés par Action directe, il s'en dit incapable. « La compartimentation ne permet pas ce comptage. D'un côté, certains groupes ont passé jusqu'à deux ans dans l'organisation sans que j'en connaisse aucun personnellement. De l'autre, Georges n'a existé pour la plupart d'entre nous qu'au moment où il a rejoint le noyau alors qu'Helyette et moi le connaissions depuis longtemps. Et l'autre jour, j'ai encore croisé deux militants antifa qui ont passé dix-huit mois dans AD alors que je ne les ai jamais vus ! » Si une « petite dizaine » au maximum semble être le nombre de militants pour chacune des « principales tendances » au début des années 1980, le second cercle et les appuis semblent impossibles à chiffrer : « Les flics en savaient sans doute plus que nous. En 1987, on m'a présenté un "album photo" des suspects, et vraiment, je n'en connaissais pas un sur deux. L'idéal était un noyau d'une dizaine à maximum vingt personnes, mais qui entretenaient chacun des contacts réguliers avec de nombreux militants légaux. Vieil héritage des Espagnols... qu'on a mis en pratique plus systématiquement à partir de 1984. » [nde&a]

LII. Les citations des « prisonniers politiques italiens » sont extraites d'une correspondance menée par l'auteur et ses camarades au cours des années 1990.

LIII. Décisive pour la Mitteleuropa, l'espace méditerranéen et le Moyen-Orient, cette intégration a permis la restauration des taux de profit de la bourgeoisie, la généralisation d'appareils étatiques toujours plus autoritaires, technocratiques et ségrégationnistes ; elle a accompli la normalisation du travail précaire, le développement du modèle de « démocratie avancée à deux vitesses » ; elle a instauré un système de parti unique maquillé en bipartisme, qui « fait barrage » à un processus de fascisation dont les politiques anti-immigrés sont la façade officielle ; et elle a accompli les politiques néocoloniales et le durcissement des relations impérialistes au profit de monopoles de plus en plus puissants dans un monde de plus en plus polarisé entre les pays riches et le tiers-monde. [nda]

X. Le coup de grâce (hiver 1987)

Jusqu'à quel point savions-nous que notre liberté ne tenait plus qu'à un fil ? Un fil de plus en plus ténu. Notre fonctionnement se dégradait sans que nous ne nous en rendions compte. Incapables de prendre le recul nécessaire, nous continuions comme si rien n'avait changé. Alors que l'usure organisationnelle faisait dérailler ce qui avait si bien fonctionné jusque-là.

Le repérage des cibles se poursuivait. Mais les incidents se multipliaient : rendez-vous manqués, attentes inutiles, accidents de voiture, etc. Notre tactique de contact – que nous avions appelée « Entrer par la fenêtre » : utiliser des militants étrangers pour joindre les diverses réalités du mouvement français – fonctionnait bien ; mais c'était lent et nous coupait de liens sociaux directs. Parfois on louait un gîte, le temps d'un week-end, pour cohabiter avec des militants venus d'autres réalités, mais cela ne suffisait plus.

On nous avait proposé un long séjour en Amérique latine, auprès d'une guérilla. L'été 1986, les principaux militants du niveau clandestin avaient aussi discuté très sérieusement d'un départ vers l'un des pays qui acceptaient l'asile politique, le Vietnam ou l'Algérie – comme par hasard, deux pays qui avaient mené une guerre de libération contre la France. Mais la décision d'assumer la responsabilité politique fut unanime : on resterait sur la dernière barricade jusqu'au bout.

Avec Nathalie et Joëlle, on vivait alors à la ferme, repliés sur nous-mêmes, certains qu'entre nous au moins tout marchait bien. Ce qui était une erreur. Car tout le fonctionnement était bel et bien gangrené. Georges avait loué une grande villa dans un quartier tranquille de Poitiers. Mais le déménagement était sans cesse repoussé. On s'obstinait à ne pas bouger, à ne rien changer. Comme si on avait oublié que la survie de toute guérilla repose sur la mobilité.

On patageait dans l'immobilisme. Plutôt que de rompre avec le fonctionnement des deux dernières années, on restait obstinément accrochés à nos habitudes. Par le passé, on aurait tout arrêté pour se lier à un groupe légal qui vivait une tout autre situation de lutte. Mais début 1987, nous en avons été incapables. Pas du fait de l'isolement ou de la traque. Non. Nous n'avons tout simplement pas su enclencher un des fondamentaux de la lutte clandestine.

Début février. Nat arriva un soir en racontant qu'un voisin avait vu deux hommes, style représentants de commerce, se renseigner sur les locataires de la ferme. Escrocs ? Petits casseurs ? Policiers ?... Dans le doute, on vérifia tous nos déplacements. Puis on repéra des équipes de flics en civil dans une grande surface d'Orléans.

La ferme n'était plus sûre. Les infos importantes et les rendez-vous ne furent plus échangés que sur papier. Et brûlés immédiatement. C'était le fonctionnement habituel, tant que tout n'a pas été vérifié – déjà à l'époque, dès qu'une planque était localisée, la police y plaçait des micros intérieurs. On avait laissé un carnet avec un crayon sur le coin du bar qui séparait la cuisine de la salle à manger. On y faisait le point en griffonnant les mots clés de nos conversations.

Mais les jours passaient, et aucun indice ne confirmait l'alarme. Au lendemain d'une chute de neige, à l'aube, je fis un grand circuit autour de la ferme pour chercher d'éventuelles traces de surveillance, empreintes de pas ou de voiture. À chaque retour de Paris, on vérifiait tout. En vain. Contre-filatures, longs circuits en banlieue... Rien. Par le passé, on aurait aussitôt chargé les voitures et vidé les lieux. On avait déjà décroché à la suite de soupçons moins importants. Le plus incroyable est qu'on disposait à cette époque de multiples infrastructures pour un repli en douceur.

La veille de l'arrestation, un incident nous détourna de ces préoccupations. Trois ou quatre hommes armés de battes de base-ball se présentèrent dans la cour de la ferme. C'étaient les propriétaires d'une casse de voitures qui cherchaient ceux qui s'en étaient pris à leur chantier. Ils se calmèrent assez vite avant de repartir en grognant, déconcertés que leurs rodomontades nous laissent de marbre.

Samedi 21 février. Rendez-vous en fin d'après-midi à Orléans avec un groupe de camarades qui ne savaient rien de la situation à la ferme. Personne. Après avoir attendu en vain avec Joëlle, on rejoignit Georges dans une petite gare près des usines Michelin, à quelques kilomètres de la ville. Il faisait nuit. Georges était le seul passager à descendre du train. On le suivait des yeux. Il marchait sur le quai. Puis il descendit la petite rue mal éclairée vers la route où la voiture était garée dans un recoin plus sombre encore. Rien de suspect. On rentra tranquillement à la ferme par les petites routes de la forêt.

Environ 21 heures. Nous avions à peine commencé à manger, atablés contre la grande baie vitrée de l'entrée. La télé marchait dans un coin, le son coupé depuis que le JT était terminé. Un choc violent contre la vitre. Georges et Joëlle bondissent. Ils grimpent l'escalier quatre à quatre. Nat leur emboîte le pas.

Joëlle pensa d'abord que les ferrailleurs étaient revenus et qu'ils jetaient des pierres sur la porte d'entrée. Nat croyait que ses chèvres s'étaient échappées et tapaient sur la porte avec leurs sabots pour entrer ! Face à la vitre, je ne pouvais rien imaginer. Un groupe d'hommes en cagoules noires essayait de faire exploser la porte avec d'énormes masses. Je voyais bien qu'il s'agissait de flics. Mais je ne comprenais pas pourquoi ils n'arrivaient pas à entrer ! La porte n'était pas fermée... Et le double vitrage résistait... Les masses faisaient de simples trous.

Je passai au ralenti devant la vitre, me glissant vers la cheminée. Soudain, une rafale balaya la pièce en un large arc de cercle. Je courus enfin pour atteindre l'escalier. Les tirs poursuivirent mon ombre de si près qu'un ricochet m'atteignit la fesse. On était tous les quatre sur la mezzanine qui surplombait la salle à manger. Les flics étaient entrés. Les tirs avaient cessé. Ils étaient équipés de mini Uzi à visée laser. Dans la pénombre, les points rouges couraient sur les murs.

Le face à face ne dura que le temps d'échanger quelques mots. On accepta de déposer les armes. Par principe on ne transformait pas un lieu d'habitation en camp retranché. On gardait

peu d'armes chargées. Juste ce qui était nécessaire à neutraliser par exemple un contrôle de gendarmes. Et face aux unités spéciales, on n'avait aucune chance. Il ne fallait pas leur donner l'occasion d'une exécution sommaire.

Trois ou quatre hommes avançaient prudemment dans l'escalier, nous demandant de nous allonger sur le plancher. Ensuite commença le cinéma de leur école de police : fouille, menottes, cris, ordres répétés à tue-tête. Un seul incident : Joëlle n'ayant pas repoussé son arme assez loin (ou était-ce l'arme d'un autre ?), elle reçut un coup de pied dans la figure qui brisa ses lunettes et causa l'œil au beurre noir qu'on voit sur notre appel à témoin. Ces photos sont des trophées d'empereur romain que le ministre républicain a fait afficher à sa gloire partout en France. L'État montrait sa puissance et son invulnérable assurance de vaincre les révoltés.

Dans la salle à manger, plusieurs civils avaient rejoint les hommes en cagoule du Raid. L'un d'eux, un inspecteur des RG qui avait participé à l'arrestation de la rue Pergolèse en 1980, nous identifia. La nouvelle alors fut transmise au ministère qui suivait l'opération en direct.

Georges et Nat furent aussitôt embarqués dans les véhicules qui stationnaient dans la cour. Puis ce fut le tour de Joëlle. Je suis resté toute la nuit à la ferme avec les divers services du Raid, la cellule antiterroriste et le SRPJ de Versailles ¹.

La ferme était subitement devenue le lieu à la mode pour les gratte-papier des divers ministères de la Sécurité et des états-majors de toutes les armées. D'une pièce à l'autre, on croisait des aréopages de généraux ou d'encravatés précédés de leur guide, chacun contant sa vision de la « bataille ». Puis sont arrivés juges et procureurs, qui se chamaillèrent tout de suite nos dépouilles dans la salle à manger : « C'est ma commission rogatoire ! Non, monsieur, c'est mon association qui prime ! »

Avec le jour, on commençait à deviner des files de voitures qui remontaient jusqu'à la route. Aussi loin que portait le regard sur la campagne environnante, on voyait du flic, du militaire, et encore du flic et du militaire. Des Jeeps étaient garées dans les champs. Des silhouettes patrouillaient en bleu ou en treillis. Équipées de poêles à frire, certaines sondaient le jardin et les bords du canal – il semble même que des hommes-grenouilles aient dragué l'étang et le canal ! (Quand je fus transféré, je pus constater qu'il en était ainsi sur plusieurs kilomètres. Même dans la forêt d'Orléans, les croisements des simples chemins de terre étaient gardés par des patrouilles de gendarmerie mobile.)

Au matin, l'arrestation fut annoncée à la télévision. Tous les flics encore présents étaient devant l'écran. Le communiqué de la préfecture à peine lu, ils poussèrent en cœur un cri de joie. Comme s'ils avaient eu besoin de ça pour être sûrs de nous avoir chopés !

Quelques minutes plus tard, le premier hélicoptère de journalistes commençait à tourner au-dessus de la ferme.

Mancini, le responsable du Raid, avait les deux bras dans le plâtre. Je ne résistai pas à l'envie de

lui demander s'il s'était blessé dans les égouts de Marseille – notre glorieuse arrestation ferait-elle oublier l'humiliation de cette affaire ⁱⁱ ? Pour toute réponse, Mancini exprima sa satisfaction que tout se soit passé sans casse. Avec le commissaire Leclerc de Versailles, ils étaient les seuls à garder un peu de distance. La plupart affichaient une morgue triomphante. La haine leur sortait par les nasaux. Bedonnants dans leurs manteaux en poil de chameau, les fonctionnaires jouaient au « Retenez-moi ou je vais le tuer ». Et ça dégueulait à tue-tête l'insulte à quatre sous. Certains s'approchaient pour extorquer un petit mot. D'autres demandaient : « Prenez-moi en photo avec lui. » Et les inspecteurs de Versailles répondaient en chœur : « Il refuse d'être pris en photo ! » Le ministère avait en effet exigé une photo. Mais je me refusais à tout simulacre de tableau de chasse. Un photographe se faufila quand même dans les recoins de la maison. En bout de course, il ne réussit à voler que le cliché avec les menottes devant les boîtes de Kitekat.

Dans la matinée, j'ai quitté la ferme pour rejoindre les autres au commissariat de Versailles, transformé en forteresse pour l'occasion. Le paysage de campagne enneigée défilait. De brèves éclaircies ponctuaient ces dernières impressions. Nous avons fait le tour de la ferme puis traversé la forêt d'Orléans. C'était un beau matin de fin de liberté.

i. Sauf l'apologie de la « horde hurlante des Fantomas en cagoule noire » du Raid – ces « vingt-huit samourais [...] dans une forme physique exceptionnelle, tireurs d'élite entraînés à faire face aux situations les plus tendues » –, la version de l'assaut que rapporte Roland Jacquard est assez semblable à celle que donne Rouillan. Il en va de même du récit par le journaliste de la nuit où les lieux sont livrés à la fouille et leur dernier occupant à son premier interrogatoire : un collage foisonnant de témoignages policiers entachés par l'entreprise d'humiliation systématique des « quatre caïds d'Action directe » ¹.

ii. Le 9 février 1987, des braqueurs pénètrent dans une banque à Marseille et « retiennent en otages treize clients et neuf employés en exigeant le versement de trente millions de francs et deux véhicules. Au terme d'une journée de négociation menée successivement par les responsables du GIPN, du Raid, puis le préfet Robert Broussard, les malfaiteurs quittaient les lieux au nez et à la barbe des policiers en empruntant un tunnel d'accès donnant sur les égouts non sans avoir fracturé 276 coffres et emporté dix millions de francs. L'échec cuisant des forces de police conduisit à la mise à pied du directeur départemental des polices urbaines et au départ du directeur du GIPN ² ».

Glossaire de quelques organisations

Asala : En 1975, au début de la guerre civile libanaise, de jeunes Arméniens proches du FPLP créent l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie. Si le but premier de l'Asala est la reconnaissance internationale du génocide arménien et la réunification de l'Arménie autour de la République soviétique d'Arménie (encore membre de l'URSS), son action mobilise (surtout au Moyen-Orient) la jeunesse immigrée arménienne contre la Turquie – à cette époque l'un des principaux alliés d'Israël. L'Asala a mené plusieurs campagnes d'attentats visant les intérêts turcs, notamment en France. Minée par plusieurs scissions et l'arrestation d'un de ses principaux cadres, Varoujan Garbidjian, à Paris en 1983 (après l'attentat du 15 juillet 1983 à Orly contre Turkish Airlines), l'Asala s'éteint après l'assassinat à Athènes, le 28 avril 1988, de son fondateur, Hagop Hagopian.

Azione Rivoluzionaria : Seule guérilla italienne se revendiquant de l'anarchisme, Azione Rivoluzionaria est née en 1977, dans le Nord de l'Italie et à Florence, du rapprochement entre féministes et anciens du groupe opéraïste (années 1960) ¹.

BI : Issues en 1974 de la mouvance mao en référence aux brigades antifascistes actives dans l'entre-deux-guerres, les Brigades internationales (BI) seront actives jusqu'en 1977, irriguant notamment les Napap. « Les BI ont revendiqué, en décembre 1974, l'exécution du colonel Trabal, attaché militaire uruguayen (brigade Raúl-Sendic) ; en octobre 1975, la tentative contre le capitaine Garcia, attaché militaire espagnol à Paris (brigade Juan-Paredes-Manot) ; en mai 1976, l'exécution de Joaquín Zenteno Anaya, ambassadeur de Bolivie à Paris (brigade Che-Guevara) ; en novembre 1976, la tentative contre Homayoun Keykavoussi, attaché d'ambassade du shah d'Iran (brigade Reza-Rezay) ; en juillet 1977, la tentative contre Ahmed Ould Ghanahallah, ambassadeur de Mauritanie à Paris (brigade El-Ouali-Sayed) », précise Rouillan.

BR : En septembre 1970, la première action des Brigades rouges, groupe armé italien issu du Collettivo Politico Metropolitano*, est l'incendie des voitures de chefs d'entreprises et des militants néofascistes : « Frapper et s'enfuir ! Rien ne restera impuni ! En frapper un pour en éduquer cent ! » Subissant très vite la répression, ils passent à la clandestinité comme avant-garde armée du mouvement pour l'autonomie ouvrière en vue de « mettre à bas la bourgeoisie sur trois lignes d'offensive : “Guerre au fascisme, résistance dans les usines, résistance contre la militarisation du régime” ». En 1973-1974, alors que le « mouvement de masse est énorme – autoréductions massives dans les supermarchés, du téléphone, du gaz, de l'électricité, etc. ; occupations de logements vides, sabotages dans les quartiers bourgeois, aides des médecins et des infirmiers à l'avortement, etc. », les BR enlèvent plusieurs cadres de l'industrie et dénoncent la convergence entre le patronat, les syndicats et le Parti communiste italien avant que la lutte sur le terrain de l'usine cède la place à l'attaque de l'« État impérialiste des multinationales » en montrant le rôle central de la Démocratie chrétienne. Les années 1975-1978 voient de nombreux patrons, ingénieurs,

managers, policiers, syndicalistes, procureurs, etc. « jambisés », enlevés et exécutés – dont Aldo Moro, dirigeant de la Démocratie chrétienne. À partir des années 1980, les BR subissent une répression qui les pousse à une « retraite stratégique » avant d'établir avec la Fraction armée rouge et Action directe un « front anti-impérialiste ». Au cours des années 1990, les Brigades rouges pour la construction du parti communiste combattant (BR-PCC) revendiquent l'attaque des bases de l'Otan et l'exécution du conseiller législatif du ministère du Travail italien ².

Camarades : Groupe créé en 1974 en même temps qu'une revue du même nom, Camarades rassemble une partie du mouvement autonome en référence aux conceptions de Toni Negri [*supra*, note ⇒, p. ⇒]. Fin 1978, le groupe fait scission sur la question de la lutte armée : une partie rejoint la création d'Action directe et l'autre poursuivra ce que Rouillan appelle l'« autonomie officielle », avec notamment l'Organisation communiste libertaire (OCL), groupe qui rompt avec le mouvement autonome au début des années 1980, lui-même issu en 1976 d'une scission de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA).

CCC : « Groupe marxiste-léniniste basé à Bruxelles [1983-1985], les Cellules communistes combattantes ont collaboré aux éditions Docom tandis qu'AD participait à leur formation. En 1985, les CCC refusent l'idée de front anti-impérialiste [au nom du combat pour la révolution communiste] et mènent seuls leurs dernières actions », précise Rouillan. Le recueil *Textes de lutte 1984-1985* des CCC a été édité en Belgique en 1988 – l'année où les quatre membres des CCC étaient condamnés pour plusieurs attentats contre l'Otan, des industries et banques américaines, des institutions belges.

Collettivo Politico Metropolitano : Au sein de la nouvelle gauche italienne apparaît en septembre 1969 le Collettivo Politico Metropolitano, qui « prône l'autonomie ouvrière, c'est-à-dire “le mouvement de libération du prolétariat de l'hégémonie globale de la bourgeoisie”, la rupture totale avec les institutions. Issu de groupes ouvriers (Sit-Siemens, IBM, Pirelli), particulièrement dans le “triangle de fer” (Turin, Milan, Gênes), le CPM entend amener de nouveaux fondements pour la lutte révolutionnaire : “Enraciner la lutte armée à partir des luttes de l'ouvrier-masse des grandes concentrations industrielles” ³ ».

COLP : Organisation italienne armée issue en 1981 de la dissolution de Prima Linea*, les Communistes organisés pour la libération prolétarienne disparaissent en 1984 ; surtout actif dans la libération des prisonniers politiques (notamment de Prima Linea), ce groupe subit l'intense répression qui pèse alors sur la lutte armée en Italie.

CSPPA : Dans le contexte de la guerre Iran-Irak (1980-1988), où ce dernier est appuyé par l'Occident et en particulier la France – de la livraison d'armes au prêt de son propre matériel militaire [*supra*, note ⇒, p. ⇒] – un « Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient » (CSPPA), qui regroupe des réseaux de résistance

liés à l'Iran, mènent à Paris une vague d'attentats meurtriers (décembre 1985-septembre 1986 [*supra*, note ⇒, p. ⇒]), en parallèle avec l'enlèvement au Liban de plusieurs citoyens français [*supra*, note ⇒, p. ⇒]. Si le but de ces actions était de sanctionner la politique étrangère de la France, et en particulier de faire cesser l'aide militaire à l'Irak, a également pesé dans la négociation une demande de libération du commando Anis Naccache, responsable d'un attentat contre le dernier Premier ministre du Chah d'Iran [*supra*, note ⇒, p. ⇒]. Selon Rouillan, associer la demande la libération de Georges Abdallah, communiste libanais membre des FARL*, et de Varoujan Garbidjian, responsable de l'ASALA*, était un écran de fumée pour masquer les négociations menées directement entre l'Iran et la France [*supra*, p. ⇒].

Direct Action : « Ce groupe libertaire canadien commit avec la Wimmin's Fire Brigade diverses attaques en 1981 et 1982, dont la plus importante contre Litton Industries, un fabricant de composants du missile de croisière US Cruise ; mais ces groupes féministes et écologistes ont également mené des actions contre l'industrie pornographique et contre le ministère de l'Environnement. Lorsqu'Ann Hansen, Julie Belmas, Doug Stewart, Gerry Hannah et Brent Taylor furent arrêtés, une campagne de solidarité internationale s'organisa pour les "cinq de Vancouver" ⁴. »

FARC : Créée en 1966 sur un projet de réforme agraire et avec le soutien du Parti communiste colombien, la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie contrôla, à son apogée dans les années 1990, une large partie du pays avec des effectifs militaires de plus de dix-huit mille hommes ; sous le nom de Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común, le FARC est depuis 2017 un parti politique et participe aux élections.

FARL : Créée à la fin des années 1970 autour de Georges Ibrahim Abdallah, cadre du FPLP pour le Liban nord et membre actif des milices progressistes, la Fraction armée révolutionnaire libanaise répond à la pression internationale qui interdit aux organisations militantes palestiniennes d'intervenir en Europe. Pour libérer le Liban de toute présence étrangère (Israël, États-Unis, France) et favoriser la création d'un État palestinien, de jeunes Libanais communistes rejoignent la FARL pour frapper les soutiens occidentaux des forces réactionnaires libanaises qui ensanglantent Beyrouth. Plusieurs attentats sont menés à Paris contre les intérêts israéliens et états-unis. La FARL disparaît quelques mois après l'arrestation de Georges Abdallah en octobre 1984 à Lyon et d'autres militants en Italie. [Lire aussi *supra*, note ⇒, p. ⇒ et ⇒.]

FRAP : « Organisation maoïste espagnole de la période finale de la dictature franquiste (1971-1977), [très implantée dans le mouvement étudiant], le Frente Revolucionario Antifascista y Patriota a progressivement choisi la voie des armes. En septembre 1975, trois de ses membres, José Luis Sánchez-Bravo Solla, José Humberto Baena Alonso et Ramón García Sanz furent les derniers fusillés de la dictature. » [Ne pas confondre le FRAP espagnol avec le **Front révolutionnaire d'action prolétaire**, groupe libertaire et autonome

actif en Belgique en 1984 et lié à Action directe.]

Gari : Dans son premier volume *De mémoire*, Rouillan définit les Groupes d'action révolutionnaire internationaliste comme une « organisation politique constituée en décembre 1973, à l'époque des conseils de guerre de Barcelone contre Salvador Puig Antich et d'autres membres du MIL, démantelé par la police deux mois plus tôt. Les militants qui avaient réussi à quitter la Catalogne constituèrent une coordination formée essentiellement d'anciens des groupes de combat des années 1960 et de jeunes Français et Espagnols anarcho-syndicalistes, autonomes ou libertaires. Très active durant l'année 1974, la coordination disparaît après une trentaine d'arrestations en France, en Espagne et dans le reste de l'Europe ».

Gladio (voir Trevi)

Grapo : Faisant suite à la reconstitution au milieu des années 1970 du Parti communiste espagnol sous le nom de PCE[r], les « Groupes révolutionnaires anti-fascistes du Premier Octobre » sont formés pour « encadrer le plus grand nombre possible de combattants anti-fascistes, adoptant ses propres décisions et formant ses propres cadres (ne devant pas être nécessairement membres du PCE[r] ni professer l'idéologie communiste) ». Actifs jusqu'à la fin des années 1990, les Grapo ont essentiellement agi après la mort de Franco, lors de la phase de transition, assurant les actions de financements, de répression des indicateurs, etc. Pour leurs militants, « le fascisme a été le principal instrument dont s'est servi l'oligarchie financière et des propriétaires fonciers pour soumettre les masses populaires, et mener à bien le développement économique du pays par la voie monopoliste. Ce double caractère, monopoliste (impérialiste) et fasciste, est la principale caractéristique de l'État espagnol ».

GP : Groupe maoïste fondé en 1968 par des militants issus de l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes, des militants libertaires et des anciens du Mouvement du 22 mars autour du journal *La Cause du peuple*, la Gauche prolétarienne (GP) étend son influence par le biais de comités d'action qui voient le jour aux usines Renault (Billancourt, Flins, Le Mans), Peugeot (Sochaux), Vitho (Saint-Ouen), etc. ; mais aussi dans les lycées. En 1969, la GP lance le slogan « Une seule issue pour les travailleurs : la résistance populaire ». En avril 1970, l'interdiction d'un meeting de la GP accélère le processus de résistance violente engagée avec des actions comme le « pillage » de l'épicerie de luxe Fauchon. Après l'arrestation et l'inculpation des directeurs de publication de *La Cause du peuple* et de violentes manifestations au Quartier latin, le gouvernement interdit la GP, dont les dirigeants passent dans la clandestinité. Sur le principe d'action directe, la GP se prononce pour la séquestration des patrons, le sabotage, le pillage, le vol et la guerre civile. Durant les étés 1970 et 1971, la GP organise des « longues marches », initiées à l'été 1968 dans les campagnes, notamment en Bretagne et au Larzac, tout en poursuivant ses actions clandestines : plasticage du journal *Minute* (mai 1971), attaque de l'ambassade de Jordanie en soutien aux Palestiniens (juillet 1971) etc. En janvier 1974, un numéro de sa revue, les *Cahiers prolétariens*, annonce la dissolution de la GP à la suite d'une décision, très

contestée, de sa direction, occulte et toute-puissante, composée d'un cénacle d'intellectuels.

LCR : D'abord Ligue communiste, cette organisation trotskiste – créée en avril 1969 par d'ex-militants du Parti communiste internationaliste (PCI) et de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), elle-même issue en 1966 du regroupement des exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC) et dissoute par décret gouvernemental en juin 1968 – est interdite en juin 1973 (suite à une manifestation contre un meeting d'extrême droite) puis reconstituée en 1975 sous le nom de Ligue communiste révolutionnaire (LCR) – qui s'est fondue en février 2009 dans le NPA (Nouveau Parti anti-capitaliste).

Lotta Continua : Fondée en 1969 dans la continuité du Potere Operaio pisano et rassemblant des groupes opéraïstes et des militants étudiants de Turin, Venise, Bologne et Naples sur des bases anti-autoritaires et spontanéistes, Lotta Continua aurait rassemblé jusqu'à 30 000 militants avant que des scissions entre les militants qui rejoindront la lutte armée et ceux qui soutiendront une tentative (malheureuse) de participation à des élections débouchent sur son auto-dissolution en 1976.

MIL : Dans son premier volume *De mémoire*, Rouillan définit le Mouvement ibérique de libération comme une « organisation armée créée en janvier 1971 à l'initiative de groupes radicaux barcelonais d'obédience marxiste révolutionnaire auxquels se sont joints des libertaires toulousains. Le MIL agit essentiellement en Catalogne avec des bases de repli dans la région de Toulouse. Sa maison d'édition clandestine, Mayo 73, publiait les classiques du communisme de gauche (Anton Pannekoek, Anton Ciliga, Étienne Balazs, etc.). La police de la dictature franquiste démantela l'organisation en septembre 1973. L'un de ses membres, Salvador Puig Antich, fut le dernier condamné à mort politique à subir le supplice du garrot ⁵».

ML : Durant les années 1920, les idéologues du stalinisme accolent le terme de « léninisme » à celui de « marxisme » pour signifier que Staline incarne la seule « ligne juste » et qu'il se situe dans la continuation des théoriciens du marxisme : Marx, Engels et Lénine. Après le rapport Khrouchtchev (1956), le mouvement communiste international connaît un grand schisme entre les partisans de l'URSS et ceux de la Chine de Mao. Afin de s'affirmer comme les seuls héritiers de l'URSS de Staline (après sa condamnation en URSS même) et des grands théoriciens marxistes, les dirigeants chinois se déclarent les seuls véritables « marxistes-léninistes » face au « révisionnisme » du parti soviétique. Par extension, les scissions qui, de par le monde, se font au nom de la pensée de la Chine communiste prennent le nom de « marxistes-léninistes » et incluent l'abréviation « ML » dans leur sigle. Il s'agit, le plus souvent, des groupes les plus orthodoxes et les plus organiquement liés au Parti communiste chinois – tel le PCMLF*. Les partisans non orthodoxes prennent le nom de « maos » et se retrouvent dans des organisations comme la GP*.

MLSPB (voir THKP-C)

MOI : Organisation syndicale regroupant les travailleurs immigrés de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) dans les années 1920, la « Main-d'œuvre immigrée » apporte son soutien aux républicains durant la guerre civile espagnole puis prend une part active dans la Résistance française contre l'occupant nazi au sein des Francs-tireurs et partisans (FTP). En stigmatisant la présence d'étrangers dans la Résistance française au travers d'une « Affiche rouge » représentant le réseau de Missak Manouchian (composé de résistants communistes arméniens, espagnols, italiens ou juifs), la propagande allemande fit de ce groupe un emblème de la lutte internationaliste contre le fascisme.

Mouvement du 2 juin : Groupe armé marxiste et anti-autoritaire fondé, en 1972, en référence à la manifestation du 2 juin 1967 contre la visite à Berlin-Ouest du shah d'Iran (au cours de laquelle l'étudiant Benno Ohnesorg fut tué par un policier), il s'auto-dissout en 1980 – certains membres rejoindront la RAF ⁶.

MTA : Le Mouvement des travailleurs arabes est créé en juin 1972 « par des militants arabes et français proches des maoïstes de la Gauche prolétarienne, dont l'expérience politique commune s'est formée dans les comités Palestine. [...] Les principaux champs de lutte de l'immigration dans lesquels s'est inscrit le MTA sont : Palestine, crimes racistes, foyers de travailleurs immigrés, logements insalubres, cartes de séjour et de travail, revendications spécifiques des ouvriers étrangers ». Le recul de la GP précipite l'autonomie du MTA, qui porte en septembre 1973 la première grève « générale » contre le racisme. Le MTA fait alors l'objet d'une répression et d'une déstabilisation interne qui réduira sa zone d'influence sur l'immigration arabe jusqu'à sa dissolution de fait en 1976 ⁷.

NAP : Convergence entre Lotta continua* et Sinistra proletaria* (Naples), les militants des Nuclei armati proletari sont surtout issus de la marginalité du Sud de la péninsule – ceux qui ont survécu à la répression rejoindront les Brigades rouges ⁸.

Napap : Groupe armé créé en 1976 dans la continuité du maoïsme français et notamment des BI*, les Noyaux armés pour l'autonomie populaire Napap vont mener jusqu'à l'été 1977 une série d'attentats en vue de « dynamiser les forces ouvrières », de « rétablir un rapport de force avec le patronat » et d'« inspirer les masses » ; certains militants rejoindront Action directe ⁹. [Sur leur action la plus notoire, l'exécution du vigile Jean-Antoine Tramoni, lire *supra*, p. ⇒.]

Nouvelle gauche : Alors qu'une coalition entre le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et le CDU/CSU (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne/Union chrétienne-sociale de Bavière) bloque depuis plusieurs années tout accès de l'opposition de gauche au Parlement, la violente répression d'une manifestation en réponse à la visite en juin 1967 du Shah d'Iran à Berlin radicalise le mouvement étudiant de gauche, structuré depuis l'après-guerre par sa fédération socialiste (SDS), dont les membres avaient été exclus du SPD en

1961 et dont le groupe berlinois est alors mené par Rudi Dutschke et compte des militantes comme Ulrike Meinhof. Ce contexte de mobilisation de masse fait émerger une « nouvelle gauche », qui chasse les organisations de droite de l'université, se greffe sur les mouvements sociaux et la lutte contre les lois d'urgence tout en réglant ses comptes avec la droitisation de la social-démocratie et le passé nazi de la génération au pouvoir. « C'est l'Union des étudiants allemands socialistes (SDS) qui mène la révolte en Allemagne. Une révolte ouverte pour des causes internationales et nationales. À partir de 1967, les manifestations se succèdent : contre la guerre au Vietnam, contre l'impérialisme moderne, contre la répression des étudiants espagnols par la police franquiste, contre la visite du shah d'Iran, contre les livraisons d'armes britanniques au gouvernement nigérian, contre les lois d'exception en Allemagne. Après la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, leader du mouvement étudiant, le 11 avril 1968, les forces se radicalisent : le Parti national démocratique d'extrême droite manque de peu d'entrer au Bundestag aux élections de 1969 alors que le noyau dur du SDS rejoint la Fraction armée rouge ¹⁰. » Pour Rouillan, « cette contestation anti-autoritaire a connu une concrétisation dans le mouvement sociétal des communautés et des occupations de maisons, sur le terrain du réarmement, des luttes anti-nucléaires et de l'écologie radicale – en relation (contradictoire) avec le soutien aux organisations armées anti-impérialistes, principalement la RAF*, mais aussi le Mouvement du 2 juin* puis les RZ* ».

NRP : En mai 1970, de la Gauche prolétarienne émerge la Nouvelle Résistance populaire (en référence à la Résistance française contre l'occupant nazi), « au sein de laquelle s'autonomisa une aile militaire qui, par la suite, conserva seule l'appellation de "NRP" [jusqu'en] 1973, date à laquelle elle s'auto-dissout pour la dernière fois ¹¹ ». En réponse à l'assassinat en février 1972 de Pierre Overney, l'enlèvement un mois plus tard d'un cadre de Renault par la NRP sera déterminant dans l'évolution des relations de la GP à la lutte armée [*supra*, note ⇒, p. ⇒].

OCML-VP : L'Organisation communiste marxiste léniniste-Voie prolétarienne « s'est constituée en 1976, c'est-à-dire "au commencement de la fin" du mouvement mao en France », commence le texte interne de 2014 qui définit cette organisation ¹².

OCT : Issue fin 1976 de la fusion de groupes trotskiste (LCR) et maoïste (Gauche ouvrière et paysanne), l'Organisation communiste des travailleurs eut une certaine importance politique avant qu'une série de scissions débouche sur sa dissolution en 1981 ; certains militants rejoindront les Verts et d'autres la LCR ¹³.

opéraïste (voir Potere Operaio)

ORA : Groupe communiste libertaire fondé en 1967 dans l'orbite de la Fédération anarchiste, l'Organisation révolutionnaire anarchiste irrigue jusqu'à sa dissolution 1976 divers groupes d'ultra-gauche, maoïstes, trotskistes et autonomes.

PCMLF : Principal représentant de la tendance « orthodoxe » du mouvement maoïste français, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) est créé en décembre 1967. Ses militants veulent construire le « parti communiste de France, parti authentiquement marxiste-léniniste, parti de l'époque de la pensée de Mao Tsé-toung », qui reposera sur le centralisme démocratique et luttera contre le révisionnisme du PCF et les déviations des maos spontex (de la GP). Dissous par décret en juin 1968, il rentre dans la clandestinité ; mais l'écart entre la direction clandestine et les groupes de base entraînent une série de scissions qui le marginalisent dès le début des années 1970.

Potere Operaio (Pouvoir ouvrier) : Fondé en 1968 et dissous en 1973, équivalent italien de la Gauche prolétarienne), Potere Operaio était particulièrement actif dans les grandes industries du Nord de l'Italie ; référence importante du mouvement autonome, une partie de ses militants ont ensuite intégré les Brigades rouges.

Prima Linea : Issue en 1976 de scissions au sein de Potere Operaio et de Lotta Continua*, Prima Linea en a rassemblé les partisans de la lutte armée – au début des années 1980, ses derniers militants actifs rejoindront notamment les Brigades rouges et les COLP* [sur *Ciro Rizzato*, militant des COLP, lire *infra*, p. ⇒].

RAF : Dans une Allemagne de l'Ouest anti-communiste, soumise à l'impérialisme américain et qui a massivement intégré d'anciens nazis dans l'appareil d'État, la Fraction armée rouge (Rote Armee Fraktion – RAF) est une réponse à la répression du mouvement protestataire étudiant [*supra*, p. ⇒]. À partir de 1970, la RAF va mener une guérilla urbaine d'inspiration maoïste et guévariste, poussant à la « militarisation de la lutte de classe » par des actions armées contre les intérêts industriels, l'État (la police et la magistrature), les bases militaires américaines, la propagande (groupe Springer) et le patronat allemand [*supra*, p. ⇒]. Après l'arrestation en 1972 et la répression de la première génération (autour d'Andreas Baader et d'Ulrike Meinhof) – dont la violence des conditions de détention a marqué les esprits –, une seconde génération (réprimée en 1982) puis une troisième poursuivent avec Action directe une « guérilla ouest-européenne anti-impérialiste ». De plus en plus isolée à la fin des années 1980, la RAF annonce en avril 1998 son auto-dissolution ¹⁴.

RZ : Les Revolutionäre Zellen (Cellules révolutionnaires) ont rassemblé diverses sensibilités politiques (marxiste-léniniste et anarchiste) ainsi que des modalités d'organisation de la lutte armée, associées ou pas au FPLP, mouvementistes ou non, proches ou critiques de la RAF ¹⁵.

SAC : Créé en 1960 pour soutenir la politique du général de Gaulle, le Service d'action civique sert de milice au Rassemblement du peuple français (RPF), en particulier contre les militants du PCF, puis d'exécuteur des basses œuvres, notamment dans la répression de Mai 68 ; dirigé par Pierre Debizet, homme de confiance de Jacques Foccart (conseiller de De Gaulle pour les services secrets et la politique africaine), le SAC perdure sous le RPR et

la direction de Charles Pasqua. Officine de renseignement recrutant aussi bien parmi les militants d'extrême droite que les truands, le SAC a vu ses membres être accusés de « coups et blessures volontaires, port d'armes, escroqueries, agressions armées, faux monnayage, proxénétisme, racket, incendie volontaire, chantage, trafic de drogue, hold-up, abus de confiance, attentats, vols et recels, association de malfaiteurs, dégradation de véhicules, utilisation de chèques volés, outrages aux bonnes mœurs ¹⁶ ». L'élection de François Mitterrand en 1981, qui a provoqué un vent de panique jusqu'au sein de la direction parisienne – les « rouges » avaient pris le pouvoir ! –, débouche sur le meurtre, en juillet 1981, d'un des membres de la section marseillaise du SAC et de toute sa famille pour éviter que des révélations ne soient livrées au nouveau pouvoir. Condamnés en 1985 à quinze ans de prison pour l'un, vingt ans pour deux autres, et à la réclusion à perpétuité pour les trois derniers, les six meurtriers étaient tous libres au début des années 2000 ¹⁷.

Squadre : En étroite relation avec Prima Linea* et composés de militants autonomes, les Squadre (de leur nom complet Squadre Proletarie di Combattimento per l'Esercito di Liberazione Comunista) se sont formées à Milan en 1977.

THKP-C : Créée en 1970, la guérilla marxiste-léniniste et guévariste menée par le Parti-Front de libération des peuples de Turquie est décimée en deux étapes : le 19 février 1971 et le 30 mars 1972, avec l'assassinat d'Ulaş Bardakçı, dirigeant des unités de guérilla rurale, puis celui du fondateur et théoricien Mahir Çayan. Le nom complet du **Cephe** est Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple) et celui du **MLSPB**, Union de propagande marxiste-léniniste armée.

Trevi : Créé en 1976, ce réseau intergouvernemental de coopération policière à l'échelle européenne (confidentiel jusqu'en 1989, il ne sera officialisé qu'en 1992) dont l'objectif initial était la lutte anti-terroriste, sera étendu à la criminalité internationale et aux questions de sécurité intérieure comme l'immigration. Sur fond de guerre froide et dans le cadre d'une lutte contre l'influence communiste, l'Otan a coordonné en Europe de l'Ouest des réseaux clandestins « *stay behind* », dont le plus connu fut l'italien **Gladio** : durant la période des « années de plomb » (1964-1980), ce réseau joua un rôle important dans l'instauration de ladite « stratégie de la tension », mélange de terrorisme et de répression instauré par une grande partie de l'appareil d'État italien (et de la démocratie chrétienne), en lien avec la CIA, pour entretenir un climat de peur justifiant des politiques autoritaires et facilitant l'arrivée au pouvoir d'un régime dictatorial. [Sur les attentats massacres, lire *supra* la nda ⇒, p. ⇒ et la note ⇒, p. ⇒.]

Préface

1. François Maspero, « Note de l'éditeur » aux *Textes des prisonniers de la Fraction armée rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof*, préface de Jean Genet, introduction de Klaus Croissant, François Maspero, 1977, p. 7-9.
2. Pierre Vianson-Ponté, « L'autre violence », *Le Monde*, 31 octobre 1977.
3. Bruno Le Gendre et Edwy Plenel, « I. Radicalisation idéologique et militaire » et « II. Les orientations d'Action directe et de la Fraction armée rouge », *Le Monde*, 14 et 15 février 1985.
4. Daniel Schneidermann, « Deux semaines de procès pour Action directe. Le sang et les confitures » et « Le procès d'Action directe. Un assourdissant silence », *Le Monde*, 11 et 19 janvier 1988.
5. Jacques Julliard, « SOS fantômes ! », *Le Nouvel observateur*, 12-18 janvier 1989.
6. *Ibid.*
7. Compte rendu du procès par l'Agence centrale de presse, 15 janvier 1989.
8. *Libération*, 10 et 11 mai 1976.
9. Toni Negri, « Retour sur l'Italie des années 1970 », *Le Monde diplomatique*, août 1998.
10. Jean-Marc Rouillan, Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon et Régis Schleicher, *Le Prolétaire précaire*, Acratie, 2000.
11. Entretien diffusé sur Televisió de Catalunya et intégré au film de Pierre Carles et Georges Minangoy, *Ni vieux ni traîtres*, Pages et images, 2006.
12. Sur la réception de ce livre, lire l'avant-propos à sa réédition chez Agone en 2015, spéc. p. 9 et suiv.
13. Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, *Action directe : du terrorisme français à l'euroterrorisme*, Seuil, 1986, 256 pages ; Roland Jacquard et Charles Le Quintrec, *La Longue Traque d'Action directe*, Albin Michel, 1987, 235 pages ; Jean-Pierre Pochon, *Les Stores rouges Au cœur de l'infiltration et de l'arrestation d'Action directe (1979-1982)*, Équateurs, 2008, 284 pages – sur les passages cités ici, p. 13 et 18 ; Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe*, Nouveau monde éditions, 2011, 271 pages – sur les passages cités ici, p. 79 et 122. En anglais, Michael York Dartnell, *Action directe : Ultra-left Terrorism in France, 1979-1987*, Psychology Press, 1995, 209 pages.
14. Mosco Levi Boucault, *Ils étaient les Brigades rouges*, Arte Éditions, 2010-2011.

15. Cités in Serge Halimi, *Quand la gauche essayait. Les leçons du pouvoir (1924, 1936, 1944, 1981)*, Agone, 2017, p. 316.
16. Cité in Marc Landré, « Le siège du CNPF », *L'Express*, 1^{er} février 2003.
17. « Hommage inédit aux forces de l'ordre pendant les manifestations contre le terrorisme », *Le Monde*, 11 janvier 2015.
18. Caroline Guibet Lafaye, « Portraits de terroristes. Décrire et juger plutôt que comprendre : l'action politique violente vue par la presse », *Communication*, 2017, vol. 34/2.
19. Laurent Bonelli, « Des brigadistes aux djihadistes, combattre à l'étranger », *Le Monde diplomatique*, août 2015.
20. Jann Marc Rouillan, *Paul des Épinettes et moi. Sur la maladie et la mort en prison*, Agone, 2010, p. 97-99.
21. Écrit en 2010, *Je regrette* est paru en 2017 aux éditions Agone.
22. Rosa Luxemburg, *La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale, Œuvres complètes*, tome IV, Agone-Smolny, 2014, p. 78.
23. Toni Negri, « Retour sur l'Italie des années 1970 », *op. cit.*
24. Entretien avec Jean-Marc Rouillan, « Je peux faire peur à beaucoup de monde », *L'Express*, 30 septembre 2008.
25. Sur la campagne médiatique provoquée par l'entretien de Rouillan paru dans *L'Express*, lire la préface que nous avons donnée à son livre *De mémoire II. Le deuil de l'innocence : un jour de septembre 1973 à Barcelone*, Agone, 2009, spéc. p. 14 et suiv. ; et sur l'analyse juridique de la « rupture de conditionnelle », la préface à la réédition de son livre *Paul des Épinettes et moi...*, *op. cit.*, p. x-xi.
26. Entretien avec Jean-Marc Rouillan, « La grande tchatte », radio Grenouille, 23 février 2016 pour *Le Ravi*, paru en mars 2016, n° 138.
27. Sur les débuts de cette affaire lire l'avant-propos que nous avons donné au recueil de Rouillan, *Je regrette*, Agone, 2017, p. xii-xix.
28. Nadim Houry, « Atteintes à la liberté d'expression au nom de la lutte anti-terroriste », *Just Security*, 30 mai 2018.
29. « Terrorisme : les propos-chocs d'Éric Zemmour » et « Zemmour ne fait pas l'apologie du terrorisme, selon la justice », *Le Point*, 6 octobre 2016 et 17 janvier 2017.

30. Communiqué de la Ligue des droits de l'homme, « La liberté d'expression est un droit fondamental », LDHfrance.org, 31 mai 2016.
31. Jean-Baptiste Jacquin, « Antiterrorisme : l'ONU s'inquiète de l'accumulation des lois françaises », *Le Monde*, 24 mai 2018.
32. Émile Malet, « Le point de vue d'un ancien gauchiste », *Le Quotidien de Paris*, 15 avril 1982, p. 8.
33. Lire par exemple Nanni Balestrini et Primo Moroni, *La Horde d'or. Italie 1968-1977. La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle*, L'Éclat, 2017 ; et voir Mosco Levi Boucault, *Ils étaient les Brigades rouges*, *op. cit.*
34. Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Agone, [1986] 2014.
35. Lire Michael Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Agone, 2014.

I. L'héritage du grand Mai (1977-1979)

1. Lire *Les Nouveaux Partisans. Histoire de la gauche prolétarienne* « par des militants de base », Al Dante, Marseille, 2015. [nda]
2. Laure Pitti, « Les luttes centrales des OS immigrés », *Plein droit*, 2004, vol. 4, n° 63.
3. Voir *Les Lip, l'imagination au pouvoir*, documentaire de Christian Rouaud, 2007 ; lire Serge Halimi, « LIP, l'imagination au pouvoir », *Le Monde diplomatique*, 20 mars 2007.
4. Lire Marc Bernardot, *Loger les immigrés : la Sonacotra 1956-2006*, Éditions du Croquant, 2008.
5. Lire Jean-Claude Vimont, « Les emprisonnements des maoïstes et la détention politique en France (1970-1971) », *Criminocorpus*, octobre 2015.
6. « Une vague de mutineries secoue les prisons », *Alternative libertaire*, 8 septembre 2011 ; lire aussi Anne Guérin, *Prisonniers en révolte. Quotidien carcéral, mutineries et politique pénitentiaire en France (1970-1980)*, Agone, 2013.
7. Lire Julio Sanz Oller, *Barcelone, l'espoir clandestin*, Le Chien rouge, 2008.
8. Théo Rival, « 1975 : ils vivent, les comités de soldats », *Alternative libertaire*, 21 janvier 2015.
9. Cette période est l'objet du premier volume de Jann Marc Rouillan, *De mémoire I... , op. cit.*
10. Cette période est l'objet du deuxième volume de Jann Marc Rouillan, *De mémoire II. Le deuil de l'innocence : un jour de septembre 1973 à Barcelone*, Agone, 2009.
11. Cette période est l'objet du troisième volume de Jann Marc Rouillan, *De mémoire III. La courte saison des Gari : Toulouse 1974*, Agone, 2012.
12. Lire *ibid.*, p. 213-220.
13. Lire « Le théorème de Schmidt ne marche pas », *Alternatives économiques*, 1^{er} octobre 2014.
14. Lire « 1964-1968, la révolte des ghettos », *L'Anticapitaliste*, septembre 2015, n° 68.
15. Pour une cartographie historique des guérillas sud-américaines, lire Philippe Rekacewicz, « Conflits et guérillas », *Le Monde diplomatique*, décembre 2006.
16. Isabelle Sommier, *La Violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 16. [nda]
17. Immanuel Wallerstein, « Restructuration capitaliste et le système-monde » (traduit de l'espagnol par Martine Mouton et Jacques Vialle), *Agone*, 1996, n° 16, « Misère de la

mondialisations », p. 207-233. [nda]

18. Lire Nanni Balestrini et Primo Moroni, *La Horde d'or...*, *op. cit.*, chap. X, « Le mouvement de 77 ».

19. *Ibid.*

20. Xavier Vigna, « Les ouvriers de Denain et de Longwy face aux licenciements (1978-1979) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004, n° 84.

21. Lire Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'Union sans unité. Le programme commun de la gauche, 1963-1978*, préface de Claude Bartolone, Presses universitaires de Rennes, 2012.

22. Lire François Denord, *Le Néo-Libéralisme à la française. Histoire d'une idéologie politique*, Agone, 2016, p. 342-343.

23. Lire Aurélie Carrier, *Le Grand Soir. Voyage dans l'imaginaire révolutionnaire et libertaire de la Belle Époque*, Libertalia, 2017.

24. Sur cet événement qui continue de marquer les mémoires, lire Michel Puech, « 40 ans après, Pierre Overney », Blogs.mediapart.fr, 5 mars 2012, avec une bibliographie.

25. Lire Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, *op. cit.*, spéc. « À Serge July », p. 102-120 ; et Pierre Rimbert, « Libération », *de Sartre à Rothschild*, Raison d'agir, 2005.

26. Sur l'attentat de Milan, lire Luciano Lanza, *La Ténébreuse Affaire de la piazza Fontana*, trad. de l'italien et notes de Miguel Chueca, Éditions de la CNT-RP, 2004; sur les groupes d'action partisane, « Brigades rouges : l'historique », *Front social*, 2001, n° 19, ArchivesCommunistes.chez-Alice.fr ; également Carlo Feltrinelli, *Senior Service*, Christian Bourgois, 2001.

27. Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération. II. Les années de poudre (1968-1975)*, Seuil, 1988, p. 176. [nda]

28. Lire Rémi Guillot, « Les réseaux d'information maoïstes et l'affaire de Bruay-en-Artois », *Les Cahiers du journalisme*, été 2007, n° 17, p. 210-225.

29. Antonio Negri, « Partito operaio contro il lavoro », *in Sergio Bologna et alii, Crisi e organizzazione operaia*, Feltrinelli, 1974, p. 136. [nda]

30. Lire par exemple « Histoire et conflits de mémoire en Espagne », spéc. Sophie Baby, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*,

2015, n° 127.

31. Boris Souvarine, *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, Ivrea, 1992, p. 97 et suiv.
32. Isaac Deutscher, *Staline*, Gallimard, 1953, p. 79-84.
33. Richard Marillier, *Vercors 1943-1944, le malentendu du permanent*, L'Armançon, 2003, p. 24-25 ; lire aussi Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Lucien Souny, 1991 ; sur les FFI et les FTP en 1944, Laurent Baudoin, « 26 juillet 44 : le hold-up des FFI », *La Vie du rail et des transports*, 3 juillet 2000, Anac-fr.com et Joël Drogland, « L'argent de la Résistance », *Clionautes*, 14 février 2010.
34. Sur l'épuration de la CFDT en 1977, lire Théo Rival, « 1977 : Edmond Maire, c'était aussi la chasse aux sorcières dans la CFDT », Anti-K.org, 2 octobre 2017.
35. Cité in Roland Jacquard, *La Longue Traque d'Action directe*, Albin Michel, 1987, p. 61-62
36. Jorge Semprún, *Netchaïev est de retour*, Jean-Claude Lattès, p. 221 et 249.
37. Lire Burnett Bolloten, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-1939)*, traduit par Étienne Dobenesque, Agone, 2015, chap. XLVIII. « La répression communiste contre les anarchistes et le POUM », p. 667 et suiv.
38. Sur le début de ce « jeu de cache-cache », lire la « Chronologie des actions des Gari (16 janvier 1974-7 février 1975) », in Jann Marc Rouillan, *De mémoire III... op. cit.*, p. 315-321.
39. Carole Beebe Tarantelli, « Les brigades rouges italiennes, la structure et la dynamique des groupes terroristes », *L'Année psychanalytique internationale*, 2011, vol. 1, p. 130.
40. Sur l'histoire de ce tableau, mais aussi de son vol à Saint-Germain-en-Laye – et une version sensiblement différente du rôle de la police –, écouter le documentaire de Michel Pomarède réalisé par François Teste, « L'Escamoteur escamoté », France Culture, 1^{er} janvier 2017. Voir également, signale Rouillan, le court-métrage de Laurent Lafuma, *L'Escamoteur*, sur Vimeo, qui retisse cette histoire avec celle de « Ranavalona III, la dernière souveraine de Madagascar, prise dans l'étau impérialiste et colonialiste français ». [nde&a]
41. Émile Pouget, *L'Action directe et autres écrits syndicalistes (1903-1910)*, textes réunis, annotés et présentés par Miguel Chueca, Agone, 2010, p. 153 et suiv.
42. *Da Brigate Rosse*, avril 1971, n° 1, cité in Gianni-Emilio Simonetti (dir.), *Ma l'amore mio non muore. Origini documenti strategie della cultura alternativa e dell'underground in Italia*, Arcana, Roma, 1971 – souligné par eux.
43. Lire Claude Geslin, « La grève des chaussonniers fougerais de l'hiver 1906-1907 », *Cahiers*

Jaurès, 2011, n° 199.

II. Les premières actions (1979-1980)

1. Lire Robert Linhart, *L'Établi*, Minuit, [1978] 1981. [nda]
2. Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France*, Agone, 2018, p. 709.
3. Sylvie Braibant, « Révélations sur l'assassinat de Pierre Goldman », *Le Monde diplomatique*, 26 janvier 2010.
4. Resp. Philippe Defawe, « Sévère réquisitoire dans l'affaire des marchés publics d'Île-de-France » (LeMoniteur.fr, 9 juin 2005) et « Début des réquisitions au procès des HLM de Paris » (LeMoniteur.fr, 13 mars 2006) ; Nathalie Bensahel, « Christian Pellerin. On croyait le promoteur de La Défense enterré. Erreur, il construit toujours pour Vivendi », *Libération*, 27 août 1999.
5. Cet épisode est raconté par l'inspecteur de police Serge Savoie dans son livre *RG. La traque d'Action directe, op. cit.* [nda]
6. « Éléments chronologiques (1997) » de la brochure *Action directe. Textes de prison (1992-1997)*.
7. Eléa Pommiers, « Comprendre l'affaire Robert Boulin, un dossier vieux de trente-huit ans », *Le Monde*, 26 novembre 2017.
8. Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe, op. cit.*, p. 86.
9. Lire Emmanuelle Loyer, « Sous les pavés, la Résistance... », *op. cit.*
10. Mathilde Gérard, « Les “vols de la mort” vont être jugés pour la première fois en Argentine », *Le Monde*, 28 novembre 2012 ; « Vols de la mort. Le dé clic d'un photographe », *Libération*, 13 janvier 2013.
11. Blanca Escobar, « Des réformes agraires pour “désamorcer la bombe” », *Le Monde diplomatique*, juin 1978.
12. On trouve une mise en scène de cet épisode et de la période *in* Jann Marc Rouillan, *De mémoire III...*, *op. cit.*, p. 134.
13. Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe, op. cit.*, p. 177.
14. « L'enquête sulfureuse de Bernard Violet sur l'assassinat du pasteur Doucé. Interview de l'auteur de *Mort d'un pasteur* (Fayard) », *L'Humanité*, 18 mai 1994.
15. Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe, op. cit.*, p. 101.

16. *Ibid.*, p. 120.

III. La prison et l'amnistie (1980-1982)

- 1.« Brigades rouges : l'historique », *op. cit.*
- 2.Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe, op. cit.*, p. 134 ; Jean-Pierre Pochon, *Les Stores rouges...*, *op. cit.*, p. 245, p. 253 et suiv.
- 3.On trouve le détail de cette tractation côté policier in Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe, op. cit.*, p. 124.
- 4.Sur l'histoire et l'actualité de cette affaire, voir Daniel Pajonk, « Ardèche : l'affaire Conty refait surface », France 3 Auvergne-Rhône-Alpes, 19 mars 2017 ; et lire Noëlle Sarrola, *Une version des faits*, Publibook, 2017.
- 5.Jean-Claude Vimont, « Histoire de la détention politique en France », *Criminocorpus*, novembre 2013.
- 6.Lire Jann Marc Rouillan, *De mémoire III...*, *op. cit.*
- 7.Lire Antonio Téllez Sola, *Sabaté. Guérilla urbaine en Espagne, 1945-1960*, Toulouse, Repères-Silena, [1972] 1990. Sur cette période, lire aussi la version qu'en donne Rouillan dans son roman à clef, où il y mêle sa propre histoire : *La Part des loups* (Agone, 2015).
- 8.Laurent Greilsamer, « L'enquête sur l'attentat d'Ajaccio et la sécurité d'un "citoyen-candidat". Le jeu des hypothèses », *Le Monde*, 5 mai 1981 ; Frédéric Charpier, *Les Officines. Trente ans de barbouzeries chiraquiennes*, Seuil, 2013.
- 9.On trouve quinze années d'analyse des conditions de détention dans les prisons françaises par Rouillan dans *Je hais les matins, Paul des épinettes et moi (op. cit.)* et *Chroniques carcérales (2004-2007)*, Agone, 2008.
- 10.Marcel Daar, « Action directe dans le piège », *Le Nouvel Observateur*, 7 avril 1980.
- 11.Extrait du site DanielGuerin.info. Principales œuvres rééditées : *Pour le communisme libertaire*, Spartacus, 2003 ; *De l'oncle Tom aux Panthères noires*, Les Bons Caractères, [1973] 2010 ; *Front populaire, révolution manquée ?*, Agone, [1963] 2013 ; *Autobiographie de jeunesse*, La Fabrique, [1972] 2016 ; *Fascisme et grand capital*, Libertalia, [1945] 2014.
- 12.Édouard Mir, « Le pool "Mains propres" lâche Di Pietro. Les accusations de corruption se multiplient contre l'ancien procureur », *Libération*, 9 décembre 1996.

IV. Une phase de transition (1981-1982)

1. Jean-Pierre Pochon, *Les Stores rouges...*, *op. cit.*, p. 237 et suiv.
2. Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe*, *op. cit.*, p. 123.
3. Lire un portrait d'époque par Philippe Boggio et Alain Rollat, « Les secrets de Robert Pandraud, patron de la "Grande Maison" », *Le Monde*, 5 mars 1987.
4. Sur ce bestiaire, lire Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, *op. cit.*, spéc. « À Roland Castro, architecte du roi », p. 121-127 et « À Serge July », p. 102-120 ; la citation de Serge Halimi sur Brice Lalonde est extraite de sa préface, p. xiii.
5. Sur l'adhésion tardive de l'intelligentsia française issue des rangs de l'extrême gauche à l'antitotalitarisme et son rôle dans leur conversation au néolibéralisme, lire Michael S. Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, traduit de l'anglais par André Merlot, préface de Philippe Olivera, Agone, [2009] 2014.

V. De nouveau dans la clandestinité (printemps-été 1982)

1. Lire Anne-Marie Mouradian, « Offensives contre la convention de Lomé », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
2. Neil Ketchley et Thoraya El-Rayyes, « Égypte : une révolte pour le pain », *Contretemps*, 16 avril 2017.
3. Lire François Chesnais, *La Mondialisation du capital*, Syros, 1994.
4. Karl Marx, *Le Capital, Livre I*, VII^e section : « Accumulation du capital », Chap. xxv : « Loi générale de l'accumulation capitaliste », Part. iv : « Formes d'existence de la surpopulation relative. Loi générale de l'accumulation capitaliste », Marxists.org. [nda]
5. « Mitterrand anti-terroriste tranquille », *Libération*, 18 août 1982, p. 1 et 2.
6. « Interview de M. François Mitterrand, président de la République, au journal télévisé de TF1, mardi 17 août 1982 », Discours.vie-publique.fr.
7. Rouillan fait ici référence à l'interview de Gilles Ménage (ancien directeur de cabinet du président Mitterrand) dans *Le Nouvel Observateur*, (17-23 avril 1997), au cours de laquelle, entre autres écoutes plus ou moins illégales et injustifiables, on découvre le rôle de la cellule antiterroriste de l'Élysée dans le dossier Action directe, notamment en février 1985, après l'assassinat du général Audran (p. 69).
8. Avec des accents de presse people, Jean-Marc Théolleyre fait pour *Le Monde* le compte rendu du rôle de Blond-Blond, « Régis Schleicher et deux autres membres d'Action directe répondent du meurtre des deux policiers de l'avenue Trudaine à Paris » (3 décembre 1986).
9. Sur le procès des écoutes de l'Élysée, lire Franck Johannès, « Le tribunal juge Mitterrand responsable des écoutes », *Le Monde*, 10 novembre 2005.
10. Entretien de Jean-Marc Rouillan avec Jacques Bacelon, « Jean-Marc Rouillan s'explique », *Le Matin*, 15 octobre 1982, p. 18.
11. Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, *Action directe : du terrorisme français à l'euroterrorisme*, Seuil, 1986, p. 97 ; Paul Barril, *Missions très spéciales*, Presses de la Cité, 1984 – cité *ibid.*
12. Cette version des faits est identique à celle que donne Paul Barril dans son livre, cité *ibid.*, p. 97-98.
13. *Ibid.*, p. 43.

14. Béatrice Vallaeys, « Le récit des contacts entre le capitaine Barril et le leader d'Action directe », *Libération*, 6 octobre 1983.

VI. La construction du front (fin 1982-début 1984)

1. Isabelle Sommier, « Repentir et dissociation : la fin des “années de plomb” en Italie ? », *Cultures et conflits*, « Pacifications. Réconciliations (1) », hiver 2000.
2. Jacques Attali, *Verbatim. I (1981-1986)*, Fayard, 1995, p. 794.
3. La version policière de cette fusillade est notamment donnée par Jean-Marc Théolleyre dans *Le Monde* du 3 décembre 1986, « Régis Schleicher et deux autres membres d'Action directe répondent du meurtre des deux policiers de l'avenue Trudaine à Paris ».
4. *L'Internationale*, mai 1984, n° 7.

VII. Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest (1984-1985)

1. Ce qui est confirmé depuis : « Afrique du Sud. Paris, 1988 : qui a assassiné Dulcie September ? », entretien avec Hennie van Vuuren pour le *Daily Maverick*, [Le Courrier international](#), 21 septembre 2017 ; Christine Abdelkrim-Delanne, « Qui a tué Dulcie September et pourquoi... », 21 septembre, 2017, [Afrique-Asie.fr](#).
2. On trouve le détail de cette filature côté policier in Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe*, *op. cit.*, p. 186.
3. Cité par Philip Short, *François Mitterrand. Portrait d'un ambigu*, Nouveau Monde Éditions, 2015.
4. Bruno Le Gendre et Edwy Plenel, « II. Les orientations d'Action directe... », *op. cit.*
5. « Attentat Barcelone », [A2](#), 19 juin 1987 ; « CCC : l'attentat de la rue des Sols à Bruxelles a trente ans », [RTBF](#), 1^{er} mai 2015.
6. Matthieu Karam, « Massacre de Cana : “un cauchemar !”, se souvient Timur Goksel, ex-porte-parole de la Finul et témoin », [L'Orient le jour](#), 28 septembre 2016.

VIII. La guérilla ouest-européenne ébranle le centre impérialiste (fin 1984-mi-1986)

1. Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe, op. cit.*, p. 263.
2. Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, *Action directe...*, *op. cit.*, p. 177-180.
3. Jean Chatain, « Kolwezi 1978, l'Élysée au secours de Mobutu », *L'Humanité*, 18 mai 2018.
4. George Jackson, *Les Frères de Soledad*, préfacé par Jean Genet, Syllepse, [1971] 2014.

IX. Attaquer le Parti de l'entreprise (fin 1985-fin 1986)

1. Jacques Follorou, « Le carnet d'or de Samir Traboulsi », *Le Monde*, 30 avril 2005.
2. « Les bons et loyaux services du parti socialiste au capitalisme français », *Lutte des classes*, mai-juin 2000, n° 51 – en ligne sur [Convergences révolutionnaires](#).
3. Adeline Toullier, « La régression sociale au cœur des négociations collectives », *Le Monde diplomatique*, janvier 1997.
4. Serge July et Laurent Joffrin, « Vive la crise ! », supplément hors série au numéro 860 de *Libération*, février 1984, Libération-Le Seuil.
5. Pierre Rimbert, « Il y a quinze ans, "Vive la crise !" », *Le Monde diplomatique*, février 1999.
6. Sylvain Laurens, « Le Club de l'horloge et la haute administration : promouvoir l'hostilité à l'immigration dans l'entre-soi mondain », *Agone*, 2014, n° 54, p. 88.
7. Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Minit, 1981, p. 258.
8. Nikos Poulantzas, *Fascisme et Dictature*, Seuil, 1974.
9. Cette « prison du peuple » est décrite par Roland Jacquard, *La Longue Traque d'Action directe*, *op. cit.*, p. 21.
10. José Garçon, « La libération sabotée des otages du Liban » ; Patricia Tourancheau, « La rançon du passé pour le clan Pasqua », *Libération*, 14 et 4 janvier 2002.
11. Pierre Favier et Michel Martin, *Robert Pandraud, la décennie Mitterrand*, tome II, Seuil, 1991 ; Yves Bonnet, *Contre-espionnage, mémoires d'un patron de la DST*, Calmann-Levy, 2000 ; Alain Marsaud, *Avant de tout oublier*, Denoël, 2002.
12. « Retour sur l'affaire Georges Ibrahim Abdallah », France 24, 30 décembre 2011 ; lire aussi Othman Tazghart, « Georges Ibrahim Abdallah, otage de la France », [Al-Akhbar](#), 21 janvier 2012.
13. Mosco Levi Boucault, *Ils étaient les Brigades rouges*, *op. cit.*
14. Roland Jacquard, *La Longue Traque d'Action directe*, *op. cit.*, p. 12.
15. Serge Savoie, *RG. La traque d'Action directe*, *op. cit.*, p. 226 et suiv.
16. Roland Jacquard, *La Longue Traque d'Action directe*, *op. cit.*, p. 49.
17. Lire aussi Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte...*, *op. cit.*, « À André Glucksmann, stalinien

renversé », p. 177-193.

18. James Connolly, « La Confédération française du travail (CFT) », [Comités syndicalistes révolutionnaires](#), 24 mai 2008.

19. Ronald Fraser, *1968 a Student Generation in Revolt* (Chatto & Windus, 1988) cité par Isabelle Sommière, *La Violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Presses universitaires de Rennes, 1998. [nda]

20. Daniel Schneidermann, « Deux semaines de procès... », *op. cit.*

21. « Un palais devenu forteresse », *Le Quotidien de Paris*, 10 janvier 1989 ; Philippe du Tanney, « Un palais hautement protégé », *Le Figaro*, 10 janvier 1989.

22. « Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, à la suite de l'arrestation de quatre dirigeants de l'organisation terroriste Action directe, sur les amnisties de 1981 et la lutte contre le terrorisme, à Valz-sous-Châteauneuf en Auvergne, lundi 23 février 1987 », [Discours.vie-publique.fr](#).

23. Edwy Plenel, « Un procès injuste », *Le Monde*, 25 février 1987.

24. Jean-Marc Théolleyre, « La démission d'un jury populaire », *Le Monde*, 10 décembre 1986.

25. Pierre Servent, « Les terroristes seront désormais tous jugés par des magistrats professionnels », *Le Monde*, 20 décembre 1986.

26. Jean-Marc Théolleyre. « Le défi aux jurés », *Le Monde*, 8 décembre 1986.

27. Claude Sarraute, « Malaises », *Le Monde*, 10 décembre 1986.

28. *L'Orda d'oro 1968-1977*, recueil de Nanni Balestrini et Primo Moroni, a été traduit en français en 2017 : *La Horde d'or. Italie 1968-1977*, *op. cit.*

29. Véronique Brocard, dossier « Action directe », *Le Quotidien de Paris*, 15 avril 1982, p. 4.

30. Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, *Œuvres II*, Petite Collection Maspero, [1918] 1988, p. 64.

X. Le coup de grâce (hiver 1987)

1. Roland Jacquard, *La Longue Traque d'Action directe*, *op. cit.*, p 10 et 14.
2. « Le gang des “égoutiers” devant la justice », *L'Humanité*, 2 février 1994.

Glossaire de quelques organisations

1. Sur l'opéraïsme, lire Mario Tronti, *Nous opéraïstes. Le « roman de formation » des années 1960 en Italie*, traduit par Michel Valensi, En-bas et L'Éclat, 2013.
2. « Brigades rouges : l'historique », *op. cit.*
3. *Ibid.*
4. *L'Internationale*, septembre-octobre 1984, n° 10.
5. Lire Sergi Rosès Cordovilla, *Le MIL : une histoire politique*, Acratie, 2007. [nda]
6. Les textes de fondation (1972) et de dissolution (1980) du Mouvement du 2 juin sont en ligne sur LesMaterialistes.com.
7. Abdellali Hajjat, « L'expérience politique du Mouvement des travailleurs arabes », *Contretemps*, mai 2006.
8. Sur les NAP et l'articulation entre ces divers groupes dans les années 1960-1970, lire Fabrizio Carlino, « Autonomisation de la catégorie de *Lumpenproletariat* et pratique de la violence. Les enjeux de la transition de Lotta continua aux Nuclei armati proletari », *Cahiers du GRM*, 2011, n° 2 – en ligne sur Openedition.org.
9. On trouve le texte fondateur et une courte présentation des Napap sur ArchivesRevolutionnaires.wordpress.com.
10. Heike Schmidt, « L'Allemagne : la rupture avec le passé nazi », *Rfi.fr*, mai 2008.
11. Pour une version distanciée de cette histoire, lire Emmanuelle Loyer, « Sous les pavés, la Résistance. La Nouvelle Résistance populaire, appropriation et usages de la référence résistante après Mai 1968 », in Bernard Garnier *et alii* (dir.), *Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire ?*, Mémorial de Caen et CNRS Éditions, 2006, p. 181-192.
12. « L'OCML-VP, c'est quoi ? Maoïstes, d'où venons-nous ? », OCML-VP.org.
13. On trouve une discussion contemporaine (partiale, mais fouillée) de cette organisation par Lutte ouvrière, in « Une organisation populiste : l'Organisation communiste des travailleurs », *Lutte de classe*, mai 1977, n° 46.
14. « RAF : de la guérilla à la proposition des contre-pouvoirs », *Front social*, 1999, n° 5, ArchivesCommunistes.chezAlice.fr ; « Trois lettres, un symbole : histoire de la Rote Armee Fraktion - Fraction armée rouge », 16 septembre 2013, LesMaterialistes.com ; la déclaration la RAF « Pourquoi nous arrêtons » (1998) est disponible sur Terrorisme.net.

15.« Une histoire des Cellules révolutionnaires (RZ), groupe armé en Allemagne de l'Ouest », Contrainfo.espiv.net, mars 2015.

16.François Audigier, *Histoire du SAC*, Stock, 2003, p. 462.

17.Lire Jacques Follorou, « La tuerie d'Auriol : massacre chez les barbouzards », *Le Monde*, 31 juillet 2006.

Dans la collection « Mémoires sociales »

- Charlie Bauer, *Fractures d'une vie* (2004)
- Burnett Bolloten, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-1939)* (2014)
- Miguel Chueca (dir.), *Déposséder les possédants. La grève générale aux « temps héroïques » du syndicalisme révolutionnaire, 1895-1906* (2008)
- Christian Corouge et Michel Pialoux, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue* (2011)
- Ronald Creagh, *Utopies américaines. Expériences libertaires du XIX^e siècle à nos jours* (2009)
- Alèssi Dell'Umbria, *Histoire universelle de Marseille. De l'an mil à l'an deux mille* (2006)
- Marcel Durand, *Grain de sable sous le capot. Résistance et contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot, 1972-2003* (2006)
- Dan Georgakas et Marvin Surkin, *Detroit : Pas d'accord pour crever. Une étude de la révolution urbaine, 1967-1975* (2015)
- Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée* (2013)
- Anne Guérin, *Prisonniers en révolte. Quotidien carcéral, mutineries et politique pénitentiaire en France, 1970-1980* (2013)
- Franz Jung, *Le Chemin vers le bas. Considérations d'un révolutionnaire allemand sur une grande époque, 1900-1950* (2007)
- Albert Libertad, *Le Culte de la charogne. Anarchisme, un état de révolution permanente, 1897-1908* (2006)
- Marcel Martinet, *Culture prolétarienne* (2004)
- Daniel Martinez, *Carnets d'un intérimaire* (2003)
- Louis Mercier-Vega, *La Chevauchée anonyme. Une attitude internationaliste devant la guerre, 1939-1942* (2006)
- Xavier Montanyà, *Les Derniers Exilés de Pinochet. Des luttes clandestines à la transition démocratique* (2009)
- Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France. Du XIV^e siècle à nos jours* (2018)
- Louis Oury, *Les Prolos* (2016)
- Amin Pérez, *Faire de la politique avec la sociologie. Abdelmalek Sayad et Pierre Bourdieu dans la guerre d'Algérie* (2018)
- Émile Pouget, *L'Action directe, et autres écrits syndicalistes, 1903-1910* (2010)
- Jann-Marc Rouillan, *Lettre à Jules, suivi de Les voyages extraordinaires des enfants de l'Extérieur et de Chroniques carcérales* (2004) — *De mémoire (1). Les jours du début : un automne 1970 à Toulouse* (2007) — *De mémoire (2). Le deuil de l'innocence : un jour de septembre 1973 à Barcelone* (2009) — *De mémoire (3). La courte saison des GARI :*

Toulouse 1974 (2011) — *Dix ans d'Action directe. 1977-1987* (2018)

Victor Serge, *Retour à l'Ouest. Chroniques, juin 1936-mai 1940* (2010) — *Carnets, 1936-1947* (2012) — *L'an I de la révolution russe. Suivi de La ville en danger et de Trente ans après* (2017)

Boris Souvarine, *Cauchemar en URSS, suivi de L'ouvrier et le paysan soviétiques* (2009)

Alexandro Stella, *Années de rêves et de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie, 1968-1980* (2016)

Raquel Varela, *Une histoire de la révolution portugaise. 1974-1975* (2018)

Assia Zaino, *Des hommes entre les murs. Comment la prison façonne la vie des Palestiniens* (2016)

Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours* (2002) — *Le Vingtième Siècle américain. Une histoire populaire de 1890 à nos jours* (2003) — *Se révolter si nécessaire. Textes et discours, 1962-2010* (2014) — *Des voix rebelles. Récits populaires des États-Unis* (2015)

Du même auteur aux éditions Agone

Je regrette (2016)

Je hais les matins (2015)

De mémoire (3) La courte saison des GARI : Toulouse 1974 (2011)

Paul des épinettes et moi. Sur la maladie et la mort en prison (2010)

De mémoire (2) Le deuil de l'innocence : un jour de septembre 1973 à Barcelone (2009)

Chroniques carcérales (2004-2007) (2008)

De mémoire (1) Les jours du début : un automne 1970 à Toulouse (2007)

La Part des loups (2005)

Lettre à Jules. Suivi de Les voyages extraordinaires des enfants de l'Extérieur & Chroniques carcérales (2004)

Indissociable de l'édition de son auteur chez Agone, ce livre a bénéficié d'innombrables relectures et fait l'objet d'interminables discussions, apports indispensables à l'établissement d'un texte plein de difficultés. Nos remerciements vont à celles et ceux qui resteront anonymes (pour des raisons bien compréhensibles) mais aussi à Éric Sevault (pour ses perspicaces mises en perspective politiques) et à Michel Camilleri (pour son précieux témoignage sur les premières années d'Action directe et sur ses militants).

Édition préparée par Antoine Lablanche et Marie Laigle.

Cet ouvrage a été mis en page grâce à des logiciels libres assemblés dans la suite informatique SMAG 0.6.

Achévé de compiler en août 2018 par Marie Laigle pour le compte des éditions Agone

BP 70071, F-13192 Marseille cedex 20

<<http://agone.org>>

Distribution Immatériel.fr

11, rue Meslay, 75003 Paris

<contact@immateriel.fr>

<<http://immateriel.fr>>